

RECHERCHE
ET INNOVATION

Un panorama des
recherches en cours
dans le domaine
de l'habitat
et du logement
Édition 2024

N°

12

SOMMAIRE

4 PRÉAMBULE

6 RÉSEAUX ET MODES DE COOPÉRATION

- 7 Le Réseau des acteurs de l'habitat
- 8 Le Réseau français « REcherche HABitat-Logement » (REHAL)
- 9 Les Ateliers du REHAL
- 12 La journée annuelle « Quoi de neuf, chercheurs ? » : du questionnement des acteurs aux travaux des chercheurs
- 14 Comment organiser les collaborations entre chercheurs et acteurs dans le champ de l'habitat et du logement ?
- 17 Le Prix USH-CDC de la recherche scientifique sur l'habitat social
- 18 Le palmarès du Prix 2023 de thèse sur l'habitat social

20 TRAVAUX DE RECHERCHE

- 20 Les opérations de recherche
- 90 Les thèses
- 208 Les autres coopérations acteurs-chercheurs
- 240 Les laboratoires de recherche
- 242 La carte de l'implantation des laboratoires

323 INDEX

- 323 Index des opérations de recherche
- 324 Index des thèses
- 328 Index des autres coopérations acteurs-chercheurs
- 328 Index des laboratoires et de leurs universités ou écoles de rattachement
- 330 Index des chercheurs et acteurs cités dans les travaux présentés
- 335 Index des thèmes traités par les travaux présentés

PUBLICATION DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

Rédaction

Marie-Christine Jaillet (REHAL)

Bruno Marot (l'Union sociale pour l'habitat) avec la collaboration de Dominique Belargent

Maquette : Laure Saint-Martin et Loris Legendre (l'Union sociale pour l'habitat)
et Jean-Marie Lambert
Impression : DEJALINK - Stains - septembre 2023

Reproduction interdite - Dépôt légal : octobre 2023, ISSN 2426-1653
Collection Cahiers de l'Union sociale pour l'habitat.
La collection Panoramas vient dans la continuité de la collection Références.

PRÉAMBULE

Publié pour la onzième année consécutive, ce recueil réunit un ensemble de fiches qui propose un large panorama de la recherche universitaire française sur le logement et l'habitat. Pour autant, il n'est pas exhaustif, d'une part, parce que des travaux de recherche sont menés en dehors du monde académique ; d'autre part, parce que n'y figurent, pour la recherche universitaire, que les travaux des chercheurs et des laboratoires qui ont répondu positivement à l'invitation formulée conjointement par l'Union sociale pour l'habitat, le Réseau des acteurs de l'habitat et le REHAL. Si ce Panorama n'est pas exhaustif, il couvre néanmoins, d'année en année, un champ toujours plus large de travaux et d'initiatives de recherche portant sur le logement et l'habitat. À ce titre, il est vraiment représentatif de ce champ scientifique.

Outre que ce recueil porte à la connaissance des acteurs et des chercheurs un ensemble de travaux sur le logement et l'habitat, sa réalisation vise également à développer et mettre en valeur les coopérations entre le monde de la recherche et celui de l'action. Aussi, les thèses et opérations de recherche conduites dans un tel cadre sont signalées par la mention « Coopération acteurs/chercheurs » afin de les repérer plus rapidement.

Dans la partie « Réseaux et modes de coopérations », ce Panorama présente :

- Un descriptif du Réseau des acteurs de l'habitat et du REHAL, et de la journée annuelle « Quoi de neuf, chercheurs ? » organisée conjointement depuis 2013 ;
- Un récapitulatif des modes de coopération possibles entre acteurs et chercheurs ;
- Le Prix de la recherche sur l'habitat social organisé depuis 2014 par l'Union sociale pour l'habitat, la Banque des Territoires et l'Institut Caisse des Dépôts pour la recherche qui distingue chaque année, alternativement, soit un article soit une thèse. En 2023, le jury a distingué plusieurs thèses. Le palmarès a été présenté au Congrès Hlm de Nantes le 4 octobre 2023. Lorsqu'elles font l'objet d'une fiche, les thèses lauréates et les autres thèses primées ou remarquées par le jury sont signalées par un label « Prix USH-CDC de la recherche ».

LES TRAVAUX SONT PRÉSENTÉS PAR RUBRIQUES

- Rubrique « Opérations de recherche » :

67 opérations de recherche, mobilisant généralement plusieurs chercheurs, voire plusieurs équipes, sont répertoriées. Ces actions font, pour la plupart, l'objet d'un financement et répondent donc soit à un appel à projets, soit à une commande spécifique. Nécessitant le plus souvent un travail important d'enquête et de terrain, elles se déroulent sur des temporalités parfois longues et débouchent sur des publications de nature variée : rapports, ouvrages, articles scientifiques, etc.

- Rubrique « Thèses » :

115 thèses sont présentées. Elles peuvent s'inscrire dans toute discipline s'intéressant aux enjeux du logement et de l'habitat, qu'elles soient en cours d'élaboration ou soutenues depuis moins de deux ans.

- Rubrique « Autres coopérations » :

30 actions de recherche sont identifiées. Diverses par leur objet aussi bien que par leur nature (ateliers d'étudiants, actions de formation, cycles de conférences, expertises, etc.), ces actions viennent enrichir le panorama des collaborations établies « sur le terrain » entre le monde de la recherche et les acteurs de l'habitat.

- Rubrique « Laboratoires » :

36 laboratoires de recherche français sont répertoriés. Ces derniers développent, à titre principal ou comme un de leurs axes de travail, des recherches sur l'habitat et le logement dans des perspectives mono ou pluridisciplinaires. Les recherches proposées par ces laboratoires explorent des problématiques à diverses échelles d'analyse sur des terrains en France, en Europe et dans le monde entier, selon des méthodologies variées, quantitatives comme qualitatives. Ces laboratoires couvrent quasiment tout le territoire national (voir à ce propos la carte des laboratoires, p. 241), permettant ainsi aux acteurs de l'habitat, quelle que soit leur localisation géographique, de disposer d'un ou de plusieurs interlocuteurs s'ils souhaitent établir des collaborations ou mobiliser les acquis de la recherche sur leur territoire.

Afin d'en faciliter la lecture et l'appropriation, **ce répertoire est doté de deux index** : le premier concerne les chercheurs et les acteurs cités dans les travaux présentés, le second concerne les thématiques explorées par les travaux.

950 TRAVAUX DE RECHERCHE RÉFÉRENCÉS

Ce Panorama ayant pour objectif de faire connaître les recherches les plus récentes, les fiches les plus anciennes, présentées dans les éditions précédentes, en ont été retirées. Néanmoins, ces travaux n'ayant pas perdu de leur pertinence, ils ont fait l'objet d'un archivage. Ils sont donc toujours consultables **grâce à une plateforme en ligne présentant tous les travaux recensés** depuis la première année de collecte, soit à ce jour près de **950 travaux**. De même un certain nombre de travaux portant sur l'expérimentation de nouveaux matériaux en lien avec les enjeux bioclimatiques, mais qui ne prennent pas en compte les usages, n'ont pas été intégrés à l'édition « papier ». Néanmoins ils sont accessibles en version numérique sur le site de la plateforme.

EN BREF :

Il ressort de la lecture de ce Panorama une très grande variété de thématiques et d'objets de recherche : certains sont

inscrits dans la durée et obéissent à des logiques propres à la production des savoirs ; d'autres sont fortement portés par la commande, le plus souvent publique, mais également privée, dont les préoccupations obéissent à d'autres ressorts, sinon d'effets de mode, du moins d'effets d'actualité, manifestant également le souci d'un débouché pour l'action et la fabrique des politiques publiques. De nombreux travaux reposent de fait sur une collaboration entre chercheurs et acteurs qui, si elle demeure parfois ponctuelle, est, le plus souvent, inscrite dans un processus partenarial organisé et négocié.

Cette lecture fait aussi apparaître, en creux, des thèmes abordés de manière plus discrète (trop discrète ?), voire des questions absentes. Fortement marqué par les sciences humaines et sociales (SHS), ce Panorama montre l'attention portée par la recherche aux usages, aux pratiques de l'habitat, aux modes de vie, à la production et à la « réception » des politiques publiques. Il montre aussi les modalités d'adaptation des acteurs du logement et de l'habitat aux nouveaux défis auxquels ils sont confrontés et les enjeux organisationnels ou professionnels que ces modalités recouvrent. L'importance prise désormais par l'adaptation et l'atténuation au changement climatique y apparaît clairement, de même que le souci renouvelé de permettre aux ménages sans logement, hébergés ou « à la rue » de disposer d'un toit. Il fait enfin la part belle aux problématiques territoriales.



À NOTER

Depuis le printemps 2019, une plateforme permet à tout moment de signaler un travail de recherche en cours ou récent, en rédigeant, puis en soumettant, une fiche (opération de recherche, thèse, autres coopérations) qui sera publiée dans sa version électronique, dès validation, puis intégrée à l'édition papier suivante du Panorama.

Cette plateforme permet également d'éditionner un PDF de chaque fiche, qu'elle corresponde à la description d'une opération de recherche, d'une thèse, d'une « autre coopération » ou à la présentation d'un laboratoire.

Pour accéder à la plateforme en ligne : <https://panorama.acteursdelhabitat.com/search>

RÉSEAUX ET MODES DE COOPÉRATION

Depuis 2013, l'Union sociale pour l'habitat, le Réseau des acteurs de l'habitat et le Réseau recherche habitat-logement, avec le soutien de la Caisse des Dépôts, collaborent étroitement à promouvoir les coopérations entre le monde de la recherche et celui des acteurs de l'habitat au sens large : organismes et associations régionales Hlm, collectivités territoriales, services de l'État, associations, etc.

En plus de l'édition annuelle d'un panorama des travaux de recherche, cette collaboration se traduit par l'organisation d'une journée annuelle « Quoi de neuf, chercheurs ? » réunissant acteurs et chercheurs autour de problématiques partagées, et par l'appui au développement de multiples formes de travail en commun dans les régions dont ce Panorama fait état.

En outre, l'Union sociale pour l'habitat, la Banque des Territoires et le Réseau recherche habitat-logement contribuent à l'organisation annuelle du prix USH-CDC de la recherche scientifique sur l'habitat social.

Le Réseau des acteurs de l'habitat

Créé en 2007, le Réseau des acteurs de l'habitat rassemble à ce jour l'Assemblée des départements de France, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités, l'Association des maires Ville et Banlieue de France, l'Association des petites villes de France, la Banque des Territoires, la Fédération nationale des associations régionales d'organismes d'habitat social, la Fédération nationale des agences d'urbanisme, France urbaine, Intercommunalités de France, l'Union sociale pour l'habitat et Villes de France.

Il a pour objectif de contribuer à construire une culture partagée de l'habitat et de ses politiques entre collectivités locales et acteurs Hlm, et plus largement avec tous les acteurs intéressés par les problématiques du secteur de l'habitat et du logement social. Lieux d'information, de réflexion et d'échange, les événements du Réseau visent à éclairer et questionner les dispositifs d'action, mais également à décrypter les transformations du contexte institutionnel, législatif, social, économique et financier dans lequel les acteurs du secteur évoluent au quotidien.

Les journées

Le Réseau des acteurs de l'habitat compte à son actif **48 journées nationales d'échanges à travers les formats « Quoi de neuf, acteurs ? » et « Quoi de neuf, chercheurs ? »** Chaque journée accueille environ 300 personnes : organismes et associations régionales Hlm, élus et techniciens des collectivités territoriales, de leurs groupements et des agences d'urbanisme, collaborateurs de la Caisse des Dépôts, services de l'État, partenaires sociaux, associations, universitaires, chercheurs, consultants, etc.

Par le rendez-vous « Quoi de neuf, chercheurs ? », organisé annuellement en novembre ou décembre, le Réseau des acteurs de l'habitat souhaite en particulier :

- Éclairer, à travers l'œil des chercheurs, les transformations économiques, sociales et sociétales qui impactent le secteur de l'habitat ;
- Permettre un temps d'échanges et un débat d'idées, entre chercheurs et acteurs, à partir des travaux récents produits par la recherche ;

- Valoriser la contribution de la recherche à l'analyse des stratégies et des pratiques des acteurs opérationnels et à la fabrique de la politique du logement et des politiques locales de l'habitat.

Les webconférences

Depuis 2016, le Réseau des acteurs de l'habitat propose également deux fois par an des **webconférences d'actualité**. Ces formats courts et accessibles à distance visent à aborder des thématiques plus ciblées et à attirer un nouveau public afin d'élargir l'audience du Réseau, en tenant compte des contraintes budgétaires et d'agenda croissantes des acteurs de l'habitat. Ces webconférences s'inscrivent pleinement dans l'esprit du Réseau :

- Décrypter l'actualité (et des sujets de fond) grâce à l'analyse d'experts et de chercheurs ;
- Débattre et croiser les regards d'acteurs sur les enjeux du secteur et des politiques de l'habitat ;
- Donner la parole aux participants (via un système de « tchat » en ligne).

Ces webconférences ne sont ainsi pas envisagées comme des formations à visée uniquement pédagogique, mais bien comme des temps d'échanges, de confrontation de points de vue et de partage d'expériences.

Les réseaux régionaux

Les Réseaux régionaux des acteurs de l'habitat ont été créés dans la quasi-totalité des territoires, principalement à l'initiative des Associations régionales d'habitat social, qui sont autant de lieux d'échanges et de coopérations au service des politiques territoriales de l'habitat.

Régulièrement mis à jour, **le site Internet du Réseau des acteurs de l'habitat** permet d'accéder à de nombreuses ressources : agenda des manifestations nationales et régionales, actes et synthèses des événements, interviews vidéo, publications institutionnelles et scientifiques, etc. Une lettre mensuelle est également proposée aux plus de 9 000 destinataires du Réseau.

@ SITE WEB

<http://www.acteursdelhabitat.com/>

CONTACTS

- contact@acteursdelhabitat.com
- Bruno Marot, responsable des partenariats institutionnels et de la recherche, l'Union sociale pour l'habitat, coordinateur du Réseau des acteurs de l'habitat, courriel : bruno.marot@union-habitat.org

Le réseau français « REcherche Habitat-Logement » (REHAL)

Le réseau français « Recherche Habitat-Logement » (REHAL) regroupe des chercheurs français (enseignants-chercheurs des universités, chercheurs des établissements publics scientifiques et techniques – CNRS –, doctorants, post-doctorants) qui travaillent sur le logement et l'habitat. Il fait suite au Réseau « Socio-Économie de l'Habitat », créé en 1991 à l'initiative du Plan Construction et Architecture (PCA, ministère de l'Équipement) pour développer le potentiel de recherche en sciences sociales sur l'habitat et faciliter les collaborations entre chercheurs, commanditaires de la recherche et professionnels de l'habitat. C'est en 2011, à l'occasion de l'organisation, à Toulouse, du Congrès annuel de l'European Network for Housing Research (ENHR), qu'un certain nombre de chercheurs français, persuadés de l'intérêt et du bien-fondé d'un tel réseau, ont pris la décision de lui donner un nouvel essor avec la création du REHAL.

Des journées destinées aux doctorants et chercheurs
Espace d'échange et de coopération entre chercheurs, le REHAL contribue à la structuration d'un milieu scientifique propre au champ du logement et de l'habitat. Il organise régulièrement des journées destinées aux doctorants et jeunes chercheurs afin qu'ils puissent présenter leurs travaux et les soumettre à discussion : la dernière édition s'est tenue à Aix-en-Provence en juin 2023 et a réuni plus de 50 communicants. Elle donnera lieu à la publication d'une partie des contributions. À noter que certaines des communications des précédentes Journées (le précédent ouvrage qui reprend certaines de celles des « Journées Jeunes Chercheurs » du REHAL (Marne-la-Vallée en 2021) ont été regroupées dans un ouvrage coordonné par Camille Gardesse et Jean-Claude Le Driant intitulé *Crise du logement, crise de l'accueil. Défis sociaux de l'habitat dans la France des années 2020* (Éditions de l'Harmattan).

Le REHAL organise également des ateliers transversaux (voir page suivante) qui permettent aux chercheurs de travailler ensemble sur des thématiques en relation avec les programmes et opéra-

tions de recherche qu'ils mènent par ailleurs. Ces ateliers sont les suivants : « Trajectoires des espaces périurbains » ; « Vulnérabilités résidentielles » ; « Habitat et conflictualité » ; « Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés » en relation avec le Réseau AC/DD « Approches critiques du développement durable » ; « Alternatives dans l'habitat » ; « Acteurs du marché du logement ». De nouveaux ateliers vont démarrer en 2023 autour des questions d'âge (jeunesse et vieillissement) et d'habitat institutionnel (résidences sociales, pensions de famille, centres d'hébergement, hôpital, prison etc.). Le REHAL vise aussi à faciliter l'insertion et la lisibilité de la recherche française dans les réseaux et les débats internationaux, européens en particulier. En 2025, l'European Network for Housing Research (ENHR), auquel appartient le REHAL, organisera son congrès en France.

Enfin, le REHAL se donne pour objectif de favoriser les interactions avec les professionnels et acteurs du logement et de l'habitat. À ce titre il contribue aux réflexions préalables et au montage de programmes de recherche coopératifs, en particulier avec l'Union sociale pour l'habitat (USH), sur le voisinage, la vente Hlm ou les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables.

Regroupant l'essentiel des chercheurs français qui travaillent dans le champ du logement et de l'habitat, en sciences humaines et sociales, le REHAL est une porte d'entrée adaptée pour organiser ces partenariats.

Le REHAL deviendra au 1^{er} janvier 2024 un GIS (groupement d'intérêt scientifique) du CNRS, marquant ainsi la reconnaissance par ce dernier du travail d'animation de ce champ scientifique qu'il réalise. Cette reconnaissance lui permettra de mieux asseoir et développer ses activités.

La coordination du REHAL est assurée par Lucie Bony, Claire Carriou et Fabrice Escaffre, avec l'aide de Patricia Panegos. La tête de réseau est actuellement installée à l'Université Toulouse-Jean Jaurès au Lisst (Laboratoire interdisciplinaire solidarités sociétés territoires).

Les Ateliers du REHAL

Les « Journées Jeunes Chercheurs » du REHAL organisées en juin 2023 ont permis de faire un bilan prospectif des ateliers du REHAL : certains ateliers se poursuivent, d'autres vont s'ouvrir afin d'explorer de nouvelles questions essentielles pour la recherche sur l'habitat et le logement.

Atelier « Trajectoires des espaces périurbains »

Animé par Claire Aragau, Séverine Bonnin-Oliveira, Laurent Cailly et Lionel Rougé

Alors que la question d'en « finir avec le périurbain » alimente le débat scientifique, que la lutte contre l'étalement urbain constitue un leitmotiv des politiques publiques depuis la loi SRU et que le périurbain continue d'être disqualifié pour son défaut d'urbanité et ses conséquences supposées (vote au profit du Front National, repli sur « l'entre soi », etc.), les périphéries urbaines continuent leur développement démographique et morphologique. Chemin faisant, elles constituent des lieux d'ancrage de plus en plus affirmés. Elles deviennent des supports d'invention de politiques publiques spécifiques et parfois originales pour « faire ville ou territoire ». Elles invitent en outre au renouvellement du rapport à la nature. C'est pour appréhender ces mutations, parfois ces « maturations », et les analyser en termes de « trajectoires des espaces périurbains » que l'ancien atelier « formes et devenir des espaces périurbains » (2012-2015) a souhaité poursuivre ses travaux autour de quatre axes de réflexion :

- Un axe épistémologique relatif à l'appréhension du fait périurbain : faut-il encore parler du périurbain et comment en parler ? ;
- La question du politique et des politiques dans le périurbain : quel(s) devenir(s) et quel(s) projet(s) pour les espaces périurbains en voie d'institutionnalisation ? ;
- L'enjeu environnemental en contexte périurbain, incluant une réflexion sur les morphologies : comment s'y reconfigure la relation « ville / campagne » ? ;
- La recomposition des modes de vie et de l'habiter : y a-t-il ou non maintien d'une spécificité périurbaine en la matière ? En 2023-2024, l'atelier se focalisera sur la question de l'habitat pavillonnaire.

Contacts :

- Claire Aragau : claire.aragau@u-paris10.fr
- Séverine Bonnin-Oliveira : severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr
- Laurent Cailly : laurent.cailly@univ-tours.fr
- Lionel Rougé : lionel.rouge@univ-tlse2.fr

Atelier « Vulnérabilités résidentielles »

Animé par Béatrice Mésini et Nadine Roudil

Les formes de mal-logement se diversifient et s'accroissent dans les pays du Nord : sans-abrisme et réapparition des « bidonvilles », développement de l'insalubrité et de l'inconfort, précarisation des statuts d'occupation, difficultés de paiement des loyers et/ou des charges, relégation territoriale, saturation des dispositifs d'hébergement d'urgence, expulsions, etc. Dans le même temps, dans les pays des Suds, l'urbanisation continue de progresser, et avec elle le logement non réglementaire : un peu plus de 881 millions de personnes vivent dans des « bidonvilles » en 2014 selon ONU Habitat, auquel il convient d'ajouter les autres formes d'habitat « non conforme », « informel » ou « illégal ».

L'objectif de l'atelier est d'articuler la question du mal-logement et celle de l'habitat non-réglementaire en créant un espace d'échange entre chercheurs qui travaillent sur les pays du Nord et des Suds.

Contacts :

- Béatrice Mésini : mesini@msh.univ-aix.fr
- Nadine Roudil : nadine.roudil@gmail.com

Atelier « Habitat et conflictualité »

Animé par Pierre Bergel, Quentin Brouard-Sala, Didier Desponds et Claire Fonticelli

Cet atelier envisage de décrypter les conflits liés au logement, du triple point de vue de leurs processus, de leurs lieux et de leurs représentations. Il s'intéresse aux éléments déclencheurs des conflits : ce qui heurte, indigne, dérange, conduisant ainsi à une opposition. Il s'intéresse également aux terrains du conflit (chantiers, lisières entre zones de logements et grands équipements générant de possibles nuisances, etc.) ainsi qu'aux populations ou aux institutions concernées (migrants versus « autochtones », propriétaires versus bailleurs sociaux, etc.). Ces conflits sont enfin examinés dans leurs rapports aux pouvoirs publics et aux élus, régulièrement pris pour cible. Une attention particulière est portée aux systèmes d'acteurs, souvent complexes, qui sous-tendent ces conflits, y compris lorsque leurs enjeux semblent négligeables. Les acteurs peuvent être coordonnés, organisés politiquement ou syndicalement, se regrouper sous forme de réseaux et de collectifs. Au contraire, ils peuvent agir individuellement, de manière « épidermique » et passagère. L'atelier porte également attention aux moyens que ces conflits mobilisent : manifestations, pétitions, occupations, pressions sur les gouvernants, recours que permet le droit, etc., sans exclure la violence sur les biens ou sur les personnes.

.../...

ADRESSE

F. Escaffre et P. Panegos, Université Toulouse 2 – Le Mirail, Maison de la recherche
Lisst – (Université de Toulouse-Jean-Jaurès, CNRS, Ehess, Ensfeat)
5 allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex 9

SITE WEB

<https://blogs.univ-tlse2.fr/rehal/>

CONTACT

● rehal.lisst@univ-tlse2.fr

Les conflictualités liées au logement et à l'habitat semblent traiter majoritairement de deux questions :

- Les conflits liés au logement social : modalités de sa répartition dans les agglomérations, notamment depuis le fameux article 55 de la loi SRU, mais également modalités d'attribution ;
- Les conflits liés au « cadre de vie » : contestations de projets d'aménagement ou de grands équipements (aéroports, éoliennes, etc.) par des riverains qui craignent pour leurs conditions de vie, mais aussi pour la valeur de leur patrimoine immobilier. Ces conflits débordent des cadres stricts du logement et de l'habitat. Ils sont à la fois extraordinaires, c'est-à-dire motivés par un événement déclencheur dont l'occurrence est exceptionnelle, et concernent une partie faible et/ou spécifique de la population.

Mais l'atelier ne néglige pas les situations qui se caractérisent apparemment par une absence de conflit qui ne signifie cependant pas une absence de tension.

Contacts :

- Pierre Bergel : pierre.bergel@unicaen.fr
- Quentin Brouard-Sala : quentin.brouard-sala@unicaen.fr
- Didier Desponds : didier.desponds@u-cergy.fr
- Claire Fonticelli : claire.fonticelli@gmail.com

Atelier « Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés »

Animé par Jérôme Boissonade, Guillaume Lacroix, Sophie Némoz, Élisabeth Peyroux, François Valegeas et Dominique Theile

Cet atelier se donne pour objet d'étude la « transition ». Il s'agit d'analyser la rhétorique qui l'entoure et les pratiques qui y sont associées en confrontant ce mot d'ordre aux expériences des acteurs et des populations, notamment celles liées à l'habiter au sens large. Cette mise à l'épreuve par l'habiter pourra se déployer sur de nombreux terrains, y compris dans une perspective comparée à l'échelle européenne et au-delà (en incluant notamment des villes du Sud).

Cet atelier a tout d'abord pour objectif d'établir une cartographie des différentes conceptions de la transition qui circulent, de repérer les acteurs qui s'approprient ou sont liés à ces conceptions et d'analyser les processus qui traversent les milieux concernés. Il abordera ensuite la question centrale du « sacrifice » et des inégalités face à ce « sacrifice » – quand il s'adresse à des groupes sociaux vulnérables, des petites entreprises ou des territoires défavorisés, etc. –, puis celle des collectifs susceptibles d'être mobilisés ou sommés de le faire par les injonctions à la « transition ». Il abordera enfin le type de capacités d'agir que cela produit (constitution d'un répertoire d'actions collectives, etc.) et les obstacles ou les difficultés que les différents acteurs rencontrent. Cet atelier croise donc les enjeux de connaissance et les enjeux politiques liés à la « transition », en se focalisant sur les pratiques de l'habiter et les moyens de les connaître.

En lien avec le Réseau AC/DD « Approches critiques du développement durable » : <https://www.reseaucritiquesdeveloppementdurable.fr/>

Contacts :

- Jérôme Boissonade : jboisson@msh-paris.fr
- Guillaume Lacroix : guillaume.lacroix89@gmail.com
- Sophie Némoz : sophie.nemoz@univ-fcomte.fr
- Élisabeth Peyroux : elisabeth.peyroux@cnrs.fr
- François Valegeas : francoisvalegeas@hotmail.fr
- Dominique Theile : dominique.theile@laposte.net

Atelier « Alternatives dans l'habitat »

Animé par Anne d'Orazio et Lionel Rougé

Cet atelier s'inscrit dans la continuité de l'atelier « Autopromotion et coopératives habitantes : une troisième voie dans l'habitat ? » fondé en 2012, et qui avait pour objectif d'explorer les questions posées par l'émergence de « l'habitat participatif ».

L'atelier part du constat que le système de production biciphale du logement, hérité des Trente Glorieuses, partagé entre le secteur de la promotion immobilière et un secteur social, montre des signes de faiblesse et peine à répondre aux demandes actuelles de logement : hausse des prix, tendance à la « résidualisation » du parc social, difficultés des ménages modestes à se loger, mais aussi des classes moyennes dans les secteurs les plus tendus. Quelles sont les pratiques, actions, expériences qui permettent de contourner ces difficultés et de continuer à se loger malgré tout ? Les fissures du modèle promotionnel offrent-elles des interstices à l'innovation ? De quelles manières se bicolent, au jour le jour, des pratiques plus ordinaires, anonymes, négociées, « privées » pour faire face : colocation qui se développe, habitat léger, etc. ? Ces expériences font-elles émerger des manières différentes d'organiser la cité au sens large, alternatives à la fois au mode de gouvernance du « welfare » fragilisé, voire critiqué aujourd'hui (surtout dans les pays anglosaxons) et aux principes économiques dictés par la doxa néolibérale ?

Cet ensemble de questions prend toute son importance dans le contexte actuel de recomposition des protections sociales et des collectifs qui structurent la vie quotidienne et l'accès aux ressources économiques comme culturelles. L'atelier s'intéressera aux modalités d'émergence et de mise en pratique de ces alternatives, à leur diffusion dans le cadre de l'action publique, ainsi qu'à leur portée transformatrice dans la fabrication de la ville et l'évolution des modes de vie.

Contacts :

- Anne d'Orazio : anne.dorazio@wanadoo.fr
- Lionel Rougé : lionel.rouge@unicaen.fr

Atelier « Les acteurs des marchés du logement »

Animé par Loïc Bonneval, Julie Pollard, Matthieu Gimat, Anne-Laure Jourdeuil et Yoan Miot

Cet atelier porte sur les acteurs des marchés du logement. Il s'attache en particulier aux acteurs économiques privés (promoteurs, notaires, agents immobiliers, SCI, propriétaires fonciers et immobiliers, etc.), mais sans s'y limiter : les acteurs du logement social, les collectivités locales, ainsi que les ménages sont également intégrés aux réflexions qui y sont menées. L'atelier vise d'une part à apporter des éléments de connaissance sur les caractéristiques et les logiques d'action de ces acteurs, qui restent souvent encore mal connues. D'autre part, il se donne pour objectif d'interroger leur rôle dans les mécanismes de marché, les politiques publiques et les choix résidentiels des ménages.

De nombreuses études prennent aujourd'hui les acteurs économiques privés des marchés du logement pour objet, alors qu'ils n'ont occupé qu'une place intermittente dans l'histoire de la recherche sur le logement et l'habitat. Mais ces travaux sont encore souvent isolés les uns des autres. L'objectif de l'atelier est donc de réunir des chercheurs – en particulier des jeunes chercheurs – qui travaillent aujourd'hui sur ces acteurs, afin de créer un espace d'échanges, permettant de confronter des approches disciplinaires variées.

Contacts :

- Loïc Bonneval : loic.bonneval@univ-lyon2.fr
- Julie Pollard : julie.pollard@unil.ch
- Matthieu Gimat : matthieu.gimat@u-paris.fr
- Anne-Laure Jourdeuil : jourdeuil.annelaure@parisnanterre.fr
- Yoan Miot : yoan.miot@u-pem.fr

Atelier « Habitat institutionnel »

Animé par Joséphine Bastard Lucie Bony et Laura Guérin

Ce nouvel atelier, lancé en 2023, a pour objectif de croiser les recherches menées sur différents types d'habitats institutionnels (institutions d'hébergement, prisons, hôpitaux, résidences sociales, pensions de famille, etc.).

Ces lieux de résidence ont plusieurs points communs. Il s'agit d'un habitat en collectif (bien que le développement de l'hébergement diffus soit intéressant à étudier par ailleurs) : cela pose la question de l'appropriation et de l'accès à un espace personnel, la construction d'un « chez-soi » pour les habitants. Ces lieux de résidence ont une fonction (intégration, insertion sociale, soin, punition, etc.) qui est notamment inscrite dans la matérialité architecturale. Dans ces lieux cohabitent non seulement des habitants-résidents mais aussi des professionnels (en lien avec la fonction du lieu : soignants, surveillants, travailleurs sociaux, gérants etc.). Ces lieux de résidence logent des populations captives ou contraintes (légales, sociales ou médicales).

Plusieurs questionnements pourront orienter les séances de cet atelier émergent : ils pourront porter sur les trajectoires de bâtiments, l'expression architecturale des projets d'établissements, habiter et cohabiter en habitat institutionnel, l'appropriation de l'espace des professionnels en habitat institutionnel, l'insertion des habitats institutionnels dans leur environnement, les enjeux méthodologiques des recherches en institutions.

Contacts :

- Joséphine Bastard : josephine.bastard@paris-valdesoise.archi.fr
- Lucie Bony : lucie.bony@cnrs.fr
- Laura Guérin : lauraguérin00@gmail.com

Atelier « Habitat et âges de la vie »

Ce nouvel atelier, en cours de constitution, associe des chercheuses et des chercheurs qui travaillent tant sur les jeunes habitants que sur les plus âgés. Si cette entrée nécessite d'interroger les bornes d'âge retenues pour identifier les habitants ainsi définis, elle s'appuie aussi sur l'analyse d'étapes particulières de parcours résidentiels individuels. Transitoires ou marquées par un profond ancrage, ces étapes participent de la construction individuelle et sociale des habitants. Décohabitation, première mise en couple, veuvage, choix de la colocation, primo-accession, habitat intergénérationnel représentent certaines situations marquantes de ces étapes. Ces dernières se construisent en interagissant avec l'organisation et le fonctionnement des territoires dans leur diversité au sein desquels peuvent exister des offres dédiées ou qui s'appuient sur des interventions publiques conçues pour répondre à des besoins envisagés comme spécifiques. Une série de travaux en cours ou récemment réalisés invitent à approfondir l'analyse de ce cadre général au regard d'une série d'enjeux. D'abord un enjeu de connaissance quantitative comme qualitative de la diversité des situations. Ensuite, un enjeu de documentation et d'analyse des besoins et des pratiques des habitants jeunes et âgés depuis l'échelle du logement jusqu'à celle des territoires. Enfin, un enjeu d'étude des réponses apportées à ces besoins par les habitants eux-mêmes et par les acteurs des marchés du logement, du secteur associatif ou par les politiques publiques.

Dans la phase de constitution de l'atelier, le contact est pour l'instant.

Contact :

- Fabrice Escaffre : fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr

Le programme des séances de travail des ateliers et leurs comptes rendus sont accessibles sur le site du REHAL.

La journée « Quoi de neuf, chercheurs ? » : Du questionnement des acteurs aux travaux des chercheurs

... et des résultats de la recherche à son appropriation par l'action.

Au cours des vingt dernières années, les politiques de l'habitat ont connu des évolutions majeures qui ont concerné tous leurs acteurs : les **collectivités territoriales** ont été appelées à s'y engager plus fortement, malgré un contexte financier qui limite leurs capacités d'intervention. Elles y jouent un rôle déterminant, s'agissant de la définition des stratégies en matière d'habitat comme de leur mise en œuvre opérationnelle. Les opérateurs, et notamment les **organismes Hlm**, ont fait évoluer leurs pratiques et adopté de nouveaux modes de coopération sur des territoires où les collectivités sont en pleine recomposition. Ils connaissent aujourd'hui de profondes transformations des conditions de financement de leur activité et de leur organisation. Ces nouvelles réalités financières interrogent et inquiètent les collectivités territoriales, elles-mêmes confrontées à des restrictions budgétaires qui obèrent leurs capacités d'investissement.

De son côté, **l'État** a transformé ses modalités d'action, articulant de manière ambiguë, voire paradoxale, volonté d'un pilotage central des politiques du logement et logique de décentralisation, grandes injonctions nationales (à la mixité par exemple) et renvoi au niveau local de la responsabilité des politiques d'attribution et de peuplement. En 2018, l'État s'est engagé dans une réduction sans précédent du budget consacré au logement, et notamment aux aides personnelles au logement. En 2019, il s'est donné pour objectif d'accélérer la vente des logements sociaux afin de permettre aux organismes Hlm de dégager de nouvelles ressources pour financer l'offre nouvelle. Le modèle français du logement social est ainsi profondément interrogé, sinon fragilisé dans ses fondements. La crise sanitaire provoquée par le Covid 19 a réactivé la question du droit au logement, non pas simplement dans sa dimension d'accès à un toit, mais dans les inégalités de

conditions d'habitat, soulignant le rôle déterminant de la qualité du logement et de son environnement pour vivre au mieux la situation de confinement qu'elle a provoquée. Cette même crise, soulignant la dimension écologique de la pandémie et la nécessité de préserver les écosystèmes, a également réactivé l'adaptation de l'habitat aux enjeux bioclimatiques (lutte contre le réchauffement climatique et réhabilitation énergétique).

Dans le même temps, **la société française** continue d'évoluer au rythme des soubresauts des cycles économiques et financiers, de la paupérisation/précarisation d'une partie de la population, des mutations des modes de vie et d'habiter, des difficultés du « vivre ensemble », de l'accroissement des inégalités sociales et des différenciations territoriales, des exigences du développement durable et de la transition numérique qui participe à la transformation des activités. De nouveaux mouvements sociaux sont apparus, dénonçant avec force les inégalités économiques, sociales, territoriales. La multiplication et l'aggravation des dérèglements climatiques (épisodes caniculaires, inondations, incendies) rendent plus urgente la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique et plus largement d'engager les sociétés dans un processus d'adaptation à la finitude de la planète et de ses ressources. Cette adaptation, dans le champ de l'habitat, touche tant aux modes de construction des logements qu'au modèle d'urbanisation et de planification, et requiert de répondre au principe de justice sociale. Enfin, les règles qui régissaient la vie démocratique, reposant principalement sur la délégation de la gestion des affaires de la « cité » à des représentantes et représentants élus, montrent leur insuffisance à répondre à la demande citoyenne d'une association plus directe aux affaires de la cité.

L'OBJECTIF DE CES JOURNÉES « QUOI DE NEUF, CHERCHEURS ? » EST DE FAIRE BÉNÉFICIER LES ACTEURS DE L'HABITAT DES AVANCÉES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE SUR DES QUESTIONS AU CŒUR DE LEUR RÉFLEXION, DE LEURS STRATÉGIES ET DE LEURS PRATIQUES.

Ces journées ont par exemple eu pour thème ces dernières années la vente des logements sociaux (2019), en sollicitant les recherches produites sur ce sujet en France et en Europe, les défis économiques du foncier et du logement abordables (2021), ou encore les enjeux de qualité du et dans le logement (2022), en partenariat avec la démarche « Engagés pour la qualité du logement de demain (EQLD) » portée le Groupement d'intérêt public de l'Europe des projets architecturaux et urbains (GIP Epau) et le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

La journée « Quoi de neuf, chercheurs ? » du 16 novembre 2023 aura pour sujet l'évaluation des besoins en logements à l'heure de la transition écologique dans une perspective française et internationale.

Par la diversité de leurs approches, quantitatives et qualitatives, macro et micro, par la variété des disciplines (sociologie, économie, science politique, psychologie, géographie, urbanisme, architecture, aménagement, gestion, droit, histoire, sciences de l'ingénieur, etc.), les travaux conduits par les chercheurs apportent un regard neuf et original, souvent critique, permettant de mieux comprendre et analyser les questions clés pour le secteur de l'habitat et les politiques publiques qui y sont associées, mais également pour interroger les grandes évolutions qui transforment nos sociétés, nos territoires, et nos modes de vie.

Les journées « Quoi de neuf, chercheurs ? » permettent en outre d'instaurer des relations plus régulières entre acteurs de l'habitat et chercheurs pour développer des modalités innovantes d'échange et de coopération, assurer une meilleure diffusion des travaux scientifiques, identifier les thèmes émergents et comprendre les préoccupations des acteurs. En se confrontant à leurs interrogations, les chercheurs peuvent y trouver matière à enrichir et à renouveler leurs propres questionnements. Ces journées sont enfin l'occasion de mettre en valeur la vitalité de la recherche sur le logement et l'habitat en France et de donner une place privilégiée aux travaux de jeunes chercheurs qui participent à renouveler les questionnements et les approches.

LIEU DE PARTAGE DE CONNAISSANCES, D'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES ET D'ENRICHISSEMENT DES SAVOIR-FAIRE...

Le Réseau des acteurs de l'habitat accompagne ces évolutions en favorisant l'émergence d'une capacité commune à les appréhender, car nombre de ces enjeux ont à voir avec les problématiques de l'habitat, ou les impactent. Cette plateforme, qui rassemble associations d'élus, acteurs du Mouvement Hlm et la Caisse des Dépôts, s'est ainsi penchée sur de nombreuses thématiques, interrogeant les systèmes locaux et nationaux de production de l'habitat et leurs protagonistes, scrutant l'actualité législative ou documentant des sujets plus ciblés sur les préoccupations des acteurs. Face aux bouleversements que connaît le secteur du logement, et du logement social en particulier, le Réseau des acteurs de l'habitat constitue un espace de décryptage et de débats sur les évolutions en cours. Ces échanges entre élus

et professionnels issus d'univers différents ont ainsi permis de mieux saisir les enjeux des politiques locales de l'habitat, de repérer et mettre en valeur des pratiques innovantes et d'en tirer des enseignements. Ces travaux, parce qu'ils portent sur les transformations à l'œuvre dans les sociétés contemporaines, mobilisent la recherche et ses savoirs. Aussi, depuis 2013, le Réseau des acteurs de l'habitat cherche à structurer et valoriser les échanges avec le monde de la recherche en créant, avec le réseau REcherche HABitat Logement (REHAL), **un rendez-vous annuel entre acteurs de l'habitat et chercheurs** pour organiser les conditions d'un dialogue pérenne et fructueux.



À NOTER

Les Actes des journées « Quoi de neuf, chercheurs ? », sont disponibles sur le site du Réseau des acteurs de l'habitat et sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.

Le Réseau des acteurs de l'habitat et le REHAL cherchent à développer cette initiative au plus près des territoires. Par exemple, l'Association régionale Hlm Auvergne Rhône-Alpes organise depuis 2014, avec l'appui des laboratoires universitaires de la région, un atelier annuel « Quoi de neuf chercheurs ? en Auvergne Rhône-Alpes » dans le cadre du Réseau régional des acteurs de l'habitat qu'elle anime. D'autres associations régionales Hlm participent à des travaux de recherche, notamment sur la vente Hlm (Auvergne-Rhône-Alpes), et sur les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (Île-de-France, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes). Ces opérations de recherche sont mentionnées dans la présente édition.

Comment organiser les collaborations entre chercheurs et acteurs dans le champ de l'habitat et du logement ?

137 des 212 actions de recherche présentées dans l'édition 2024 de ce Panorama font (ou ont fait) l'objet d'une coopération entre chercheurs et acteurs de l'habitat. Ces collaborations prennent appui sur différents types de dispositifs.

1 DES DISPOSITIFS LIÉS AUX CURSUS DE FORMATION ET MOBILISANT DES ÉTUDIANTS

• Stages de master 1 ou de master 2

De nombreux diplômés de master (1 ou 2, soit un niveau de diplôme à bac + 4 et bac + 5) offrent une formation ou une spécialisation dans le champ du logement et de l'habitat. Ils comportent pour la plupart des stages obligatoires qui mettent les étudiants en situation professionnelle, leur permettant de confronter à l'épreuve du terrain leurs savoir-faire et penser, tout en acquérant des compétences complémentaires. Pendant ces stages, d'une durée variable (trois à six mois), les étudiants se voient confier un travail d'étude, d'analyse, d'enquête ou d'évaluation dans le cadre d'une convention signée entre l'université qui délivre le diplôme et l'organisme (entreprise, collectivité ou association) qui accueille le stagiaire. Celui-ci est suivi par un enseignant-chercheur et par le maître de stage désigné par l'organisme. Ces stages permettent de nouer des collaborations pérennes entre des cursus de formation et des organismes et institutions qui, agissant dans le champ du logement et de l'habitat, sont en capacité d'offrir chaque année au moins un sujet de stage. Cela suppose de leur part d'anticiper sur les calendriers de ces formations en intégrant les périodes et durées des stages.

Le stagiaire est, a minima, indemnisé pour un montant équivalant à un tiers du salaire minimum.

Il existe, dans la plupart des grandes villes universitaires, un ou des master(s) touchant à la question du logement et de l'habitat, dans le champ de l'aménagement et de l'urbanisme, mais aussi dans d'autres champs disciplinaires, que ce soit en sociologie, en anthropologie, en droit, en gestion, en économie, en science politique ou en sciences de l'ingénieur (se reporter aux fiches de la rubrique « Laboratoires », qui en mentionnent un grand nombre et à la carte d'implantation des laboratoires sur le territoire, p. 242).

• Ateliers de master 1 ou de master 2

Nombre de masters à visée professionnalisante incluent dans leur cursus des « ateliers » qui consistent en des travaux de terrain rassemblant tout ou partie d'une promotion d'étudiants pour des durées variables. Certains de ces ateliers mobilisent la totalité ou l'essentiel du temps disponible des étudiants pendant quelques semaines ; d'autres, au contraire, ont une durée plus longue – plusieurs mois – mais les étudiants suivent en même temps des cours. Ce principe d'atelier de formation existe également dans de nombreux cursus d'ingénieurs.

Ces ateliers, placés sous la responsabilité d'un enseignant-chercheur, s'appuient sur des commandes d'études plutôt formulées par des acteurs publics ou parapublics. À la différence des stages, où les étudiants sont seuls, les ateliers leur permettent de mener collectivement un travail d'analyse, débouchant sur des recommandations ou propositions d'action, avec obligation de résultat. La commande se différencie de la commande classique d'étude par le fait que le commanditaire accepte de participer au suivi pédagogique du travail en s'impliquant à divers moments de l'atelier : présentation de la commande et de ses attendus, points d'étape, organisation de la restitution des résultats. Elle donne lieu à l'établissement de conventions entre le commanditaire et l'université qui intègrent un financement, a minima pour couvrir l'ensemble des frais engagés pour réaliser le travail : hébergement et déplacement, achat de données ou de matériel, réalisation des documents de restitution des travaux, etc..

Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique « Autres coopérations », qui en donne des exemples.

Pour plus d'informations : Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique « Autres coopérations », qui en donne des exemples.

2 DES DISPOSITIFS LIÉS À LA FORMATION À LA RECHERCHE ET PAR LA RECHERCHE, EN PARTICULIER DANS LE CADRE DU DOCTORAT

• Financement d'une thèse par une bourse en Cifre

La convention Cifre (Convention industrielle pour la formation par la recherche) permet de financer pour une durée de trois ans une thèse sur la base d'un cofinancement, pour partie assuré par l'Agence nationale de la recherche et de la technologie (ANRT) et, pour l'autre partie, par un employeur, quel que soit son statut, public, privé ou associatif. Le sujet est défini conjointement par l'employeur et le laboratoire : il doit répondre aux attentes des deux partenaires. Le doctorant doit faire acte de candidature auprès de l'ANRT et y déposer son projet accompagné de l'engagement des deux structures partenaires à l'accueillir et à assurer son accompagnement. Ce projet est soumis à évaluation et expertise. S'il est retenu, une convention, signée avec l'ANRT, ainsi que par l'employeur et le laboratoire universitaire d'accueil, précise le cadre et les modalités de la coopération. Le doctorant, salarié de l'employeur, répartit son temps de travail entre l'entreprise, la collectivité ou l'association partenaire, et son laboratoire de recherche. À la rémunération versée au nouveau collaborateur viennent souvent s'ajouter des frais « environnés » liés à la réalisation de la thèse, évalués entre laboratoire, le doctorant ou la doctorante et l'employeur. Il arrive parfois qu'une des tutelles du laboratoire (université ou organisme de recherche) présente des frais de structure, mais ces frais peuvent faire l'objet d'une discussion.

L'expérience montre que la mise en œuvre d'une Cifre est facilitée par la réalisation préalable d'un stage de master 2 dans l'organisme Hlm, la collectivité locale ou l'association susceptible de proposer une Cifre : elle permet en effet un temps de découverte réciproque (appréciation par « l'entreprise » des compétences et qualités du stagiaire et familiarisation de ce dernier avec un environnement dans lequel il pourrait être amené à s'insérer pendant trois ans). Cette première expérience de collaboration facilite également l'élaboration d'un projet commun qui peut se préparer dès le stage de master 2, à la condition que le sujet retenu, après concertation entre l'étudiant, l'enseignant-chercheur et le responsable de la structure d'accueil, puisse préfigurer ou être articulé avec un projet de thèse. 40 des 115 thèses présentées dans le Panorama font ou ont fait l'objet d'une Cifre.

Plus d'informations : <http://www.anrt.asso.fr>

• Autres formes de soutien à une thèse

En dehors de la conclusion de conventions Cifre, les acteurs de l'habitat peuvent également apporter différents types de soutien à des projets de thèse. Il peut s'agir d'une bourse, de la prise en charge des frais liés à la réalisation de la thèse, notamment de déplacement ou d'hébergement lors de phases de terrain, de l'accès à des informations ou à des terrains, de la mise à disposition de données, ou encore de la possibilité de développer des observations « in situ », etc. Certains organismes Hlm facilitent la réalisation d'une thèse par un de leurs collaborateurs, en aménageant son temps de travail, en prenant en charge certains de ses frais, etc.

• Les doctorants-conseil

Certaines universités et établissements accueillant des doctorants offrent la possibilité de mobiliser le dispositif du « doctorant-conseil ». Ce dispositif est réservé à certains doctorants, à l'exception des boursiers Cifre.

Il permet au doctorant « chercheur junior » d'effectuer des missions dans une entreprise, administration ou collectivité, parallèlement à la préparation de sa thèse. Il est recruté, rémunéré et mis à disposition par son université ou son établissement d'accueil. Publique ou privée, toute structure peut faire appel à un doctorant-conseil dans le cadre d'une mission ponctuelle pour accroître son efficacité et développer sa capacité d'innovation.

Une convention tripartite entre l'entreprise (l'administration ou la collectivité), l'université et le doctorant fixe les conditions matérielles et financières de la mission, ainsi que les questions de confidentialité et de propriété intellectuelle et industrielle. La mission confiée au doctorant-conseil peut correspondre à une prestation de 1 à 32 jours (maximum). Elle peut se dérouler, selon le calendrier de l'entreprise, sur une période de quelques semaines à un an.

À l'issue de la mission, l'entreprise reçoit une facture correspondant à la prestation réalisée.

Plus d'informations : sur les sites Internet des universités et établissements.

.../...

3 DES DISPOSITIFS MOBILISANT LES CHERCHEURS ET LEURS LABORATOIRES

Tout organisme peut s'adresser à un chercheur ou à une équipe de recherche pour lui proposer de travailler sur un sujet ou une thématique qui pourra déboucher **sur un contrat de recherche ou d'étude** et participer ainsi à la définition du projet en faisant valoir ses propres interrogations.

Mais les coopérations peuvent prendre d'autres formes : expertises, conseils, participations à des séminaires de travail, à des actions de formation, à des manifestations, à des cycles de conférences, à la création de chaire universitaire, etc. Elles peuvent s'établir en gré à gré (avec le chercheur mobilisé) ou donner lieu à une convention de partenariat avec un laboratoire de recherche, en particulier si elles ne sont pas simplement ponctuelles, mais appelées à s'inscrire dans la durée. Une convention de coopération peut alors être signée. Elle définira le cadre général, l'objet de la coopération et ses modalités. Elle pourra, ensuite, être déclinée chaque année par un avenant qui précisera et décrira les actions et les budgétisera.

De telles conventions peuvent aussi être développées quand un organisme met des données à disposition d'un chercheur ou d'une équipe de recherche. Elles permettent de préciser les conditions d'exploitation de ces données et les modalités d'accès aux travaux auxquels elles ont donné lieu.

Plus largement, les acteurs de l'habitat qui souhaitent inscrire, dans la durée, un partenariat de ce type, peuvent signer des conventions cadres avec des laboratoires de recherche et leurs universités de rattachement qui formalisent l'établissement de relations privilégiées et prévoient les modalités de leur déclinaison dans les diverses formes évoquées ci-dessus.

Afin de faciliter la passation de convention de recherche entre organismes Hlm (et plus largement acteurs de l'habitat) et laboratoires de recherche, l'Union sociale pour l'habitat a mis au point **une note comprenant un modèle de convention et des recommandations concernant le traitement des données à caractère personnel et professionnel dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).**

4 LA PARTICIPATION À DES RECHERCHES À CARACTÈRE NATIONAL ET/OU « EN RÉSEAU »

Les acteurs de l'habitat (organismes Hlm, collectivités locales, etc.) peuvent s'associer à des projets de recherche proposés par un ou des laboratoires, ou lancés par des acteurs nationaux ou locaux. Par exemple, lors des six dernières années, l'Union sociale pour l'habitat a émis plusieurs appels à manifestation d'intérêt auprès de ses membres pour la conduite de recherches. Des **appels à manifestation d'intérêt** pour des projets de recherche peuvent être également organisés par les clubs d'organismes Hlm (Club Innovation et management, Club Habsis, Réseau Habitat social pour la ville) ou l'Institut Hlm pour la RSE.

Ainsi, depuis plusieurs années se développent de véritables programmes de recherche partenariaux, associant de multiples commanditaires, des équipes universitaires, des bailleurs sociaux, et d'autres acteurs du logement et de l'habitat. Ces programmes participent à minima d'une co-définition des questionnements, et relèvent parfois d'une logique de co-production. Ces démarches collaboratives permettent également une mutualisation des moyens. Rapportée à chaque contributeur et à son étalement sur la durée de la recherche, la participation financière est tout à fait soutenable. Ces programmes pluriannuels sont rythmés par des séminaires et des colloques au cours desquels chercheurs et acteurs mettent en commun et confrontent leurs approches et leurs connaissances. Elles peuvent faire l'objet d'extensions et d'approfondissements thématiques sous différentes formes, notamment des travaux d'étudiants.



CONTACTS

- Fabrice Escaffre, professeur des universités, chercheur au Lisst pour la coordination du Réseau REcherche HAbitat-Logement (REHAL), courriel : escaffre@univ-tlse2.fr

- Bruno Marot, responsable des partenariats institutionnels et de la recherche, l'Union sociale pour l'habitat, coordinateur du Réseau des acteurs de l'habitat, courriel : bruno.marot@union-habitat.org

Le Prix USH-CDC de la recherche scientifique sur l'habitat social

Créé en 2014 par l'Union sociale pour l'habitat, la Caisse des Dépôts (Banque des Territoires et Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts), le Prix de la recherche sur l'habitat social a pour objectifs de :

- Distinguer les meilleurs travaux de recherche sur l'habitat social ;
- Faire émerger ou approfondir des problématiques nécessaires à la compréhension de l'habitat social et nourrir la réflexion du Mouvement Hlm et de la Caisse des Dépôts par une acculturation régulière aux nouvelles recherches portant sur leur domaine d'activité ;
- Pérenniser et renforcer les liens créés entre le Mouvement Hlm, la Caisse des Dépôts et le milieu de la recherche en faisant mieux connaître le domaine de l'habitat social aux jeunes chercheurs et en les encourageant à engager des doctorats dans le champ de l'habitat social ;
- Partager la production de connaissances générée par le Prix avec les organismes Hlm, et plus largement les acteurs du logement social.

Les travaux doivent contribuer à la compréhension de l'habitat social au sens large, dans son économie, sa production, son renouvellement, sa gestion, ses usages, son histoire, son rapport aux politiques de l'habitat, sa contribution à la fabrique urbaine, sa participation à la transition énergétique, écologique et numérique, ses qualités spatiales, morphologiques ou architecturales, tant au niveau national, voire international, que local ou microlocal.

Le Prix de la recherche, alternativement Prix de thèse et Prix de l'article scientifique, est délivré par un jury pluridisciplinaire composé de dirigeants d'organismes Hlm, de représentants de la Caisse des Dépôts et de personnalités du monde universitaire et de la recherche. Il est remis dans le cadre du Congrès annuel de l'Union sociale pour l'habitat. La singularité de ce Prix est de distinguer des travaux qui obéissent à tous les critères de la qualité scientifique, et qui peuvent également être lus, parce qu'ils sont accessibles, par un public plus large que celui des pairs académiques.

Les thèses primées en 2023 sont signalées dans la présente édition du Panorama de la recherche par un macaron « Prix de thèse 2023 ».

Un dossier complet sur les travaux primés depuis 2014 est disponible sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.

Le Prix est soutenu par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca). Son organisation bénéficie du concours soutenu du Réseau REcherche HABITat-Logement (REHAL).

@ SITE WEB

<https://www.union-habitat.org/centre-de-ressources/politique-du-logement-mouvement-hlm/dossier-prix-ush/cdc-de-la-recherche-sur-l>

CONTACTS

- Bruno Marot, responsable des partenariats institutionnels et de la recherche, l'Union sociale pour l'habitat, bruno.marot@union-habitat.org
- Gwenaëlle Fegar, responsable du service des études, direction des prêts, Banque des Territoires, Caisse des Dépôts, Gwenaëlle.fegar@caissedesdepots.fr
- Isabelle Laudier, responsable de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, isabelle.laudier@caissedesdepots.fr

Palmarès du Prix 2023 de thèse sur l'habitat social

LE PRIX DE THÈSE A ÉTÉ ATTRIBUÉ À :

• **Laure Crepin**, pour sa thèse en sociologie, soutenue le 16 juin 2022 à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, sous le titre : « **Les conséquences résidentielles des séparations conjugales : articuler les inégalités de classe et de genre dans la France contemporaine.** » Thèse dirigée par Camille Peugny et Fanny Bugeja-Bloch.



LE JURY A ÉGALEMENT DÉCERNÉ DEUX PRIX SPÉCIAUX À :

• **Hadrien Malier**, pour sa thèse en sociologie, soutenue le 13 décembre 2022 à l'École des hautes études en sciences sociales, sous le titre : « **Populariser l'écologie, éduquer les classes populaires? Ethnographie critique d'interventions publiques et militantes en France et en Argentine.** » Thèse dirigée par Didier Fassin.



• **Laura Guérin**, pour sa thèse en sociologie, soutenue le 30 novembre 2021 à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, sous le titre : « **L'appropriation spatiale comme résistance habitante. Ethnographie de résidences sociales issues de foyers de travailleurs migrants.** » Thèse dirigée par Claire Lévy-Vroelant et Aïssatou Mbodj-Pouye.



OUTRE CES TROIS DISTINCTIONS, LE JURY A REMARQUÉ TROIS AUTRES TRAVAUX :

• La thèse en droit public présentée par **Jeanne-Louise Deschamps**, soutenue le 14 mars 2022 à l'Université de Limoges, sous le titre : « **Contribution juridique à l'intégration de l'habitat participatif dans les politiques publiques.** » Thèse dirigée par Jessica Makowiak et Séverine Nadaud.

• La thèse en architecture présentée par **Ion Maleas**, soutenue le 30 novembre 2022 à Aix-Marseille Université, sous le titre : « **Vers un suburbain plus social? Densification et habitat social dans le pavillonnaire : les leçons d'un cas d'étude et d'expérimentation à Aix-en-Provence.** » Thèse dirigée par René Borruey et Jérôme Dubois.

• La thèse en géographie et aménagement présentée par **Diego Miralles Buil**, soutenue le 8 septembre 2022 à l'Université Lumière Lyon 2, sous le titre : « **La conquête du logement. La reterritorialisation des politiques de logement en Espagne depuis 2008 : de l'action publique régionale et locale à la réappropriation territoriale habitante.** » Thèse dirigée par Lydia Coudroy de Lille.



Ces six travaux scientifiques font l'objet d'une fiche de présentation dans la rubrique Thèses de la présente publication.

TRAVAUX DE RECHERCHE

O

1 PARTIE

Opérations de recherche

67 actions de recherche qui font, pour la plupart, l'objet d'un financement et répondent donc, soit à un appel à projets, soit à une commande spécifique. Nécessitant le plus souvent un travail important d'enquête et de terrain, elles se déroulent sur des temporalités parfois longues et débouchent sur des publications de nature variée : rapports, ouvrages, articles scientifiques...

DE L'HUMAIN DANS L'URBAIN. DES ESPACES COMMUNS AU SERVICE DU PROJET SOCIAL ET SOLIDAIRE DE L'ÎLOT DUPATY

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Viviane André et **Marion Ille-Roussel**, Centre de recherche sur l'habitat (CRH Lavue), Ensa Paris Val de Seine

RÉSUMÉ

Le projet de l'îlot Dupaty, à Bordeaux, est composé de trois immeubles de 57 logements qui regrouperont la coopérative d'habitants H'Nord, CDC Habitat et des copropriétaires. Porté par H'Nord ainsi que CDC habitat, ce projet est le produit d'un processus de conception participatif, initié par la coopérative depuis une vingtaine d'années.

Des espaces communs aux usages variés permettent d'en assurer la mixité fonctionnelle : habiter, travailler, partager, produire, consommer (salle polyvalente, locaux vélos, buanderie, chambres d'amis, jardin potager, toiture terrasse jardinée, locaux d'activité).

Partant de l'hypothèse que les espaces communs peuvent jouer un rôle dans la pérennité et la réussite de ce type de projet, cette recherche propose de suivre l'évolution des jeux d'acteurs en même temps que celui des espaces communs. Elle s'intéresse à la valeur attribuée à ces communs dans le projet d'habitat et à leur place dans le récit et l'évolution du projet.

Afin de recueillir les discours et représentations sur les communs et leur rôle dans le projet, l'équipe du CRH réalise des entretiens semi-directifs auprès des différentes parties prenantes. En complément, les archives du projet sont analysées : documents de communication, comptes-rendus de réunions, permis de construire et demandes de financement. Les plans du projet font également l'objet d'une étude spécifique.

Disciplines: **X Architecture** **X Sociologie urbaine** **X Urbanisme**

Thèmes: **X Habitat participatif** **X Habitat coopératif** **X Habitat collaboratif** **X Logement social**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche d'un an pour l'année 2023, rapport d'étude et valorisation scientifique.



FINANCEMENT

Ministère de la Culture dans le cadre de l'AMI
« Engagés pour la qualité du logement de demain ».



PARTENARIAT

H'Nord, CDC habitat social, Badia Berger Architectes, Bordeaux Métropole.



CONTACTS

- viviane.andre@paris-valdeseine.archi.fr
- Marion.Ille@paris-valdeseine.archi.fr

TRANSPARENCE SUR LES ZAC. JUSQU'OU L'ACQUÉREUR D'UN LOGEMENT NEUF FINANCE SON QUARTIER ET SES VOISINS ?

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Isabelle Baraud-Serfaty, Ibicity et École urbaine de Sciences Po



RÉSUMÉ

La recherche propose d'outiller la compréhension des mécanismes financiers de production du logement en décomposant, dans le prix du logement neuf payé par l'acquéreur : ce qui sert à financer la mixité sociale (« les voisins »); ce qui sert à financer la mixité programmatique et les espaces et équipements publics associés à ces logements (« le quartier »).

Cette recherche vise ainsi, simultanément, à dévoiler les péréquations à l'œuvre dans les opérations d'aménagement et la manière dont ces choix, parfois implicites, impactent le financement du logement; à anticiper la manière dont les mutations en cours et à venir de la fabrique urbaine (contraction des budgets publics locaux; enjeux de réduction de l'artificialisation...) pourraient percuter l'économie de la fabrication du logement; à donner quelques ordres de grandeur chiffrés. La méthode proposée consiste à analyser les bilans à terminaison de treize opérations d'aménagement (dont douze en procédure ZAC) de manière à mettre en évidence trois types de péréquations :

- Les péréquations entre programmes et entre différents types de logements;
- Les péréquations entre les recettes liées aux charges foncières et les recettes liées aux subventions publiques;
- Les péréquations entre les surfaces de plancher construites et les espaces publics et équipements publics réalisés, en lien avec la densité de l'opération.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Sociologie de l'action publique**

Thèmes: **X Économie de l'aménagement** **X Économie de la production du logement** **X Péréquation**
X Foncier **X Logement neuf** **X Finances publiques locales**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours, publication du rapport final à l'été 2023.



FINANCEMENT

Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.



CONTACTS

- isabelle.baraudserfaty@ibicity.fr
- antoine.pauchon@idheal.fr
- catherine.sabbah@idheal.fr

**ASSIGNATION À RÉSIDENCE. HANDICAPS, TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES
ET POLITIQUES PUBLIQUES (RESIDHAN)****COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :**

Pierre-Yves Baudot, professeur de sociologie à l'Université Paris-Dauphine/PSL, Irisso

**AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

Marine Bourgeois, maîtresse de conférences en science politique, Institut d'études politiques de Grenoble, Pacte
Pierre-Antoine Chauvin, chargé d'études, ministère des Solidarités et de la Santé, Cresppa
Aurélié Damamme, maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris 8, Cresppa
Marie Piganiol, maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris-Dauphine/PSL, Irisso
Emilia Schijman, chargée de recherches au CNRS en sociologie, Centre Maurice-Halbwachs

RÉSUMÉ

Les personnes en situation de handicap sont particulièrement exposées au risque d'un logement inadéquat, du fait de leurs difficultés d'accès au parc locatif, de la dégradation de leur état de santé et de la réduction de leurs chances d'accès à un logement financièrement accessible. L'adoption de la loi Elan du 23 novembre 2018, qui prévoit l'abaissement à 20 % du seuil de logement neufs devant être accessibles, interroge particulièrement les effets des politiques publiques sur les inégalités d'accès au logement vécues par les personnes handicapées.

Cette étude vise à combler le déficit de données quantitatives et qualitatives sur les trajectoires résidentielles et les conditions de logement de ces personnes. Elle poursuit deux objectifs complémentaires :

- Documenter les inégalités de trajectoires résidentielles et de conditions de logement des personnes handicapées par la collecte de données objectives d'une part – tirées d'enquêtes statistiques nationales et d'observations ethnographiques localisées – et subjectives d'autre part – produites par le recueil de récits de vie auprès de trois échantillons de personnes handicapées ;
- Saisir les effets des politiques publiques, en analysant différentes modalités de construction et de mise en œuvre des droits des personnes handicapées en matière de logement, au niveau national – à travers l'analyse des conditions de rédaction de la loi Elan et le traitement des plaintes reçues par le Défenseur des droits dans ce domaine – et au niveau local – par le biais d'une étude comparée de dispositifs d'intermédiation autour du logement à Paris et Grenoble.

Disciplines : **X Sociologie** **X Science politique**

Thèmes : **X Politique(s) du logement** **X Résidentielles (Trajectoires)** **X Handicap**

ÉTAT D'AVANCEMENT

La recherche s'inscrit sur une durée de deux ans (2021-2023).

**FINANCEMENT**

Institut de recherche en santé publique (Iresp).

**CONTACT**

• pierre-yves.baudot@dauphine.psl.eu

**DOMESTIQUER SES APPAREILS DOMESTIQUES /
REPRENDRE LA MAIN SUR LA TECHNIQUE POUR RESTER MAÎTRE CHEZ SOI ?****RESPONSABLE DU PROGRAMME :**

Denis Bernadet, Leroy Merlin Source

**CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

Benjamin Pradel, sociologue indépendant
Emile Hooge, prospectiviste, Nova7
Julie Gayral, designer, Nova 7

RÉSUMÉ

Les appareils techniques ont facilité la vie domestique, mais quels rapports entretenons-nous avec eux ? L'enquête porte sur les pratiques de douze ménages : enrichissement et détournement des usages, réduction des fonctions, réparation ou transformation des objets technologiques, etc.

Elle aboutit à une typologie en quatre types d'habitants / de rapport aux appareils :

- L'habitant asservi / absence d'appareils ;
- L'habitant libéré / délégation aux appareils. Avec des démarches réflexives sur le gain de temps réel, les efforts d'apprentissage, la qualité du résultat ;
- L'habitant émancipé / domestication des appareils. Efforts de compréhension du fonctionnement, d'entretien et de réparation ;
- L'habitant frugal / féralisation des appareils. Refus ou utilisation partielle des fonctions, pratiques manuelles alternatives, stockage longue durée.

L'ensemble de ces pratiques montre la quête d'un rapport réflexif et apaisé au temps domestique et une valorisation des savoir-faire.

La recherche est complétée par la création de quatre modes d'emploi fictifs des appareils, pour donner forme aux résultats, en détournant des supports existants (mode d'emploi, tuto vidéo, jeu de société, appli).

Disciplines : **X Sociologie** **X Design**

Thèmes : **X Objets techniques** **X Appropriation** **X Pouvoir d'agir**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée, en cours de valorisation.

**FINANCEMENT**

Leroy Merlin Source.

**PUBLICATIONS**

- Rapport et synthèse de la recherche sur leroymerlinsource.fr
- Modes d'emploi design sur leroymerlinsource.fr

**CONTACT**

• denis.bernadet@gmail.com, 06 07 41 96 86

MAIRES BÂTISSEURS, MAIRES BATTUS ?**RESPONSABLES SCIENTIFIQUES DU PROJET :**

Pierre-Henri Bono, Sciences Po et Cevipof
Martial Foucault, Sciences Po et Cevipof

**RÉSUMÉ**

L'hypothèse générale de la recherche consiste à vérifier si l'ambition constructive des maires (« maires bâtisseurs ») se transforme en gains électoraux. Il s'agit de prendre en compte, sur un temps long, les effets des choix municipaux en matière de logement sur le cycle politique. Comment font les maires pour concilier le développement de leur commune et l'ambition d'une population suffisamment homogène et heureuse pour leur garantir une ou plusieurs réélections ?

Plus précisément, les questions envisagées pourront concerner à la fois le malthusianisme foncier, souvent évoqué dans la littérature et la presse spécialisée pour expliquer la faible production de logements ; la production de logements sociaux pour construire une population favorable au maire ; l'impact du tissu économique local comme catalyseur de production, etc.

L'analyse porte sur l'ensemble des communes de l'Hexagone et des départements d'Outre-mer. Cependant, lorsque cela n'est pas possible, ou pour avoir une profondeur temporelle plus importante, elle portera d'abord sur 236 villes françaises de plus de 30 000 habitants. Ce sous-échantillon permettra, en particulier, de travailler sur les caractéristiques plus fines du maire, comme son parcours ou son appartenance politiques.

Disciplines: **X Science politique** **X Économie politique** **X Politiques urbaines**

Thèmes: **X Logement neuf** **X Trajectoires électorales des maires** **X Démocratie locale**
X Foncier (Malthusianisme) **X Permis de construire** **X Développement de l'offre de logements**
X Développement de l'offre de logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours, publication du rapport final à l'été 2024.

**FINANCEMENT**

Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.

**CONTACTS**

- pierrehenri.bono@sciencespo.fr
- martial.foucault@sciencespo.fr
- catherine.sabbah@idheal.fr
- irene.behar@idheal.fr

SUIVI DES PUBLICS ET TRANSFORMATION DES RELATIONS À L'OFFRE SOCIALE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉMARCHÉ « LOGEMENT D'ABORD » SUR L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE**RESPONSABLES DU PROGRAMME :**

Louis Bourgois et **Julien Lévy**, Laboratoire Pacte (UMR 5194), chaire « Publics des politiques sociales »

**AUTRES CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

Benjamin Vial, Laboratoire Pacte (UMR 5194), chaire « Publics des politiques sociales »
Gabriel Uribelarrea, Laboratoire Pacte (UMR 5194), chaire « Publics des politiques sociales »

RÉSUMÉ

Il s'agit de réaliser une enquête sur l'agglomération grenobloise portant sur l'impact de la démarche dite du « Logement d'abord ». L'objectif principal est de saisir dans quelle mesure la démarche « Logement d'abord » participe d'une évolution de la situation des personnes, et plus spécifiquement en quoi cette approche conduit ou non à une transformation des relations entre l'offre sociale et ses destinataires. Par « offre sociale », il faut entendre l'ensemble des ressources (services, dispositifs, politiques, interventions) mises à disposition des personnes concernées, dans différents domaines (logement, santé, emploi, droits sociaux, culture, loisirs...).

La méthodologie utilisée est principalement celle d'un suivi de cohorte, constituée en l'occurrence de cinquante personnes intégrant la plateforme mise en œuvre au niveau de la métropole grenobloise. Durant deux ans, ces personnes seront rencontrées lors de quatre entretiens, et – pour celles qui en sont d'accord – lors de réunions collectives.

En parallèle, un groupe de professionnels sera également mis en place afin d'échanger sur l'évolution des pratiques professionnelles. Divers outils seront mobilisés tout au long de la recherche : entretiens semi-directifs, focus-groupes, questionnaires.

Disciplines: **X Science politique** **X Sociologie de la réception**

Thèmes: **X Logement d'abord** **X Habiter** **X Non-recours aux droits**
X Réception des politiques publiques **X Logement social**

ÉTAT D'AVANCEMENT

La recherche a été menée sur trois années, de juin 2019 à mai 2022. Un colloque « Le logement d'abord saisi par ses destinataires » s'est déroulé le 29 juin 2023.

**FINANCEMENT**

Grenoble-Alpes Métropole.

**PUBLICATIONS**

- Lévy J., Uribelarrea G., « D'un logement chez un particulier à un logement à soi : continuités et discontinuités dans les parcours d'habiter », conférence papers, Congrès de l'Acf, mai 2022.
- Lévy J., Uribelarrea G., « Le Logement d'abord saisi par ses destinataires », rapport de recherche, mars 2023.

**CONTACTS**

- julien.levy@umrpacte.fr, 06 72 71 44 97
- louis.bourgois@umrpacte.fr, 07 85 60 56 37

**DÉTERMINANTS ET CONSÉQUENCES DE L'ACTIVITÉ DE LOCATION
TOURISTIQUE MEUBLÉE****COORDINATRICES SCIENTIFIQUES DU PROJET :**

Marie Breuillé (Cesaer, Inrae) et **Julie Le Gallo** (Cesaer, AgroSup Dijon)

**RÉSUMÉ**

Le projet de recherche poursuit les trois objectifs suivants :

- Caractériser l'activité de la filière des meublés de tourisme sur l'ensemble du territoire français afin de réaliser une typologie de leur implantation en fonction du zonage en aires urbaines, de la capacité d'hébergement touristique historique (hôtels, auberges de jeunesse, etc), de la proximité aux lieux touristiques ou aménités vertes et des caractéristiques socio-économiques des villes ;
- Estimer l'impact de la filière des meublés de tourisme sur les loyers du secteur locatif privé et évaluer les conséquences de la loi Elan réglementant l'activité des plateformes de location saisonnière ;
- Analyser comment la filière des meublés de tourisme modifie le tourisme et la composition des emplois.

Disciplines : **X Économie** **X Géographie**

Thèmes : **X Location touristique meublée** **X Immobiliers (Marchés)** **X Activité touristique**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage mi-2021, pour une durée de 18 mois.

FINANCEMENT

Dhup, ministère de la Transition écologique.

PUBLICATION

- Ayoubia K., Breuillé M.-L., Grivault C. and Le Gallo J., « Does Airbnb disrupt the private rental market? An empirical analysis for French cities », *International Regional Science Review*, vol. 43(1-2), pp. 76-104, 2020.

CONTACTS

- marie.breuille@inrae.fr, 06 04 07 31 18
- julie.le-gallo@agrosupdijon.fr, 03 80 77 23 66

**LES PRATIQUES DE GESTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR :
CULTURE HABITANTE ET RESSORTS DU CHANGEMENT****COORDINATEURS SCIENTIFIQUES DU PROJET :**

Denis Bernadet, Leroy Merlin Source
Gaëtan Brisepierre, sociologue indépendant

**AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :**

Claire-Sophie Coeudevez, Medieco

RÉSUMÉ

La culture de la gestion de la qualité de l'air intérieur (QAI) reste rudimentaire dans la population, elle semble éloignée des savoirs scientifiques dans le domaine. Les pouvoirs publics et les professionnels du bâtiment s'intéressent de plus en plus au sujet, mais ils rencontrent des difficultés à appréhender le rapport des habitants à ce sujet et, in fine, à agir avec eux. Nombre de travaux permettent de cerner le rapport des Français à la QAI mais ils n'abordent pas directement la question des pratiques.

L'objectif central est de comprendre en profondeur le rapport des habitants à la QAI dans leur logement en prenant comme « révélateurs » des individus en situation de changement sur cette question. Il s'agit d'une part, de décrire les représentations de la QAI et les pratiques domestiques associées ; d'autre part, d'identifier les conditions et les processus de changement permettant une prise en charge par l'habitant de sa qualité d'air intérieur, voire une amélioration.

La recherche combine des entretiens sociologiques avec douze ménages et une phase de diagnostic et conseils par l'ingénierie santé-bâti. L'échantillon a ensuite été suivi pendant un mois via un groupe Whatsapp pour enrichir le recueil des données. Enfin, des entretiens bilans ont été menés.

Disciplines : **X Sociologie** **X Ingénierie de la santé**

Thèmes : **X Air intérieur (Qualité de l')** **X Pollution** **X Santé** **X Accompagnement**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Enquête terrain finalisée lors de l'hiver 2023.
Rédaction du rapport en cours.

FINANCEMENT

Ademe. Leroy Merlin Source.

PUBLICATIONS

- Brisepierre G., *La qualité de l'air des logements français, une approche sociologique*. Leroy Merlin Source, État de l'art. 2022.
- Rapport prévu en 2023.

CONTACT

- denis.bernadet@gmail.com
06 07 41 96 86

INHERITING DEGROWTH? A COMPARATIVE ANALYSIS OF REAL ESTATE TRANSACTIONS AND DYNAMICS OF SHRINKING HOUSING MARKETS IN JAPAN'S AND FRANCE'S MAJOR URBAN AREAS

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Sophie Buhnik, Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise, Umifre 19

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Partenaire (Japon) : Masatomo Suzuki (Center for Spatial Information Science (CSIS), Université de Tokyo)

Membres : Thibault Le Corre (UMR 6590 ESO), Masaya Uesugi (Fukuoka Institute of Technology)

Associés : Joan Perez (UMR 7300 ESPACE), Natacha Aveline (UMR 8504 Géographie-cités)

RÉSUMÉ

L'ambition de ce projet est de susciter des rencontres et des coopérations entre chercheurs japonais et français en géographie et économie urbaines, dans le but d'améliorer la comparaison des inégalités socio-économiques et spatiales induites par une divergence croissante de trajectoires entre des marchés immobiliers en expansion, ou au contraire détendus, au sein des aires urbaines françaises et japonaises. Les gouvernements de ces deux pays post-industriels, dont les habitants, propriétaires de leur logement, vieillissent, ont mis en place des mesures de revitalisation des zones urbaines en déclin, visant à relancer les marchés détendus, parallèlement à des politiques de contrôle plus strict de l'étalement urbain. La valorisation immobilière étant au cœur des processus de formation d'inégalités, la recherche interroge les inégalités impliquées par le fait d'hériter de biens dévalorisés situés dans des zones en déclin. Les barrières linguistiques et les distances physiques, ainsi qu'un manque de connaissance mutuelle des données géolocalisées disponibles pour mener ces analyses croisées, ont motivé cette IEA (International Emerging Action) qui a pour objectif de favoriser le court séjour de post-doctorant(e)s de la France vers le Japon, et réciproquement, de jeunes chercheuses et chercheurs japonais intéressés par un séjour d'étude en France.

Disciplines : **X Géographie** **X Aménagement et urbanisme** **X Économie urbaine** **X Sociologie économique**
X Etudes aérées

Thèmes : **X Immobiliers (Marchés)** **X Inégalités** **X Transactions** **X Patrimoine** **X Vieillesse**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarche achevée (du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022).

FINANCEMENT

13 000 euros.
International Emerging Action N°303540, soutenue par le CNRS (INSHS).

PUBLICATION

• Uto M., Nakagawa M. & Buhnik S., « Effects of housing asset deflation on shrinking cities: A case of the Tokyo metropolitan area », *Cities*, Volume 132, 2023. 104062. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2022.104062>

CONTACT

• sophie.buhnik@gmail.com

INVESTISSEMENT IMMOBILIER ET OBJECTIF « ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE »

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Carmen Cantuarias-Villessuzanne, enseignante-chercheuse, département économie, Laboratoire Espi2R, Espi Paris

AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES :

Gaëlle Audrain-Demey, responsable du département droit, Laboratoire Espi2R, Espi Nantes

Carine Guemar, enseignante-chercheuse, département droit, Laboratoire Espi2R, Espi Montpellier

Radmila Pineau, responsable du département économie, Laboratoire Espi2R, Espi Nantes

Lolita Gillet, éditrice, Laboratoire Espi2R

Isabelle Maleyre, directrice académique et de la recherche (2018-2021), Espi



RÉSUMÉ

Parvenir à l'objectif de « zéro artificialisation nette » (ZAN) requiert de combiner la révision de la politique du logement avec une politique de renaturation des terres artificialisées. L'étude propose une synthèse des éléments clés du marché locatif privé français, avec une attention particulière portée à la fiscalité des logements locatifs et au dispositif d'aide à l'investissement immobilier locatif Pinel : examen de l'impact des externalités par l'identification des coûts ainsi que des bénéfices socio-économiques et environnementaux de l'étalement urbain et de l'artificialisation des sols. La densification et la consommation économe du foncier sont vues comme des moyens d'atteindre l'objectif ZAN. Les outils juridiques favorisant une densification urbaine sont recensés et analysés, avec, en complément, une exploration de quelques démarches immobilières, ainsi que des exemples de projets qui prennent en compte les enjeux de la densification.

Disciplines : **X Sciences économiques** **X Droit** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Logement** **X Logement locatif privé** **X Immobiliers (Investissements)** **X Dispositif Pinel**
X Zéro artificialisation nette des sols (Zan) **X Fiscalité immobilière** **X Foncier** **X Densification**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Étude publiée en 2021.

FINANCEMENT

Keys Asset Management.

PUBLICATIONS

• Cantuarias-Villessuzanne C. (dir.), Audrain-Demey G., Gillet L., Guemar C., Pineau R., Maleyre, I., *Investissement immobilier et objectif « zéro artificialisation nette »*, Espi, 2021.
• Rapport disponible sur : <https://www.cahiers-espi2r.fr/974>

CONTACT

• c.cantuarias@groupe-espi.fr

**HANDICAP SANS-ABRI (HSA)****RESPONSABLES DU PROJET :**

Stéphane Rullac, professeur ordinaire HETSL (HES-SO), LaRess (Suisse)
Lydie Gibey, directrice du Creai Île-de-France

AUTRE CHERCHEUR IMPLIQUÉ :

Aurélien Carotenuto-Garot, docteur en sociologie, Laboratoire Cresppa-GTM, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis

RÉSUMÉ

La Fondation internationale de la recherche appliquée sur le handicap (Firah) a formulé un appel à projets, en 2018, nommé « Handicap et Grande Précarité », dont la recherche présentée ici a été lauréate.

Elle s'attachait à appréhender les effets des déficiences motrices et/ou sensorielles de certains « sans-domicile », sur leur utilisation des dispositifs relevant du secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion (secteur AHI). Il s'agissait en particulier de mesurer l'impact de ces déficiences sur le non-recours au secteur AHI.

Cette recherche-action collaborative (RAC) s'est déroulée de 2019 à 2021. Elle a été menée en associant le Creai Île-de-France, l'Armée du Salut, l'association APF France Handicap, l'association Œuvre d'Avenir, le Samu social de Paris, la Haute École de travail social de Lausanne et l'Université Paris 8. Dans un premier temps, un travail sociologique a débouché sur l'écriture d'un rapport d'enquête. Puis, dans un second temps, sur la base de ce rapport, la recherche s'est attachée à croiser le regard des experts d'usage (sans-domicile présentant des déficiences motrices et/ou sensorielles), des experts professionnels (de l'AHI et du champ de l'handicap) et des experts scientifiques, afin de pousser plus loin l'analyse et de produire collectivement divers dispositifs et pratiques visant à renforcer l'accessibilité au secteur AHI.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Sans-abrisme** **X Déficiences motrices et sensorielles** **X Handicap** **X Secteur AHI**
X Non-recours aux droits **X Recherche-action collaborative** **X Intervention sociale**
X Urgence sociale **X Paris**

ÉTAT D'AVANCEMENT

La première phase d'investigation sociologique a eu lieu de janvier 2019 à mars 2020. Puis, la seconde phase de RAC, s'est étalée de mars 2020 à septembre 2021. Les principaux résultats de nos travaux ont été présentés le 4 avril 2023, à la mairie du 20^e arrondissement de Paris.

FINANCEMENT

Fondation internationale de la recherche appliquée sur le handicap (Firah).

PARTENARIAT

Creai Île-de-France, Armée du Salut, APF France Handicap, Œuvre d'Avenir, Samu social de Paris, studio parolox, Haute École de travail social de Lausanne, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Laboratoire Cresppa-GTM.

PUBLICATIONS

- Carotenuto-Garot A. (sous la coordination de Rullac S.), « Les déficiences motrices et/ou sensorielles et le recours aux dispositifs de l'urgence sociale pour les populations sans-domicile de Paris », rapport d'enquête Firah « Handicap et grande précarité », 2020. URL : <https://www.firah.org/upload/l-appel-a-projets/projets-laureats/2018/sans-abris/rapport-d-enquete-1ere-phase-firah-octobre-2020--19-02-21.pdf>.
- Pour aller plus loin, il est possible de consulter les divers outils pratiques élaborés dans le cadre de notre démarche de RAC – mixant les expertises académiques, professionnelles et d'usage – en suivant ce lien : <https://www.firah.org/fr/population-sans-domicile-en-situation-de-handicap-et-urgence-sociale.html>.

CONTACTS

- Stéphane Rullac : stephane.rullac@hetsl.ch
- Aurélien Carotenuto-Garot : aureliengarot@gmail.com

**LA MULTIPROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE : QUELS EFFETS SUR LES MARCHÉS LOCAUX ET QUELS ENJEUX DE RÉGULATION ?****COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :**

Laure Casanova Enault, maître de conférences en géographie, Avignon Université, chercheuse au Laboratoire Espace

AUTRES CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Martin Bocquet, Loïc Bonneval, Guilhem Boulay, Clément Dherbecourt, Rémi Lei, Antoine Peris

RÉSUMÉ

À l'heure où la demande en logements ne cesse de croître et où les conditions d'accès ainsi que les possibilités d'en produire de nouveaux se durcissent, le développement de la multipropriété mérite d'être analysé avec attention. Le rôle des multipropriétaires dans la fabrique urbaine est en effet mal connu et peu investigué, alors même que plusieurs faits laissent à penser qu'ils sont à l'origine de tensions sur les marchés. Ce projet se propose d'approfondir, au moyen d'une analyse de données statistiques inédites et d'une enquête, la connaissance des multipropriétaires fonciers et immobiliers, de leur patrimoine et de leur effet sur les marchés locaux. L'objet de la recherche sera également de relever les dispositifs de régulation mis en place localement et ceux qu'il serait nécessaire de mettre en place pour maîtriser les effets indésirables de ce phénomène. Les terrains investigués seront situés dans les agglomérations de Bordeaux, de Lyon et d'Avignon, trois territoires concernés par des marchés résidentiels de différents degrés de tension.

Disciplines : **X Géographie** **X Aménagement** **X Sciences économiques** **X Sociologie**

Thèmes : **X Foncier** **X Multipropriété** **X Immobiliers (Marchés)**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet se déroule de 2022 à 2025.

FINANCEMENT

Projet financé dans le cadre du programme de recherche « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (2022-2025) » par un collectif de seize organisations coordonné par l'Union sociale pour l'habitat. En particulier, ce projet a reçu le soutien spécifique de la Métropole de Bordeaux.

PARTENARIAT

L'Aorif, Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France, l'Association nationale des Établissements publics fonciers locaux, l'Aura Hlm Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque des Territoires, Bordeaux Métropole, le Cerema, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), la Fédération nationale des coopératives Hlm, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, Habitat social en Occitanie, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), la Métropole de Lyon, la Métropole de Rennes, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), l'Union sociale pour l'habitat (USH), et la Ville de Paris.

PUBLICATIONS

- Un dossier de recherche est accessible sur le centre de ressources de l'USH.
- Un blog consacré au programme de recherche est ouvert depuis septembre 2023.

CONTACT

- laure.casanova@univ-avignon.fr

LE RÔLE DU FONCIER DANS LES MARCHÉS IMMOBILIERS

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET:

Guillaume Chapelle, professeur assistant en économie, CY Cergy Paris Université, chercheur au Liepp, Sciences Po Paris



AUTRES CHERCHEURS IMPLIQUÉS:

Alain Trannoy et Étienne Wasmer

RÉSUMÉ

Le but de ce projet de recherche est de comprendre plus en détail le rôle de la terre, des marchés fonciers et de leur réglementation dans les dynamiques de production et la conjoncture immobilière. Pour ce faire, le projet s'articule autour de trois objectifs:

1. Développer des indicateurs de réglementation foncière en Île-de-France puis sur l'ensemble du territoire. Sur ce plan, nous tenterons de numériser de manière automatisée les informations contenues dans les plans locaux d'urbanisme afin d'identifier les règles qui s'appliquent aux parcelles. Cela devrait permettre d'évaluer l'influence des règles d'urbanisme sur la valeur des terrains, en particulier lorsque ces dernières sont contraignantes.
2. Évaluer la valeur (et la part du foncier) pour l'ensemble des parcelles franciliennes et évaluer le rôle de la réglementation sur leur utilisation et leur valorisation. Différentes méthodologies seront explorées et comparées dans ce but. La méthode pourra être extrapolée aux territoires pour lesquels suffisamment d'information aura été collectée. Cela devrait permettre d'évaluer la distribution de la terre dans la population et d'étudier la faisabilité de réformes des bases fiscales et de la fiscalité foncière.
3. Évaluer le rôle de la réglementation sur l'élasticité prix de l'offre de logements. Une dernière partie tentera d'estimer l'élasticité de l'offre de logement en isolant le rôle de la réglementation foncière dans l'inflation immobilière.

Discipline: **X Sciences économiques**

Thèmes: **X Foncier** **X Foncière (Réglementation)** **X Foncière (Valeur)** **X Élasticité des prix immobiliers**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet se déroule de 2022 à 2025.

€ FINANCEMENT

Projet financé dans le cadre du programme de recherche « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (2022-2025) » par un collectif de seize organisations coordonné par l'Union sociale pour l'habitat.

🔗 PARTENARIAT

L'Aorif, Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France, l'Association nationale des Établissements publics fonciers locaux, l'Aura Hlm Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque des Territoires, Bordeaux Métropole, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), la Fédération nationale des coopératives Hlm, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, Habitat social en Occitanie, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), la Métropole de Lyon, la Métropole de Rennes, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), l'Union sociale pour l'habitat (USH), et la Ville de Paris.

📄 PUBLICATIONS

- Un dossier de recherche est accessible sur le centre de ressources de l'USH.
- Un blog consacré au programme de recherche est ouvert depuis septembre 2023.

👤 CONTACT

- guillaume.chapelle@sciencespo.fr

LIRE LA VILLE : CO-CONCEPTION D'UN HABITAT INNOVANT POUR PERSONNES ÂGÉES VULNÉRABLES. RECHERCHE CARAVANE

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET:

Aline Chassagne, Université de Bourgogne Franche-Comté



AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES:

Hélène Trimaille, thèse en santé en cours
Jeanne-Cécile Jaulmes, ergonome
Équipe de recherche interdisciplinaire (incluant associations et habitants)

RÉSUMÉ

Le projet Caravane (Conception aménagement risque adaptation vieillissement habitat novateur écologie, 2022-2026) a pour objectif de coconstruire un nouveau modèle d'habitat inclusif, à destination des personnes âgées vulnérables, et d'évaluer si un modèle alternatif à l'Ehpad, respectueux des exigences sociales et écologiques, répond aux besoins et aux souhaits des personnes vieillissantes.

Une approche interdisciplinaire, avec l'implication forte des citoyens à chacune des étapes du processus de recherche-action, permettra l'élaboration de scénarii de construction et de réhabilitation de bâtis pensés en attache avec leur territoire de proximité. Elle débouchera sur la rédaction d'un cahier des charges pour la construction d'habitats innovants, respectueux des exigences écologiques et soucieux d'une égalité d'accès à un habitat qualitatif réfléchi dans son environnement.

L'étude s'organisera en quatre temps: 1/ Constitution de groupes de chercheurs-concepteurs et identification des îlots urbains; 2/ Description des usages et identification des besoins et attentes (focus groupes, cartes sensibles, entretiens individuels); 3/ Construction de démonstrateurs en réalité virtuelle; 4/ Coconstruction d'un modèle innovant d'habitat inclusif à destination des personnes âgées.

Disciplines: **X Architecture** **X Géographie** **X Sociologie** **X Urbanisme**

Thèmes: **X Vieillesse** **X Domicile (Maintien à)**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

2022-2026.

€ FINANCEMENT

Agence nationale de la recherche (ANR).

👤 CONTACT

- aline.chassagne@univ-fcomte.fr

LA VENTE HLM DANS LES RÉGIONS LYONNAISE ET GRENOBLOISE : QUELLES VALORISATIONS ? (VENTE HLM VALO)

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Lydia Coudroy de Lille, UMR CNRS 5600 EVS, Université Lumière Lyon 2



AUTRES CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Loïc Bonneval (UMR 5283 Centre Max-Weber, Université Lumière Lyon 2) ; Florence Goffette Nagot (UMR 5824 Gate, CNRS) ; Manon Le Bon Vuylsteke (UMR CNRS 5600 EVS, Université Lumière Lyon 2) ; Paulette Duarte et Adriana Diaconu (UMR 5194 Pacte, Université Grenoble Alpes) ; Rachel Linossier, François Robert (UMR 5206 Triangle).

Stagiaires et CDD : Camille Cimetière Bonnard, Caroline Albinet, Jean-Myrtho Casseus, Coline Feougier (UMR 5600 EVS, Université Lumière Lyon 2) ; Thelma Chagnard (UMR 5824 Pacte, Université Lumière Lyon 2) ; Quentin Bobin (UMR 5194 Pacte, Université Grenoble Alpes) ; Romain Durand (UMR 5824 Gate, Université Lumière Lyon 2)

RÉSUMÉ

Le projet propose de recenser les ventes Hlm dans différents types de territoires de la région Auvergne Rhône Alpes, plus précisément dans les régions lyonnaise et grenobloise, dans des contextes de marché tendus et détendus, métropolitains et non métropolitains. L'objectif est de questionner les différentes facettes de la valorisation attendue et observée par la vente de logements Hlm : valorisation économique avec l'observation des effets de ces ventes sur les marchés locaux du logement ; valorisation patrimoniale avec les stratégies des organismes Hlm et collectivités locales en la matière, le devenir du patrimoine immobilier des copropriétés mixtes ainsi créées, mais aussi des ménages ; valorisation territoriale enfin, notamment dans les quartiers en renouvellement urbain.

Une analyse quantitative économétrique sera menée, au niveau national et dans les territoires d'étude en croisant les prix des ventes Hlm avec ceux des marchés locaux. Des données plus fines et qualitatives seront recueillies grâce aux ressources des partenaires du projet, auprès des acteurs territoriaux et des ménages concernés, et permettront d'interpréter et/ou nuancer les résultats de l'analyse quantitative. Ce projet s'appuie sur un panel éprouvé de partenaires diversifiés.

Disciplines: **X Géographie** **X Sociologie** **X Économie** **X Urbanisme** **X Histoire**

Thèmes: **X Vente Hlm** **X Logement social** **X Rhône-Alpes** **X Métropole de Lyon** **X Isère**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en juillet 2020. Fin prévue en juin 2023.

€ FINANCEMENT

Les travaux prennent place dans le programme de recherche multipartenarial sur la vente Hlm (2020-2023) lancé et financé par Action logement Groupe, l'Agence nationale pour la cohésion des territoires, la Banque des Territoires, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, la Fédération des coopératives Hlm, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, Procvivis-Uesap, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) et l'Union sociale pour l'habitat.

📄 PUBLICATIONS

- Goffette-Nagot F., Borré C., Coudroy de Lille L., « La vente Hlm en France, en chiffres et en cartes », mis en ligne le 2 juin 2022.
- Dossier de recherche sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.
- Site du programme de recherche : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/>
- Actes du séminaire intermédiaire « La vente Hlm au prisme des premiers résultats », 2023. [en ligne] URL : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/actes-du-seminaire-intermediaire-la-vente-hlm-au-prisme-des-premiers-resultats>

👤 CONTACT

- lydia.coudroydelille@univ-lyon2.fr, 04 78 77 26 36

LES ASPIRATIONS RÉSIDENTIELLES, PLONGÉE DANS LA DEMANDE DE LOGEMENTS

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Alexandre Coulondre, Lab'Urba



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Vincent Lasserre-Bigorry, Laboratoire ville mobilité transport (LVMT)

Marianne Bléhaut, Credoc

Claire Juillard, Oggi conseil

RÉSUMÉ

Est-ce que les acteurs de la construction (promoteurs, bailleurs sociaux, etc.) produisent des logements là où les ménages se projettent ? Est-ce que les zonages politiques qui tentent d'orienter cette production correspondent, eux aussi, à la géographie de la demande ? L'objectif de cette recherche est de caractériser le lien entre aspirations résidentielles des ménages et offre nouvelle de logements dans les territoires. L'étude portant sur la période 2019-2021 elle permet d'envisager l'effet du contexte de crise sanitaire du Covid-19.

Il s'agit, dans un premier temps, de mener des analyses statistiques et spatiales sur les données de navigation des pages « immobilier » du site leboncoin.fr (appartements/maisons, ancien/neuf). Ces données permettent de suivre les projections des ménages (internaute situé en un lieu A regardant des annonces de logements situés en un lieu B) et ainsi de caractériser leurs aspirations résidentielles. Le développement d'un indicateur avancé aura ensuite pour ambition de mesurer le « degré de désirabilité » des différents territoires par les ménages (en rapportant, par exemple, le nombre de vues d'annonces à la taille du territoire et/ou au nombre d'annonces disponibles, etc.).

Ces analyses permettront d'identifier les territoires dans lesquels l'intensité de la construction renvoie à l'intensité de la demande et ceux dans lesquels la construction est « sur » ou « sous » - abondante par rapport aux aspirations des ménages.

Disciplines: **X Sciences économiques** **X Géographie** **X Sociologie**

Thèmes: **X Open data** **X Immobiliers (Marchés)** **X Immobilières (Données)**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Étude en cours, publication du rapport final au deuxième trimestre 2024.

€ FINANCEMENT

Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.

👤 CONTACTS

- alexandre.coulondre@gmail.com
- catherine.sabbah@idheal.fr
- antoine.pauchon@idheal.fr

LES TERRITOIRES DE LA (NON-) PRODUCTION DE LOGEMENTS EN FRANCE. UNE DIVERSITÉ DE MODÈLES LOCAUX

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES DU PROJET:

Alexandre Coulondre et Vincent Lasserre-Bigorry, chercheurs associés à l'Université Gustave-Eiffel



RÉSUMÉ

Où construit-on des logements en France ? Et peut-on mesurer le « ruissellement » de chaque mètre carré construit, à ses effets sur le développement urbain, l'artificialisation des sols, les recettes fiscales locales, les prix et finalement, l'essentiel, l'accès des ménages à un toit ?

Cette recherche a pour ambition d'approcher ces phénomènes au plus près, par une triple approche quantitative (combien de logements produits ?), qualitative (comment sont-ils produits ?) et géographique (où sont-ils produits ?). Elle a pour ambition une géographie fine de la production des logements à l'échelle des intercommunalités, plutôt qu'en considérant des moyennes nationales ou même régionales. En partant des territoires de la production, elle explore les pistes d'une géographie renouvelée de la politique du logement. Elle interroge aussi les logiques de production, alors que les projections démographiques montrent que les besoins, comptabilisés en termes de ménages supplémentaires à loger, vont en diminuant.

Cette géographie de la production pourra donner lieu à de nombreux prolongements, notamment pour mieux évaluer les effets locaux des politiques du logement sur la construction.

Disciplines: **X Géographie** **X Urbanisme** **X Sociologie**

Thèmes: **X Intercommunalité(s)** **X Construction** **X Open data** **X Fiscalité locale** **X Artificialisation des sols**
X Immobiliers (Prix)

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Étude publiée en octobre 2022.



FINANCEMENT

Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.



PUBLICATION

• En accès libre sur le site Web d'Idheal : en version intégrale, en résumé avec les principales conclusions.



CONTACTS

• antoine.pauchon@idheal.fr
• catherine.sabbah@idheal.fr

CTRL+HCARE/TAKER-SUPPORT : RESILIENCE LABORATORY OF HOUSING

COORDINATRICES SCIENTIFIQUES DU PROJET:

Audrey Courbebaisse, Loci-LAB UCLouvain
Chloé Salembier, Loci-LAB UCLouvain

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS:

Nicolas Bernard, chercheur Université Saint-Louis Bruxelles
Agie Galicy, doctorante Loci-LAB UCLouvain
Benjamin Leclercq, post-doctorant Loci-LAB UCLouvain
Julie Vanderhaeghen, chercheuse Loci-LAB UCLouvain
Isabelle Detienne, chercheuse Loci-LAB UCLouvain

RÉSUMÉ

Avec la crise sanitaire du Covid-19, le logement est devenu un tout, à la fois, lieu de vie et de travail, de convalescence, d'isolement, de soins ou de violences. Cette situation exceptionnelle a renforcé et complexifié les vulnérabilités présentes dans le logement. Elle a aussi permis de révéler des facteurs de résilience, leviers spatiaux et humains que nous nommons care-supports et caretakers en référence à la notion plus générale de care (Fisher, Tronton, 1990). Le projet, au travers de méthodes de recherche qualitatives, participatives et prospectives, permet, dans un premier temps, d'identifier et de qualifier ces leviers, et dans un second temps, de les mettre en scène dans des scénarios exploratoires pour des habitats et des modes d'habiter plus résilients en Région de Bruxelles Capitale. Au-delà de la crise du Covid, la recherche s'adresse à une crise systémique en Région bruxelloise, celle du logement.

L'étude s'appuie sur l'exploration de huit ensembles d'habitations de période de construction, de typologie et de situation urbaine différentes, ayant en commun, historiquement, dans leur ADN, de proposer des espaces de caresupport en réponse à quatre crises historiques identifiées. Deux types d'expertise seront mobilisés pour identifier les facteurs de résilience: une expertise de vécu portée par les habitant-e-s et une expertise de métiers représentée par les gestionnaires, promoteurs, travailleurs-ses sociaux et responsables des administrations publiques.

Disciplines: **X Architecture** **X Urbanisme** **X Ethnologie** **X Sociologie** **X Droit** **X Prospective**

Thèmes: **X Habitat** **X Care** **X Bruxelles** **X Pandémie**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage : octobre 2021.
Fin prévue : 2025.



FINANCEMENT

Programme Prospective Research, Innoviris,
Région de Bruxelles Capitale.



PARTENARIAT

Université Saint-Louis Bruxelles.



CONTACTS

• audrey.courbebaisse@uclouvain.be
• chloe.salembier@uclouvain.be

MES VIEUX VOISINS : CONSÉQUENCES SOCIALES ET SPATIALES DU VIEILLISSEMENT DANS DES COPROPRIÉTÉS HORIZONTALES À TOULOUSE ET BRUXELLES

COORDINATRICES SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Audrey Courbebaisse, Loci-LAB UCLouvain
Manon Leroy, L'Échappée des copropriétés



AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES :

Lolita Rubens, chercheuse Université Paris-Est Créteil
 Marta Malinverni, doctorante, Loci-LAB UCLouvain

RÉSUMÉ

Mes vieux voisins propose de questionner les conséquences sociales et spatiales du vieillissement des résidents de copropriétés horizontales conçues pour l'accession à la propriété dans les années 1970.

S'il est souvent question du vieillissement du parc immobilier privé, la question du vieillissement de ses populations reste, elle, peu traitée. La recherche part de l'hypothèse que les deux processus de vieillissement ne sont pas si étrangers l'un à l'autre, les bâtiments ayant vieilli en même temps que leurs propriétaires.

L'équipe travaille sur le clivage entre les anciens résidents et les nouveaux venus, clivage qui se manifeste, entre autres, dans les rapports entretenus à l'espace collectif de la copropriété, dans la gestion de celle-ci, dans les projections sur le devenir de la copropriété, et retarde voire entrave la rencontre et la mobilisation collective au sein de la copropriété.

Le projet vise à comprendre les réalités et les raisons de ce clivage, et à faire émerger des « lieux » de rencontre et de construction collective possibles entre les deux générations, via une démarche participative ayant recours aux outils d'éducation populaire.

Disciplines: **X Anthropologie** **X Ethnologie** **X Psychologie sociale** **X Sociologie** **X Éducation populaire**

Thèmes: **X Copropriétés horizontales** **X Vieillesse** **X Dynamiques de groupe**
X Intergénérationnelles (Relations)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage: Janvier 2022.
 Fin: 2024.

€ FINANCEMENT

ANCT, Fondation de France, Leroy Merlin Source, Anah,
 Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

👤 CONTACTS

• audrey.courbebaisse@uclouvain.be
 • manon.leroy@echappee-copro.org

PENSER AUTREMENT LES VILLES PETITES ET MOYENNES (PAVIM)

COORDINATEURS SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Matthieu Delage, EA ACP, Université Gustave-Eiffel
Serge Weber, EA ACP, Université Gustave-Eiffel

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Sophie Baudet Michel, Julie Chouraqui, Anton Paumelle, Christophe Quéva (UMR Géographie-Cités, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Angèle Brachet, Benoît Conti, Laurent Terral (UMR LVMT)

Yoan Miot (UMR Latts)

Laura Durand, Julie Fromentin (EA ACP, Université Gustave-Eiffel)

Sarah Dubeaux, Norma Schemschat (ENS PSL)

Camille Gardesse, Mikaël Dupuy Le Bourdellès, Christine Lelévrier (EA Laburba, Université Paris Est Créteil)

Elie Guéraud (EA Lescores, Université de Clermont-Ferrand)

Solène Leborgne (UVA Amsterdam)

Achille Warnant (UMR Géographie-Cités, Ehess)

RÉSUMÉ

Les écarts entre les métropoles et les villes petites et moyennes françaises s'accroissent (richesse, emploi, démographie). La conjugaison de dynamiques plus favorables aux métropoles et d'une remise en cause des politiques d'aménagement fondées sur un idéal d'égalité territoriale pose la question du rôle et du devenir de ces villes. Leur fragilisation figure à l'agenda politique.

L'objectif de ce programme est d'interroger les modalités de rétraction des services et commerces dans ces villes et les stratégies mises en œuvre par les acteurs (publics, privés et associatifs) pour y faire face, avec une attention particulière portée à la situation des populations les plus vulnérables (personnes âgées, chômeurs, travailleurs précaires, migrants, etc.).

Disciplines: **X Géographie** **X Sociologie** **X Urbanisme**

Thèmes: **X Petites villes** **X Villes moyennes** **X Services** **X Commerces** **X Logement** **X Austérité**
X Inégalités **X Accessibilité** **X Mobilité** **X Pauvreté-Précarité** **X Solidarité(s)**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours.

€ FINANCEMENT

Programme Agence nationale pour la recherche - ANR
 Li-site Future.

🔗 PARTENARIAT

Partenariats avec la municipalité de Ruffec, le conseil de développement du Grand Angoulême, le PNR Livradois-Forez.

👤 CONTACT

• matthieu.delage@univ-eiffel.fr

ÉVALUATION DES EFFETS SOCIO-TERRITORIAUX DE L'ÉCONOMIE RÉSIDEN- TIELLE DANS LES ESPACES RURAUX SOUS INFLUENCE MÉTROPOLITAINE (ESTER)

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Samuel Depraz, directeur du laboratoire Espi Research in Real Estate (Espi2R),
École supérieure des professions immobilières



AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Marine Prévaut, doctorante, Université Jean-Moulin-Lyon-3

RÉSUMÉ

L'objectif de ce projet est d'évaluer l'apport réel de l'économie résidentielle pour les territoires ruraux sous influence métropolitaine afin de conforter les stratégies du développement local auprès des partenaires économiques et politiques régionaux. Il s'agit aussi de tester la capacité de résilience des territoires ruraux et de leur base résidentielle (entendue comme l'apport de revenus privés dans ces territoires du fait des migrations pendulaires, des retraites, des résidences secondaires, du tourisme et des loisirs), à la suite de la crise sanitaire et de l'envol des prix et des volumes de vente de logements. La démarche de recherche repose ainsi sur un double processus : qualitatif, visant à identifier, d'une part les motivations, préférences et trajectoires individuelles des populations qui participent de l'économie résidentielle et d'autre part, la manière dont les élus prennent (ou non) en compte ce gisement de ressources ; quantitatif, cherchant à évaluer la progression de cette économie à partir des budgets-ménages et à estimer les retombées effectives de cette économie résidentielle sur quelques communes-tests disposées le long d'un gradient centrifuge au nord-est de l'agglomération lyonnaise (secteur Dombes).

Disciplines : Géographie Sciences économiques Urbanisme

Thèmes : Résidentielle (Économie) Périurbain Développement Local Logement
 Métropolisation Résilience spatiale

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en 2021. Programme en trois ans.



FINANCEMENT

Région Auvergne-Rhône-Alpes (Pack Ambition recherche), Association des maires ruraux de France (AMRF), Communauté de communes de la Dombes.



PARTENARIAT

Universités Lyon-2 et Lyon-3.



PUBLICATION

• Carnet de recherche : <https://ester.hypotheses.org>



CONTACT

• s.depraz@groupe-espi.fr

LA VALEUR DES TERRITOIRES HORS-JEU. LEÇONS ESPAGNOLES, ITALIENNES ET POLONAISES

COORDINATEURS SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Xavier Desjardins, Sorbonne Université, chercheur au Laboratoire médiations, consultant coopérative Acadie
Philippe Estèbe, responsable, directeur d'études coopérative Acadie



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Adrian Pablo Gomez Manas, doctorant, Laboratoire médiations, Sorbonne université
Agim Kerçuku, chercheur en urbanisme, Politecnico Milano
Joanna Koszewska, docteure en architecture et urbanisme, Sorbonne université, Polytechnique de Varsovie
Louna Villain, coopérative Acadie

RÉSUMÉ

En partie fondée sur des entretiens avec des acteurs locaux, cette recherche vise à analyser les processus socio-politiques de construction des discours sur les fractures territoriales à l'échelle des États et à comparer les remèdes que la puissance publique souhaite consacrer à la résorption de celles-ci. Trois cas sont étudiés : le cas de l'Italie du milieu ou Italia di Mezzo, territoire oublié du deuxième miracle économique (région de Vercelli) ; le cas de l'Espagne (deux villages aragonais dans une région de très faible densité) ; le cas de la Pologne (région de la Podlasie à la frontière de la Biélorussie, illustrant la différence entre la partie orientale et la partie occidentale du pays dont les évolutions de la planification sont présentées). Les stratégies de ces pays sont étudiées à travers l'appréciation des discours politiques et l'évolution du récit territorial, une revue des stratégies et des instruments de politique publique mobilisés, l'analyse des méthodes d'approche du développement et de la gouvernance.

Discipline : Aménagement du territoire

Thèmes : Gouvernance Politique(s) publique(s) Planification (Types de) Planification régionale
 Développement économique Densité de population Comparaison

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée. Phase de valorisation.



FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).
Agence nationale pour la cohésion des territoires (Anct).



PUBLICATION

• Desjardins X., Estèbe P., *La valeur des territoires hors-jeu. Leçons espagnoles, italiennes et polonaises*, Éditions du Puca, collection Réflexions en partage, 168 p., 2022.



CONTACTS

• Isabel Diaz, secrétaire générale adjointe du Puca
monica-isabel.diaz@developpement-durable.gouv.fr,
01 40 81 91 67

**SYNBOSE - SYNDICS BÉNÉVOLES : INITIATIVE, ORGANISATION
ET SENS DE L'ENGAGEMENT****RESPONSABLE DU PROGRAMME :**

Camille Devaux, maîtresse de conférences en urbanisme, Laboratoire Espaces et sociétés UMR CNRS 6590, Université de Caen Normandie

AUTRE CHERCHEUSE ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Rémi Habouzit, maître de conférences en science politique
Sylvaine Le Garrec, sociologue indépendante
Benjamin Leclercq, docteur en sociologie

RÉSUMÉ

Ce programme de recherche s'intéresse aux copropriétés gérées par un syndic non-professionnel, qu'il s'agisse de syndic bénévoles ou de syndic coopératifs.

La problématique de la recherche est la suivante : les syndic bénévoles peuvent-ils être des acteurs de la mise en mouvement des copropriétés ? Cette problématique est assortie de plusieurs questionnements secondaires :

- Qui sont les syndic bénévoles et les copropriétés concernées ?
- Comment cette fonction se répercute-t-elle sur les capacités d'agir collectives de la copropriété ?
- Comment interagit-elle avec les relations sociales qui structurent le syndicat des copropriétaires et les rapports de voisinage ?

La démarche repose sur trois hypothèses :

1. Les copropriétés qui adoptent ce mode de gestion partagent certaines caractéristiques, tant au niveau de la copropriété elle-même que de son environnement ;
2. Les ressorts de l'engagement en tant que syndic bénévole sont multiples et cette catégorie n'est pas homogène ;
3. La présence d'un syndic bénévole favorise l'interpénétration entre le « système de voisinage » (Haumont et al., 1971) et le « système de décision » (Lefeuve, 1999 ; Lefeuve et al., 2019).

Afin de valider ces hypothèses, une méthodologie mixte sera mobilisée : analyse des données du Registre National des Copropriétés afin de réaliser une typologie des copropriétés gérées en syndic bénévole ; entretiens qualitatifs en Île-de-France et dans le département de l'Orne ; entretiens et observations au sein de trois copropriétés.

Disciplines : **X Sociologie** **X Science politique** **X Géographie** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Copropriétés** **X Syndic(s) bénévole(s)** **X Engagement** **X Habitant(s)**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en décembre 2021. Programme de 36 mois.

FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

CONTACT

• camille.devaux@unicaen.fr

**LA VENTE HLM DANS LES IMMEUBLES COLLECTIFS : MONOGRAPHIES COMPARÉES
DES FORMES DE GESTION ET DU FONCTIONNEMENT SOCIAL DES COPROPRIÉTÉS****COORDINATRICE ET COORDINATEUR SCIENTIFIQUES DU PROJET :**

Camille Devaux, maîtresse de conférences en aménagement et urbanisme, Université de Caen Normandie, et chercheuse au Laboratoire Espaces et sociétés (ESO)
Rémi Habouzit, maître de conférences en science politique à l'Université Sorbonne Paris Nord (USPN) et chercheur à l'Institut de droit public, sciences politiques et sociales (IDPS)

**AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES :**

Mathilde Cordier, docteure en urbanisme et aménagement, consultante et cogérante du bureau d'études Ville et Habitat
Sylvaine Le Garrec, docteure en urbanisme et aménagement, sociologue consultante, spécialiste de l'habitat et de la copropriété

RÉSUMÉ

Il s'agit d'interroger les effets de la vente Hlm, en focalisant la recherche sur les conditions de gestion des résidences et leur fonctionnement social : quels sont les impacts des nouvelles modalités de gestion propres au statut de la copropriété sur les pratiques des bailleurs sociaux et le devenir des immeubles ? Comment la diffusion de ces immeubles, composés de locataires et d'acquéreurs, impacte le fonctionnement social des résidences (relations de voisinage, modalités d'appropriation du logement, de l'immeuble et du quartier par les habitants) ? Comment ces deux dimensions (gestion et fonctionnement social des copropriétés) interagissent-elles ?

L'enquête, principalement qualitative, reposera sur la comparaison de plusieurs territoires (Île-de-France, Grand Est, Pays de la Loire). Elle donnera lieu à la réalisation d'entretiens avec les organismes d'Hlm, les collectivités, les syndicats, les responsables de sites, les gardiens d'immeubles et les responsables du conseil syndical, mais également avec les ménages propriétaires et locataires. Elle mobilisera des données statistiques propres aux bailleurs et aux territoires, complétées par des monographies qualitatives dans une ou plusieurs résidences, sur chacun des territoires retenus. Elle sera complétée par l'analyse des procès-verbaux des assemblées générales ainsi que des annexes comptables. Enfin, des ateliers de recherche-action participatifs seront organisés.

Disciplines : **X Sociologie** **X Science politique** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Vente Hlm** **X Copropriétés** **X Copropriété(s) mixte(s)** **X Logement social**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en juillet 2020.

FINANCEMENT

Les travaux prennent place dans le programme de recherche multipartenarial sur la vente Hlm (2020-2023) lancé et financé par ABC Hlm, Action logement Groupe, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, la Banque des Territoires, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, la Fédération des coopératives Hlm, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, Procivis-Uesap, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) et l'Union sociale pour l'habitat.

PUBLICATIONS

- Dossier de recherche sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.
- Site du programme de recherche : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/>
- 2023, Actes du séminaire intermédiaire « La vente Hlm au prisme des premiers résultats » [en ligne] URL : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/actes-du-seminaire-intermediaire-la-vente-hlm-au-prisme-des-premiers-resultats>

CONTACTS

- camille.devaux@unicaen.fr
- remi.habouzit@gmail.com

SUIVI DE COHORTE DES PROJETS INNOVANTS ET EXPÉRIMENTAUX (SCOPIE) – PROGRAMME EQLD

COORDINATRICE ET COORDINATEUR SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Anne D'Orazio, codirectrice de la chaire « Le logement demain », ENSAPLV, LET-Lavue (UMR CNRS 7218)
Yankel FijalKow, codirecteur de la chaire « Le logement demain », ENSAPVS, CRH-Lavue (UMR CNRS 7218)

AUTRES CHERCHEUSE ET CHERCHEUR IMPLIQUÉS :

Francesco Bogoni, post-doctorant, chaire « Le logement demain »
 Anne-Laure Jourdheuil, chaire « Le logement demain », maîtresse de conférences à l'Université Paris-Nanterre,
 chercheuse au Laboratoire mosaïques-Lavue (UMR CNRS 7218)



RÉSUMÉ

Cette recherche a pour ambition d'analyser l'expérimentation comme forme de gouvernance des pouvoirs publics (nationaux et locaux) dans différents contextes de production de la ville et du logement. Le milieu qui se structure à l'occasion de l'AMI Engagés pour la qualité du logement de demain (EQLD) est une occasion exceptionnelle d'interroger les capacités collectives d'évolution des modes de production et des formes d'habitat tout autant que d'interroger les effets du programme sur les dynamiques locales et territoriales. L'hypothèse centrale stipule que le programme EQLD favorise la constitution d'un milieu spécifique, articulant jeux d'acteurs et trajectoires de projets, qui vise le développement de scénarii d'évolution de la production de logements. L'approche, à la fois documentaire, par enquête et par entretien, se structure en trois phases :

- Phase 1 : Cartographie et typologie des projets candidats (201 répondants). Analyse systématique et exhaustive de l'ensemble des projets déposés.
- Phase 2 : Suivi longitudinal des projets lauréats (97 projets lauréats). Analyse des montages d'opération et du jeu des acteurs de manière à identifier le milieu et les écosystèmes des projets.
- Phase 3 : L'action publique innovante ? (analyse des processus et procédures). Questionnement sur l'engagement des institutions dans le portage du dispositif EQLD et appréciation de la capacité des processus d'expérimentation à faire évoluer les pratiques.

Disciplines: Architecture Sociologie Urbanisme

Thèmes: Expérimentation dans le logement Projets innovants Logement (Modes de production)
 Habitat (Formes d')

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage novembre 2022. Fin octobre 2025.

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

🔗 PARTENARIAT

GIP Epau (Europe des projets architecturaux et urbains).
 Ministère de la Culture.

👤 CONTACT

● anne.dorazio@paris-lavillette.archi.fr

DU TERTIAIRE AU LOGEMENT ET À L'HÉBERGEMENT, QUELLE RÉVERSIBILITÉ ?

COORDINATRICES SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Anne D'Orazio, codirectrice de la chaire « Le logement demain »,
 maîtresse de conférences à l'ENSAPLV, chercheuse au LET-Lavue (UMR CNRS 7218)
Anne-Laure Jourdheuil, membre de la chaire « Le logement demain », maîtresse de conférences
 à l'Université Paris Nanterre, chercheuse au Laboratoire mosaïques-Lavue (UMR CNRS 7218)

AUTRES CHERCHEUSE ET CHERCHEUR IMPLIQUÉES :

Alexandre Coulondre, spécialiste Data, consultant indépendant - DIT Conseil, chercheur associé au LAB'Urba,
 Université Gustave-Eiffel, animateur du comité « Data » du Lifti
 Claire Juillard, spécialiste des marchés de l'immobilier, consultante indépendante - OGGI



RÉSUMÉ

Cette recherche a pour ambition d'évaluer les gisements potentiels de réversibilité à partir d'une mesure fine du phénomène de mutation et changement d'affectation des locaux tertiaires vers le logement et l'hébergement.

Elle doit permettre d'une part, de dresser une cartographie à la maille locale sur l'ensemble du territoire national et d'autre part, de participer à la compréhension des freins et leviers de la « transformabilité », à partir d'une analyse des trajectoires de transformation.

En partant des freins déjà identifiés : réglementation, architecture, équilibre financier, environnement urbain et localisation, elle s'attachera à l'analyse des caractéristiques techniques et architecturales, environnementales et contextuelles, économiques et financières, réglementaires et normatives, ainsi que sociologiques (acceptabilité sociale et politique de la transformation en lien avec la question de l'échelle des opérations). Il s'agira alors d'étudier la manière dont les pratiques de transformation sont portées par différents acteurs : détenteurs de patrimoine à transformer, opérateurs de transformations, gestionnaires de patrimoine transformé mais aussi pouvoirs publics, notamment au travers de la mise à l'agenda politique et de l'évolution de la réglementation. Il s'agira enfin de comprendre en quoi la transformation du patrimoine tertiaire ordinaire participe d'une évolution des stratégies dans les marchés immobiliers.

Disciplines: Sociologie Urbanisme Sciences économiques

Thèmes: Immobilier Tertiaire (Mutation du patrimoine) Logement Hébergement

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage de la recherche 2023, fin en 2025.

€ FINANCEMENT

Banque des Territoires. Institut de la
 Caisse des Dépôts pour la recherche.

👤 CONTACTS

● anne.dorazio@paris-lavillette.archi.fr
 ● annelaure@parisnanterre.fr

LA DENSIFICATION RÉSIDEN- TIELLE À L'HEURE DU ZAN EN GRANDE COURONNE FRANCILIENNE

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Jean-Claude Driant, Lab'Urba, Upec
Claire Carriou, Lab'Urba, Upec

AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Aurélié Landon, ingénieure de recherche, chaire « Aménager le Grand Paris », Lab'Urba, Upec

RÉSUMÉ

La loi sur le Grand Paris de 2010 fixe l'objectif de produire 70 000 nouveaux logements par an en Île-de-France, dont la moitié dans la Grande Couronne selon les documents de planification. Plusieurs travaux récents ont montré l'opposition des habitant.es et/ou des élu.es des territoires périurbains et ruraux à des projets de densification résidentielle, et le surcoût engendré par les opérations de densification résidentielle par rapport à l'étalement urbain. Or, la formalisation de l'objectif ZAN (zéro artificialisation nette des sols) dans la loi Climat adoptée en août 2021 contraint encore ces objectifs de construction, en compliquant l'équation économique. En effet, les constructeurs diminuent leurs recettes en ciblant des marchés détendus, et/ou augmentent leurs frais de dépollution s'ils réinvestissent des espaces déjà artificialisés comme les friches. Comment la production de logements peut-elle alors atterrir (géographiquement et économiquement) dans ces eaux troubles ?

La recherche articule trois volets :

- La réalisation d'un bilan territorialisé de la densification résidentielle en grande couronne avec des « zooms » sur des études de cas ;
- L'analyse de la controverse autour du ZAN pour faire ressortir les enjeux liés à son opérationnalité, à partir d'une veille documentaire et d'une série d'entretiens auprès d'experts ;
- Une approche prospective qui s'appuie sur la méthode de « scénario extrême » (utopique ou dystopique) pour élaborer des pistes et stratégies d'action.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Densification résidentielle** **X Zéro artificialisation nette des sols (Zan)** **X Périurbain**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche engagée en février 2022.



FINANCEMENT

Chaire « Aménager le Grand Paris ».



PUBLICATIONS

• Landon A. et Lacroix G., série de trois épisodes du podcast Interfaces : Épisode 1 : *Construire et habiter en Grande Couronne, hier et aujourd'hui* (20 min.) ; Épisode 2 : *Où et comment densifier l'habitat ? La controverse autour du ZAN* (21 min.) ; Épisode 3 : *Vers où va-t-on ? Une scénarisation des possibles* (23 min.) ; coproduit par la chaire « Aménager le Grand Paris » et le Programme E-City, 2023, hébergement sur la plateforme Ausha : <https://podcast.ausha.co/interfaces>

• Landon A., « La production de logements collectifs en grande couronne, mission impossible ? Bilan et analyse de la construction de logements entre 2010 et 2019 », note de synthèse de la chaire « Aménager le Grand Paris », nov. 2020, 6 p. <https://chaire-grandparis.fr/wp-content/uploads/2022/11/Chaire-AGP-Synthese-densification-residencielle-LANDON-11.2022-VF.pdf>



CONTACT

• landon.aurelie@gmail.com

OBSERVATOIRE DE L'HABITAT DANS LES VILLES (OHV)

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Jean-Claude Driant, École d'urbanisme de Paris

AUTRES CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Philipe Estèbe, Xavier Desjardins, Jules Peter-Jan, Acadie Coopérative



RÉSUMÉ

À partir de données ouvertes, l'OHV rend compte des spécificités locales des situations et des politiques de l'habitat dans 21 métropoles et agglomérations françaises. Choies pour leur représentativité, les intercommunalités de l'échantillon présentent différentes situations illustrées par leur taille, leur position géographique, leur indice de métropolisation et leur dynamique démographique (2006-2016).

Depuis sa publication au début de l'année 2022, l'Observatoire de l'habitat dans les villes vit, grandit et se développe : ses auteurs et Idheal sont partis sur le terrain en quête de données plus concrètes, de ressentis et d'illustrations des données. Plusieurs webinaires ont également été organisés au cours desquels les représentants des agglomérations de l'échantillon ont présenté leur territoire et dialogué.

Des articles issus de ces voyages et de ces rencontres nourrissent l'Observatoire. Les agglomérations y sont incarnées, leurs politiques éclairées et la vocation de l'OHV renforcée.

Si comparaison n'est pas raison, et peut-être encore plus quand il s'agit d'habitat, la confrontation de ces 21 agglomérations est déjà riche d'enseignements. L'OHV apporte une matière précieuse pour penser l'action territoriale autour de la question du logement et de son organisation, aujourd'hui et dans les années à venir.

Disciplines : **X Science politique** **X Sciences économiques** **X Géographie** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Politiques publiques locales** **X Collectivités territoriales** **X Politiques locales de l'habitat** **X Métropoles**
X Agglomérations **X Aires urbaines** **X Politiques urbaines**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Publication du corpus d'articles en mai 2023. Valorisation en cours, notamment par des conférences organisées par Idheal, à revoir sur idheal.fr



FINANCEMENT

Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.



PUBLICATION

• Le rapport intégral est consultable en ligne sur le site d'Idheal.



CONTACTS

• catherine.sabbah@idheal.fr
• antoine.pauchon@idheal.fr
• irene.behar@idheal.fr

LA VILLE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SANITAIRE

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Emmanuelle Durandau, Puca, coordinatrice scientifique
François Ménard, Puca
Bertrand Vallet, Puca

AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES :

Emmanuelle Gangloff, post-doctorante au Laboratoire Pacte, Université de Grenoble Alpes, chercheuse associée au Laboratoire AAU (équipe Crenau)
 Hélène Morteau, post-doctorante au Laboratoire Pacte, Université de Grenoble Alpes, chercheuse associée au Laboratoire ESO (UMR 6590)

RÉSUMÉ

La première partie rend compte de l'appel à contributions lancé au printemps 2020 à propos des conséquences de la crise sanitaire de la Covid 19 sur le rapport à la ville, en portant un regard distancié sur les réponses reçues. Puis après une discussion sur la manière dont la réflexion et le travail scientifique ont évolué au fil de la pandémie, les deux auteures proposent une série de notes de veille thématique : Biodiversité, nature et santé (comment la crise sanitaire rebat-elle les cartes du débat ?) ; Le logement face à la crise sanitaire ; La crise sanitaire accélératrice des transformations dans la mobilité ; Comment la crise sanitaire a-t-elle bousculé la ville du travail ? ; Aménager le territoire de « l'après » ; À la recherche du temps retrouvé ? ; Espaces et pratiques du divertissement face à la crise sanitaire. Un bilan des nouvelles questions générées par la crise sanitaire sur la ville et l'organisation urbaine est ensuite proposé et de nouvelles perspectives dessinées.

Disciplines: Sociologie Urbanisme

Thèmes: Crise Recherche Biodiversité Nature Transports (Organisation des)
 Travail (Organisation du) Aménagement du temps Aménagement du territoire
 Logement Santé Mobilité

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée, en cours de valorisation.



FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, aménagement (Puca).



PUBLICATION

• Gangloff E., Morteau H., *La Ville à l'épreuve de la crise sanitaire*, Éditions du Puca, collection Recherche, 168 p., 2022.



CONTACT

• francois.menard@developpement-durable.gouv.fr,
01 40 81 24 79

EUROPEAN MIDDLE CLASS MASS HOUSING (CA18137 – MCMH-EU)

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Ana Cristina Fernandes Vaz Milheiro, ISCTE-IUL (Portugal)

AUTRES CHERCHEUSES OU CHERCHURS IMPLIQUÉES :

Gaia Caramellino (Politecnico di Milano); Monica Pacheco et Ines Lima Rodrigues (ISCTE-IUL, Portugal); Kostas Tsiambaos (National Technical University of Athens); Dalit Shach-Pinsky et Yael Allweil (Technion, Israel Institute of Technology); Els De Vos (University of Antwerpen); Yankel Fijalkow et Ahmed El-Amine Benbernou (CNRS, CRH-Lavue, ENSAPVS); Uta Pottgiesser (TU Delft); Müge Akkar Ercan (Middle East Technical University); Juliana Martins (University College London Bartlett School of Planning, UCL); Marija Milinkovic (University of Belgrade, Faculty of Architecture)

RÉSUMÉ

L'enjeu principal de cette *cost action* est de créer un réseau transnational rassemblant des chercheurs européens menant des études sur les logements de masse des classes moyennes construits en Europe depuis les années 1950.

Le logement de masse des classes moyennes (en anglais : Middle class mass Housing - MCMH) a été généralement sous-estimé dans les études urbaines et architecturales. En croisant différentes approches axées sur l'architecture, l'urbanisme, l'aménagement, les politiques publiques, l'histoire, la sociologie, l'action vise à produire une compréhension plus large du développement du logement de masse des classes moyennes, en approfondissant les recherches en cours et en mobilisant les études de cas existantes.

Une première cartographie des études de cas pertinentes a pu être réalisée, précisant leur degré divers de résilience et la manière dont elles ont été adaptées aux conditions (urbaines et sociales) actuelles. Le programme vise d'une part, à développer la connaissance de l'interaction entre les formes spatiales, les comportements et la satisfaction et d'autre part à combiner des méthodologies d'analyse architecturales et sociales. L'action est développée par trois groupes de travail coordonnés par un groupe central : « Documenter le MCMH » ; « Développement d'un ensemble spécifique de (nouveaux) concepts pour les analyses MCMH » ; « Tirer parti des interventions architecturales contemporaines et des politiques publiques ».

Disciplines: Architecture Urbanisme Planification et politiques publiques Sociologie
 Histoire de l'architecture

Thèmes: Classes moyennes Logement de masse xx^e siècle Architecture
 Ville(s) européenne(s) Patrimoine moderne

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Dernière année de cette action Cost qui se conclura le 2 octobre 2023.



FINANCEMENT

Recherche financée par : The European Cooperation in Science and Technology (Cost).



PUBLICATION

• Pottgiesser, U. Quist, W. (Editors-in-chief), *Docomomo Journal, Middle-Class Mass Housing*, n°68, 2023/1, 113 p.



CONTACTS

• Ahmed El-Amine Benbernou, science communication comanager
ahmed.benbernou@paris-valdeseine.archi.fr
• Site du programme : <https://mcmh.eu/>

WHEN HOUSING MEETS EPIDEMIOLOGY

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Yankel Fijalkow, CRH Lavue (responsable du projet)
Yaneira Wilson, CRH-Lavue (coordinatrice scientifique)



RÉSUMÉ

Cette recherche se situe à la suite du Programme soutenu par le ministère de la Recherche, PHC Hubert Currien, France-Israel 2022-2024 « When Housing meet epidemiology ».

Elle consiste à comparer les situations post-Covid d'occupation de l'espace dans un échantillon d'immeubles en Île-de-France et en Israël, et de confronter les professionnels à ces résultats. L'échantillon comprend des immeubles collectifs de logements sociaux, des copropriétés, des kibboutz urbains (pour Israël).

La stratégie de recherche s'est inscrite dans la continuité d'un pré-test consistant en une campagne d'entretiens menée au printemps 2022 par les étudiants en master de Paris Nanterre sur deux tours d'habitat social gérées par Paris Habitat : Les Olympiades (construite en 1972) et Home 13 (construite en 2018). Elle s'est poursuivie dans un immeuble en copropriété à Champigny et dans le parc haussmannien ainsi que dans un immeuble locatif privé à Paris.

Disciplines: **X Sciences sociales** **X Architecture**

Thèmes: **X Santé** **X Habitat** **X France** **X Israël**

SANTÉ PARIS HABITAT HISTOIRE RÉSIDENTIELLE (SAPHIR)

RESPONSABLE DU PROGRAMME :

Yankel Fijalkow, CRH Lavue

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE :

Yaneira Wilson, CRH-Lavue



RÉSUMÉ

Ce programme, soutenu par l'Agence régionale de la santé Île-de-France, en partenariat avec Paris Habitat et Idheal repose sur un échantillon de douze immeubles de l'Est parisien, selon les critères suivants : année de construction (et donc de mise aux normes, thermiques et phoniques), densité physique, localisation dans la ville, accès aux services, statut d'occupation (copropriété, logement social) et type de population. L'objectif est de produire une série de monographies reconstituant l'histoire et la mémoire de ces bâtiments à partir d'archives et d'entretiens, en interrogeant la manière dont ce passé intervient, ou non, dans la crise spatiale de l'enfermement et dans les adaptations liées au Plan Climat. Dans une première phase, nous proposons une série de « cafés pédagogiques » où nous expliquons l'impact de la qualité du logement sur la santé physique et mentale. Ils ont pour objectif de sensibiliser les habitants à ces questions en les mobilisant comme des participants volontaires à l'enquête. La deuxième phase du projet consiste à étudier l'organisation de l'espace par les habitants à travers des « relevés habités ». Elle se poursuit par des entretiens individuels permettant de les interroger sur la notion de santé et bien-être dans leurs logements. Enfin, l'animation d'ateliers de Focus Group, mis en œuvre dans chaque immeuble, a eu pour but de partager des éléments de diagnostic. Les résultats permettent d'évaluer l'émergence des questions de santé dans l'habitat et la manière dont elle repose la question de la qualité du logement.

Disciplines: **X Sciences sociales** **X Architecture**

Thèmes: **X Santé** **X Bien-être** **X Habitat** **X Relevé d'habiter**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

2021-2023.



FINANCEMENT

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ministère des Affaires étrangères Campus France. Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.



PARTENARIAT

Technion - Israel Institute of Technology (architecture and planning).



CONTACT

• yaneira.wilson@paris-valdeseine.archi.fr

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Le programme se développe de 2023 à 2025.



FINANCEMENT

Agence régionale de la santé Île-de-France.



PUBLICATIONS

- Fijalkow Y., Wilson Y., « Housing Inequalities, Thermal Equipment and Health: A study of five buildings in Île-de-France », *Cities and Health* (soumis à paraître).
- Fijalkow Y., Wilson Y., Housing Quality in Paris facing of the 2020s Health Crises The weight of residential narratives, *Cities* (soumis à paraître).



CONTACT

• yaneira.wilson@paris-valdeseine.archi.fr

LA FABRIQUE DE LA VALEUR D'USAGE : L'HABITABILITÉ EXPÉRIMENTÉE

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

J. Kent Fitzsimons, maître de conférences, Laboratoire Pave,
École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux

AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Élise Nonet, architecte Dehmonp, chargée de recherche



RÉSUMÉ

Dans le cadre du programme « Habiter, s'épanouir, 50 000 logements », La Fabrique de Bordeaux Métropole a mis en place un dispositif visant à assurer l'inclusion de qualités d'habitabilité spécifiques dans des projets de logements et de quartiers. Cette recherche compare le vécu des habitants avec les intentions architecturales et urbaines de projets livrés récemment, intentions fondées sur des savoirs socio-spatiaux. Il s'agit notamment de mettre en lumière les liens de causalité avérés, les éventuelles contre-performances, et les effets positifs imprévus.

L'analyse s'appuie sur trois projets :

- « Escalier verte – Cité de la gare », livré en 2017; MO: Le Col; Aldebert Verdier Architectes.
- « Résidence du lac », livré en 2018; Eiffage Immobilier / Axanis; Agence Bruno Rollet Architecte / DND architectes
- « Libération Centre-ville », livré en 2019; Véalis / Bouygues Immobilier; Agence Leibar & Seigneurin Architectes.

Une enquête de terrain qualitative par questionnaires et entretiens permettra d'apprécier le rapport entre résultats et objectifs en matière d'habitabilité, tels que médiés par le cahier des charges et par l'architecture des lieux d'habitation étudiés. Les personnes interrogées seront en premier lieu les habitants des opérations choisies, mais également les parties prenantes du projet et de l'exploitation des bâtiments: les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les gestionnaires des immeubles.

Disciplines: Architecture Sociologie

Thèmes: Évolutivité Espaces extérieurs Pièce en plus Home office
 Colocation et logement partagé Mixité sociale et fonctionnelle

○○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche en cours.

€ FINANCEMENT

Projet de recherche financé dans le cadre du programme national « Engagés pour la qualité du logement de demain », 2021-2023. Cofinancement du ministère de la Culture et de la Fabrique de Bordeaux Métropole.

CONTACT

• kent.fitzsimons@bordeaux.archi.fr

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ARCHITECTURE DANS
LA MÉTROPOLE DE ROUEN NORMANDIE : ATTÉNUATION ET ADAPTATION

COORDINATEUR ET COORDINATRICE SCIENTIFIQUES DU PROJET :

François Fleury, ATE, Ensa Normandie
Noura Arab, ATE, Ensa Normandie

AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Lucie Dehame, chargée de recherche, ATE, Ensa Normandie



RÉSUMÉ

L'objectif du projet est de fournir de la connaissance indispensable pour construire une stratégie d'intervention sur le bâti de la Métropole qui viserait l'adaptation du bâti au changement climatique et sa contribution à son atténuation. Il s'agit d'une part, de mieux connaître les caractères de cette architecture notamment en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de vulnérabilité aux canicules et à la sécheresse, selon ses différentes typologies; et d'autre part, de concevoir et d'évaluer des scénarios d'intervention qui intègrent les éco-matériaux issus des filières locales, qu'il s'agisse de matériaux biosourcés, géosourcés ou de recyclage.

Ce projet s'inscrit dans la suite du travail de rédaction de la fiche de synthèse à destination du Giec local sur la conséquence pour l'architecture des changements climatiques à venir, et dans le cadre de la chaire partenariale d'enseignement et de recherche « Ressources naturelles renouvelables, climat et architecture », labellisée par le ministère de la Culture.

Les actions prévues s'organisent en trois axes :

- Inventaire, caractérisation, géolocalisation du bâti métropolitain. La méthode et le résultat dépendront de l'ampleur, la nature et la structuration des données déjà disponibles. Mais dans tous les cas, l'idée est de mettre à disposition un outil évolutif.
- Exploitation des données recueillies pour la classification, l'extraction de corpus représentatifs, la conception d'interventions types et l'évaluation des moyens nécessaires.
- Intégration du projet au sein de la chaire partenariale avec un poste dédié, en particulier pour la coordination des travaux qui contribuent à la coalition « matériaux biosourcés » de la COP21 locale.

Discipline: Architecture

Thèmes: Éco-matériaux Giec Local COP 21 locale Adaptation du bâti au changement climatique

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage du projet en avril 2022. Les méthodologies sont désormais opérationnelles et donnent de premiers résultats. Le rapport final est prévu pour juillet 2024.

€ FINANCEMENT

Métropole Rouen Normandie.

PARTENARIAT

Métropole Rouen Normandie.
Habitat 76, Rouen.
Chaire « Ressources naturelles renouvelables, climat et architecture ».
Ensa Normandie.

CONTACTS

• francois.fleury@rouen.archi.fr
• noura.arab@rouen.archi.fr

ÉTUDE LONGITUDINALE SUR LE VIEILLISSEMENT ET LES INÉGALITÉS SOCIALES (ELVIS)

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Rémi Gallou, chercheur à l'unité des recherches de la Cnav (URV, Cnav), chercheur associé à l'Ined



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Unité des recherches de la Cnav (URV) : Sabrina Aouici, Sylvie Blasco (+ Univ. Le Mans), Raphael Dhuot, Emma Leroy (+ Univ. Lille), Laurent Nowik (Resp.), Jim Ogg, Jordan Pinel (+ Univ. Poitiers), Julie Rochut (Ined)
Ined : Catherine Bonvalet, Timothée Chabot, Roméo Fontaine, Guillaume Le Roux (Resp.)
Université de Lille (Cerlis) : Vincent Caradec (+ Ined, Resp.), Sophie Colas, Victor Lefranc (+ Sciences Po), Ségolène Petite
Université de Tours (Citères) : Claire Lefrançois, Alain Thalineau (Resp.)
Université d'Aix-Marseille : Aline Chamahian

RÉSUMÉ

Avec l'allongement de la durée de la vie aux âges élevés, la population de 60 ans et plus connaît des situations très variables, du fait de la coexistence de plusieurs générations de retraités et de l'hétérogénéité des parcours de vie. Le projet Elvis s'est fixé trois objectifs principaux : identifier et caractériser la formation des inégalités comprises dans leurs multiples dimensions jusqu'au seuil de la retraite ; analyser leurs évolutions au cours de la vieillesse ; saisir la manière dont les ressources sociales et familiales mobilisables peuvent contribuer à les moduler. L'une des originalités du projet est d'intégrer aux ressources individuelles classiques (logement, santé, revenus et patrimoine), le territoire et le numérique. L'analyse des inégalités tiendra compte du genre, de la classe sociale, des parcours professionnel, familial, résidentiel et migratoire. Les cohortes retenues sont nées entre 1920 et 1959 (62 à 87 ans au moment de l'enquête). L'une des hypothèses majeures consiste en la recomposition des inégalités sociales au cours de la retraite, du fait de capacités différenciées à redéployer les ressources pour faire face à l'avancée dans l'âge.

Le projet repose sur l'exploitation de données administratives (Cnav) permettant de caractériser les parcours professionnels et des données de grandes enquêtes issues de la Statistique publique (enquêtes logement, patrimoine, TIC, Share...). D'autre part, il sera procédé à l'analyse de 120 récits de vie collectés au sein de sept territoires distincts, caractérisés par leurs ressources et leur profil de population. L'équipe de recherche pluridisciplinaire s'inscrit dans le champ des sciences sociales (sociologues, économistes, démographes, géographes). Aux côtés de la Cnav, l'Ined et les Universités de Lille et de Tours forment le consortium scientifique.

Disciplines : Sociologie Géographie Démographie Sciences économiques Science politique

Thèmes : Générations Approche longitudinale Méthodes mixtes Vie (Conditions de)
 Inégalités sociales Inégalités territoriales Résidentielle.s (Mobilité.s) Ruptures biographiques
 Révolution numérique Solidarités familiales Entourage local

ÉTAT D'AVANCEMENT

La phase de terrain de l'étude a été clôturée au printemps 2023. 120 entretiens semi-directifs ont été réalisés au sein de sept terrains distincts : Paris, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Indre, Indre-et-Loire, Haute-Vienne, Creuse, Charente-Maritime, Nord et Pas-de-Calais. Les exploitations statistiques des grandes enquêtes nationales de l'Insee et des bases d'information de la Cnav se poursuivent sur l'ensemble de la période 2021-2025.

FINANCEMENT

La recherche Elvis bénéficie d'un financement de l'ANR dans le cadre de « l'appel à projets générique 2020 » du comité « Inégalités, discriminations, migrations ».

PARTENARIAT

La Cnav porte le projet, l'Ined est partenaire principal et les Universités de Lille et de Tours viennent compléter le partenariat scientifique. Sur un plan plus institutionnel, les Carsat des terrains concernés (Hauts-de-France, Centre Ouest, Centre Val-de-Loire et l'Assurance retraite Île-de-France), sont associés à l'étude.

PUBLICATION

• Publications à venir, faisant suite à d'autres travaux des chercheurs de l'URV et des membres du consortium.

CONTACTS

• Rémi Gallou : remi.gallou@cnav.fr,
• Julie Rochut : julie.rochut@cnav.fr

ANCRAGE ET MOBILITÉ À LA RETRAITE (AMARE)

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Rémi Gallou, chercheur à l'unité des recherches de la Cnav (URV, Cnav), chercheur associé à l'Ined



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Unité des recherches de la Cnav (URV) : Sabrina Aouici, Célia Broussard, Jim Ogg (Resp.)
Ined : Catherine Bonvalet (Resp.)
Université de Tours (Citères) : Claire Lefrançois, Laurent Nowik, Alain Thalineau (Resp.)
Université de Nanterre (Crespaa-GTM) : Céline Clément
IRD : Armelle Klein et Frédéric Sandron

RÉSUMÉ

Au moment de la retraite, l'habitat joue un rôle déterminant dans le maintien des activités, des relations sociales et familiales, et dans l'accessibilité aux services. Avec l'avancée en âge, le logement et son environnement correspondent plus ou moins aux attentes et aux capacités des individus. La recherche d'une plus grande adéquation peut entraîner des mobilités locales ou résidentielles.

L'étude Amare (ancrage et mobilité résidentielle à la retraite), conduite par l'URV avec l'Ined, Citères et l'IRD, vise à comprendre la relation des retraités à l'habitat et à saisir les motifs de mobilité. Bien que l'image du retraité sédentaire subsiste, l'arrivée à la retraite des générations du baby-boom suscite de nouvelles questions sur leur rapport à la mobilité (Bonvalet et Ogg, 2009) et l'évolution des formes d'habitat ou de soutien recherchés (Nowik et Thalineau, 2010). En choisissant trois territoires (Île-de-France, Indre-et-Loire, Réunion) et deux moments de la retraite (retraite récente/ancienne), l'étude s'intéresse à une diversité de ménages mobiles.

L'analyse d'entretiens qualitatifs menés avec 72 retraités âgés de 63 à 88 ans ayant déménagé au cours des 18 derniers mois, montre combien ces déménagements s'éclairent à la lumière des parcours conjugaux et familiaux, des situations de ruptures traversées (famille, santé ou finances), de l'âge et des projets.

Qu'elle soit de « confort » (au début de la retraite pour un logement plus petit, plus facile et moins coûteux à entretenir par exemple, pour privilégier les loisirs etc.) ou de « ajustement » (davantage liée à la santé ou aux situations de veuvage), la mobilité s'accompagne d'adaptations qui peuvent se révéler difficiles, notamment pour reconstruire un réseau (de sociabilité, de soutien, de santé) autour de la nouvelle résidence.

Disciplines : Sociologie Géographie Démographie

Thèmes : Résidentielle.s (Mobilité.s) Retraite Retraités Habitat

ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée. Valorisation des résultats.

FINANCEMENT

Recherche financée par la Cnav.

PARTENARIAT

Sur le plan institutionnel et non scientifique, les Carsat (Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail) ont permis de mener à bien le terrain d'enquête.

PUBLICATIONS

• Gallou R., Aouici S., Nowik L. (coord.), « Les mobilités résidentielles au cours de la retraite », *Retraite et société*, n° 86-2021 (2).
• Gallou R., Aouici S., Lefrançois C., Bonvalet C. (dir.), « Vers de nouvelles dynamiques de mobilité résidentielle ?

L'enquête Amare (ancrage et mobilité résidentielle à la retraite) », *Les Cahiers de la Cnav*, juillet 2019, n° 13, 256 p.

• Aouici S., Broussard C. & Gallou R., « Soutien familial et mobilité des retraités », in Sanderson J-P. et Maria Cristina Sousa Gomez M.-C. (eds), « Famille et vieillissement : enjeux et défis des solidarités intergénérationnelles au Nord et au Sud », *Aidelf*, Volume 3, 2018 (<https://www.erudit.org/fr/livres/actes-des-colloques-de-l'association-internationale-des-démographes-de-langue-française/volume-3-famille-et-vieillessement/000354li/>)
• Aouici S., Nowik L., « Mobilité résidentielle et vieillissement : pour le meilleur et contre le pire », *Retraite et société*, n° 86, 2021/2, pp. 21-45. DOI: 10.3917/rs1.086.0022. URL: <https://www.cairn.info/revue-retraite-et-societe-2021-2-page-21.htm>

CONTACT

• remi.gallou@cnav.fr

PROFILS ET TRAJECTOIRES DES MÉNAGES DEVENANT PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS SOCIAUX

COORDINATRICES SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Pauline Gaullier et **Marie Lanzaro**, Peuples des villes
Johanna Lees, Laboratoire de sciences sociales appliquées (Lassa)



RÉSUMÉ

Depuis 2018, la vente de logements sociaux est vivement encouragée en France, malgré un contexte de paupérisation des catégories les plus modestes, de précarisation de l'emploi et les difficultés d'accès ou de maintien dans le logement des catégories populaires. Alors que les effets de la vente Hlm sur les accédants sont encore peu connus, cette recherche se propose de documenter et d'analyser les profils et les trajectoires des ménages acquéreurs de logements sociaux. Cette perspective permettra de saisir dans quelle mesure l'accèsion à la propriété d'un logement social peut être vécue comme une forme d'ascension résidentielle et à quelles conditions ou, au contraire, dans quelles circonstances et à partir de quelles trajectoires biographiques et résidentielles, elle peut être coûteuse pour les ménages accédants. L'approche méthodologique par les trajectoires résidentielles et l'analyse biographique permettra de mieux appréhender qui sont les acquéreurs des biens, leurs motivations et stratégies dans l'accèsion à ces biens et/ou leur revente. Elle s'appuiera sur des données quantitatives relatives aux profils des demandeurs, une analyse rétrospective de la trajectoire résidentielle de ménages devenus propriétaires dans le parc d'un bailleur des Bouches-du-Rhône ainsi qu'une étude longitudinale grâce au suivi d'une cohorte de ménages dans deux autres sites.

Disciplines: Sociologie Anthropologie

Thèmes: Vente Hlm Logement social Ménages acquéreurs Accèsion sociale à la propriété
 Résidentielles (Trajectoires)

ÉTAT D'AVANCEMENT

Lancement de la recherche: juillet 2020. Fin prévue: 2025.

FINANCEMENT

Cette recherche s'inscrit dans le programme de recherche multipartenarial et pluriannuel sur la vente Hlm (2020-2023) lancé et financé par le groupe Action Logement, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, la Banque des Territoires, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat (Esh), la Fédération des offices publics de l'habitat, la Fédération des coopératives Hlm, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, Procivis-Uesap, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) et l'Union sociale pour l'habitat (Ush).

PARTENARIAT

Des partenariats ont été initiés avec les acteurs suivants:

- En Île-de-France avec 1001 Vies Habitat, CDC Habitat, Seqens, Trois Moulins Habitat et Val d'Oise Habitat.
- Dans les Bouches-du-Rhône avec Logis Méditerranée, filiale de 1001 Vies Habitat.
- Dans l'agglomération de Limoges avec CDC Habitat, Limoges Habitat et Noalis.

PUBLICATIONS

- Dossier de recherche sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.
- Site du programme de recherche: <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/>
- 2023, Actes du séminaire intermédiaire « La vente Hlm au prisme des premiers résultats », [en ligne] URL: <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/actes-du-seminaire-intermediaire-la-vente-hlm-au-prisme-des-premiers-resultats>

CONTACTS

- pauline.gaullier@peuplesdesvilles.org, 06 87 15 46 24
- leesjohanna@gmail.com, 06 78 80 94 89

AU BUREAU SANS BUREAU, L'OBSERVATOIRE DU TÉLÉTRAVAIL

RESPONSABLES DU PROGRAMME:

Agnès Crozet, l'Obsoco
Guénaëlle Gault, l'Obsoco
Luc Morena, Action logement services
Catherine Sabbah, Idheal, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement



RÉSUMÉ

La crise sanitaire et les mesures prises pour l'enrayer ont percuté de plein fouet le marché et l'organisation du travail. Durant cette période historique inédite, une partie de la population active, celle qui le pouvait, a poursuivi ses activités en expérimentant une nouvelle façon de s'organiser: à distance des lieux de travail, grâce aux outils numériques, de façon plus autonome et adaptée à de nouveaux rythmes de vie des salariés. À partir d'un vaste dispositif d'enquête interrogeant télétravailleurs, mais aussi non-télétravailleurs et responsables des relations humaines en entreprises, l'Observatoire du télétravail dépeint toutes les dimensions et enjeux de cette révolution. Il permet ainsi de documenter une évidence: aucun retour en arrière ne semble possible, tant le phénomène est massif et répond aux attentes des salariés. Pour autant, il ressort que le télétravail apparaît aussi comme résultant d'un compromis, d'une concession de la part des entreprises, avec la crainte d'un retour en arrière du côté des salariés. L'Observatoire permet aussi de mettre à jour les conséquences, enjeux et défis d'adaptation majeurs que cette nouvelle pratique impose dans les manières d'habiter et dans les logements. Si le télétravail ne déclenche pas souvent la décision de déménager, il pousse en revanche à des réaménagements qui questionnent le seuil entre espace privé et espace de travail, limite que les entreprises ne savent pas encore bien placer.

Discipline: Sociologie

Thèmes: Observatoire Télétravail Logement Modes de vie Société Pratiques entrepreneuriales
 Bureau Maison et bureau

ÉTAT D'AVANCEMENT

Publication du rapport final le 30 mai 2023.

FINANCEMENT

Action logement services.
Idheal, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement.

PUBLICATION

- Rapport téléchargeable sur idheal.fr ou lobsoco.com

CONTACTS

- catherine.sabbah@idheal.fr
- g.gault@lobsoco.com

FAIRE LA TRANSITION DANS SON SALON. PRATIQUES DE DURABILITÉ ET TRANSFORMATION DU LOGEMENT

COORDINATEUR ET COORDINATRICE SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Guy Tapie et **Fanny Gerbeaud**, Laboratoire Pave - Ensap Bordeaux

AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES :

Laboratoire Pave (Ensap Bordeaux) : Myriame Ali-Oualla, Louise Jammet, Zoé Vandenberg
Laboratoire Espi2R (Espi) : Laura Brown, Amandine Mille



RÉSUMÉ

Face au changement climatique, les injonctions à adopter des pratiques et des modes de vie plus durables sont nombreuses. La transition écologique est un défi majeur jusqu'à l'échelle individuelle où il s'agit de limiter ses consommations et d'agir autrement. Or, les individus se représentent la durabilité et agissent dans ce sens à l'aune de leurs propres contraintes. L'habitat, en tant que poste de dépense majeur, lieu de représentation de soi et du confort intime, et objet d'arbitrages au sein du foyer (Maresca, Dujin, 2014) est un lieu d'investigation particulièrement riche. Il est en effet un levier d'action indéniable pour qui veut atteindre un mode de vie plus durable, que ce soit par l'adaptation des pratiques ou par la mise en place d'équipements plus économes et écologiques.

L'enquête s'intéresse aux pratiques des urbains et périurbains en faveur d'un mode de vie (plus) durable. Elle s'attache à connaître les déterminants et freins de la mise en transition du logement chez des particuliers vivant en milieu contraint (en raison du statut, du type de logement ou du lieu de vie, des réglementations ou normes spécifiques), pour mieux comprendre comment le logement participe à leurs ambitions ou les limite.

Autour d'expériences habitantes et en mobilisant des méthodes visuelles, cette recherche se propose d'étudier comment les individus se positionnent, se forment, agissent dans l'espace et quelles sont leurs pratiques pour rendre leur habitat résilient et le plus neutre possible.

Disciplines : **X Sociologie** **X Architecture**

Thèmes : **X Habitat résilient** **X Low-Tech** **X Logement (Transformation du)** **X Habitat contraint**
X Méthodes visuelles **X Enquête qualitative**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche en cours. Achèvement prévu fin 2023.



FINANCEMENT

Recherche financée par Leroy Merlin Source.



PUBLICATION

• <https://pave.hypotheses.org/faire-la-transition-dans-son-salon>



CONTACT

• fanny.gerbeaud@bordeaux.archi.fr

VENTE DE LOGEMENTS SOCIAUX EN ÎLE-DE-FRANCE : LES ORGANISMES HLM ET LEURS LOCATAIRES FACE AU MARCHÉ IMMOBILIER FRANCILIEN

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Matthieu Gimat, Université Paris Cité – Géographie-cités



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Anne-Claire Davy (Institut Paris Région), Sonia Dinh (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Géographie-cités), Sylvie Fol (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Géographie-cités), Benoît Frel-Cazenave (Université de Tours – Citeres), Pauline Gali (Université Jean Monnet – Triangle), Sylvain Guerrini (Cerema Hauts-de-France), Ludovic Halbert (Latts), Héléne Joinet (Institut Paris Région), Marie-Pierre Lefeuve (Université de Tours – Citeres), Marie Mondain (Géographie-cités), Florence Nussbaum (Université Lyon 3 – EVS), Hortense Soichet (Lab'Urba)

RÉSUMÉ

Depuis 2017, plus de 8 000 logements sociaux sont vendus chaque année en France à des particuliers. Si la vente Hlm reste donc relativement marginale, elle est néanmoins régulièrement promue par les acteurs publics depuis le milieu des années 1980 pour renouveler les parcours résidentiels de certains ménages et contribuer au financement de la production neuve de logements sociaux. La vente consiste donc à mobiliser un patrimoine géré jusqu'alors selon des principes relativement immuables pour lui donner un rôle nouveau, aussi bien sur les marchés immobiliers que dans les bilans comptables des organismes Hlm. Pour explorer les effets de ce dispositif, le projet propose de mener parallèlement deux enquêtes, principalement en Île-de-France, et de croiser leurs résultats. La première vise, en mobilisant des données qualitatives et quantitatives, à analyser de façon rétrospective les parcours de ménages occupant aujourd'hui des immeubles anciennement mis en vente. Le patrimoine immobilier en tant que tel et sa gestion feront aussi l'objet d'observations. La deuxième enquête vise, de façon plus exploratoire, à évaluer les conséquences de la prise en compte par les organismes Hlm de la possibilité de vendre au moment où ils conçoivent de nouveaux immeubles sociaux. Il s'agit alors de savoir si la vente participe à faire émerger une offre de logements à occupation sociale temporaire, au même titre que d'autres dispositifs (Pinel, logements rénovés par le biais d'aides de l'Anah, usfruit locatif social, etc.).

Disciplines : **X Urbanisme** **X Géographie** **X Histoire** **X Sociologie**

Thèmes : **X Logement social** **X Vente Hlm** **X Accession à la propriété** **X Occupation sociale temporaire**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Le travail de terrain s'est terminé courant 2023.
Le traitement et la valorisation des données recueillies est en cours.



FINANCEMENT

Les travaux prennent place dans le programme de recherche multipartenarial sur la vente Hlm (2020-2023) lancé et financé par Action Logement Groupe, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, la Banque des Territoires, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, la Fédération des coopératives Hlm, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, Proclivis-Uesap, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) et l'Union sociale pour l'habitat.



PARTENARIAT

Le projet est notamment mené en partenariat avec CDC Habitat, Batigère en Île-de-France et Logial. Il associe les équipes de l'Institut Paris Région et du Cerema Hauts-de-France. Il est réalisé avec l'appui de l'Aorif.



PUBLICATIONS

- Dossier de recherche sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.
- Site du programme de recherche : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/>
- 2023, Actes du séminaire intermédiaire « La vente Hlm au prisme des premiers résultats », [en ligne] URL : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/actes-du-seminaire-intermediaire-la-vente-hlm-au-prisme-des-premiers-resultats>



CONTACT

• matthieu.gimat@u-paris.fr

**ANALYSE D'UNE DÉMARCHE D'ENCOURAGEMENT
À LA MOBILITÉ POUR L'INSERTION (ADEMI)****COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET:**

Violaine Girard, Laboratoire Dysolab, Université de Rouen Normandie et UR6 LIST Ined

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS:

Sophie Bernard, Clara Deville, Eleonora Elguezabal, François Féliu, Elie Guéraud, Gilles Laferté, Lilian Lahieyte, Gaspard Lion, Frédéric Nicolas

RÉSUMÉ

Ademi étudie un programme public « expérimental » d'accompagnement à la mobilité géographique, qui s'adresse à des personnes (et leurs familles) en situation de mal-logement et de précarité professionnelle en Île-de-France. Ce programme promeut la mobilité vers les villes moyennes de départements ruraux et prévoit pour cela un accompagnement visant l'insertion dans l'emploi et l'accès au logement social. Les candidat-e-s volontaires à la mobilité sont ainsi orienté-e-s vers des villes moyennes, au sein desquelles des secteurs d'emploi dits « en tension » ont été identifiés ainsi que de la vacance dans le parc social. Un accompagnement social leur y est proposé, et les personnes accèdent à des logements sociaux en cas d'installation. Cette recherche associe une enquête qualitative par entretiens biographiques répétés auprès de personnes inscrites dans le dispositif à l'analyse de la base de données administrative du dispositif. Il s'agit alors de contribuer à la compréhension des multiples déterminants sociaux (situation sur le plan du logement, configuration familiale, parcours de vie, etc.) qui concourent à l'engagement dans les parcours de mobilité géographique tels qu'encouragés au sein d'un tel dispositif, ou qui conduisent au contraire à des sorties du programme. Pour ceux et celles qui, parmi les publics du dispositif, s'installent dans des logements sociaux au sein de villes moyennes, la recherche éclaire ainsi les conséquences biographiques de la mobilité et de l'accès au logement social.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Mal-logement X Logement social X Insertion (Politique d') X Mobilité X Accompagnement social**

ÉTAT D'AVANCEMENT

La recherche a débuté en 2021, s'achèvera fin 2023. La recherche est en cours, l'engagement de l'enquête de terrain ayant été lancé mi-2021. Un rapport final sera rendu au premier semestre 2024.

FINANCEMENT

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail et de l'Emploi (Dares).

CONTACT

• violaine.girard@univ-rouen.fr

**LA CONTRIBUTION DES OFS-BRS AU LOGEMENT ABORDABLE:
UNE APPROCHE GLOBALE (COBRA)****COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET:**

Sonia Guelton, professeure, Université Paris Est Créteil, École d'urbanisme de Paris, chercheuse au Lab'urba

**AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS:**

Claire Aragau, Claire Carriou, Claire Simonneau, Roelof Verhage, Vincent Lasserre-Bigorry, Héléne Morel

RÉSUMÉ

En France, le nouveau montage associant les Organismes fonciers solidaires (OFS), porteurs du foncier, et les propriétaires des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire (BRS), ouvre des perspectives extrêmement prometteuses pour l'accès à un foncier et à un logement abordable. Cependant, le modèle économique initial sur lequel il s'appuie demeure focalisé sur la seule prise en compte des coûts de la production immobilière pour les ménages comme pour les acteurs publics, au détriment de tout un ensemble de paramètres qui pèsent dans le coût global de ces opérations et font courir un risque quant aux objectifs premiers (diversité des OFS, nouveaux acteurs y compris privés, contextes, etc.). L'intention est d'identifier en détail le partage opéré de la rente foncière entre les différents acteurs impliqués, de caractériser l'intérêt général qu'il supporte et d'apprécier l'impact global de la procédure sur le coût des logements.

La recherche s'emploiera à une étude empirique pluridisciplinaire à partir d'un panel d'opérations OFS-BRS en Île-de-France, éclairée par la recherche internationale sur les Community Land Trusts. L'analyse portera sur trois points: le partage de la rente dans la chaîne de production du logement, l'effet du contexte territorial et les effets du dispositif pour les ménages-accédants.

Disciplines: **X Droit de la propriété X Économie de l'immobilier X Économie du foncier X Urbanisme X Aménagement**

Thèmes: **X Foncier X Bail réel solidaire X Foncier solidaire (Organisme de) X Propriété (Dissociation du droit de la) X Foncière (Partage de la rente) X Marché du logement (Territoires et) X Politique publique (Évaluation de) X Habitat (Politiques publiques de l') X Logement abordable X Accession à la propriété X Résidentiel (Parcours)**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet se déroule de 2022 à 2025. En cours: analyse bibliographique, état des lieux de l'existant.

FINANCEMENT

Projet financé dans le cadre du programme de recherche « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (2022-2025) » par les laboratoires universitaires Latts et Lab'Urba et un collectif de 16 organisations coordonné par l'Union sociale pour l'habitat. En particulier, ce projet a reçu le soutien spécifique de la Ville de Paris, la chaire « Aménager Le Grand Paris » (qui associe des opérateurs de l'aménagement impliqués dans des montages OFS-BRS, tel Altarea, etc.), la Coopérative foncière francilienne et l'Établissement public foncier d'Île-de-France.

AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS

L'Aorif, Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France, l'Association nationale des établissements publics fonciers locaux, l'Aura Hlm Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque des Territoires, Bordeaux Métropole, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), la Fédération nationale des coopératives Hlm, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, Habitat social en Occitanie, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), la Métropole de Lyon, la Métropole de Rennes, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), l'Union sociale pour l'habitat (USH). Le cabinet Espacit apporte son appui-expert au projet.

PUBLICATIONS

- Un dossier de recherche est accessible sur le centre de ressources de l'USH.
- Un blog consacré au programme est ouvert depuis septembre 2023.

CONTACT

• guelton@u-pec.fr

POPSU MÉTROPOLES

RESPONSABLE DU PROGRAMME :

Marie-Christine Jaillet, Université Toulouse Jean-Jaurès - Lisst-Cieu

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Les référents scientifiques des 15 plateformes locales Popsu sont consultables dans la version électronique de la fiche sur : panorama.acteursdelhabitat.com



RÉSUMÉ

Les grandes agglomérations urbaines françaises qui se sont vu reconnaître le statut de métropole par les lois Maptam et Notre, ont fait l'objet de vives critiques dans le débat public, accusées de concentrer les richesses et le développement, aux dépens des autres territoires. La Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu) accueille le programme Popsu Métropoles qui ambitionne, par le croisement des savoirs scientifiques et des expertises opérationnelles, de documenter les relations d'interdépendance entre les métropoles et les territoires qui les environnent. Il vise également à étudier la manière dont elles engagent les transitions écologiques, sociales et démocratiques.

Il s'appuie, dans chacune de ces métropoles, sur une plateforme associant un consortium de chercheurs, des élus et des praticiens qui coproduisent des connaissances permettant d'éclairer la trajectoire de chacune des métropoles, les politiques publiques et l'action locale.

Plusieurs de ces plateformes ont choisi d'aborder des enjeux touchant à l'habitat et au logement.

Disciplines : Études urbaines Aménagement et urbanisme Géographie Sociologie Architecture
 Paysage Science politique Économie

Thèmes : Métropoles Gouvernance Transactions Interterritorialité Périurbanisation
 Logement social Transition écologique

ÉTAT D'AVANCEMENT

Le programme a été initié courant 2018. Les recherches sont en voie d'achèvement et sont complétées par des notes commanditées à des chercheurs spécialistes de thématiques peu abordées par les travaux des plateformes, mais qui participent des questions que le programme a identifiées. Des ateliers transversaux et un séminaire annuel accompagnent le programme et permettent de faire le point sur ses avancées. Un premier colloque s'est tenu en janvier 2021 intitulé : « Pour des Métropoles résilientes - Métropoles en transitions cherchent trajectoires territoriales (<https://colloque2021.popsu.archi.fr>).

FINANCEMENT

Les partenaires financiers et les quinze métropoles partenaires sont consultables dans la version électronique de la fiche sur : panorama.acteursdelhabitat.com

PUBLICATIONS

- Les recherches sont valorisées sous forme d'événements scientifiques et de courts ouvrages publiés par les Éditions Autrement dans une collection (« les Cahiers Popsu ») qui rend compte des résultats des travaux *in itinere* (à ce jour une quinzaine de cahiers ont été publiés).
- Les grandes conférences qui ont jalonné les manifestations du programme font également l'objet d'une édition et une série de grands entretiens avec les président.es des Métropoles, dont les sept premiers sont accessibles par le lien suivant : <https://www.urbanisme-puca.gouv.fr/les-conferences-popsu-r121.html>

CONTACTS

Direction du GIP Epau :

- Jean-Baptiste Marie : jean-baptiste.marie@developpement-durable.gouv.fr
- Julien Moulard : julien.moulard@popsu.archi.fr

Direction du programme Popsu Métropoles :

- Nicolas Maisetti : nicolas.maisetti@developpement-durable.gouv.fr

POPSU TRANSITIONS

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Marie-Christine Jaillet, CNRS-Lisst
Nicolas Maisetti, GIP Epau (directeur du programme)



RESPONSABLES SCIENTIFIQUES :

Les responsables scientifiques sont consultables dans la version électronique de la fiche sur : panorama.acteursdelhabitat.com

AUTRES CHERCHEUSES OU CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Le programme national Popsu Transitions comprend 23 plateformes associant, sur chacune des territoires ou agglomérations urbaines, des chercheurs, des élus, des professionnels de l'aménagement et du développement, et, selon les sites, d'autres parties prenantes (agences d'urbanisme en particulier). Il mobilise environ 250 chercheurs issus, majoritairement, des sciences sociales de l'urbanisme, mais également des sciences de l'environnement. Il mobilise également les services des collectivités partenaires.

RÉSUMÉ

Popsu Transitions associe les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle en « circuit court » pour positionner les travaux de recherche au service de l'action locale et nationale et des grandes mutations des territoires confrontés aux effets du dérèglement climatique et de la raréfaction des ressources. L'objet de ce nouveau programme est de documenter, mesurer et apprécier les politiques territoriales de transitions et d'adaptation au changement climatique et à la sobriété, ainsi que les transformations en matière économique, sociale, numérique, culturelle et démocratique qui les accompagnent.

Disciplines : Géographie Aménagement et urbanisme Sociologie Science politique
 Sciences économiques Architecture Agro-écologie Climatologie Écologie
 Hydrologie Mobilité Énergie Santé

Thèmes : Densification Industrialisation décarbonnée Zone(s) d'activité économique Logistique urbaine
 Littoral Vallée de la Seine Fleuve Sols et gestion de l'eau Patrimoine naturel Mobilité
 Rénovation énergétique du patrimoine public Habitat Logement Santé et environnement
 Agriculture Jeunesse et inclusion sociale Dialogue international Participation citoyenne
 Giec local Budget vert

ÉTAT D'AVANCEMENT

Programme sur trois ans : 2022-2025.

FINANCEMENT

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires ; Ademe ; Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts.

PARTENARIAT

Plan urbanisme construction architecture (Puca) ; France urbaine ; Intercommunalités de France ; Fédération nationale des agences d'urbanisme ; Coordination nationale des conseils de développement ; 1 000 doctorants pour 1 000 territoires.

PUBLICATIONS

- Une nouvelle collection d'ouvrages « Transitions » (Éditions Autrement) dans la continuité de la collection des Cahiers Popsu Métropoles.
- Des films sous la forme d'une série documentaire retraçant les trajectoires territoriales des politiques et des pratiques de transitions.
- Un partenariat presse avec *Libération* (3 suppléments par an consacrés aux résultats du programme).
- Des notes rapides (4 pages), coproduites avec France Urbaine, destinées aux professionnels des politiques urbaines sur des sujets d'actualité en lien avec les axes des recherches-actions.

CONTACT

- nicolas.maisetti@developpement-durable.gouv.fr, 06 84 39 66 31

MÉTHODE DE CONCEPTION ET D'ÉVALUATION ÉNERGÉTIQUE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES LOGEMENTS SOCIAUX DE L'ARC ATLANTIQUE EUROPÉEN (PROJET ARCAS)

PARTENARIAT PRINCIPAL ET COORDINATION SCIENTIFIQUE DU PROJET :

La Rochelle Université, via le Lasie (Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement, UMR CNRS 7356) : **Patrice Joubert, Jérôme Le Dréau**

Plateforme Tipee (Centre d'expertise sur le bâtiment durable spécialisé dans la réhabilitation des bâtiments) : **Jérôme Nicolle**



RÉSUMÉ

Le projet Arcas fait partie des 17 projets retenus dans le cadre du troisième appel à projets du programme Interreg Sudoe. Il s'attache à développer une méthodologie d'évaluation visant à la réhabilitation des bâtiments et groupements d'immeubles collectifs de logements à caractère social. L'objectif est de lutter contre la précarité énergétique, de promouvoir une réhabilitation durable, l'efficacité énergétique et la santé dans les territoires du Sud-Ouest de l'Europe. Il s'agit de développer un dispositif permettant, à l'aide d'indicateurs, de concevoir ou réhabiliter un bâtiment en optimisant l'efficacité énergétique, la qualité de l'air et en favorisant le bien-être social, sur les bases des meilleures technologies disponibles.

Les résultats du projet Arcas seront applicables et utilisables par les institutions publiques et privées participant au projet, ainsi qu'aux associations professionnelles de constructeurs, aux bailleurs sociaux et aux administrations publiques. Par le transfert de connaissances et les plans d'action qui seront développés de manière intégrée sur les trois axes du projet de recherche, Arcas constitue un élément qui assurera le transfert de connaissances à l'ensemble du territoire Sudoe et la durabilité de la méthodologie développée.

Disciplines : **X Sciences et techniques de l'ingénieur** **X Ingénierie de la construction** **X Énergie des bâtiments**

Thèmes : **X Logement social** **X Réhabilitation** **X Énergie (Usages de l')** **X Air (Qualité de l')**
X Énergie (Précarité)

ÉTAT D'AVANCEMENT

Projet démarré en septembre 2019 et terminé le 31 mars 2023.



FINANCEMENT

Union Européenne, Interreg Sudoe.
Budget du projet de 1,32 million d'euros.



PARTENARIAT

Partenariats académiques et avec les acteurs locaux en France, Espagne et Portugal.



PUBLICATIONS

- Sérafin G., Abadie M., Joubert P., « Numerical Assessment of Seven Ventilation Systems for Social Residential Buildings based on Indoor Air Quality and Energy Consumption », 8th International Building Physics Conference - IBPC2021. 25th-27th August 2021. Oral presentation.
- Barbosa R. et al., « Energy Poverty Research in Portugal. Energy poverty and social housing - the Arcas project. Conference Making Decarbonisation Fair », 1st-4th March 2021. Oral presentation.



CONTACTS

- Jérôme Le Dréau, enseignant-chercheur, jledreau@univ-lr.fr
- Jérôme Nicolle, chef de projets, jerome.nicolle@plateforme-tipee.com

RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE SOLIDARITÉ DOMICILE INNOVATION DANS L'ÂGE (RAPSDIÀ)

COORDINATION SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Anne Labit, Université d'Orléans, UMR Citeres



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Lisa Buchter, EM Lyon Business School
Marina Casula, Université Toulouse 1 Capitole, EA IDetcom
Camille Devaux, Université de Caen, UMR ESO
Annabelle Morel-Brochet, Université d'Angers, UMR ESO
Camille Picard, Université Paris Est, EA Lab'Urba
Lionel Rougé, Université Toulouse Jean-Jaurès, UMR Lisst
Léo Touzet, Pôle de formation et de recherche de l'Arseaa, associé UMR Certop
Romain Vacquier, Université Paris-Dauphine, UMR DRM

RÉSUMÉ

La recherche porte sur de nouvelles façons d'habiter dans la vieillesse : la participation et la solidarité citoyennes actives en constituent le cœur (habitat participatif, habitat inclusif). L'entraide entre cohabitantes et voisins, au sein du projet d'habitat, du quartier ou du territoire, permet-elle, à côté d'autres dispositifs de soutien (familiaux, technologiques ou professionnels) de préserver son autonomie ? Avec qui et comment peut-elle s'organiser ? Est-elle possible jusqu'au bout de la vie ?

Cette recherche-action participative (RAP) associe différents acteurs :

- Des chercheurs.es, en sociologie, aménagement et urbanisme, géographie, sciences de gestion ;
- Des membres de l'association Hal'âge qui, en dialogue constant avec les personnes concernées, garantissent la prise en compte et la valorisation des savoirs expérientiels ;
- Des habitant.es ou futur.es habitant.es, engagé.es dans la conception et l'expérimentation de lieux de vie participatifs et solidaires pour accompagner le vieillissement à Angers, Orléans, Montauban, Paris, Rouen, Toulouse ;
- Des partenaires institutionnels : La Fondation du domicile, créée à l'initiative de la Fepem, qui a une mission de prospective sur le domicile de demain, finance la RAP, lui procure de la visibilité et un relais vis-à-vis des pouvoirs publics ; L'Ansa qui, luttant contre la pauvreté et favorisant l'inclusion par la promotion de l'innovation sociale, accompagnera la RAP et en permettra l'essai.

Disciplines : **X Sociologie** **X Géographie** **X Urbanisme** **X Aménagement** **X Sciences de gestion**

Thèmes : **X Recherche-action** **X Vieillesse** **X Habitat participatif** **X Habitat inclusif** **X Entraide**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche démarrée en septembre 2019.
Le colloque final a eu lieu en octobre 2022 à Nantes.
Le rapport final sera publié à l'été 2023.



FINANCEMENT

Fondation du Domicile (Fepem).



PARTENARIAT

Hal'âge (Un chemin pour un habitat innovant dans l'âge).
Ansa (Agence nouvelle des solidarités actives).



CONTACT

- anne.labit@univ-orleans.fr, 06 86 90 88 55

LE LOGEMENT EN CHOC DE DENSIFICATION. AMÉNAGER LES TERRITOIRES RÉSIDENTIELS FACE AUX ENJEUX DE SOBRIÉTÉ FONCIÈRE ET DE JUSTICE SPATIALE

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Raphaël Languillon, docteur en géographie et aménagement, chercheur à l'Institut français de recherche sur le Japon, Umifre 19, Maison Franco-japonaise

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Aurélié Delage, David Giband, Max Rousseau, Arnaud Simon



RÉSUMÉ

Le projet de recherche formule l'hypothèse générale que les politiques de sobriété foncière et de réduction de la consommation des Espaces naturels, agricoles, et forestiers (Enaf), dont le ZAN (zéro artificialisation nette des sols), pensées pour des objectifs environnementaux contraignants, vont créer de la pénurie artificielle sur le marché du logement. En outre, le choc de densification afférent à leur mise en application serait susceptible d'accélérer la crise du logement, et donc d'accentuer des déséquilibres sociaux (décohabitation tardive, relégation, cabanisation, migrations, reports) que l'on observe déjà dans des zones résidentielles tendues. Toutefois, dans le cadre d'une approche systémique entre zones tendues et détendues, ces politiques pourraient remplir des objectifs de justice sociale et d'équité spatiale transrégionales sous certaines conditions d'application, et servir de levier de développement à certains territoires. Autrement dit, d'une contrainte légale dans un horizon réglementaire déjà très encombré, la sobriété foncière pourrait libérer un potentiel de croissance, de développement et de justice spatiale au sein des territoires et entre différents types de territoire dans une perspective régionale ou nationale. Pour ce faire, le projet de recherche se décline en trois grands objectifs : analyser les temporalités et les modalités différenciées de formalisation et d'incorporation des enjeux de la sobriété foncière dans les outils et les dispositifs de la régulation publique ; évaluer la variabilité des conditions d'application de la sobriété foncière et de la densification immobilière via la réalisation de transects territoriaux ; et enfin établir une typologie d'enjeux résidentiels de la sobriété foncière touchant de près ou de loin des questions de justice spatiale dans la perspective d'une aide à la décision publique comme privée (aménagement, investissement, design...).

Disciplines : **X Sciences économiques** **X Géographie** **X Aménagement**

Thèmes : **X Foncier** **X Logement abordable** **X Foncière (Sobriété)** **X Justice spatiale** **X Densification**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet se déroule de 2022 à 2025.

€ FINANCEMENT

Projet financé dans le cadre du programme de recherche « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (2022-2025) » par un collectif de 16 organisations coordonné par l'Union sociale pour l'habitat. L'Aorif, Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France, l'Association nationale des établissements publics fonciers locaux, l'Aura Hlm Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque des Territoires, Bordeaux Métropole, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), la Fédération nationale des coopératives Hlm, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, Habitat social en Occitanie, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), la Métropole de Lyon, la Métropole de Rennes, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), l'Union sociale pour l'habitat (USH), et la Ville de Paris.

🔗 AUTRES PARTENAIRES DU PROJET

Communauté d'agglomération du Centre littoral de Guyane (CACL), EPF de la Guadeloupe, Région Occitanie, Ville de Cahors, ICF Habitat.

📄 PUBLICATIONS

- Un dossier de recherche est accessible sur le centre de ressources de l'USH.
- Un blog consacré au programme de recherche est ouvert depuis septembre 2023.

👤 CONTACT

- rlanguillon@gmail.com

L'ÉPREUVE DU NEUF / DU PLAN AU CHEZ-SOI : LE LONG TRAVAIL D'APPROPRIATION DES ACQUÉREURS D'APPARTEMENTS

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Sylvaine Le Garrec, sociologue indépendante
Denis Bernadet, Leroy Merlin Source

AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Manon Leroy, L'échappée des copropriétés



RÉSUMÉ

Acheter un appartement sur plan est motivé notamment par le souhait de ne pas avoir à effectuer des travaux. Les acquéreurs mènent alors un véritable travail de conception, pour obtenir, in fine, un logement qui les satisfasse, avec quelques grandes caractéristiques :

- L'acquisition dans le neuf s'inscrit sur une durée de trois à cinq ans ;
- Les acheteurs acquièrent plusieurs compétences dans cette période (conception sur plan, tactiques d'aménagement, implication dans la copropriété, gestion de problèmes techniques et administratifs...);
- Ce parcours est jalonné de phases d'enchantement (projections amont) – désenchantement (livraison et malfaçons) – réenchantement (réappropriation).

La recherche repose sur une enquête sociologique, prolongée par des entretiens vidéos coconstruits avec les acquéreurs enquêtés. Elle inclut également une phase de recherche-action, sous forme d'ateliers avec des professionnels de l'habitat (promoteurs, architectes, artisans, vendeurs GSB, collectivités, agences d'urbanisme...) qui visent à améliorer les parcours d'acquisition des acheteurs d'appartements neufs.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Achat dans le neuf** **X Appropriation** **X Écosystème habitants-professionnels** **X Recherche participative**
X Recherche-action

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée.
Valorisation envisagée dans le cadre de la démarche « Engagés pour la qualité du logement de demain » (interventions et publication).

€ FINANCEMENT

Leroy Merlin Source.

📄 PUBLICATION

- Le Garrec S., Leroy M., « Du plan au chez soi : le long travail d'appropriation des acquéreurs d'appartements », rapport et synthèse sur le site de Leroy Merlin Source, mars 2023.

👤 CONTACTS

- sylvaine.le.garrec@gmail.com, 06 21 70 44 72
- denis.bernadet@gmail.com, 06 07 41 96 86

SUIVI DES PUBLICS ET TRANSFORMATION DES RELATIONS À L'OFFRE SOCIALE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉMARCHE « LOGEMENT D'ABORD » SUR L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Louis Bourgois et **Julien Lévy**, Laboratoire Pacte (UMR 5194), Odenore/chaire « Publics des politiques sociales »

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Gabriel Uribelarrea, Laboratoire Pacte (UMR 5194), Odenore/chaire « Publics des politiques sociales »
Benjamin Vial, Laboratoire Pacte (UMR 5194), Odenore/chaire « Publics des politiques sociales »



RÉSUMÉ

Il s'agit de conduire une enquête sur l'agglomération lyonnaise portant sur l'impact de la démarche dite d'un « Logement d'abord » : dans quelle mesure cette approche participe-t-elle d'une évolution de la situation des personnes et, plus spécifiquement, en quoi conduit-elle ou non à une transformation des relations entre l'offre sociale et ses destinataires ? Par « offre sociale », il faut entendre l'ensemble des ressources (services, dispositifs, politiques, interventions) mises à disposition des personnes concernées, en matière de logement, santé, emploi, droits sociaux, culture, loisirs, etc. La méthodologie repose principalement sur le suivi d'une cohorte constituée de quarante personnes intégrant l'un des dispositifs labellisés un « Logement d'abord » dans la métropole Lyonnaise. Durant deux ans, ces personnes seront rencontrées lors de trois ou quatre entretiens, et – pour celles qui en sont d'accord – lors de réunions collectives. En parallèle, un groupe de professionnels sera mis en place afin d'échanger sur l'évolution des pratiques professionnelles. Divers outils seront mobilisés : entretiens semi-directifs, focus-group, questionnaires.

Disciplines: **X Science politique** **X Sociologie de la réception**

Thèmes: **X Logement d'abord** **X Habiter** **X Non-recours aux droits** **X Réception des politiques publiques**
X Logement social

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

La recherche a été menée sur trois années, de juin 2019 à mai 2022. Un colloque « Le logement d'abord saisi par ses destinataires » s'est déroulé le 29 juin 2023.



FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat (USH),
Est métropole habitat (EMH), Métropole de Lyon.



PUBLICATIONS

- Lévy J., Uribelarrea G., « D'un logement chez un particulier à un logement à soi : continuités et discontinuités dans les parcours d'habiter », Conférence papers, Congrès de l'Acfa, mai 2022.
- Lévy J., Uribelarrea G., « Le Logement d'abord saisi par ses destinataires », rapport de recherche, mars 2023.



CONTACTS

- louis.bourgois@umrpacte.fr
- julien.levy@umrpacte.fr

CARE ET CADRE DE VIE EN BANLIEUES (CABAS)

COORDINATRICES SCIENTIFIQUES DU PROJET :

Emmanuelle Faure, Laboratoire Lab'Urba, Université Paris Est

Nicolas Lebrun, chercheur au Laboratoire discontinuités (UR 2468), Université d'Artois

Corinne Luxembourg, Laboratoires architecture milieu paysage et discontinuités, Ensa Paris La Villette

AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Eugénie Le Bigot

RÉSUMÉ

Ce programme est une recherche-action participative. Il s'agit d'aborder la question du logement social par le soin qui lui est porté et comment cela participe également d'un soin territorial. Ce programme de recherche est multisites et touche différentes configurations de logement en banlieues. Dans cette approche du soin, les questions du cadre de vie, du bien-être et de l'offre alimentaire et commerciale, sont tout aussi centrales que celle plus habituelle du travail. Ce programme de recherche s'appuie sur des résultats obtenus par la recherche-action « La ville côté femmes » conduite de 2014 à 2020 par le collectif Les Urbain.e.s (présentée dans l'édition 2020 du Panorama).

Discipline: **X Géographie**

Thèmes: **X Logement social** **X Cadre de vie** **X Genre** **X Alimentation** **X Cuisine** **X Environnement**
X Attention **X Soin territorial** **X Dignité**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Ce programme a commencé au printemps 2022. Il donnera lieu à plusieurs publications sous forme d'articles et d'ouvrages.



FINANCEMENT

Financement en cours de recherche.



PARTENARIAT

Gennevilliers Habitat.



PUBLICATION

- Carnet de recherche : <https://cabas.hypotheses.org/>



CONTACTS

- emmanuelle.faure@u-pec.fr
- corinne.luxembourg@gmail.com

ACTEURS ET ACTION PUBLIQUE FACE À LA DÉVALORISATION DE L'HABITAT

RESPONSABLE DU PROJET :

Yvan Miot, Latts (UMR8134), Université Gustave-Eiffel



RÉSUMÉ

Si la hausse des prix des logements est le processus marquant depuis la fin des années 1990, une différenciation croissante des valeurs immobilières se fait jour depuis la crise immobilière de 2008 à l'échelle nationale. S'affirment de plus en plus nettement, du côté des acteurs nationaux, des raisonnements en termes de marchés dits « tendus » et « détendus », sans que cette nouvelle catégorisation de l'action publique soit toujours bien établie et explorée. En outre, alors que les politiques locales de l'habitat sont de plus en plus structurées sur cet implicite haussier, comment les acteurs publics agissent face à une baisse des prix ou une hausse très inférieure à la moyenne nationale et un accroissement continu de la vacance ? Ce projet d'habilitation à diriger des recherches s'attache à analyser cet état de fait en explorant les différentes théories existantes, allant des théories néo-classiques jusqu'aux approches néo-marxistes. Puis, il en explore les formes spatiales à l'échelle nationale, à partir d'une analyse croisée de données immobilières et démographiques sur les 700 aires urbaines. Il les analyse également, à partir de six études de cas, à l'échelle des agglomérations. Enfin, il étudie la manière dont les acteurs publics, en charge des politiques locales de l'habitat et de l'urbanisme, agissent pour y faire face, en s'intéressant à la structuration du problème et aux modalités d'intervention qu'ils déploient.

Disciplines : Géographie Aménagement et urbanisme

Thèmes : Logement Dévalorisation Décroissance (Villes en) Marchés détendus

BAILLEURS SOCIAUX ET ACQUÉREURS FACE À LA « MISE EN MARCHÉ »
DU PARC SOCIAL. UNE COMPARAISON DE MARCHÉS TENDUS ET MARCHÉS
DÉTENDUS EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Yvan Miot, maître de conférences, Université Gustave-Eiffel, chercheur au Latts (UMR8134)

Cécile Vignal, maîtresse de conférences, Université de Lille, chercheuse au Clersé (UMR8019)



RÉSUMÉ

Alors que les ventes Hlm sont longtemps restées résiduelles en France, malgré une augmentation tendancielle depuis 2009, la loi Elan opère un virage historique en cherchant à accélérer leur nombre. La vente Hlm y est considérée par le législateur comme un levier potentiel d'accroissement des ressources d'autofinancement et de maintien du développement de l'offre des organismes de logements sociaux grâce au dégagement de plus-values immobilières. Ce gain attendu est pourtant paradoxal. Il se fonde sur une lecture macro-économique et nationale des marchés immobiliers alors même que les marchés du logement sont locaux et marqués par une hétérogénéité croissante entre, ce que les acteurs nomment, les « marchés tendus » et les « marchés détendus ».

Ainsi, le projet cherche à analyser dans quelle mesure la mise en vente du logement social est un facteur de renforcement des inégalités tant sociales que territoriales du fait d'une polarisation accentuée entre des marchés tendus et détendus. Il fait l'hypothèse que cet accroissement des inégalités pourrait concerner aussi bien les ménages, les organismes logeurs que les territoires. Dans cette perspective, le projet analyse les ventes effectives de logements sociaux, les stratégies d'organismes de logements sociaux et les trajectoires résidentielles de ménages dans le marché immobilier dit tendu de la Métropole européenne de Lille et dans les marchés dits détendus des villes moyennes de l'Aisne (Laon, Saint-Quentin).

Disciplines : Sociologie Aménagement et urbanisme Géographie

Thèmes : Logement social Vente Hlm Immobiliers (Marchés) Marchandisation
 Asset-based welfare regime Résidentielles (Trajectoires)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

2022-2024.



CONTACT

• yoan.miot@univ-eiffel.fr

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

2020-2024.



FINANCEMENT

Les travaux prennent place dans le programme de recherche multipartenarial sur la vente Hlm (2020-2023) lancé et financé par Action logement Groupe, la Banque des Territoires, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, la Fédération des coopératives Hlm, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, Proclivis-Uesap, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) et l'Union sociale pour l'habitat.



PARTENARIAT

Métropole européenne de Lille.
Direction départementale des territoires de l'Aisne.



PUBLICATION

- Dossier de recherche sur le centre de ressources de l'Union sociale pour l'habitat.
- Site du programme de recherche : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/>
- 2023, Actes du séminaire intermédiaire « La vente Hlm au prisme des premiers résultats » [en ligne]
URL : <https://recherche-ventehlm.union-habitat.org/actes-du-seminaire-intermediaire-la-vente-hlm-au-prisme-des-premiers-resultats>



CONTACTS

- yoan.miot@u-pem.fr
- cecile.vignal1@univ-lille.fr

RAFRAÎCHIR SON LOGEMENT SANS CLIMATISATION

RESPONSABLES DU PROJET :

Marine Morain, ingénieure architecte, agence AdMinima
Denis Bernadet, Leroy Merlin Source

AUTRE CHERCHEUR IMPLIQUÉ :

Jesus Miranda, anthropologue



RÉSUMÉ

La climatisation tend à devenir en France un équipement standard dans de nombreuses régions, alors qu'elle pèse dans la consommation d'énergie et le réchauffement des territoires. Quelle est la connaissance des Français sur le confort d'été, leurs pratiques quand ils n'ont pas de climatisation, et quelles perspectives proposer pour des logements sans climatisation préservant néanmoins le confort et la santé des habitants ?

Les objectifs de la recherche sont d'interroger les pratiques existantes, de faire connaître et rendre accessibles les principes du confort d'été (rafraîchissement passif et actif), de concevoir et tester à petite échelle un outil de diagnostic par l'habitant (auto-diagnostic), de proposer des solutions sans climatisation adaptées au contexte et à la zone climatique.

La recherche s'appuie sur une enquête anthropologique exploratoire, un questionnaire semi-quantitatif en ligne, la mise au point d'un outil-diagnostic, le recensement et adaptation de solutions sans climatisation.

Disciplines: **X Architecture** **X Anthropologie**

Thèmes: **X Confort d'été** **X Usages** **X Climatisation (Alternatives à la)**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

2022 : lancement de l'état de l'art et du protocole d'enquête.
2023 : entretiens puis enquête en ligne.
2023/2024 : rapports et autres documents de recherche.



FINANCEMENT

Leroy Merlin Source et Agence AdMinima



CONTACTS

• denis.bernadet@gmail.com, 06 07 41 96 86

LE RÔLE DE L'ARCHITECTE DANS LA CHAÎNE DE VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA PRODUCTION DU LOGEMENT DE DEMAIN

RESPONSABLE DU PROJET :

Ingrid Nappi, Institut Louis-Bachelier



RÉSUMÉ

Avec les aménageurs et les promoteurs immobiliers, l'architecte joue un rôle essentiel pour créer et mettre en œuvre des formes urbaines et des conceptions architecturales économes en coûts de construction et à forte valeur ajoutée pour les usagers. Son travail consiste à mettre en cohérence et synthétiser un système de contraintes de plus en plus complexes, associant des dimensions historiques, climatiques, juridiques, réglementaires, techniques, urbaines, sociales, afin de garantir la qualité d'un bâti. L'architecte occupe ainsi un rôle majeur dans la production de la ville durable décarbonée de demain : il est à la fois au service des grands enjeux sociétaux et environnementaux, mais également au cœur de la chaîne de valeur économique du logement. Sa contribution consiste à concevoir un projet immobilier pérenne dans le temps et à transformer des ressources complexes et limitées à faible valeur ajoutée en un produit immobilier à forte valeur ajoutée. L'étude économique de la cohorte de 77 projets lauréats de la démarche « Engagés pour la qualité du logement de demain » a pour objectif de mettre en évidence les nouvelles modalités économiques de mobilisation de l'architecte (avant, pendant et après la réalisation), dans la chaîne de valeur, ainsi que leur apport en matière de qualité architecturale. Elle vise aussi à questionner le modèle économique de la chaîne de production de ces logements, et notamment à identifier les systèmes d'acteurs économiques qui l'initient, la portent et en supportent le risque.

Disciplines: **X Sciences économiques** **X Architecture** **X Urbanisme**

Thèmes: **X Innovation(s)** **X Architectes (Rôle des)** **X Chaîne de valeur** **X Logement** **X Habitat**
X Analyse économique

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

L'étude (mai 2023 à avril 2024) est scindée en trois phases :
• Essai d'une première typologie des projets en fonction du mode d'intervention des architectes (mai-septembre 2023).

• Étude des conditions économiques dans lesquelles les opérations immobilières sont réalisées (septembre-décembre 2023).

• Proposition d'une nouvelle typologie d'intervention économique des architectes (janvier 2023-février 2024).



FINANCEMENT

GIP L'Europe des projets architecturaux et urbains (Epau).



CONTACT

• ingrid.nappi@institutlouisbachelier.org,
06 18 16 82 07

LA FISCALITÉ LOCALE SUR LE FONCIER : QUELS EFFETS SUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ABORDABLES ? (FILOPLA)

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Françoise Navarre, professeure à l'École d'urbanisme de Paris, chercheuse au Lab'Urba

AUTRES CHERCHEUSE ET CHERCHEUR IMPLIQUÉS :

Marie Llorente, Philippe Poinot



RÉSUMÉ

Ce projet vise à spécifier le rôle de la fiscalité locale sur le foncier dans la production de logements abordables selon les contextes territoriaux. Il s'inscrit en cela à la croisée de deux types de littérature qui dialoguent peu à l'heure actuelle : celui portant sur la fiscalité foncière à disposition des collectivités et celui dédié aux politiques locales de l'habitat. Le projet Filopla se décline selon trois axes de recherche.

L'axe 1 vise à interroger le contenu de la notion de logement abordable et à préciser dans quelle mesure la fiscalité est intégrée ou non par les acteurs dans cette conception.

L'axe 2 concerne le poids de la fiscalité locale pour les ménages et les principaux acteurs de la chaîne de la production immobilière (soit les collectivités territoriales, les aménageurs, les bailleurs sociaux, les promoteurs et les foncières).

Enfin, l'axe 3 cherche à évaluer les impacts de la fiscalité locale sur les choix des collectivités locales en matière de production de logements abordables.

Pour répondre à ces différentes questions, des méthodes aussi bien quantitatives (enquête en ligne, analyse des budgets locaux, des bilans des opérateurs, traitements statistiques pour les ménages) que qualitatives (entretiens semi-directifs, focus groupes) seront mobilisées. Les cas d'étude seront choisis de manière à couvrir une typologie de territoires variés (en termes de critères socio-démographiques, de niveau de tension des marchés, de maturité en matière de politique de l'habitat, de relations partenariales entre les acteurs, etc.) de façon à pouvoir apporter des éléments d'objectivation quant à la dimension territoriale associée à la fiscalité et à la production de logements abordables et ainsi, à être en mesure de formuler des préconisations.

Discipline : **X Sciences économiques**

Thèmes : **X Foncier X Fiscalité locale X Logement abordable X Politiques locales de l'habitat X Fiscalité foncière**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet se déroule de 2022 à 2025.

€ FINANCEMENT

Projet financé dans le cadre du programme de recherche « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (2022-2025) » par un collectif de 16 organisations coordonné par l'Union sociale pour l'habitat. En particulier, ce projet a reçu le soutien spécifique de Rennes Métropole.

🔗 PARTENARIAT

L'Aorif, Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France, l'Association nationale des établissements publics fonciers locaux, l'Aura Hlm Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque des Territoires, Bordeaux Métropole, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), la

Fédération nationale des coopératives Hlm, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, Habitat social en Occitanie, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), la Métropole de Lyon, la Métropole de Rennes, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), l'Union sociale pour l'habitat (USH), et la Ville de Paris.

📄 PUBLICATIONS

- Un dossier de recherche est accessible sur le centre de ressources de l'USH.
- Un blog consacré au programme de recherche est ouvert depuis septembre 2023.

👤 CONTACT

- navarre@u-pec.fr

OUTILLER ET ÉCLAIRER STATISTIQUEMENT LES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR SAISIR LES ENJEUX DU COÛT RÉSIDENTIEL SUR LEUR TERRITOIRE (COUT-RES)

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Jean-Pierre Nicolas, Laboratoire aménagement, économie, transports, Université de Lyon



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Pascal Pochet (Laet, Université de Lyon)

Hélène Mainet (Territoires, Université Clermont Auvergne)

Stéphanie Truchet (Territoires, Université Clermont Auvergne - Inrae)

Kassoum Ayoub (Territoires, Université Clermont Auvergne - Inrae)

Natacha Gondran (EVS, Université de Lyon - Mines Saint-Étienne)

Jonathan Villot (EVS, Université de Lyon - Mines Saint-Étienne)

RÉSUMÉ

La notion de coût résidentiel des ménages, composé des dépenses de logement et de mobilité quotidienne, soulève des enjeux sociaux, mais aussi environnementaux et territoriaux, tant le poids de ce poste dans le budget des ménages ainsi que la consommation d'énergie et les émissions de GES peuvent varier fortement selon les catégories sociales et les localisations. Cependant, malgré l'intérêt porté par les acteurs à cette question, les politiques publiques sont mal outillées pour la repérer du fait de son caractère transversal.

Le projet Cout-Res propose de mener un travail méthodologique pour mieux l'appréhender et analyser les facteurs jouant sur ses composantes.

Il s'appuie sur l'expérimentation d'un module « Coût résidentiel » réalisé par le Cerema à l'occasion de deux enquêtes ménages certifiées (EMC²), l'une à Grenoble en 2019-2020 avec l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise et l'autre en 2022-2023 à Clermont-Ferrand avec le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise.

Il intègre trois thèses : une première, financée par le MTEs et démarrée en 2019 au Laet, porte sur l'appropriation de la notion de coût résidentiel par les acteurs des territoires ; une seconde destinée à mettre en œuvre le module lors de la prochaine EMC² locale dans le cadre d'un contrat Cifre avec le SMTC-AC, est encadrée au sein de l'UMR Territoires ; la troisième est prévue avec l'École des mines de Saint-Étienne pour analyser le bilan carbone logement et mobilité des ménages à partir des résultats des 2 EMC².

Disciplines : **X Aménagement et urbanisme X Sciences économiques X Sciences de l'environnement**

Thèmes : **X Résidentiel (Coût) X Bases de données territoriales X Méthodes d'enquête X Enquêtes ménages certifiées Cerema**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en septembre 2021.

Fin de la recherche prévu en septembre 2024.

€ FINANCEMENT

Région Auvergne Rhône Alpes (Pack Ambition Recherche).

🔗 PARTENARIAT

Cerema (développement et suivi des EMC²).

Agence d'urbanisme de l'agglomération grenobloise (EMC² grenobloise de 2019-2020).

Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (EMC² clermontoise de 2022-2023).

👤 CONTACTS

- Jean-Pierre Nicolas, Laet, jean-pierre.nicolas@entpe.fr, 04 72 04 77 42
- Damien Verry, Cerema, damien.verry@cerema.fr, 04 72 74 58 43

HABITAT SENIORS - MAINTIEN DE L'AUTONOMIE EN HABITATS INTERMÉDIAIRES VERSUS LOGEMENTS ORDINAIRES

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Laurent Nowik, chercheur à l'unité des recherches de la Cnav,
Unité de recherche sur le vieillissement (URV, Cnav), maître de conférences HDR

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Au sein de l'URV : Sabrina Aouici, Raphaël Dhout, Sylvie Renaut, Jim Ogg, Marthe Clair



RÉSUMÉ

Pour limiter l'institutionnalisation de la prise en charge des personnes âgées, les pouvoirs publics souhaitent promouvoir l'autonomie, par la poursuite d'une politique visant à faciliter le maintien à domicile et, depuis quelques années, par des financements alloués à la modernisation des résidences autonomie et au développement des habitats inclusifs. Parallèlement, les résidences services seniors restent en forte croissance et d'autres types d'habitats intermédiaires (HI) portés par les bailleurs sociaux – et parfois des particuliers – se développent sur le territoire français. Dans ce contexte, il est pertinent d'interroger les atouts des HI en matière d'autonomie. La réflexion doit aussi permettre de comparer les diverses formes d'HI et de mieux connaître la sociologie de leurs habitants.

En s'intéressant aux trajectoires individuelles et à l'évolution des dimensions de l'autonomie (fonctionnelle, cognitive, décisionnelle, citoyenne et économique), ce programme de recherche a pour objectif de comprendre comment le « vivre en Habitat Intermédiaire » comparé au « vivre en logement ordinaire » peut soutenir l'autonomie des individus. Une première enquête a été réalisée auprès de personnes âgées de 75 ans et plus vivant en logement ordinaire ou en HI. Elle pourrait s'étoffer dans le cadre d'un projet de grande ampleur présenté à l'ANR pour financement (PPR Autonomie). Une trentaine de chercheurs appartenant à plusieurs universités, laboratoires et structures de recherche sont membres de ce consortium de recherche piloté par l'URV.

Disciplines : Sociologie Géographie Gériatrie Épidémiologie Psychologie Sciences économiques Architecture Design Ergothérapie Urbanisme Anthropologie visuelle

Thèmes : Habitat intermédiaire Logement adapté Vieillesse (Politique du) Participation sociale Autonomie (Prévention à la perte d') Approche longitudinale Vie (Conditions de) Autonomie Aide à la prise de décision Résidentielle.s (Mobilité.s) Logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

La collecte de la phase 1 de l'enquête Habitat seniors a été réalisée en février-mars 2023 dans les départements du Cher et de l'Indre-et-Loire. La recherche sera élargie au territoire français sous réserve d'un financement de l'ANR. Elle débiterait alors en janvier 2024.

FINANCEMENT

Cnav et autre financement sollicité dans le cadre du Programme prioritaire de recherche sur l'autonomie.

PARTENARIAT

La liste des partenaires est consultable dans la version électronique de la fiche sur : panorama.acteursdelhabitat.com

PUBLICATIONS

- Aouici S. & Nowik L., « Déménager à la retraite : mieux cerner les enjeux de relations et de soutien à l'aide de la recherche qualitative. L'exemple de l'enquête Amare en France », *Cahiers québécois de démographie*, vol 47, n° 2, automne 2018, pp. 229-257. <https://doi.org/10.7202/1069007ar>
- Nowik, L., « La déprise à l'aune des habitats intermédiaires pour personnes âgées », *Gérontologie et Société*, n° 155, Vol. 40, 2018, pp. 87-104. <https://doi.org/10.3917/g155.0087>
- Aouici, S. & Gallou, R., « Les logements-foyers d'Île-de-France et leurs responsables : rôles, missions et évolution », in Nowik, L. & Thalineau, A. (Eds.), *Vieillir chez soi. Les nouvelles formes du maintien à domicile*, Presses universitaires de Rennes, pp. 61-79, 2014. <https://doi.org/10.4000/books.pur.69120>

CONTACTS

- sabrina.aouici@cnav.fr
- laurent.nowik@cnav.fr

POPSU TERRITOIRES

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Jean-Marc Offner, directeur de l'Agence d'urbanisme Bordeaux Aquitaine
Hélène Reigner, responsable scientifique du programme Popsu Territoires

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Les responsables scientifiques des études de cas sont consultables dans la version électronique de la fiche sur : panorama.acteursdelhabitat.com



RÉSUMÉ

Les petites villes et les ruralités sont confrontées à des processus contradictoires : métropolisation, déprise démographique et commerciale, revitalisation par le tourisme ou l'activité industrielle. Pour mieux comprendre leurs mutations, la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu) accueille le programme Popsu Territoires. Celui-ci permet de réaliser des études de cas de petites villes pour explorer leurs échecs ou réussites, puis proposer des pistes d'action. Il associe étroitement chercheurs, élus et techniciens des villes dans lesquelles les recherches se déroulent. Trente-cinq projets ont été retenus, dont plusieurs portent sur des questions d'habitat et de logement. Par exemple, à Briançon, les travaux portent sur la mobilisation des ressources foncières et immobilières pour revitaliser le centre historique. À Marseillan, il s'agit d'étudier les effets des fluctuations démographiques saisonnières liées au tourisme sur la gestion des projets et des services urbains. À Saint-Loubès, c'est l'acceptabilité sociale et spatiale de la densification dans le pavillonnaire sous influence bordelaise qui est interrogée. À Xertigny, la recherche s'intéresse aux trajectoires résidentielles de populations vulnérables et à la manière dont on peut répondre aux besoins d'une population âgée pour favoriser un « bien vieillir » sur un territoire en déprise. À Guingamp, en partenariat avec entre autres la fondation Abbé Pierre, la recherche traite de l'habitat indigne dans une petite ville en décroissance.

Disciplines : Études urbaines Aménagement et urbanisme Géographie Sociologie Architecture Paysage Science politique

Thèmes : Territoires Espace rural Attractivité Pratiques touristiques Revitalisation Étalement urbain

ÉTAT D'AVANCEMENT

Depuis 2018, le programme a initié quatre sessions de recherche-action. Une vingtaine d'équipes sont sur le terrain en 2023.

FINANCEMENT

Le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, l'Agence nationale de la cohésion des territoires via le programme Petites Villes de Demain, le Commissariat au Massif Central, la Banque des Territoires, le ministère de la Culture.

PARTENARIAT

Les partenaires financiers et les 51 collectivités partenaires sont consultables sur : panorama.acteursdelhabitat.com

PUBLICATIONS

- *Les Carnets de Territoires*, éditions Autrement, rassemblent les connaissances produites par les plateformes du programme Popsu territoires. Chaque carnet illustre

une étude de cas en rendant compte des échos avec des phénomènes nationaux ou des cas proches.

- Les conférences Popsu sont de courts ouvrages débattant de sujets liés aux mutations urbaines et territoriales et visant à rapprocher les connaissances scientifiques de la pratique opérationnelle.
- Les reportages photographiques réalisés dans le cadre de la mission Territoires engagent une collaboration fructueuse entre Popsu et la Dicom, nourrie par l'expertise des équipes et photographes de la Dicom, le support d'archivage et de diffusion de la Médiathèque Terra et facilitée par l'accès aisé au terrain des projets de recherche Popsu.
- Douze films documentaires de la série « Portraits de petites villes », pour découvrir les deux premières saisons : https://www.youtube.com/watch?v=AJeJFpc9k_Y
- Une série de podcast en six épisodes produit par Bing Audio avec l'Agence nationale de cohésion des territoires.

CONTACTS

- Hélène Millet, directrice de programme, helene.milet@developpement-durable.gouv.fr
- Pacôme Bertrand, chargée de mission, pacome.bertrand@developpement-durable.gouv.fr

LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT À TRAVERS L'INDUSTRIALISATION DES PROCÉDÉS : ENJEUX, DÉBATS ET RÉALISATIONS EN FRANCE ET AUX PAYS-BAS

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Margot Pellegrino, Lab'Urba, Université Gustave Eiffel

AUTRES CHERCHEUSES IMPLIQUÉES :

Angéline Chartier, Carole Wernert



RÉSUMÉ

Cette étude, financée par le Fonds de dotation Qualitel (2019), s'intéresse à la massification de la rénovation énergétique à travers l'industrialisation des procédés, avec un focus sur l'habitat social en France et aux Pays-Bas. Elle investit trois fronts de recherche :

1. L'émergence progressive de l'industrialisation de la rénovation dans les politiques publiques des deux pays, en la liant aux politiques de massification de la rénovation énergétique. En élargissant le regard aux programmes européens et nationaux, l'étude propose un inventaire de plus de quarante programmes apportant une vision évolutive des projets de massification de la rénovation énergétique par des procédés industriels ;
2. Les freins, les leviers, les débats en cours dans le monde du bâtiment en ce qui concerne la rénovation par l'industrialisation des procédés ;
3. L'analyse d'une démarche d'industrialisation de la rénovation - EnergieSprong - et des implications (organisationnelles, économiques, de gouvernance, spatiales, sociétales et techniques) qui en découlent.

Cette étude s'appuie sur une revue de littérature scientifique et grise, nationale et internationale, ainsi que sur un travail de terrain réalisé en France et aux Pays-Bas. 43 entretiens semi-directifs ont été réalisés avec les principaux acteurs impliqués directement dans des projets de rénovation par industrialisation des procédés ou bien intéressés par les possibilités et les implications de ce type de démarche. Des visites sur certains sites de projet ou chantier EnergieSprong ont également été réalisées.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Architecture**

Thèmes: **X Rénovation énergétique** **X Logement social** **X Industrialisation** **X Hors-site** **X France** **X Pays-Bas**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

2019-2022.



FINANCEMENT

Fond de dotation Qualitel.



PUBLICATIONS

- Pellegrino M., Wernert C., Chartier A., « Social Housing Net-Zero Energy Renovations With Energy Performance Contract: Incorporating Occupants' Behaviour », *Urban Planning*, 2022, 7 (2), pp.5-19. <https://www.cogitatiopress.com/urbanplanning/article/view/5029>
- Pellegrino M., Chartier A., Wernert C., *La rénovation énergétique de l'habitat à travers l'industrialisation des procédés : enjeux, débats et réalisations en France et aux Pays-Bas*, à paraître.



CONTACT

- margot.pellegrino@univ-eiffel.fr

ENJEUX URBAINS DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE GROUPÉE

COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :

Margot Pellegrino, Lab'Urba, Université Gustave-Eiffel

AUTRE CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Angéline Chartier, ingénieure de recherche

RÉSUMÉ

Dans le contexte d'un changement de maille de la rénovation énergétique, la taille, le nombre et la proximité des opérations soulèvent de nombreuses questions sur les procédures (lancement des marchés et construction des appels d'offres, instruction des permis, ...), les formes urbaines et architecturales produites, les évolutions du prix du foncier, l'intégration du projet dans son contexte et dans les projets d'aménagement, etc.

Dans le cadre du projet Urba-RE (financement I-Site Future), il s'agit d'analyser les enjeux urbains résultant d'un changement de maille de la rénovation énergétique : comment les étudier, les saisir, les quantifier ? Quels sont les verrous qui font obstacle à ce changement de maille ? Comment celui-ci peut-il se concrétiser, dans quel contexte, pour quel territoire, par quels dispositifs ? Quelles en sont les implications pour la planification et l'aménagement ? Quelles sont les synergies créées ou à créer avec les acteurs publics des territoires ?

Les études de cas seront conduites en France et aux Pays-Bas, à partir de projets de rénovation énergétique groupée portés par des bailleurs sociaux. D'autres terrains sont possibles, mais ne sont pas encore identifiés.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Aménagement urbain** **X Génie Urbain**

Thème: **X Rénovation énergétique**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Temporalité du projet : avril 2021-décembre 2022.



FINANCEMENT

I-Site Future, AAP Exploratoire.



PUBLICATIONS

- Pellegrino M., « Required innovations in policies, market and trades to scale-up net-zero energy renovations », 5th Energy and Society Conference, Energy transition: Does the mountain give birth to a mouse?, Feb 2021, Trento, Italy.

- Pellegrino M., Wernert C. et Angéline Chartier A., « Collaborations multi-acteurs pour un saut d'échelle dans la rénovation énergétique de l'habitat social », Future Days, 30 novembre-1^{er} décembre 2021, Champs-sur Marne.

- Pellegrino M., « Inter-actor collaborations in energy renovation, Social innovation: next steps in the energy transition, » 18-19 novembre 2021, Delft University of Technology, Pays-Bas.



CONTACT

- margot.pellegrino@univ-eiffel.fr

CHAIRE UNIVERSITAIRE CARE-LIEUX : VILLE, BIEN-ÊTRE ET SANTÉ**COORDINATEUR ET COORDINATRICE SCIENTIFIQUES DU PROJET :**

Lionel Prigent, professeur, Laboratoire géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale
Hélène Martin-Brelot, maîtresse de conférences, Laboratoire géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale

**AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

Malou Allagnat, Mailys Creach, Maxime Pailler

RÉSUMÉ

La question des impacts de l'environnement sur la santé des populations est aujourd'hui largement reconnue dans les politiques publiques relevant de l'aménagement du territoire et de la médecine. La réciproque de l'impact des problématiques de santé des populations sur celles de leur environnement est plus rarement posée. Or, l'actualité récente a rappelé combien il était important d'envisager ces interactions, dans leur complexité : pandémie et confinement, choc du prix de l'énergie et effets sur le chauffage et la mobilité, transformation des usages et des aspirations collectives... L'objectif de la chaire est de mobiliser recherche et recherche-action sur ces interactions, en particulier à partir de deux champs disciplinaires : l'urbanisme et la médecine.

Disciplines : **X Aménagement de l'espace** **X Urbanisme** **X Santé** **X Santé publique**

Thèmes : **X Territoires** **X Acteurs** **X Santé** **X Politique(s) publique(s)** **X Santé publique** **X Bien-être**

ÉTAT D'AVANCEMENT

La chaire universitaire est en phase de préfiguration depuis avril 2023. Elle doit engager un travail sur un minimum de trois ans, renouvelables.

FINANCEMENT

Fondation UBO.
Partenaires en cours de discussion.

PARTENARIAT

Adeupa. Brest métropole. Brest métropole habitat. Brest métropole aménagement. Tristan La Prairie Architecte.

CONTACTS

- lionel.prigent@univ-brest.fr
- helene.martin-brelot@univ-brest.fr

MARCHÉS DU LOGEMENT : DYNAMIQUE D'USAGE DU SOL, DYNAMIQUE DES RICHESSES, DYNAMIQUE DES PRIX**COORDINATRICE SCIENTIFIQUE DU PROJET :**

Camille Régnier, maîtresse de conférences en économie, Faculté de sciences économiques et de gestion, Université Paris-Est Créteil, chercheuse au laboratoire Erudite

**AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

Laboratoire Erudite : Sylvain Chareyron, Kévin Fourrey, Florent Sari
 Laboratoire Gate Lyon-Saint-Étienne : Nelly Exbrayat, Florence Goffette-Nagot, Marie Aurélie Lapierre, Mathieu Sanch-Maritan
 Centre Max-Weber : Loïc Bonneval
 Laboratoire Triangle : François Robert
 Lessem, Inrae, Université Grenoble Alpes : Yves Schaeffer

RÉSUMÉ

Ce projet vise à analyser la problématique de logement abordable de façon différenciée selon les dynamiques des territoires. En effet, selon le contexte territorial, l'atteinte des objectifs en matière de logement abordable peut passer par différents canaux : dans les territoires en croissance, où la pression foncière est très forte, l'enjeu est de réussir à produire du logement abordable en limitant l'accroissement des prix tout en faisant accepter la microdensification, alors que dans les territoires où la pression foncière est moindre, il s'agit de rendre attractif le foncier disponible et re-mobilisable en centre-ville. L'objectif est de comprendre comment les dynamiques urbaines de l'usage du foncier sont reliées aux dynamiques de répartition des richesses et aux dynamiques des prix, afin d'enrichir les travaux existants en économie urbaine. Pour ce faire, nous mobiliserons principalement le cadre de la microéconomie urbaine, avec des analyses théoriques et des analyses empiriques.

Disciplines : **X Sciences économiques** **X Économie urbaine**

Thèmes : **X Foncier** **X Marché(s) du logement** **X Logement abordable** **X Dynamique des prix immobiliers**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet se déroule de 2022 à 2025.

FINANCEMENT

Projet financé dans le cadre du programme de recherche « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables (2022-2025) » par un collectif de 16 organisations coordonné par l'Union sociale pour l'habitat. En particulier, ce projet a reçu le soutien spécifique de la Métropole de Lyon.

PARTENARIAT

L'Aorif, Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France, l'Association nationale des établissements publics fonciers locaux, l'Aura Hlm Auvergne-Rhône-Alpes, la Banque des Territoires, Bordeaux Métropole, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), la

Fédération nationale des coopératives Hlm, la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération des offices publics de l'habitat, Habitat social en Occitanie, l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), la Métropole de Lyon, la Métropole de Rennes, le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), l'Union sociale pour l'habitat (USH), et la Ville de Paris.

PUBLICATIONS

- Un dossier de recherche est accessible sur le centre de ressources de l'USH.
- Un blog consacré au programme de recherche est ouvert depuis septembre 2023.

CONTACT

- camille.regnier@u-pec.fr

COPROPRIÉTÉS À L'ŒUVRE DANS LES CENTRES-VILLES RECONSTRUITS

RESPONSABLES DU PROGRAMME :

Élise Roy, maîtresse de conférences, Laboratoire Crenau, Ensa Nantes
Lionel Prigent, professeur, Laboratoire géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Patrick Dieudonné (Géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale), Isabelle Garat (ESO, Université de Nantes), Florie Colin (Géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale), Kevin Chesnel (Crenau/AAU), Lucile Garnier (Crenau/AAU).



RÉSUMÉ

À partir du terrain singulier des copropriétés inscrites dans le tissu des villes de la Reconstruction qui composent les centres de différentes villes françaises, cette recherche s'intéresse aux copropriétés comme « objet urbain ».

Diverses caractéristiques du patrimoine des centres-villes de Saint-Nazaire, Brest et Lorient en font un terrain de choix pour développer de nouvelles perspectives de recherche en entrant « par les copropriétés ». Ces territoires sont constitués d'ensembles d'habitat collectif d'échelle petite à moyenne qui offrent des qualités reconnues par leurs habitants, en contre-pied d'une mauvaise presse auprès du grand public. Il faut toutefois savoir composer avec les caractéristiques techniques de ce patrimoine et leur caractère souvent autogéré (syndics bénévoles ou absence de syndic). Sans être des copropriétés en difficulté, et loin de la situation des grandes copropriétés dégradées, ces immeubles sont aujourd'hui confrontés à leur vieillissement technique qui nécessite la conduite de travaux et la mobilisation des instances de la copropriété.

En outre, ce parc, composant les espaces de centralités de villes moyennes, est porteur d'importants enjeux urbanistiques de valorisation, positionnant les copropriétaires comme des partenaires potentiels des autorités locales. Les politiques de « régénération » des centralités mises en œuvre par différentes villes constituent une forme de répertoire d'actions riche des différentes expérimentations locales qu'il reste à investiguer pour porter éclairage sur des politiques discrètes qui passent par le soutien et l'accompagnement des copropriétaires.

En recourant aux méthodes d'enquêtes socio-anthropologiques et en tenant une traversée des échelles spatiales du domestique à l'urbain, ce projet entend apporter des connaissances utiles sur les copropriétés qui restent à saisir comme « objet urbain ». Il est structuré en deux axes :

1. Ficelles et trajectoires de transformation des centres-villes Reconstitués par leur tissu de copropriétés, avec les copropriétaires ?
2. Les copropriétaires et les habitants des copropriétés issues de la Reconstruction : acteurs de leur cadre de vie, acteurs urbains ?

Disciplines: Aménagement de l'espace Urbanisme

Thèmes: Copropriétés Villes reconstruites Syndic(s) Copropriétés (Gestion des)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet de recherche est à mi-parcours.
Deux sites sont étudiés : Saint-Nazaire et Brest.

€ FINANCEMENT

99 997 euros.

🔗 PARTENARIAT

La recherche associe trois laboratoires : le Crenau à Nantes, Espaces et Sociétés (ESO), Géoarchitecture. Les autres partenaires de la recherche sont : la Carene (Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire), Brest métropole, l'Agence d'urbanisme Brest Bretagne (Adeupa Brest), l'Adil du Finistère.

📄 PUBLICATION

- Publications à venir.

👤 CONTACTS

- elise.roy@nantes.archi.fr
- lionel.prigent@univ-brest.fr
- florie.colin@univ-brest.fr

RÉGÉNÉRER LES COPROPRIÉTÉS, CONNAÎTRE ET COMPRENDRE
LES COPROPRIÉTÉS, LES MOBILISER POUR LA VILLE DURABLE

RESPONSABLE DU PROGRAMME :

Éva Simon, chargée de programme au Plan urbanisme, construction, architecture (Puca)



AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Six équipes de recherche constituent ce programme :

- Institut Paris Région, Claire Juillard, Sylvaine le Garrec, Gaëtan Briseperrière – Les mutations contemporaines du métier de syndic. Projet porté par Anne-Claire Davy.
- Université de Caen, Université Sorbonne Paris Nord, Sylvaine le Garrec – Synbiose : Syndics bénévoles : Initiative, organisation et sens de l'engagement. Projet porté par Camille Devaux.
- L'échappée des copropriétés, Université Catholique de Louvain, Université Paris Est – Mes vieux voisins. Conséquences sociales et spatiales du vieillissement dans les copropriétés horizontales des années 1970 à Toulouse et à Bruxelles. Projet porté par Manon Leroy et Audrey Courbebaïse.
- Scop Le Sens de la ville – Quartiers durables nantais et fabrique(s) de la copropriété. Projet porté par Sonia Dinh.
- École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, Association écoquartier Strasbourg – Recherche-action Coopro : développer une communauté habitante au sein des copropriétés. Projet porté par Valérie Lebois ;
- Ensa Nantes, Université de Bretagne occidentale, Université de Nantes – Copropriété à l'œuvre dans les centres-villes reconstruits. Projet porté par Élise Roy.

Deux projets étudiants se conduisent en parallèle :

- Les petites copropriétés sans syndic à Flers - Tess Simaillaud
- La pratique de l'AMU : le cas de courtoisie urbaine - Anis Benhsina

RÉSUMÉ

Bien qu'organisant un tiers des logements français, les copropriétés demeurent peu explorées par les sciences sociales. Or elles apparaissent désormais comme l'une des clés d'une transition vers une ville plus durable. Le Puca a lancé, en juin 2021, un programme de recherche visant à permettre l'émergence de recherches axées sur les principaux besoins de connaissance identifiés par les acteurs et chercheurs des copropriétés françaises.

Les objectifs du programme sont les suivants :

1. Recueillir des propositions couvrant un spectre aussi large que possible des configurations physiques, territoriales, sociales, juridiques, professionnelles que peuvent présenter les copropriétés et leurs acteurs ;
2. Faciliter les échanges entre recherche et action, afin de croiser les expertises et d'aller, collectivement, plus loin dans la compréhension des copropriétés étudiées ;
3. Structurer un débat de recherche autour de la copropriété comme objet urbain, afin d'intégrer davantage les copropriétés dans le champ des recherches en sciences sociales.

Disciplines: Sociologie Science politique Architecture Géographie Urbanisme

Thèmes: Copropriétés Propriété privée Développement durable Gestion Syndic(s) Immobilier (Profession de l') Rénovation Politique(s) publique(s)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Année de démarrage : 2021.

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), Fnaim, Anah, Fondation de France, Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Leroy-Merlin source, Matera.

🔗 AUTRES PARTENAIRES ASSOCIÉS

L'Association nationale des gestionnaires de copropriété (ANGC), L'Association des responsables de copropriété

(ARC), L'Agence nationale pour l'information sur le logement (Anil), L'Agence Nationale pour la rénovation urbaine (Anru), L'Association de consommateurs, Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), La Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Dhup), La Fédération nationale des agences d'urbanisme (Fnau), Intercommunalités de France, L'Union Sociale pour l'Habitat (USH), L'Union des syndicats de l'immobilier (Unis), Procviss, Urbanis, QualiSR, Foncia.

👤 CONTACT

• eva.simon@developpement-durable.gouv.fr, 01 40 81 82 01

LES PETITES COPROPRIÉTÉS SANS SYNDIC : UNE CATÉGORISATION PERTINENTE ?

RESPONSABLE DU PROGRAMME :

Éva Simon, chargée de programme au Plan urbanisme, construction, architecture (Puca)

CHERCHEUSE IMPLIQUÉE :

Tess Simaillaud, assistante de recherche stagiaire



RÉSUMÉ

Partant des copropriétés de Flers Agglomération présentes dans les statistiques publiques, cette recherche propose un éclairage sur ce qu'est une petite copropriété et ce qu'est une copropriété sans syndic, ces copropriétés présentant un fort potentiel de dégradation (quand ce n'est pas déjà le cas) du fait de cette taille et de cette absence de syndic. Ayant noté que ces propriétés sans syndic sont un sujet peu connu, l'auteure les aborde selon trois dimensions : objet juridique, incarnation au sein d'un espace bâti, et organisation. Elle rend compte et décrit le choix des terrains d'enquête (rôle de l'Adil de l'Orne, de Flers Agglo), rend compte du repérage des copropriétés sans syndic grâce au registre (déclarées ou immatriculées comme telles) et de l'utilisation comparée du registre et des fichiers locaux à la Ferté-Macé. Elle rend ensuite compte de l'étude de leurs profils en distinguant les diverses façons dont les copropriétaires perçoivent ou se représentent la copropriété, et en tentant d'expliquer ces différentes perceptions et représentations. Elle examine les raisons de l'absence de syndic : difficulté d'avoir un syndic, facilités et avantages tirés de cette absence, implication pour la gestion. Elle discute alors de la possibilité et de la pertinence de la catégorisation de ces copropriétés.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Copropriétés** **X Propriétaires** **X Copropriétés (Gestion des)** **X Syndic(s)**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en 2021 dans le cadre du programme de recherche « Régénérer les copropriétés, connaître et comprendre les copropriétés, les mobiliser pour la ville durable ».

FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), Fnaim, Anah, Fondation de France, Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Leroy-Merlin source, Matera.

PUBLICATION

• Simaillaud T., *Les petites copropriétés sans syndic. Une catégorisation pertinente ?* Éditions du Puca, avril 2022.

CONTACT

• eva.simon@developpement-durable.gouv.fr
01 40 81 82 01

BOBOYAKA : HABITAT COOPÉRATIF ET VIEILLISSEMENT

RESPONSABLE DU PROGRAMME :

Guy Tapie, Laboratoire Pave (Professions, architecture, ville, environnement), École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux, Centre Émile-Durkheim (UMR CNRS 5116)



AUTRES PERSONNES IMPLIQUÉES :

Chercheuses et chercheurs : Fanny Gerbeaud, Adrien Gonzalez, Salec Halidi Abderemane, Julien Rossignol
Vidéaste : Teddy Bensedjad

RÉSUMÉ

La qualité de l'habitat naît sur le projet des « Boboyaka » (un habitat coopératif de 20 logements dans la métropole bordelaise) de l'engagement des usagers et des futurs occupants, dans le montage, la conception et la gestion de leur futur lieu de vie. Ce groupe de seniors a participé à la définition de leur habitat. Les valeurs de solidarité, de partage, la volonté de trouver des solutions à la crise du logement abordable et environnementale, guident leur action. L'enjeu est de trouver un équilibre entre individualisme et vie collective à l'échelle du logement et de l'habitat (dans son accroche au lieu urbain et sa contribution à la vie sociale). Le projet renouvelle l'offre d'habitat « ordinaire » des seniors, plus nombreux et actifs, en anticipant le vieillissement des occupants. Le suivi du projet et son analyse s'organisent en quatre séquences, dans le cadre d'une coopération entre sociologues et architectes : une analyse contextuelle pour replacer le projet dans les systèmes de production de l'habitat en France en général, de l'habitat des seniors et de l'habitat participatif / coopératif plus spécifiquement ; l'observation et l'étude du processus de fabrication du projet, des systèmes d'acteurs qui y contribuent et des enjeux qui sont débattus ; l'appréciation des pratiques des habitants et la manière dont est « reçu » l'habitat des « boboyakas » dans son environnement immédiat et local ; l'identification d'un « modèle » tant du point de son mode de sa fabrication que de la conception d'un lieu de vie adapté aux seniors.

Disciplines: **X Sociologie** **X Architecture**

Thèmes: **X Habitat** **X Vieillessement** **X Coopérative habitante**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche en cours. Elle se déploie jusqu'en 2024-2025.

CONTACT

• guy.tapie@bordeaux.archi.fr

FINANCEMENT

Projet de recherche financé dans le cadre du programme national « Engagés pour la qualité du logement de demain », 2021-23, ministère de la Culture.

MOBILISCOPE**RESPONSABLE DU PROGRAMME :**

Julie Vallée, CNRS, UMR Géographie-cités

AUTRES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Aurélie Douet, CNRS, UMR Géographie-cités

Guillaume Le Roux, Ined

Hadrien Commenges, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Géographie-cités

Constance Lecomte, ANCT

**RÉSUMÉ**

Le Mobiliscope est un outil de géovisualisation librement accessible en ligne qui donne à voir la population présente en ville au cours des 24 heures de la journée : www.mobiliscope.cnrs.fr

Il montre comment les quartiers, leur composition sociale et la ségrégation évoluent au fil des heures, selon la mobilité quotidienne des populations. Grâce aux cartes et graphiques proposés dans son interface interactive, il contribue à enrichir les diagnostics territoriaux traditionnellement basés sur les seuls lieux de résidence.

Les données proviennent de grandes enquêtes publiques sur les déplacements (968 000 participants âgés de 16 ans et plus et 2,88 millions de déplacements). Les populations présentes au cours des 24 heures d'une journée type de semaine (lundi-vendredi) sont caractérisées en fonction d'indicateurs démographiques (sexe, âge) et sociaux (niveau d'éducation, catégorie socioprofessionnelle, parfois revenus), mais aussi en fonction des secteurs de résidence (QPV etc.), du type d'activité réalisée et du mode de transport utilisé.

Discipline : **X Géographie sociale**

Thèmes : **X Ségrégation** **X Quartier (Effets de)** **X Mobilité quotidienne** **X Accessibilité**
X Quartiers en politique de la ville (QPV)

ÉTAT D'AVANCEMENT

Le Mobiliscope est un outil en constante évolution depuis la mise en ligne de la première version en 2017. En avril 2023, une nouvelle version (v4.2) a été mise en ligne :

- Périmètre géographique. L'outil couvre maintenant 49 villes-régions en France, 6 villes canadiennes et 3 villes latino-américaines, et leur région.
- Interface trilingue (français, anglais, espagnol).
- Open-data. Toutes les données affichées dans l'outil sont à présent librement téléchargeables. Elles sont aussi regroupées dans un dépôt Zenodo (licence libre ODbL).
- Open-source. Le code du Mobiliscope (codes du logiciel et codes R de traitements de données) est accessible sur Github et Zenodo (licence libre AGPL).

**FINANCEMENT**

ANCT, Ined, Labex DynamiTe.

**PARTENARIAT**

CNRS, ANCT, Ined, Cerema, ministère du Transport du Québec.

**PUBLICATIONS**

- Vallée J., Douet A., Le Roux G., Commenges H., « Le Mobiliscope : un outil libre sur les rythmes quotidiens des territoires », *The Conversation*, 2022.
- Lecomte C, Vallée J., Le Roux G., Commenges H., « Le Mobiliscope, un outil de géovisualisation des rythmes quotidiens des métropoles », *Mappemonde*, n°123, 2018.
- Le Roux G., Vallée J., Commenges H., *Social segregation around the clock in the Paris region (France)* », *Journal of Transport Geography*, Vol 59, pp. 134-145, 2017.

**CONTACTS**

- mobiliscope@parisgeo.cnrs.fr
- julie.vallee@parisgeo.cnrs.fr

TRAVAUX DE RECHERCHE

02

PARTIE

Thèses

Cette rubrique regroupe **115** thèses de toute origine disciplinaire, qu'elles soient en cours d'élaboration ou soutenues depuis moins de deux ans.

LE LOGEMENT D'ABORD, UNE INNOVATION INSTITUTIONNELLE ? UNE TENTATIVE DE TRANSFORMATION DES POLITIQUES SOCIALES DE L'HABITAT POUR METTRE FIN AU SANS-ABRISME

DOCTORANTE :

Nadyah Abdel Salam
Gredeg – Université Côte d'Azur

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Gérald Gaglio



RÉSUMÉ

Le Logement d'abord se présente comme une voie alternative pour mettre fin au sans-abrisme. Ses promoteurs cherchent à réorienter le système d'assistance aux personnes sans domicile afin qu'elles puissent vivre directement dans un logement personnel stable, avec si nécessaire un soutien adapté à leurs choix et besoins. Cette doctrine a émergé aux États-Unis à la fin des années 1990. Elle circule depuis dans les sociétés occidentales où elle fait l'objet de débats, d'adaptations et de réappropriations. En France, le Logement d'abord prend la forme d'une stratégie nationale pour refonder le système d'hébergement temporaire en privilégiant l'accès au logement au plus tôt. La recherche interroge la consistance de ce programme de changement. Elle enquête cette nouvelle catégorie d'action publique et les transformations à l'œuvre dans les politiques sociales de l'habitat. Elle s'appuie sur une enquête ethnographique de quatre ans (2017-2020) auprès des acteurs impliqués dans la mise à l'agenda et le déploiement du Logement d'abord dans la métropole lyonnaise, en lien avec les acteurs et institutions actifs au niveau national et supranational. La méthodologie combine l'observation participante, le suivi longitudinal de projets expérimentaux, cinquante entretiens qualitatifs semi-directifs, l'analyse documentaire et une quantification des formes de sans-abrisme et des réponses institutionnelles sur ce territoire. Le cadre analytique croise les apports de la sociologie de l'action publique et de la sociologie de l'innovation.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Métropoles** **X Logement d'abord** **X Logement social** **X Organismes Hlm** **X Hébergement**
X Innovation(s) **X Sans-abrisme** **X Action publique**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Fin de thèse prévue en 2023.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre au sein du GIE La Ville Autrement.
Cofinancement par l'ANRT et Est Métropole Habitat.

∞ PARTENARIAT

Métropole de Lyon.

👤 CONTACT

• n.abdelsalam@pm.me
06 03 35 50 26

LES JOIES ET LES PEINES DE LA COPROPRIÉTÉ : NOUVELLE APPROCHE SOCIOLOGIQUE D'UN SYSTÈME D'ACTEURS

DOCTORANT :

Komi Ahali
Centre de recherche sur l'habitat-Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement),
Université Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Nadine Roudil

RÉSUMÉ

La thèse questionne les logiques sous-jacentes du marché de l'éco-rénovation des copropriétés, qu'il convient de replacer dans le contexte plus global de la fabrique de la ville durable. La question environnementale, au cœur de celle-ci, se traduit par l'imposition de normes et notamment, par l'injonction à la performance des bâtiments existants pour les rendre plus durables. L'instrumentalisation qui pourrait être faite de ces normes par certains acteurs, au profit de leurs pratiques commerciales néolibérales, donnerait lieu à un marché, celui de la rénovation énergétique des copropriétés. Comment se fait cette instrumentalisation des normes environnementales en faveur de la transition énergétique ? Quels en sont les acteurs ? Comment s'établit le lien entre la fabrique de la ville durable et l'éco-rénovation des copropriétés ? Comment les pratiques professionnelles se transforment-elles ? Enfin, que révèle l'étude des travaux de rénovation énergétique des copropriétés sur l'organisation et le fonctionnement de ces dernières, sur le jeu d'acteurs au sein et autour des copropriétés ? Telles sont les principales questions que la thèse se propose d'examiner.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Copropriétés** **X Fabrique de la ville** **X Injonction au durable** **X Transition écologique**
X Éco-rénovation **X Énergétique (Rénovation)** **X Travaux** **X Marché** **X Néolibéralisme**
X Instrumentalisation de la question environnementale **X Syndic(s)** **X Conseil syndical**
X Acteurs **X Copropriétaires**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Quatrième année de thèse.

€ FINANCEMENT

Pas de financement particulier.

👤 CONTACT

• komi.ahali@gmail.com
06 47 97 83 61

POUR UNE PENSÉE ARCHITECTURALE DE L'ANTHROPOCÈNE. LE SOL COMME MILIEU, LA PROPRIÉTÉ COMME FACULTÉ D'HABITER

DOCTORANTE :

Elissa Al Saad

Centre de recherche sur l'habitat - Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement)
UMR 7218 CNRS - Ensa Paris Val-de-Seine - Université Paris Nanterre - ED 395

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Clara Sandrini

RÉSUMÉ

L'ère de l'Anthropocène montre que notre mode d'habiter n'est plus en adéquation avec notre écosystème. Les sols artificialisés, en augmentation de 70 % depuis 1980, sont en effet les plus pauvres en activité biologique et en biodiversité globale. Le sol, ou plus précisément les processus terrestres, forment pourtant un récepteur de gaz à effet de serre qui absorbe l'équivalent d'un tiers des émissions. Notre mode d'habiter actuel, structurellement dépendant du sol, semble en dissonance avec la préservation de cette ressource. Le statut du sol, paradigme fondamental de l'habitat, est à reconsidérer dans une nouvelle acception de la propriété. S'obliger à repenser notre rapport à l'environnement, en le considérant comme un milieu dont la durabilité repose sur l'activité multifactorielle d'acteurs humains comme non-humains, bouleverse notre mode de vie. Confronter les différentes formes possibles d'appropriation du sol face à la notion émergente « d'habitabilité à la surface du globe » revient finalement à poser la question de la préservation de la ressource foncière face à celle de la propriété, au temps de l'Anthropocène.

Ce projet de thèse stipule donc l'importance des communs dans la sauvegarde foncière. Il met en avant l'idée que des outils juridiques et partenariaux permettent de soutenir une forme renouvelée de propriété pour la sobriété foncière : les Organismes de foncier solidaire qui apparaissent comme des outils capables de transformer la propriété au service du bien commun et d'une diversité socio-économique ; la propriété sectionale comme outil de gestion collective des biens d'une communauté d'habitants pour l'expérience du commun en milieu rural et la préservation du vivant. La thèse invite à questionner le rôle de l'architecte dans ce travail de résilience écologique.

Discipline : **X Architecture et Ville**

Thèmes : **X Sol** **X Foncier** **X Terre** **X Milieu** **X Commun(s)** **X Propriété** **X Architecture**
X Foncier solidaire (Organisme de) **X Propriété sectionale**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en préparation depuis novembre 2020.

FINANCEMENT

Lauréate de la fondation Palladio en 2022.

CONTACT

• elissa.alsaad@gmail.com

LA DURABILITÉ SOCIALE DANS LES PRATIQUES BIM

DOCTORANTE :

Élodie André

Laboratoire Larsh, département Devisu, Université polytechnique des Hauts-de-France
Service conception architecturale, Faculté d'architecture et d'urbanisme, Université de Mons

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Hafida Boulekbache
Mohamed-Anis Gallas

RÉSUMÉ

Le secteur de la construction vit depuis plusieurs décennies deux transitions majeures : la transition écologique et la transition numérique. De nouvelles normes et réglementations ont vu le jour dans le but d'améliorer les performances environnementales du parc bâti, et en parallèle de nouveaux outils et processus de travail ont été développés pour assister l'acte de conception. Notre recherche porte sur le croisement de ces deux thématiques, et plus spécifiquement sur la place de la durabilité sociale dans les processus de Building Information Modeling (BIM). Pour cela nous étudions les critères de durabilité sociale dans la construction, ainsi que les différentes opportunités offertes par les processus BIM qui soutiennent le développement de ces critères. Nous interrogeons les concepteurs belges et français sur leurs expériences du terrain dans le but, d'une part, d'identifier de nouvelles applications du BIM pour les pratiques socialement durables et, d'autre part, de relever les freins éventuellement rencontrés.

Disciplines : **X Architecture** **X Sciences de l'information et de la communication**

Thèmes : **X BIM** **X Durabilité sociale** **X Jeux d'acteurs**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Fin de thèse prévue en 2023.

FINANCEMENT

Thèse en cotutelle UMons-UPHF, financée par les deux universités partenaires.

PUBLICATION

• André, E., Boulekbache, H., & Gallas, M.-A. « Le BIM peut-il être un agent facilitant les démarches de développement durable dans la construction ? », SHS Web of Conferences, 82, 2020. 02005. <https://doi.org/10.1051/shsconf/20208202005>

CONTACT

• elodie.andre@umons.ac.be

ADAPTATION DE L'HABITAT DES PETITES VILLES ET ESPACES RURAUX FRANCILIENS AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

DOCTORANTE :

Viviane André

Architecte (DE) - Urbaniste

Centre de recherche sur l'habitat - Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement) - UMR 7218

Université Paris Nanterre - ED 395

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yankel Fijalkow

RÉSUMÉ

La population française vieillit, et ce, notamment dans les petites villes et espaces ruraux longtemps délaissés par la recherche et les politiques publiques. L'adaptation de l'habitat aux enjeux du vieillissement de la population interroge alors de plus en plus de chercheurs, élus et professionnels de l'habitat. Car si « l'occupation transforme l'espace et réciproquement », pour reprendre la formule d'Alain Bourdin (1984), nous sommes en mesure de nous demander quelles conséquences cette grande transformation démographique aura sur nos espaces habités ? Nous nous intéressons plus particulièrement au cas du sud de l'Essonne, qui voit aujourd'hui sa population vieillir rapidement. Dans quelles mesures la morphologie des petites villes et espaces ruraux franciliens s'adapte-t-elle au vieillissement de la population ?

Cette thèse en architecture et ville, croisant les méthodes de l'architecture, de l'urbanisme, mais aussi de la sociologie et de la géographie souhaite proposer une méthodologie d'analyse de l'espace qui serait adaptée aux enjeux du vieillissement de la population. Son objectif est aussi de comprendre le rôle que les discours et représentations de la vieillesse, portés par les élus locaux comme par les habitants, peuvent avoir sur l'évolution des formes de l'espace habité. Interroger l'espace au travers du vieillissement peut finalement être l'occasion de renouveler les outils de lecture.

Disciplines: Architecture Urbanisme Sociologie Géographie

Thèmes: Vieillesse Petites villes Ruralité Périurbain Urbaines (Formes)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours. Inscription : janvier 2020.



FINANCEMENT

Contrat doctoral du ministère de la Culture.
Ensa Paris Val de Seine.



PARTENARIAT

Caue de l'Essonne : partenariat de terrain.



PUBLICATION

● André V. & Ille-Roussel M. « Les politiques d'adaptation de l'habitat des seniors en France et en Allemagne », *Gérontologie et société*, 43(165), pp. 85-106, 2021. <https://doi-org.faraway.parisnanterre.fr/10.3917/g1.165.0085>



CONTACT

● viviane.andre@paris-valdeseine.archi.fr

INFLUENCE DE LA PRÉOCCUPATION ÉNERGÉTIQUE SUR L'ARCHITECTURE DU LOGEMENT SOCIAL ENTRE 1925 ET 2015

DOCTEURE :

Noura Arab

EVS-Laure (Environnement ville et société – Lyon architecture urbanisme recherche), Ensal, Université de Lyon

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Vincent Veschambre, Ensal, Université de Lyon



RÉSUMÉ

Ce travail de thèse vise à rendre compte de la manière dont le « développement durable » affecte l'architecture et en particulier la fabrication du logement. Il a pour objet d'expliquer les changements et les permanences observés dans la conception du logement collectif (d'un point de vue réglementaire, économique, technique, politique, etc.) depuis 1925. La mise en évidence de ces aspects devrait permettre de montrer en quoi les principes du « développement durable » transforment ou non les conditions de la conception du logement collectif.

Cette étude se focalise sur le logement social collectif. Ce type de logement apparaît comme exemplaire des modes de fabrication du logement, notamment en raison de ses conditions de financement et de construction. La recherche porte sur le patrimoine de Grand Lyon Habitat, un office public de l'habitat rattaché à la communauté urbaine de Lyon. La méthode d'enquête consiste en une analyse typomorphologique des logements. Cette analyse envisage l'architecture dans un rapport entre morphologie urbaine et typologie de la construction. La méthode développée consiste à observer les logements et leur évolution à partir des plans de construction (en l'occurrence ceux des permis de construire : plan-masse, plans des étages, coupes et façades). Afin d'évaluer les effets du « développement durable », l'étude des plans s'étend sur un moyen terme, à savoir 1925-2016.

Disciplines: Architecture Urbanisme

Thèmes: Logement social Développement durable Architecture et qualité architecturale

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 13 décembre 2021.



FINANCEMENT

Autofinancement.



PUBLICATIONS

● Arab N., 2021, « L'influence de la préoccupation énergétique sur l'architecture des logements sociaux collectifs. Le cas d'un office Hlm lyonnais », 4CFHC Congrès francophone d'histoire de la construction 2021, en ligne, 9-11 juin 2021.

● Arab N., Toussaint J.-Y. et Vareilles S., « Étude de l'évolution du logement social collectif entre 1955 et 2000 à partir d'une analyse typo-morphologique. Le cas d'un office public de l'habitat de l'agglomération lyonnaise », in Bekkouche A. (dir.), Programmes nationaux de recherche : *Population et Société* (PNR 31), éd., Architecture, Paysage, Urbanisme. Pour quelle qualité de vie ? Oran : DGRSDT/Crasc, pp. 183-202, 2014.



CONTACT

● noura.arab@rouen.archi.fr

DOMESTIQUER LE HANDICAP PSYCHIQUE ? PRATIQUES ET EXPÉRIENCES DE L'ACCOMPAGNEMENT DANS LE LOGEMENT EN SANTÉ MENTALE

DOCTEUR :

Marcos Azevedo

École des hautes études en sciences sociales (Ehess)

Centre d'étude des mouvements sociaux (Cems)

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société (Cermes3)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Isabelle Ville et Nicolas Henckes

RÉSUMÉ

En France, l'accompagnement en santé mentale est un domaine d'intervention qui recouvre une pléthore de pratiques et d'expériences aussi répandues que floues. Cette thèse documente, caractérise et qualifie ce qu'accompagner veut dire : elle met au jour les logiques d'action de l'accompagnement de personnes handicapées psychiques et donne à voir la manière dont l'accompagnement s'inscrit dans la vie quotidienne de ces dernières, notamment dans leur quotidien à domicile. La recherche s'appuie sur l'analyse de matériaux divers : un corpus de sources écrites (rapports d'activité, plaquettes de présentation de structures d'accompagnement, dossiers médico-sociaux), des données obtenues à travers dix-huit mois d'observation directe à découvert du travail de trois structures d'accompagnement (un ensemble de logements accompagnés de psychiatrie de secteur, un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés [Samsah] et un Service d'accompagnement à la vie sociale [Savs]), et des entretiens réalisés tantôt avec des professionnelles et professionnels de l'accompagnement (n=41) tantôt avec des personnes accompagnées (n=31). Au croisement des sociologies du travail, de la psychiatrie, du handicap et de l'action sociale, l'étude ici présentée retrace et restitue la trajectoire des « programmes d'accompagnement en santé mentale » : une trajectoire qui s'initie avec la sélection et l'admission de personnes jugées en mesure de « devenir (plus) autonomes » ; qui se poursuit avec la production et l'entretien d'une relation fondée à la fois sur le souci des autres et la surveillance de leurs conduites ; qui s'inscrit durablement dans les domaines les plus différents de la vie sociale des individus accompagnés et façonne de manière importante leurs modes de vie, y compris de leur vie privée ; et, enfin, une trajectoire qui soit se suspend parce qu'elle n'a pas produit les effets escomptés, soit se ramifie dans d'autres prises en charge ou soit se prolonge indéfiniment. La thèse montre que le changement de contexte d'intervention (de l'hôpital à la ville et au domicile) ne se traduit pas foncièrement en rupture avec les logiques contraignantes de liberté et que le travail d'accompagnement, fortement axé sur l'optimisation des capacités individuelle des personnes accompagnées, se heurte aux barrières sociales qui limitent voire empêchent l'autonomisation de ces personnes. Quant à ces dernières, si elles participent inexorablement à l'organisation des programmes et à la gestion de leur trajectoire, leur marge de choix des modalités d'accompagnement est conditionnée non seulement par les troubles psychiques mais aussi, voire surtout, par des marqueurs sociaux tels que l'âge, la génération, le genre, l'appartenance raciale et la classe.

Disciplines : Sociologie Anthropologie Disability studies

Thèmes : Handicap psychique Accompagnement social Santé

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 1^{er} décembre 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'Ehess 2016-2019.



PUBLICATIONS

● Henckes N., Azevedo M., Quintin A., « Loger et Soigner. Une sociologie d'un dispositif médico-social : les appartements accompagnés en santé mentale », [Rapport de recherche] Cermes3, Santé Mentale France, Fondation de France, 2018.

- Azevedo M., « Adapter le milieu ordinaire ? Pratiques de mobilité quotidienne de personnes bénéficiant d'un accompagnement en santé mentale en France. » *Aequitas*, volume 27, n° 2, octobre 2021, pp. 29-41. URL : <https://doi.org/10.7202/1083755ar>.
- Azevedo M., « L'appropriation de l'habitat à l'épreuve de l'accompagnement en santé mentale : le cas des personnes vivant en logement accompagné en France », *Lien social et politiques*, n° 87, pp. 233-254, 2021. URL : <https://doi.org/10.7202/1088101ar>



CONTACT

● marcosvoazevedo@gmail.com

LA COMMANDE PUBLIQUE COOPÉRATIVE DES ORGANISMES D'HLM

DOCTORANTE :

Sandra Bambara

Ireneé (Institut de recherches sur l'évolution de la nation et de l'État), Université de Lorraine

THÈSE DIRIGÉE PAR :

David Melloni



RÉSUMÉ

La commande publique coopérative désigne les marchés publics et les concessions qui sont conclus dans le cadre d'une coopération entre pouvoirs adjudicateurs. Avec cette commande publique spéciale, les pouvoirs adjudicateurs peuvent mutuellement recourir à leurs propres services pour répondre à leurs besoins tout en dérogeant aux règles contraignantes de la commande publique.

Cependant, le recours à la commande publique coopérative est soumis à des conditions ambiguës et les spécificités de cette commande publique ne sont pas très développées dans la doctrine. Cette situation génère une certaine insécurité juridique pour les pouvoirs adjudicateurs tels que les organismes d'Hlm qui pourraient recourir à la commande publique coopérative pour exécuter des prestations de services rémunérées auprès d'autres organismes d'Hlm sans contrainte de publicité et de mise en concurrence.

La présente thèse a pour principal objectif d'élucider les différents problèmes juridiques générant une insécurité juridique pour les organismes d'Hlm dans le recours et la mise en œuvre de la commande publique coopérative. Elle a aussi pour objectif de proposer une nouvelle catégorisation des contrats de la commande publique conformément au nouveau Code de la commande publique.

Discipline : Droit public

Thèmes : Commande publique Coopération entre pouvoirs adjudicateurs Organismes Hlm

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription en thèse en novembre 2018.
En phase d'analyse et de rédaction.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec Vosgelis, Office public de l'habitat du Département des Vosges.



CONTACT

● sandra.bambara@univ-lorraine.fr

DES MÉTABOLISMES TERRITORIAUX EN TRANSFORMATION ? GOUVERNANCE DES MATÉRIAUX DE CHANTIER ET EXPÉRIMENTATIONS DE NOUVELLES VALORISATIONS EN ÎLE-DE-FRANCE ET DANS LA RÉGION BRUXELLOISE

DOCTEURE :

Agnès Bastin

Centre de recherches internationales, Sciences Po Paris

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Éric Verdeil

RÉSUMÉ

Alors que les matériaux de chantier représentent une masse deux à trois fois supérieure à celle des ordures ménagères, ils font l'objet d'une attention politique faible. Leur gestion est assurée par les entreprises du bâtiment et des travaux publics selon diverses filières économiques allant du stockage au recyclage en matériaux secondaires, principalement pour la construction routière et l'aménagement paysager. Cependant, ces matériaux sont progressivement saisis par les politiques publiques européennes, nationales et locales et suscitent l'expérimentation de nouveaux circuits de réutilisation dans la construction. Ces actions entendent contribuer à une transformation des métabolismes vers davantage de circularité. À partir de la comparaison des régions de Paris et Bruxelles, la thèse caractérise les régimes sociotechniques existants et leurs facteurs d'instabilité. Au croisement des champs de l'écologie territoriale et des transitions sociotechniques, elle montre que les systèmes de gouvernance se recomposent, entre adaptations à la spatialité existante des métabolismes et tentatives de relocalisation. Les expérimentations de nouvelles valorisations observées, dont les effets quantitatifs sont limités, contribuent à explorer des arrangements, matériels, économiques et spatiaux, nouveaux pour les acteurs des régimes sociotechniques existants. Les reconfigurations sociotechniques présentent des similarités entre les deux terrains, ce qui rend possibles des recompositions des régimes telles que la flexibilité des dispositifs de valorisation.

Discipline: **X Études urbaines**

Thèmes: **X Écologie territoriale** **X Métabolisme urbain** **X Économie circulaire** **X Gravats** **X Terres excavées**
X Expérimentation(s) **X Transition** **X Déchets du BTP**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 21 juillet 2022.

PARTENARIAT

Partenaire du projet Cycle terre
(Urban Innovative Action, Union Européenne).

PUBLICATIONS

- Bastin A., « Gouverner le métabolisme : les terres excavées du Grand Paris, Éditions du Puca, collection Réflexions en partage, 158 p., 2023. En ligne.
- Bastin A., « Vers une gestion circulaire des matières inertes issues de la démolition et des travaux publics en région parisienne : une lecture croisant transition sociotechnique et approches territoriales », *Flux*, n° 116-117, pp. 42-57, 2019. En ligne.

CONTACT

- agnes.bastin.2@gmail.com

LE « PLAN DE CONSTANTINE » ET LES QUESTIONS D'HABITAT

DOCTORANT :

Ahmed El-Amine Benbernou

Centre de recherche sur l'habitat-Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement),
Université Paris-Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Pierre Frey et Yankel Fijalkow

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur le plan de développement économique et social de l'Algérie de 1958 dit « Plan de Constantine ». Projet économique et social visant à sauver tardivement ce qui peut l'être de l'Algérie française, ce plan se veut un projet de modernisation et d'aménagement du pays par une amélioration des conditions de vie de la population et de son habitat, caractérisés par des inégalités qui n'ont cessé de s'aggraver depuis le début de la guerre d'indépendance. S'il affiche une volonté de justice et d'équité, notamment en cherchant à réduire les ségrégations les plus marquées, il reste de nature coloniale. L'analyse en examine les réalisations en matière de construction des logements et de leurs équipements. La thèse entend évaluer dans quelle mesure cette politique a contribué à l'amélioration du confort et à davantage d'équité dès sa mise en œuvre et à plus long terme. Il s'agit aussi de porter un regard critique et réflexif sur l'instrumentalisation de l'habitat comme outil de sauvetage social et économique, en s'attachant à explorer la question de la cohabitation et du vivre ensemble dans les programmes de logements et leur impact sur la transformation paysagère des villes. Enfin, il s'agit d'identifier les enseignements qui en ont été tirés aussi bien du côté de l'Algérie indépendante que de celui de la Métropole.

Discipline: **X Architecture et Ville**

Thèmes: **X Grands ensembles** **X Industrialisation** **X Développement (Plan de)** **X Bidonvilles (Résorption des)**
X Mixité sociale et fonctionnelle **X Mouvement moderne**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Phase de rédaction.

FINANCEMENT

Thèse non financée. Financements ponctuels de missions de terrains par l'ED 395 ETC et le CRH-Lavue. Lauréat d'une bourse Walter Zelijda.

PARTENARIAT

Cost Action 18137 European Middle Class Mass Housing.

PUBLICATION

- Benbernou A., « Alger à l'heure du "Plan de Constantine" », in Srir M., *Dynamiques urbaines à Alger*, Paris, L'Harmattan, pp. 47-86, 2016.

CONTACT

- ahmed.27ba@yahoo.fr

LES DÉCHETS DU BTP COMME RESSOURCE VERS UNE NOUVELLE PRATIQUE : OPPORTUNITÉ DE PROJETS NÉGOCIÉS ENTRE TRANSITION ÉCOLOGIQUE, FAISABILITÉ OPÉRATIONNELLE ET PÉRENNITÉ DU PROCESSUS

DOCTORANTE :

Safa Ben Khedher

Centre de recherche sur l'habitat-Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement),
Ensa Paris Val-de-seine, ED 395, Université Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Clara Sandrini et Mohamed Belmaaziz



RÉSUMÉ

Le secteur du BTP est le premier créateur de déchets en France : 227 millions de tonnes de déchets par an (Ademe, 2018). En France, les notions de source, consommation et ressource suscitent la controverse. D'un côté, de nombreuses études considèrent la production massive de logements comme une solution pour faire la ville sur la ville (Touati & Crozy, 2015). De l'autre, différents chercheurs révèlent la nécessité de limiter la production et avoir recours au réemploi et la réutilisation pour protéger l'environnement et opter pour une « transition plus juste » (Lavelle, 2015). Ce contexte de tensions ou contradictions entre deux objectifs qui pourraient s'articuler est ainsi révélateur d'un territoire à enjeux. Dans ce contexte, les pratiques architecturales et urbaines concernant la prévention des déchets du BTP et les techniques de réemploi des matériaux de construction et de reconstruction sont amenées à muter, à être remodelées au prisme de la transition écologique, de la faisabilité opérationnelle et de l'efficacité économique. Si la valorisation des déchets du BTP s'impose comme un défi politique à relever et un champ de recherche en plein essor, elle pose néanmoins de nombreuses questions. Majoritairement pensées sous l'angle de l'urgence écologique et de la nécessité économique, ces ressources posent aussi la question de la faisabilité organisationnelle, réglementaire, économique et architecturale du processus et ses temporalités qui apparaît de fait nécessaire à étudier.

Discipline : **X Architecture et Ville**

Thèmes : **X Déchets du BTP** **X Matériaux** **X Transition écologique** **X Pratiques du réemploi et de réutilisation**
X Savoirs **X Médiation** **X Innovation(s)** **X Expérimentation(s)**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Date d'inscription : novembre 2020.
Soutenance prévue : janvier 2024.
Phase de travail : analyse, rédaction.

€ FINANCEMENT

Thèse réalisée en Cifre avec l'agence d'architecture et d'urbanisme Bresson Schindlbeck architectes associées.

∞ PARTENARIAT

La Société des architectes de Marseille.
Le Caue du Var.

📄 PUBLICATIONS

- Ben Kheder S., « Réusage et architecture : pour une construction du projet par les ressources », *Les dossiers techniques de la construction*, n° 89, éditions Le Moniteur, janvier-février-mars 2023, pp. 35-41. En ligne.
- Ben Kheder S., « Le "réusage" des ressources en architecture : du savoir-penser au savoir-œuvrer », novembre 2022. En ligne.
- Ben Kheder S., « Du réemploi au "réusage" : l'évolution des pratiques architecturales », août 2022. En ligne.

👤 CONTACT

● archi-safa@outlook.com
07 69 34 60 12

COÛT RÉSIDENTIEL, VULNÉRABILITÉ DES MÉNAGES ET POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES

DOCTORANTE :

Maria Besselièvre

Laboratoire aménagement économie transports (Laet-Entpe, Vaulx-en-Verin)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Pierre Nicolas et Stéphanie Vincent

RÉSUMÉ

Dans les années 2000, marquées par un contexte de hausse du prix des carburants et d'étalement urbain, des études traitant conjointement des dépenses quotidiennes des ménages pour leur logement et pour leurs mobilités ont vu le jour. Le coût résultant de l'ensemble de ces dépenses, appelé coût résidentiel, apporte une nouvelle clef de lecture de questions sociales, environnementales, économiques et territoriales. Cette thèse vise à comprendre comment les acteurs territoriaux s'approprient cette notion émergente et transversale en fonction des spécificités de leur territoire et dans un contexte de développement de nouveaux outils d'évaluation du coût résidentiel. Le choix a été fait de se concentrer sur un de ces outils : le module optionnel « Coût résidentiel » de l'enquête mobilité certifiée Cerema (EMC²) en cours d'expérimentation. La méthodologie envisagée repose sur des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs territoriaux concernés par les problématiques du coût résidentiel au sein des grandes régions grenobloise et clermontoise.

Au préalable, un travail de fin d'études a été réalisé sur la prise en compte du coût résidentiel par les professionnels privés impliqués dans les recherches immobilières des ménages.

Disciplines : **X Aménagement de l'espace** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Résidentiel (Coût)** **X Logement** **X Mobilité** **X Aménagement** **X Vulnérabilité(s)** **X Enquêtes ménages**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

La thèse a démarré le 1^{er} octobre 2019.

€ FINANCEMENT

ITPE - MTES.

👤 CONTACT

● maria.besselièvre@entpe.fr
0783441705

L'ÉCOLOGIE ORDINAIRE EN QUARTIERS POPULAIRES. UNE MISE EN REGARD DES INITIATIVES ÉCOLOGISTES CITOYENNES DANS TROIS QUARTIERS CLASSÉS EN GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE EN FRANCE

DOCTEURE :

Léa Billen

Laboratoire Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement), UMR 7218, Université Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Hélène Bacqué et Nathalie Blanc

RÉSUMÉ

À partir d'une enquête ethnographique sur trois initiatives écologistes en quartiers populaires français, la thèse s'intéresse aux conditions sociales et territoriales de l'ancrage de l'écologie en contexte urbain paupérisé. Elle s'inscrit dans la lignée des travaux critiques de la théorie postmatérialiste qui fait de l'écologie une préoccupation des classes aisées : elle met en lumière le pouvoir mobilisateur d'une écologie ordinaire qui passe par la transformation concrète et collective des modes de vie et d'habiter et qui s'éloigne à la fois des luttes contestataires et des petits gestes individuels. Cette écologie participe d'une réarticulation entre écologie et question sociale par la réappropriation du quotidien.

L'écologie ordinaire n'est pas une écologie populaire : elle ne se déploie pas seulement dans les quartiers populaires et ne mobilise pas exclusivement des classes populaires. En revanche, ses manifestations en quartiers populaires font l'objet d'un cadrage spécifique : les initiatives observées sont modelées par l'action publique et militante, elles-mêmes structurées par la catégorie du "quartier populaire". La dimension performative de cette catégorie est particulièrement saisissable dans des quartiers de grands ensembles classés en politique de la ville. Les multiples déplacements opérés par les initiatives pour s'accommoder du cadre ou le bousculer, permettent de relire la catégorie du « quartier populaire » à l'aune de l'écologie et de contribuer à redéfinir l'écologie par les quartiers populaires.

Disciplines : Géographie sociale Aménagement Urbanisme

Thèmes : Écologie ordinaire Initiatives citoyennes Quartiers populaires Mouvement écologiste
 Politique de la ville Ethnographie Logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 27 mars 2023.

FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'ENSL.

PARTENARIAT

Codirection avec le Laboratoire Ladys (Université de Paris).

PUBLICATIONS

- Billen L., « De l'expérimentation à l'alternative écologique ? Le cas d'un vide-greniers en quartier populaire », *Développement durable et territoires* [Online], vol. 13, n° 2 | Décembre 2022. Online since 01 December 2022, connection on 02 May 2023. URL: <http://journals.openedition.org/developpementdurable/20877>; DOI: <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20877>
- Billen L., « Composer avec la nature en quartiers populaires : figures, valeurs et gestion de la nature ordinaire », in Luglia R., Beau R., Treillard A. (eds.), *De la réserve intégrale à la nature ordinaire. Les figures changeantes de la protection de la nature en France (XIX^e-XXI^e)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, (à paraître).

CONTACT

- lea.billen@gmail.com

LES GRANDS ENSEMBLES À L'ÉPREUVE DU PAYSAGISME

DOCTORANTE :

Bernadette Blanchon

Lab' Urba, Université Paris-Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Thierry Paquot



RÉSUMÉ

Cette thèse de doctorat sur travaux porte sur les quartiers de grands ensembles. Elle est fondée sur le principe qu'on ne peut séparer l'analyse de la partie bâtie d'un quartier de celle de ses espaces extérieurs.

Les principes en vigueur à la création de ces quartiers ont fait la part belle aux espaces ouverts qui constituent souvent des lieux investis et appréciés de leurs habitants. Cette composante, hier mineure, parvenue à maturité de développement végétal, représente aujourd'hui un atout. L'ambition de ce travail est d'en expliciter certaines qualités – notamment physiques et de conception – qui peuvent orienter les pratiques de gestion et fonder des alternatives à la « résidentialisation » systématique des espaces verts et ouverts, tout en prenant en compte les effets des transitions énergétique, écologique et territoriale.

À partir de l'évolution des pratiques des paysagistes et de l'inventaire des dispositifs paysagers au sein d'une sélection représentative de quartiers, la thèse développe une approche à la fois rétrospective et prospective, en trois volets, méthodologique, opérationnel et historiographique : interprétation et typologie des sites des grands ensembles d'un point de vue paysagiste ; explicitation d'une méthode d'analyse multiscale ; critères élargis de patrimonialisation ; modalités de formation des paysagistes et du renouvellement de leur pratique.

Disciplines : Aménagement Urbanisme Paysage

Thèmes : Grands ensembles Paysagisme Espaces verts Résidentialisation Logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

Rédaction en cours. Finalisation prévue en 2023.

FINANCEMENT

La thèse a bénéficié pendant un an du Mécénat CDC pour la recherche et l'innovation dans le champ de la conception architecturale et paysagère en France.

PUBLICATIONS

- Blanchon B., « Postwar Residential Housing Landscapes in France : A Retro-Prosppective approach », *Docomomo Journal*, « Housing reloaded », n° 54, 2016/01, pp. 72-77.
- Blanchon B., « Pour un paysagisme social », entretien vidéo dans le cadre de l'exposition « La beauté de Paris », au Pavillon de l'Arsenal en 2021.

CONTACT

- b.blanchon@ecole-paysage.fr,
06 03 36 21 89

**PARTICIPATORY PRACTICES AND POLICIES OF SLUM REHABILITATION
IN SMALL CITIES. THE CASE OF BHUJ IN NORTHWEST INDIA****DOCTEUR :****Francesco Bogoni**

Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains, et asiatiques (Cessma), Université de Paris

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Philippe Cadène et Abdul Shaban

RÉSUMÉ

Cette thèse étudie le rôle des petites villes dans la transformation des politiques de gestion des bidonvilles en Inde. Elle examine l'émergence d'un modèle de réhabilitation des bidonvilles, dit owner-driven, dans la ville de Bhuj. Elle y analyse la mise en œuvre d'un projet pilote, dans le cadre des politiques nationales visant à créer « des villes sans bidonvilles », et cherche à comprendre comment le système de planification et de gestion, qui sous-tend ce modèle, répond aux conditions spécifiques des bidonvilles situés dans les petites villes, rarement étudiées.

La thèse s'appuie sur plusieurs sources et méthodologies : d'une part, sur des entretiens semi-structurés avec les habitants, les ONG impliquées, les constructeurs, les responsables du gouvernement local ainsi que les acteurs politiques et économiques et d'autre part, sur l'analyse des documents de ce projet et des processus de développement de la ville et de ses bidonvilles. Elle montre comment les bidonvilles de Bhuj constituent un enjeu depuis la reconstruction qui a suivi le tremblement de terre de 2001. L'engagement d'une élite locale, mobilisant les habitants des bidonvilles pour adapter les politiques nationales au contexte des petites villes, est lié à la récente mondialisation de la région. Toutefois, loin de faire appel à des investisseurs extérieurs, le processus mis en œuvre localement est plutôt influencé par les idées d'une coproduction du bâti, d'un développement urbain durable et progressiste ainsi que du respect d'une identité régionale.

Discipline: **X Urbanisme**Thèmes: **X Bidonvilles (Réhabilitation des)** **X Petites villes** **X Slum-free Cities** **X Approche owner-driven**
X Modèles urbains **X Inde** **X Bhuj** **X Reconstruction post-désastre** **X Pratiques participatives****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue en mars 2021.

PARTENARIATTata Institute of Social Sciences, Mumbai, Inde :
partenariat scientifique (visiting student).**CONTACT**

• fra_bogoni@yahoo.it

PROPRIÉTÉ ET HABITAT SOCIAL (VENTE HLM ET ALTERNATIVES)**DOCTORANTE :****Clotilde Boidé**École doctorale Sdose, Sciences de la décision, des organisations, de la société et de l'échange,
Université Paris Dauphine, PSL**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Sarah Bros

RÉSUMÉ

Vendre les Hlm n'est pas sans rappeler l'expérience britannique du programme « The right to buy » qui avait vu le jour sous l'ère Thatcher et qui avait pour but de redistribuer certains actifs immobiliers. La loi n°2018-1021 dite « loi Élan » réforme en profondeur le secteur du logement social, avec des restructurations et une réorganisation du tissu des bailleurs. Afin de promouvoir l'autofinancement, la vente Hlm, fortement encouragée, s'inscrit au cœur de la stratégie des organismes Hlm, confrontés à des interrogations et blocages : ainsi des nouvelles réglementations qui induisent un surcoût de l'acte de construire, ou de la prospection de foncier disponible qui s'avère toujours plus délicate. Le secteur Hlm, en interaction constante avec les collectivités territoriales et les institutionnels, entretient un lien particulier avec des domaines qui intéressent au premier plan le notariat. Le notaire, partenaire et conseil privilégié des bailleurs sociaux comme des collectivités, est en mesure de repenser certaines institutions du droit des contrats et du droit des biens. Outre la vente à l'unité et la vente en bloc, d'autres instruments peuvent être mobilisés par les acteurs du secteur Hlm. Ces alternatives à la propriété reposent sur « l'usage social du bien » dont un autre est propriétaire. On peut citer, notamment : l'emphytéote, le bail réel solidaire, l'usufruit locatif social ou encore les droits réels spéciaux.

Disciplines: **X Droit** **X Urbanisme** **X Sciences économiques** **X Droit public**Thèmes: **X Vente Hlm** **X Collectivités territoriales** **X Droits réels** **X Propriété** **X Financement**
X Démembrement **X Logement social****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse en préparation depuis le 31 août 2019.

PARTENARIATCDC Habitat-Banque des Territoires ;
Groupe Monassier-réseau notarial ;
Groupe Essia-Essonne habitat.**PUBLICATIONS**

- Vautrot-Schwarz C. et Boidé C., « Pratique notariale de la vente Hlm à l'épreuve de la loi Élan », *Defrénois*, n° 44, 8 novembre 2018.
- Boidé C., Modalités pratiques de mise en vente d'un logement Hlm vacant, *Solution notaire hebdo*, n° 39, 28 novembre 2019.

CONTACT• boide.clotilde@gmail.com
07 69 35 39 47

PLACE DES PRATIQUES D'AUTORÉNOVATION DES MAISONS INDIVIDUELLES DANS L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

DOCTORANTE :

Tassadit Bonnardot

Certop UMR 5044, Université Toulouse Jean-Jaurès

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Christine Zélem



RÉSUMÉ

Cette recherche a pour objectif d'identifier comment et sous quelles conditions allier auto-rénovation (ou auto-réhabilitation) [1] et rénovation énergétique. Une première question est de savoir quels facteurs contribuent à faciliter la prise en compte de l'énergie dans la rénovation par les maîtres d'ouvrage. Une deuxième question concerne la place et les modalités d'intervention des acteurs de terrain (collectivités, associations, professionnels, etc.) pour aller vers plus de rénovation énergétique.

Pour avancer dans ces questionnements, l'approche qualitative a été privilégiée. À partir de premiers entretiens exploratoires, plusieurs sessions d'observations participantes ont été réalisées, puis complétées par des entretiens semi-directifs. La recherche est menée auprès de propriétaires occupants rénovant ou ayant rénové leur maison eux-mêmes, de professionnels du bâtiment proposant un accompagnement à l'auto-rénovation (en conception et/ou sur chantier) et de bénévoles sur des chantiers participatifs. Une analyse de l'écosystème (réseaux de collectivités, réseaux professionnels, veilles) permet de compléter ces données et d'identifier comment, lorsqu'un projet de rénovation intègre une part de travaux réalisés par le propriétaire, les rôles des acteurs de terrain se modifient pour s'adapter à la situation.

[1] Rénovations ou réhabilitations réalisées par les propriétaires du logement, qu'ils soient seuls, accompagnés par des professionnels et / ou aidés par des bénévoles.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Auto-réhabilitation** **X Énergie (Économie d')** **X Participation** **X Formation**
X Compétences **X Accompagnement**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse débutée en octobre 2019.



FINANCEMENT

Ademe (Agence de la transition écologique).
Twiza (Réseau d'éco-construction).



CONTACT

• bonnardot.tassadit@gmail.com

LOGEMENT SOCIAL, PARCOURS RÉSIDENTIEL ET TRAJECTOIRE DE VIE

DOCTORANT :

Hugo Botton

Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) / ESO Nantes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Renaud Epstein et Jean Rivière



RÉSUMÉ

Cette thèse en Cifre a pour objectif d'apporter des éléments nouveaux sur les trajectoires résidentielles des ménages en logement social. Compte tenu de la durée des délais d'attente pour obtenir un logement social, il apparaît essentiel de mieux renseigner ces parcours. Bien qu'une attention grandissante soit apportée aux mobilités résidentielles dans la littérature, peu de travaux les introduisent dans les études urbaines sur la ségrégation résidentielle. Il s'agira donc de déterminer dans quelle mesure la résidence en logement social peut être associée à un parcours de vie/résidentiel ascendant. Compte tenu des acteurs engagés dans ce projet de Cifre, un travail approfondi sera mené sur le territoire de Nantes Métropole qui sera complété par des travaux menés à l'échelle nationale. La mutualisation des données de nombreux bailleurs sociaux œuvrant sur le territoire de Nantes Métropole permettra d'éclairer ces mobilités. À l'analyse de données seront associées des approches plus qualitatives pour comprendre plus finement le lien existant entre les trajectoires résidentielles et les parcours de vie. Par le biais d'une approche centrée sur les individus plutôt que sur les lieux, ce projet vise à apporter des éléments nouveaux d'évaluation d'actions menées dans le cadre de la Politique de la Ville et à renseigner plus largement la dimension spatiale des inégalités sociales.

Disciplines: **X Sociologie** **X Géographie**

Thèmes: **X Ségrégation spatiale** **X Inégalités** **X Résidentielle.s (Mobilité.s)** **X Géographie sociale**
X Politique de la ville **X Quartier (Effets de)** **X Logement social**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Deuxième année de thèse.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre financée par le Bureau
d'études Le Compas et Nantes Métropole.



CONTACT

• hugo.botton@ens-paris-saclay.fr

LES SISYPHES DE L'URGENCE SOCIALE : LES FACTEURS STRUCTURELS ET LES RAISONS INDIVIDUELLES DE LA FABRIQUE SOCIALE DU SANS-ABRISME

DOCTEUR :

Aurélien Carotenuto-Garot

Laboratoire Cresppa-GTM (UMR 7217), Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Stéphane Rullac

RÉSUMÉ

Dans le cadre de ma thèse, j'ai cherché à comprendre comment s'articulent les facteurs structurels (manque de logements, politique migratoire, fonctionnement du secteur AHI) et les raisons individuelles (pratiques, représentations et stratégies de l'acteur social), responsables de l'augmentation du nombre de personnes sans-domicile en France. Au terme de ce travail, les principaux rouages de la fabrique sociale du sans-abrisme ont été mis à jour.

Je suis en mesure d'apporter une réponse détaillée à ce questionnaire grâce au point de vue inédit que j'ai obtenu au sein des institutions chargées de prendre en charge le sans-abrisme. En effet, de 2015 à 2018, j'ai été embauché en tant que doctorant-chercheur Cifre, au sein d'un service intégré d'accueil et d'orientation (Siao) d'Île-de-France. J'y ai mené des investigations sociologiques, dans une démarche de science appliquée et, dans le même temps, j'ai collecté les données sur lesquelles ma thèse se fonde.

Ainsi, j'ai été intégré au cœur du secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion (secteur AHI). J'y ai mené une étude ethnographique approfondie du travail de ses acteurs et du quotidien des sans-domicile. Aussi, cette thèse a été l'occasion de décrire les principales étapes et dynamiques du processus de transformation de soi expérimenté par les sans-domicile. À cette fin, j'ai réalisé un suivi, s'étendant sur plusieurs années, de quatre-vingts ménages sans-domicile afin de proposer une modélisation de la *carrière de sans-domicile*.

Discipline : Sociologie

Thèmes : Inégalités sociales Déviance Immigration Urbanisme Action publique
 Monde associatif

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 24 janvier 2023 à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis.

FINANCEMENT

Thèse financée par une convention industrielle de formation par la recherche (Cifre).

PARTENARIAT

Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT).

PUBLICATIONS

- Carotenuto-Garot A., Montenegro-Marques E., « Le visage du sans-abrisme en France : la modélisation de la carrière de sans-domicile comme substitut de la catégorisation actuelle », *Écrire le social*, n° 3, pp. 3-18, 2021/1. DOI : <https://doi.org/10.3917/esra.003.0003>.
- Carotenuto-Garot A., « La file latente de la sortie de rue : les critères de l'attente », *Strathèse*, n° 9, *La frontière en question. Seuils et franchissements*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2019. URL : <http://strathese.unistra.fr/strathese/index.php?id=1543>.

CONTACT

- aureliengarot@gmail.com

LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES CÔTIERS PAR LES MARCHÉS FONCIERS ET IMMOBILIERS DU LITTORAL FRANÇAIS MÉTROPOLITAIN : AMBIVALENCE DE LA MER ET TENTATIVES DE RÉGULATION PUBLIQUE DU « DÉSIR DE RIVAGE » À L'AUBE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

DOCTEUR :

Eugénie Cazaux

ETG Brest (littoral, environnement, géomatique, télédétection) - UMR 6554 CNRS - Université de Bretagne Occidentale (UBO)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Catherine Meur-Férec (directrice de la thèse) et Iwan Le Berre (co-encadrant)

RÉSUMÉ

Malgré un accroissement de l'exposition aux aléas côtiers dans le contexte actuel de changement climatique, les territoires littoraux français continuent de faire l'objet d'une très forte attractivité résidentielle. Le « désir de rivage » des acquéreurs y participe à un maintien très élevé des prix du foncier et de l'immobilier.

Afin de mieux cerner l'ambivalence de ces situations, la thèse questionne l'influence des risques côtiers sur les prix du foncier et de l'immobilier. Pour ce faire, elle se fonde sur l'étude d'un indicateur crucial : les valeurs foncières et immobilières des biens à vocation résidentielle du littoral métropolitain. Cette recherche doctorale s'est appuyée sur une démarche exploratoire « mixte », fondée sur une double approche quantitative et qualitative. Une phase quantitative, menée à l'échelle métropolitaine, consiste en l'analyse statistique de la BD DV3F, afin de déterminer l'éventuelle influence des risques côtiers sur les valeurs foncières et immobilières. Une phase qualitative, conduite à l'échelle de trois terrains d'étude de la façade atlantique, repose sur vingt-cinq entretiens semi-directifs avec des professionnels de l'immobilier et des acteurs publics, afin d'apporter un éclairage local, ainsi que des éléments de contextualisation et de compréhension, aux tendances observées à l'échelle nationale.

Les résultats de cette thèse sont finalement discutés à travers le prisme des politiques publiques de gestion des risques côtiers et d'adaptation au changement climatique.

Discipline : Géographie

Thèmes : Risques côtiers Foncier (Marché) Immobiliers (Marchés) Littoral Mer (Ambivalence de la)
 Rivage (Désir de) Changement climatique

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse présentée et soutenue à Plouzané (29) le 14 octobre 2022.

FINANCEMENT

Contrat doctoral de trois ans.
50 % allocation de recherche doctorale (Ared) de la Région Bretagne et 50 % École doctorale des sciences de la mer et du littoral (EDSML) - Université de Bretagne Occidentale (UBO).

PARTENARIAT

Ministère de la Transition écologique (MTE) - Convention de financement afin de couvrir les frais de fonctionnement de la thèse. Cerema : mise à disposition de la base de données DV3F.

PUBLICATION

- Cazaux E., Meur-Férec C., Peinturier C., « Le régime d'assurance des catastrophes naturelles à l'épreuve des risques côtiers. Aléas versus aménités, le cas particulier des territoires littoraux », *Cybergeographie*, *European Journal of Geography*, 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeographie/32249> DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeographie.32249>

CONTACT

- eugenie.cazaux@univ-brest.fr

LE MARCHÉ IMMOBILIER DES ÉCOQUARTIERS : LABELLISATION ENVIRONNEMENTALE ET INÉGALITÉS SOCIO-SPATIALES (PARIS, BORDEAUX, RENNES)

DOCTORANTE :

Héloïse Chauvel

Géographie-Cités (UMR 8504), Université Paris Cité

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Renaud Le Goix

RÉSUMÉ

Depuis le début des années 2000, la production d'opérations d'aménagement labellisées écologiques s'est généralisée en France. Consacrés par le label ÉcoQuartier depuis 2012, ces projets tendent à concrétiser le référentiel de la ville durable en promouvant une ville plus inclusive et plus « verte », mais toujours attractive, compétitive et productive. Or, en tant que biens immobiliers assortis d'une labellisation environnementale, les écoquartiers font l'objet d'une valorisation foncière particulière, qui engendrerait des effets de stratification sociale, d'accumulation économique et de ségrégation au sein des espaces urbains et périurbains. Par ce marché de niche qui répond à des injonctions environnementales, une mise en ordre de la ville serait orchestrée. Croisant la géographie du foncier et de l'immobilier et les études sur la transition écologique, cette thèse vise à caractériser, d'une part, le marché résidentiel des écoquartiers et d'autre part, les effets et le rôle des politiques de durabilité sur la restructuration de la géographie résidentielle contemporaine. Une méthodologie mixte associera l'analyse de données immobilières désagrégées, une étude de ces opérations d'aménagement, et des entretiens auprès des habitants des écoquartiers de trois agglomérations françaises (Rennes, Bordeaux et Paris). Il s'agira d'appréhender les inégalités du marché du logement à l'échelle des principales infrastructures de marché, des zones urbaines fonctionnelles, et des ménages, à partir de leurs stratégies d'accession à la propriété et d'accumulation patrimoniale.

Discipline: **X Géographie**

Thèmes: **X Écoquartiers** **X Immobiliers (Marchés)** **X Labellisation environnementale** **X Ségrégation**
X Éco-gentrification **X Stratification**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Première année d'inscription: 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral à l'Université Paris Cité.



CONTACT

• heloise.chauvel@parisgeo.cnrs.fr

DÉ-CONSTRUIRE LA VILLE : POUR UNE FABRIQUE URBAINE ALTERNATIVE. LECTURE TECHNIQUE ET SOCIO-POLITIQUE DE PROJETS DE DÉCONSTRUCTION À SAINT-ÉTIENNE, ROUBAIX ET TOULON (1970-2019)

DOCTEURE :

Pauline Chavassieux

EVS-Isthme, MHA (Ensag), GRF Transformations (Ensase)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Georges Gay, Catherine Maumi, Christelle Morel Journal

RÉSUMÉ

La revitalisation des centres anciens est plus que jamais d'actualité dans des villes françaises qui ont connu un processus de décroissance dont elles subissent encore les effets. Leurs quartiers anciens, touchés par une baisse démographique, une perte de dynamisme économique et la paupérisation de la population, sont généralement dégradés et concentrent des logements et commerces vacants. Ils focalisent l'attention des pouvoirs publics qui, parfois, tentent d'inverser la tendance en élaborant de nouvelles modalités d'intervention pour améliorer les conditions d'habitat. La déconstruction, c'est-à-dire la démolition sans reconstruction, est l'une d'entre elles. Jusqu'ici considérée à l'aune de stratégies d'euphémisation de la démolition ou comme une simple terminologie imposée par l'évolution de la réglementation relative au tri des déchets, elle implique un champ de questionnement bien plus vaste. La déconstruction est une pratique de soustraction d'éléments bâtis imaginée dans la perspective d'une recomposition urbaine des tissus anciens. La thèse explore les conditions d'apparition, les modalités et les conséquences de la mise en œuvre de projets de déconstruction d'îlots dans les quartiers anciens de Tarentaize-Beaubrun à Saint-Étienne, du Pile à Roubaix et dans la vieille ville de Toulon. Elle permet d'évaluer les capacités de la déconstruction à amorcer une fabrique alternative de la ville, susceptible de répondre aux enjeux urbains d'aujourd'hui et de demain.

Disciplines: **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Architecture**

Thèmes: **X Déconstruction** **X Quartier ancien dégradé** **X Îlots urbains** **X Politique(s) publique(s)**
X Habitants (Participation des) **X Architectes (Rôle des)** **X Décroissance (Villes en)**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 15 novembre 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral du ministère de la Culture et de la Communication.



PUBLICATION

• Chavassieux P. et al. (dir.), *(Dé)construire la ville. Les villes en décroissance, laboratoires d'une production urbaine alternative*, Saint-Étienne, Puse, 384 p., 2022.



CONTACT

• chavassieux.pauline@gmail.com

DANS L'INTIMITÉ DE LA CITÉ. RAPPORTS SOCIAUX DE CLASSES D'ÂGE ET DE GÉNÉRATIONS DANS LA SOCIALISATION DES GARÇONS ET FILLES D'UN GRAND ENSEMBLE DE LA BANLIEUE PARISIENNE

DOCTEUR:

Mickael Chelal

Idhes, Université Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR:

David Lepoutre

RÉSUMÉ

Ce travail cherche à observer la façon dont les différents vécus de la cité depuis l'enfance interviennent dans la socialisation des « jeunes de cité », filles et garçons. Au vu de l'importance occupée par le quartier de résidence pour une partie de la jeunesse de ces quartiers dans la formation de leurs identités sociales, comme l'a montré la sociologie depuis une quarantaine d'années, cette enquête s'intéresse aux processus concrets de socialisation résidentielle à partir des logiques qui sont attachées à leur vie sociale et notamment des relations que peuvent entretenir les différentes générations de jeunes. Les rapports sociaux de classes d'âge et de générations structurent les relations juvéniles de la cité à partir d'une organisation sociale spécifique que l'on observe selon des catégories de « petits » et de « grands ». À travers une enquête ethnographique en résidant dans un grand ensemble de Seine-Saint-Denis, cette recherche se penche sur la vie sociale quotidienne qui prend place dans les rues de la cité où les jeunes se retrouvent entre différentes et mêmes générations de groupes de pairs. Plus précisément, nous nous intéressons à ce que recouvrent ces catégories, leur mobilisation dans les interactions, leurs spécificités pour les filles et les garçons. Les « grands » témoignent d'une hiérarchisation de ces groupes au sein de la jeunesse. Ils interviennent dans la « formation » sociale des jeunes, différemment selon le genre. Ainsi, ces rapports intergénérationnels représentent une dimension de la vie sociale de ce type de quartier populaire.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Socialisation** **X « Jeunes de cités »** **X Appropriation de l'espace** **X Genre (Rapports de)**
X Rapports d'âge et de génération **X Classes populaires** **X Banlieue(s)** **X Logement social**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 29 novembre 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'Université Paris Nanterre.



PUBLICATIONS

- Chelal M., « Exposer la "culture de rue" des cités », *Métropolitiques*, 3 mars 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/Exposer-la-culture-de-rue-des-cites.html>
- Chelal M., « Le Bois-Perrier, un grand ensemble incarné », in *Collectif, Jean de Mailly à Rosny-sous-Bois. Bâtir une ville moderne*, Gand, Caue93, collection Architecture à lire, 2019.
- Chelal M., « La cité partagée. Usages de l'espace, rapports sociaux de sexe et de génération de jeunes de la cité Bois Perrier », dossiers d'études [En ligne], Cnaf, n° 182, 2016. En ligne.



CONTACT

- chelal.mickael@live.fr
- 06 14 63 65 10

PROMESSES, ÉPREUVES ET EFFETS DES FABRIQUES TERRITORIALES EN CONDITION PÉRIURBAINE. ENQUÊTE ENTRE SAINT-NAZAIRE ET NANTES

DOCTEUR:

Kévin Chesnel

Laboratoire AAU (Ambiances, architectures, urbanités, UMR CNRS 1563), équipe Crenau, École nationale supérieure d'architecture de Nantes

THÈSE DIRIGÉE PAR:

Laurent Devisme



RÉSUMÉ

À travers, une enquête en immersion, à l'Agence d'urbanisme de la région de Saint-Nazaire (ADDRN), cette thèse analyse les promesses, les épreuves et les effets de la mise en place de démarches d'expérimentations interterritoriales autour de l'habitat périurbain. D'abord, elle documente les ressources et contraintes des acteurs dans la conduite de l'urbanisme en situations périurbaines. L'analyse révèle le multipositionnement des urbanistes qui tentent de trouver des prises à travers la transformation des ingénieries de projet. Ces dernières montrent l'émergence d'une logique d'action expérimentale et d'engagements exploratoires. Néanmoins, ces démarches génèrent des épreuves alors que les modalités de coordination en aménagement, dans le périurbain, se caractérisent par des logiques d'action ordinaires (approche réglementaire, forte présence des acteurs privés, urbanisme du court terme et séquentiel). Toutefois, des ingénieries de projets résidentiels hybrides sont construites, favorisant de nouvelles coalitions d'acteurs publics-privés, ainsi que de figures urbaines hybrides valorisant les qualités de l'habitat dense individualisé. Enfin, l'analyse des effets des expérimentations révèle une transformation des systèmes de production de l'habitat périurbain marquée par l'émergence d'une culture urbanistique. Ce travail caractérise ainsi la structuration d'un « tiers urbanisme » périurbain permettant de dépasser le dualisme urbain-rural, de rompre avec l'idée de la diffusion d'un modèle urbain et de considérer les configurations périurbaines comme le fruit de pratiques d'urbanisme issues de la combinaison de la ville et de la campagne.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Aménagement**

Thèmes: **X Périurbain** **X Planification urbaine**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue en 2021.



FINANCEMENT

Convention Cifre en partenariat avec l'ADDRN (Agence d'urbanisme de la région de Saint-Nazaire) et le laboratoire AAU – Équipe Crenau.



CONTACT

- kevin.chesnel@crenau.archi.fr

LES CONSÉQUENCES RÉSIDENNELLES DES SÉPARATIONS CONJUGALES : ARTICULER LES INÉGALITÉS DE CLASSE ET DE GENRE DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE

DOCTEURE :

Laure Crepin

Cresppa (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris), Université Paris 8

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Camille Peugny et Fanny Bugeja-Bloch



RÉSUMÉ

Depuis le début des années 2000, les prix immobiliers augmentent plus vite que les revenus, en particulier dans les grandes villes françaises. Les temps d'attente pour obtenir un logement social sont de plus en plus longs. Dans ce contexte, l'objet de cette thèse est d'étudier les trajectoires résidentielles des personnes ayant rompu une union cohabitante en France métropolitaine, en mobilisant des méthodes quantitatives - Enquêtes Logement 2002, 2006 et 2013 (Insee); statistiques sur les ressources et les conditions de vie (Eurostat) (2004 - 2015); « Mon Quartier, Mes Voisins » (Ined - CNRS Centre Max-Weber, 2018) - et qualitatives (34 entretiens).

La thèse étudie d'abord ce que le contexte des séparations produit en termes de trajectoires sociales et résidentielles. Les ruptures peuvent participer à des trajectoires de « déclassement au cours du cycle de vie », pour celles et ceux qui vivent à la fois des déstabilisations professionnelles, familiales et résidentielles. Celles-ci s'articulent à des « trajectoires résidentielles descendantes », massives, en raison du contexte des séparations (déménagement dans l'urgence, baisse des ressources économiques). Elle montre ensuite que les ruptures conjugales participent à l'aggravation des inégalités de logement, inégalités selon la classe et le genre. Les ressources de l'entourage ont tendance à accroître, plutôt qu'à réduire, ces inégalités. Au croisement entre sociologie du genre et des classes sociales, sociologie du logement et sociologie de la famille, la thèse, associant, à parts égales, matériaux quantitatifs et qualitatifs, contribue à questionner la place du logement dans les dynamiques de la stratification sociale.

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Logement** **X Séparations conjugales** **X Résidentielles (Trajectoires)** **X Classes sociales**
X Genre **X Famille(s)** **X Articulation méthodes quanti et qualitatives**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 16 juin 2022.

Cette thèse a été récompensée du Prix de thèse sur l'habitat social, attribué en 2023 par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts.



PUBLICATION

- Crepin L., « L'accession à la propriété après les séparations : pourquoi un tel écart entre hommes et femmes? », *Populations vulnérables*, n° 7, 2021.



CONTACT

- laure.crepin01@gmail.com

DÉMARCHES DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET EXPERTISES D'USAGE DES HABITANTS

DOCTORANTE :

Mariana Cyrino

Latts (Laboratoire techniques, territoires, sociétés), École des ponts et chaussées (Paris Tech)
LET-Lavue (Laboratoire espaces travail)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Taoufik Souami et Jodelle Zetlaoui-Léger

RÉSUMÉ

L'intégration de l'expertise d'usage des habitants et la prise en considération de leurs modes d'habiter dans les processus de projet connaissent actuellement un regain d'intérêt dans les milieux scientifiques et professionnels. Ces préoccupations, qui avaient émergé au cours des années 1980, font l'objet depuis le milieu des années 2000 d'une nouvelle impulsion au regard des enjeux énergétiques de la transition écologique. Le bilan de la rénovation énergétique montre en effet qu'il existe de grands écarts entre l'efficacité énergétique prévue et les valeurs réelles post-opération. La prise en compte des spécificités des habitants et de leur expertise d'usage dans les projets de rénovation énergétique apparaît donc comme fondamentale. Alors que la notion de « maîtrise d'usage » avait déjà émergé au cours des années 1990, on assiste depuis quelques années à la préfiguration d'une activité dite d'Assistance à Maîtrise d'Usage (AMU) portée par des professionnels d'horizons très divers (architectes, designers, sociologues...) formulant une offre de services ou répondant à des demandes de maîtres d'ouvrage. Ce projet de thèse entend contribuer à une meilleure compréhension de l'intérêt croissant manifesté par une diversité d'opérateurs et de professionnels aux pratiques d'AMU. Il examinera la manière dont ces prestations sont envisagées par ses instigateurs, ainsi que les résultats auxquels elles conduisent.

Discipline: **X Architecture**

Thèmes: **X Énergétique (Rénovation)** **X Usages** **X Usages (Expertise d')** **X Usage (Assistance à maîtrise d')**
X Accompagnement **X Habiter (Modes d')**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Année d'inscription en thèse : 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral.
Demi-allocation École des Ponts ParisTech.
Demi-financement Centre scientifique et technique du bâtiment.



PARTENARIAT

CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).



CONTACT

- maricpdias@gmail.com

ALLIER URBANISME ET SCIENCES PARTICIPATIVES À PARIS : UNE STRATÉGIE GAGNANTE POUR LE BIEN-ÊTRE ET LA BIODIVERSITÉ DANS LA VILLE DE DEMAIN

DOCTORANTE :

Amélie Dakouré

Laboratoire Environnement, ville, société EVS (UMR 5600), Université Jean-Moulin Lyon 3



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Lise Bourdeau-Lepage et Jean-Yves Georges

RÉSUMÉ

Selon les Nations unies, 68 % de la population mondiale vivra dans les villes d'ici 2050. Pour offrir un environnement vivable à leurs habitants tout en faisant face au dérèglement climatique et à la crise de la biodiversité qui lui est associée, les villes doivent se transformer en un territoire durable, sain et résilient. Cette nécessité a poussé la Ville de Paris à faire évoluer sa stratégie de développement urbain, à travers la révision de son plan local d'urbanisme pour concevoir un plan d'urbanisme bioclimatique intégrant davantage de nature. Cependant, les citoyens, pas toujours familiers d'un contact quotidien avec la nature urbaine, ont parfois des difficultés à accepter la présence de certaines espèces, notamment spontanées. Rapprocher habitant.es des villes et nature suppose que la gouvernance urbaine se concentre sur les opportunités et le désir des citoyens de se (re)connecter avec la nature. Ce lien est essentiel pour le bien-être humain (Bourdeau-Lepage, 2020) et pour équilibrer les interactions humain-nature étroitement liées à la perception humaine des autres espèces floristiques et faunistiques (Dakouré et al., 2022). Les aménageurs et les pouvoirs publics devraient ainsi mettre en place un système de concertation citoyenne qui aide les citoyens à s'approprier les connaissances sur la biodiversité locale.

Dans le cadre de cette thèse, un système de gouvernance appelé Dispositif participatif associant urbanisme et sciences (Dispaus) a été expérimenté de mai à novembre 2022 qui intègre une dimension pédagogique permettant aux citoyens d'améliorer leurs connaissances sur la biodiversité locale. Cet apprentissage contribuerait à une (re)connexion avec la nature et inciterait les habitant.es à défendre, préserver et accepter les autres espèces présentes en ville.

Disciplines: Géographie Aménagement du territoire

Thèmes: Plan d'urbanisme bioclimatique Nature en ville Interactions humain-nature

ÉTAT D'AVANCEMENT

La thèse a commencé en novembre 2021. La soutenance est prévue en novembre-décembre 2024.

FINANCEMENT

La thèse est financée dans le cadre d'une Cifre en partenariat avec Une Fabrique de la Ville.

PUBLICATIONS

- Dakouré A., Bourdeau-Lepage L., Georges J.-Y., « The Paris urban plan review: an opportunity to put the 15-Minute City concept into the perspective of the Parisians desire for nature », in *Resilient and Sustainable Cities*, Editor(s): Zaheer Allam, Didier Chabaud, Catherine Gall, Florent Pratlong, Carlos Moreno. Elsevier, 2022.
- Dakouré A., Pelé M., Georges J.-Y., « Reconsidérer les modes d'habiter des humains et des animaux à l'ère urbaine post-confinement », *Géographie et Cultures*, 116, pp. 19-33. 2022.

CONTACT

• amelie.dakoure@iphc.cnrs.fr

LE PROCÈS EUROPÉEN FAIT AU LOGEMENT SOCIAL

DOCTORANT :

Brice Daniel

Laboratoire Arènes (UMR 6051), Université de Rennes 1 et Sciences Po Rennes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Romain Pasquier

RÉSUMÉ

Certains services publics, dont le logement social, ont été progressivement reconnus par les institutions de l'Union européenne comme relevant d'un régime spécifique: le régime des Services d'intérêt économique général (Sieg). En droit européen, les SIEG correspondent aux services publics rendus sur un marché où opèrent à la fois des agents commerciaux et non commerciaux.

Les modalités juridiques qui régissent les Sieg ont été déterminées par la jurisprudence de la Cour de justice de l'union européenne (CJUE), mais aussi par des textes d'encadrement promulgués par la Commission dans les années 2000.

Dès lors, la Commission va travailler à redéfinir le périmètre du logement social en le limitant aux publics les plus défavorisés. Mais cette redéfinition s'est heurtée à des résistances dans les États membres et a donné lieu à plusieurs contentieux relatifs au financement du logement social.

Cette recherche comprend deux volets principaux. Elle revient tout d'abord sur la résolution de trois contentieux européens: néerlandais, suédois et français. Cette approche comparative, entre trois traditions différentes de logement social, permet de replacer les jeux d'acteurs dans leurs contextes institutionnels nationaux et d'analyser les différentes formes que prend l'intégration des politiques de logement.

Le second volet consiste en une étude des processus juridiques et politiques qui ont conduit les institutions de l'UE et les parties intéressées au logement à développer et faire évoluer le référentiel européen applicable à ces politiques (en réaction notamment aux contentieux nationaux).

Discipline: Science politique

Thèmes: Logement social Union européenne Services d'intérêt économique général (Sieg) Aides d'État France Suède Pays-Bas

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours de finalisation.

FINANCEMENT

Contrat doctoral du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

PUBLICATION

- Baniet B., « Le procès européen fait au logement social. Le droit européen et la faillibilité du logement social en France, aux Pays-Bas et en Suède », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 221-222, vol. 1, pp. 64-79, 2018.

CONTACT

• brice.daniel@live.fr

NÉGOCIER L'ARTIFICIALISATION : LA GOUVERNANCE FONCIÈRE LOCALE À L'ÉPREUVE DE L'OBJECTIF « ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE »

DOCTORANT :

Rémi Delattre
UMR Espace, Université d'Avignon

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Johnny Douvinet et Laure Casanova

RÉSUMÉ

L'objectif « zéro artificialisation nette », institué par la loi Climat et résilience de 2021, impose à l'échelle nationale et à l'horizon 2031 une réduction de 50 % de la consommation d'espace par rapport à la décennie précédente. Cette thèse se propose d'étudier l'application de cette politique de modération de la consommation d'espace en évaluant les changements qu'elle suscite en matière de planification des documents d'urbanisme. Cet objectif se heurte à des oppositions et fait l'objet d'une remise en question partielle. En prenant en compte ces oppositions et ces difficultés d'application, que reste-t-il de l'ambition initiale de sobriété foncière ?

Pour y répondre, la thèse explore différents scénarios politico-réglementaires d'application du ZAN, en décrivant la contrainte supplémentaire que représente l'application de cette politique. L'apparente simplicité d'une réduction uniforme de la consommation d'espace masque de nombreux effets potentiels d'aubaine ; sa traduction spatiale aboutit à des écarts prononcés entre l'intention du législateur et le résultat de l'application de la loi. L'étude du ZAN dans la complexité de son application est de nature à révéler l'inadaptation de certaines caractéristiques du modèle français de la planification urbaine avec l'exigence de sobriété foncière.

L'analyse de la mécanique réglementaire du ZAN repose sur l'étude d'applications concrètes de cette politique à l'échelle de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Discipline : Géographie

Thèmes : Action publique Zéro artificialisation nette des sols (Zan) Planification Urbanisme (Documents d'
 Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) Aménagement du territoire Politique(s) territoriale(s)

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse commencée en septembre 2022.
Construction de l'objet et analyse.



FINANCEMENT

Contrat doctoral spécifique normalien.



CONTACT

• remi.delattre@univ-avignon.fr

L'ÉVOLUTION DES STRATÉGIES FONCIÈRES ET IMMOBILIÈRES DES ENTREPRISES FERROVIAIRES EN EUROPE : UNE APPROCHE COMPARÉE

DOCTORANTE :

Inès Delépine
Laboratoire Géographie-Cités (UMR 8504), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Natacha Aveline-Dubach et Juliette Maulat



RÉSUMÉ

Tout en s'inscrivant dans la continuité des travaux portant sur la diversification des activités des établissements publics et opérateurs de transport dans les champs de l'aménagement et de l'immobilier, cette thèse vise à en prolonger la portée par une comparaison entre les grands propriétaires ferroviaires nationaux que sont la SNCF (France), la SNCB (Belgique) et les CFF (Suisse).

Les configurations nationales en matière de répartition des compétences ferroviaires, notamment à l'échelle régionale, ainsi que le cadre législatif et réglementaire européen (« paquets ferroviaires »), justifient l'étude conjointe de ces trois opérateurs, frontaliers et, pour partie, francophones. L'originalité de la recherche proposée tient à la prise en considération de l'activité immobilière du secteur ferroviaire et l'exploration du nexus ferroviaire-immobilier, à l'échelle d'un réseau entier ainsi qu'à travers l'analyse de projets de valorisation. Cette étude conjointe s'inscrit dans un double contexte : de reconfiguration du rôle des entreprises ferroviaires historiques dans le transport de voyageurs et de remise en cause des paradigmes nationaux d'aménagement du territoire, désormais orientés autour du principe de neutralité carbone (zéro artificialisation nette en France, etc.). Cette analyse comparée est fondée sur : (1) l'exploration dans le temps long de l'évolution des stratégies immobilières et foncières de ces opérateurs et des logiques de diversification sous-jacentes ; (2) l'étude des différents volets de leurs activités, modèles de gestion et fonctionnement interne ; (3) l'appréhension des rapports entretenus entre les opérateurs ferroviaires et d'autres acteurs de la production urbaine afin d'apprécier les effets territoriaux de leurs activités foncières et immobilières.

Disciplines : Urbanisme Aménagement Géographie

Thèmes : Transports Quartiers de gare Foncier public Foncières (Politiques)
 Infrastructures ferroviaires Prospective territoriale Innovation(s) financière(s)

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours. Seconde année.



FINANCEMENT

La thèse s'inscrit dans le cadre d'une convention Cifre avec SNCF Immobilier, et au sein de la direction « Transition, RSE et innovation ».



CONTACT

• ines.delepine@etu.univ-paris1.fr

**PENSER LES FORMES CONTEMPORAINES DES RELATIONS DE VOISINAGE :
UNE ANALYSE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE****DOCTEURE :****Sarah Demichel-Basnier**

Centre de recherche risques et vulnérabilités EA-3918 – Université de Caen Normandie

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Michelle Dobré

RÉSUMÉ

La thèse propose une réflexion socio-anthropologique sur les formes contemporaines des relations de voisinage. Ces dernières cristallisent aujourd'hui l'idée présumée d'une « crise » du « lien social » ou du « vivre-ensemble », à laquelle différents acteurs (État, associations, entreprises privées) tentent d'apporter une réponse par des dispositifs très divers. Privilégiant une enquête qualitative (entretiens semi-directifs, observations et analyse de corpus), l'originalité de ce travail réside d'une part, dans l'échelle de son terrain d'enquête (une ville française de taille moyenne et son aire d'attractivité, telle que définie par l'Insee) permettant de croiser différents contextes résidentiels, d'autre part dans la prise en compte de l'articulation de ces relations à des dispositifs participatifs et numériques. Loin de renoncer à une analyse classique des pratiques et des normes de voisinage, celle-ci sera nourrie par l'étude des interactions entre les institutions et les individus. Il s'agit donc de mettre au jour les processus de normalisation institutionnelle à l'œuvre et les possibles résistances, individuelles ou collectives, qui se font jour, mais aussi d'explorer les logiques et raisons qui président à l'engagement (autonome ou contraint) d'individus dans ces dispositifs.

Disciplines: Sociologie AnthropologieThèmes: Voisinage (Relations de) Voisinage (Réseaux numériques de)
 Participation sociale Normes sociales Résistances**ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 24 mai 2023.

**FINANCEMENT**

Pas de financement particulier.

**PUBLICATION**

- Demichel-Basnier S., « La convivialité : instrument du bien-vivre ensemble dans les quartiers populaires ? », *Revue du Mauss*, n° 57, mai 2021.

**CONTACT**

- sarah.demichel-basnier@unicaen.fr

**CONTRIBUTION JURIDIQUE À L'INTÉGRATION DE L'HABITAT PARTICIPATIF
DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES****DOCTEURE :****Jeanne-Louise Deschamps**

Omij (Observatoire des mutations institutionnelles et juridiques), équipe thématique du Crideau (Centre de recherches interdisciplinaires en droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme), Université de Limoges

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jessica Makowiak et Séverine Nadaud

**RÉSUMÉ**

L'habitat participatif fait l'objet d'une demande sociale toujours plus importante. Il consiste pour plusieurs individus ou familles à se regrouper pour concevoir, construire et gérer leurs logements, tout en ménageant des espaces de vie communs à tous. Les habitants agissent sur le fondement de valeurs partagées qui sont, principalement, la solidarité, le souci de l'environnement et la non-spéculation. Une telle démarche offrant de nouvelles perspectives en matière de production de logements, des collectivités territoriales et des bailleurs sociaux ont cherché à la développer sur leurs territoires dès la fin des années 2000. En outre, l'habitat participatif a connu un fort retentissement en 2014 au moment de l'élaboration de la loi Alur, qui l'a finalement doté d'une définition juridique et de deux statuts spécifiques. Pourtant, les projets peinent à aboutir, en particulier du fait d'incohérences juridiques notoires. Singulièrement, il est frappant de constater que l'habitat participatif n'a fait l'objet d'aucune coordination avec l'ensemble des législations nationales intéressant le logement et la construction. De même, sa place reste à définir dans les politiques locales de l'habitat, de l'aménagement et de l'urbanisme. Dans la perspective d'une contribution au droit interne, la thèse analyse ces difficultés et émet des propositions nouvelles pour intégrer l'habitat participatif dans les politiques publiques, en se fondant sur l'observation et l'étude de pratiques habitantes et institutionnelles.

Discipline: Droit publicThèmes: Habitat participatif Innovation(s) sociale(s) Politique(s) publique(s) Logement social
 Organismes Hlm Collectivités territoriales**ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 14 mars 2022.

Cette thèse a été mentionnée au palmarès du Prix de thèse sur l'habitat social organisé en 2023 par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts.

**FINANCEMENT**

Thèse financée par l'Ademe.

**PUBLICATIONS**

- Deschamps J.-L., « L'ancrage de l'habitat participatif dans les politiques locales d'aménagement », mémoire de recherche, octobre 2015, Prix spécial du Gridauh 2016, disponible en ligne sur <http://www.gridauh.fr/>
- Deschamps J.-L., « L'intégration d'une troisième voie pour le logement des classes populaires : l'influence des bâtisseurs Castors », *Droit et Ville*, n° 89, 2020/1. *Article remarqué par le jury du prix USH-CDC de l'article scientifique sur l'habitat social 2022.*

**CONTACT**

- jeanne-louise.deschamps@unilim.fr
- 06 10 37 44 87

**PRODUIRE DES ESPACES COMMUNS DANS LE LOGEMENT
COLLECTIF PRIVÉ, ET APRÈS ?****DOCTORANTE :****Sonia Dinh**

Laboratoire Géographie-Cités (UMR 8504), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Sylvie Fol et Marie-Pierre Lefeuve

RÉSUMÉ

Les « espaces communs » ou « espaces partagés », de statut juridiquement privé, mais d'usage commun au sein d'opérations de logements, ne sont pas une nouveauté dans l'histoire du logement collectif, dans le logement social comme dans le logement libre. Véritables équipements intégrés dans la Cité Radieuse de Le Corbusier dans les années 1950, locaux communs résidentiels dans les années 1960, espaces intermédiaires généreux dans les années 1970 en sont autant d'exemples. Ils introduisent de fait une dimension collective dans le projet, qui peut être revendiquée dans les discours des acteurs concernés (concepteurs, promoteurs, aménageurs, collectivités et habitants). Aujourd'hui, il semble qu'un regain d'attention leur soit porté, y compris dans des opérations ne relevant pas d'initiatives citoyennes et s'inscrivant dans des cadres juridico-financiers classiques. Principalement localisées en zone urbaine dense, ces opérations se situent entre la production urbaine ordinaire et l'habitat participatif, dans un gradient continu qui couvre les différentes formes de « co-conception », de personnalisation ou encore de participation des usagers futurs au projet. La thèse se propose d'étudier les espaces communs dans le logement collectif privé « classique », en portant attention à l'articulation parfois complexe entre processus de production urbaine et gestion en pratique de ces espaces.

Disciplines: Urbanisme Aménagement SociologieThèmes: Espaces partagés Logement collectif privé Gestion Production urbaine
 Immobiliers (Opérateurs)**ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse en cours. Seconde année.

FINANCEMENT

La thèse s'inscrit dans le cadre d'une convention Cifre avec la coopérative de conseil en stratégie urbaine et programmatique « Le Sens de la Ville ». Boursière 2020-2021 de la Fondation Palladio.

CONTACT

• dinh.sonia@gmail.com

**REPENSER LES STRATÉGIES FONCIÈRES PAR LES POLITIQUES D'ADAPTATION
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA RECOMPOSITION SPATIALE DES TERRITOIRES
LITTORAUX. UNE ANALYSE COMPARÉE DES RÉGIONS OCCITANIE ET PROVENCE-
ALPES-CÔTE-D'AZUR****DOCTORANT :****Adrien Duprielle**

Laboratoire Cepel - UMR 5112 - Département de science politique, Université de Montpellier

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Laura Michel et Emmanuel Négrier

RÉSUMÉ

En première ligne du dérèglement climatique, les territoires littoraux voient progressivement leurs systèmes de production urbain impactés. Face à cette problématique, « la recomposition spatiale des territoires littoraux » constitue depuis 2019 la principale doctrine d'action publique étatique. Néanmoins, sa portée effective se heurte à un contexte double: l'inertie résidentielle caractéristique des territoires littoraux, et l'accroissement structurel de la raréfaction et de la cherté foncière. Cette thèse propose donc d'étudier les effets de l'injonction à « recomposer » les modes de production des stratégies foncières des littoraux. À partir d'une comparaison des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, il s'agira d'analyser les réadaptations produites par le système d'acteurs fonciers sur le développement de ces stratégies, et leurs effets en matière de coopérations territoriales. Il s'agira en creux de mobiliser le champ de la sociologie de l'action publique, pour interroger le retour d'une intervention publique foncière « à distance ».

Discipline: Science politiqueThèmes: Recomposition spatiale des territoires littoraux Foncières (Politiques)
 Risques littoraux Sociologie de l'action publique**ÉTAT D'AVANCEMENT**Inscription en première année de contrat doctoral depuis le 1^{er} Janvier 2022.**FINANCEMENT**

Contrat doctoral.

CONTACT• adrienduprielle3@gmail.com
07 86 77 01 72

« REVITALISER » LES CENTRES DES VILLES MOYENNES : ACTION PUBLIQUE ET (IM)MOBILITÉS RÉSIDENTIELLES

DOCTORANT :

Mikaël Dupuy Le Bourdellès
Lab'Urba, Université Paris-Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Christine Lelévrier (Lab'Urba) et Yoan Miot (Latts)



RÉSUMÉ

La dévitalisation des centres-villes des villes moyennes françaises a été érigée en problème public d'intérêt national avec le lancement du programme Action Cœur de Ville. Celui-ci vise à revitaliser les centres de 237 communes par l'intermédiaire d'actions multithématiques, parmi lesquelles l'habitat et les questions d'(im)mobilités résidentielles ont progressivement pris une place prééminente.

Grâce à des méthodes d'analyse statistique et qualitative – fondée sur une observation participante et une campagne d'entretiens semi-directifs –, la thèse analyse plus spécifiquement le cas de trois terrains. Elle montre que les centres historiques, notamment du fait de la spécialisation de leurs parcs résidentiels, sont des espaces d'accueil privilégiés des ménages en situation de rupture(s) matrimoniales, familiales, géographiques et/ou professionnelles. À l'inverse, les acteurs publics locaux construisent comme problème et causes du problème (dévitalisation commerciale, déficit d'entretien du parc résidentiel, etc.) l'absence de ménages stables correspondant à l'image des habitants du périurbain. Ils construisent donc des projets urbains destinés à attirer ces catégories de population, en particulier par des transformations de l'offre résidentielle des centres historiques. Toutefois, leur mise en pratique se heurte à l'absence d'opérateurs adaptés pour mettre en œuvre les politiques de peuplement souhaitées.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Aménagement de l'espace**

Thèmes: **X Habitat (Amélioration de l')** **X Centre-ville** **X Politique(s) publique(s)** **X Résidentielle.s (Mobilité.s)**
X Villes moyennes **X Action Cœur de Ville**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenance envisagée à l'automne 2023.

👤 FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec le bureau d'études Ville et Habitat. Cofinancement de l'Union sociale pour l'habitat et de l'Agence nationale de l'habitat.

🔗 PARTENARIAT

L'Union sociale pour l'habitat.
Agence nationale de l'habitat.
Agence nationale de la cohésion des territoires.

📄 PUBLICATION

• Dupuy Le Bourdellès M., « Action cœur de ville et le "mikado" territorial: imbrications spatiales et institutionnelles d'un programme d'action publique en ville moyenne », in Demaye-Simoni P. (dir.), *Cohésion des territoires: de nouveaux mots pour penser les maux*. Paris, collection Au fil du débat, Berger-Levrault, pp. 239-257, 2022.

👤 CONTACT

• m.dupuylb@gmail.com

L'INTIME ET SON ARCHITECTURE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

DOCTORANTE :

Deborah Feldman
LAA-Lavue UMR 7218, ED 395 Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Alessia de Biase (directrice)
Pierre Chabard (codirecteur)

RÉSUMÉ

C'est « en ligne » que se déroule désormais une grande partie de nos vies: la création de nouvelles économies, la démocratisation d'Internet et le développement de formes de travail tributaires des technologies numériques ont favorisé la conception de lieux d'habitation et de travail qui assouplissent le cloisonnement entre la vie productive et la vie privée. En témoignent des pratiques comme le télétravail, le partage de nos habitations sur des plateformes comme Airbnb ou également les nouvelles formes de vie comme le coliving et le coworking. Ces dernières, implantées dans les grandes métropoles, ont comme intention première de rapprocher lieux d'habitation et lieux de travail, ce qui conduit à revisiter le concept de l'intime. Comment évoluent nos modes d'habiter et de faire chez-soi? Quelles sont les conséquences, matérielles et immatérielles, de ce rapprochement entre les différentes sphères de vie? La thèse s'intéresse à la manière dont l'usage de tels lieux recompose l'intime. Elle s'intéresse également aux acteurs qui en assurent la gestion. Elle prendra appui sur une ethnographie multisituée, la rencontre des utilisateurs et l'observation participante. Elle permettra d'actualiser et de compléter les travaux sur l'habiter et l'architecture de l'intime.

Disciplines: **X Anthropologie** **X Architecture**

Thèmes: **X Habiter** **X Logement** **X Numérique** **X Intimité**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Troisième année de thèse.
Deuxième terrain d'étude en cours.

📄 PUBLICATIONS

• Feldman D., « Le logement comme service » *Habitante 1*, Toulouse, Les Éditions Présentes, novembre 2021.
• Feldman D., Chabard P., « Airbnb, plus (jamais) chez soi », *Criticat*, 18, Paris, automne 2016, pp. 46-63.

👤 CONTACT

• Deborah Feldman
df@127af.com
07 83 30 30 95

VERS UNE RÉGÉNÉRATION ÉCORESPONSABLE DE L'HABITAT SOCIAL COLLECTIF DU XX^E SIÈCLE FONDÉE SUR LA PARTICIPATION DES HABITANTS ET L'UTILISATION DE MATÉRIAUX BIO ET GÉO SOURCÉS

DOCTORANTE :

Marie Flécheux

Laboratoire Craterre, AE&CC, Ensa Grenoble, Université Grenoble Alpes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Thierry Joffroy et Paulette Duarte

RÉSUMÉ

Cette thèse contribue à la réflexion globale menée en France sur la réhabilitation de l'habitat collectif social du xx^e siècle. Elle porte sur l'exploration des projets de réhabilitation de ce patrimoine, non seulement pour améliorer les conditions de vie des habitants, mais aussi pour mettre en place la nécessaire transition sociale et écologique, dans la perspective d'un développement plus durable. Elle s'intéresse plus particulièrement à la participation habitante et à l'éco-réhabilitation à base de matériaux bio et géo sourcés pour produire, grâce à la co-programmation, co-conception et co-construction, des solutions plus respectueuses des habitants et de la planète. L'hypothèse proposée stipule que les projets de réhabilitation du patrimoine d'habitat collectif social du xx^e siècle peuvent contribuer à la transition écologique, à la condition qu'ils utilisent concrètement ce type de matériaux et qu'ils impliquent également les habitants. La thèse associera une recherche documentaire, une enquête de terrain auprès d'acteurs qui ont porté de tels projets ainsi que de l'observation participante sur des projets démonstrateurs en cours de réalisation qui rejoignent ce sujet.

Discipline : **X Architecture**

Thèmes : **X Architecture du xx^e siècle** **X Habitat social collectif xx^e siècle** **X Régénération** **X Réhabilitation**
X Éco-construction **X Démarche participative** **X Éco-matériaux** **X Architecte (Évolution du métier d')**
X Logement social

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Début de thèse : janvier 2021. Fin de thèse prévue : décembre 2023. Phase de travail : état de l'art, enquête de terrain et observation participante.



FINANCEMENT

Contrat doctoral : Ensa Grenoble.
Financement : Labex AE&CC.



PUBLICATIONS

- Flécheux, M., « L'Auto-finition en terre crue dans les projets d'habitat participatifs et de logements sociaux » [En ligne]. Mémoire du diplôme de Spécialisation et d'approfondissement – architecture de terre, mention patrimoine. Grenoble, Ensa Grenoble, 140 p, 2018.
- Labex AE&CC, Ensa Grenoble, Métropole Grenoble Alpes, Flécheux, M., séminaire « La réhabilitation des logements du xx^e siècle : quelles perspectives de recherche et d'actions ? », 5 février 2020, Ensa Grenoble.



CONTACTS

- flecheux.m@grenoble.archi.fr
- 06 79 11 21 61
- thierry.joffroy@grenoble.archi.fr
- paulette.duarte@univ-grenoble-alpes.fr

UNE COPRODUCTION DU PARC LOCATIF PRIVÉ DANS L'ANCIEN ? STRATÉGIES DE PROPRIÉTAIRES BAILLEURS ET ACTION PUBLIQUE

DOCTORANT :

Benoît Frel-Cazenave

UMR Citeres-Cost, Université de Tours

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Pierre Lefevre et Matthieu Gimat

RÉSUMÉ

En Île-de-France, le parc de logements locatifs privés connaît, dans certains quartiers populaires, diverses évolutions : division de l'habitat, mise en location de garages et de caves, extensions et surélévations. Ces mutations interrogent sur l'action des propriétaires bailleurs particuliers et ses effets sur les espaces urbains. Nous considérons les propriétaires comme des acteurs à part entière des marchés du logement et de la fabrique urbaine, dont les comportements sont influencés par l'action publique. Cette thèse vise ainsi à comprendre dans quelle mesure les politiques nationales d'incitation à la propriété locative peuvent avoir des effets territoriaux différenciés sur le parc locatif privé. Par une enquête de terrain dans des territoires populaires auprès de propriétaires bailleurs, il s'agit de questionner le rôle joué par ces ménages dans la transformation du bâti et l'évolution du peuplement. Nous interrogerons, au cours d'entretiens ethnographiques avec ces derniers, différentes facettes de la propriété locative des classes populaires, des ressources mobilisées pour l'investissement et la gestion de leur patrimoine à celles tirées de leur activité locative. En la mettant en tension avec les dispositifs nationaux d'encouragement à la propriété locative, comme la défiscalisation de l'investissement locatif, la question de la capacité de l'action publique locale à orienter ce parc et à en réguler les évolutions est examinée. Pour ce faire, des entretiens semi-directifs seront menés auprès d'acteurs publics locaux afin de comprendre le rapport qu'ils entretiennent avec les propriétaires bailleurs. Dans un contexte d'injonction politique croissante à l'autonomie financière des individus, l'objectif de la thèse est de déterminer quels sont les effets de l'activité locative privée sur les trajectoires individuelles et les espaces urbains.

Disciplines : **X Sociologie** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Logement** **X Location** **X Propriété** **X Quartiers populaires**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Première année d'inscription : 2022.



CONTACT

● benoitfrelcazenave@live.com

HISTOIRE DE LA GOUVERNANCE DES COMMUNS DANS L'HABITAT PARTICIPATIF

DOCTORANT :

Gaëtan Fustec
Centre François-Viète, Université de Nantes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Stéphane Tirard

RÉSUMÉ

L'habitat participatif peut être envisagé comme un représentant de la famille des objets techniques appelés habitats associatifs. Cette désignation apparaît en 1978 dans les écrits d'un groupe de recherche du Collège Coopératif animé par Claude Vienney dans la continuité des travaux d'Henri Desroche. Elle désigne alors les projets d'habitats autogérés, les coopératives d'habitants mais aussi des choses plus anciennes telles que les sociétés taisibles. Estimant pertinent de resituer ainsi l'habitat participatif dans la continuité d'une histoire des associations habitantes, cette thèse se propose de le faire au travers de l'étude des modalités d'auto-organisation qu'instituent entre eux les participants de ces projets. Au travers de deux monographies, l'une consacrée à la communauté personnaliste des Murs Blancs, l'autre, à la Maison des Jardies, elle s'attache à décrire les différentes manières par lesquelles des personnes parviennent à coordonner leur action collective. Partant du cadre de la gouvernance des communs qu'Elinor Ostrom identifiait à une contribution à l'art de s'associer tocquevillien, on montre que Tocqueville semblait alors s'inspirer de l'art d'associer que Fourier avait inventé tant pour résoudre le problème de l'association domestique que celui du ravage des communaux. Ayant posé la question de la nature technique de ces modalités d'auto-organisation, cette thèse conclut à la réponse positive au titre où différentes communautés de praticiens impliquées dans ces projets agissent afin de transmettre ce bagage à la postérité.

Discipline: **X Histoire des sciences et des techniques**

Thèmes: **X Habitat participatif** **X Gouvernance des communs** **X Art de l'association**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours d'achèvement.

CONTACT

● gaetan.fustec@live.fr
06 89 17 32 04

DE LA PARTICIPATION HABITANTE AU DESIGN PARTICIPATIF EN ARCHITECTURE : APPLICATIONS À L'HABITAT RURAL ET AUX CENTRES-BOURGS DANS LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

DOCTORANTE :

Lise Gaillard
Laboratoire Grief (EA 7465), École nationale supérieure d'architecture de Bretagne

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Christophe Camus et Hélène Bailleul



RÉSUMÉ

Cette recherche interroge le rôle et la pratique des architectes confrontés à des situations d'habitat rural précaire. Les années 2010 marquent un tournant de la part des politiques publiques afin de résorber les difficultés de l'habitat en milieu rural, par ailleurs confronté à des phénomènes de précarisation ainsi qu'à des contraintes de densité bâtie. En France, ces dernières décennies ont également vu un regain d'intérêt de la part des architectes concernant les territoires de faible densité, invitant à autant d'« expérimentations » qu'à l'exercice de nouvelles pratiques. Si l'architecte est un acteur présent concernant l'amélioration de l'habitat en milieu rural, on constate cependant qu'il se fait plus discret, voire inexistant, lorsqu'il s'agit d'aller à la rencontre des ménages en difficulté où il s'éclipse derrière d'autres acteurs « historiques », institutionnels ou associatifs.

Quel rôle l'architecte peut-il avoir auprès de ces ruraux dont l'habitat participe d'une situation de précarité ? Quelle est sa place dans le jeu des acteurs concernés ? Quelles pratiques adopter auprès de ces publics ? Quel est le « fruit » architectural de ces coopérations ?

La thèse prend appui sur plusieurs investigations donnant à voir les modalités de présence et d'interaction de ce professionnel auprès des habitants et à différents stades du projet. De la recherche-action à l'observation non participante, l'approche se veut hybride, qualitative et prend le contour d'une analyse sociospatiale. Plusieurs enjeux sont évoqués : il s'agit d'une part de renforcer la compréhension des spécificités d'un habitat rural précaire puis d'étudier les effets d'une présence de l'architecte concernant l'amélioration du cadre de vie des personnes, dans une dimension relationnelle aux acteurs ainsi que dans les réponses apportées.

Discipline: **X Architecture**

Thèmes: **X Architectes** **X Pauvreté-Précarité** **X Habitat** **X Centres-bourgs** **X Espace rural** **X Revitalisation**
X Habitants (Participation des)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Analyse des données.

FINANCEMENT

Bourse Ared de la Région Bretagne en cofinancement avec le Département 35, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de Rennes (Iaur), les Caue 22, 29, 56 et le Cerur.

Thèse qui bénéficie du mécénat de la Caisse des Dépôts pour la recherche en architecture et en paysage.

PUBLICATION

● Gaillard L., Design participatif : le couple architecte-habitant en situation de précarité au cœur d'une démarche de codesign de l'habitat en milieu rural, in *Démocratie & participation - Groupement d'intérêt scientifique*, Université de La Rochelle, p. 17, 26 novembre 2020. <https://www.participation-et-democratie.fr/design-participatif-le-couple-architecte-habitant-en-situation-de-precarite-au-coeur-d-une-demarche>

CONTACT

● lise.gaillard@rennes.archi.fr

DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENT DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION URBAINE : CONSTRUCTION DU MARCHÉ ET TRANSFORMATION DU PEUPEMENT DANS LES QUARTIERS EN RÉNOVATION URBAINE

DOCTORANTE :

Pauline Gali

Laboratoire Triangle et Latts, Université Jean-Monnet

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Valérie Sala Pala et Yoan Miot

RÉSUMÉ

Cette thèse cherche à comprendre la politique de rénovation urbaine menée en France depuis le début des années 2000, à la fois comme une politique de construction d'un marché du logement dans les quartiers qu'elle prend pour objet et comme une politique de peuplement, qui s'appuie notamment sur des actions de recomposition et de diversification de l'offre de logements. Appréhendant la rénovation urbaine comme un processus de valorisation foncière et immobilière de territoires dont on cherche à transformer la population, elle interrogera sa contribution au renforcement des inégalités sociales et spatiales qui caractérisent déjà les quartiers de grands ensembles de logements sociaux et leurs habitants. En s'intéressant à toutes les déclinaisons de l'offre sociale et de l'offre privée, elle vise à prendre en compte l'ensemble des interventions sur le logement menées dans le cadre de la rénovation urbaine et à étudier les interactions entre les acteurs qui participent à la recomposition et au renouvellement de l'offre de logements dans ces territoires, aux échelles méso et micro. Elle mobilisera un matériau de recherche principalement qualitatif, à partir d'entretiens menés avec les acteurs des projets de rénovation urbaine, sur des terrains caractérisés par des marchés immobiliers aux dynamiques contrastées.

Disciplines: Urbanisme Géographie

Thèmes: Logement Quartiers populaires Rénovation urbaine Immobiliers (Marchés)
 Logement social Politique(s) de peuplement Grands ensembles

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription : septembre 2022.



CONTACT

• pauline.gali@enpc.fr

ANTICIPER SON VIEILLISSEMENT À DOMICILE : REGARDS CROISÉS FRANCE-CANADA

DOCTORANT :

Maël Gauneau

Profession architecture ville environnement (Pave) - Centre Émile-Durkheim (CED)/
École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Guy Tapie

RÉSUMÉ

La population vieillit : progrès de la médecine, lutte contre les comportements « à risque », meilleure connaissance des maladies, etc. Ce « papy-boom » préoccupe les sociétés qui y sont confrontées : financement des retraites, gestion de la dépendance. Aussi s'intéresser aux personnes âgées sous l'angle sociologique, c'est s'intéresser à une « nouvelle question sociale ». Les pouvoirs publics semblent aujourd'hui privilégier la prévention et l'anticipation. Anticiper son vieillissement semble un défi dans un monde qui valorise la jeunesse et l'autonomie. L'anticipation est autant une injonction émanant des institutions pour un « vieillissement réussi » qu'une clef de lecture essentielle d'un phénomène social. Pour une très large part des personnes âgées, l'idéal est de vieillir « chez soi » le « plus longtemps possible ». Car habiter n'est pas simplement se loger. Plus qu'une réponse aux besoins matériels, l'habitat est un facteur identitaire fort pour des personnes fragilisées. Habiter c'est vivre. Mais confronté au vieillissement de ses occupants, l'habitat peut se révéler être un « piège », assignant ses résidents âgés à un environnement inadapté. L'hypothèse structurante de la thèse est que l'anticipation est influencée par les conditions objectives d'existence, les parcours de vie et qu'elle s'exprime dans les choix résidentiels opérés par les personnes âgées.

Discipline: Sociologie

Thèmes: Vieillesse à domicile Anticipation Résidentielles (Trajectoires)

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription en novembre 2019.



FINANCEMENT

Thèse réalisée en Cifre en collaboration
avec le Conseil départemental de la Gironde.



CONTACT

• mael.gauneau@bordeaux.archi.fr

POLITIQUES DU LOGEMENT AU SEIN DES QUARTIERS DE GARE DU GRAND PARIS EXPRESS, MUTATIONS INSTITUTIONNELLES ET STRATÉGIES LOCALES DANS LA PRODUCTION DU LOGEMENT

DOCTORANT :

Antoine Gosnet

UMR Géographie-Cités, École des hautes études en sciences sociales

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Vic Ozouf-Marignier et Beatriz Fernández

RÉSUMÉ

Ce projet de thèse explore un apparent paradoxe découlant des mutations de l'intervention publique en faveur du logement : d'un côté, les politiques nationales de subventionnement du logement font l'objet depuis quarante ans d'une série de repositionnements voire dans certaines mesures de désengagements ; de l'autre, l'État, sous ses différentes formes, n'a jamais semblé aussi présent dans l'accompagnement des acteurs locaux dans la territorialisation de l'offre de logements au sein des quartiers de gare du Grand Paris Express.

Depuis plus de treize ans cette mise en coordination inédite de différents acteurs de la chaîne de production immobilière continue de fournir des dispositifs de contrôle de la production de logements en Île-de-France. En ce sens, nos recherches analysent le(s) repositionnement(s) de l'État dans l'élaboration des politiques du logement aux côtés des différentes échelles de gouvernances franciliennes dans le cadre de la construction du Grand Paris Express et dans un contexte de métropolisation.

En articulant de l'analyse de données portant sur la construction, le financement et la localisation des logements à la conduite de 70 entretiens semi-directifs en cours de finalisation (collectivités territoriales et groupements, promoteurs immobiliers et brokers, bailleurs sociaux, établissements publics, agences nationales, directions ministérielles et déconcentrées, services ministériels et préfectoraux), il s'agit d'interroger le rôle de l'État dans l'encadrement de la politique du logement en Île-de-France, que le projet du GPE semble réactualiser.

Disciplines : **X Géographie** **X Sociologie urbaine** **X Aménagement**

Thèmes : **X Politique(s) du logement** **X État (Restructurations de l')** **X Logement (Financement du)**
X Politiques publiques (Territorialisation des) **X Quartiers de gare du Grand Paris Express**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse commencée en 2020, enquête de terrain en cours de réalisation.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'École des hautes études en sciences sociales.



CONTACT

• antoine.gosnet@ehess.fr

VERS UNE ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ RÉSIDENIELLE. LA VALEUR D'USAGE RÉAFFIRMÉE DANS DES OPÉRATIONS D'HABITAT PARTICIPATIF EN ACCESSION SOCIALE À LA PROPRIÉTÉ

DOCTORANTE :

Estelle Gourvennec

Laboratoire Lavue (CNRS - UMR 7218), Équipe Alter, Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Agnès Deboulet et Anne D'Orazio



RÉSUMÉ

Cette thèse prend pour motif le constat de l'importance prise dans notre société par la sémantique de « l'autonomie » (capacité à décider et à agir par soi-même) et de la « participation » (l'impératif à prendre part) qui constituent fréquemment des objectifs affichés des politiques publiques. Les individus doivent être autonomes, s'affirmer et prendre part à la vie de la cité. Derrière ces appels à l'autonomie et à la participation, qui touchent l'ensemble des pans de la vie des individus, se tiennent des attendus divers, parfois incompatibles d'un point de vue pragmatique. Cette thèse s'intéresse à leur mobilisation dans le domaine de la propriété résidentielle. En s'appuyant sur une enquête, conduite en Île-de-France, au sein de programmes d'accession sociale à la propriété intégrant des démarches participatives et de copropriétés issues de ces mêmes programmes, elle questionne les nouvelles attentes et modalités d'engagements relatives à l'entrée dans la propriété. Après avoir retracé, en amont, le lien entre propriété et autonomie, nous émettons l'hypothèse que, dans le contexte contemporain, la « participation » devient une dimension nouvelle de la figure propriétaire. L'exploration de trois temps consécutifs – s'inscrire dans une dynamique participative, advenir propriétaire et être gestionnaire d'un patrimoine immobilier – permet d'analyser la manière dont les ménages accédants font face à ces exigences d'autonomie et de participation et les obligent à adopter un rapport spécifique aux autres et aux espaces.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Participation** **X Autonomie** **X Propriété du logement** **X Accession sociale à la propriété**
X Copropriétés **X Habitat** **X Résidentiels (Espaces)** **X Sociologie de l'habitat** **X Sociologie urbaine**
X Politique(s) du logement **X Pratiques collaboratives** **X Dissociation bâti-foncier**
X Émancipation (Pratiques d')

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Cinquième année de thèse.



FINANCEMENT

Thèse financée en Cifre (structure d'accueil : Scop Atelier 15).



PUBLICATIONS

• Gourvennec E., « L'accession sociale à la propriété en habitat participatif : de la participation instituée aux pratiques collectives quotidiennes », ouvrage collectif, *ÉcoHabiter des environnements pluriels*, dir. Girard M. et Béatrice Mésini B., Imbernon, collection habiter, 2022.



CONTACT

• estelle.gourvennec@gmail.com

**MESURER ET COMPRENDRE LE DÉVELOPPEMENT DE LA COLOCATION.
VERS UNE INSTITUTIONNALISATION ?****DOCTORANTE :**

Alice Graceffa
Lab'Urba, Université Paris-Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Claude Driant
Sylvain Guerrini (Cerema Nord-Picardie)

**RÉSUMÉ**

La thèse a pour objet de mieux saisir l'ampleur et la nature du phénomène de la colocation, afin de mieux comprendre son influence sur les marchés du logement et sur les parcours résidentiels. Elle pose la question : comment la colocation s'institutionnalise-t-elle ? Nous nous intéressons à la France sur la période 1980 à aujourd'hui. Pour cela, plusieurs critères sont pris en compte : ampleur, diffusion, nouvelles structures, production de normes, pérennisation, légitimation et professionnalisation. Elle comporte un volet quantitatif et géographique mobilisant des bases de données (recensement de la population et Enquête nationale logement). Ce travail nous a amenés à nous intéresser aux traitements du Recensement de la Population. Cela nous a permis de proposer une analyse critique des catégories statistiques. Un volet sociologique comporte une enquête auprès des acteurs de la colocation. La thèse propose notamment une recension des acteurs spécifiques à la colocation et s'intéresse à leurs évolutions. Enfin, un volet juridique étudie l'histoire des textes réglementant la colocation. Nous construisons un récit des évolutions réglementaires de la colocation et nous analysons les représentations des pouvoirs publics de la colocation.

Disciplines : **X Géographie** **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Science politique**

Thèmes : **X Colocation et logement partagé** **X Habitat** **X Politique(s) du logement**
X Logement des étudiants **X Intergénérationnel (Habitat)** **X Bail** **X Marchés du logement**
X Politique(s) publique(s) **X Habitat inclusif**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Année d'inscription : 2019 (pour une fin de thèse prévue en décembre 2023).
Phase de rédaction en cours.

€ FINANCEMENT

Thèse hébergée au Cerema.
Financée par le ministère de la Transition écologique et Solidaire.

∞ PARTENARIAT

L'Union sociale pour l'habitat pour la dimension colocation dans le parc social.

👤 CONTACT

• alice.graceffa@cerema.fr

**DU FOYER DE TRAVAILLEURS MIGRANTS À LA RÉSIDENCE SOCIALE.
ENJEUX GÉNÉRATIONNELS ET RÉAPPROPRIATION DES ESPACES****DOCTEURE :**

Laura Guérin
Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Lavue (Laboratoire architecture ville urbanisme environnement) – UMR CNRS 7218, CRH (Centre de recherche sur l'habitat)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Claire Lévy-Vroelant (Paris 8 - Lavue) et Aïssatou Mboj-Pouye (CNRS - Imaf)

**RÉSUMÉ**

Depuis 1997, les foyers de travailleurs migrants sont inscrits au Plan de traitement les transformant en résidences sociales. Ces transformations visent, d'une part, une mise aux normes de salubrité et de sécurité des bâtiments construits dans les années 1960 et 1970 devenus vétustes et d'autre part, la transformation de leurs espaces de vie. Le foyer subsaharien auparavant caractérisé par ces espaces exclusivement collectifs voit son architecture individualisée et ses pratiques spatiales, en particulier collectives, encadrées par de nouveaux règlements intérieurs. Au travers d'une ethnographie réalisée auprès d'habitants originaires de la vallée du fleuve Sénégal de trois résidences franciliennes à Paris, Saint-Denis et Stains, entre 2016 et 2020, la thèse se propose d'analyser les processus d'appropriation des nouveaux espaces de la résidence post-résidentialisation. Cette thèse met en lumière la réorganisation du quotidien par les habitants et la réappropriation de leurs espaces de vie face aux gestionnaires. En effet, au cœur des espaces individualisés, le quotidien habité devient résistant lorsqu'il tente de maintenir la visibilité voire l'existence des collectifs habitants entre les murs de la nouvelle résidence sociale. C'est cette permanence du collectif malgré la résidentialisation, sa diffraction au fil des espaces (individuel, collectif et intermédiaire) et sa régulation par la pluralité des entrepreneurs de morale (gestionnaires et habitants) que cette thèse analyse.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Habiter** **X Espaces** **X Travailleurs migrants** **X Foyers** **X Appropriation**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue publiquement le 30 novembre 2021.
Cette thèse a été récompensée d'un prix spécial dans le cadre du prix de thèse sur l'habitat social, organisé en 2023 par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts.

€ FINANCEMENT

2020-2021 : Ater Paris 8.
2017/2020 : contrat doctoral Comue Paris Lumières.

📄 PUBLICATIONS

- Guérin L., « Le portable comme "chez-soi" dans un contexte de précarité résidentielle : le cas des habitants de résidences sociales issues de foyers de travailleurs migrants », *Socio-anthropologie*, n° 40, 2020.
- Guérin L., « Cohabitation sous contrainte », *Plein Droit*, 2019.
- Guérin L., « Espaces de vie et temporalités dans deux résidences sociales issues de foyers de travailleurs migrants », *Espace, Populations et Sociétés*, 2019-1.

👤 CONTACT

• lauraguerin00@gmail.com

LE LOGEMENT SOCIAL EN ALGÉRIE À LA PÉRIODE COLONIALE (ANNÉES 1920-1960)

DOCTEUR :

Thierry Guillopé

Laboratoire ACP - Analyse comparée des pouvoirs, Université Gustave-Eiffel

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Loïc Vadelorge et Sylvie Thénault

RÉSUMÉ

L'histoire des logements sociaux en Algérie permet de comprendre les rapports sociaux urbains et en situation coloniale. Les logements sont dits « sociaux » dans la mesure où ils sont pour partie financés par la puissance publique et cadrés par une réglementation foisonnante. Leur construction procède de l'application de lois et décrets métropolitains, complétés par de nombreux textes et financements propres à l'Algérie. Les constructions sont nombreuses après la fin de la Première Guerre mondiale et ne cessent d'augmenter jusqu'à la fin des années 1950. Elles répondent à plusieurs objectifs politiques dont certains spécifiques à la situation coloniale : soutenir le peuplement de la colonie par des Européens, fixer les travailleurs près de leurs employeurs, combattre le nationalisme algérien par une politique sociale. Elles remodelent les espaces urbains, des villes les plus importantes aux bourgs les plus petits. Elles reconfigurent également les relations des citoyens – Européens, « Israélites » et « indigènes » – entre eux ainsi qu'avec les administrations.

Les nombreux services – ministériels, financiers, gubernatoriaux, préfectoraux, municipaux et des organismes de construction – engagés dans la production de ces logements ont produit une importante documentation que la thèse interrogera : que sont les archives administratives de l'Algérie à la période coloniale ? Quelle est leur répartition entre la France et l'Algérie ? Leur accessibilité ?

Discipline: **X Histoire**Thèmes: **X Logement social** **X Algérie (Histoire de l')**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 30 juin 2023.

📄 PUBLICATION

- Guillopé T., « Loger pour coloniser ? Politiques de l'habitat dans l'Algérie des années 1920 à l'indépendance », *Naqd*, 38-39, pp. 15-32, 2020.

👤 CONTACT

- thierry.guillope@gmail.com

FAIRE PATRIMOINE/FAIRE PROJET À L'ABBAYE, LA CAPUCHE ET JEAN MACÉ.
TROIS CITÉS HBM GRENOBLOISES AUX DEVENIRS CONTRASTÉS

DOCTORANTE :

Ryma Hadbi

Équipe Cresson / UMR CNRS/ECN/Ensa Grenoble et Nantes Ambiances, architectures, urbanités n° 1563 – Université Grenoble Alpes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Nicolas Tixier et Jean-Paul Thibaud

RÉSUMÉ

Ce projet de thèse questionne ce qui fait patrimoine dans trois cités d'habitations à bon marché (HBM) de Grenoble construites dans les années 1920-1930 : les cités de l'Abbaye, la Capuche et Jean Macé. Similaires dans leur contexte de construction, elles ont connu des transformations architecturales, urbaines et sociales différentes au fil du temps : la Capuche a été rénovée une dernière fois dans les années 1980, Jean Macé a connu une démolition-reconstruction en 2008 et la cité de l'Abbaye s'engage tout juste dans une opération de renouvellement urbain en accueillant un projet d'urbanisme transitoire.

L'hypothèse que défend cette thèse stipule que ce qui fait patrimoine articule conjointement trois valeurs patrimoniales : historique, d'usage et de renouvellement (Amphoux, 2015). C'est donc aux mémoires individuelles et collectives, aux usages et aux récits de vie des personnes qui ont habité ces cités durant des décennies qu'elle s'intéressera. La démarche méthodologique sera attentive à l'attachement aux lieux, en mobilisant tant leurs dimensions construites, sociale et sensible qui seront appréciées dans le passé, le présent et le devenir possible de chacune d'elles (Torres et al., 2016).

Ce postulat implique que tout projet de renouvellement urbain s'engage par la réactivation de la mémoire du lieu comme bien commun à transmettre, afin de permettre à ces cités de se réinventer à partir de leurs propres ressources, en conservant « au maximum une existence présente » (Chauvier, 2015).

Disciplines: **X Urbanisme** **X Architecture**Thèmes: **X Patrimoine (Faire)** **X Lieu (Attachement au)** **X Méthodes des itinéraires** **X Reconstitution photographique**
X Inventaire **X Quotidien** **X Pratiques d'habiter** **X Habitant (Imaginaire)** **X HBM** **X Grenoble**
X Logement social

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse débutée en janvier 2018.
Rédaction (soutenance prévue à l'automne 2023).

💰 FINANCEMENT

Ministère de la Culture.

📄 PUBLICATIONS

- Hadbi R., « Révéler ce qui fait patrimoine pour penser le renouvellement urbain des cités d'habitations à bon marché de Grenoble », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 8 | 2020, mis en ligne le 05 novembre 2020, consulté le 12 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/craup/4606>; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.4606>

👤 CONTACT

- ryma.hadbi@gmail.com

LA TRANSFORMATION COMME CONCEPTION OUVERTE EN ARCHITECTURE. EXPÉRIENCE DE LA CITÉ DE BEUTRE, UN PROJET DE TRANSFORMATION DES LOGEMENTS AVEC LES HABITANTS DANS UN QUARTIER POPULAIRE

DOCTEURE :

Marion Howa

Laboratoire de recherche en architecture (LRA) - Ensa Toulouse

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Daniel Estevez



RÉSUMÉ

Alors que les « crises » du logement s'aggravent, les pratiques architecturales dominantes sur les habitats sociaux existants se limitent soit à des démolitions, soit à des réhabilitations techniques à minima. La thèse analyse le renouvellement des pratiques de transformation architecturale comme une alternative contemporaine à la croisée d'enjeux démocratiques et écologiques. Cette recherche-action, menée en qualité d'architecte dans le cadre d'une convention cifre au sein de l'agence Hutin Architecture, prend pour terrain le projet de transformation architecturale de la cité de Beutre, ancienne cité de transit auto-transformée par ses habitants depuis un demi-siècle. Les architectes y ont expérimenté des pratiques de projet au plus proche des habitants. Leur métier ne peut plus être appréhendé comme la production d'objets finis ou sculpturaux, mais comme une contribution aux multiples processus transformationnels qui les précèdent et vont leur succéder. La thèse avance la notion de conception ouverte pour caractériser ces nouvelles méthodes contextuelles, processuelles et collaboratives. La pratique de l'enquête y est appréhendée, non comme un diagnostic préalable ou anecdotique, mais comme une dynamique même de conception. Inventaires, cartographies, diagrammes, relevés, photographies sont des outils de documentation opérants pour structurer des dispositifs d'action où les habitants sont reconnus comme des interlocuteurs incontournables de la transformation architecturale de leurs lieux de vie.

Discipline: **X Architecture**

Thèmes: **X Architecturale (Transformation)** **X Logement social** **X Habitantes (Communautés)**
X Conception ouverte

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 29 septembre 2022.

FINANCEMENT

Thèse en Cifre, partenaire :
agence Hutin Architecture.

CONTACT

• marion.howa@gmail.com

L'OFFRE DE LOGEMENTS ET DE SERVICES À DESTINATION DES SENIORS DANS LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DES BAILLEURS SOCIAUX/DÉS GESTIONNAIRES DE LOGEMENT SOCIAL À LA TRANSFORMATION DU SECTEUR DU LOGEMENT SOCIAL. UNE COMPARAISON FRANCE, ALLEMAGNE ET ANGLETERRE

DOCTEURE :

Marion Ille-Roussel

Université Paris-Nanterre, Lavue UMR 7218, Centre de recherche sur l'habitat

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yankel Fijalkow



RÉSUMÉ

La thèse étudie le développement de logements et de services à destination des seniors par les bailleurs sociaux et les gestionnaires de logement public en France, Allemagne et Angleterre.

Ce travail analyse les liens entre l'évolution des politiques publiques de logement et du vieillissement et les changements d'organisation et d'activités des bailleurs sociaux et publics. Elle s'intéresse à la fois à la diversité d'offres de logement et de services proposés dans les trois pays étudiés par les acteurs du logement social tout comme aux représentations de la vieillesse, du maintien à domicile et du logement social qu'elles matérialisent.

Les résultats montrent des relations de pouvoir entre collectivités territoriales et bailleurs qui continuent à définir le champ du logement social. Les bailleurs, par leur offre de logements, participent aux normes de l'habitat et d'habiter. La diversification des activités des bailleurs de logement sociaux s'inscrit dans une volonté de conserver leur place au sein du secteur de l'habitat. Enfin, la défense du logement social généraliste se traduit de différentes manières selon les bailleurs et les pays.

La thèse s'articule autour de monographies comparées de trois territoires : Greater Manchester, le bassin de la Ruhr et le Département du Nord. Dans chaque territoire des séries d'entretiens ont été réalisées au sein de quatre bailleurs de logements sociaux aux statuts et tailles différents, complétés par des entretiens avec des acteurs locaux de l'habitat et du vieillissement.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Sociologie urbaine**

Thèmes: **X Logement social** **X Vieillesse** **X Politiques comparées** **X Allemagne** **X Angleterre**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 20 septembre 2023.

FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec Del&coop'.

PARTENARIAT

Del&coop' - coopérative de conseil des acteurs de l'habitat. Delphis - association de recherche et développement au service de l'habitat social. Eurhonet.

PUBLICATIONS

- André V., Ille-Roussel M., « Les politiques d'adaptation de l'habitat des seniors en France et en Allemagne », *Gérontologie et Société*, 2021. DOI : 10.3917/gsl.165.0085
- Ille-Roussel M., « Les bailleurs sociaux français face au vieillissement dans les années 2000 et le recours aux labellisations », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 8 | 2020. DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.4722>

CONTACT

• marion.ille@paris-valdeseine.archi.fr
01 56 08 53 31

LA RECONNAISSANCE DE LA VALEUR D'USAGE DANS LA PATRIMONIALISATION DES GRANDS ENSEMBLES EN FRANCE

DOCTORANTE :

Natacha Issot

Laboratoire de recherche en architecture (LRA), Ensa Toulouse, Université Toulouse Jean-Jaurès

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Rémi Papillault et Audrey Courbebaisse

RÉSUMÉ

Cette recherche doctorale se propose de questionner la reconnaissance de la valeur d'usage dans la patrimonialisation des grands ensembles français construits dans la seconde moitié du XX^e siècle, dans un double objectif de rationalisation de la construction et de réponse à des besoins sociaux.

Elle s'intéresse à la reconnaissance, la protection et la valorisation de ce patrimoine habité, transformé : quelles valeurs prendre en compte ? Quels moyens mettre en œuvre pour étudier les spécificités des grands ensembles, permettre une meilleure lecture des lieux, contribuer à une patrimonialisation conçue comme un levier de valorisation à venir ?

Elle se propose de répondre à ces questions à partir d'études de cas de grands ensembles inscrits dans un processus de patrimonialisation.

Discipline : **X Architecture**

Thèmes : **X Grands ensembles** **X Patrimonialisation** **X Usage (Valeur d')** **X Reconnaissance** **X Logement social**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription en janvier 2021, troisième année de thèse.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de trois ans du ministère de la Culture.



PUBLICATION

- Courbebaisse A., Issot N., « Les grands ensembles, patrimonialisation alternative pour un patrimoine alternatif », *In Situ*, « Valeurs patrimoniales de l'architecture du XX^e siècle : quelle reconnaissance ? État des lieux critique et vision prospective internationale », mis en ligne le 11 avril 2022, <https://journals.openedition.org/insitu/34440>



CONTACT

- natacha.issot@toulouse.archi.fr

LE TRAVAIL DE MÉDIATION DE « TIERS SOCIAUX » DANS L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL DE PERSONNES EN SITUATION DE MAL-LOGEMENT

DOCTORANTE :

Laura Jacquemard

Centre Max-Weber, UMR CNRS 5283, Équipe Meps (modes, espaces et processus de socialisation), Université Lumière Lyon 2



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Yves Authier

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur le processus d'accompagnement (orientation, recherche, accès) de personnes en situation de mal-logement, vers le logement social, mené par des travailleurs sociaux du secteur associatif.

Deux entrées seront proposées ici. La première s'intéressera, avec la focale d'une sociologie du logement, aux enjeux et aux effets de l'accompagnement en matière de logement (et de l'intervention des « tiers sociaux » qui l'incarnent), dans le processus d'accès au logement social. Une attention sera portée à la description et à l'analyse fine des actes professionnels en tant que tels et aux outils et dispositifs mobilisés. Nous tenterons également de comprendre les conditions de l'émergence et du maintien de tactiques et stratégies par les professionnels, liées aux différents contextes organisationnels de mise en œuvre de ces accompagnements.

Dans un second temps, il s'agira, avec les lunettes d'une sociologie du travail et de l'intervention sociale, d'analyser les rapports aux dispositifs des intervenants sociaux. Nous pourrions ainsi, au-delà du rattachement à une identité professionnelle partagée, identifier des adaptations locales à travers des cultures associatives, ainsi que des recompositions individuelles des pratiques d'accompagnement.

Ces analyses seront nourries des fruits d'une enquête ethnographique (observations, entretiens individuels et collectifs, suivis d'accompagnement, documentation) auprès de trois associations d'insertion par le logement, sur deux territoires distincts.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Accès au logement** **X Travail social** **X Accompagnement social** **X Logement social** **X Associations**
X Pauvreté-Précarité **X Tiers sociaux**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en phase de rédaction.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre au sein de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), 2018-2021.



PUBLICATION

- Jacquemard L., « Faire avec » : les associations, ressources et filtres de l'accès prioritaire au logement social des personnes en situation de mal-logement », in Gardesse C. (dir.), Driant J.-C. (dir.), « Crise du logement », « crise de l'accueil » : défis sociaux de l'habitat dans la France des années 2020, L'Harmattan (en cours de publication).



CONTACT

- laura.jacquemard@univ-lyon2.fr
06 21 56 31 29

BERLIN, PALERME, MARSEILLE. ENTRE FRAGILITÉS, CONTINUITÉS ET CONFLICTUALITÉS : REGARDS SOCIOLOGIQUES CROISÉS SUR TROIS QUARTIERS CENTRAUX EN GENTRIFICATION

DOCTORANTE :

Hélène Jeanmougin

Laboratoire méditerranéen de sociologie, UMR 7305, Aix-Marseille Université, ED 355

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Sylvie Mazzella, Lames, CNRS, directrice de thèse

Florence Bouillon, Université Paris 8, Centre Norbert-Elias, Ehess, codirectrice de thèse

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur les modalités et les enjeux des cohabitations quotidiennes dans trois quartiers centraux de Marseille, Berlin et Palerme connaissant des processus de gentrification.

Malgré le déménagement contraint hors du quartier d'une partie des ménages à revenus modestes, on observe dans ces trois quartiers la persistance de « continuités populaires » (Giroud, 2007) dans les sociabilités et les usages des espaces publics. On observe également sur ces mêmes espaces l'émergence ou le renforcement de concurrences d'appropriation et d'usage et de coprésences conflictuelles, entre nouveaux résidents et anciens habitants, mais aussi entre différents groupes d'anciens habitants. L'hypothèse de cette recherche est que les usages et les ambiances des espaces extérieurs au logement, en influant sur les temporalités du passage d'une « gentrification résidentielle » à une « gentrification de rue » (Patch, 2008), constituent un enjeu aussi déterminant que l'accès au logement du point de vue de la stabilisation des nouveaux habitants et de la transformation d'un quartier ancien central en gentrification.

Comment s'articulent alors les transformations du tissu résidentiel à celles observées sur leurs espaces publics ? Quels sont les modalités, les temporalités et les enjeux des cohabitations entre individus aux caractéristiques sociales et aux « manières d'habiter » (Authier, 2001) diverses ? Quels sont les effets de ces coprésences ordinaires et quotidiennes sur les trajectoires résidentielles et sur les pratiques citoyennes des individus, et, donc, sur les transformations de ces quartiers ? Autrement dit, il s'agit d'interroger, dans différents contextes de transition socio-urbaine et à travers le prisme des côtoiements dans les espaces publics, les perceptions et les vécus de la mixité sociale par leurs principaux acteurs : les résidents et usagers de la ville.

Disciplines: **X Sociologie urbaine** **X Anthropologie urbaine**

Thèmes: **X Métropoles** **X Gentrification** **X Voisinage-Cohabitation** **X Sociabilité(s)** **X Espace(s) public(s)**
X Mixité sociale et résidentielle

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse inscrite en 2015.



FINANCEMENT

Thèse financée par la région Paca.



PUBLICATIONS

- Bouillon F., Jeanmougin H., « D'une gentrification inaboutie à une "nouvelle précarisation" ? Continuités populaires et conflits de coprésence dans le centre historique de Palerme », Université Paris 8, Centre Norbert-Elias, Ehess Marseille, *Lien social et politiques*, n° 77, pp. 103-125, 2016.
- Jeanmougin H., « Travail et cohabitations en contexte de gentrification à Berlin et Palerme », *Espaces et Sociétés*, n° 186-187, *Cohabiter dans la ville : troubles, résistances, coopérations* », à paraître.



CONTACT

- helenejeanmougin@yahoo.fr
- 06 08 95 42 15

L'HABITAT DES EXILÉS EN MILIEU RURAL : PRATIQUES CULTURELLES ET INSERTION SPATIALE DES RÉFUGIÉS AFGHANS

DOCTORANTE :

Hassina Khusrawy

UMR CNRS 5319 Passages, Institut convergences migrations, Université Bordeaux Montaigne, Ensap de Bordeaux

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Xavier Guillot et Bénédicte Michalon

RÉSUMÉ

Plutôt situés jusque-là dans les grandes agglomérations, les lieux d'accueil des populations en exil se sont désormais étendus aux territoires ruraux. Croisant l'architecture et les sciences sociales, cette thèse s'intéresse à l'habitat des réfugiés afghans et vise à en comprendre les enjeux culturels et spatiaux.

En s'appuyant sur la notion d'habiter, la thèse interroge, à partir de l'exemple de trois communes rurales, les modalités sociales et culturelles d'appropriation de bâtiments existants par des réfugiés statutaires afghans et leurs éventuelles retombées sur leur installation durable dans ces communes d'accueil. Elle mobilisera des outils de médiation pour apprécier l'impact des possibilités d'investissement de tels espaces de vie sur leurs trajectoires résidentielles.

Disciplines: **X Architecture** **X Paysage**

Thèmes: **X Accueil** **X Insertion spatiale** **X Réfugié(s)** **X Exilé(s)** **X Afghans** **X Hébergement** **X Habitat**
X Appropriation de l'espace **X Pratiques culturelles** **X Espace rural** **X Méthodes visuelles**
X Accueil (Dispositif national d') **X Immobilière (Vacance)**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, débutée en octobre 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'Institut convergences migrations.



CONTACT

- hassina.khusrawy@cnrs.fr
- hassinakhusrawy@gmail.com

LA FABRIQUE DE L'HABITAT SOCIAL EN RÉPONSE AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION EN MILIEU RURAL

DOCTORANTE :

Lorette Klepper

Laboratoire d'études rurales (LER) - Lyon 2 / UMR Ressources (Ensa Clermont-Ferrand)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Claire Delfosse

Co-encadrée par Amélie Flamand



RÉSUMÉ

Le vieillissement de la population touche aujourd'hui fortement les espaces ruraux. Le manque d'accessibilité du logement et de son environnement, l'absence de commerces et services de proximité, l'isolement relationnel et/ou géographique constituent autant de difficultés rencontrées par les personnes âgées dans ces territoires. En réponse à celles-ci, et comme un maillon intermédiaire entre le domicile et l'institution, des typologies d'habitats « inclusifs » émergent. Portées par la loi Elan de 2018, elles sont « destinées aux personnes handicapées et aux personnes âgées qui font le choix, à titre de résidence principale, d'un mode d'habitation regroupé, entre elles ou avec d'autres personnes ».

Parmi ces typologies, l'offre développée par les bailleurs sociaux apparaît intéressante face à l'augmentation de la précarité des retraités. Certaines prônent la volonté d'ouverture sur le territoire, de mixité sociale et/ou générationnelle ou de mutualisation d'espaces, dans un contexte d'épuisement des ressources. En quoi ces formes d'habitats locatifs à destination des séniors constituent-elles des réponses au regard des modes d'habiter de cette catégorie de la population en milieu rural, mais aussi des enjeux environnementaux et sociaux de ce siècle ?

Cette thèse, au croisement de la géographie, de la sociologie et de l'architecture, est réalisée dans le cadre d'un contrat en Cifre avec la société d'économie mixte (SEM) Assemblia, intervenant dans une diversité de territoires du Puy-de-Dôme et de l'Allier.

Disciplines: Géographie Aménagement du territoire

Thèmes: Espace rural Centres-bourgs Auvergne-Rhône-Alpes Habitat
 Logement social Vieillesse

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Début de thèse en septembre 2021.
Fin de thèse prévue en septembre 2024.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec la SEM Assemblia (Clermont-Ferrand).

👤 CONTACT

• klepperlorette162@gmail.com
06 26 07 60 63

LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE. RECONFIGURATION DE L'INGÉNIERIE TERRITORIALE

DOCTORANTE :

Angèle Launay

LET - Laboratoire espaces travail (UMR CNRS MC Lavue 7218),
École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Véronique Biau (directrice)

Anne D'Orazio (co-encadrante)

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse à la circulation des compétences au sein du système d'acteurs mobilisés pour inscrire la politique de rénovation énergétique de l'habitat individuel dans les politiques du développement territorial. Elle vise à mettre en évidence la recomposition des cadres d'alliance entre acteurs de l'ingénierie territoriale, élus et citoyens. Elle s'intéresse également aux questions de l'éthique professionnelle que celle-ci soulève.

Elle décrit et analyse les pratiques des acteurs à partir de la sociologie des organisations, de l'expertise, et d'une socio-économie de l'action publique. Réalisée en Cifre, elle s'appuie sur le suivi et l'animation d'un programme, multi partenarial, d'amélioration énergétique de l'habitat en régie, dans une intercommunalité rurale.

La rénovation énergétique fait converger les intérêts des mondes de la santé, de l'action sociale, de l'aménagement, de l'habitat et de l'énergie, imposant une approche transdisciplinaire et multiscale à l'ingénierie territoriale. Les politiques nationales et européennes incitent les collectivités territoriales à développer la rénovation par l'accompagnement des ménages. Cependant, l'hybridation public-privé des financements de la politique de rénovation énergétique et les transferts de compétences dus aux réformes de la décentralisation tendent à mettre en concurrence les services publics et leurs prestataires privés. Or, la mobilisation des compétences de l'ensemble de la chaîne d'acteurs est nécessaire pour adapter les dispositifs à l'habitat existant et à ses habitants.

Discipline: Architecture

Thèmes: Énergétique (Rénovation) Habitat Espace rural Ingénierie Développement territorial
 Systèmes d'acteurs Care Ordinaire

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse débutée en avril 2019. Rédaction.
Soutenance prévue en 2024.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec la Communauté de communes
du Clunisois.

🔗 PARTENARIAT

« 1 000 doctorants pour les territoires » (Hesam Université) soutient des projets de thèses en Cifre au sein de collectivités et/ou d'associations.

👤 CONTACT

• launay.angele@googlemail.com

LES RÉSEAUX DE LA DÉBROUILLE. EN MARGE DE L'INSTITUTION, LES TRAJECTOIRES D'AUTONOMIE PRÉCAIRE DES PERSONNES EXILÉES « SANS DROITS » EN ÎLE-DE-FRANCE

DOCTORANTE :

Julie Lavayssière

Laboratoire Lavue, équipe Alter, Université Paris 8, affiliée à l'Institut convergences migrations

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Agnès Deboulet (Lavue) et Adelina Miranda (Migrinter)

RÉSUMÉ

Depuis 2015 et la désignation d'une « crise migratoire » en Europe, le système de prise en charge et d'hébergement des personnes exilées, qui arrivent sur le territoire français, a été mis à rude épreuve et fait désormais l'objet d'une saturation continue. Pour les demandeurs d'asile et les sans-papiers laissés au ban de l'hébergement institutionnel, l'instabilité administrative, couplée à l'interdiction de travailler, rend difficile la possibilité de se loger de manière décente dans le marché privé, ce qui les pousse à se tourner vers d'autres formes d'habitat très précaires. Ainsi, des trajectoires d'insertion, à la fois sociales, économiques et spatiales se déploient, en marge de celles dessinées par les pouvoirs publics, « dans les limbes » (Danış 2006), c'est-à-dire par « une incorporation non officielle où les migrants sont insérés par la mobilisation de leurs propres ressources sans aide de l'État ».

À partir de ce constat, la thèse s'intéresse à ces trajectoires en Île-de-France, notamment sous le prisme de l'habitat, à travers l'étude des réseaux et ressources mobilisés par les personnes exilées pour assurer leur quotidien. Elle s'articule autour des questions suivantes : en quoi le nonaccès à une prise en charge institutionnelle et/ou associative, à l'arrivée en France, contraint-il les personnes exilées à recourir à leurs réseaux sociaux et à des formes de débrouille à la marge, en matière d'hébergement et de travail ? À quelles formes d'autonomie ces trajectoires donnent-elles lieu ?

Discipline: **X Sociologie**

Thèmes: **X Sociologie urbaine** **X Sociologie de l'habitat** **X Migratoires (Pratiques)**
X Résidentielles (Trajectoires) **X Autonomie (Pratiques d')**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Deuxième année de thèse.



FINANCEMENT

Contrat doctoral.



CONTACT

• lavayssiere.julie@gmail.com

L'HABITAT COOPÉRATIF ET ÉCOLOGIQUE EN MILIEU RURAL : UNE PRATIQUE DE CONTESTATION TRANSNATIONALE ?

DOCTORANT :

Madeg Leblay

Arenes (UMR CNRS 6051), Université de Rennes 1

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Christian Le Bart, Gildas Renou



RÉSUMÉ

Cette thèse étudie les lieux d'habitat coopératif et écologique en milieu rural. Ces lieux étant entendus comme tous les lieux où choisit de s'installer un groupe de personnes désireuses d'adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement, ils peuvent désigner des projets d'aménagement municipaux (éco-lotissements), des éco-hameaux autogérés par les habitants, ou bien encore des lieux de vie squattés (réhabilitation de bâtiments abandonnés). La thèse cherche à comprendre dans quelle mesure, sous quelles conditions et avec quelles conséquences cet habitat peut devenir un registre d'action collective protestataire, orienté vers une finalité de changement social. Elle mobilise des entretiens semi-directifs avec les habitants ainsi que des observations participantes. Elle compare trois études de cas en France, en Espagne et au Royaume-Uni.

Disciplines: **X Sociologie** **X Science politique**

Thèmes: **X Habitat participatif** **X Habitat écologique** **X Conflictualité sociale et politique** **X Squats** **X Espace rural**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Rédaction en cours.



FINANCEMENT

Contrat de thèse de l'Ademe (trois ans).



PUBLICATIONS

- Leblay M., « La néo-autochtonie comme ressort de l'activisme anticipateur : observation de trois lieux d'habitat rural, coopératif et écologique », *Pôle Sud*, 2020/1, n° 52, pp. 95-112.
- Leblay M., « Fuir les métropoles : les habitats alternatifs en milieu rural comme espaces de refuge et de contestation », *Métropoles*, dossier « Contester la Métropole », 28|2021.



CONTACT

• madeg.leblay@gmail.com

VENDRE LE LOGEMENT SOCIAL EN RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DOCTORANTE :

Manon Le Bon-Vuylsteke

UMR 5600 Environnement, Ville, Société, Université Lumière Lyon 2



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Lydia Coudroy de Lille

RÉSUMÉ

La vente de logements sociaux est autorisée en France depuis 1965. Il s'agit pour un organisme gestionnaire de céder une partie de son patrimoine à un tiers qui n'a pas pour mission la gestion locative de logements sociaux. Elle est restée très marginale malgré une succession de lois et incitations politiques à chaque inflexion libérale du gouvernement. La récente loi pour l'Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan), promulguée en 2018, remet à l'ordre du jour la vente et en simplifie les mécanismes. Parallèlement, l'objectif politique de vendre annuellement 1% du parc locatif social est réaffirmé. Si le stock de logements sociaux croît de manière régulière, le secteur Hlm connaît de profondes mutations, caractérisées notamment par le retrait de l'État du financement direct de la production neuve, qui contraint les organismes à développer des activités génératrices de ressources propres immédiatement disponibles. La vente Hlm est l'une de ces activités compensatrices encouragée par l'État.

Disciplines: Urbanisme GéographieThèmes: Logement social Vente Hlm

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Doctorat débuté au dernier trimestre 2020.

FINANCEMENT

Contrat doctoral.

PARTENARIAT

Programme de recherche sur la vente Hlm (2020-2023) coordonné par l'Union sociale pour l'habitat.

PUBLICATIONS

- Gimat M., Marot B., Le Bon-Vuylsteke M., « État des connaissances sur la vente de logements sociaux en Europe (Allemagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni », rapport de recherche] Institut CDC pour la recherche, Union sociale pour l'habitat (USH), 203 p., 2020. halshs-02479827v2
- Gimat M., Le Bon-Vuylsteke M., Marot B., « Les ménages modestes victimes de la vente des logements sociaux? Retour sur trois expériences européennes », *Métropolitiques*, 22 avril 2021. <https://metropolitiques.eu/Les-menages-modestes-victimes-de-la-vente-des-logements-sociaux.html>

CONTACT

● manon.le-bon@univ-lyon2.fr

« SEEING LIKE A DEVELOPER. » GÉOGRAPHIE DE LA PROMOTION RÉSIDEN-
TIELLE PRIVÉE EN FRANCE (2008-2022)

DOCTORANT :

Pierre Le Brun

UMR 7300 Espace, Avignon Université

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Didier Josselin, Guilhem Boulay

RÉSUMÉ

La promotion résidentielle privée connaît un regain d'intérêt dans la recherche francophone depuis la fin des années 2000. Ces travaux récents peuvent être regroupés en trois grandes catégories: d'abord, les études à dominante quantitative, centrées sur la région francilienne (Callen, Trouillard, Le Corre) ou sur des terrains non français (Romainville, Migozzi); ensuite, des contributions plus qualitatives, davantage attentives aux relations que nouent les promoteurs avec les autres acteurs, notamment publics (Pollard, Maurice); enfin, des recherches ciblées sur des types d'opérations urbaines spécifiques, tels que les écoquartiers (Piganiol) ou la reconversion de quartiers industriels (Girardin). Au regard de cette littérature, l'enjeu de cette thèse est d'affiner la connaissance de la géographie de la promotion résidentielle à plus large échelle, hors du terrain francilien. Dans le sillage des analyses d'Emmanuel Trouillard et de Christian Topalov, un premier volet se donne pour objectif d'approfondir, par des méthodes issues de l'analyse spatiale, la compréhension des stratégies spatiales des promoteurs français. Ce premier volet est complété par un protocole qualitatif (entretiens semi-directifs auprès d'opérateurs et d'acteurs publics, observation participante en bureau d'étude) dont l'enjeu est double: d'une part, fournir des hypothèses et des pistes d'interprétation à l'approche quantitative, d'autre part, faire ressortir la cohérence entre les différentes approches de la promotion, afin d'en proposer un cadre d'analyse synthétique.

Disciplines: Géographie UrbanismeThèmes: Résidentielle (Promotion) Analyse spatiale Observation participante France

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Année d'inscription : 2020.
Soutenance prévue : 2024.

FINANCEMENT

Contrat doctoral, financement ministériel.

PARTENARIAT

Adéquation (accès aux données).

PUBLICATIONS

- Le Brun P., « Un soutien géographiquement inégal : la sélectivité spatiale des aides publiques à l'investissement immobilier résidentiel des ménages en France », *Géographie, Économie, Société*, 24, pp. 43-68, 2022/1.
- Le Brun, P., Gérard, Y., « La promotion immobilière, entre dynamiques macroéconomiques de l'investissement locatif et offre foncière locale. Le cas de la région de Lyon (2004-2020) », *Fonciers en débat*, 8 février 2022.

CONTACT

● pierre.le-brun@univ-avignon.fr

LE MARCHÉ DU VIVRE-ENSEMBLE. ENTRE PROFESSIONNALISATION DE L'INTERMÉDIATION BAILLEUR-LOCATAIRE ET PACIFICATION DES CONFLITS DANS LES GRANDS ENSEMBLES HLM

DOCTEUR:

Benjamin Leclercq

Centre de recherche sur l'habitat, UMR 7218 Lavue, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis



THÈSE DIRIGÉE PAR:

Agnès Deboulet

RÉSUMÉ

À partir d'une enquête en immersion chez un prestataire pour des organismes Hlm, cette thèse analyse comment le traitement des troubles résidentiels dans le parc social stigmatisé a généré un marché pour une nébuleuse d'associations et de bureaux d'études spécialisés en ingénierie sociale et urbaine. Face à des désordres résidentiels qui mettent à l'épreuve les modes de gestion et de cohabitation dans les grands ensembles, un groupe professionnel segmenté – les acteurs du développement social urbain (DSU) – tente de légitimer son expertise, en revendiquant une double capacité d'intermédiation entre bailleurs et locataires et de mobilisation des « invisibles » et autres « exclus » de l'espace public. Mais le processus de professionnalisation de ces intervenants se heurte néanmoins aux préoccupations patrimoniales et gestionnaires des organismes Hlm, qui sont les commanditaires de leurs actions. Cette subordination entraîne des tensions identitaires pour les acteurs, tiraillés entre une rationalité gestionnaire portée par le monde Hlm, et les objectifs de développement social poursuivis par la politique de la ville. Les professionnels du DSU internes aux bailleurs gèrent cette épreuve de positionnement en sous-traitant les relations de face-à-face avec les résidents à des prestataires, parvenus à monétiser le travail de « terrain » au prix d'une standardisation de leurs prestations. Considérant les troubles résidentiels comme une manifestation de problèmes sociaux structurels interpellant l'ensemble de la société, ce travail met en évidence comment les dynamiques d'institutionnalisation et de marchandisation du DSU entretiennent une logique de (dé)responsabilisation en « cascade », qui se décline en une injonction à la civilité: face à des problèmes sociaux et résidentiels dont les habitants et les agents de proximité sont in fine rendus responsables, ces acteurs n'auraient alors d'autres issues que de se responsabiliser et de faire l'apprentissage du vivre ensemble.

Disciplines: **X Sociologie** **X Urbanisme** **X Science politique**

Thèmes: **X Habitants (Participation des)** **X Logement social** **X Développement social urbain – DSU** **X Politique de la ville**
X Professionnalisation **X Organismes Hlm** **X Grands ensembles** **X Intermédiation** **X Intervention sociale**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 9 novembre 2021.

FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec pour partenaire l'association Couleurs d'avenir.

PUBLICATIONS

● Leclercq B., « Retraduction et invisibilisation des conflits. Donner la parole aux locataires des quartiers d'habitat social », in Ferron B., Née E. et Oger C. (dir.), *Donner la parole aux « sans-voix »*. Construction sociale et mise en discours d'un problème public, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 185-199, 2022.

- Leclercq B., « Le développement social urbain dans les Hlm : entre substitution et contournement des associations de locataires », in Delfini A., Talpin J. et Vulbeau J. (dir.), *Démobiliser les quartiers. Enquête sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, pp. 183-204, 2021.
- Leclercq B., Wilson Y., « Du locataire social au micro-entrepreneur. La gestion des quartiers Hlm périphériques à l'épreuve de l'innovation sociale », *Les Mondes du Travail*, n° 27, pp. 47-61, 2021.

CONTACT

● benjamin.leclercq@paris-valdeseine.archi.fr
06 59 26 91 61

LA PRIVATISATION DU FONCIER DES COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS : CARACTÉRISATION STATISTIQUE ET SPATIALE ET ANALYSE DES EFFETS SUR LA MAÎTRISE DE L'AMÉNAGEMENT

DOCTORANT:

Thibault Lecourt

UMR CNRS 7300 Espace, Avignon Université

THÈSE DIRIGÉE PAR:

Laure Casanova Enault, Didier Josselin

RÉSUMÉ

Les communes et les intercommunalités font face à un dilemme: d'un côté, le contexte austéritaire les contraint à équilibrer leur budget, en réduisant leurs dépenses et en générant de nouvelles recettes. Propriétaires foncières, elles sont donc tentées de céder leur patrimoine; d'un autre côté, elles sont des actrices de l'aménagement local, répondant à des besoins sociaux et des enjeux environnementaux, en premier lieu par une production de logements qui ne contribue pas à l'artificialisation des terres naturelles ou agricoles. Cela implique de mobiliser leurs terrains, voire d'en acquérir de nouveaux. Au croisement de l'analyse des politiques publiques et de l'analyse de données massives multidimensionnelles, cette thèse ambitionne, par ses apports thématiques et méthodologiques, de contribuer à la caractérisation des processus comme des formes spatiales de privatisation du foncier public. Elle vise à identifier des tendances générales sur les quinze dernières années à l'échelle de la France et des dynamiques locales particulières, ainsi qu'à en analyser les effets à la fois spatiaux et politiques.

Disciplines: **X Géographie** **X Aménagement**

Thèmes: **X Foncier public** **X Privatisation** **X Big data** **X Analyse spatio-temporelle**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse démarrée en septembre 2021.
Fin prévue en septembre 2024.

FINANCEMENT

Bourse ministérielle.

PARTENARIAT

Accès aux données foncières en partenariat avec le Cerema.

CONTACT

● thibault.lecourt@alumni.univ-avignon.fr
04 90 16 26 98

DÉVELOPPEMENT D'OUTILS INTERACTIFS D'AIDE À LA DÉCISION POUR LE RÉEMPLOI ET LA RÉUTILISATION DES MATÉRIAUX BOIS ET ASSOCIÉS ISSUS DE LA DÉCONSTRUCTION DE BÂTIMENTS : DIAGNOSTIC-RESSOURCES, APTITUDES D'USAGE ET QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

DOCTORANT :

Odran Lemaitre

Laboratoire d'études et de recherches sur le matériau bois (Lermab) - Université de Lorraine



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Pierre-Jean Meausoone (directeur de thèse)

Caroline Simon (codirectrice de thèse)

RÉSUMÉ

Il semble urgent d'évaluer la pertinence de l'usage des matériaux de réemploi dans la construction de bâtiments et en particulier appliqués à la construction, la réhabilitation et la maintenance de logements sociaux, en comparaison avec l'utilisation de matériaux neufs manufacturés ayant les mêmes aptitudes à l'usage.

Sur la base d'expérimentations en grandeur réelle de déconstruction d'immeubles de logements, il s'agira de mettre en place une méthodologie permettant au maître d'ouvrage de diagnostiquer et d'analyser de manière exhaustive l'existant afin d'identifier le gisement exploitable; de définir et quantifier les opérations de transformation et/ou de renforcement afin d'assurer les fonctions d'usage originelles du matériau; d'estimer les bénéfices environnementaux, sociaux, temporels et économiques de l'opération de réemploi.

L'objectif de cette thèse est de mettre au point des outils d'aide à la décision à partir de l'élaboration d'une base de données interactive à l'usage de Vosgelis et, in fine, des maîtres d'œuvre (voire des entreprises), leur permettant de juger de la pertinence et du bon usage du réemploi pour un matériau donné, en comparaison de son équivalent neuf manufacturé.

Disciplines: Sciences économiques Économie circulaire Génie civil. Spécialisation matériau bois
 Environnement

Thèmes: Matériaux de déconstruction Pratiques du réemploi et de réutilisation Réhabilitation
 Cycle de vie (Analyse du) Bâtiment Diagnostic ressources Logement social

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Année d'inscription: mai 2022.

Année de soutenance: mai-juin 2025.

La phase de travail actuelle: rédaction de la bibliographie, rédaction d'un article scientifique, phase de terrain en parallèle (suivi du chantier).



FINANCEMENT

Thèse en Cifre.

Entreprise d'accueil: Vosgelis - Principal bailleur social du Département des Vosges.



CONTACT

• olemaitre@vosgelis.fr

06 32 02 30 85

LA RÉNOVATION BAS CARBONE : QUEL POTENTIEL POUR L'ARCHITECTURE ? LE CAS DU LOGEMENT SOCIAL INDIVIDUEL

DOCTORANTE :

Chloé Lenormand

Architecte DE, Laboratoire architecture territoire environnement (EA 7464), Ensa Normandie

Université de Rouen Normandie (ED 556 HSRT)



THÈSE DIRIGÉE PAR :

François Fleury

Raphaël Labrunye

RÉSUMÉ

Cette recherche veut contribuer à l'élaboration de stratégies architecturales pour les projets d'intervention sur l'existant inscrits dans la préoccupation environnementale. L'objectif est d'examiner le potentiel de démarches bas carbone appliquées à des rénovations thermiques de logements sociaux individuels, visant à améliorer la qualité architecturale au bénéfice de l'habitant, tout en restant au plus près des préoccupations économiques et sociales du bailleur.

Cette étude se focalise sur le logement social individuel, grâce à l'exploitation des données patrimoniales du bailleur Habitat76 (partenaire Cifre). La méthodologie mise en œuvre consiste à identifier un corpus de logements, à opérer des relations typo-morphologiques et constructives entre eux, et à identifier des potentialités de rénovations bas carbone dans lesquelles l'architecture trouve une place.

Il s'agira alors de voir comment l'architecte peut se saisir des concepts d'énergie positive et de carbone négatif de la nouvelle réglementation pour lui donner un sens en termes de qualité architecturale, en impliquant par exemple l'économie locale et circulaire ou la limitation des déchets.

Discipline: Architecture

Thèmes: Rénovation thermique Architecture et qualité architecturale Développement durable
 Bas carbone Logement social

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours. Inscription: mars 2022.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre. Partenaire: Habitat76.



CONTACT

• chloe.lenormand@rouen.archi.fr

• clenormand@habitat76.fr

DEVENIR COPROPRIÉTAIRE ENGAGÉ, FAIRE COPROPRIÉTÉ : UNE ANALYSE DES PRATIQUES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES DES COPROPRIÉTAIRES POPULAIRES ET DE CLASSE MOYENNE

DOCTEURE :

Flavia Leone

Lab'Urba, Université Paris-Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Claude Driant et Marie-Pierre Lefeuve

RÉSUMÉ

Cette thèse propose d'analyser les modes de fonctionnement de copropriétés ainsi que les pratiques des copropriétaires ayant pour objectif l'entretien de leur patrimoine immobilier. Pour cela, au lieu de se centrer sur l'accession ou la transmission de biens immobiliers - moments souvent étudiés par les chercheurs qui s'intéressent à la propriété -, elle s'intéresse au quotidien et considère que le patrimoine immobilier demande un travail pour assurer le maintien de sa valeur, qu'elle soit économique ou symbolique. À partir d'une enquête ethnographique réalisée au sein de deux copropriétés, qui ne sont ni détenues par les ménages les plus aisés ni par une population très fragile, économiquement et socialement, l'objectif est double : d'une part comprendre sur quelles compétences les copropriétaires s'appuient pour gérer leur patrimoine immobilier ainsi que les dispositions sociales qui favorisent leur engagement dans la gestion des immeubles ; d'autre part, en partant du constat qu'à partir d'un même statut juridique s'établissent des règles de fonctionnement hétérogènes (Lefeuve et al., 2023), analyser le rapport que ces copropriétaires entretiennent avec le droit dans une approche webérienne des usages sociaux du droit. Pour ce faire, la thèse se situe à l'articulation de la sociologie des classes sociales et de celle du droit, privilégiant une approche constructiviste-structuraliste et interactionniste.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Propriété du logement** **X Copropriétaires** **X Copropriétés** **X Socialisation économique**
X Socialisation au droit **X Pratiques juridiques profanes**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 25 mai 2023.



FINANCEMENT

Contrat doctoral.



CONTACT

• flavialeonef@gmail.com

DESSERVIR LA BANLIEUE. MÉTROPOLISATION ET RELÉGATION DES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL DANS L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE (1959-2019)

DOCTEUR :

Antoine Lévêque

École doctorale de sciences sociales, Université de Lyon, en partenariat avec le laboratoire Triangle



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Anne-France Taiclet et Renaud Payre

RÉSUMÉ

Comment interpréter la longue absence du métro et du tramway pour desservir les quartiers populaires les plus denses de l'agglomération lyonnaise ? Envisagées dès la construction des grands ensembles dans les années 1960, ces infrastructures de transport tardent toujours à connecter la banlieue. C'est en particulier le cas à Vaulx-en-Velin, commune de 50 000 habitants de la première couronne lyonnaise, la plus pauvre du département du Rhône. Dans cet ancien bastion communiste, le métro est arrivé en 2007, mais à plusieurs kilomètres des principaux quartiers d'habitat social. Cette énigme localisée interroge en fait les mécanismes de la distribution inégalitaire des ressources publiques. La résoudre suppose de se confronter à des processus sociaux et politiques essentiels, au premier rang desquels, l'autonomisation de la sphère politique et la médiation des intérêts sociaux dans les espaces de gouvernement. En revenant sur les reconfigurations de l'action publique urbaine et sur les reformulations successives du problème des "quartiers", cette thèse apporte un éclairage sur l'évolution des processus de représentation des intérêts des classes populaires, l'évolution des façons de les servir ou de les desservir.

Disciplines : **X Science politique** **X Sociologie** **X Histoire** **X Aménagement du territoire** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Inégalités** **X Ségrégation sociospatiale** **X Logement social** **X Quartiers populaires**
X Représentations **X Municipalité** **X Intercommunalité(s)** **X Gouvernement urbain**
X Transports en commun **X Mobilité urbaine** **X Élus locaux**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 7 juin 2021.



FINANCEMENT

Contrat en Cifre avec la mairie de Vaulx-en-Velin.

Contrat d'Ater à l'IEP de Lyon.



PUBLICATIONS

- Lévêque A., « Le gouvernement métropolitain de la banlieue lyonnaise à l'aune des politiques de transport urbain : sociohistoire d'une relégation », *Métropoles*, n° Hors-série, 2018.
- Lévêque A. « Un problème de desserte des banlieues populaires ? Un rendez-vous manqué de la constitution de l'intercommunalité à Lyon (1964-1983) », *Gouvernance*, vol. 18, n° 1, pp. 84-110, 2021.



CONTACT

• antoine.n.leveque@gmail.com

06 44 25 39 14

GRANDIR EN BANLIEUE : PARCOURS, CONSTRUCTIONS IDENTITAIRES ET POSITIONS SOCIALES. LE DEVENIR D'UNE COHORTE

DOCTORANT :

Benjamin Lippens

Centre Max-Weber (UMR 5283), Université Lumière Lyon 2

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Emmanuelle Santelli



RÉSUMÉ

Il s'agit d'analyser le devenir de 470 adultes ayant passé leur enfance dans un même quartier de la banlieue lyonnaise. La spécificité de cette recherche doctorale consiste à conduire une analyse longitudinale d'une cohorte ayant fait l'objet d'une première étude, il y a près de vingt années : Grandir en banlieue : parcours et devenir de jeunes Français d'origine maghrébine (Emmanuelle Santelli, Ciemi, 2007).

Alors qu'en 2003, les membres de cette cohorte se posaient la question de leurs manières de prendre place dans la société, en 2021, ils ont atteint un âge où les positions occupées le sont durablement, les inflexions dans les parcours de vie étant plus rares. Pour une population présentant des caractéristiques spécifiques (enfance dans un quartier de banlieue, descendants d'immigrés maghrébins, appartenance à une même génération), quels sont les possibles ? Comment prendre place dans une société française qui peine à reconnaître sa dimension multiculturelle ?

L'analyse reposera sur l'exploitation d'un questionnaire complété par un corpus d'entretiens qualitatifs permettant de retracer les parcours de vie des membres de la cohorte.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Banlieue(s)** **X Cités** **X Quartiers populaires** **X Descendants d'immigrés maghrébins**
X Parcours **X Cohorte** **X Mobilité sociale**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Début des financements de thèse en mai 2019 pour une période de trois ans et demi.



FINANCEMENT

Thèse réalisée en Cifre avec la Métropole de Lyon.



PUBLICATION

• Lippens B., « Grandir en banlieue : saisir les rapports au quartier d'enfance d'une cohorte d'adultes descendants d'immigrés maghrébins », *Territoires contemporains*, n° 19, 5 mai 2023.



CONTACT

• benjamin.lippens@gmail.com

LA PRÉVENTION DOMESTIQUE DES RISQUES RESPIRATOIRES PAR LES FAMILLES D'ENFANTS MALADES : LA MUCOVISCIDOSE AU PRISME DE L'ASTHME EN BRETAGNE

DOCTEURE :

Virginie Loizeau

ESO-Rennes (Espaces et Sociétés), UMR CNRS 6590, Université Rennes 2

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marcel Calvez, professeur émérite de sociologie (handicap et maladie)



RÉSUMÉ

La thèse porte sur les conduites domestiques de prévention des risques respiratoires dans le cadre de la mucoviscidose et de l'asthme. Lorsque l'enfant souffre d'une maladie respiratoire chronique, ses parents reçoivent des recommandations médicales de bonnes pratiques relatives à l'environnement intérieur du logement et à sa gestion afin de préserver sa santé respiratoire. Les parents reconsidèrent alors leurs manières d'entretenir et d'habiter leur logement à l'aune de la maladie de l'enfant et des recommandations.

L'argument de la thèse est que cette prévention domestique des risques respiratoires connaît des variations en fonction de l'organisation de la famille dans sa maison et des risques que les parents prennent en compte pour leur enfant. À partir d'une enquête réalisée aux domiciles d'une quarantaine de familles en Bretagne entre fin 2017 et début 2020, la thèse propose d'analyser ces variations de la prévention domestique des risques en prenant appui sur l'analyse culturelle développée par Mary Douglas. Les formes différenciées que cette prévention domestique acquiert reposent sur des perceptions distinctes de la maladie et des risques respiratoires et sur des organisations contrastées de la famille (des rôles et des relations de ses membres), de son temps et de son espace domestiques pour prendre en charge la maladie de l'enfant. Il résulte de ces variations que les cadres de la socialisation de l'enfant malade sont variés et dessinent les conditions particulières de sa prise d'autonomie vis-à-vis de sa maladie et la manière dont est construite son identité de malade respiratoire chronique.

En analysant la prévention domestique des risques, la thèse vise à contribuer à la prévention médicale des risques en s'appuyant sur l'expérience domestique des familles. Elle permet d'une part d'identifier les caractéristiques de chaque style de prévention tant du point de vue des risques de santé que des implications familiales et sociales de la maladie pour l'enfant et ses proches. Elle permet d'autre part de qualifier les contextes familiaux, culturels et sociaux dans lesquels se produit chaque style de prévention. Elle apporte des éléments susceptibles d'alimenter la réflexion professionnelle quant à l'adaptation de la prévention médicale des risques aux profils familiaux et aux situations domestiques.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Mucoviscidose** **X Asthme** **X Famille(s)** **X Habitat** **X Risques (Prévention des)**
X Hygiène domestique **X Maladies respiratoires chroniques** **X Espace domestique** **X Air intérieur**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 5 décembre 2022 à l'Université Rennes 2.



FINANCEMENT

Financement initial : trois ans, allocation de recherche doctorale de la Région Bretagne (50 %) et financement de l'association Vaincre la Mucoviscidose (50 %).
Financement complémentaire : un an, par Vaincre la Mucoviscidose (100 %).



PUBLICATIONS

• Loizeau V., « Perception des risques et gestion de l'air intérieur dans l'habitat familial en contexte de maladie respiratoire chronique de l'enfant : le cas de la mucoviscidose et de l'asthme », *Environnement Risques & Santé*, vol. 18, n°4, pp. 328-332, 2019.
• Loizeau V., « L'hygiène domestique dans la mucoviscidose : la prévention des risques respiratoires et ses implications familiales », *Interrogations* ?, n° 31. L'hygiène dans tous ses états, 2020. [En ligne]. <http://www.revue-interrogations.org/>



CONTACT

• virginie.loizeau.h@gmail.com
06 79 10 96 86

LA STRATIFICATION DES MIGRANTS CHINOIS DE L'INTÉRIEUR AU SERVICE DE LA CROISSANCE URBAINE ET ÉCONOMIQUE : LES PROCESSUS DIFFÉRENCIÉS D'ANCRAGE RÉSIDENTIEL À ZHUHAI AU PRISME DE L'INFORMALITÉ

DOCTEURE :

Cinzia Losavio

Laboratoire Géographie-cités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Natacha Aveline

RÉSUMÉ

La thèse traite de l'ancrage résidentiel des migrants chinois de l'intérieur au sein de leur processus d'intégration en ville. À la croisée de la géographie humaine, la géographie urbaine et la sociologie politique, la thèse prend pour étude de cas la ville de Zhuhai (Guangdong), où une enquête de terrain a été menée pendant deux ans. L'analyse a porté sur les modalités à la fois formelles et informelles des processus d'intégration urbaine au travers d'un cadre conceptuel basé sur l'approche intégrée de l'informalité.

Les résultats mettent en lumière un modèle d'intégration sélectif et hautement compétitif. Au fil du temps s'est ainsi constituée une hiérarchie sociale des migrants, avec aux plus hauts rangs les « talents », aujourd'hui convoités pour accélérer la montée de l'industrie chinoise dans la chaîne de valeur et devenir les « nouveaux migrants urbains ». Cette hiérarchie affecte non seulement l'imaginaire social, mais elle autorise des traitements différenciés dans la sphère de l'action publique et territoriale. En est la preuve le système du hùkòu à point, la plus récente version du système d'enregistrement des ménages chinois, qui fait figure de nouvel instrument de sélection sociale réservé aux migrants. Un exemple encore plus significatif est l'accès au logement en ville. La « garantie au logement » pour tous est une idée qui remonte à l'époque maoïste et qui au cours de dernières décennies, devenant le socle du logement social en Chine, a acquis une nouvelle signification. Il ne s'agit pas seulement de garantir des prix immobiliers abordables, mais surtout de dynamiser la consommation et donc la production immobilière. Étoffer l'offre en logements sociaux est devenu la plus récente stratégie pour attirer et retenir les migrants les mieux formés et les plus qualifiés tout en gardant le reste d'entre eux dans un état de « perpétuel provisoire » (Yiftachel 2009). Ce modèle, qui renforce la différenciation sociospatiale de l'espace urbain, produit des interstices d'informalité dans lesquels les migrants les moins instruits et les plus faiblement qualifiés élaborent leurs propres stratégies résidentielles et d'intégration urbaine, accédant parfois, bien que de manière informelle, à la propriété.

Disciplines: **X Géographie (urbaine et humaine)** **X Aménagement** **X Sociologie politique** **X Études chinoises**

Thèmes: **X Migrants de l'intérieur** **X Logement urbain** **X Migrants (Habitat des)** **X Politique(s) publique(s)**
X Informalité **X Catégorisation** **X Hùkòu à points** **X Chine**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 9 novembre 2022.

FINANCEMENT

Thèse financée par le LabEx DynamITe en contrat doctoral (2016-2109); financement du projet européen Medium « New pathways for sustainable urban development in China's medium-sized cities » (2016-2018).

PUBLICATIONS

• Losavio C., « Les migrants de l'intérieur en Chine : Processus de catégorisation et enjeux analytiques », *Perspectives Chinoises*, 2021/2, pp. 55-66, mis en ligne le 01 juin 2022.

• Losavio C., « Building wealth through a stratified inclusion: the point-based hukou system in Zhuhai », in Natacha Aveline-Dubach (ed.), *Pathways of sustainable urban development across China—the cases of Hangzhou, Datong and Zhuhai*, Chapter 8, pp. 108-120, Venice, Imago editor, 2019.

• Losavio C., « Le logement des migrants internes en Chine : les ruses de l'intégration urbaine », *GIS Asie*, online, 1 juillet 2020.

CONTACT

• cinzia.losavio@gmail.com, 06 52 48 64 27 (France)

MIXITÉ DE FAÇADE : HOW HISTORICALLY DISINVESTED NEIGHBORHOODS NEGOTIATE INCLUSIONARY ZONING IN PARIS AND NEW YORK

DOCTEURE :

Magda Maaoui

Université de Columbia, New York

Actuellement attachée temporaire d'enseignement et de recherche (Ater) à l'Université Cergy-Paris

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Lance Freeman

RÉSUMÉ

Cette thèse interroge la manière dont les urbanistes, élus et militants locaux ont négocié la mise en place récente de projets de zonage incitatif pour construire du logement social à travers des partenariats public-privé, dans les quartiers populaires de New York et du Grand Paris. Peu d'études évaluent la façon dont la mise en œuvre de programmes de zonage incitatif dans les quartiers populaires est façonnée par la path dependency et les contextes nationaux, qui orientent une grande partie de nos traditions de planification et d'urbanisme, de nos économies politiques et de nos structures de gouvernance à plusieurs échelles. Cette thèse entend combler une telle lacune en comparant le projet de logement du Fort d'Aubervilliers où les agents du secteur public local ont construit un projet de logement plus redistributif (unités plus abordables et plafonds plus bas) parce qu'ils avaient plus de pouvoir et étaient soutenus par des ressources, programmes, et institutions opérant à une échelle plus macro, au projet de logement de Sendero Verde, à East Harlem, où les agents du secteur public local n'ont pas pu construire un projet de logement redistributif, car ils avaient moins de pouvoir et qu'ils souffraient d'une déconnexion entre le projet et d'éventuelles ressources, programmes, institutions opérant à un niveau plus macro. Je mets en lumière la façon dont les niveaux locaux de gouvernance intermédiaires – les Établissements publics territoriaux intercommunaux dans le cas de Paris et le Conseil municipal dans le cas de New York – ont joué un rôle essentiel dans chaque contexte pour négocier le degré de justice sociale associé à la mise en œuvre du zonage incitatif dans ces quartiers populaires, avec plus ou moins de succès. Mes enquêtes de terrain offrent des leçons sur les différents degrés de justice sociale et d'équité associés à des projets de construction résidentielle dans les deux villes globales de New York et du Grand Paris.

Discipline: **X Urbanisme**

Thèmes: **X Politique(s) du logement** **X Partenariat Public-Privé** **X Zonage incitatif** **X Approche comparative**
X Méthodes mixtes **X Paris** **X New York** **X Aubervilliers** **X East Harlem**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue en juin 2021.

FINANCEMENT

Université de Columbia. Bourse Fulbright.
Ater à l'Université de Paris Cité.

PUBLICATIONS

• Maaoui M., The SRU Law, twenty years later: evaluating the legacy of France's most important social housing program, *Housing Studies*, août 2021. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/02673037.2021.1941790>
• Maaoui M., Épisode 20: *Social Housing in France with Magda Maaoui*, Ucla Lewis Center Housing Voice Podcast, janvier 2021. <https://www.lewis.ucla.edu/2022/02/16/episode-20-social-housing-in-france-with-magda-maaoui/>

CONTACT

• www.magdamaaoui.com
• magdamaaoui@gmail.com
• mm4964@columbia.edu

LA CONSTRUCTION HORS SITE SOUS LE PRISME DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

DOCTORANTE :

Éva Madec

LéaV - Laboratoire de l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles
CY Cergy Paris Université

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Gabriele Pierluisi et Stéphane Berthier

Luca De Franceschi, directeur de l'architecture et du développement durable, Immobilière 3F



RÉSUMÉ

Depuis quelques années, la notion de construction hors site apparaît comme une des solutions permettant de réduire l'impact environnemental de la construction. Son émergence témoigne d'un regain d'intérêt pour la préfabrication. Ce mode constructif, qui n'est pas nouveau, a connu un réel essor dans les années d'après-guerre, notamment dans le cadre de la reconstruction. Aujourd'hui, la préfabrication permettrait de réduire l'empreinte carbone de la construction et aurait de nombreux autres avantages. C'est sur la préfabrication et ses impacts environnementaux que porte ce projet de recherche. Plus précisément, il vise à définir la notion de construction hors site et à comprendre si elle présente un meilleur impact environnemental que la construction traditionnelle, et si oui, à quelles conditions, économiques, programmatiques, géographiques, architecturales, matérielles, techniques et juridiques. Il s'agira également de se demander si les indicateurs environnementaux utilisés dans la construction, notamment avec la sortie de la RE 2020, sont adaptés à la construction hors site ou si celle-ci en requiert de nouveaux. La thèse permettra ainsi d'analyser certaines pratiques architecturales au regard de la crise climatique, en interrogeant les référentiels de la construction.

Discipline: **X Architecture**Thèmes: **X Hors-site (Construction)** **X Préfabrication** **X Impacts environnementaux** **X RE 2020** **X Logement social**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription en première année : 2022-2023.
Fin de thèse : 2025.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre chez Immobilière 3F.

CONTACT

● eva.madec@groupe3f.fr
06 42 02 89 67HABITATS PARTICIPATIFS SENIORS :
QUELLES RECOMPOSITIONS DES SOCIABILITÉS ?

DOCTORANTE :

Corinne Madoumier-Moriceau

Laboratoire Pacte, Université Grenoble Alpes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Catherine Gucher

RÉSUMÉ

Ce projet de thèse s'intéresse aux personnes vieillissantes qui choisissent de quitter leur habitat ordinaire pour vieillir, avec d'autres retraités, dans un habitat participatif. Ces habitats présentent un caractère particulier par rapport à l'habitat ordinaire puisque leurs projets reposent sur la solidarité entre les habitants. Valeur très forte, défendue par leurs fondateurs, elle suppose l'entraide entre les habitants et la mutualisation des biens et des services. Y vieillir implique alors de s'engager à soutenir ses plus proches voisins et à être soutenu par eux. Les sociabilités solidaires de voisinage apparaissent a priori comme contraintes, contrairement à ce qu'elles sont dans l'habitat ordinaire.

Cette recherche doctorale vise à comprendre comment se recomposent les sociabilités de voisinage des seniors demeurant dans un tel habitat. Elle interroge les ressorts des trajectoires résidentielles et les différentes dimensions de l'habitat: frontières, chez soi, intimité, environnement.

Elle vise également à cerner et analyser les pratiques, les formes et la nature des sociabilités, tant au niveau individuel que collectif, à enrichir leur connaissance dans l'avancée en âge, à mesurer l'impact des projets d'habitat participatif sur ces pratiques, enfin, à identifier les enjeux des différents acteurs (autres habitants, parenté, pouvoirs publics...) qui gravitent autour.

La méthodologie privilégie l'approche qualitative et comparative entre plusieurs habitats, en mobilisant l'observation et l'entretien semi-directif.

Discipline: **Sociologie**Thèmes: **X Vieillir** **X Sociabilité(s)** **X Habitat participatif** **X Habitat**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Phase de rédaction.
Date prévisionnelle de la soutenance juin 2024.

€ FINANCEMENT

Autofinancement.

CONTACT

● corinne.madoumier-moriceau@umpacte.fr
06 15 63 00 50

VERS UN SUBURBAIN PLUS SOCIAL ? DENSIFICATION ET HABITAT SOCIAL DANS LE PAVILLONNAIRE : LES LEÇONS D'UN CAS D'ÉTUDE ET D'EXPÉRIMENTATION À AIX-EN-PROVENCE

DOCTEUR :

Ion Maleas

Project[s], Ensa-Marseille, Aix-Marseille Université

THÈSE DIRIGÉE PAR :

René Borruet, Inama, Ensa-Marseille

Jérôme Dubois, Lieu, Iuar



RÉSUMÉ

L'étalement urbain, caractérisé par une production importante de territoires pavillonnaires, est souvent apprécié de façon négative par la communauté scientifique. Ces territoires, peu denses et épars, sont appelés, par les politiques publiques, à se renouveler. Celles-ci forment, à leur égard, trois injonctions principales : la densification, la construction de logements sociaux et la concertation.

La métropole d'Aix-Marseille-Provence en est un exemple illustratif : la lutte contre l'étalement urbain contribue à une raréfaction des terrains constructibles qui, couplée à la densification, exerce une pression importante sur le marché immobilier déjà tendu en Provence. Cette pression aggrave les problèmes d'accessibilité au logement. Pour y faire face, les obligations de la loi SRU poussent les municipalités et les bailleurs sociaux à y accroître le pourcentage de logements sociaux. Ainsi, acteurs privés et publics de l'immobilier sont-ils incités à une production de logements sociaux denses, dans un contexte territorial peu propice à leur accueil.

En se focalisant sur le logement social dans un quartier périphérique d'Aix-en-Provence, le Pont de l'Arc, la thèse identifie les freins à sa production, ainsi que les pratiques concrètes d'une production limitée, dans un tel contexte. Au final, l'expérimentation avec les habitants du Pont de l'Arc d'un logement social en diffus, autorise une production alternative, aujourd'hui marginale, mais qui peut participer à un avenir suburbain (plus) équitable.

Discipline : **X Architecture**

Thèmes : **X Logement social** **X Densification** **X Participation** **X Pavillonnaire** **X Suburbanisation**
X Périurbain **X Concertation** **X Politique(s) du logement**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 30 novembre 2022.
Cette thèse a été mentionnée au palmarès du Prix de thèse sur l'habitat social organisé en 2023 par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts.



FINANCEMENT

Thèse financée (2017-2020) par le ministère de la Culture et de la Communication.



CONTACT

• ionmaleas@gmail.com

POPULARISER L'ÉCOLOGIE, ÉDUCER LES CLASSES POPULAIRES ? ETHNOGRAPHIE CRITIQUE D'INTERVENTIONS PUBLIQUES ET MILITANTES EN FRANCE ET EN ARGENTINE

DOCTEUR :

Hadrien Malier

Iris, École des hautes études en sciences sociales

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Didier Fassin



RÉSUMÉ

Comment l'inégalité sociale façonne-t-elle le gouvernement des enjeux écologiques ? Fondée sur une enquête ethnographique multisituée auprès d'interventions de politique environnementale ciblant les classes populaires urbaines, cette thèse éclaire les rapports sociaux qui structurent la diffusion d'un impératif de verdissement dans les sociétés contemporaines. Pourquoi et comment des militants écologistes et des responsables institutionnels s'efforcent-ils à promouvoir la « sensibilisation environnementale » dans les résidences Hlm ?

La thèse pointe le paradoxe de politiques publiques de responsabilisation environnementale qui font peser une pression à l'écologisation du quotidien plus forte sur l'un des groupes sociaux dont le style de vie est pourtant le moins émetteur de CO₂. Pour le rendre intelligible, elle met au jour les représentations des classes populaires et des questions environnementales qui amènent les personnes rencontrées à vouloir éduquer moralement les premières pour les rendre sensibles aux secondes. Elle s'intéresse aussi au rôle de la politique de la ville dans cette forme d'encadrement écologisé. L'enquête montre cependant que la tentative d'introduire une incitation à la subjectivation écologique jusque dans leur espace domestique rencontre la résistance des locataires.

Elle permet, enfin, de décrire les rapports populaires à l'enjeu écologique en montrant que la préoccupation environnementale n'est pas absente de ces milieux mais qu'elle y emprunte d'autres codes que ceux promus par les institutions.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Environnement** **X Économie morale** **X Classes sociales** **X Classes populaires**
X Énergétique (Précarité) **X Santé environnementale** **X Ville** **X Logement social**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 13 décembre 2022.
Cette thèse a été récompensée d'un prix spécial dans le cadre du prix de thèse sur l'habitat social, organisé en 2023 par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts.



FINANCEMENT

Contrat doctoral spécifique normalien (2015-2018).



PUBLICATIONS

- Malier H., « Greening the poor: the trap of moralization », *The British Journal of Sociology*, Volume 70, Issue 5, 2019.
 - Malier H., « No (sociological) excuses for not going green: How do environmental activists make sense of social inequalities and relate to the working class? », *European Journal of Social Theory*, 2021, 24(3).
 - Malier H., Comby J.B., « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines*, n° 124, 2021/4.
- Article lauréat (prix spécial) du prix USH-CDC de l'article scientifique sur l'habitat social en 2022.*



CONTACT

• hadrien.malier@gmail.com

**QUAND LES VIOLENCES HABITENT LE LOGEMENT : MAL-LOGEMENT FÉMININ
ET VIOLENCES CONJUGALES****DOCTORANTE :****Charlotte Mallet**Centre de recherche sur l'habitat - Lavue UMR 7218
Université Paris Nanterre - ED 395**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Nadine Roudil

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse à la place du logement dans les trajectoires résidentielles de femmes ayant vécu ou vivant des faits de violence conjugale, ce qui conduit plus largement à questionner le rôle joué par les discriminations sexistes dans le processus de production des vulnérabilités résidentielles comme dans celui du logement. Elle vise à interroger le « droit au logement des femmes » et plus largement leur « droit à la ville » (Lefebvre, 1974; Desroches, 2018), croisant ainsi sociologie de l'habitat, du droit et du genre. Elle a pour terrain deux associations de droit au logement à Paris, dans lesquelles des professionnel.le.s du droit proposent un accompagnement sociojuridique à des personnes en situation de mal-logement, afin d'intégrer à l'analyse un volet peu considéré : celui du rôle des juristes dans le processus de logement. En effet, lors de la prise en charge de femmes en situation de mal-logement et vivant des violences conjugales, leur tâche est susceptible de se transformer et de s'étendre, de manière à articuler plusieurs champs du droit pour mobiliser conjointement droit au logement et traitement juridique et judiciaire des violences conjugales.

Discipline: **X Sociologie**Thèmes: **X Résidentielles (Vulnérabilités)** **X Résidentielles (Trajectoires)** **X Mal-logement** **X Violences conjugales****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse en cours. Inscription : janvier 2023.

**FINANCEMENT**

Thèse en Cifre avec l'Association droits et habitats.

**CONTACT**

• charlottemallet2@hotmail.com

**EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LE SECTEUR RÉSIDENTIEL : CHANGEMENTS
COMPORTEMENTAUX ET DIFFUSION DES TECHNOLOGIES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE****DOCTORANTE :****Camille Massié**Lille économie management, UMR CNRS 9221, Université catholique de Lille,
Unité de recherche Smart and Sustainable Cities**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Fateh Belaïd

RÉSUMÉ

L'objectif de cette thèse est d'étudier une question cruciale, soulevée ces dernières années à la fois dans la littérature politique et économique, à savoir le paradoxe énergétique dans le secteur résidentiel et le rôle des changements comportementaux dans le processus de consommation d'énergie. L'identification des barrières faisant obstacle à la réduction de la consommation d'énergie en France et à l'adoption nationale et massive des technologies récentes d'efficacité énergétique a d'énormes implications, car les connaissances comportementales tirées des instruments politiques conventionnels peuvent compléter et améliorer l'efficacité des futures interventions politiques. Ainsi, à travers des approches aux échelles micro et macroéconomique, cette thèse fournit de nouveaux résultats empiriques concernant (i) les déterminants du comportement de rénovation énergétique en France (Chapitre 1); (ii) l'effet des aides financières de soutien à la rénovation énergétique (Chapitre 2); et (iii) l'effet rebond, qui alimente finalement le paradoxe énergétique et entrave une rénovation énergétique de masse (Chapitre 3).

Discipline: **X Sciences économiques**Thèmes: **X Énergétique (Paradoxe)** **X Changements comportementaux** **X Demande énergétique résidentielle**
X Énergétique (Politique)**ÉTAT D'AVANCEMENT**

Soutenance prévue en 2023.

**CONTACT**

• camille.massie@univ-catholille.fr

**PUBLICATIONS**

- Belaïd, F. and Massié, C., « What are the salient factors determining heating energy sources in France? Evidence from a Discrete Choice Model », *Energy & Buildings*, 273, 2022, 112386.
- Belaïd, F., Rault, C. and Massié, C., « A life-cycle theory analysis of French household electricity demand », *Journal of Evolutionary Economics*, pp. 1-30, 2021.
- Belaïd, F., Ranjbar, Z. and Massié, C., « Exploring the cost-effectiveness of energy efficiency implementation measures in the residential sector », *Energy Policy*, 150, 2021.

LA GENTRIFICATION PAR LA PETITE PORTE : LOGEMENT INCLUSIF ET INÉGALITÉS URBAINES À LONDRES ET À NEW YORK À L'ÈRE DE L'AUSTÉRITÉ

DOCTEURE :

Yuca Meubrink

Département de la culture métropolitaine, HafenCity Universität Hamburg, Allemagne

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Monika Grubbauer (Université de Hambourg)

Alexa Färber (Université de Vienne)

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse aux programmes de logements inclusifs (engl. inclusionary housing), considérés comme exemplaire. Dans de nombreux pays et villes d'Europe et du monde, ce type de programme est de plus en plus utilisé pour faire face à la crise du logement qui sévit dans de nombreuses villes. Il vise à promouvoir à la fois le logement abordable et la mixité sociale, en obligeant les sociétés immobilières à intégrer des logements abordables dans leurs projets de logements haut de gamme.

La thèse offre une perspective empirique, culturelle et comparative sur ces programmes de logement inclusif. En s'appuyant sur l'exemple des villes de New York et de Londres, elle dresse un tableau complexe des processus de planification et met en évidence les ambiguïtés et les interdépendances économiques, sociales et culturelles entre l'ensemble des acteurs impliqués. Elle montre que la mise à disposition de logements abordables ou de mixité sociale par ces programmes n'a qu'un succès limité et surtout qu'ils favorisent, en quelque sorte par la « porte de derrière » les mécanismes de gentrification et d'éviction qu'ils sont censés contrer.

Disciplines: Anthropologie Études urbaines

Thèmes: Habitat inclusif Logement abordable Crise du logement Urbanisme
 Mixité sociale et résidentielle Gentrification Dispersion New York Londres

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 1^{er} novembre 2022.



PUBLICATIONS

- Meubrink Y., « Hitting the Jackpot. Die New Yorker Wohnungslotterie als Erfüllung des Amerikanischen Traums? », in *Kuckuck. Notizen zur Alltagskultur*, 2018/2. https://www.kuckucknotizen.at/kuckuck/images/leseproben/Gleichheit_Leseprobe_Meubrink_10-15.pdf
- Meubrink Y., « Segregation durch Architektur als Produkt Londoner Wohnungspolitik », in *Hannemann, Christine et al. (Hrsg.). Jahrbuch StadtRegion: Planbarkeiten. Herausforderungen und Dynamiken der räumlichen Planung*. Oktober, pp. 152-166, 2016.



CONTACT

• yuca.meubrink@wzb.eu
+49 30 25491 310
Reichpietschufer 50
D-10785 Berlin

LA MAÎTRISE FONCIÈRE DES BAILLEURS SOCIAUX : DE L'USAGE DES BAUX DE LONGUE DURÉE

DOCTEURE :

Lætitia Micelli

École doctorale n° 492 de Droit, Université Jean-Moulin Lyon 3

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Béatrice Balivet

RÉSUMÉ

Les particularités propres à chacun des baux de longue durée constituent les déclinaisons dictées par leur affectation socio-économique. La détermination du champ d'action de chacun de ces contrats doit permettre au bailleur social d'optimiser et de sécuriser l'opération immobilière projetée. Il a donc été nécessaire de procéder à l'analyse approfondie de leur potentiel juridique, technique et financier, mais également de révéler leurs contraintes et limites. La mise en exergue de ces éléments, dans une recherche centrée sur la vie et la fin de ce type de contrats, permet de faire la lumière sur l'ensemble des points qui doivent être étudiés en amont de tout recours à celui-ci. Simple obligation d'entretien du fonds, obligation de construire ou de réaliser des améliorations, promotion de l'accession sociale à la propriété, possibilité de proroger le contrat, devenir du locataire occupant en fin du bail de longue durée : ces spécificités permettent d'opter pour des contrats sur mesure en fonction des besoins des bailleurs sociaux et des acteurs impliqués dans l'opération. Néanmoins, cette déclinaison d'obligations ne crée pas une pluralité de régimes juridiques. Les éléments essentiels constitutifs de ces contrats forment une base commune, un régime commun.

Ce travail de recherche a montré que, dans leur unicité de nature et de régime, et en raison de leurs affectations spécifiques, ces contrats constituent des outils pertinents et efficaces.

Discipline: Droit immobilier

Thèmes: Baux réels immobiliers de longue durée Organismes Hlm Bail emphytéotique
 Bail emphytéotique administratif Bail à réhabilitation Bail réel immobilier
 Bail réel solidaire Logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 24 juin 2021 à Lyon.



CONTACT

• laetiamicelli66@gmail.com

LES BAILLEURS SOCIAUX À L'ÉPREUVE DE LA GESTION DU CADRE DE VIE DES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL (IMMERSION DANS UN ORGANISME FRANCILIEN)

DOCTEURE :

Amandine Mille
Lab'Urba, Université Paris-Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Nadia Arab



RÉSUMÉ

L'amélioration du cadre de vie des quartiers d'habitat social est de plus en plus clairement affichée comme un enjeu par les bailleurs sociaux. Cela se traduit notamment par une évolution dans leurs pratiques de gestion, que cette recherche explore autour de la notion de « gestion du cadre de vie ».

Au sein de l'organisation des bailleurs, quels professionnels se consacrent à la gestion du cadre de vie ? À quels enjeux cette fonction est-elle attachée ? À quelles représentations est-elle associée, par quelles pratiques se traduit-elle, et avec quels effets sur les quartiers ? Si les activités de gestion locative, d'entretien du patrimoine, et de construction sont au cœur du métier des bailleurs sociaux, la gestion du cadre de vie est quant à elle beaucoup moins identifiée, y compris en interne, alors même que la fabrique des quartiers d'habitat social (tout comme d'autres espaces urbanisés) interpelle de plus en plus cette modalité de l'action urbaine.

Cette thèse, réalisée dans le cadre d'une Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche), s'appuie sur une immersion dans un organisme francilien pour étudier les pratiques des agents du bailleur qui, dans différents services – et de manière plus ou moins formelle, contribuent à la qualité du cadre de vie et à sa gestion. Cette recherche vise à défricher cette préoccupation montante et à produire des connaissances sur la transformation des pratiques des bailleurs sociaux.

Discipline: Urbanisme

Thèmes: Gestion Cadre de vie Gestion urbaine de proximité Organismes Hlm
 Organisation - métiers Renouvellement urbain Logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 10 juin 2021.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre en partenariat avec le bailleur social Immobilière 3F.



PUBLICATIONS

- Arab N., Mille A. et Pauchon A. (dir.), *Urbanisme et changement. Injonctions, rhétorique ou nouvelles pratiques ?*, Presses universitaires du Midi, 2022.
- Delarc M. et Mille A., « Gestionnaires Hlm et ingénieurs des services techniques : des acteurs inattendus du changement ? », in Arab N., Mille A., Pauchon A. (dir.), *Urbanisme et changement. Injonctions, rhétorique ou nouvelles pratiques ?*, Presses universitaires du Midi, 2022.

- Mille A., « La coopération des professionnels Hlm à l'épreuve de la rénovation urbaine », *Métropolitiques*, 2020.
- Mille A., « Le cadre de vie et les bailleurs sociaux, des pratiques professionnelles en question. Le cas des projets de gestion de site », *Les Cahiers du développement urbain durable, Urbia*, n°6 Hors-Série, pp. 23-42, juin 2020.



CONTACT

- a.mille@groupe-espi.fr

LA CONQUÊTE DU LOGEMENT. LA RETERRITORIALISATION DES POLITIQUES DU LOGEMENT EN ESPAGNE DEPUIS 2008 : DE L'ACTION PUBLIQUE RÉGIONALE ET LOCALE À LA RÉAPPROPRIATION TERRITORIALE HABITANTE

DOCTEUR :

Diego Miralles Buil
UMR 5600 EVS, Université de Lyon (Lumière Lyon 2), LabEx IMU
Casa de Velázquez (Ehehi)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Lydia Coudroy de Lille



RÉSUMÉ

La Constitution espagnole de 1978 a décentralisé les compétences en matière d'urbanisme et de logement, donnant ainsi un rôle déterminant aux régions et aux communes. Pourtant, les recherches sur le logement ont souvent délaissé le niveau régional. Cela s'explique en partie par l'ouverture néolibérale et la forte financiarisation du secteur de l'immobilier espagnol, qui témoignent d'une forme de déterritorialisation des politiques de logement en Espagne. Cette thèse propose de pallier ce manque en analysant la reconfiguration des acteurs du logement espagnol aux niveaux régional et local depuis les années 2000. En effet, tout particulièrement après la crise de 2008, les nombreuses déstabilisations sociales, économiques et politiques subies par l'Espagne ont débouché sur un important renouvellement des cadres de l'action publique locale, métropolitaine et régionale. Certaines régions et municipalités tentent de mettre en place un parc social locatif et développent des modes d'accès au logement alternatifs et coopératifs. De plus, les nombreux projets d'habitat participatif témoignent de la volonté des habitants de reprendre eux-mêmes en main le secteur de l'habitat au niveau local. Cette thèse vise donc à analyser l'actuel processus de reterritorialisation de l'habitat afin de saisir comment le logement redevient une question politique en Espagne, aux niveaux régional, municipal et local. Cela permettra également d'analyser le lien entre territorialité et logement, la reconfiguration des rapports entre les différents acteurs de l'habitat, ainsi que le lien entre logement et stratégies régionalistes ou indépendantistes des régions espagnoles.

Discipline: Géographie

Thèmes: Politique(s) du logement Politiques locales de l'habitat Expertise citoyenne Gouvernance
 Habitat participatif Conflictualité sociale et politique Accession (alternatives) Coopératives
 Commun(s) Municipalisme

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 8 septembre 2022.
Cette thèse a été mentionnée au palmarès du Prix de thèse sur l'habitat social organisé en 2023 par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts.



FINANCEMENT

Financement ministériel (CDU, Université Lumière Lyon 2, 2015-2018). La thèse s'inscrit également dans la chaire « Habiter ensemble la ville de demain » (LabEx IMU). En 2018-2019, Diego Miralles Buil a intégré la Casa de Velázquez (Ehehi) en tant que membre scientifique.



PUBLICATIONS

- Miralles Buil D., « Habitat participatif », in Cornu M., Orsi F., Rochfeld J. (dir.), *Dictionnaire des Biens communs*, Paris, PUF, 2017.
- Miralles Buil D., « La reterritorialisation du secteur du logement et de l'habitat à Barcelone et Madrid. Vers une nouvelle gouvernance urbaine de l'habitat ? », *Sud-Ouest Européen*, 2018.
- Miralles Buil D., « Housing Cooperatives in Barcelona. Between The Commons And Social Production Of Habitat: A Step Towards Housing Communalization In Barcelona? », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 2020.



CONTACT

- Diego.MirallesBuil@univ-lyon2.fr
- Diego.MirallesBuil@casadevelazquez.org

LE CONFLIT URBAIN COMME RÉVÉLATEUR DES ÉVOLUTIONS DE LA PRODUCTION URBAINE À SÃO PAULO. ESPACE ET RAPPORTS DE DOMINATION À L'ÉCHELLE D'UN QUARTIER

DOCTORANTE :

Mathilde Moaty

Latts (Paris Est Sup)

Universidade de São Paulo (FAU-USP)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Sylvy Jaglin (Latts) et João Sette Whitaker Ferreira (FAU-USP)

Co-encadrement : Ozan Karaman (Latts)

RÉSUMÉ

À partir de l'étude longitudinale d'un cas de conflit urbain dans le quartier de Vila Leopoldina, la thèse a pour finalité d'étudier les transformations récentes de la production urbaine à São Paulo. Le conflit étudié accompagne un nouveau projet de renouvellement urbain d'initiative privée et de mise en œuvre publique-privée – un projet d'intervention urbaine (PIU). Il implique plusieurs groupes d'acteurs parmi lesquels les différents résidents du quartier, la puissance publique et les acteurs privés.

Ce conflit, considéré comme un mode de fonctionnement de la société à part entière, est étudié à partir de la relation entre manière d'habiter le quartier, forme sociale et mode d'action dans le conflit, en allers et retours entre l'échelle du quartier et celle de la métropole de São Paulo. D'un point de vue méthodologique, ce travail de recherche, qui mobilise la littérature brésilienne, se caractérise par le recours à des approches diverses, principalement qualitatives.

Discipline: **X Urbanisme**

Thèmes: **X Conflit urbain** **X Inégalités** **X Élités** **X Condominiums fermés** **X Partenariat Public-Privé**
X Politique(s) du logement **X Patrimonialisme**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenance prévue fin 2023.

FINANCEMENT

ERC Urban RevPol.

PUBLICATION

• Moaty M., « Une politique à l'épreuve du politique : le cas du conflit de Vila Leopoldina (São Paulo) », *Territoires contemporains - nouvelle série* [en ligne], vol., n° 18, 2022. <http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/espaces-droits-sociaux/Mathilde-Moaty.html>

CONTACT

• mathilde.moaty@enpc.fr

LA DIMENSION VERTICALE DES MILIEUX MÉTROPOLISÉS. ENQUÊTE MÉSOLOGIQUE SUR L'URBANISME DE TOURS EN FRANCE

DOCTORANT :

Geoffrey Mollé

Environnement ville et société (UMR5600) / Institut de recherches géographiques (EVS/IRG),

Université Lumière Lyon 2.

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Manuel Appert

RÉSUMÉ

Aujourd'hui, l'intensification de l'urbanisation en hauteur se présente comme un nouveau cadre pour étudier la dimensionnalité des modes de structuration et d'habitation des milieux métropolisés. La thèse contribue à ce champ de questionnement par un positionnement mésologique intéressé aux relations entre les imaginaires de la verticalité urbaine, les conditions de production/démolition des tours de logement et la (re)valorisation des modes d'habiter en hauteur dans les métropoles. (1) À partir du cas français, elle démontre (analyse spatiale et temporelle, analyse communicationnelle, statistiques socio-économiques, entretiens avec collectivités locales, promoteurs, architectes, bailleurs sociaux...) le lien entre la reconsidération des tours d'habitation (anciennes/nouvelles standing/habitat social) dans les stratégies urbaines, l'accroissement de la densité des métropoles et la valorisation de l'habiter en hauteur. (2) À partir du cas lyonnais, elle démontre (immersion ethnographique au sein des tours anciennes/récentes standing/habitat social) que la prise de hauteur, choisie ou subie, est la condition de possibilité d'un rapport plus englobant aux dimensions de la métropole dense (échelle du Grand Paysage). En définitive, l'analyse dimensionnelle des milieux métropolisés (production et habitation) soulève un lien puissant entre la valorisation des modalités d'extraction de la métropole dense (transports et habitat en hauteur) et l'accroissement de la densité des milieux métropolisés.

Disciplines: **X Géographie** **X Urbanisme**

Thèmes: **X Verticalisation urbaine** **X Milieu métropolisé** **X Habiter** **X Paysage** **X Dimension** **X Urbanisme**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Fin de thèse : décembre 2023.

FINANCEMENT

Contrat doctoral dispensé par la chaire « Habiter ensemble la ville de demain »/Ater Saint-Étienne.

PUBLICATIONS

• Mollé G., « La hauteur comme facteur d'écohabitabilité. Une ethno-mésologie de l'habitat vertical en contexte métropolitain lyonnais », *Imbernon*, collection Habiter, vol.4, pp. 84-97, 2021.
• Mollé G., Appert M. et Mathian H., « Le retour de l'habitat vertical et les politiques TOD (Transit Oriented Development) dans les villes françaises : vers une intensification urbaine socialement sélective ? », *Espace populations sociétés*, [En ligne], 2019-3 | 2019, mis en ligne le 28 janvier 2020.

CONTACT

• geoffroy.molle@univ-lyon2.fr

LES ORGANISMES HLM À L'ÉPREUVE DE LA DÉCROISSANCE URBAINE

DOCTEURE :

Marie Mondain

UMR Géographie-Cités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Sylvie Fol, UMR Géographie-Cités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Yoan Miot, Latts, Université Paris-Est Marne-la-Vallée



RÉSUMÉ

Dans cette thèse, je m'intéresse aux conséquences de la décroissance urbaine, en tant que phénomène cumulatif, inscrit dans la durée, d'affaiblissement des trajectoires démographiques, sociales ou économiques d'un territoire (Martinez-Fernandez et al., 2012) sur le fonctionnement des marchés immobiliers locaux et l'élaboration des politiques du logement. Dans le cadre d'une thèse Cifre en partenariat avec la Fédération nationale des offices publics de l'habitat, je me suis concentrée sur le rôle des organismes Hlm dans ces territoires. En empruntant des concepts et méthodes aux sciences politiques, à l'économie politique et à l'aménagement, je cherche d'abord à identifier les effets de ce contexte spatial sur l'exercice des activités de production et de gestion de logements sociaux et sur la définition des politiques nationales et locales du logement. Je m'intéresse aussi au rôle possible des organismes Hlm pour adapter les politiques locales du logement au contexte de décroissance urbaine.

J'ai d'abord mené une enquête nationale, par analyses statistiques et entretiens semi-directifs auprès de directeurs d'offices publics de l'habitat. J'ai ensuite retenu deux territoires : l'agglomération du Havre et les villes petites et moyennes de l'Orne. Sur chaque site, j'observe les changements organisationnels et programmatiques mis en œuvre par les organismes Hlm concernés et les transformations des politiques locales du logement susceptibles de prendre en compte ce contexte spatial spécifique.

Discipline: UrbanismeThèmes: Territoires détendus Organismes Hlm Politiques locales de l'habitat Décroissance urbaine
 Logement social Immobiliers (Marchés) Logement(s) vacant(s)

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 14 décembre 2021.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec la Fédération nationale des Offices publics de l'habitat (Foph).

📄 PUBLICATIONS

- Mondain M., « Les offices publics de l'habitat en contexte de décroissance urbaine », in *Déconstruire la ville: saisir la décroissance urbaine comme opportunité*, Presses Universitaires de Saint-Étienne, 2021.
 - Miot Y., Mondain M., « Agir sur la vacance résidentielle. L'expérience des organismes de logements sociaux dans les territoires en décroissance », *La ville inoccupée*, Presses des Ponts, pp. 123-140, 2020.
- Article lauréat (prix spécial) du prix USH-CDC de l'article scientifique sur l'habitat social 2022.

👤 CONTACT

- marie.mondain@gmx.fr
- 06 25 91 56 24

UNE NOUVELLE VOIE POUR L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ DES MÉNAGES MODESTES : QUEL RÔLE POUR LES ORGANISMES DE FONCIER SOLIDAIRE ?

DOCTORANTE :

Hélène Morel

Lisst-Cieu, Université de Toulouse 2 – Jean-Jaurès



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Christine Jaillet et Fabrice Escaffre

RÉSUMÉ

La « crise du logement » qui creuse les inégalités entre ménages et entre territoires repose, en partie, sur la très forte augmentation des prix du foncier de ces dernières décennies. En 2014, un amendement à la loi Alur propose de répondre à cet enjeu par la dissociation entre foncier et bâti. Les organismes de foncier solidaire (OFS) ainsi créés, sont inspirés des Community Land Trust états-unis. Leur objet est d'acquérir et de gérer du foncier dans la durée. Les droits réels du ménage sur son logement sont définis par un contrat, le Bail Réel Solidaire (BRS), 2016.

Le recours à la dissociation est présenté principalement à partir d'arguments économiques : accession abordable, lutte contre la spéculation et sanctuarisation des aides publiques. Or, ces deux dispositifs représentent un bouleversement juridique et culturel majeur du droit de la propriété français. La souplesse de la réglementation et la grande liberté permise par la contractualisation BRS laissent imaginer que l'application de ce dispositif pourra s'adapter aux besoins des territoires. Cette thèse portera sur les premières expériences d'OFS, afin de questionner ces initiatives « pionnières ». Elle étudiera notamment les effets de ce nouvel acteur et du dispositif BRS sur les politiques publiques locales de l'habitat des territoires concernés.

Discipline: Urbanisme et aménagementThèmes: Foncier solidaire (Organisme de) Bail réel solidaire Accession sociale
 Habitat (Politiques publiques de l') Logement (Production du)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse débutée en décembre 2019.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec le soutien financier de la Fondation Abbé Pierre et du Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

👤 CONTACT

- helene.morel@wanadoo.fr

LA MÉTROPOLE COMME TERRITOIRE ÉTUDIANT. L'ACTION PUBLIQUE LOCALE TRANSVERSALE AU PRISME DE L'EXPERTISE MOBILITÉ LOGEMENT

DOCTEURE :

Chloé Morhain

Laboratoire aménagement économie transports, Université de Lyon



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Pierre Nicolas et Olivier Klein

RÉSUMÉ

Bien que la crise sanitaire de 2020 ait davantage mis en lumière les étudiants – du fait de leurs fragilités et de leur précarisation – les autorités locales ne disposent souvent que de peu de données sur les étudiants qui habitent leurs territoires. Et à ce manque de données, s'ajoute la difficulté à prendre en compte un public spécifique comme les étudiants dans une action publique locale construite en silos sectoriels. À partir de ce constat, on s'interroge sur la manière dont les grandes agglomérations peuvent s'ériger en « territoire étudiant ». Nous définissons en effet la notion de « territoire étudiant » à travers le double prisme de l'analyse des pratiques quotidiennes en matière de mobilité et de logement, et de la capacité des acteurs du territoire à construire des dispositifs d'action publique qui adressent spécifiquement cette population. Notre recherche vise dès lors à caractériser les territoires étudiants à partir du terrain d'étude de la Métropole de Lyon. On interroge la production de connaissances sur les pratiques étudiantes et l'expertise des acteurs afin d'analyser comment elles permettent une meilleure prise en compte des étudiants dans l'action publique locale. Le double point de vue quantitatif et qualitatif des acteurs institutionnels et des étudiants permet de saisir des enjeux territorialisés tels que le logement, leur localisation ou les mobilités quotidiennes, de les envisager de manière intégrée et transversale à partir du cas des publics étudiants et d'observer la manière dont ils s'inscrivent dans les processus de métropolisation.

Disciplines: Géographie Aménagement Urbanisme

Thèmes: Politique(s) publique(s) Métropoles Étudiants Expertise Logement Mobilité Universités

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 22 juin 2023.



FINANCEMENT

Thèse réalisée en Cifre avec la Métropole de Lyon.



CONTACT

• chloe.morhain@entpe.fr

LES ARCHITECTES DE L'ACCUEIL : LE RÔLE DES ARCHITECTES DANS L'ACCUEIL DES PERSONNES EXILÉES EN FRANCE DEPUIS 2015

DOCTORANTE :

Emily Mugel

Laboratoire Grief EA 7465, ED 595, Ensa Bretagne



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Carmen Popescu

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur la problématisation des projets actuels d'accueil de personnes exilées pour définir le rôle des architectes de l'accueil. Elle s'intéressera à leurs influences, leurs postures, leurs méthodologies et aux réseaux d'acteurs avec lesquels ils œuvrent.

Comment, par leurs pratiques, les architectes se positionnent-ils par rapport aux politiques migratoires ? La relation entre les architectes et les personnes exilées donne lieu à des enjeux scientifiques, critiques, politiques qui posent des imaginaires de l'habitat futur.

Il s'agira de mettre en lumière le terrain d'expérimentation que représentent pour les architectes les questions de l'accueil. Les innovations constructives et méthodologiques sont notables dans les propositions spatiales mais posent question quant à la projection que l'on peut porter sur les besoins des personnes exilées.

L'analyse des réseaux se tissant le long des routes de l'exil aux échelles locale et nationale permettra de comprendre le rôle des architectes au sein de ces actions et d'évaluer l'évolution de la figure de l'architecte au cours de la crise actuelle de l'accueil.

Discipline: Architecture

Thèmes: Architectes Accueil Exilé(s)

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Année d'inscription: novembre 2019.
Période de fin de thèse estimée en 2024.



FINANCEMENT

Thèse réalisée jusqu'en janvier 2023 en Cifre chez l'association d'architectes Quatorze.



CONTACT

• emily.mugel@rennes.archi.fr
06 89 70 83 83

**MODÉLISATION DES COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION
ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS****DOCTORANTE :****Mariama Ndoye**

École doctorale « ville, transports et territoires », Université Paris-Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Pierre Lévy et Margot Pellegrino

RÉSUMÉ

Notre logique consiste à se positionner dans un contexte de transition énergétique. Les questions environnementales telles que la pollution atmosphérique, le réchauffement climatique et la raréfaction des ressources fossiles sont au cœur des grands débats contemporains. La transition énergétique est alors nécessaire afin de réduire les effets d'une consommation dont les impacts réels sont dévastateurs à l'échelle planétaire.

C'est dans ce cadre que le secteur du bâtiment apparaît comme un vecteur majeur de consommation et d'émission de gaz à effet de serre. Ce travail de recherche vise alors à modéliser les comportements de consommation énergétique des bâtiments résidentiels à la suite d'un projet de rénovation. L'étude des comportements énergétiques des bâtiments résidentiels reste à la fois peu comprise et sous-évaluée dans les modèles. Cette difficulté relève de deux blocages : un manque de données exploitables sur les consommations réelles des ménages ; une complexité dans la mise en place d'enquêtes sur les comportements énergétiques domestiques. Le but est d'étudier, d'analyser et de modéliser de façon dynamique les comportements des bâtiments résidentiels en tenant en compte des interactions entre espace, ménage et consommation. Elle se focalisera sur l'impact des dynamiques des comportements énergétiques des ménages sur la consommation finale du bâtiment.

Une enquête sera menée avant et après rénovation, auprès de ménages vivant à Noisiel. Elle permettra de saisir les données sociodémographiques des ménages, leurs caractéristiques et surtout leurs comportements.

Disciplines: **X Aménagement** **X Génie Urbain**Thèmes: **X Énergétique (Consommation)** **X Comportements à retombée énergétique** **X Rénovation thermique**
X Logement social**ÉTAT D'AVANCEMENT**

La thèse a débuté le 31 décembre 2019.

**FINANCEMENT**

Thèse financée dans le cadre du projet de recherche Andre (modèles pour l'analyse, la décomposition et la reconstruction de données de consommations énergétiques) (coord. E. Nefzaoui, Esiee) par I-Site future et par Cameo.

**PARTENARIAT**

Esiee (porteur du projet), Ifsttar, Latts, Lab'urba, (Université Paris-Est).
Cameo (start-up).
MCH (bailleur social).

**CONTACT**

• mariama.ndoye@enpc.fr

**ALTERNATIVES ET INNOVATIONS EN TEMPS DE « CRISES »,
ENQUÊTE SUR DE NOUVELLES FORMES D'HABITER AU XXI^E SIÈCLE****DOCTORANTE :****Éva Nora-Couot**

Centre de recherche sur l'habitat - Lavue UMR 7218, Université Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yankel Fijalkow et Sabrina Bresson

RÉSUMÉ

Cette thèse a pour objectif de documenter et questionner des modes d'habiter et des pratiques alternatives, collectives et écologiques en milieu rural. Les formes d'habitat collectif étudiées se regroupent communément sous différentes terminologies, telles que celles « d'écolieux », « d'écovillage », ou encore, depuis la naissance de l'association éponyme, de « hameau léger ». Les habitant.es qui choisissent d'y vivre s'y installent, hors des cadres de la famille et de la colocation, dans des habitations dites « légères, mobiles ou éphémères » (Halem), organisées autour d'espaces partagés qu'ils éco-construisent ou écorénovent. Face aux multiples définitions données par les acteurs associatifs, scientifiques et institutionnels, comment catégoriser et nommer cet objet protéiforme ? L'approche ethnographique permettra de mettre en lumière des modes d'habiter que l'appareil statistique actuel peine à décrire, alors qu'ils témoignent d'aspirations et de besoins nouveaux.

Disciplines: **X Aménagement de l'espace** **X Urbanisme**Thèmes: **X Habitat léger** **X Habitat communautaire** **X Alternative(s)** **X Espace rural****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Inscription en octobre 2022.

**FINANCEMENT**

Thèse financée par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et le ministère de la Transition énergétique.

**CONTACT**

• eva.nora-couot@paris-valdeseine.archi.fr
06 79 41 19 44

L'ESPACE ET LE TEMPS DE L'ACCUEIL DES EXILÉS EN ENVIRONNEMENT URBAIN. LA CRÉATION DE LIENS SOCIAUX ET DE SENTIMENTS D'ATTACHEMENT AU PRISME DE LA SPATIO-TEMPORALITÉ DE L'HOSPITALITÉ

DOCTORANTE :

Chloé Ollitrault

Centre Maurice-Halbwachs (Ehess), Lab'Urba (EUP)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Serge Paugam et Camille Gardesse

RÉSUMÉ

Les capacités du dispositif national d'accueil (DNA), censé assurer la mise à l'abri des personnes venues demander l'asile en France, sont largement dépassées. De plus, certain.e.s exilé.e.s n'entrent pas ou plus dans les critères de prise en charge du DNA. Les seules voies institutionnelles par lesquelles ces personnes peuvent alors passer pour espérer être mises à l'abri sont les systèmes d'hébergement d'urgence, eux aussi largement saturés.

Mais le "sans-abrisme" des migrant.e.s suscite la mise en place de solutions d'hébergement alternatives. Parmi elles, l'accueil à domicile, volontaire et gratuit, d'une ou plusieurs personnes migrantes – ce que l'on peut désigner par la notion d'« hébergement solidaire » – retient particulièrement l'attention. De tels accueils sont parfois organisés par des programmes associatifs ou des collectifs informels. Ils peuvent aussi être le fait d'individus isolé.e.s.

La thèse étudiera ces expériences d'hébergement solidaire en se demandant comment elles s'inscrivent dans les parcours des personnes exilées et comment elles sont vécues par ces dernières. Il s'agira de reconstituer les trajectoires résidentielles des exilé.e.s rencontré.e.s – en lien avec leur situation administrative, économique, sociale et affective – pour mettre en lumière leurs contraintes, leurs désirs et leurs stratégies éventuelles en termes d'habiter. Il s'agira également de questionner leur quotidien tel qu'il prend forme dans chaque type de logement, chaque forme de cohabitation, et la manière dont il est affecté par l'expérience d'hébergement solidaire.

Le travail de terrain s'inscrit dans un département de Basse-Normandie à l'environnement hétéroclite – entre littoral, zones rurales et centres urbains – qui amène à articuler avec l'analyse des parcours de mobilité et d'insertion l'étude des caractéristiques territoriales locales, en accordant une attention particulière à la place des exilé.e.s dans les villes moyennes.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Exilé(s)** **X Hébergement solidaire** **X Villes moyennes**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse commencée en septembre 2018.



PUBLICATIONS

- Ollitrault C., « L'hébergement public et privé des exilés au prisme des catégorisations administratives », *Migrations Société*, n° 189, 2022/3.
- Ollitrault C., « J'irai dormir chez vous », *Revue Projet*, n° 382, 2021/3.



CONTACT

- chloe.ollitrault@ehess.fr

LE GOÛT DE L'« ALTERNATIVE ». CLASSES MOYENNES CULTURELLES, ACTION PUBLIQUE ET PROMOTION IMMOBILIÈRE : LES USAGES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE L'HABITAT COLLABORATIF

DOCTEUR :

Romain Perrier

Cens (Centre nantais de sociologie), Université de Nantes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Gérald Houdeville et Pascale Moulévrier



RÉSUMÉ

Cette thèse a pour objets différentes formes d'habitat collaboratif (« habitat participatif », « habitat partagé », « oasis », « écohomeau ») qui ont en commun d'être revendiqués par ceux qui y vivent comme des logements « différents » et « alternatifs » en vertu de leur dimension collective particulière. Tout en prenant au sérieux ces revendications, ce travail a pour objectif de les interroger en faisant état des différences existant entre ces groupes de logements ainsi qu'entre les habitants qui y vivent. Pour comprendre comment des individus en arrivent, en France, au XXI^e siècle, à revendiquer une forme d'habiter « alternative » cette thèse mobilise plusieurs niveaux d'analyse. Elle interroge d'une part le rôle joué par différents acteurs publics et privés (État, municipalités et intercommunalités, promoteurs sociaux, accompagnateurs professionnels) dans l'émergence et l'institutionnalisation de l'habitat collaboratif et plus particulièrement du modèle « habitat participatif ». Elle interroge d'autre part les trajectoires individuelles des habitants en relation notamment avec l'institutionnalisation évoquée ci-dessus. Dans ce travail sur les trajectoires individuelles, l'habitat collaboratif est abordé à la fois comme une expérience socialisatrice et comme un « choix résidentiel ». Ce travail a pour objectif de montrer comment l'on devient habitant collaboratif. Il permet de contribuer à l'analyse des politiques de logements, des relations entre pouvoirs publics et acteurs privés ainsi qu'à celle de l'« alternative » et la place particulière qu'elle occupe dans les discours et pratiques des membres des fractions supérieures et inférieures des classes moyennes culturelles auxquelles appartiennent très majoritairement les habitants collaboratifs.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Habitat collaboratif** **X Alternative(s)** **X Classes moyennes** **X Résidentiel (Choix)** **X Action publique**
X Habitat participatif **X Socialisation** **X Modes et styles de vie** **X Politique(s) publique(s)**
X Politiques locales de l'habitat **X Expertise citoyenne** **X Habitat alternatif**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 21 mars 2023.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre à CDC Habitat.



CONTACT

● romain.perrier1@univ-nantes.fr

LA PROTECTION DU DROIT DE JOUISSANCE DU LOCATAIRE À LA FACULTÉ DE REPRISE DE LA MAISON LOUÉE DU PROPRIÉTAIRE PRIVILÉGIÉ (XVI^E SIÈCLE-XVIII^E SIÈCLE)

DOCTEUR:

Mathieu Perrin

UMR 7354 Droit, religion, entreprise et société (Dres), Université de Strasbourg

THÈSE DIRIGÉE PAR:

Jeanne-Marie Tuffery-Andrieu

RÉSUMÉ

« *Sortez de mon logis, je l'occupe en personne.* » Tel est, selon Nicolas Catherinot, l'un des huit axiomes gouvernant les baux à loyer d'habitation. Ce brocard du droit traduit le maintien en vigueur d'un héritage du droit romain dans l'Ancien Droit: la loi *Æde*, retranscrite au Code de Justinien. Ses dispositions rappellent un principe: le locataire, tant qu'il satisfait à ses obligations contractuelles, n'est pas censé redouter une expulsion inopinée. Mais le texte propose aussi une énumération de motifs résolutoires: parmi eux, figure la faculté, au bénéfice du propriétaire de la maison louée, de la reprendre pour en user personnellement en cours de bail.

Dès la fin du XVI^e siècle, le *Legis Æde beneficium* est qualifié de privilège. Les juristes entament alors une réflexion concernant son champ d'application, sa motivation et son recours, de plus en plus critiqué. La période d'étude permet de saisir les enjeux de paix sociale inhérents au logement: avec la loi *Æde*, il n'est plus question d'un locataire mais des locataires, nombreux d'un point de vue démographique, modestes d'un point de vue économique, mais néanmoins utiles d'un point de vue politique.

Ainsi, au-delà sa technicité, ce dispositif est-il traversé par des considérations politiques, économiques et sociales. Autant de questions qui transfigurent ce fait urbain.

Discipline: **X Histoire du droit**

Thèmes: **X Bail** **X Locataires** **X Propriétaires** **X Expulsion(s) locative(s)** **X Droit de jouissance** **X Logement**
X Habitation(s) **X Loi Æde** **X Loi Emptorem** **X Faculté de reprise** **X Privilège bourgeois** **X Droit romain**
X Droit coutumier **X Histoire des contrats** **X Histoire du droit des biens**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 4 octobre 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral, Université de Strasbourg



PUBLICATIONS

- Perrin M., *La Faiblesse en droit*, collection Droit & Science politique, Éditions Mare & Martin, 284 pages, 2020. Isbn978-2-84934-449-1. Url : <https://www.mareetmartin.com/livre/la-faiblesse-en-droit>.
- Perrin M., « Une femme de bien(s): Marguerite Boucicaut, « Dame patronnesse » du Bon Marché ». *Droits, revue française de théorie, de philosophie et de cultures juridiques*, n° 72, Presses universitaires de France, pp. 207-238, février 2020. Url : <https://www.cairn.info/revue-droits-2020-2-page-207.htm>



CONTACT

- perrin.mathieu67@gmail.com
06 33 15 68 70

LE RECYCLAGE DES IMMEUBLES DE LOGEMENTS SOCIAUX DE LA SECONDE MOITIÉ DU XX^E SIÈCLE, EN FRANCE (1980-2016), L'ENJEU D'UNE CONTEMPORANÉITÉ AU SERVICE DE LA MÉMOIRE HABITANTE

DOCTORANTE:

Coline Philibert

Université Grenoble Alpes, Laboratoire les métiers de l'histoire de l'architecture, édifices-villes-territoires (Ensa de Grenoble)

THÈSE DIRIGÉE PAR:

Catherine Maumi

RÉSUMÉ

La thèse s'intéresse à la mémoire habitante et à la place de la concertation dans les projets de transformation des immeubles de logements sociaux de la seconde moitié du xx^e siècle. Elle porte également intérêt au concept de « recyclage » en architecture, défini comme une adaptation du bâti aux changements sociétaux, en préservant sa fonction première. Il s'agit donc de comprendre comment mémoire habitante et « recyclage » architectural peuvent s'enrichir mutuellement. La recherche explore des projets de recyclage, leurs processus, leurs acteurs, etc. Elle s'appuie sur plusieurs études de cas, comme celle de la Villeneuve, afin d'interroger la place de la parole habitante dans le projet de « recyclage », en s'appuyant sur de nombreuses vidéos réalisées par les habitants ainsi que sur des interviews. Une attention sera portée à la question de la « qualité de l'habiter », dans le projet de « recyclage », telle qu'elle est définie par les habitants, dans le respect cependant des normes et réglementations en vigueur.

Une première hypothèse stipule que la mémoire habitante et la poétique de l'histoire du lieu sont des facettes à ne pas négliger dans le travail de « recyclage » des cités Hlm. Une seconde suppose qu'il est nécessaire, dans un contexte de crise de logement, de se tourner vers un processus de « recyclage » permettant à la fois une modularité et une adaptation à la modernité tout en sauvegardant une mémoire de l'histoire du quartier et de ses habitants.

Discipline: **X Architecture**

Thèmes: **X Recyclage architectural** **X Recyclage urbain** **X Logement social** **X Seconde moitié du xx^e siècle**
X Mémoire(s)

ÉTAT D'AVANCEMENT

En préparation depuis 2016.



FINANCEMENT

Contrat doctoral du ministère de la Culture (janvier 2016 - décembre 2018).



CONTACT

- philibert.c@grenoble.archi.fr

**HABITER UN QUARTIER PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE :
DES EXPÉRIENCES IDENTITAIRES****DOCTORANTE :****Marine Philipponel**Laboratoire interdisciplinaire de recherche sociétés, sensibilités, soin (LIR3S) UMR 7366 CNRS,
Université de Bourgogne**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Hervé Marchal et Isabelle Houot

RÉSUMÉ

Sujets aux catégorisations administrative et sociale, les quartiers populaires et leurs habitants forment un territoire et un groupe stigmatisés. Cette catégorie, fondée sur le critère d'habitation d'un territoire « ghettoisé », fait l'objet de politiques publiques déclinées, localement, dans une multitude de dispositifs. Au cœur de ces « territoires d'exclusion », comment les habitants vivent-ils les représentations de leur quartier, et le regard d'autrui ?

Cette thèse a pour objectif de comprendre comment les individus élaborent leurs expériences identitaires dans un environnement de relégation. Elle repose sur une enquête menée dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, auprès de ses habitants, qui s'appuiera sur des participations observantes et des entretiens biographiques, afin de saisir la diversité de leurs parcours de vie.

Discipline: **X Sociologie**Thèmes: **X Expériences(s)** **X Identité** **X Quartiers populaires****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse débutée en novembre 2020.

CONTACT

• Marine.Philipponel@u-bourgogne.fr

**LE JAPON FACE AUX ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES : POLITIQUES PUBLIQUES ET
INNOVATIONS SOCIALES EN FAVEUR DU MAINTIEN À DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉES****DOCTORANTE :****Camille Picard**Lab'Urba, Université Paris Est
Université Préfectorale de Kyoto**THÈSE DIRIGÉE PAR :**Jean-Claude Driant
Mieko Hinokidani**RÉSUMÉ**

Le Japon est le pays avec le taux de vieillissement le plus important du monde. La France, qui voit encore croître sa population, connaît pourtant un phénomène similaire. Dans ce processus de vieillissement de la population, la problématique de l'habitat est une question centrale. En partant de la priorité donnée, dans les deux pays, au « maintien à domicile », la thèse vise à comprendre quels sont les modèles de politiques du logement développés pour répondre aux impératifs du vieillissement. Le cadre général de la recherche s'attachera à mettre en relation trois dimensions complémentaires de la prise en compte du vieillissement dans les politiques du logement : les évolutions socioculturelles, les aspects politiques et les conséquences spatiales. Une partie importante du travail portera également sur les aspects méthodologiques de la comparaison France-Japon. L'innovation sociale sera, entre autres, utilisée comme grille de lecture des initiatives observées dans les deux pays. Ce travail s'appuie sur une analyse de la littérature et sur un travail empirique de terrain.

Discipline: **X Urbanisme**Thèmes: **X Vieillesse** **X Habitat** **Politique(s) publique(s)****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Inscription le 15 mars 2019.

FINANCEMENT

Thèse réalisée en Cifre avec Leroy Merlin Source, réseau de recherche sur l'habitat de Leroy Merlin France.

CONTACTS

- Camille Picard: camille.j.picard@gmail.com
- Pascal Dreyer, coordinateur de Leroy Merlin Source, responsable scientifique en entreprise de la thèse: pascal.dreyer69@gmail.com

LE LOGEMENT EN BAIL RÉEL SOLIDAIRE, UNE MARCHANDISE VERTUEUSE ? GENÈSE, MISE EN ŒUVRE ET RÉCEPTION D'UN DISPOSITIF ANTI-RENTE ET ANTI-SPÉCULATIF

DOCTORANT :

Romain Renier

Gresco - Université de Limoges

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Olivier Masclet

RÉSUMÉ

Le bail réel solidaire, institué par les lois Duflot de 2014 et Macron de 2015, impulsé par des municipalités (Lille, Rennes, Paris, Lyon, etc.) et la Fédération des coopératives Hlm, est le dernier des dispositifs d'accession sociale pour les catégories modestes. À mi-chemin entre le bail et le titre de propriété, il encadre fortement les conditions de mise en location, de vente et de transmission par héritage, ainsi que les prix des logements concernés. Il fait ainsi s'opposer deux logiques marchandes, celle du marché classique, qui réduit le logement à sa valeur d'échange, et où l'évolution des prix, régie par l'offre et la demande, permet les logiques spéculatives, et celle du marché régulé, centré sur la valeur d'usage. Ce dispositif ouvre ainsi la possibilité d'une mise en cause du droit de propriété tel qu'il est défini dans l'article 544 du *Code civil*, c'est-à-dire comme « droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue ».

En étudiant sa genèse, sa mise en œuvre et sa réception par les ménages, la thèse vise trois objectifs principaux :

- Comprendre les conditions dans lesquelles un tel dispositif s'est retrouvé inscrit dans la loi, à contre-courant des vagues de libéralisation des dernières décennies ;
- Étudier les conditions de sa mise en œuvre au niveau local, en se concentrant sur les trajectoires sociales des acteurs qui s'en saisissent pour le déployer, ainsi que sur leurs pratiques ;
- Interroger les conditions de sa réception par les ménages qui y souscrivent.

Disciplines : Sociologie Sociologie urbaine Sociologie économique

Thèmes : Logement Logement abordable Accession sociale à la propriété Propriété Coopératives Hlm
 Hlm Logement social Habitat Bail réel solidaire

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Année d'inscription : 2022.

€ FINANCEMENT

Contrat doctoral (Gresco).



CONTACT

• romain.renier@unilim.fr

DEMAIN C'EST LOIN, ET AUJOURD'HUI C'EST DÉJÀ TROP TARD. VIVRE ET GOUVERNER LE DÉLOGEMENT DANS DEUX ESPACES POPULAIRES EN ATTENTE DE RÉNOVATION URBAINE

DOCTEUR :

Charles Reveillere

Centre de sociologie des organisations (Sciences Po - CNRS)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Thèse codirigée par Claire Lemerancier et Jérôme Pélisse

RÉSUMÉ

Ce travail porte sur deux espaces populaires du parc privé et social marseillais ciblés par des projets de rénovation urbaine. Le quotidien des habitants(-es) est mis en suspens : vont-ils devoir déménager, quand, où et comment ? Au nom d'une éventuelle démolition à venir, la gestion courante est minorée, laissant se dégrader bâtiments et espaces publics. La thèse analyse le délogement comme un processus qui se déploie au long cours. Elle commence par une description de l'attente vécue par les habitant-es, si éprouvante qu'elle fabrique souvent leur consentement au départ avant même que les administrations aient à les en contraindre. Après avoir identifié quelle forme d'action publique produit ce phénomène, l'auteur s'intéresse aux rapports de pouvoir qui déterminent les règles de distribution des biens symboliques et matériels en jeu dans le délogement. En articulant cadre d'analyse processuel et comparaison spatiale, la démonstration identifie deux modes de gouvernement des espaces populaires, associés à un horizon plus ou moins ouvert de négociation.

Trois angles d'analyse se dégagent. Tout d'abord, la relation entre pouvoir et prévisibilité : comment se distribue la maîtrise du temps et que fait-elle aux rapports entre des habitant-es et des administrations qui les délogent ? Ensuite, les pratiques d'intermédiation : dans l'attente des guichets officiels, des voies d'accès alternatives aux biens sont érigées, produisant des règles de distribution structurées par des rapports de domination différents de ceux habituellement observés. Enfin, les liens entre fragmentation interne de l'espace populaire et pratiques des administrations : la comparaison de formes plus ou moins rapprochées de domination permet de voir ce que les pratiques plus ou moins familières des agent-es font aux rapports sociaux localisés. La thèse étudie plus spécifiquement les différentes faces du gouvernement clientélaire, entre réappropriation populaire des rapports aux administrations, levier de maintien de la paix sociale et instance de politisation conflictuelle. Elle repose sur l'analyse longitudinale de données produites par deux ethnographies des espaces populaires, des entretiens (avec habitant-es, agent-es d'administrations et intermédiaires) et des recueils de sources écrites.

Disciplines : Sociologie Science politique

Thèmes : Quartiers populaires Attente Rénovation urbaine Action publique Logement social

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 22 novembre 2022.

€ FINANCEMENT

Contrat doctoral.



CONTACT

• charles.reveillere@gmail.com
06 04 53 62 56

**RÉHAB : RÉCEPTIONNER ET ÉTUDIER UN HÉRITAGE ARCHITECTURAL BANALISÉ,
TRANSMETTRE ET INTERVENIR SUR LE PATRIMOINE DE L'AUA PAUL-CHEMETOV****DOCTORANTE :****Aurore Reynaud**UMR CNRS 7218 Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement),
Centre de recherche sur l'habitat, Ensa Paris Val de Seine**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Yankel Fijalkow

RÉSUMÉ

Ce projet de thèse en architecture s'attache aux bâtiments collectifs d'après-guerre, ces barres et tours de logements collectifs sociaux, avec leurs équipements, qui parsèment le paysage urbain. Considérés par les acteurs institutionnels et les habitants comme les « mal aimés de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme », ils souffrent d'un manque de reconnaissance patrimoniale. Bien qu'ils soient sortis de terre dans un contexte de crise du logement où il a fallu construire en masse, les plus grands noms de l'architecture ont signé certains de ces ensembles. Aujourd'hui, cette architecture a vieilli, se dégrade et est stigmatisée. Entre risques de démolition et réhabilitations invasives, ces bâtiments sont en sursis. Les mesures de protection restent encore rares et inadaptées.

Aussi, cette thèse se propose d'étudier plusieurs ensembles de logements collectifs sociaux réalisés par l'Aua en Île-de-France, pour lesquels la question de la patrimonialisation est posée. Elle prévoit d'engager sur ces sites des analyses croisées associant le diagnostic architectural à l'étude des réseaux d'acteurs institutionnels et des pratiques des habitants afin de développer une typologie des conflits entre patrimonialisation et habiter.

Discipline: **X Architecture**Thèmes: **X Patrimoine** **X Réhabilitation** **X Transmettre** **X Intervenir** **X Politiques** **X Logement social****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse en cours depuis 2015.

**FINANCEMENT**

Thèse en Cifre au sein de l'Aua Paul-Chemetov.

**PUBLICATIONS**

- Reynaud A., *Le label Patrimoine du xx^e siècle: création, évolutions et limites*, Presses universitaires de Rennes, pp. 267-275, 2020.
- Fijalkow Y. et Reynaud A., « Sarcellite, the word and the images (1950-1975) », *Middle-Class Mass Housing Complexes Full Papers' Booklet*, Cost Action, pp. 11-19, 2023.

**CONTACT**

- aurore.rg@gmail.com

**FAIRE FACE À L'EXPRESSION D'UN IMPÉRATIF DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE.
DU CONSEIL À L'INJONCTION, LES STRATÉGIES DE MÉNAGES PRÉCAIRES EN FRANCE****DOCTEURE :****Coralie Robert**Lavue (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement) – Centre de recherche sur l'habitat,
Université Paris Nanterre**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Yankel Fijalkow

RÉSUMÉ

Cette thèse apporte une lecture par le bas des politiques de sobriété énergétique auprès des plus précaires. Elle illustre un gouvernement des conduites à l'œuvre qui concourent à la responsabilisation croissante des ménages. Ce travail de recherche permet de déconstruire les messages de sensibilisation en questionnant la réception de ces politiques. L'enquête porte sur les individus en situation de précarité énergétique, particulièrement soumis aux dispositifs de sensibilisation et sensibles à la hausse des prix de l'énergie. Cette enquête qualitative est composée d'entretiens, d'observations et d'analyse de médias. Elle s'est déployée de 2016 à 2019 sur deux terrains d'étude: le quartier des Quatre Routes à La Courneuve (93) et la ville de Nantes (44). La thèse met en lumière la multiplicité des ressources des individus pour faire face tant à la précarité énergétique qu'aux injonctions à la sobriété énergétique. En effet, les individus déploient des stratégies diverses face aux conseils énergétiques: entre se conformer, négocier ou résister. La thèse démontre les capacités des plus précaires à déployer des stratégies diverses et pertinentes, bien que souvent oubliées des politiques publiques. En ce sens, l'analyse de l'agentivité des individus permet de reconsidérer la précarité énergétique au prisme de l'expérience vécue. Enfin, les résultats de cette recherche soulignent également le rôle joué par les pairs, notamment comme acteurs de diffusion et traduction des messages normatifs.

Discipline: **X Sociologie**Thèmes: **X Énergétique (Précarité)** **X Politique(s) publique(s)** **X Énergétique (Sobriété)****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue publiquement le 25 octobre 2021.

**FINANCEMENT**

Thèse financée par l'Ademe (2016-2019).

**PUBLICATION**

- Stojilovska A., Yoon H., Robert C., « Hors des marges, vers la lumière: exploration de la pauvreté énergétique et des stratégies d'adaptation des ménages en Autriche, en Macédoine du Nord, en France et en Espagne », *Energy Research and Social Science*, vol. 82, décembre 2021.

**CONTACT**

- coralie.robert8@gmail.com

LE MODÈLE HLM EXISTE-T-IL ? LE LOGEMENT SOCIAL DANS LA POLITIQUE DU LOGEMENT CONTEMPORAINE EN FRANCE

DOCTEUR :

François Rochon

Latts (Laboratoire techniques, territoires, sociétés), Université Paris-Est



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Pierre Lévy (Latts) et Yankel Fijalkow (Lavue-CRH)

RÉSUMÉ

L'occupation sociale du parc Hlm se paupérise, sur fond de tension politique notamment entre droit au logement et mixité sociale. La montée en puissance des collectivités locales dans la politique du logement n'amoindrit pas pour autant le débat qui se tient à l'échelon national. Quelle est la vocation contemporaine du logement social en France, entre loger les plus modestes ou le plus grand nombre ? Cette question renvoie au modèle social français, au pacte républicain. Qu'est-ce que le modèle Hlm à la française, et comment se positionne-t-il par rapport au modèle social du pays ? Concrètement, quel rôle jouent les Hlm dans la politique du logement contemporaine, dans le cadre de quel système, et selon quelle perspective ? L'objectif de cette recherche est de décrire le modèle Hlm dans sa spécificité française, en particulier au travers de ses acteurs nationaux, et dans son rapport à la politique du logement contemporaine.

Discipline : **X Urbanisme**

Thèmes : **X Logement social** **X Politique(s) du logement** **X Politique(s) publique(s)** **X Hlm** **X Modèle social français**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue en janvier 2023.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec l'Union sociale pour l'habitat (2017-2020).



PUBLICATION

- Rochon F., *Logement : critique d'une politique impossible*, collection Monde en cours, L'Aube, avril 2023, 280 p. Cet ouvrage se présente comme une contribution citoyenne au débat public, il reprend notamment la première partie de la thèse.



CONTACT

- francois.rochon@enpc.fr
06 76 40 19 65

CIRCULATION DES MODÈLES ARCHITECTURAUX ET URBAINS : LE RÔLE DES ARCHITECTES DE L'AT.BAT DANS LE TRANSFERT DES THÉORIES ARCHITECTURALES ET DES POLITIQUES URBAINES EN MATIÈRE D'HABITAT POUR LE PLUS GRAND NOMBRE

DOCTORANT :

Karim Rouissi

Laboratoire espaces travail (LET), Université Paris-Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Clara Sandrini

RÉSUMÉ

En partant de l'expérience menée par l'Atbat-Afrique aux carrières-centrales à Casablanca, puis en s'intéressant aux projets réalisés par la suite par George Candilis et ses associés à Oran en Algérie, en France métropolitaine et à Lima au Pérou, la thèse appréhende le lien entre les théories architecturales développées au sein des Ciam, puis prolongées par les rencontres et débats organisés par le Team X, les différentes politiques urbaines et les appropriations sociales par les habitants.

Disciplines : **X Architecture** **X Urbanisme**

Thèmes : **X Habitat pour le grand nombre** **X Team X** **X Ciam** **X AT.BAT** **X Candilis (Georges)**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Fin de thèse prévue en 2025.



PUBLICATION

- Rouissi K., « Logement pour le plus grand nombre : les lotissements sociaux sous-estimés de Casablanca », *Le Journal des études nord-africaines*, vol. 6, n° 3, « La pratique de la préservation historique », 2021. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13629387.2019.1692411?>



CONTACT

- rouissi@empreinte.ma
+212 6 61 24 61 84

DURABILITÉ DU BÂTI ET DURABILITÉ DES ACTEURS DE LA CONSTRUCTION : QUELS IMPACTS DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE SUR LE TRAVAIL DANS LES TPE DU BÂTIMENT ?

DOCTORANT :

Pierre Royon

UMR 5600, Environnement, ville, société, Université Lumière Lyon 2



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Pascal Béguin

RÉSUMÉ

À l'heure de l'Anthropocène, la rénovation du parc de bâtis existants représente un enjeu majeur de la transition écologique. Penser la durabilité de l'habitat nécessite de porter une attention à la durabilité des acteurs de la construction, particulièrement à celle des très petites entreprises (TPE) du bâtiment en première ligne de la rénovation énergétique.

Cette thèse d'ergonomie propose, dans un premier temps, d'analyser l'activité entrepreneuriale des dirigeants des TPE de la construction. Cette activité a pour finalité la conception de la « configuration productive » (du Tertre, 2005) de l'entreprise au cours du temps, en articulant les compétences, le dispositif technique, l'organisation et les interactions avec les autres acteurs du territoire pour assurer le processus de production. L'activité entrepreneuriale a un impact sur la durabilité économique de l'entreprise et sur la santé du dirigeant. En effet, la configuration productive engage ce dernier dans son activité de travail et sa charge de travail.

Mais les enjeux de la transition écologique et les réglementations associées amènent également les entreprises à penser la durabilité environnementale de leur production. Il s'agira, dans un second temps, de définir les effets de l'intégration de cette dernière variable de durabilité sur la configuration productive de l'entreprise ainsi que sur le travail du dirigeant et sa santé.

Discipline: **X Ergonomie**

Thèmes: **X Chef d'entreprise** **X TPE du Bâtiment** **X Habitat durable** **X Durabilité** **X Travail** **X Santé**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse débutée en 2021.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre réalisée avec la Capeb Loire.

👤 CONTACT

• pierre.royon@univ-lyon2.fr

TRAJECTOIRES RÉSIDENNELLES ET DISPERSION INSTITUTIONNALISÉE DES RÉFUGIÉ.ES HORS DE LA RÉGION PARISIENNE

DOCTORANT :

Pablo Runet-Arnoux

Lab'Urba, Université Paris Est-Créteil



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Claude Driant et Camille Gardesse

RÉSUMÉ

La politique de dispersion géographique des exilé.es vise à rééquilibrer la charge de l'accueil. Ainsi, l'État entend conjuguer intégration et comblement de la vacance locative et/ou satisfaction des besoins en main-d'œuvre dans des secteurs d'activité en tension.

Populations perçues par les acteurs publics et sociaux comme « malléables », car vierges d'ancrage sur le territoire et dépendantes de l'action sociale, leurs parcours résidentiels font l'objet d'un encadrement institutionnel fort. Parmi les différents leviers de mise en mobilité résidentielle des populations exilées, cette enquête cible trois dispositifs de relogement intervenant à différentes périodes des parcours d'installation : l'accueil dans les petites villes, où des transferts de familles et d'isolé.es sont effectués directement à l'arrivée en France (programmes de réinstallation) ou plusieurs mois après (structures d'hébergement) ; la mise en mobilité dite volontaire des hommes seuls hébergés en Île-de-France. À partir d'une participation observante aux activités d'un opérateur associatif de la politique d'accueil ainsi que d'un suivi de trajectoires résidentielles plusieurs années après l'arrivée en France, la thèse explore la manière dont les ménages s'accrochent ou se détournent des localités vers lesquelles ils sont orientés.

Il s'agit de mesurer l'incidence de leur dispersion sur leur accès au logement et sur leurs mobilités résidentielles plusieurs années après leur passage par les dispositifs d'accueil et de relogement.

Disciplines: **X Urbanisme** **X Sociologie** **X Géographie**

Thèmes: **X Résidentielles (Trajectoires)** **X Résidentielle.s (Mobilité.s)** **X Immigration** **X Accueil (Politiques d')**
X Intégration (Politiques d') **X Petites villes** **X Intervention sociale** **X Intervention associative**
X Relogement

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription : septembre 2020 ;
fin de terrain et rédaction en cours.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre chez Habitat et humanisme urgence.

👤 CONTACT

• pablo.runet@gmail.com

VENDRE, ACHETER, CONSTRUIRE : APPROCHE ETHNOGRAPHIQUE DU PROCESSUS DE RÉALISATION DES MAISONS INDIVIDUELLES « SUR PLAN »

DOCTEURE :

Luisa Salieri

Laboratoire de sociologie et anthropologie (LaSA), Université Bourgogne-Franche-Comté (UBFC)



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Christian Guinchard et Sophie Némoz

RÉSUMÉ

À partir d'un travail ethnographique mené auprès d'une entreprise de construction de maisons individuelles « sur plan » et d'une association regroupant ses partenaires économiques, cette recherche montre comment différents acteurs (cadres de l'innovation, commerciaux, responsables de la construction et familles clientes) comprennent et modélisent une maison en cours de réalisation. En particulier, adoptant une approche multi-échelle et multisituée, la thèse retrace les évolutions des maisons individuelles, traversant au fil de leur réalisation les différents états ontologiques de « plans », de « rêves », de « projets », de « chantiers » et d'« habitations ».

Or, la thèse montre que les maisons subissent ces transformations en parallèle de leur commercialisation. Il apparaît alors que les différents acteurs engagés dans la transaction - tant du côté de l'offre que de la demande - peuvent identifier dans les évolutions subies par ces « biens processus » (Callon, 2017), l'occasion d'unir leurs forces et collaborer, en s'accordant sur des méthodes de travail communes, ou au contraire de s'opposer dans des conflits ou des négociations.

Cette thèse s'appuie sur un travail de terrain longitudinal multi-échelle réalisé de novembre 2016 à septembre 2021. En particulier, le suivi de projets à échelle locale a été mené sur un terrain multisitué, se déployant à travers les cinq aires urbaines de Paris, de Lyon, de Lille, de la conurbation de Chambéry-Aix-les-Bains-Annecy et du bassin minier du Pas-de-Calais.

Disciplines: Sociologie Anthropologie

Thèmes: Maison individuelle Ethnographie Vente Réalisation Projet(s)
 Habitation(s) Construction

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 19 octobre 2022.



FINANCEMENT

Thèse financée en Cifre par le « GeoxiaLab ».



CONTACT

• luisa.salieri@gmail.com
07 70 11 93 94

IMPACTS DES TRANSFORMATIONS URBAINES ET ARCHITECTURALES SUR LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DES QUARTIERS RÉNOVÉS : EXEMPLE DE LA RÉNOVATION DE TEISSEIRE À GRENOBLE

DOCTEURE :

Karin Schaeffer

Laboratoire Pacte, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Paulette Duarte

RÉSUMÉ

Depuis quarante ans, la politique de la ville s'applique à transformer les quartiers de grands ensembles pour en faire des territoires comme les autres. En 2003, la Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (dite « Loi Borloo ») s'inscrit dans une réforme d'ampleur de la politique de la ville, engageant près de 600 quartiers d'habitat social classés en Zones urbaines sensibles (ZUS), dans le Programme national pour la rénovation urbaine (PNRU) confié à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). Au regard des apports majeurs qui ont permis la requalification de la majorité des quartiers, apparaissent rapidement les limites de l'action urbaine visant à réduire les écarts entre les quartiers de la politique de la ville et leur environnement.

Alors, si la rénovation urbaine n'a pas eu les effets escomptés (Epstein, 2012), quels sont les impacts de cette politique publique en termes de représentations sociales et quelles sont les incidences sur l'image des quartiers et leur attractivité? Comment les habitants de ces quartiers rénovés se les représentent et comment la rénovation urbaine a impacté les représentations sociales de leurs habitants? Pour essayer de répondre à ces questions, la présente thèse mobilise une sociologie des représentations sociales de l'urbain et une méthode d'analyse qualitative qu'elle applique aux discours habitants issus de trois enquêtes menées au début de la rénovation, puis bien après le renouvellement du quartier de Teisseire à Grenoble.

Discipline: Urbanisme

Thèmes: Rénovation urbaine Architecture et qualité architecturale Urbaine (Qualité) Grands ensembles
 Logement social Représentations

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 21 mars 2023.



PUBLICATIONS

• Duarte P., Schaeffer K., « Les impacts des transformations urbaines sur les représentations sociales habitantes. L'exemple du quartier de Teisseire rénové », *EspacesTemps.net*, 2021. <halshs-03176782>.

• Schaeffer K., « Urban renewal as a lever for action in urban policy to make social housing districts more attractive », *Oikonet*, Manchester, septembre 2016.



CONTACT

• kasadrome@gmail.com
06 30 19 74 40

• Schaeffer K., « Impacts on the social representations of urban and architectural transformations in renewed districts in France and elsewhere », *Oikonet*, septembre 2015, Bratislava, Slovaquie. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01249336>

L'INTERNATIONALISATION DE LA QUESTION DES « BIDONVILLES » ET SES EFFETS SUR L'ACTION PUBLIQUE EN COLOMBIE ET AU BRÉSIL

DOCTEURE :

Laurie Servières

Centre de recherches internationales (Ceri) de Sciences Po et Institut d'études sociales et politiques (Iesp) de l'Université d'État de Rio de Janeiro (Uerj).

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Guillaume Devin (Ceri-Sciences Po)
Carlos Milani (Iesp-Uerj)

RÉSUMÉ

Cette thèse aborde la thématique des « bidonvilles », en croisant les relations internationales, la sociologie et l'analyse de politiques publiques. Se penchant sur l'émergence d'une question des bidonvilles, elle retrace les étapes de son internationalisation, depuis ses balbutiements, dans la première moitié du xx^e siècle, jusqu'à la période récente. Dans le même temps, elle analyse les transformations de l'action publique en direction des bidonvilles, en se fondant sur l'étude empirique de quatre cas de villes, en Colombie et au Brésil : Cali, Medellin, Rio de Janeiro et Fortaleza.

La mise en regard des trajectoires locales et nationales avec la trajectoire internationale du traitement de la question des bidonvilles devient le prétexte à une exploration socio-historique des échanges, circulations et influences qui se jouent dans les arènes (physiques ou virtuelles) où évoluent les principaux protagonistes des initiatives et débats portant sur les bidonvilles. En parallèle, la mise en lumière des biais et dérives au cœur du processus d'internationalisation alimente aussi un questionnement sur les pratiques de certains acteurs et la pertinence des transformations récentes observées. La thèse s'achève sur une série de propositions où la perspective analytique tente de se mettre au service de la pratique, en réfléchissant aux moyens de rendre les politiques de bidonvilles plus efficaces et inclusives.

Discipline : **X Science politique, spécialité relations internationales**

Thèmes : **X Bidonvilles** **X Quartiers précaires** **X Habitat** **X Logement social** **X Informels (Établissements)**
X Urbain **X Coopération internationale** **X Développement durable** **X Ville durable**
X Résilience **X Colombie** **X Brésil** **X Amérique latine** **X Caraïbes** **X Politique(s) publique(s)**
X Circulation d'idées et de personnes **X Acteurs (Réseaux d')** **X Internationalisation**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue en octobre 2022.



FINANCEMENT

Financement FNSP (Fondation nationale des sciences politiques) de trois ans. Diverses aides à la mobilité.



PARTENARIAT

Thèse réalisée en cotutelle entre Sciences Po et l'Université d'État de Rio de Janeiro.



CONTACT

• laurie.servieres@sciencespo.fr

LES EFFETS DE LA NOUVELLE OFFRE IMMOBILIÈRE NON SOCIALE SUR LA VALORISATION DES QUARTIERS RÉNOVÉS. UNE ÉTUDE DANS TROIS QUARTIERS DE L'OUEST

DOCTEUR :

Maximilien Steindorsson

Laboratoire Espaces et sociétés (ESO Rennes), Université Rennes 2

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Solène Gaudin et Guy Baudelle



RÉSUMÉ

Le premier programme de rénovation urbain porté par l'Anru modifie en profondeur les politiques urbaines conduites jusque-là dans les quartiers de grands ensembles sociaux et ce, notamment en intégrant un objectif de mixité sociale qui s'appuie sur une double logique de déconcentration du logement social et de diversification résidentielle par une production de logements non sociaux neufs. Cependant, dans des quartiers considérés comme dévalorisant, attirer des promoteurs puis des acquéreurs apparaît presque contre intuitif. Ainsi, la présence de cet objectif nécessite de reconsidérer la valeur de ces espaces afin de créer des conditions d'attractivité résidentielle. Aujourd'hui, plus de dix ans après la livraison de ces premières résidences, nous souhaitons questionner comment l'intervention de nouveaux acteurs associés à cette production immobilière privée, puis comment le peuplement de ce nouveau parc résidentiel peuvent être à la fois des témoins mais aussi des vecteurs d'influence de la trajectoire de valorisation de ces quartiers ? Notre étude se déroule dans trois quartiers rénovés du grand ouest : Malakoff à Nantes, Kervénanec à Lorient et Les Sablons au Mans.

Disciplines : **X Aménagement et urbanisme** **X Géographie**

Thèmes : **X Rénovation urbaine** **X PNRU** **X Promotion privée** **X Résidentielle (Diversification)**
X Mixité sociale et fonctionnelle **X Valorisation** **X Malakoff, Nantes** **X Kervénanec, Lorient**
X Les Sablons, Le Mans

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 13 juin 2023.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre financée par l'association Rés0 Villes.



PUBLICATION

• Steindorsson M., Baudelle G. et Gaudin S., « Retrouver sa place dans les nouveaux lieux issus de la rénovation ? L'exemple du grand ensemble Malakoff à Nantes », *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, 25 Mars 2021, En ligne.



CONTACT

• maximilien.steindorsson@resovilles.com

**IMMOBILIER RÉSIDENTIEL ET TRAJECTOIRES DES MÉNAGES.
L'EXEMPLE DE LA MÉTROPOLE BORDELAISE****DOCTORANTE :****Élise Thouron**

Gretha, Université de Bordeaux

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Nathalie Gaussier, Renaud Le Goix et Cécile Rasselet

**RÉSUMÉ**

Depuis une dizaine d'années, Bordeaux est devenue une métropole avec des prix de l'immobilier élevés. Ce phénomène semble contraindre le désir d'accession au logement des ménages, alors même que cette agglomération n'a jamais accueilli autant de monde sur son territoire. Cette hausse de la demande est soutenue par la baisse des taux de crédits et l'allongement de leur durée, mais aussi par une série de dispositifs pour la solvabiliser, qui jouent un rôle majeur dans les trajectoires de vie. En effet, le désir d'accession à la propriété demeure très fort, car la propriété est perçue comme un gage de sécurité face à « l'insécurité sociale ». Néanmoins, il est probable que ces dispositifs de soutien et de solvabilisation de la demande participent, in fine, à la hausse des prix, dans un marché immobilier tendu, comme l'est celui de la métropole bordelaise.

Aussi, est-il nécessaire de se demander pour qui - c'est-à-dire quelles catégories sociales, avec quels revenus et avec quelles trajectoires de vie - la métropole est-elle encore accessible ? Et dans quelle mesure, le marché de l'immobilier résidentiel de la métropole reste encore ouvert aux populations les plus vulnérables au renchérissement de l'immobilier, telles que les étudiants, mais aussi les ménages aux revenus modestes et/ou sans patrimoine ?

Discipline: **X Urbanisme et aménagement**Thèmes: **X Résidentiel (Immobilier)** **X Résidentielles (Trajectoires)** **X Bordeaux Métropole****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Date d'inscription en doctorat: décembre 2020.

FINANCEMENT

Thèse en Cifre à l'Agence d'urbanisme Bordeaux Aquitaine, au laboratoire Gretha (Université de Bordeaux) et au laboratoire Géographie-Cités (Université de Paris).

CONTACT

• e-thouron@aurba.org/elise.thouron@u-bordeaux.fr

**EFFICACITÉ D'UN MODÈLE INNOVANT D'ACCÈS DIRECT AU LOGEMENT ET À UN
SUIVI INTENSIF POUR LES PERSONNES SANS-ABRI ATTEINTES DE TROUBLES
PSYCHIATRIQUES SÉVÈRES : LE PROGRAMME « UN CHEZ-SOI D'ABORD »****DOCTEURE :****Aurélie Tinland**

École doctorale sciences de la vie et de la Santé (Marseille), Centre d'études et de recherche sur les services de santé et la qualité de vie (Ceress)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Pascal Auquier

RÉSUMÉ

Le sans-abrisme constitue un problème social, économique et sanitaire, et les populations sans-abri font partie des plus vulnérables. Les services sociaux et sanitaires mis en place dans la plupart des pays occidentaux semblent globalement peu efficaces pour répondre à cette problématique, en particulier pour les personnes atteintes de troubles psychiatriques sévères. Cette thèse s'est intéressée à l'expérimentation en France du modèle Housing First, proposant aux personnes sans-abri, atteintes de schizophrénie ou de troubles bipolaires, un accès direct et inconditionnel au logement ainsi qu'un accompagnement intensif de type Assertive Community Treatment par une équipe mobile pluridisciplinaire orientée vers le rétablissement. Un essai randomisé, contrôlé, multisite, appelé Un Chez-Soi d'Abord, a permis d'évaluer l'efficacité de cette approche, comparativement aux services habituels, de droit commun et spécifiques. Les résultats montrent qu'Un Chez Soi d'Abord a mis fin au sans-abrisme d'une grande partie des participants et a réduit leur nombre de jours d'hospitalisation, comparativement au groupe témoin. La vulnérabilité de la population étudiée, appréciée sous plusieurs aspects grâce aux données baseline, a persisté après l'entrée dans le logement, comme le suggèrent les analyses de mortalité. Cependant, ces résultats plaident en faveur d'approches moins médicamenteuses et plus préventives, pour l'augmentation des ressources mises à la disposition des individus, ainsi que pour l'accompagnement au développement de leurs ressources propres par des programmes communautaires et d'éducation à la santé.

Disciplines: **X Biologie** **X Santé publique** **X Recherche clinique**Thèmes: **X Sans-abrisme** **X Sans-abri** **X Un chez-soi d'abord** **X Rétablissement (Approche orientée)**
X Schizophrénie **X Trouble(s) bipolaire(s)** **X Psychopathologie****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 9 septembre 2022.

PUBLICATION

• Tinland A., Loubière S., Auquier P., « Quels sont les principaux enseignements de la recherche quantitative Un chez-soi d'abord ? », in Chambon N., Estecahandy P., Gilliot E., Hennin M., *La politique du Logement d'abord en pratique*, Presses du Rhizome, pp. 25-32, 2022.

CONTACT

• aurelie.tinland@gmail.com

EXPLORER LES PRATIQUES ALIMENTAIRES DES PERSONNES ÂGÉES POUR NOURRIR LES POSSIBILITÉS DU MAINTIEN À DOMICILE

DOCTORANTE :

Hélène Trimaille

Université de Bourgogne-Franche-Comté

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yoshimasa Sagawa et Aline Chassagne

RÉSUMÉ

Penser un habitat, c'est penser les actes de la vie quotidienne, dont l'alimentation. Plus qu'un besoin vital, elle est source de plaisir, fait appel au goût, aux souvenirs, à des notions de partage, de sociabilité et d'humanité. Le vieillissement, normal ou pathologique, engendre des modifications au niveau physique, physiologique, social et économique qui impactent de fait les comportements alimentaires des personnes âgées. Se procurer, préparer des aliments ou se nourrir peut parfois devenir une corvée pour certaines d'entre elles, cumulant des difficultés physiques et/ou sociales, avec pour effet un appauvrissement nutritionnel, voire une dénutrition ayant des conséquences sur le corps et la santé et in fine sur leur maintien à domicile.

Ce projet de thèse explorera la réalité quotidienne des personnes âgées dans leur rapport à l'alimentation selon leur mode et lieu de vie.

Discipline : Sociologie

Thèmes : Domicile (Maintien à) Alimentaires (Pratiques) Personnes âgées

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse engagée en 2022 pour trois ans.



FINANCEMENT

Contrat doctoral au sein de l'ANR Caravane.



CONTACT

• helene.trimaille@univ-fcomte.fr

STRATÉGIES TERRITORIALES D'ADAPTATION ATTÉNUANTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. APPLICATION SUR LA MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE

DOCTORANTE :

Léna Tullifer

ATE (Architecture territoire et environnement), Ensa Normandie, Université de Rouen Normandie

THÈSE DIRIGÉE PAR :

François Fleury et co-encadré par Noura Arab

RÉSUMÉ

La problématique du changement climatique et, plus particulièrement, des canicules touchant directement les centres des villes est de mieux en mieux connue. Parallèlement, le réaménagement des espaces publics demande à être interrogé au vu des réponses proposées.

La thèse vise à analyser les stratégies d'adaptation des espaces publics au changement climatique, pour les évaluer. Considérer l'adaptation « atténuante » plutôt que la seule atténuation oblige à intégrer concrètement un ensemble de problématiques nouvelles. Il s'agira de caractériser les perceptions et les ambiances thermiques des espaces publics pendant les canicules, par des données à la fois quantitatives et qualitatives. Cette caractérisation conduira à l'identification de stratégies d'adaptation « atténuante » des espaces aménagés.

La prise en compte de la dimension locale implique une réflexion tridimensionnelle, sur le climat, sur la forme et sur le comportement. Elle permet également de repositionner, dans les réflexions stratégiques d'aménagement, des éléments comme l'eau, très souvent citée dans les guides de solutions de rafraîchissement urbain, mais aussi importante dans la vision territoriale de Rouen.

Discipline : Architecture

Thèmes : Changement climatique Changement climatique (Adaptation au) Canicule Espace(s) public(s)

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse débutée en février 2023.

Fin prévue pour début 2026.



FINANCEMENT

Thèse financée par le ministère de la Culture.



CONTACT

• lena.tullifer@rouen.archi.fr

CONSTRUCTION, RÉHABILITATION ET DESTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX À MONTLUÇON (1948-1988). QUARANTE ANS DE POLITIQUE PUBLIQUE VUE À L'ÉCHELLE LOCALE

DOCTEUR :

Christophe Urdicjan

Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société (UMR 8533), Université de Paris Nanterre

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Sabine Effosse

RÉSUMÉ

Une politique de construction de logements se met progressivement en place en France au cours des années 1950. Elle est destinée à résoudre la grave crise du logement qui sévit après la seconde guerre mondiale. La situation de pénurie et d'insalubrité de l'habitat, déjà présente dans l'entre-deux-guerres, a été accentuée par les destructions de guerre et le Baby-boom.

Cette politique de construction a été fortement liée à l'action de l'État, en particulier des différents ministères en charge du logement. Comment les acteurs locaux, en particulier les municipalités, ont-ils trouvé leur place, dans la période dite des Trente Glorieuses, où l'État providence est souvent considéré comme très dirigiste ? Comment ces relations ont-elles évolué avec la remise en cause progressive de ce modèle en raison de l'entrée durable dans une crise économique mondiale à partir de 1973 ?

Pour répondre à ces questions, la thèse s'est intéressée à la construction, la réhabilitation et la destruction de logements sociaux à Montluçon de 1948 à 1988. Cette approche locale permet de nuancer l'affirmation d'un centralisme et dirigisme étatique. La politique de construction ne s'avère en effet efficace que grâce à la collaboration de l'ensemble des acteurs concernés par le logement : ministères en charge du logement, représentants de l'État (préfets et directeurs départementaux de la Construction ou de l'Équipement), mais également acteurs locaux (municipalités, entreprises, habitants).

Discipline : **X Histoire contemporaine**

Thèmes : **X Logement social** **X Histoire urbaine** **X Histoire sociale** **X Politique(s) publique(s)**
X Ville(s) industrielle(s) **X Urbanisme** **X Administration**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse présentée et soutenue publiquement le 29 novembre 2021 à l'Université de Paris Nanterre.



CONTACT

• urdis03@gmail.com
06 44 29 26 78

LES AGRICULTURES URBAINES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES : RÉCITS DE LA TRANSITION ET ACTION COLLECTIVE TRANSFORMATIVE

DOCTORANTE :

Cyrielle Vaillant

Ettis-Inrae, Université de Bordeaux, ED SP2



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Valérie Deldrève et Laurence Granchamp

RÉSUMÉ

Les populations les plus précaires se privent quotidiennement d'aliments sains et de « qualité ». L'insécurité alimentaire aboutit tant à la faim qu'à l'obésité. Ainsi, agir sur les inégalités sociales par la transition sociale écologique, c'est articuler des enjeux de transformation, impliquant différents acteurs et échelles d'action, à des enjeux de justice, comme celui de garantir l'accès à un « droit à la nature en ville » (Angelo et Wachsmuth, 2015).

La thèse s'inscrit dans le champ de la justice environnementale : les inégalités sont l'expérience d'une injustice vécue et l'action collective transformative peut être un levier pour la transition.

Quelles sont les dynamiques d'action collective et les modes de mobilisation/enrôlement des « publics » dans les installations d'agricultures urbaines en quartier populaire ? Quels effets ont ces dynamiques en termes de justice alimentaire et environnementale ?

Une attention particulière sera portée à la dimension narrative : quels types de récits fabriquent quels collectifs (et inversement) ? Dans cette perspective, la sociologie visuelle pourra être mobilisée, la « fabrique » des images des quartiers traduisant tout autant des rapports de pouvoir que des volontés de réappropriation et de transformation des stigmates.

Discipline : **X Sociologie**

Thèmes : **X Environnementale (Justice)** **X Transition socio-écologique** **X Sociologie de l'action collective**
X Agriculture urbaine **X Démocratie et accessibilité alimentaire** **X Inégalités** **X Quartiers populaires**

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Inscription en novembre 2022.



FINANCEMENT

Thèse financée par l'Ademe (2022-2025).



PARTENARIAT

Associée à l'Agence nationale de réaménagement urbain (Anru), AgroParisTech et la chaire « Agriculture urbaine » dans une démarche de recherche portant sur les projets lauréats « Quartiers Fertiles » de l'Anru.



CONTACT

• cyrielle.vaillant@inrae.fr

« FAIRE QUELQUE CHOSE POUR LES FEMMES DU QUARTIER » : QUAND DES MÈRES MIGRANTES PARTICIPENT À LA PRODUCTION DES POLITIQUES SOCIALES LOCALES

DOCTEURE :

Olivia Vieujean

Ehess, Centre Maurice-Halbwachs

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Florence Weber

RÉSUMÉ

Cette monographie d'un quartier Politique de la Ville au centre d'une métropole européenne montre comment des mères migrantes, arrivées au début des années 2000, « participent », s'approprient et, dans certains cas, élaborent des actions de soutien à la parentalité.

Dans ce quartier d'arrivée qui constitue un milieu d'interconnaissance et de réputation, ces mères occupent une position de respectabilité qui passe par leur exercice de la maternité.

Une ethnographie minutieuse restitue l'épaisseur qui se loge derrière deux catégories indigènes, « les familles » et « les femmes », deux pôles normatifs positionnant les mères soit comme « familles » prenant appui sur le travail productif de leur mari, soit comme « femmes », développant des activités d'entraide qui brouillent les frontières du travail domestique et du care dispensé dans l'espace public. Pour « les femmes », la participation constitue une réponse aux injonctions activatrices de l'État social décomposé, qui les fait passer du statut d'assistée à un statut de bénévole, puis, pour les plus entreprenantes, de bénévole à responsable associative.

La thèse explore la figure de « celles qui font quelque chose pour les femmes du quartier », et propose le concept d'« entrepreneuses de territoire » pour qualifier leur démarche : trois études de cas de responsables associatives observent les interactions qu'elles mettent en place avec celles qui deviennent « leurs usagères » et avec les responsables politiques.

En tirant parti du brouillage que la scène du quartier instaure entre solidarités privées, care socialisé, engagement citoyen et ciblage politique, ces mères produisent de l'« activité », qui s'étend du travail gratuit à l'investissement positif d'une appartenance locale, reconfigurant des solidarités féminines ambivalentes.

Disciplines: Anthropologie Sociologie

Thèmes: Assistance Bénévolat Maternité Associations Femmes migrantes
 Quartiers en politique de la ville (QPV) Logement social

ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 30 juin 2022.



FINANCEMENT

Contrat doctoral PSL.



CONTACT

• oliviavieujean@gmail.com

LE RAPPORT AU LOGEMENT DES JEUNES NEETS VULNÉRABLES EN INSERTION PROFESSIONNELLE

DOCTORANTE :

Marie Wagret-Quatromme

Laboratoire Arènes, École des hautes études en santé publique (Ehesp)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Patricia Loncle (directrice principale)

Emmanuelle Maunay (codirectrice)



RÉSUMÉ

Le logement est une dimension centrale du parcours d'accès à l'emploi des jeunes adultes, en particulier pour les plus vulnérables d'entre eux qui connaissent des parcours d'insertion professionnelle difficiles.

Cette recherche doctorale vise à interroger la dimension résidentielle de leur insertion sociale et professionnelle, en étudiant le rapport au logement des jeunes « Neets » (ni en emploi, ni en études, ni en formation) du dispositif Garantie Jeunes, porté par les missions locales. Il s'agira d'analyser leurs situations résidentielles (statuts, conditions matérielles d'existence, représentations), et la manière dont se construisent leurs parcours résidentiels en lien avec leurs parcours d'insertion. Il s'agira également de questionner la prise en compte par l'action publique du logement de ces jeunes vulnérables, et ses éventuels effets sur leurs trajectoires.

Le travail d'enquête s'appuiera sur une méthodologie principalement qualitative.

Disciplines: Sociologie de la jeunesse Sociologie de l'action publique Sociologie du logement

Thèmes: Jeunes vulnérables Emploi (Distance à l') Jeunes Neets Jeunes (Garantie)
 Résidentiel (Parcours) Missions locales Insertion professionnelle

ÉTAT D'AVANCEMENT

La thèse a démarré en avril 2021.
Fin prévisionnelle : avril 2024.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre en partenariat avec Espacité.



CONTACT

• wagretquatromme.marie@gmail.com

LA RÉNOVATION URBAINE VUE D'EN BAS : LES EFFETS SOCIOPOLITIQUES DES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN SUR LES HABITANT.ES

DOCTORANT :

Anis Zerde

Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps), Université de Lille

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Fabien Desage et Rémi Lefebvre

RÉSUMÉ

Les programmes de rénovation urbaine du début des années 2000 se caractérisent par une valorisation très forte des opérations de démolition de grands ensembles de logements sociaux, impliquant le déménagement des habitants. Ils se traduisent par une perturbation majeure du quotidien de milliers de personnes. C'est à ce premier point que la thèse s'intéresse pour questionner les effets de la rénovation urbaine sur les habitants en prenant en compte la composition familiale, l'emploi, les ressources, les sociabilités, l'accès aux commerces et services, etc. Autant d'éléments au cœur du processus de relogement, par ailleurs accompagné par un ensemble d'acteurs institutionnels. Une attention particulière sera portée aux relations qui se nouent entre ceux-ci et les habitants, et à ce qu'elles révèlent du rapport à l'État et aux institutions des classes populaires.

Cette thèse s'inscrit à la croisée de la sociologie de l'action publique, de la sociologie des classes populaires et de la sociologie des institutions. Elle s'appuiera sur une enquête ethnographique dans deux quartiers concernés par un projet NPNRU en France métropolitaine. Elle s'attachera à se tenir et du côté des acteurs locaux engagés dans la mise en place de la rénovation urbaine et du côté des habitants impactés par le processus de relogement.

Disciplines: Sociologie politique Sociologie urbaine

Thèmes: Rénovation urbaine Sociologie des classes populaires Action publique Sociologie des institutions
 Quartiers populaires Logement social Relogement

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse démarrée le 1^{er} octobre 2020.



CONTACT

• zerde.anis@gmail.com



FINANCEMENT

Contrat doctoral.

TRAVAUX DE RECHERCHE



0

3 PARTIE

Autres coopérations

Ce chapitre rassemble **30** actions, diverses par leur objet aussi bien que par leur nature (ateliers d'étudiants, actions de formation, cycles de conférences, expertises...), qui viennent enrichir le panoptique des collaborations établies « sur le terrain » entre le monde de la recherche et celui de l'action.

PROJET ÉTUDIANTS « ÉCONOMIE CIRCULAIRE : QUELLE FILIÈRE DE RÉEMPLOI DE MATÉRIAUX DU BÂTIMENT DANS LES TERRITOIRES PICARDS ET LA RÉGION RÉMOISE ? »

PARTENARIAT :

Commanditaires :

Réseau Canopée (réseau de six organismes Hlm dans les Hauts-de-France, www.reseau-canopee.fr) et

l'Établissement public foncier local des territoires de l'Oise et de l'Aisne (www.epflo.fr)

Partenaire universitaire : Université de technologie de Compiègne (UTC)

Diplôme d'ingénieur en génie urbain - filière Bâtiment (BAT) et filière Aménagement, mobilité, transport (AMT)

Responsable de la formation : Fabien Lamarque, responsable de la filière Bâtiment (BAT)

Responsable pédagogique : Nathalie Molines

RÉSUMÉ

Le réemploi des matériaux et des équipements constitue un élément de réponse stratégique pour faire face aux défis environnementaux du bâtiment et à l'urgence de décarbonation. La mise en place d'une filière REP (responsabilité élargie du producteur), en charge d'accélérer le recyclage et de créer les conditions du réemploi, prend du retard. En attendant, des bailleurs sociaux s'organisent. C'est ainsi que Reims habitat a choisi d'accompagner la création d'une matériau-thèque sur son territoire. Canopée, qui regroupe six bailleurs, a souhaité capitaliser sur cette dynamique, en organisant un séminaire consacré à l'économie circulaire en 2022. Décidés à poursuivre leur réflexion sur le réemploi, ils se sont rapprochés de l'Université technologique de Compiègne pour monter un projet étudiants. L'UTC, déjà approchée par l'Établissement public foncier de l'Oise et de l'Aisne sur le même sujet, a alors proposé un projet commun. Ce dernier a démarré en mars 2023 et mobilise 22 étudiants en génie urbain. L'objectif est d'accompagner les maîtres d'ouvrage dans leur stratégie de réemploi avec :

- Une cartographie des acteurs du recyclage et du réemploi dans les territoires picards et de la Marne ;
- Une analyse des stratégies de réemploi, stocker pour soi-même (in situ ou ex situ) ou créer les conditions de l'émergence d'un marché du réemploi local.

Disciplines : Urbanisme Bâtiment Aménagement urbain

Thèmes : Déchets (Recyclage et réemploi) Filière REP Économie circulaire Logement Bâtiment Transition écologique BTP

ÉTAT D'AVANCEMENT

Projet développé de février à juin 2023.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport et soutenance orale.

CONTACT

- Giulia Aurrand-Lions, cheffe de projet, Réseau Canopée g.aurrandlions@reseau-canopee.fr

DÉMARCHE « HABITER LA FRANCE DE DEMAIN »

PARTENARIAT :

Commanditaires :

Direction de l'Habitat de l'urbanisme et des paysages, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Partenaire universitaire :

Séverine Bonnin-Oliveira, maître de conférences en aménagement et urbanisme, directrice de la mention urbanisme et aménagement, chercheuse au Lieu (UR 889), Aix-Marseille Université

RÉSUMÉ

La démarche ministérielle Habiter la France de demain, lancée par la ministre Emmanuelle Wargon en 2021, visait à assurer une meilleure prise en compte des aspirations citoyennes, de la diversité des savoirs (profanes et savants) et des différentes expertises (d'usage, technique, scientifique et politique) dans la définition de politiques publiques tournées vers la sobriété, l'inclusion, la résilience et la créativité.

Suite à la consultation citoyenne conduite en 2021, un groupe de quatre experts d'horizons et de disciplines différents a été mobilisé.

Ce groupe d'experts, composé de Séverine Bonnin Oliveira (habitat, aménagement, urbanisme), Ghislaine Deymier (mobilité), Rémi Babut (énergie), Erwan Lecœur (sociologie comportementale), a eu quatre missions :

- Définir un cadre d'analyse du potentiel des actions repérées par les citoyens et sélectionner quatre projets relevant de quatre catégories (habitat, alimentation, nouveaux lieux, gaspillage) ;
- Échanger avec les citoyens pour expliciter la sélection opérée ;
- Présenter les projets retenus lors de la restitution plénière de la démarche en introduction du colloque « Villes et territoires durables à l'heure de la planification écologique » (décembre 2022) ;
- Participer (interview) aux documentaires dédiés à chaque projet (dont le projet « hameaux légers » de la catégorie Habitat).

Disciplines : Aménagement et urbanisme Sociologie

Thèmes : Dialogue acteurs-chercheurs-citoyens Sobriété Résilience Inclusion Créativité Ville durable Action publique Coproduction

ÉTAT D'AVANCEMENT

De février 2021 à février 2023.
Démarche en cours de valorisation.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Livret « Habiter la France de demain ».
- Quatre documentaires à Thionville, Aubagne, Saint-André-les-Eaux et Metz. En ligne sur dailymotion : <https://www.dailymotion.com/playlist/x7so10>

CONTACTS

- Magali Pinon-Leconte, sous-directrice à l'aménagement durable, Dhup magali.pinon-leconte@developpement-durable.gouv.fr
- severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr

ATELIER ÉTUDIANTS « BELSUNCE, ENTRE DYNAMIQUES PRIVÉES ET ACTION
PUBLIQUE : REPENSER L'ARTICULATION AUTOUR D'UN PROJET COMMUN »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Ville de Marseille

Partenaire universitaire : master 2 « Urbanisme et aménagement », parcours politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain de l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional d'Aix-en-Provence, Aix-Marseille Université (AMU)

Responsable du master : Séverine Bonnin-Oliveira, maître de conférences en aménagement et urbanisme, directrice de la mention urbanisme et aménagement, responsable du parcours Politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain

Responsables scientifiques de l'atelier : Séverine Bonnin-Oliveira et Nicolas Persyn, urbaniste associé chez Concorde, Past

RÉSUMÉ

Les effondrements de la rue d'Aubagne (2018) ont interpellé l'ensemble des acteurs sur le devenir du centre-ville de Marseille et questionné l'efficacité (et la cohérence) des actions qui y sont conduites. Pour coordonner les politiques publiques déployées, le Projet partenarial d'aménagement, réunissant autour de la Ville, la Métropole et l'État, les principaux partenaires (financeurs et opérateurs), se fixe pour ambition de redéfinir un cadre stratégique et opérationnel commun. Dans ce contexte unique, le quartier de Belsunce constitue un secteur pivot et stratégique de la transformation du centre-ville.

La commande visait ainsi à produire sur ce quartier un diagnostic social, urbain et morphologique ; à proposer un programme d'interventions (à court, moyen, long terme) répondant aux enjeux identifiés ; à envisager les leviers d'action et leurs modes d'intervention, en mettant notamment en évidence l'articulation public/privé et l'inscription dans des dispositifs existants ou en devenir.

Le diagnostic a mis en évidence les atouts (qualité architecturale et urbaine, vie sociale) et faiblesses (congestion, conflits d'usage, dégradation de l'habitat) du quartier malgré l'accumulation ancienne de dispositifs publics. Le projet s'est articulé autour de l'affirmation d'une artère centrale de laquelle découlent des interventions spatialisées coordonnées sur l'habitat, l'espace public, la végétalisation et les circulations. En matière d'habitat, l'accent a été mis sur la mobilisation du privé en envisageant le rôle de l'OFS et de l'AFU.

Discipline : Urbanisme

Thèmes : Quartiers populaires Habitat dégradé Habitat (Amélioration de l') Belsunce Marseille

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

De septembre 2022 à mars 2023.

€ FINANCEMENT

Convention avec la ville de Marseille.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Deux présentations orales : l'une à mi-parcours pour soumettre le diagnostic et des pistes de projet au commanditaire ; l'autre en mars pour présenter le résultat final du travail au commanditaire.
- Un rapport élaboré de manière itérative tout au long de l'année.

👤 CONTACTS

- Julien Péron, jperon@marseille.fr
- Séverine Bonnin-Oliveira, severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr
- Nicolas Persyn, np@concorde-a-u.com

ATELIER ÉTUDIANTS « LE LOGEMENT JEUNE À ENCAGNANE,
ENTRE ATTENTES ET SOLUTIONS ADAPTÉES ? »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Union régionale habitat jeunes Paca et Corse (Urhaj)

Partenaire universitaire : master 2 « Urbanisme et aménagement », parcours politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain de l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional d'Aix-en-Provence, Aix-Marseille Université (AMU)

Responsable du master : Séverine Bonnin-Oliveira, maître de conférences en aménagement et urbanisme, directrice de la mention urbanisme et aménagement, responsable du parcours Politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain

Responsables scientifiques de l'atelier : Séverine Bonnin-Oliveira et Nicolas Persyn, urbaniste associé chez Concorde, Past

RÉSUMÉ

Alors que l'Urhaj Paca et Corse cherche à favoriser le développement d'une offre globale de logements pour les jeunes à Aix-en-Provence, Famille & Provence développe au sein du quartier d'Encagnane depuis une dizaine d'années, des projets d'innovation sociale qui reposent sur une forte implication des habitants dans leur mise en œuvre.

L'atelier vise à favoriser l'insertion socio-professionnelle et l'émancipation des jeunes d'Encagnane par le logement, alors que le quartier (ou les environs) n'offre pas de solution de logement et d'accompagnement adaptés.

Le travail a été conduit par un groupe de cinq étudiants qui a d'abord produit un diagnostic socio-territorial de la situation des jeunes au regard de l'accès au logement et des attentes en matière de logement et d'habitat à Aix-en-Provence et à Encagnane. Cette phase s'est appuyée sur un questionnaire, un atelier conduit avec six jeunes et des entretiens avec les acteurs sociaux et institutionnels.

La phase projet s'est orientée vers l'élaboration d'un dispositif partenarial d'accès au logement mobilisant acteurs associatifs et bailleurs sociaux, dans le cadre d'une convention, pour clarifier et articuler les rôles de chacun dans l'accompagnement des jeunes vers le logement, la mobilisation du parc de logements existants, la création d'un lieu ressource pour les jeunes et la programmation de nouvelles solutions de logement.

Disciplines : Urbanisme Sociologie

Thèmes : Jeunes Accès au logement Quartiers d'habitat social Logement social
 Renouvellement urbain Jeunes (Solutions Habitat)

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

De septembre 2022 à mars 2023.

€ FINANCEMENT

Conventionnement avec l'Urhaj.

🔗 PARTENARIAT

ESH Famille et Provence.
Mission locale du Pays d'Aix.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Deux présentations orales : l'une à mi-parcours pour soumettre le diagnostic et des pistes de projet au commanditaire ; l'autre en mars pour présenter le résultat final du travail au commanditaire.
- Un rapport élaboré de manière itérative tout au long de l'année.

👤 CONTACTS

- Carole Koch, direction@habitatjeunes-pacac.org
- Xavier Rouquerol, x.rouquerol@familleprovence.fr
- Mission Locale du Pays d'Aix, directeur@ml-pa.org
- Séverine Bonnin-Oliveira, severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr
- Nicolas Persyn, np@concorde-a-u.com

ATELIER ÉTUDIANTS « DE LA ZONE COMMERCIALE AUCHAN
À LA "PINÈDE HABITÉE" »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Ville de Martigues

Partenaire universitaire : master 2 « Urbanisme et aménagement », parcours Politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain de l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional d'Aix-en-Provence, Aix-Marseille Université (AMU)

Responsable du master : Séverine Bonnin-Oliveira, maître de conférences en aménagement et urbanisme, directrice de la mention urbanisme et aménagement, responsable du parcours Politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain

Responsables scientifiques de l'atelier : Séverine Bonnin-Oliveira et Nicolas Persyn, urbaniste associé chez Concorde, Past

RÉSUMÉ

La ville de Martigues connaît, depuis les années 1960, un développement urbain ambitieux et planifié. Le nord de la commune, offrant des réserves foncières conséquentes, a permis la réalisation d'un condensé d'histoires et de formes urbaines mêlant tours et immeubles majoritairement sociaux et quartiers de maisons individuelles en bandes ou détachées. Entre ces formes urbaines, l'hypermarché Auchan, au large rayonnement géographique, s'impose dans le paysage, comme un pivot entre deux façons d'habiter et de vivre la ville. À l'heure de l'objectif du zéro artificialisation nette des sols, repenser cette zone commerciale périphérique s'impose comme un impératif de la ville durable.

À l'issue d'un premier travail de diagnostic de la genèse, du fonctionnement et des potentialités de cette zone commerciale inscrite dans un large territoire vécu, les étudiants ont été invités à concevoir un projet de recomposition urbaine autour de trois mots clés : renouvellement urbain, mixité d'usages et transition écologique, afin de permettre le maintien d'une offre commerciale diversifiée de qualité et d'envergure, tout en proposant un quartier d'habitat démonstrateur de la ville durable faisant une large place à la nature.

Le projet de pinède habitée, conçu par les étudiants, a ainsi permis d'envisager non seulement les fonctions et l'organisation à venir de ce quartier, mais aussi de penser la temporalité de cette transformation en plusieurs séquences, permettant d'impliquer les acteurs privés dans la transformation urbaine.

Discipline : Urbanisme

Thèmes : Zone commerciale périphérique Renouvellement urbain Désimperméabilisation Cadre de vie
 Partenariat Public-Privé Martigues

ÉTAT D'AVANCEMENT

De septembre 2022 à mars 2023.

FINANCEMENT

Convention avec la ville de Martigues.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Deux présentations orales : l'une à mi-parcours pour soumettre le diagnostic et des pistes de projet au commanditaire ; l'autre en mars pour présenter le résultat final du travail au commanditaire.
- Un rapport élaboré de manière itérative tout au long de l'année.



CONTACTS

- Jérôme Garguilo, jerome.garguilo@ville-martigues.fr
- Séverine Bonnin Oliveira, severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr
- Nicolas Persyn, np@concorde-a-u.com

MUSÉE DU LOGEMENT POPULAIRE

PARTENARIAT :

Association pour un musée du logement populaire (Amulop)

et

Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) UMR 8058, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CNRS

RÉSUMÉ

L'Association pour un musée du logement populaire milite pour la création d'un musée qui mette en valeur l'histoire de la banlieue ouvrière parisienne au xx^e siècle, à travers la reconstitution de la vie de ses habitants, avec une approche microhistorique et immersive.

L'Amulop a mis sur pied l'exposition temporaire « La vie Hlm » dans un immeuble habité de logement social à Aubervilliers (93) entre octobre 2021 et juin 2022. Deux parcours d'exposition étaient proposés. Le premier reposait sur la reconstitution totale d'un appartement habité par une famille d'ouvriers franco-polonais de 1957 à 2012. Le second cherchait à mettre en scène l'enquête historique sur trois familles ayant résidé dans la même cage d'escalier entre 1957 et les années 2000. L'exposition a rencontré un vif succès critique et public accueillant au final plus de 5 600 personnes. Portée par le succès de l'exposition « La vie Hlm », l'Amulop est aujourd'hui à la croisée des chemins pour son projet associatif : trouver l'immeuble où s'implantera le futur musée du logement populaire. Actuellement en négociations avec différentes collectivités de Seine-Saint-Denis, le collectif de l'Amulop espère ouvrir les portes de son futur musée à l'horizon 2026-2028.

Le département se transforme à très grande vitesse sous l'effet de la métropolisation : il ne s'agit donc plus seulement de revaloriser une histoire ignorée mais également de conserver un patrimoine populaire indispensable à la compréhension de la société française contemporaine.

Disciplines : Histoire Sociologie Architecture Anthropologie Géographie Médiation culturelle

Thèmes : Banlieue parisienne Logement social Habitant(s) Aubervilliers Migrants Microhistoire
 Classes populaires Seine-Saint-Denis

ÉTAT D'AVANCEMENT

L'association a été créée en 2014.
Ouverture du musée prévue à l'horizon 2026-2028.

FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat.
Fédération nationale des OPH.
Département de Seine-Saint-Denis.

PARTENARIAT

Association pour un musée du logement populaire (Amulop) : recherches, réalisation des parcours d'exposition. Institut convergences migrations (ICM) : financement du projet Migrants ordinaires dans le logement et de l'exposition « La vie Hlm ». Financement MSH Ange Guépin, les musées d'histoire populaire et leur quartier : enjeux de médiation, de participation et de transformations urbaines sur 12 mois.



PUBLICATIONS

- « Amulop, La vie Hlm, histoires d'habitant.e.s de logements populaires, Aubervilliers 1950-2000 », catalogue d'exposition, 2022.
- « Images, lettres et sons », 20 & 21. *Revue d'histoire*, n° 153, 2022/1, pp. 155-166. URL : <https://www-cairn-info.doc-elec.univ-lemans.fr/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2022-1-page-155.htm>



CONTACT

- muriel.cohen@amulop.org

PROGRAMME « ENGAGÉS POUR LA QUALITÉ DU LOGEMENT DE DEMAIN »

PARTENARIAT :

GIP L'Europe des projets architecturaux et urbains

Maîtrises d'ouvrages de projets de logements et collectivités locales, lauréats du programme

Laboratoires de recherche réalisant des recherches embarquées auprès des porteurs de projet lauréats

Ministère de la Ville et du Logement

Ministère de la Culture

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca)

Chaire « Le logement de demain »

Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement

RÉSUMÉ

Le GIP « Europe des projets architecturaux et urbains » (Epa) opère le programme Engagés pour la qualité du logement de demain qui vise à expérimenter, par le projet, les formes de production et de conception du logement de demain.

Le programme entend constituer un vivier d'opérations représentatif de l'excellence française en matière de qualité architecturale, d'usage et de transition écologique, au service de la production du logement pour tous. Ainsi, 97 projets ont été sélectionnés. Les groupements candidats proposaient systématiquement une dimension recherche, que ce soit en recherche et développement intégré dans les structures de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'œuvre, ou sous la forme de contrats doctoraux Cifre, ou encore par l'association de laboratoires de recherche. Ainsi, environ une centaine de chercheurs observant et contribuant aux projets ont été embarqués au sein des équipes lauréates.

La recherche au sein du programme Engagés pour la qualité du logement de demain est également présente par trois études transversales :

- L'architecte dans la chaîne de valeur de la production des logements abordables conduite par Ingrid Nappi, économiste, directrice de recherches à l'Institut Louis-Bachelier ;
- L'étude transversale Scopie (Suivi de cohorte des projets innovants et expérimentaux) portée par la chaire « Le Logement de demain » ;
- L'étude Mesqual? (Montages économiques, source de qualité?) conduite par l'Idheal.

Le GIP Epa est en charge d'animer la communauté des chercheurs et de valoriser les résultats des recherches associées aux projets lauréats et au programme.

Disciplines: Sociologie Sciences économiques Architecture Urbanisme Histoire Géographie
 Génie civil Génie Urbain

Thèmes: Montage(s) d'opération Projets (Conduite de) Jeux d'acteurs Bilan d'opérations
 Dispositifs architecturaux Données environnementales Données bâtimentaires Filières
 Qualité d'usage Habiter (Modes d') Commun(s)

● ● ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Les recherches se déroulent de 2022 à 2025.

€ FINANCEMENT

Le ministère de la Culture finance 21 projets de recherche embarquée: 356 000 euros sur 2022-2025 et 4 contrats doctoraux. Financements complémentaires de la part de certaines maîtrises d'ouvrage ou autofinancement des laboratoires. Le Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) finance la mission d'évaluation réalisée par la chaire « Le logement de demain ».

🔗 AUTRES PARTENAIRES

L'Union sociale pour l'habitat, le Réseau des acteurs de l'habitat et le Réseau recherche Habitat Logement

(REHAL) participent au programme EQLD au travers des journées « Quoi de neuf, chercheurs? » qu'ils consacrent régulièrement à la démarche EQLD. La première journée « Quelle(s) qualité(s) du logement de demain? », du 7 décembre 2022 a fait l'objet de la publication d'actes.

📄 PUBLICATIONS ATTENDUES

- Livrables des études transversales.
- Livrables des recherches embarquées.

👤 CONTACT

Lola Davidson, directrice du programme Engagés pour la qualité du logement de demain, GIP Epa
• lola.davidson@developpement-durable.gouv.fr

MESURE DE L'ARTIFICIALISATION INDUITE PAR LE LOGEMENT SOCIAL :
EXPÉRIMENTATION EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

PARTENARIAT :

L'Union régionale pour l'habitat des Hauts-de-France, la Dreal Hauts-de-France,

la Direction régionale de la Banque des Territoires

et

Le Cerema Hauts-de-France : Olivier Dupré (responsable du groupe Connaissance du foncier et de ses usages), Martin Bocquet (directeur d'études Foncier)

RÉSUMÉ

L'URH Hauts-de-France, la Dreal Hauts-de-France et la Banque des Territoires en partenariat avec le Cerema, ont souhaité objectiver la consommation foncière du logement social en la comparant aux autres secteurs de la construction de logements, pour établir un point zéro à partir duquel positionner les bailleurs sociaux et mesurer l'effort à produire dans la perspective de l'application de l'objectif « zéro artificialisation nette des sols (ZAN) ».

L'étude, qui avait pour ambition de produire une méthode reproductible au niveau national utilisant les fichiers fonciers et les fichiers « modes d'occupation des sols (MOS) » de la Dreal, a mis en évidence de grandes tendances.

Ainsi, pendant la période étudiée (2009-2017), sur les 11 730 hectares artificialisés en région, ce ne sont pas moins de 6 977 hectares qui ont été artificialisés par le secteur du logement.

Alors qu'il a représenté 31 % de la production de logements, le secteur du logement social n'a consommé que 863 hectares, soit 7,3 % de la consommation totale d'espace. Ce rapport s'explique en grande partie par le fait que les opérations sociales sont plus vertueuses du point de vue de la consommation d'espace. Ainsi, un hectare permettra de produire 16 logements pour la promotion immobilière, 9 logements pour la promotion pour soi, et 27 logements pour un bailleur social.

Un tableau de bord en ligne accompagne cette étude pour approfondir les chiffres à l'échelle de l'Epci.

Disciplines: Aménagement et urbanisme Géographie Études urbaines Architecture

Thèmes: Foncière (Consommation) Logement social Organismes Hlm Immobilière (Promotion)
 Foncière (Sobriété) Autoconstruction Construction pour soi
 Zéro artificialisation nette des sols (Zan) Construction Logement

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Janvier 2022 à juin 2023.

€ FINANCEMENT

Union régionale pour l'habitat des Hauts-de-France, Dreal Hauts-de-France, Banque des Territoires, Union sociale pour l'habitat.

🔗 PARTENARIAT

Ademe. EPF des Hauts-de-France. Établissement public foncier local des territoires Oise et Aisne (Epflo). Région Hauts-de-France.

📄 PUBLICATIONS

- Un rapport d'étude, permettant l'analyse des résultats et leur répliquabilité au niveau national: mesure de l'artificialisation induite par le logement social.
- Un tableau de bord permettant l'analyse de la consommation foncière de l'échelle de la région à celle de l'Epci.

👤 CONTACT

• Emma Desette, URH Hauts-de-France, responsable du pôle stratégie urbaine et patrimoniale
e.desette@union-habitat.org

ATELIER PROFESSIONNEL MASTER 2 « AMI DÉMONSTRATEUR
DE LA VILLE DURABLE, LES CŒURS D'ÎLOTS DU CENTRE RECONSTRUIT BRESTOIS »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Brest métropole aménagement

Partenaire universitaire : master « Aménagement et urbanisme », Institut de géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale

Responsable du master : Lionel Prigent

Responsables scientifiques de l'atelier : Amandine Diener et Hélène Martin-Brelot

RÉSUMÉ

Brest métropole figure parmi les 30 lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Démonstrateurs de la ville durable » lancé par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Elle va bénéficier d'un accompagnement financier important pour le projet de revitalisation urbaine de son centre-ville.

Brest Métropole a désigné Brest Métropole aménagement pour assurer le portage opérationnel de l'ensemble du projet qui mobilise la collaboration de nombreux acteurs : l'Agence d'urbanisme de Brest Bretagne (Adeupa), la Sempi, Brest Métropole habitat, l'Université de Bretagne occidentale, l'Établissement public foncier local, etc.

En phase de diagnostic des dix îlots concernés, le travail a été organisé en deux axes :

- Le premier a été centré sur la rédaction d'un état des lieux des usages de deux cœurs d'îlot précédemment sélectionnés. Il comporte une synthèse des travaux préalablement réalisés par l'Adeupa, le Cerema, ainsi qu'une analyse des entretiens effectués auprès des habitants et des propriétaires ;
- Le deuxième axe a porté sur une analyse des données issues des entretiens et la proposition d'un ensemble de cartographies sur les aménagements possibles en cœur d'îlot.

Disciplines : Sociologie Sciences économiques Architecture Urbanisme Histoire

Thèmes : Reconstruction Régénération Copropriétés

ÉTAT D'AVANCEMENT

Atelier conduit d'octobre 2022 à mars 2023.

FINANCEMENT

8 000 euros (Brest Métropole aménagement).

PUBLICATION

- Rapport d'atelier réalisé par les étudiants de l'Institut de Géoarchitecture.

CONTACTS

- Amandine Diener, amandine.diener@univ-brest.fr
- Hélène Martin-Brelot, helene.martin-brelot@univ-brest.fr

POLITIQUEDULOGEMENT.COM - ANALYSES ET DÉBATS

PROMOTEURS DU PROJET :

Comité de rédaction : Catherine Bonvalet, Jean Bosvieux, Arnaud Bouteille, Claire Carriou, Bernard Coloos, Alexandre Coulondre, Julien Damon, Jean-Claude Driant, Grégoire Fauconnier, Irène Fossé, Jean-Marie Gambrelle, Alban Gaspard, Claire Guidi, Gérard Lacoste, Frédérique Lahaye, Vincent Le Rouzic, Pierre Madec, Claude Taffin, Bernard Vorms

RÉSUMÉ

Créé par un groupe des spécialistes de l'économie du logement, le site Politiquedulogement.com a pour objectif de publier des contributions aux débats sur la politique du logement, sans pour autant verser dans l'académique ou le consensuel. Politiquedulogement.com se veut largement ouvert. Tous les articles ayant trait au logement ont leur place sur le site, qu'ils relèvent de l'économie, du droit, de la sociologie, de l'histoire, ou d'autres disciplines, qu'ils traitent de questions d'actualité ou de thèmes permanents. Toutes les opinions peuvent s'y exprimer, pourvu qu'elles soient argumentées et qu'elles ne visent pas à défendre les intérêts ou les postures de lobbies, acteurs politiques ou autres institutions. Ce parti pris d'ouverture est également géographique, avec un intérêt pour ce qui se passe ailleurs qu'en France et le souhait d'accueillir des contributions d'auteurs d'autres nationalités.

Le site présente en outre un dictionnaire de l'habitat élaboré par un large panel de spécialistes des disciplines précitées. Au quelques deux-cent-vingt entrées actuellement en ligne s'en ajouteront progressivement d'autres, l'objectif étant de couvrir l'ensemble du champ dans toutes ses dimensions. Les textes du dictionnaire seront mis à jour en continu. Des recensions d'ouvrages ou d'articles sont également régulièrement publiées.

Disciplines : Sciences humaines et sociales

Thèmes (des derniers articles publiés) : Besoins en logement Dispositif Pinel EPL d'aménagement Fiscalité du logement locatif AOH - Autorité organisatrice de l'habitat Décentralisation Europe

ÉTAT D'AVANCEMENT

Politiquedulogement.com a été mis en service en 2015.

FINANCEMENT

Politiquedulogement.com est entièrement indépendant. Il est financé exclusivement par les cotisations de ses membres et des contributions volontaires.

DERNIERS ARTICLES PUBLIÉS

- Driant J-C., « Le besoin de construction de logements neufs. Méthodes et controverses », juin 2023.
- Ghékière L., Hoorens D., « Comparaison n'est pas (forcément) raison », mai 2023.
- Guerrini S., Verley G., « Dispositif Pinel : des loyers plafonds proches du marché », mai 2023.

- Biver F., « Le repositionnement stratégique des entreprises publiques locales (EPL) d'aménagement : vers une reprise en main d'acteurs d'intérêt public de la production du logement ? », avril 2023.
- Bosvieux J., Coloos B., « Réformer la fiscalité du logement locatif », avril 2023.
- Delpech C., « Décentralisation du logement : quel rôle pour l'autorité organisatrice de l'habitat (AOH) ? », mars 2023.

CONTACTS

- secretaire.redaction@politiquedulogement.com
- <https://politiquedulogement.com>

UN TOIT POUR TOUS EN OUTRE-MER. CATALOGUE DES PROPOSITIONS

PARTENARIAT :

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca)

et

Ministère du Logement

et

Ministère de l'Outre-mer

et

Action Logement

RÉSUMÉ

Ce catalogue présente les seize projets qui ont concouru à l'appel à propositions Totem (Un toit pour tous en Outre-mer) dont l'objet est d'expérimenter des nouveaux modes de conception et de construction à même d'offrir un habitat digne aux plus démunis à un coût supportable. Totem concerne plus particulièrement les territoires de Guyane et Mayotte où son déploiement contribuera à la résorption de l'habitat précaire.

Une première partie introductive expose les motivations et objectifs de cet appel à propositions : valorisation de la diversité des savoir-faire locaux, transformation des bidonvilles en logements durables et adaptés aux besoins des populations. Puis, pour chacun des deux territoires, des fiches proposant des plans et dessins présentent des projets et concepts architecturaux de logements avec des indications de prix et leurs points forts (choix de structure, simplicité architecturale, etc.).

Discipline: Architecture

Thèmes: Offre de logements Politique(s) du logement Pauvreté-Précarité Bidonvilles
 Qualité des constructions Architecture et qualité architecturale Qualité des logements
 Construction modulaire Résidentiels (Ensembles) Expérimentation(s) Projets d'architecture

● ● ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En phase d'expérimentation sur les prototypes/
prototypages des projets lauréats.

€ FINANCEMENT

Ministère des Outre-mer, ministère du Logement,
Action Logement.

📄 PUBLICATION

• « Un toit pour tous en Outre-Mer. Catalogue des
propositions », Éditions du Puca, août 2022, 86 p.

👤 CONTACT

• Gaëlle Faguet, Puca
gaelle.faguet@i-carre.net, 01 40 81 97 13

PROJETS ÉTUDIANTS « QUELLE STRATÉGIE RELATIONNELLE CONSTRUIRE
AVEC LES PARTIES PRENANTES POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX SOCIÉTAUX
AUXQUELS SONT CONFRONTÉS LES ORGANISMES HLM ? »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Val Touraine Habitat (Office public de l'habitat d'Indre-et-Loire)

Universitaire : master 2 « Marketing et société » de Sciences Po Paris, enseignement « Relations, expériences,
événements », 24 étudiants mobilisés

Responsable du master : Éva Bellinghausen

Responsables de la formation : Vincent Larquet et Laurence Malençon

RÉSUMÉ

Sur la base d'une présentation des enjeux de transformation auxquels fait face un Office public de l'habitat, l'ambition des travaux consistait à proposer des nouvelles formes de stratégies relationnelles entre toutes les parties intéressées de l'Office (locataires, prestataires, société civile...), avec des exemples de dispositifs concrets (événements, ateliers, animations, outil digital...). La commande intégrait également les enjeux de soutenabilité des modèles par rapport à la crise environnementale.

Quatre projets distincts ont été élaborés par quatre groupes d'étudiants et étudiantes :

- Quelle nouvelle gouvernance pour piloter différemment la stratégie de l'entreprise ?
- Quelle contribution de Val Touraine Habitat pour répondre à l'enjeu alimentaire que vivent les locataires et plus globalement la société ?
- Val Touraine Habitat, un acteur au cœur des enjeux d'employabilité par la mise en relation des locataires, prestataires et centres de formation ?
- Val Touraine Habitat, une plateforme d'expression artistique pour valoriser la créativité de ses locataires et faire sortir le logement social « hors de ses murs » ?

Discipline: Marketing

Thèmes: Stratégie Innovation(s) RSE

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

De septembre à novembre 2022.

€ FINANCEMENT

Aucun (temps humain).

📄 PRODUCTIONS RÉALISÉES

- Présentation orale des travaux devant un jury de quatre professionnels.
- Production par chaque groupe d'un livrable remis à Val Touraine Habitat.

👤 CONTACT

• Anthony Fauré, directeur de l'innovation et de la performance stratégique, Val Touraine Habitat.
anthony.faure@valtourainehabitat.fr,
06 14 05 11 36

ATELIER ÉTUDIANTS « LES EXPULSIONS DE RÉSIDENT.ES
DE LOGEMENTS DU CROUS »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Fondation Abbé Pierre

Partenaire universitaire : master 2 « Urbanisme et aménagement », Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

Responsable du master : Sabine Barles

Responsable scientifique de l'atelier : Sylie Fol

RÉSUMÉ

Alors que le nombre d'inscrit.es dans un établissement d'enseignement supérieur ne cesse d'augmenter, le déficit structurel de l'offre de logements abordables destinés aux étudiant.es est de plus en plus marqué. Le Crous, qui joue un rôle essentiel dans la production d'une offre de logements à loyer modéré, ne répond que très partiellement aux besoins, puisqu'il ne loge que 6 % des étudiant.es et pas plus d'un quart des étudiant.es bénéficiaires d'une bourse. Ce déficit contribue à renforcer la précarité étudiante.

Les expulsions d'étudiant.es effectuées au terme d'une procédure devant le tribunal sont peu nombreuses. En effet, ils quittent leur logement avant le lancement d'une procédure, soit volontairement, soit sous la pression des personnels du Crous, bien qu'ils n'aient pas de solution de relogement. L'objectif de l'étude était de caractériser les différentes formes d'expulsion et de non-renouvellement des contrats de location, de comprendre leurs déterminants et leurs effets sur les trajectoires sociales et résidentielles des étudiant.es.

À partir de diverses données et d'une enquête par entretiens, l'étude montre que si les expulsions d'étudiant.es par le Crous sont un phénomène peu visible, elles soulèvent des enjeux importants sur le plan juridique (non-application du droit commun des expulsions), social (difficultés d'accès au droit d'une partie des étudiant.es) et politique (tensions entre les objectifs du service public du logement étudiant et les impératifs gestionnaires auxquels est soumis le Crous).

Discipline: Aménagement urbanisme

Thèmes: Logement des étudiants Précarité étudiante Parcours résidentiels étudiants
 Suivi social des étudiant.es Expulsions

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Octobre 2022 - Avril 2023.

€ FINANCEMENT

Fondation Abbé Pierre.

📄 PRODUCTIONS RÉALISÉES

• Rapport et synthèse.

👤 CONTACTS

• sfol@univ-paris1.fr
• Pauline Portefaix, chargée d'étude FAP,
pportefaix@fap.fr

LA MESURE DE L'ATTRACTIVITÉ DES CITÉS DE 13 HABITAT :
APPROCHE SCIENTIFIQUE ET OUTILS OPÉRATIONNELS

PARTENARIAT :

Commanditaire : 13 Habitat (Office public de l'habitat)

Partenaire pédagogique : master 2 « Manager en administration et gestion immobilière (Magi) » de l'École supérieure des professions immobilières (Esp)

Responsable de formation : Mathilde Vignau, enseignante-chercheuse

Étudiante en alternance : Jillian Picot

RÉSUMÉ

Cette « étude/expertise » aborde la complexe question de la mesure de l'attractivité des cités d'habitat social. Confronté, depuis le début des années 2000, à l'augmentation de la vacance et des délais de mise en relocation, 13 Habitat (premier bailleur social des Bouches-du-Rhône avec plus de 33 000 logements) a souhaité une étude pour :

- Mesurer le degré d'attractivité du patrimoine de 13 Habitat par la création d'une grille de cotation et d'une modélisation des résultats ;
- Établir un document d'aide à la stratégie patrimoniale sur la cité, objet de l'étude.

Au-delà, l'ambition de cette étude était de montrer que l'approche scientifique d'une problématique urbaine est pertinente pour développer un outil opérationnel concret et adaptable.

L'étude met en évidence que la question de l'attractivité d'une cité doit être analysée de manière systémique. Elle a ainsi permis de définir des indicateurs de mesure précis dans la grille de cotation.

Elle a également permis de sensibiliser les techniciens à l'intérêt de développer une démarche scientifique dans les études opérationnelles. Pour cela, une attention particulière a été apportée à la dimension méthodologique du travail.

Discipline: Urbanisme

Thèmes: Habitat Logement social Attractivité (Mesure de l') Approche scientifique Outils opérationnels
 Méthodologie Organismes Hlm

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

De mars 2021 à juin 2023.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport remis le 30 juin 2023 à la direction de 13 Habitat.
- Présentation orale en conseil de direction.
- L'étude a été présentée dans le cadre d'une conférence à l'Esp Marseille le 4 avril 2023.

👤 CONTACT

• Christian Garcia, 13 Habitat
chgarcia@13habitat.fr, 06 19 69 92 44

LES WORKSHOPS DU MASTER 2 « HABITAT ET RENOUVELLEMENT URBAIN » DE L'ÉCOLE D'URBANISME DE PARIS

PARTENARIAT :

Commanditaires : Action Logement, Apes-DSU (en 2023)

Partenaire universitaire : master 2 « Habitat et renouvellement urbain » - École d'urbanisme de Paris, Université Paris-Est

Responsables du master : Claire Carriou et Françoise Navarre

Responsable scientifique des workshops : Camille Gardesse

CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Claire Carriou, Jean-Claude Driant, Camille Gardesse, Christine Lelévrier, Françoise Navarre, Christophe Noyé

RÉSUMÉ

Le parcours « Habitat et renouvellement urbain » (HRU) proposé en deuxième année du master Urbanisme et aménagement de l'École d'urbanisme de Paris (EUP) est délivré en apprentissage et compte, selon les années universitaires, entre 17 et 22 apprentis travaillant dans des structures très diverses.

L'activité de « workshop » répond à une commande réelle passée par un organisme situé hors de l'Île-de-France et qui donne lieu à la signature d'une convention avec l'École d'urbanisme de Paris. Cette production collective et interdisciplinaire, dans la logique d'une prestation de bureau d'études, implique un travail de préparation à l'École et surtout une semaine intensive d'enquête à l'issue de laquelle les principaux résultats et préconisations sont présentés aux commanditaires. Ces deux semaines de workshop concernent de préférence des villes moyennes ou d'autres métropoles que l'agglomération parisienne que les apprentis connaissent bien. Arras en 2016 (sur deux thématiques différentes), puis les agglomérations de Bourges et de Rochefort (2017), celles de Cahors et du Havre (2018), de Lille et de Lyon (2019), de Miramas et de Troyes (en 2020), d'Arles et de Tarascon (en 2021), de Laon et de Tulle (en 2022).

En 2023, l'étude porte sur des quartiers Politique de la Ville de Dieppe et de Villetaneuse concernés par le NPNRU. Le travail mené par les étudiants a pour objet d'appréhender l'attractivité résidentielle de ces quartiers en renouvellement urbain, en particulier pour les salariés des entreprises assujetties à la collecte de la Peec. Les étudiants ont mené une étude des parcours et des aspirations résidentielles des habitants ainsi que de personnes salariées ne résidant pas dans ces quartiers mais travaillant dans leurs bassins d'emploi. Ils et elles ont travaillé sur leurs besoins en termes de logement, mais aussi d'aménités urbaines dans les quartiers.

In fine, les résultats du workshop permettent à Action Logement de mieux connaître les effets de son intervention (financement et branche immobilière, y compris développement social urbain) dans le cadre du NPNRU sur le dynamisme économique des territoires et l'amélioration de la qualité de vie des salariés.

Disciplines: [X Urbanisme](#) [X Sociologie](#) [X Géographie](#) [X Études urbaines](#)

Thèmes en 2023: [X Renouvellement urbain](#) [X Logement social](#) [X Attractivité \(Mesure de l'\)](#) [X Logement des salariés](#)
[X Résidentielles \(Trajectoires\)](#)

ÉTAT D'AVANCEMENT

De janvier 2023 à avril 2023.

FINANCEMENT

Action Logement, Apes-DSU, Ville de Dieppe, Ville de Villetaneuse, Plaine Commune, Sodineuf habitat Normand, Habitat 76, Seqens, In'Li.

PRODUCTIONS ATTENDUES

• Présentations orales lors de deux comités de pilotage : l'un de problématisation au début du workshop, l'autre de présentation des résultats à la fin

du workshop. Chaque présentation est accompagnée d'un document Powerpoint.

• Notes de synthèse présentant les principaux apports des diagnostics et les préconisations du workshop. Des fiches techniques sont également réalisées par les étudiants pour préciser des éléments opérationnels et des propositions issus d'un travail de benchmarking.

CONTACT

• camille.gardesse@u-pec.fr, 01 71 40 80 86

FAVORISER LE POUVOIR D'AGIR DES HABITANT-E-S EN PENSIONS DE FAMILLE : CONSTATS ET PRÉCONISATIONS

PARTENARIAT :

La Direction interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal)
et

Peuples des villes : Pauline Gaullier, sociologue urbaniste, coordinatrice des activités de Peuples des villes

RÉSUMÉ

La pension de famille constitue un dispositif inédit dans le champ du logement accompagné tel qu'il s'est progressivement ré-agencé avec la politique du Logement d'abord (à côté d'Un chez-soi d'abord). En permettant à des personnes isolées et précaires d'accéder directement à un logement individuel sans limitation de durée, tout en partageant des espaces de vie communs, la pension de famille bouleverse le champ des politiques d'accès au logement en éloignant – au moins pour partie – les personnes concernées d'une évaluation régulière de leurs compétences à s'insérer et à habiter. Ce faisant, ce dispositif replace les bénéficiaires au cœur de leur parcours résidentiel et de vie, amenant une évolution profonde des pratiques et des postures des travailleur-se-s sociaux-les (ou intervenant-e-s) et des équipes gestionnaires à l'égard du public accueilli. Lors de deux années d'enquête qualitative approfondie, neuf pensions de famille, réparties dans toute la France, ont été investiguées à travers des séjours sur le terrain. Ces séjours ont permis de réaliser une cinquantaine d'entretiens semi-directifs (avec les personnes logées, les professionnel-le-s et les bénévoles le cas échéant), des entretiens informels et de l'observation participante.

La recherche-action se penche ainsi sur la participation des personnes logées en pension de famille et analyse les modalités d'organisation, les postures professionnelles et les différents leviers permettant de leur faire pleinement place.

Disciplines: [X Sociologie](#) [X Anthropologie](#) [X Urbanisme](#) [X Architecture](#)

Thèmes: [X Recherche-action](#) [X Participation](#) [X Pensions de famille](#) [X Maison Relais](#) [X Logement d'abord](#)

ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche-action terminée en mai 2023.

FINANCEMENT

La Direction interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal).

PARTENARIAT

Maison Relais Les Treuils (Bordeaux), association Le Village (Cavaillon), pensions de famille du Groupement des possibles (Grenoble, Voiron, Saint-Jean-de-Moirans, L'Isle-d'Abeau), pension de famille La Bazoche (Tours), pension de famille des Thermopyles (Paris 14^e).

CONTACT

• pauline.gaullier@peuplesdesvilles.org,
06 87 15 46 24

MOBILISATION AU SEIN DE L'ESPACE SOLIDARITÉ HABITAT. RECHERCHE-ACTION ET ANIMATION D'UN DISPOSITIF DE PARTICIPATION

PARTENARIAT :

Espace solidarité habitat (ESH) de la Fondation Abbé Pierre (FAP)

et

Peuples de villes : Pauline Gaullier, sociologue urbaniste, coordinatrice des activités de l'association Peuples des villes

RÉSUMÉ

Depuis septembre 2000, l'Espace de solidarité habitat (ESH) de la Fondation Abbé Pierre accueille, conseille et accompagne les parisiens-ne-s en situation de mal-logement. En 2019, ce sont plus de 4 000 ménages qui ont bénéficié d'un conseil ou d'un soutien juridique renforcé dans le cadre d'un Accompagnement aux Droits Liés à l'Habitat (ADLH), et près de 1 400 ménages qui ont été suivis. L'ESH apporte son aide aux ménages menacés d'expulsion locative, logés en habitat indigne, en hôtel meublé ou encore victimes de discrimination dans l'accès au logement.

L'un des objectifs énoncés dans le rapport d'activité 2019 vise à « placer les ménages en position de faire des choix éclairés quant à la stratégie à mettre en œuvre pour la résolution de leur situation de mal-logement ».

Considérant qu'ils sont experts de leur situation au même titre que les professionnel-le-s qui les accompagnent, l'équipe de l'ESH a souhaité développer la mobilisation des personnes ainsi que des dynamiques collectives. Après des expérimentations qui n'ont pas donné les résultats escomptés, l'ESH a initié une recherche-action comportant deux volets principaux :

- Une enquête documentant les besoins des bénéficiaires ;
- L'animation d'un dispositif participatif engageant l'ensemble des usager-e-s de l'ESH, bénéficiaires, bénévoles et salarié-e-s.

Disciplines : Sociologie Anthropologie

Thèmes : Accompagnement vers les droits (ADLH) Accompagnement socio-juridique Participation
 Mal-logement

ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche-action terminée en février 2023.



FINANCEMENT

Espace solidarité habitat (ESH)
de la Fondation Abbé Pierre (FAP).



CONTACT

• pauline.gaullier@peuplesdesvilles.org,
06 87 15 46 24

PETITS DÉJEUNERS DÉCIDEURS-CERCHEURS 2022 DE L'INSTITUT PARIS RÉGION

ORGANISATEUR :

L'Institut Paris Région

CHERCHEUSES ET CERCHEURS IMPLIQUÉS EN 2022 :

Partenaires universitaires et scientifiques : Fanny Lopez, enseignante à l'EAVT de Marne-la-Vallée, chercheuse au Liat, Ensa Paris-Malaquais ; Arnaud Passalacqua, professeur en aménagement de l'espace et urbanisme, École d'urbanisme de Paris ; Quentin Mateus, coordinateur des enquêtes du Low-tech Lab et co-animateur de l'expérimentation low-tech en Cornouaille ; Manon Loisel, consultante en politiques territoriales, enseignante à Sciences Po et responsable du cycle Territoires et mobilités de l'lhedate.

RÉSUMÉ

L'Institut Paris Région propose chaque année un cycle public de petits déjeuners décideurs-chercheurs portant sur des sujets d'actualité et à enjeux pour les territoires. Dans le prolongement d'études de l'Institut, ces débats mobilisent les résultats de recherches récentes, identifient des questions vives, des zones d'ombre, des propositions et engagent un débat entre des chercheurs, des décideurs et un public varié (professionnels, enseignants-chercheurs, étudiants). De format court (8 h 30 - 10 h 30), ils sont organisés et animés par Brigitte Guigou, responsable du partenariat recherche. Ils ont lieu en présentiel ou en distanciel.

Cette année, le fil rouge est « Inventons nos futurs ». En 2022 les thèmes suivants ont été abordés : L'autonomie énergétique dans l'aménagement urbain (13/01/2022) ; Partage de la voirie : quelle place pour les bus ? (16/02/2022) ; Imaginons une ville low-tech (16/11/2022) et Élus/Élues en charge de la transition écologique : mission impossible ? (15/12/2022).

Disciplines : Géographie Ingénierie Urbanisme

Thèmes en 2022 : Énergétique (Autonomie) Aménagement urbain Voirie (Partage de la) Bus
 Low-Tech Transition écologique

ÉTAT D'AVANCEMENT

Action en cours depuis 2014.



PRODUCTIONS ATTENDUES

- À l'issue de chaque événement sont mis en ligne le programme, le podcast de la séance, une synthèse et le fil Twitter. Ces ressources sont consultables sur le site Web de l'Institut : <https://www.institutparisregion.fr/petits-dejeuners-decideurs-chercheurs.html>
- La synthèse donne lieu à une publication papier.



CONTACT

• brigitte.guigou@institutparisregion.fr,
01 77 49 78 11

CYCLE DE CONFÉRENCES « AMÉNAGEMENTS URBAINS EN ÎLE-DE-FRANCE. MANIÈRES DE DIRE, MANIÈRES DE FAIRE »

PARTENARIAT :

École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville (Jean Attali, Patrick Henry, Corinne Jacquand)
L'Institut Paris Region (Brigitte Guigou)

Le comité d'histoire du ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
(Marc Desportes)

RÉSUMÉ

Les manières de dire et de faire la ville ont évolué depuis une vingtaine d'années. Le temps des zones d'aménagement concerté, dont le plan était élaboré par un urbaniste en chef et la concession confiée à une société d'économie mixte, semble désormais lointain. Macro-lots, appels à manifestation d'intérêt, recherche de densité, objectifs de développement durable, partenariat public-privé, fourniture de services par des acteurs privés : quelles sont aujourd'hui les modalités d'aménagement urbain ? Quels sont les types d'opérations réalisées ?

Ce troisième cycle annuel du séminaire « Histoire et cultures de l'aménagement » tente de répondre à ces questions. Il conjugue, comme les années précédentes, la mise en perspective historique – même si elle ne concerne qu'un passé encore récent – l'apport de la recherche dans le champ de l'aménagement et de l'urbanisme et l'expertise de L'Institut Paris Région.

Les quatre conférences de ce cycle 2022 ont pour ambition de souligner l'objectif commun des opérations d'aménagement (produire de l'urbain et de l'urbanité) et l'éventail très ouvert des programmes et des réalisations.

Disciplines: Aménagement Urbanisme Histoire

Thème: Aménagement du territoire

ÉTAT D'AVANCEMENT

Ce cycle de quatre conférences s'est déroulé entre novembre 2021 et mai 2022.

PUBLICATIONS

• Les vidéos sont en ligne ainsi que la synthèse de ce cycle (publiée en novembre 2022).

À consulter sur le site de L'Institut: <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/histoire-et-cultures-de-lamenagement/amenagements-urbains-en-ile-de-france-manières-de-dire-manières-de-faire/>



CONTACT

• brigitte.guigou@institutparisregion.fr

L'OCCUPATION SOCIALE DU PARC DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT : ÉTAT DES LIEUX ET ÉVOLUTION SUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES

PARTENARIAT :

Fédération nationale des Offices publics de l'habitat
et

Pascale Dietrich-Ragon, sociologue, chargée de recherche à l'Institut national des études démographiques (Ined)

RÉSUMÉ

Cette étude vise à alimenter la réflexion sur le rôle du logement social. La fonction du logement social est aujourd'hui questionnée :

- Doit-il accueillir toutes les catégories de populations et autant de profils économiques, sociaux, démographiques qu'il y a d'individus qui ne trouvent pas à se loger aux conditions du marché libre ?
- Doit-il au contraire uniquement remplir une fonction de dernier recours réservée aux populations les plus précaires, les moins à même de se loger au prix du marché ?

Cette question n'a pas toujours été mise en débat, la fonction première du logement social ayant été avant tout de répondre à la crise du logement et d'alimenter l'effort de reconstruction d'après-guerre. Loin de chercher à restituer un historique du logement social, la présente étude cherche : 1) à faire un état du peuplement du parc social – et particulièrement celui des OPH, tel qu'il est aujourd'hui et a évolué ces dernières années – ; 2) à apporter des éléments de cadrage et d'analyse au débat en suspens.

Parce que la sécheresse des statistiques ne saurait faire le tour d'une question avant tout sociale, des encarts confiés à une sociologue – Pascale Dietrich-Ragon de l'Ined – permettent de mieux cerner la place et le rôle du logement social dans la société française et d'éclairer certaines zones d'ombre des enquêtes d'occupation du parc social sur des sujets pourtant essentiels : la question ethno-raciale, la place des femmes dans le logement social, la question de l'hébergement. Enfin, les annexes au présent rapport jouent « cartes sur table » en rassemblant les données traitées dans le cadre de cette étude et en explicitant les partis pris méthodologiques pour construire certains indicateurs non directement disponibles dans les fichiers utilisés.

Ce travail constitue un socle pour des argumentaires de défense et valorisation de l'action des bailleurs sociaux.

Disciplines: Sociologie Démographie

Thèmes: Parc Hlm (Vocation sociale du) Parc Hlm (Occupation du) Logements sociaux (Demande de) Logements sociaux (Offre de)

ÉTAT D'AVANCEMENT

Ce travail a été mené au premier trimestre 2022 et publié en avril 2022.



FINANCEMENT

Fédération nationale des OPH.



PARTENARIAT

Ce travail a été mené avec le bureau d'études CMI Stratégies.



PUBLICATION

• « L'occupation sociale du parc des Offices publics de l'habitat : état des lieux et évolution sur les dix dernières années », Fnoph, avril 2022, 87 p.



CONTACT

• William Le Goff, directeur des études, Fnoph
w.legoff@foph.fr, 01 40 75 79 66

ÉVOLUTIONS PASSÉES ET RÉORIENTATIONS POSSIBLES DE LA POLITIQUE DU LOGEMENT

PARTENARIAT :

Fédération nationale des Offices publics de l'habitat

et

Pierre Madec, économiste, département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

RÉSUMÉ

« La politique du logement, et du logement Hlm en particulier, coûte trop cher pour des résultats qui ne seraient pas à la hauteur », « les Hlm devraient être réservées aux plus pauvres », « la France fait moins bien que d'autres pays européens », « il faut aller vers une France de propriétaires »...

Pour tenter de déconstruire des idées reçues propagées dans le débat public et rappeler la force du modèle Hlm français, caractérisé par sa vocation dite généraliste, la Fédération avec ses adhérents, ses partenaires et des experts indépendants, ont accompagné les travaux de Pierre Madec, économiste à Sciences Po.

En analysant les grandes évolutions du secteur de l'immobilier de ces dernières années, Pierre Madec met en lumière ce qu'ont produit comme résultats - positifs ou négatifs - les politiques du logement en France.

La France est en tête en matière de résidences principales par habitant et en rythme de construction, mais on n'a pas forcément construit les bons produits au bon endroit. Le modèle généraliste des Hlm est performant (avec des aides au logement qui ciblent bien les ménages les plus modestes et qui ont un fort effet de levier sur les taux d'effort), mais il est menacé. Souvent mises en perspective avec celles d'autres pays de l'UE ou de l'OCDE, les données présentées permettent aussi de décentrer le regard et ainsi de réévaluer les points de vue. Cette première partie éclaire également les choix politiques plus récents faits par les pouvoirs publics.

Décortiquant les « comptes du logement » et les réformes de l'APL, la seconde partie montre qu'il y a des marges de manœuvre pour faire d'autres choix financiers, fiscaux, à budget constant, afin de promouvoir autrement l'accès au logement pour tous ; d'autres choix également pour que le logement Hlm contribue encore à la promotion sociale de ses habitants et demeure un amortisseur social, dans un contexte de renchérissement ininterrompu des prix du foncier et de l'immobilier.

Disciplines: Sciences économiques Histoire

Thèmes: Politique(s) du logement Financement Prospective

ÉTAT D'AVANCEMENT

Ce travail a été mené au premier trimestre 2022 et publié en septembre 2022.

FINANCEMENT

Fédération nationale des OPH.

PUBLICATION

« Évolutions passées et réorientations possibles de la politique du logement », Fnoph, septembre 2022, 46 p.

CONTACT

William Le Goff, directeur des études, Fnoph
w.legoff@foph.fr, 01 40 75 79 66

MESURE DE L'IMPACT SOCIAL DU PROGRAMME « INCREASE VALORISATION SOCIALE »

PARTENARIAT :

Pas-de-Calais habitat

et

N-clique, agence d'études sociologiques

RÉSUMÉ

Pas-de-Calais habitat en lien avec trois autres bailleurs, Archipel habitat, Néotoa et Logirep, a engagé un travail de recherche sur l'impact social du projet Increase valorisation sociale.

Increase valorisation sociale est un programme européen sur cinq ans. Il vise à accompagner les personnes les plus éloignées du monde du travail à travers des séances individuelles de formation. Les objectifs à atteindre visent à former 5300 personnes, permettre à 2000 personnes un retour à l'emploi et, pour 1200 d'entre elles, sous la forme d'une création d'entreprise. Le programme est implanté dans 38 quartiers en France et en Angleterre, dans la région transfrontalière de la Manche. Par leur intégration professionnelle, les bénéficiaires contribueront ainsi à l'économie locale et soutiendront leur famille.

En outre, ce programme permet aux locataires éloignés des dispositifs existants d'être accompagnés dans un projet personnel, professionnel ou collectif.

Le travail de recherche consiste à élaborer une méthodologie et des indicateurs pour mesurer l'impact social de ce programme dans ses dimensions individuelles mais également collectives.

Discipline: Sociologie

Thèmes: Impact social Indicateurs Bien-être Confiance Emploi Insertion sociale
 Insertion professionnelle Services Activités Collectifs habitant(s) Micro-entreprise
 Formation Dissémination

ÉTAT D'AVANCEMENT

Un rapport d'impact social a été rédigé et livré par le laboratoire N-clique en décembre 2022.

FINANCEMENT

Le financement est porté en partie par le programme Interreg France Manche Angleterre.

PARTENARIAT

La coopération réunit trois autres bailleurs sociaux : Néotoa, Archipel habitat et Logirep.

PUBLICATION

Un rapport d'impact social du projet.

CONTACT

Sabine Lippens, responsable innovation sociale,
Pas-de-Calais habitat
sabine.lippens@pasdecalais-habitat.fr,
06 40 36 47 11

« PAROLES LIBRES ». CYCLE D'ÉMISSIONS DE L'AFPOLS

PROMOTEUR DU PROJET :

Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (Afpols)

RÉSUMÉ

Lancée par l'Afpols en 2020, *ParOleS Libres* est une émission engagée qui donne la parole à des personnalités influentes du secteur Hlm et des représentant.e.s de la recherche. Animée par la journaliste Dominique Rousset, cette série d'entretiens d'une heure met en lumière les analyses et points de vue d'expert.e.s reconnu.e.s du secteur de l'habitat social.

L'émission s'inscrit dans la continuité du travail de formation de l'Afpols qui vise à renforcer la transparence et la responsabilité dans les prises de décisions du secteur Hlm.

Dans un contexte où le secteur du logement social évolue très rapidement, *ParOleS Libres* répond à un besoin d'information et de réflexion, en abordant les problématiques actuelles et futures de l'habitat social, dans la perspective de mettre à disposition des informations approfondies et de susciter des débats constructifs.

Accessible gratuitement, l'émission, qui s'adresse principalement aux décideurs Hlm, cherche également à sensibiliser le grand public, en lui donnant l'opportunité d'appréhender les enjeux du logement social et les défis auxquels il fait face.

ParOleS Libres, émission ouverte à tous, souhaite ainsi approfondir la compréhension de l'habitat social et contribuer à son amélioration.

Disciplines: Prospective Sciences économiques Sociologie Aménagement et urbanisme

Thèmes 2022-2023: Logement social Politiques locales de l'habitat Sécurité-Tranquillité
 Logement des étudiants Logement des jeunes Management des organisations
 Guerre (Conséquences de la) Ukraine Financement public Logement abordable
 Politique(s) du logement Logement social (Financement du) Vieillesse

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Depuis 2020, dix-neuf émissions ont été réalisées. Elles sont disponibles sur la chaîne YouTube de l'Afpols.

€ FINANCEMENT

Afpols.

📄 EXEMPLES D'ÉMISSIONS

- *ParOleS Libres* #15, avec Cécile Désaunay, directrice d'études à Futuribles: Les conséquences de la guerre en Ukraine sur le secteur du logement social.
- *ParOleS Libres* #14, avec Éric Heyer, économiste, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE: Comment financer les enjeux publics de demain?
- *ParOleS Libres* #11, avec Gilbert Bertioz, sociologue: Les problématiques de la sécurité et de la tranquillité résidentielle.

👤 CONTACT

- Franck Martin, directeur de l'Afpols
franck.martin@afpols.fr

GUERRE EN UKRAINE : QUELS IMPACTS SUR LE LOGEMENT SOCIAL EN FRANCE À L'HORIZON 2025-2030 ?

PARTENARIAT :

Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social (Afpols)
et
Futuribles

RÉSUMÉ

L'étude commandée par l'Afpols au cabinet Futuribles visait à appréhender les conséquences possibles de la guerre en Ukraine pour le secteur du logement social en France à l'horizon 2025-2030.

Cette étude a été conduite par Futuribles, avec l'appui d'un groupe d'experts du secteur, constitué par l'Afpols.

Elle visait trois objectifs principaux:

- Mieux comprendre les impacts directs et indirects du conflit ukrainien sur le secteur du logement social;
- Les relier aux évolutions plus structurelles déjà à l'œuvre dans ce secteur;
- Analyser les perspectives possibles à un horizon de cinq à dix ans.

L'étude met en évidence:

- Des tendances lourdes, particulièrement structurantes pour le secteur du logement social au cours des prochaines années;
- Une liste non exhaustive d'incertitudes majeures et d'enjeux pour les bailleurs à l'horizon 2025-2030.

Le document présente aussi les quatre scénarios construits à l'horizon 2025-2030. Chacun de ces scénarios décrit un futur possible à cet horizon, sous forme de trajectoire, articulant le contexte international et le secteur du logement social. Leur objectif est d'illustrer en quoi le contexte actuel peut constituer un accélérateur de tendances déjà à l'œuvre au sein du logement social, et donc se traduire par un certain nombre de transformations pour les opérateurs du secteur.

Discipline: Prospective

Thèmes: Logement social Guerre (Conséquences de la) Ukraine Scénarios

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

L'étude est terminée.

€ FINANCEMENT

Afpols.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport « Guerre en Ukraine: quels impacts sur le logement social? Scénarios à l'horizon 2025-2023 », Afpols - Futuribles, mai 2023.

👤 CONTACT

- Franck Martin, directeur de l'Afpols
franck.martin@afpols.fr

**HABITER DEMAIN : ACCOMPAGNEMENT D'UNE DÉMARCHÉ
D'INNOVATION D'UN BAILLEUR SOCIAL****PARTENARIAT :****Brest Métropole Habitat**

et

Le Laboratoire Géoarchitecture de l'Université de Bretagne occidentale**CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

Hélène Martin-Brelot, Lionel Prigent, Mailys Créach (doctorante), Malou Allagnat (ingénieure de recherche)

RÉSUMÉ

Habiter demain est un projet structurant porté par le principal bailleur social présent à Brest Métropole. Il se caractérise par une approche transversale et pluridisciplinaire des nombreux défis que doit relever le logement social, qui portent tant sur les questions environnementales, les coûts et les techniques de construction que sur l'implication des habitants présents et futurs dans les projets.

Une opération conduite au cœur de l'agglomération de Brest est l'occasion d'engager une mutation des pratiques de l'entreprise afin de concrétiser sa volonté d'innovation. Elle comporte une stratégie de mobilisation des habitants et de dialogue renouvelé avec les maîtres d'œuvre, qui suppose un suivi régulier, tout au long du projet, pour en tirer les enseignements et durablement modifier les pratiques de l'entreprise.

Le Laboratoire Géoarchitecture assure ce suivi par une analyse des intentions et des réalisations, des réussites et des difficultés.

Discipline : **X Aménagement et urbanisme**Thèmes : **X Habitat** **X Innovation(s)** **X Habitants (Participation des)** **X Nouvelles pratiques** **X Évaluation**
X Logement social **X Organismes Hlm****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Le projet est en phase d'étude et de sélection du maître d'œuvre.

**FINANCEMENT**

Brest Métropole Habitat.

**CONTACT**

• helene.martin-brelot@univ-brest.fr

**CYCLE DE CONFÉRENCES SUR DES THÈMES PORTEURS
D'ENJEUX POUR LE LOGEMENT SOCIAL****PARTENARIAT :****Groupe Polylogis**

et

Sciences Po Paris**CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :**

En 2020 : Elizabeth Johnston, Anne Girault, Pascal Perrineau, Céline Steiger

RÉSUMÉ

Depuis 2012, le Groupe Polylogis, en collaboration avec Sciences Po Paris, organise un cycle de conférences – le cycle « Horizon » – sur des thèmes d'actualité porteurs d'enjeux pour le logement social. Ces conférences sont destinées aux salariés, dans le cadre de la formation professionnelle, et aux partenaires Hlm du Groupe.

Le cycle « Horizon » a été conçu afin de permettre de :

- Mieux comprendre les changements (politiques, sociaux, économiques, techniques...) à l'œuvre dans le secteur ;
- Adopter de nouveaux comportements face à ces grands enjeux pour aborder sereinement le changement ;
- Développer les capacités personnelles de réflexion ;
- Développer une culture professionnelle commune aux participants ;
- Entretenir les relations au sein du réseau ;
- Valoriser la profession en renforçant son attractivité.

Au programme de la saison 2022-2023 :

- « Développement social urbain : une démarche pour favoriser le "vivre ensemble" », Christine Lelévrier, sociologue-urbaniste, professeure à l'École d'urbanisme de Paris, chercheuse au Laboratoire Lab'Urba.
- « Sobriété énergétique et stratégie climat » : efficacité énergétique (lots de chaleur urbains) et choix des matériaux de construction avec Florian Dupont, urbaniste spécialisé dans l'environnement et l'énergie, cofondateur de Zefco, l'atelier de la ville en transition et Hélène Peskine, architecte-urbaniste de l'État, secrétaire permanente du Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) – en cours d'élaboration.

Disciplines mobilisées en 2022-2023 : **X Sociologie** **X Urbanisme**Thèmes 2022-2023 : **X Logement social** **X DSU - Développement social urbain** **X Politique de la ville**
X Quartiers en politique de la ville (QPV) **X Énergétique (Sobriété)** **X Changement climatique**
X Stratégie Climat **X Organismes Hlm****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Quatre conférences par an, deux conférences en 2023.

**FINANCEMENT**

Budget annuel d'environ 40 000 € (incluant conférences et l'édition annuelle d'un recueil).

**PUBLICATIONS**

• Publication annuelle des « Conférences-débats du Groupe Polylogis » - Éditions des Tomes 1, 2, 3, 4, 5.

**CONTACTS**

- Charlotte de Saint Sauveur, directrice communication du Groupe Polylogis desaintsauveur.c@polylogis.fr
- Anne Champetier, DRH du Groupe Polylogis champetier.a@polylogis.fr

ANALYSE COMPARÉE DE L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL DES MÉNAGES À FAIBLES RESSOURCES DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

PARTENARIAT :

Commanditaires : collectif interassociatif (Fondation Abbé Pierre, Secours catholique, Habitat et humanisme, ATD Quart Monde, Solidarité nouvelle pour le logement, l'Association Dalot)

Partenaire scientifique : Pierre Madec, économiste à l'OFCE

RÉSUMÉ

Dans la Métropole du Grand Paris plus qu'ailleurs, plus on est pauvre, moins on a accès au logement social. Les freins et inégalités constatés à l'échelle nationale dans l'accès au logement social y sont exacerbés. Ainsi, le quart le plus pauvre des demandeurs de logements sociaux n'y obtient que 13,5 % de l'ensemble des attributions. Ce chiffre tombe à 10,2 % pour les attributions en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, loin des 25 % imposés par la loi. L'écart est grand avec les autres métropoles régionales qui parviennent à attribuer 18 % des logements au quart le plus pauvre des demandeurs et 14 % en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Les demandeurs pauvres attendent encore plus longtemps qu'ailleurs : 35 % d'entre eux depuis plus de trois ans, contre 17 % en moyenne dans les métropoles régionales.

Chaque année, dans la MGP, le nombre de demandes de logement social est dix fois supérieur à l'offre (près de 500 000 demandeurs pour moins de 50 000 attributions). Et les demandeurs de logements sociaux y sont plus précaires que dans les autres métropoles. Avec un niveau élevé des prix et des loyers, et une offre trop faible dans le parc social, les logements sociaux ne reviennent pas en priorité aux ménages pauvres. Pour faire face à cette situation, il est nécessaire d'agir sur de multiples leviers : offre, niveau de loyer, gouvernance et répartition territoriale.

Discipline: Statistique

Thèmes: Logement social (Accès au) Demandeurs pauvres Inégalités territoriales Analyse comparée
 Métropole du Grand Paris

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Septembre 2022 à mai 2023.

€ FINANCEMENT

Financement interassociatif.

🔗 PARTENARIAT

Pierre Madec, économiste à l'OFCE : soutien sur l'exploitation et le traitement statistique de la base de données SNE.

📄 PRODUCTION ATTENDUE

• Rapport publié en mai 2023.

👤 CONTACT

• Pauline Portefaix, chargée d'étude
pportefaix@fondation-abbe-pierre.fr

ATELIER ÉTUDIANTS « DE QUELLE MANIÈRE LE TERRITOIRE PEUT-IL PRODUIRE DU LOGEMENT ACCESSIBLE À TOUS ? »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Saint-Brieuc Armor Agglomération, service habitat

Partenaire universitaire : master « Aménagement et urbanisme, Institut de géoarchitecture, Université de Bretagne occidentale

Responsable du master : Lionel Prigent

Responsables scientifiques de l'atelier : Lionel Prigent et Daniel Le Couédic

RÉSUMÉ

Comme d'autres territoires, Saint-Brieuc Armor Agglomération connaît une forte augmentation des prix de l'immobilier, toutefois différenciée selon les secteurs du territoire. Cette augmentation s'est amplifiée dans certaines zones attractives, créant une forte tension sur le stock disponible de logements. Les mutations en cours, en premier lieu les évolutions démographiques, encouragent à mesurer aussi précisément que les projections le permettent, les besoins en logements et leurs modes de production, mais aussi les conditions d'accessibilité, et en particulier l'offre de logements à prix « abordable ». Celle-ci relève d'abord d'une maîtrise des coûts sur l'ensemble de la chaîne de production, permettant de réguler les prix de sortie. Mais elle requiert, en amont, d'autres dispositions : une plus grande maîtrise du foncier par la collectivité, y compris en extension urbaine, des outils réglementaires ou incitatifs permettant d'orienter les programmes, une analyse des conditions économiques et sociales des habitants du territoire, une connaissance de la diversité des situations, une capacité d'anticipation des parcours résidentiels, etc.

L'étude réalisée a permis d'identifier quatre secteurs (Littoral ; Saint-Brieuc ; Périurbain ; Sud [rural]) qui connaissent des conditions de marché immobiliers fortement différenciées que les préconisations formulées ont pris en compte.

Discipline: Aménagement et urbanisme

Thèmes: Logement abordable Prix Planification Saint-Brieuc Armor Agglomération Observatoire

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Étude terminée.

€ FINANCEMENT

5 000 euros.

Convention Saint-Brieuc Armor Agglomération.

🔗 PARTENARIAT

Ce travail, mené au sein de projets tutorés (ateliers professionnels) s'inscrit dans le cadre de relations régulières avec Saint-Brieuc Armor Agglomération sur les questions de logements, de planification et de gestion foncière. Les précédentes études ont porté sur une analyse du logement vacant, un référentiel foncier, la mesure des tensions de prix immobiliers sur le territoire.

📄 PUBLICATION

• Bertaud E., Cormier A., Gilles V., Kaci L., Kehar R., Landeau J., Rossolin T. (sous la direction de Lionel Prigent et Daniel Le Couédic), « Logement abordable pour tous. De quelle manière le territoire peut-il produire du logement accessible à tous ? », rapport d'études, Brest, Géoarchitecture, 55 p., 2023.

👤 CONTACT

• Lionel Prigent, directeur de l'Institut de géoarchitecture
lionel.prigent@univ-brest.fr

URBANISME EN FRANCOPHONIE : CENTRE DE RESSOURCES

PARTENARIAT :

L'Association internationale des maires francophones (AIMF)

L'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme (Aperau)

et

Le Laboratoire Géoarchitecture de l'Université de Bretagne occidentale

CHERCHEUSES ET CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Alain Bourdin, Lionel Prigent, Charlotte Bleunven

RÉSUMÉ

Urbanisme en Francophonie est un projet collectif fondé à l'occasion de la création de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts. Destiné à penser l'urbanisation au prisme des valeurs francophones et des choix d'aménagements qui en découlent, il s'attache à promouvoir une vision de la ville préservant la cohésion sociale, le droit à la ville pour tous et le respect des droits de chacun.

La plateforme Urbanisme en Francophonie a pour objectif d'observer l'urbanisme en francophonie afin d'identifier des choix d'aménagement urbain préservant la cohésion sociale et intégrant la ville dans son environnement.

Les témoignages des villes francophones permettent en effet d'alimenter la réflexion sur l'existence d'un urbanisme à taille humaine, qui porte attention à l'expression de tous les habitants dont le soutien est indispensable pour créer des espaces de vie de qualité et des lieux de rencontre, assurer le bien-être, favoriser le vivre-ensemble.

Alors que la globalisation permet de communiquer instantanément les émotions à l'échelle de la planète, il importe que les villes partagent leur histoire, leur culture, leurs innovations pour nourrir l'urbanité, d'autant que le cinéma, la littérature, et plus largement tous les arts, ont pris les villes comme décor ou matière.

Les internautes sont invités à déposer une carte postale qui illustre pour eux l'urbanisme en francophonie, à partager un article ou à adresser leur propre écrit, à venir échanger avec les personnalités interrogées ou suivre les tables rondes.

Disciplines: Urbanisme Histoire Géographie Sociologie Science politique Architecture

Thèmes: Habitat Urbanisme Développement durable Francophonie Développement Local Habitant(s)

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet a été lancé il y a un an et comprend aujourd'hui de nombreuses ressources présentes sur le site Internet : <https://www.urbanisme-francophonie.org>

€ FINANCEMENT

Association internationale des maires francophones (AIMF).

📄 PUBLICATION

- Site Internet, webinaires, entretiens.

👤 CONTACT

- Lionel Prigent, directeur de l'Institut de géoarchitecture
lionel.prigent@univ-brest.fr

MESQUAL ? MONTAGES ÉCONOMIQUES, SOURCE DE QUALITÉ ?

PARTENARIAT :

Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal), chaire « Le Logement demain », GIP L'Europe des projets architecturaux et urbains (Epau) dans le cadre de l'AMI Engagés pour la qualité du logement de demain

RÉSUMÉ

À la suite de sa participation au jury de l'AMI qui a conduit à la sélection des 97 lauréats, et à la demande du GIP Epau, l'Idheal propose un travail d'analyse des montages opérationnels et économiques des projets.

L'organisation des acteurs des projets, les financements dont ils disposent, les contraintes économiques auxquelles ils sont soumis, les instruments juridiques et opérationnels qui encadrent la conception et la réalisation des projets sont-ils de nature à freiner la qualité des logements? Sont-ils, au contraire, source de créativité et d'innovation économique, programmatique ou technique? Dans quelle mesure sont-ils reproductibles?

L'économie des projets est de plus en plus souvent invoquée comme responsable de nombreux partis pris des opérateurs impliqués dans la fabrique du logement. Les choix contraints de matériaux, de forme, de taille ont des conséquences sur l'agencement des fonctions et des espaces, la possibilité et la manière d'habiter les lieux.

L'analyse des projets lauréats permettra de comprendre :

- Comment des décisions liées, par exemple, au coût du terrain, aux frais de fonctionnement d'une structure, à l'inflation sur le prix des matériaux, peuvent grever un projet;
- Comment certaines pratiques ou filières locales, des circuits courts, le travail en corps d'état séparés ou celui d'artisans... peuvent au contraire en alléger le coût;
- Si ces montages spécifiques peuvent être reproduits sur d'autres territoires, dans des opérations semblables et quels modèles sont généralisables.

Disciplines: Sciences économiques Gestion Urbanisme

Thèmes: EQLD. Engagés pour la qualité du logement de demain Montage(s) d'opération Montage(s) économique(s) Qualité

●○○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours.

€ FINANCEMENT

Financement et réalisation de l'étude par Idheal, Institut des hautes études pour l'action dans le logement.

👤 CONTACT

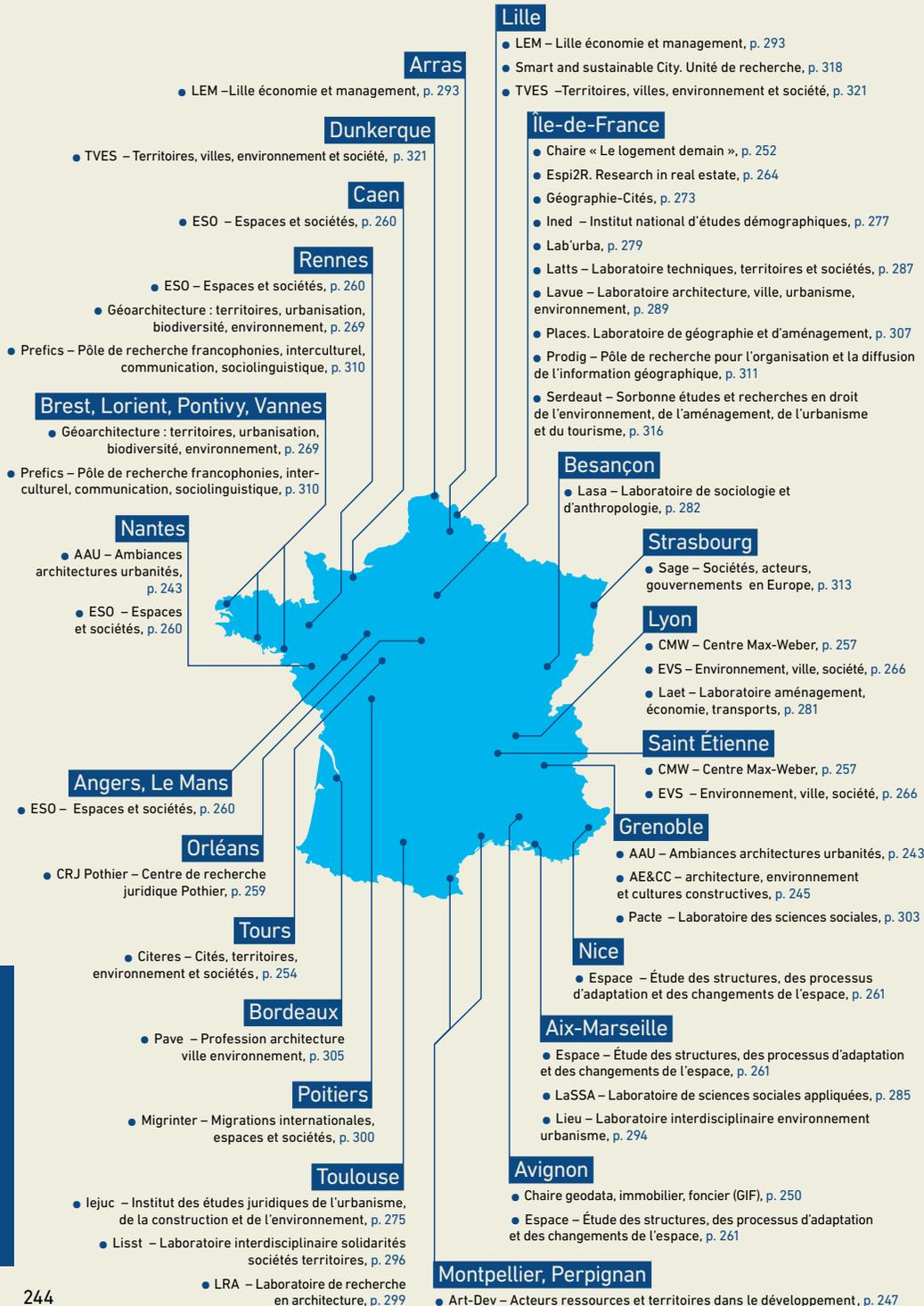
- Catherine Sabbah, déléguée générale d'Idheal
catherine.sabbah@idheal.fr

TRAVAUX DE RECHERCHE

04 PARTIE

Laboratoires

Sont présentés ici, un grand nombre (**36**) des laboratoires qui, en France, développent, à titre principal ou comme un de leurs axes de travail, des recherches sur l'habitat et le logement, permettant ainsi aux acteurs de l'habitat, quelle que soit leur localisation géographique, de disposer d'un ou plusieurs interlocuteurs pour établir des collaborations.



AAU AMBIANCES ARCHITECTURES URBANITÉS (UMR CNRS 1563)

DIRECTRICE :

Rachel Thomas

DIRECTEURS ADJOINTS :

Myriam Servières (directrice équipe Crenau), Nicolas Tixier (directeur équipe Cresson)

TUTELLES :

CNRS, École centrale de Nantes, École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, École nationale supérieure d'architecture de Nantes par délégation du ministère de la Culture, UGA

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Laboratoire AAU (UMR CNRS 1563) regroupe le Centre de recherche nantais architectures urbanités (Crenau, Ensa Nantes et ECN) et le Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain (Cresson, Ensa Grenoble). Il s'agit d'un laboratoire fortement interdisciplinaire, tant par sa composition (architectes, sociologues, informaticiens, anthropologues, urbanistes, géographes, physiciens, historiens, philosophes), que par les problématiques et enjeux auxquels il répond (architecture, environnement, ville), et par les outils qu'il développe (méthodologies d'enquêtes in situ, modélisation et simulation des phénomènes d'ambiances, réalité virtuelle, etc.).

Les recherches du laboratoire portent sur les environnements construits à toutes les échelles avec un intérêt particulier pour les situations urbaines et les processus d'urbanisation. AAU met en avant un point de vue immergé dans la ville à travers la notion d'ambiance interrogeant les dimensions sensibles de l'expérience des environnements construits. Depuis sa création, le laboratoire se développe dans une perspective multidisciplinaire, multisensorielle et multi-échelle, articulant sciences sociales, sciences pour l'ingénieur et sciences pour la conception en ouvrant des ponts vers l'art. Il développe en outre de nombreuses relations avec les partenaires professionnels de ses champs de recherche en architecture, aménagement urbain et informatique.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Le laboratoire développe de nombreux thèmes de recherche articulant les problématiques de l'habitat avec celles des ambiances et environnements construits.

Travaux et thèses en cours

Au Crenau :

- « Lunne : la Lumière la nuit nuit à l'environnement. » Projet de recherche ANR, 2023-2027. Responsable scientifique de la partie Crenau : Leduc T. Responsable scientifique du projet : Brémond R., Université Gustave-Eiffel.
- « Data Marchabilité. » Projet de recherche PME, 2021-2023. Responsable scientifique de la partie Crenau : Leduc T. Pilote : PME Someware, partenaires : GeoFit et Atipy.
- « Prisair – Prises, instrumentations et expérimentations la qualité de l'air à l'épreuve. » Projet de recherche financé par l'Ademe, 2021-2023. Responsables scientifiques Crenau et porteurs de projet : L'Her G. et Devisme L.
- « Percilum : visualisation, perception et pédagogie des ambiances lumineuses via des dispositifs numériques innovants. » Projet de recherche financé par l'ANR, 2020-2024. Responsable scientifique de la partie Crenau et porteur de projet : Drozd C.
- Patron L., « Fabriquer des territoires favorables à la santé : des premières décisions à l'émergence d'un nouveau paradigme d'action publique locale. » Thèse débutée en 2022. Encadrement : codirection de thèse Devisme L. (AAU-Crenau) et Charreire H. (Upec). Financement : Cifre.
- Lambert-Aouizerat S. H., « Les petites mains de la fabrique de la ville : ethnographie de l'instruction des autorisations d'urbanisme. » Thèse débutée en 2022. Encadrement : directeur de thèse Devisme L., co-encadrante Roy É. Financement : ministère de la Culture.
- Planchot M., « Le bois transforme-t-il les manières de concevoir l'architecture contemporaine ? Analyse de la conception et de la réception d'ensembles de logements collectifs en bois. » Thèse débutée en 2021. Encadrement : direction, Siret D., co-encadrement : Drozd C. et Requena I. Financement : collaboration de recherche avec l'agence Architecture Plurielle à Rennes.

.../...

Au Cresson :

- « Proseco. Production sensible des projets urbains contemporains. De la conception à l'expérience : enjeux environnementaux et politiques du sensible. » Responsable scientifique : Manola T., projet ANR, 2020-2024.
- « Echason. Un échafaudage sonore pour expérimenter à échelle 1 la conception d'un logement du futur par l'expérience des sonorités. » Responsables scientifiques : Balay O. et Laffont C., projet Irga 2022 – UGA.
- Laffont C., « La conception du logement à l'expérience des sonorités – Colexson. L'expérimentation à échelle 1 d'un habitat coopératif à partir de l'écoute. » Thèse engagée en 2020.
- Hadbi R., « L'émotion et l'attachement dans les cités ouvrières des années 1920-1930. Faire patrimoine/Faire projet à l'Abbaye, la Capuche et Jean-Macé, trois cités grenobloises au devenir contrasté. » Thèse engagée en 2017.
- Toussaint M., « L'habitation aux ambiances. Partage de l'expérience quotidienne à la Villeneuve de Grenoble. » Thèse soutenue en 2023.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Diplôme d'architecte d'État (Ensa Grenoble et Ensa Nantes).
- Diplôme d'ingénieur École centrale Nantes (option projet SmartLoc)
- Masters :
 - Ambiances, architecture et cultures numériques (Ensa Grenoble)
 - Villes et territoires (Ensa Nantes et Université de Nantes)
 - Ville et environnements urbains (Ensa Nantes et ECN)

Disciplines: [X Architecture](#) [X Sociologie](#) [X Anthropologie](#) [X Informatique](#) [X Urbanisme](#) [X Géographie](#)
[X Physique appliquée](#) [X Philosophie](#)

ADRESSE

Équipe Crenau
 École nationale supérieure d'architecture de Nantes
 6 quai François-Mitterrand BP 16202
 44262 Nantes Cedex 2

Équipe Cresson

École nationale supérieure d'architecture de Grenoble
 60 Avenue de Constantine
 CS 12636
 38036 Grenoble Cedex 2

SITE WEB

<http://aau.archi.fr>

CONTACTS

Équipe Crenau
 • direction@creneau.archi.fr
 02 40 59 43 24

Équipe Cresson

• cresson.eag@grenoble.archi.fr
 04 76 69 83 36

AE&CC**ARCHITECTURE, ENVIRONNEMENT ET CULTURES CONSTRUCTIVES****DIRECTEURS :**

Thierry Joffroy (directeur d'AE&CC et du Laboratoire Craterre)
Stéphane Sadoux (directeur du Laboratoire cultures constructives)

CORESPONSABLES DE L'AXE HABITAT D'AE&CC :

Philippe Garnier et **Romain Lajarge**

TUTELLE :

Ensag (École nationale supérieure d'architecture de Grenoble) du ministère de la Culture

CHAMPS THÉMATIQUES

AE&CC est une unité de recherche (UR) regroupant, depuis 2011, deux laboratoires (Craterre et Cultures constructives) de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (sous tutelle du ministère de la Culture et membre de l'Université Grenoble Alpes). Ses activités scientifiques s'articulent autour de plusieurs axes, programmes et projets, parmi lesquels la question de l'habitat occupe une place centrale.

Déjà reconnue comme centre d'excellence de la chaire Unesco « Architecture de terre, développement durable et cultures constructives » depuis 1998, l'UR AE&CC a obtenu le statut de Labex en 2011. Elle a été lauréate de l'Idefi Amàco en 2012, du Solar Decathlon 2012 et s'est vu décerner la mention spéciale du World Habitat Award 2018. Elle poursuit ses recherches théoriques et appliquées, en étudiant les cultures constructives locales et les diverses conditions de conception et de production d'habitats écoresponsables à travers des réponses contextualisées. Elle porte une grande attention à une architecture ancrée territorialement, à la valorisation des ressources et savoirs locaux, en particulier à la terre ainsi qu'aux autres bio et géomatériaux, dans une approche liant les concepts d'économie frugale et de circularité et qui vise à apporter une contribution à la réalisation des ODD 2030.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les travaux issus des deux laboratoires d'AE&CC qui portent sur l'habitat, s'intéressent aux relations entre la production sociale de l'habitat et son accessibilité, à travers notamment l'habitat coopératif et participatif, aux cultures constructives et à la réduction des risques de catastrophe, mais aussi aux relations entre l'habitat et la santé, et de manière plus générale au rapport entre habitat et développement territorial.

Quelques exemples de programmes et projets de recherche :

- Chaire Unesco : « Architecture en terre, cultures constructives et développement durable » (41 membres dans 21 pays), préparation de forums mondiaux, publications et travaux avec des équipes de chercheurs et en R&D sur tous les continents ;
- Chaire « Habitat coopératif » : enseignements croisés entre Lyon (ENTPE) et Grenoble (M1 et M2 de l'Ensag), séminaires internationaux. Films (p.e. Lendemain de fêtes) portant sur des cas de collectifs d'habitants mobilisés en réponse à divers freins au développement de l'habitat social ;
- Chaire partenariale « Habitat du futur » : Écoles d'architecture de Grenoble, Lyon, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand (Grands Ateliers de l'Isle-d'Abeau), association recherche-secteur privé ;
- Chaire « Territorialisation » avec la Fondation de l'Université Grenoble Alpes, qui développe des recherches sur le rapport entre territorialisation et habitabilité des territoires. Cette Chaire propose des suites à l'ANR TerrHab avec l'encadrement de thèses ;
- Habitat coresponsable : un prototype d'habitat collectif, Terra Nostra, a été présenté à Lyon à l'occasion de Terra 2016, puis remonté à Grenoble comme pavillon démonstrateur du potentiel des bio et géomatériaux. Depuis ce prototype, deux nouvelles réalisations ont vu le jour, impliquant des étudiants aux côtés d'acteurs locaux dans deux communes du Nord Isère (Capi) ;
- Habitat et santé, contrat de recherche Idex (CDP Life) avec une équipe du CHU sur le rapport entre les formes de la ville (urbanisme et logement), la prévention et le bien-vivre ;

.../...

- Habitat et modèle d'urbanisation : partenariat avec l'Université d'Oxford, notamment sur l'expérience des Garden Cities et leurs applications contemporaines en matière de logements, d'aménagement et d'urbanisme vertueux ;
- Évaluation multicritères des projets d'architecture. Développement d'un outil d'évaluation de projets d'habitat réalisé en collaboration avec UN-Habitat : méthodologie et outil d'auto-évaluation et d'aide à la décision « Sherpa » (version Apps) ;
- Cultures constructives locales para-sinistres, dans le cadre du Cross-Disciplinary Programme Risk@Univ. Grenoble Alpes (CDP Risk) qui regroupe 15 laboratoires et une centaine de chercheurs sur la question du risque dans une approche transdisciplinaire. Continuité du travail avec le laboratoire 3SR-UGA, pour la reconstruction post-catastrophe (modélisation et caractérisation de l'habitat vernaculaire) ;
- Copilotage du groupe de travail « logement abordable et quartiers informels » du partenariat français ville et territoire.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master « AE&CC » : en 2016, plusieurs étudiants de M2 ont bénéficié de l'organisation d'un séjour à Oxford et à Milton Keynes, à l'occasion du cinquantenaire avec neuf travaux personnels de fin d'études (TPFE) ; actions menées avec des étudiants pour la conception puis la construction des prototypes Canopéa (vainqueur du concours Solar Decathlon 2012) et, en 2015-2016, du prototype Terra Nostra, construit à Lyon dans le cadre de l'événement « Lyon 2016, capitale de la terre » (Nicolas Dubus, nicolas.dubus@grenoble.archi.fr). Évolution depuis 2017-2018 avec le projet Design/Built qui propose chaque année à un groupe d'une vingtaine d'étudiants en M1 de concevoir puis construire un bâtiment innovant en situation réelle en passant par toutes les étapes de validation, spatiales et techniques.
- DSA « Architecture de terre », diplôme supérieur en architecture créé par AE&CC qui accueille 25 étudiants sur deux ans, avec une offre de séminaires et une coloration internationale forte puisque plus de 50 % des étudiants (25 par promotion, tous les deux ans) viennent de divers pays du monde entier (Pascal Rollet, rollet.p@grenoble.archi.fr et Thierry Joffroy, joffroy.t@grenoble.archi.fr).
- AE&CC apporte aussi une contribution importante au Master International Cooperation in Urban Planning, porté par l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine de Grenoble et les Technische Universität Darmstadt, Universitat Internacional de Catalunya et Università degli Studi Roma Tor Vergata, sur les problématiques des cultures constructives, des matériaux locaux, des établissements humains, des projets de développement, de prévention et de reconstruction post-désastre.
- Une expérience originale a été menée avec Uved et la Fédération internationale de la Croix-Rouge pour la mise en place en master d'une unité (50 % virtuelle, 50 % présentielle) sur l'intervention post-catastrophe, avec en perspective une reconnaissance comme « passeport » pour répondre aux appels des sociétés nationales Croix-Rouge et Croissant-Rouge.

Disciplines: [X Architecture](#) [X Aménagement](#) [X Urbanisme](#) [X Sciences territoriales](#)

ADRESSE

60 avenue de Constantine CS 12636
38036 Grenoble Cedex 2

SITE WEB

<http://aecc.hypotheses.org/category/actualites-news>

CONTACTS

- Romain Lajarge
romain.lajarge@grenoble.archi.fr
- Philippe Garnier
craterre.pgarnier@club-internet.fr

ART-DEV

ACTEURS RESSOURCES ET TERRITOIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT (UMR 5281)

DIRECTEUR :

Denis Pesche

TUTELLES :

CNRS, Université Paul-Valéry Montpellier 3, Cirad, Université de Montpellier, Université de Perpignan Via Domitia

CHAMPS THÉMATIQUES

Art-Dev est un pôle de recherche et d'expertise pluridisciplinaires en sciences humaines et sociales, regroupant des chercheurs et enseignants-chercheurs qui centrent leurs travaux sur les liens entre territoires et dynamiques contrastées de développement. L'objectif central de l'unité est de décrypter les reconfigurations des espaces économiques, politiques et sociaux, en mettant en relation dynamiques de globalisation et dynamiques locales. Dans une perspective internationale des trajectoires de développement, au Nord comme au Sud, dans des contextes géographiques et sectoriels diversifiés, l'analyse de ces reconfigurations porte sur les dynamiques d'organisation des espaces et des sociétés liées à la construction et à la mobilisation par la diversité des acteurs d'un ensemble de ressources, d'ordre à la fois matérielles et immatérielles.

Art-Dev organise ses travaux selon quatre axes de recherche articulés :

- Axe 1 : Trajectoires rurales : modèles, pratiques et politiques
- Axe 2 : Environnement et changement climatique : gouvernance, ressources et conflits
- Axe 3 : Circulation et ancrages : pratiques, réseaux et recompositions territoriales
- Axe 4 : Modèles de développement et fabrique des alternatives

Ces axes sont complétés par plusieurs chantiers transversaux : « Économies migratoires et circulations transnationales », « Dynamiques littorales », « Populations invisibles », « Justice sociale, justice environnementale »

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT



Programmes de recherche récents ou en cours

- Collet A., Delage A., Rousseau M. (coord.), Exode urbain : impact de la pandémie de Covid 19 sur les mobilités résidentielles. Financement Puca – Réseau Rural.
- Berry-Chikhaoui I., Delage A., Lavaud-Letilleul V. et Valegeas F., Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines – Popsu Métropoles – Montpellier, Art-Dev/Cepel/Lifam/Projekt/Montpellier Méditerranée Métropole (2019-2021).
- Crozat D. (resp.), Poulot M-L., Peralez-Carleton E., Razafimahefa L., Valegeas F., « Smartnights - Pour des nuits urbaines durables et inclusives », financement ANR, ArtDev/Pacte/Habiter/Triangle (2018-2021).
- Berry-Chikhaoui I., Lavaud-Letilleul V. & Niang-Ndiaye M., « L'habitabilité des territoires productifs littoraux : vivre, travailler et se mobiliser. Le cas de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer », Programme Fondation de France (2018-2021).
- Rousseau M. (resp.), Delage A., « Géopolitique de l'étalement urbain », financement ANR Jeunes Chercheurs/Jeunes chercheuses, Cirad / Art-Dev (2016-2020).

.../...

**Thèses en cours**

- Coudrin C., la thèse en géographie et aménagement de l'espace porte sur l'hybridation entre le modèle touristique et le modèle résidentiel de développement immobilier dans les espaces du littoral languedocien à proximité de Montpellier (Sète, La Grande-Motte et Palavas-les-Flots – Carnon), dans un contexte de développement métropolitain et de résidentialisation des stations balnéaires de la Mission Racine des années 1960. Contrat doctoral 2019-2022 financé à hauteur de 50 % par la Région Occitanie, sous la dir. de V. Lavaud-Letilleul et I. Berry-Chikhaoui.
- Coulet G., « Habitat et vulnérabilités socio-environnementales dans la recomposition des espaces littoraux et rétro-littoraux liée au changement climatique: le cas héraultais ». Inscription en thèse depuis 2021, sous la dir. de V. Lavaud-Letilleul et I. Berry-Chikhaoui

**Quelques publications récentes****Renouvellement urbain et participation des habitant.es**

- François C., Vacher K, Valegeas F., « Marseille: les batailles du centre-ville », *Métropolitiques*, 2021. <https://metropolitiques.eu/Marseille-les-batailles-du-centre-ville.html>
- Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Lacoste P., Mamou K., « Faire face au renouvellement urbain. Retour sur dix ans de recherche coopérative dans le centre-ville de Marseille », *Métropolitiques*, 2021. <https://metropolitiques.eu/Faire-face-au-renouvellement-urbain.html>
- Berry-Chikhaoui I. et Medina L., « Justice pour le Petit Bard. Contester la rénovation et imposer la participation », *Métropolitiques*, 2018. <https://www.metropolitiques.eu/Justice-pour-le-Petit-Bard-Contester-la-renovation-et-imposer-la-participation.html>

Habitat et ville durable, écoquartiers

- Valegeas F., « Les quartiers durables français à l'épreuve de la mixité sociale: de la diversité de l'habitat aux normes d'habiter écologiques », *Lien social et politiques*, n° 76, pp. 62-84, 2016. URL: <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2016-n77-lsp02708/1037902ar/>

Habitat informel et cabanisation

- Cadoret A. et Lavaud-Letilleul V., « Des « cabanes » à la « cabanisation »: la face cachée de l'urbanisation sur le littoral du Languedoc-Roussillon », *Espace populations sociétés*, 2013/1-2. URL: <http://journals.openedition.org/eps/5378>
- Crozat D., « Lire l'habitat illégal pour comprendre les processus de normalisation spatiale de la périphérie: la cabanisation dans l'Hérault », in Cousin G., Crozat D., Lièvre M., Loiseau G. et Viala L., *Actualité de l'habitat temporaire. De l'habitat révé à l'habitat contraint*, 2009.

Politiques de l'habitat

- Giband D., « Housing the Banlieue in global times. French public housing policies and spaces between neo-liberalization and hybridization. », in Jonas A., Miller B., Ward K., Wilson D., *Spaces of urban politics*, Routledge, New York, pp. 217-228, 2018.

Logement, pauvreté, inégalités

- Baby-Collin V., Bonafede A., Dahdah A., « Quelles politiques pour le logement populaire dans le centre-ville de Marseille? », *Métropolitiques*, 2020. <https://metropolitiques.eu/Quelles-politiques-pour-le-logement-populaire-dans-le-centre-ville-de-Marseille.html>
- Berry-Chikhaoui I., Giband D., Medina L., « La double figure du pauvre a-territorial et hyper territorialisé dans la ville néolibérale. L'exemple de Montpellier. », in Bonnal P., Cortes G., Leite S., Maluf R., Poncet C., Sabourin E. (coord.) *Action publique, dynamiques sociales et pauvreté. La territorialisation en débats*, Édition Pulm, 2019.

Étalement urbain, densification

- Rousseau, M., « La densité fait-elle la mixité? Politiques de densification et inégalités territoriales dans l'agglomération de Lyon », *Sociétés contemporaines*, vol. 107, n° 3, 2017.

Fermetures résidentielles

- Dorier E., Berry-Chikhaoui I., Bridier S., « Fermeture résidentielle et politiques urbaines, le cas marseillais », *Articulo, Journal of Urban Research*, Gated Communities, revue en ligne, 2012/8, 2012. URL: <http://journals.openedition.org/articulo/1973>

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Université Paul-Valéry Montpellier 3: master « Urbanisme et aménagement », parcours « Urbanisme, projet urbain et modèles alternatifs » (resp. I. Berry-Chikhaoui, V. Lavaud-Letilleul et F. Valegeas). Informations: <https://master-urbanisme.univ-montp3.fr>
- Université Perpignan Via Domitia: master « Urbanisme et aménagement », parcours « Urbanisme, habitat, aménagement » (resp. S. Rode). Informations: <https://www.univ-perp.fr/fr/master-urbanisme-et-amenagement-parcours-urbanisme-habitat-et-amenagement>

Disciplines: Agronomie Aménagement Architecture Sciences économiques Géographie
 Science politique Sociologie

**ADRESSE**

Université Montpellier 3
Site Saint-Charles, rue Henri-Serre
34090 Montpellier

**SITE WEB**

<https://art-dev.cnrs.fr/>

**CONTACTS**

- francois.valegeas@univ-montp3.fr
- isabelle.berry-chikhaoui@univ-montp3.fr
- giband@univ-perp.fr
- artdev@univ-montp3.fr

CHAIRE GEODATA, IMMOBILIER, FONCIER (GIF)**DIRECTRICE ET DIRECTEUR :**

Laure Casanova Enault et Guilhem Boulay

TUTELLE :

Avignon Université (UMR CNRS 7300 Espace)

CHAMPS THÉMATIQUES

La chaire « Geodata immobilier Foncier (GIF) » a pour objectif principal l'analyse bottom-up et décloisonnée des marchés fonciers et immobiliers via l'exploitation quantitative de microdonnées géolocalisées, et ce à l'échelle nationale et pour tous les types d'acteurs des marchés fonciers-immobiliers.

Plus précisément, elle s'attache à investiguer les modalités d'identification et de sélection des biens fonciers-immobiliers par les différents acteurs du marché à travers quatre axes de travail :

1. Les comportements des différentes catégories d'acquéreurs et leurs conséquences en matière d'émergence de sous-marchés locaux (analyse de la demande)
2. Le choix de localisation des opérations immobilières (analyse de l'activité de marché et de la construction)
3. Le profil des propriétaires et leur impact sur les marchés fonciers-immobiliers locaux (analyse de la (multi)propriété)
4. L'estimation de la valeur des biens fonciers-immobiliers détenus par les différentes catégories de propriétaires (analyse du patrimoine foncier-immobilier).

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Lancée en mars 2023 pour une durée de cinq ans (2023-2028), la chaire partenariale « Geodata, immobilier, foncier (GIF) » regroupe quatre membres fondateurs, acteurs du secteur foncier-immobilier : Adequation, société de conseil, spécialiste de la donnée et des marchés immobiliers ; le Cerema, établissement public spécialisé dans le développement durable des territoires ; Meilleurs Agents, leader français de l'estimation immobilière en ligne ; l'Union sociale pour l'habitat, Union nationale des fédérations d'organismes Hlm.

La chaire bénéficie également du soutien institutionnel d'Avignon Université, de l'UMR CNRS 7300 Espace, et de la Région Sud Paca.

L'équipe, d'une dizaine de membres, est composée d'enseignants-chercheurs, de doctorants, de post-doctorants et de stagiaires en géographie (UMR 7300 Espace) et en statistique (Laboratoire de mathématiques d'Avignon – UPR 2151).

Capitalisant sur l'expérience thématique et méthodologique de ses membres en matière d'analyse quantitative des marchés fonciers-immobiliers, la chaire GIF est exclusivement dédiée à l'analyse de la filière foncier-immobilier. L'intégralité de ses travaux est donc directement liée au logement et à l'habitat.

La responsabilité des axes de travail de la Chaire « GIF » est collective, assurée par trois maîtres de conférences en géographie et aménagement de l'Université d'Avignon : laure.casanova@univ-avignon.fr ; guilhem.boulay@univ-avignon.fr ; antoine.peris@univ-avignon.fr

**Travaux récents**

- Josselin D., Blanke D., Coulon M., Boulay G., Casanova Enault L., Peris A., Le Brun P., Lecourt T., « Incertitudes liées aux échelles d'estimation des prix immobiliers », in Batton-Hubert M., Desjardin E., Pinet F., *L'imperfection des données géographiques*, tome 2, Iste-Wiley, 32 p, à paraître.
- Boulay G., « Gentrification et marché immobilier : la théorie du rent gap », in Cottineau C. et Pumain D. (dirs.), *Villes au cœur des inégalités*, Iste, Encyclopédie des Sciences, 35 p., 2022.
- ANR Wisdrom ("Wealth Inequalities and the Dynamics of Housing Market"), financement ANR, coresponsabilité de l'axe 2 (Différenciation spatiale de l'accessibilité économique de l'immobilier) et responsabilité de l'axe 3 (Accumulation, vulnérabilité des ménages et assemblages locaux de marché), 2019-2022.
- Le Brun P., « L'État dans la régulation locale: le cas des aides fiscales à l'investissement locatif des ménages en France », in *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2022, 2022/5, pp. 827-841.
- Berté C., Boulay G., Benites-Gambirazio E., Bonneval L., « 20 % de plus, 20 % moins cher. Le plan 3A de la Métropole de Lyon ou les ambiguïtés de l'accession abordable », in *Géographie, Économie, Société*, 24(1), pp. 103-123, 2022.
- Casanova Enault L., Peris A., « L'articulation des prix fonciers et immobiliers en France : une géographie des marchés locaux », in *Fonciers en débat*, 2022, <https://fonciers-en-debat.com/larticulation-des-prix-fonciers-et-immobiliers-en-france-une-geographie-des-marches-locaux/>
- Boulay G., Blanke D., Casanova Enault L., Granié A., « Moving from Market Opacity to Methodological Opacity: Are Web Data Good Enough for French Property Market Monitoring? », in *The Professional Geographer*, 73 (1), pp. 115-130, 2021.

**Travaux en cours**

- « La multipropriété foncière et immobilière : quels effets sur les marchés locaux et quels enjeux de régulation ? » Programme partenarial de recherche de l'Union sociale pour l'habitat & ses partenaires : Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables. Financement Union sociale pour l'habitat et ses partenaires. Dir. L. Casanova Enault, 2022-2025.
- « Encastrement socio-juridique des marchés fonciers : Approche comparée de la structure de propriété et des systèmes de régulation (France-Luxembourg), Financement de l'Agence nationale pour la recherche (ANR), Dir. L. Casanova Enault (FR) & amp ; A.Paccoud (Lux), 2023-2026.
- « Qui détient les zones à enjeux de la Région Paca ? Structure de propriété foncière urbaine et pouvoir d'aménagement au regard du ZAN. » Financement Région Sud-Paca , Dir. G. Boulay, 2023-2024.

**Thèses**

- Le Brun P., « La production capitaliste de la ville : géographie de la promotion immobilière en France », Dir. D. Josselin et G. Boulay, 2008-2023.
- Lecourt T., « La privatisation du foncier public des communes et des intercommunalités : caractérisation statistique et spatiale, et analyse de ses effets sur la maîtrise publique de l'aménagement ». Dir. D. Josselin et L. Casanova Enault.
- Delattre R., « Négocier l'artificialisation : la gouvernance foncière locale à l'épreuve de l'objectif "zéro artificialisation nette" ». Dir. J. Douvinet et L. Casanova Enault.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

La chaire n'assure pas de formation exclusivement dédiée au logement et à l'habitat mais peut proposer des sujets sur ces thématiques dans le cadre des ateliers aménagement (L3 géographie-aménagement), des mémoires de M1 Géoter (Géomatique et conduite de projets territoriaux), des ateliers professionnels et des stages de M2 Géoter.

Disciplines : **X Géographie** **X Aménagement** **X Économétrie** **X Statistique****ADRESSE**

Avignon Université
74 rue Pasteur
UMR ESPACE - Case 19
84029 Avignon Cedex 1

**SITE WEB**

<https://chairegif.univ-avignon.fr/x>

**CONTACTS**

- laure.casanova@univ-avignon.fr
- guilhem.boulay@univ-avignon.fr

CHAIRE « LE LOGEMENT DEMAIN »**DIRECTEURS :**

Anne D'Orazio - Yankel Fijalkow

TUTELLES :

Ministère de la Culture

Ensa Paris-La Villette / Ensa Paris-Val de Seine

CHAMPS THÉMATIQUES

La chaire « Le logement demain » veut répondre à la nécessité d'une réflexion partagée sur les évolutions de la production, de la gestion, des transformations et des pratiques de l'habitat, qui constituent un enjeu majeur du XXI^e siècle. En s'appuyant sur les dispositions de la Stratégie nationale pour l'architecture, la chaire vise à mettre en synergie les préoccupations des mondes professionnels, de l'enseignement et de la recherche. La spécificité de cette démarche tient dans une approche du logement comme un fait social qui se traduit spatialement, nécessitant une attention aux différentes échelles (macro comme micro), aux évolutions (démographiques, écologiques, technologiques, etc.) ainsi qu'aux enjeux contemporains éclairés par une historicisation des processus à l'œuvre.

À ce titre, les activités scientifiques de la chaire s'orientent autour de trois axes de travail et de réflexion :

- Défis de l'espace habité et enjeux programmatiques ;
- Modes de production et de transformation du logement ;
- Trajectoire des acteurs et mémoires des organisations.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

La chaire place le logement au cœur de ses enjeux et missions. L'ensemble de ses activités scientifiques et pédagogiques prend ce sujet comme point de départ, et le décline selon différentes approches (processus de conception, réseaux d'acteurs, modes de production, logiques de gestion, etc.) et différents formats (actions de recherche, journées d'étude, communications, publications, etc.). À ce titre, des problématiques telles que qualité du logement, réversibilité des parcs (tertiaire, logement), gestion patrimoniale (copropriété, parc social, coopératif, etc.), expérimentation et transformation de l'action publique, etc., constituent les chantiers actuels de la chaire.


Travaux récents

- « Rencontres Pédagogiques », septembre 2021 : journée d'étude sur l'enseignement du logement dans les Ensa visant à partager un panorama de ces enseignements, identifier les enseignants de cette communauté et activer un réseau dont la chaire est un support scientifique, technique et partenarial.
- « Les controverses domestiques » : sous la forme de tables rondes réunissant différents experts, l'enjeu de ces échanges est d'alimenter le débat sur les questions relatives aux modes de production, de gestion et d'usages du logement et de comprendre comment les articuler avec une qualité architecturale.
 - Controverse #1, avril 2022 : La mise en chantier des copropriétés, avec Sylvaine Le Garrec, Komi Ahali (chercheurs), Odile Dietenbeck (Foncia), Eva Simon (Puca) et la Compagnie des architectes de copropriétés. Débat animé par Anne D'Orazio et Anne-Laure Jourdeuil.
 - Controverse #2, juin 2022 : La qualité face à l'économie, l'équation impossible, avec Alexandre Neagu (Datcha), Marie-Hélène Badia (Badia-Berger architectes), Laurent Michelin (Bouygues Immobilier), Catherine Sabbah (Idheal), Oriane Du Chené (Itar Architectures), François Leclercq (Leclercq associés), Ludovic Boespflug (Quartus) et Adèle Fourmigué (GIP Epau). Débat animé par Anne D'Orazio et Catherine Sabbah.


Travaux en cours

- « 50 ans d'expérimentations sur le logement » : post-doctorat financé par le Braup dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Engagés pour la qualité du logement de demain. »
- « Expérimentation dans le logement comme champ de d'action » – Suivi de cohorte de l'AMI « Engagés pour la qualité du logement de demain », en partenariat avec le GIP Epau et le Puca.
- « Du tertiaire au logement et à l'hébergement, quelle réversibilité ? » : recherche pour le compte de la Banque des Territoires et de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts (approche quantitative et qualitative de la question).

- « Controverses domestiques » : cycle de discussions acteurs-chercheurs (« Le logement d'urgence et temporaire : à quel prix et sous quels leviers », octobre 2023 ; « Smarthousing », décembre 2023).
- Le « Prix du Mémoire sur le Logement » engage une valorisation des travaux de mémoires de master des étudiants des Ensa en France. Ce prix vise à identifier les réflexions actuellement portées dans les écoles d'architecture sur le logement.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Séminaire de master « Production et usages de l'espace habité », sous la direction de Yankel Fijalkow, avec Sabrina Bresson (ENSAPVS).
- Séminaire de master « Habitat et ville durable », domaine d'étude « Habiter les mondes urbain », sous la direction d'Anne D'Orazio (ENSAPLV).
- Parcours du master « Urbanisme et aménagement » de l'université Paris-Nanterre, « Fabrique de la ville et opération d'habitat » (Favoh), Marie-Hélène Bacqué et Anne-Laure Jourdeuil.

Disciplines : [X Architecture](#) [X Urbanisme](#) [X Sociologie](#) **ADRESSE**ENSA Paris-La Villette – 144 avenue de Flandre,
75019 Paris **SITE WEB**

www.chaire-logementdemain.fr

 **CONTACTS**

- contact@chaire-logementdemain.fr
- anne.dorazio@paris-lavillette.archi.fr
- yankel.fijalkow@paris-valdesaine.archi.fr

CITERES

CITÉS, TERRITOIRES, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉS (UMR 7324)

DIRECTRICE :

Nora Semmoud

TUTELLES :

CNRS et Université de Tours

CHAMPS THÉMATIQUES

Créée en 2004, l'unité mixte de recherche Citeres est venue renforcer et structurer le potentiel de recherche de l'Université de Tours sur la thématique « Villes et territoires ». Son objectif est d'analyser les dynamiques spatiales et territoriales des sociétés. À ce titre, les productions de l'UMR s'inscrivent dans cinq principaux champs de recherche pluridisciplinaires : la recherche urbaine, la recherche sur le patrimoine, la recherche environnementale, les travaux sur le territoire et ceux sur les effets des recompositions sociales contemporaines.

Les recherches menées au sein du laboratoire portent en particulier sur :

- L'apparent paradoxe entre les tendances à la déterritorialisation et l'importance renouvelée du territoire pour les pratiques sociales et pour l'action politique, collective et publique (équipe Cost : Construction sociale et politique des espaces, des normes et des trajectoires);
- La mise en évidence de l'impact de l'homme sur l'organisation de l'espace et, à l'inverse, l'influence des territoires et milieux sur les pratiques sociales (équipe LAT, Laboratoire archéologie et territoire);
- La ville, les circulations, les transferts de modèles culturels et les relations entre le monde arabe et d'autres espaces, notamment l'Europe méditerranéenne (équipe Monde arabe et méditerranéen);
- L'analyse des transformations des milieux naturels et des espaces aménagés et construits, abordée à travers des projets en aménagement et les thématiques du paysage et de l'écologie (équipe Dynamiques et actions territoriales et environnementales).

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Au sein de l'UMR Citeres, les travaux sur le logement et l'habitat dans les sociétés contemporaines sont présents dans trois équipes : l'équipe « Construction sociale et politique des espaces, des normes et des trajectoires », l'équipe « Monde arabe et méditerranéen » et l'équipe « Dynamiques et actions territoriales et environnementales ». Ces travaux, très largement pluridisciplinaires, mobilisent des spécialistes de l'aménagement de l'espace, des démographes, des géographes, des sociologues et des anthropologues.

Les recherches collectives sur l'habitat et le logement développées au sein du laboratoire portent sur les relations entre formes de production de logements et dynamiques urbaines; sur les modalités d'appropriation des logements et la question de l'habitabilité; sur les usages des espaces résidentiels et le rôle des expériences de participation du public; sur les formes alternatives d'habitat et de propriété; sur les modalités d'appropriation des espaces habités dans le cadre du processus de vieillissement (relations entre habitat et trajectoire sociale, rôle des acteurs privés et publics dans la production des espaces habités dédiés aux personnes âgées) et enfin sur la marginalisation sociale et spatiale en matière d'habitat.

CHERCHEUR-E-S INTERVENANT DANS CE CHAMP THÉMATIQUE

Sabrina Bresson (sabrina.bresson@univ-tours.fr); Laurent Cailly (laurent.cailly@univ-tours.fr); Sylvette Denèfle (sylvette.denefle@univ-tours.fr); Jean-Philippe Fouquet (fouquet@univ-tours.fr); Anne Labit (anne.labit@univ-orleans.fr); Olivier Legros (olivier.legros@univ-tours.fr); Laurent Nowik (laurent.nowik@univ-tours.fr); Nicolas Oppenheim (nicolas.oppenheim@univ-tours.fr); Anna Perraudin (anna.perraudin@univ-tours.fr); Nora Semmoud (nora.semmoud@univ-tours.fr); Alain Thalineau (alain.thalineau@univ-tours.fr).



Travaux publiés

- Bresson S., Labit A., « How Does Collaborative Housing Address the Issue of Social Inclusion? A French Perspective », *Housing, Theory and Society*, Volume 37, Issue 1, pp. 118-138, 2020.
- Cailly L., Fouquet J.-P. et Pourtau B., « Formes ordinaires de la métropolisation, pratiques spatiales des ménages et fabrique du territoire métropolitain dans l'aire urbaine de Tours », Rapport de recherche, Puca, 2015 [en ligne sur le site de Citeres : <http://citeres.univ-tours.fr>].
- Cailly L. et Dureau F., (dir.), *Les Espaces du logement, pratiques habitantes et politiques publiques*, L'Harmattan, Paris, 2015.
- Denèfle S. (dir.), *Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter*, Presses universitaires de Rennes, 2016.
- Guyavarch E., Lemener E. et Oppenheim N., « La difficile articulation entre les espaces du quotidien chez les enfants sans logement », *Annales de la recherche urbaine*, n° 111, pp. 18-29, 2015.
- Labit A., « Self-managed co-housing in the context of an ageing population in Europe », *Urban Research & Practice*, 2015, URL : <http://dx.doi.org/10.1080/17535069.2015.1011425>
- Lemener E. et Oppenheim N., « Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social », *Annales de la recherche urbaine*, n° 110, pp. 75-87, 2015.
- Lemener E. et Oppenheim N., « L'attachement à l'école des familles sans logement à l'épreuve de l'instabilité résidentielle », *Métropolitiques* [en ligne].
- Oppenheim N., Macchi O., « Les enfants et les adolescents sans-logement : une population doublement vulnérable face à la mobilité? » in *Populations vulnérables*, 6-2020.
- Perraudin A. « La maison des devises, un capital transnational », *Emulations*, (34), pp. 115-130, 2020. <https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/perraudin>
- Perraudin A., « Faire place aux minorités dans le centre de Mexico. Des squats à la propriété, enjeux et limites d'une politique de résorption de l'habitat irrégulier », *Métropoles*, (21), s/p, 2017. <http://journals.openedition.org/metropoles/5496>



Thèse récente

- Costlado E., « Mobilités résidentielles et fabrication de la périphérie par les classes moyennes : nouvelles territorialités et citoyenneté à Marrakech (Maroc) », 2015, Université de Tours (elsacoslado@yahoo.com).

.../...

**Thèses en cours**

- Gérard A., « Les résidences seniors : un modèle d'habitat pour personnes âgées pour maintenir l'autonomie ? », sous la direction d'Alain Thalineau.
- Nsiama-Olanga A.-C., « La prise en charge des personnes âgées au Gabon : quels défis pour l'État et les familles ? », sous la direction de Laurent Nowik et d'Alain Thalineau.
- Kaedbey R., « Pratiques urbaines et constructions des urbanités dans les quartiers non-réglementaires. La banlieue sud de Beyrouth », sous la direction de Nora Semmoud, co-encadrement Valérie Clerc (IRD).
- Jendoubi C., « La production des quartiers informels dans le Grand Tunis : entre pratiques émancipatrices et politique de réhabilitation », sous la direction de Nora Semmoud.
- Arslan E., « Les effets sociaux et spatiaux d'une opération de rénovation urbaine à Fikirtepe, un quartier populaire d'Istanbul », sous la direction de Nora Semmoud, co-encadrement avec Gülçin Erdi.

**Travaux récents et en cours**

- Rapsodia : recherche action participative solidarité domicile innovation dans l'âge, coord. A. Labit, 2019-2022, Fondation du Domicile (Fepem).
- « Expertise citoyenne : limites, intérêts et perspectives sociales de la participation des habitants dans les projets de logement en région Centre », coord. S. Bresson, 2013-2015, 2013-2016, ANR Marges.
- « Marges et villes : entre exclusion et intégration. Cas méditerranéens », coord. N. Semmoud.
- « Les effets à moyen et à long terme des politiques de régulation de la pauvreté étrangère sur les populations cibles : le cas des migrants dits "roms" dans les villes d'Europe occidentale (France, Italie, Espagne) », Projet Marg-IN. Marginalisation/INclusion, 2015-2018.

Disciplines: [X Aménagement](#) [X Anthropologie](#) [X Archéologie](#) [X Droit public](#)
[X Démographie](#) [X Sciences économiques](#) [X Géographie](#) [X Histoire](#) [X Sociologie](#)
[X Sciences de l'information et de la communication](#)

CMW**CENTRE MAX-WEBER (UMR 5283)****DIRECTRICE :****Christine Detrez****DIRECTRICES ET DIRECTEUR ADJOINTS :**

Isabelle Mallon, Emmanuelle Santelli, Ahmed Boubeker

TUTELLES :

CNRS, Université Lyon 2 (rattachement principal), Université Jean-Monnet Saint-Étienne, ENS Lyon

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Centre Max-Weber (CMW) est issu de la fusion des deux grands laboratoires de sociologie du Pres Lyon-Saint-Étienne. Il se compose de six équipes :

- Travail, institutions, professions, organisations
- Dynamiques sociales et politiques de la vie privée
- Politiques de la connaissance : savoirs situés et enjeux démocratiques
- Cultures publiques
- Dispositions, pouvoirs, cultures, socialisations
- Modes, espaces et processus de socialisation

C'est dans la sixième équipe (Meps) que sont réalisés les travaux sur le logement et l'habitat.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les recherches rassemblées dans cet axe poursuivent l'analyse des rapports entre espaces et socialisation engagée notamment par Émile Durkheim et Maurice Halbwachs dans leurs travaux sur les formes matérielles de la société et leurs effets sur le cours des actions humaines ainsi que par l'École de Chicago (Park, Burgess, Wirth) dans ses travaux relatifs à la structuration spatiale de la vie sociale en milieu urbain. Elles accordent un statut central à l'espace, décliné selon différentes échelles spatiales (ville, commune rurale, quartier, logement), comme aspect essentiel de la vie collective, en travaillant les effets réciproques entre structures spatiales et modes de socialisation. En d'autres termes, elles s'intéressent aux logiques socialisatrices qui se déploient ou qui prennent forme dans différents types d'espaces et qui concernent différentes catégories de populations.

Les objets sont donc multiples (choix résidentiels, cohabitation et modes d'habiter, gentrification, rénovation urbaine, marchés du logement) et conduisent à travailler sur des populations diversifiées (enfants dans la ville, personnes âgées, acteurs de la gentrification, milieux populaires, professionnels de l'immobilier) et sur des terrains variés (quartiers anciens, quartiers de grands ensembles, périurbain et espace rural).

.../...

**ADRESSE**

Université François-Rabelais Tours BP 60449
37204 Tours Cedex 03

**CONTACT**

● citeres@univ-tours.fr

**SITE WEB**

<http://Citeres.univ-tours.fr>

**Travaux récents**

Ouvrages, rapports de recherche

- Authier J.-Y. (coord.), Bonneval L., Debroux J., Faure-Rouesnel L. et Mallon I. [pour le CMW, en collaboration avec d'autres institutions dont l'Ined avec Cayouette-Remblière J. (coord.)], « Les formes contemporaines du voisinage, espaces résidentiels et intégration sociale », 2021, <https://mon-quartier-mes-voisins.site.ined.fr/>
- Authier J.-Y. et Grafmeyer Y., *Pour la sociologie urbaine*, Lyon, PUL, 2019.

Opérations de recherche

- Benites-Gambirazio E. et Bonneval L., *Wealth Inequalities and The Dynamics of Housing Markets* (Wisdhom), recherche financée par l'ANR 2019-2022 (pilotée par Renaud Le Goix, Univ Paris Diderot), 2019-2022.
- Authier J.-Y., Collet A., Lehman-Frisch S., Mallon I., « La place des enfants et des adolescents dans les espaces urbains », 2014.

**Thèses et habilitations soutenues depuis 2015**

- Villain V., « Sociologie du champ de la construction en terre crue en France (1970-2015) », thèse soutenue en 2020.
- Gentil A., « Mobilités saisonnières et processus de socialisation », thèse soutenue en 2016.
- Mallon I., « Vieillir : trajectoires, contextes, identités », Habilitation à diriger des recherches soutenue en 2015.

**Thèses en cours**

- Garin F., « Les personnes vieillissantes à l'épreuve des projets de rénovation urbaine, la démolition reconstruction de l'UC1 à Bron. »
- Délérès G., « Grandir dans un quartier gentrifié : pratiques urbaines et transformations des perceptions enfantines du monde social à l'entrée dans l'adolescence. »
- Belle G. « Dans les interstices de l'institution : sociologie des espaces de liberté en prison. »
- Jacquemard L., « Le travail de médiation des "tiers" dans l'accompagnement vers l'accès au logement social des ménages en situation de précarité. »

Discipline: **X Sociologie****ADRESSE**

Université Lyon, 5 av. Pierre-Mendès-France
69676 Bron Cedex

**CONTACT**

- loic.bonneval@univ-lyon2.fr

**SITE WEB**

<http://www.centre-max-weber.fr>

CRJ POTHIER**CENTRE DE RECHERCHE JURIDIQUE POTHIER (EA 1212)****DIRECTEUR :****Florent Blanco****TUTELLE :**

Université d'Orléans

CHAMPS THÉMATIQUES

Les activités scientifiques du CRJ se développent sur quatre thèmes transversaux collectifs :

- Mutations des sources du droit, des normes et de la normativité
- Patrimoine(s)
- La personne dans la cité
- Organisations et gouvernances

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Le logement et l'habitat sont traités dans le cadre du thème transversal collectif « Organisations et gouvernances ». L'équipe travaille surtout sur le droit et les institutions touchant le secteur Hlm, la politique locale de l'habitat, la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales dans le domaine de l'habitat.

**Travaux récents**

- Loger les classes populaires dans la ville. Entre initiatives privées et interventions publiques. Actes du colloque d'Orléans publiés in *Droit & Ville*, n° 89, 2020.
- Quilichini P., Le refus d'attribution d'un logement social relève du juge administratif : Ajda 2016, p. 1704.
- Chronique annuelle « Habitat et politique de la ville », in *Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (Dauh)*, éd. Moniteur, 2020.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Master « Droit public », spécialité (master 2) « Construction, aménagement, urbanisme ».
Responsable : Paule Quilichini.

Disciplines: **X Droit** **X Histoire du droit** **X Gestion publique** **X Sociologie****ADRESSE**

UFR Droit, Économie, Gestion BP 26739
45067 Orléans Cedex 2

**CONTACTS**

- paule.quilichini@univ-orleans.fr
- crjp@univ-orleans.fr

**SITE WEB**

<http://www.univ-orleans.fr/fr/crjp>

ESO
ESPACES ET SOCIÉTÉS (UMR 6590)**DIRECTRICE :****Emmanuelle Hellier****TUTELLES :**

CNRS – Université d'Angers, Université de Caen-Normandie, Le Mans Université, Nantes Université, Université de Rennes 2, Institut Agro Rennes-Angers

ESO est un laboratoire de recherche multisites réunissant des équipes localisées dans cinq villes universitaires de l'Ouest: Angers, Caen, Le Mans, Nantes et Rennes.

CHAMPS THÉMATIQUES

ESO développe des programmes autour de la « dimension spatiale des sociétés ». Son projet scientifique est structuré en trois axes :

- Production et hiérarchisation des mondes sociaux : vers un dépassement des paradigmes ?
- Pratiques, expériences et représentations de l'espace ;
- La (re)localisation du politique : un processus sous tension.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT**Formes de l'habitat et contextes résidentiels**

- Espaces périurbains (A. Morel-Brochet)
- Habitat intermédiaire des seniors (S. Bacconnier, G. Billard, B. Chaudet, C. Devaux, F. Madoré, M. Plard, A. Rouyer)
- Habitat participatif (G. Billard, C. Devaux, F. Madoré)
- Habitat inclusif (B. Chaudet, E. Gardien, C. Lamberts)

Ségrégations et mobilités

- Ségrégations sociales urbaines (P. Bergel, F. Demoraes, I. Garat, F. Madoré, N. Raimbault, J. Rivière, A. Ouallet)
- Logement des populations précaires (S. Delépine, A.-C. Hoyez, D. Lessault)
- Mobilités résidentielles et quotidiennes (S. Depeau, F. Demoraes, V. Gouëset, D. Lessault, P. Sébille)

Action publique, conflits et gouvernance

- Mobilisations habitantes et durabilité des quartiers résidentiels (C. Emelianoff, G. Molina)
- Politiques de l'habitat (C. Devaux, I. Garat, A. Margier, S. Gaudin)
- Politique de la ville et rénovation urbaine (P. Bergel, S. Gaudin, H. Bailleur)

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

De nouvelles maquettes de formation ont été mises en œuvre en septembre 2017 dans les différentes universités d'implantation d'ESO qui développent dans 15 masters, des licences et des licences pro, des enseignements de master (et de licence pro) touchant à l'habitat et au logement.

Disciplines: **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Sociologie** **X Psychologie environnementale****ADRESSE**Maison de la recherche en sciences sociales
Place du Recteur-Henri-Le-Moal
35043 Rennes Cedex**SITE WEB**<http://www.eso.cnrs.fr>**CONTACT**• karine.bretton@univ-rennes2.fr**ESPACE**
**ÉTUDE DES STRUCTURES, DES PROCESSUS D'ADAPTATION
ET DES CHANGEMENTS DE L'ESPACE (UMR 7300)****DIRECTEUR :****Cyrille Genre-Granpierre****DIRECTRICE-ADJOINTE ET DIRECTEUR-ADJOINT :****Sandra Perez** (site de Nice), **Samuel Robert** (site d'Aix-en-Provence)**TUTELLES :**

CNRS, Aix-Marseille Université, Université d'Avignon, Université Côte d'Azur

CHAMPS THÉMATIQUES

Créé en 1997, le Laboratoire Espace associe au CNRS trois universités de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur : Aix-Marseille Université, Avignon Université et l'Université Côte d'Azur. Les recherches de l'unité portent sur la structure et la dynamique des systèmes territoriaux et environnementaux, le plus souvent dans une optique d'aide à la décision pour plus de durabilité. Elles s'intéressent particulièrement au rôle joué par l'espace dans les interactions nature-société à différentes échelles et passent par le développement de théories, modèles, méthodes et outils d'analyse spatiale, qui s'appliquent à des thématiques variées, telles que les logiques de peuplement, les villes et systèmes urbains, les mobilités, l'environnement, l'immobilier, le logement, la santé, etc. Les espaces urbains méditerranéens et les régions littorales sont les terrains d'étude privilégiés.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Espace développe des recherches sur les formes du peuplement et de l'habitat, et les enjeux de mobilités associés ; les morphologies urbaines ; les marchés fonciers et immobiliers ; la ségrégation socio-spatiale ; les dynamiques d'urbanisation résidentielle ; la transition énergétique et la durabilité urbaine ; les dispositifs d'appui à la planification urbaine et à la prospective. Ces recherches ont une portée thématique mais aussi méthodologique (questionnements sur les modèles, les indicateurs statistiques, la qualité des données, etc.), et privilégie une approche résolument spatiale (organisation spatiale des formes urbaines, dynamiques spatiales des prix, géogouvernance, etc.). Le laboratoire est porteur de la chaire « GIF » (Geodata, immobilier, foncier) d'Avignon Université, et copporteur du RJCF (Réseau des jeunes chercheurs sur le foncier) avec l'Université Paris Est Créteil et le Lab'Urba.

.../...

Projets de recherche récents (depuis janvier 2021)

- « Encastrement socio-juridique des marchés fonciers : Approche comparée de la structure de propriété et des systèmes de régulation (France-Luxembourg), 2023-2026, Financement de l'Agence nationale pour la recherche (ANR).
- « Qui détient les zones à enjeux de la Région Paca ? Structure de propriété foncière urbaine et pouvoir d'aménagement au regard du ZAN », 2023-2024, financement Région Sud-Paca.
- « La multipropriété foncière et immobilière : quels effets sur les marchés locaux et quels enjeux de régulation ? » 2022-2025. Programme partenarial de recherche coordonné par L'Union sociale pour l'habitat « Les défis économiques d'un foncier et d'un logement abordables ». Financement : Union sociale pour l'habitat et ses partenaires.
- Popsu Métropoles : Nice-Côte d'Azur – Coconstruire un nouveau modèle de développement urbain maîtrisé, attractif, résilient et résilient face aux changements à venir (2019-21, Puca et Métropole NCA).
- WisDHoM – Wealth inequalities and the dynamics of housing markets (2019-1921, ANR portée par l'UMR 8504 Géographie-Cités).
- Invest – Investissement public local et systèmes territoriaux (2019-1921, ANR portée par l'UMR 8134 Latts).
- Délégation CNRS – Intermédiation numérique du marché immobilier et production de la ville (2020-2021, CNRS, accueil en délégation de G. Boulay à l'UMR 8504 Géographie-cités).
- MITO – Le Mythe d'un marché Immobilier transparent grâce à l'Open data (2021, FR 3621 Agorantic, UMR 7300 Espace).
- MFI – Les Multipropriétaires fonciers et immobiliers : approche comparée des rapports au patrimoine dans les agglomérations d'Avignon et de Toulon (2021, Avignon Université, UMR 7300 Espace).
- UrbaSpace – Le contexte urbain des marchés immobiliers. Développement de logiciels d'analyse de l'espace urbain (2019-21, Idex UCA-Jedi).
- For-vie - Formes urbaines et vieillissement. Inclusion et durabilité dans la métropole d'Aix-Marseille-Provence (2020-2022, Région Paca).

Thèses soutenues depuis 2021

- Thomas L., 2021, « Le foncier d'activités économiques, variable d'ajustement des modèles de développement local ? : une application à la région Provence Alpes, Côte d'Azur », Dir. C. Genre-Grandpierre et G. Boulay.

Thèses en cours

- Arteau K., « Ville durable et transition énergétique : évaluation du potentiel de changement futur des espaces urbains méditerranéens – Application aux villes de la région Paca », dir. Ch. Voiron-Canicio, Université Nice Côte d'Azur.
- Blanchi A., « Les représentations sociales des espaces urbains à travers les annonces immobilières. Le cas de la métropole azuréenne par une démarche d'analyse spatiale », dir. G. Fusco, K. Emsellem, Université Nice Côte d'Azur.
- Delattre R., « Négocier l'artificialisation : la gouvernance locale à l'épreuve de l'objectif "Zéro artificialisation nette" », dir. J. Douvinet et L. Casanova Enault, Avignon Université.
- Le Brun P., « Des cartes pour guider les capitaux : critique méthodologique et analyse de l'influence des modèles de segmentation des marchés immobiliers sur la production de l'espace urbain », dir. D. Josselin et G. Boulay, Avignon Université.
- Lecourt T., « La privatisation du foncier des communes et des intercommunalités : caractérisation statistique et spatiale et analyse des effets sur la maîtrise de l'aménagement », dir. D. Josselin et L. Casanova Enault, Avignon Université.
- Ornon A., « Anticiper la croissance urbaine dans l'espace inter-métropolitain varois : simulation des changements et de leurs impacts sur la consommation de l'espace et la dépendance énergétique », dir. Ch. Voiron-Canicio, Université Nice Côte d'Azur.
- Prouin C., « Modéliser les formes du développement urbain : approche à base de règles pour les agglomérations de Nice et Bordeaux », dir. G. Fusco, M. Caglioni, Université Nice Côte d'Azur.

Travaux récents (2021-2023)

- Boulay G., « Gentrification et marché immobilier : la théorie du rent gap », in Cottineau C. et Pumain D. (dirs.), *Villes au cœur des inégalités*, Iste, Encyclopédie des Sciences, 35 p, 2022.
- Berté C., Boulay G., Benites-Gambirazio E., Bonneval L., « 20 % de plus, 20 % moins cher ». Le plan 3A de la métropole de Lyon ou les ambiguïtés de l'accession abordable », in *Géographie, Économie, Société*, 24(1), pp. 103-123, 2022.
- Boulay G., Blanke D., Casanova Enault L., Granié A., « Moving from market opacity to methodological opacity: Are web data good enough for monitoring French property markets? », *The Professional Geographer*, 73(1), pp. 115-130, 2021.
- Casanova Enault L., Peris A., « L'articulation des prix fonciers et immobiliers en France : une géographie des marchés locaux », in *Fonciers en débat*, 2022, <https://fonciers-en-debat.com/larticulation-des-prix-fonciers-et-immobiliers-en-france-une-geographie-des-marches-locaux/>
- Casanova Enault L., Popoff T., Debolini M., « Vacant lands on French Mediterranean coastlines: Inventory, agricultural opportunities, and prospective scenarios », *Land Use Policy*, Elsevier, 2021, <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2020.104914>
- Grandclement A., Boulay G., « From the uneven de-diversification of local financial resources to planning policies: The residentialization hypothesis », *Environment and Planning A*, 2021, <https://doi.org/10.1177/0308518X211013812>
- Josselin D., Blanke D., Coulon M., Boulay G., Casanova Enault L., Peris A., Le Brun P., Lecourt T., « Incertitudes liées aux échelles d'estimation des prix immobiliers », in Batton-Hubert M., Desjardin E., Pinet F., *L'imperfection des données géographiques*, tome 2, ISTE-Wiley, 32 p., à paraître.
- Le Brun P., « L'État dans la régulation locale : le cas des aides fiscales à l'investissement locatif des ménages en France », in *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2022/5, pp. 827-841.
- Venerandi, A., Lovene, M., & Fusco, G. Exploring the similarities between informal and medieval settlements: A methodology and an application. *Cities*, 115, 2021, 103211.
- Venerandi, A., & Mottelson, J., « A taxonomy of informality: exploring block types in five informal settlements in East Africa », in *ISUF 2020 Virtual Conference Proceedings* (Vol. 1), 2021, February.

Disciplines : Géographie Aménagement Urbanisme

ADRESSE

UMR Espace 74 rue Louis Pasteur – case 41
84029 Avignon Cedex

CONTACT

• cyrille.genre-grandpierre@univ-avignon.fr

SITE WEB

<http://umrespace.org>

ESPI2R RESEARCH IN REAL ESTATE

DIRECTEUR :

Samuel Depraz

TUTELLE :

École supérieure des professions immobilières (Esp)

CHAMPS THÉMATIQUES

À l'articulation entre la réflexion scientifique et le monde professionnel, le laboratoire pluridisciplinaire Espi2R vise à mieux affirmer le domaine de recherche en immobilier dans le champ académique tout en apportant des analyses concrètes et appliquées. Il est implanté dans chacun des campus de l'Esp grâce à la présence systématique d'enseignants-chercheurs et fonctionne en réseau pour ses actions nationales.

Trois axes organisent ses activités :

- L'axe 1 « Aménagement et dynamiques socio-territoriales de l'immobilier » s'intéresse à la (trans)formation des territoires et au développement du bâti. Il questionne les modes d'habiter et les attentes sociales émergentes, les formes du bâti, mais aussi les inégalités entre territoires.
- L'axe 2 « Marchés immobiliers et investissements » privilégie les approches pluridisciplinaires des mécanismes de formation des prix et des déterminants des marchés immobiliers. Il interroge également la financiarisation de l'immobilier et les politiques publiques de régulation du marché.
- L'axe 3 « Administration, gestion, usages et mutations du patrimoine immobilier » porte sur la gestion du patrimoine bâti existant et le système d'acteurs qui lui est associé. Il inclut en particulier l'étude de l'évolution des métiers de l'immobilier, de la rénovation et de la préservation du patrimoine.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les travaux croisent des approches relevant de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, de l'économie, de la fiscalité, des sciences de gestion, de la sociologie et/ou du droit, dans des contextes relevant des échelles locale, nationale et internationale.

Publications récentes

Les références suivantes ne constituent pas une liste exhaustive. Pour aller plus loin, consultez la page HAL du laboratoire.

- Audrain-Demey G., *Droit de l'environnement pour l'immobilier*. Dunod, 2022.
- Audrain-Demey G., « Troubles anormaux du voisinage : syndrome éolien et équilibre d'intérêts », *Énergie - Environnement - Infrastructures*, n° 4, étude 8, 11, 2022.
- Appendino F., Brown L., Gillet L., Gomes P., Laussucq F., Lefebvre M.-N., Mille A., Trojette I., Weigel R. *Mutations des professions immobilières. La promotion et l'aménagement*, Groupe Espi, 2023.
- Brown L., *La Condition internationale des architectes*, Presses universitaires de Rennes, 2022.
- Brown L., Reix F., Gonzalez A., Godier P., Mautray M., *La Métropole coopérative et ses ressources. Récits sur la gestion de l'eau et de l'alimentation à Bordeaux*. éditions Autrement, 2022.
- Cantuarias-Villesuzanne C. (dir.), *Investissement immobilier et objectif « zéro artificialisation nette »*, Keys Asset Management et Espi, 2021.
- Chardon A.-C., Resettling, re-enabling: the challenge of reconstructing a human habitat, in C. Johnson, G. Jain & A. Lavell, *Rethinking Urban Risk and Resettlement in the Global South*, UCL Press, pp. 34-49, 2021.
- Dang Vu H., & Gomes P., « Des professionnels qui s'agitent dans l'effervescence du Grand Paris », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 2021.
- Didier S., Gomes P., « Enseigner la controverse en urbanisme grâce à Show Me a Hero », *Espaces et sociétés*, 1-2, pp. 184-185, pp. 201-217, 2022.
- Essafi Zouari Y., Nasreddine A., Simon A., « The Role of Housing in a Mixed-Asset Portfolio: The Particular Case of Direct Housing Within the Greater Paris Area », *Journal of Housing Research*, 31(2), pp. 196-219, 2022.
- Pineau R., « Préférences des ménages dans un contexte de hausse des prix immobiliers », *Cahiers Espi2R*, dossier Zoom recherche, 2021.

Rapport

- Étude « Investissement immobilier et objectif "zéro artificialisation nette", en partenariat avec Keys Asset Management, sous la direction de Carmen Cantuarias-Villesuzanne, 2021.

Projets de recherche en cours

- Ester, évaluation des effets socio-territoriaux de l'économie résidentielle dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine. Chercheur du laboratoire impliqué : Samuel Depraz (responsable du projet).
- Faire la transition dans son salon. Pratiques de durabilité et transformation du logement chez les pionniers de la transition écologique. Chercheurs du laboratoire impliqués : Laura Brown (campus Bordeaux), Amandine Mille (campus Paris).
- Semeur, capacité des infrastructures de transport à répondre à la demande en services écosystémiques du milieu urbain. Le projet Semeur associe la mairie de Saint-Fons, des représentants du Grand Lyon, des gestionnaires des infrastructures urbaines (Sytral), des chercheurs et des étudiants en immobilier afin d'explorer la façon dont les préférences, les perceptions et les valeurs des parties prenantes sont intégrées dans les évaluations socio-écologiques d'un territoire modifié par les infrastructures linaires de transport et leurs emprises (Ilte) ainsi que leurs capacités à accueillir un projet de renaturation écologique. Il développe une méthodologie d'évaluation de la demande en services écosystémiques des sols d'un territoire urbain, évalue la capacité des Ilte à répondre en partie à ces demandes et à contribuer à la restauration écologique des forêts urbaines ainsi qu'à la végétalisation de la ville. Il intègre également la participation citoyenne par l'analyse économique des préférences paysagères de la végétalisation des Ilte, en particulier sur le nouveau réseau de tramway dans la métropole. Les résultats de cette recherche s'inscriront plus largement dans le projet « Anneau des parcs », soutenu par le déploiement du plan Canopée de la Métropole de Lyon. Le projet Semeur fait partie du programme d'Infrastructures de transports terrestres, écosystèmes et paysages (Ittecop), piloté par le ministère de la Transition écologique. Chercheurs du laboratoire impliqués : Carmen Cantuarias-Villesuzanne (coresponsable du projet, campus Paris), Laetitia Tuffery, Jeffrey Blain (campus Lyon).

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

L'adossment des programmes de formation à la recherche se traduit par une implication concrète des enseignants-chercheurs de l'Esp dans la réflexion et l'élaboration des maquettes pédagogiques, dans l'accompagnement du mémoire de recherche, des premiers cours de méthodologie à la soutenance, dans la réalisation d'ateliers Espi Inside recherche, dans l'organisation de cycles de conférences et de journées d'études, valorisées par des canaux de publications internes (blog sous Hypotheses.org, site éditorial des *Cahiers Espi2R*).

Les enseignants-chercheurs de l'Esp restent chercheurs associés de leurs laboratoires universitaires d'origine, la dynamique partenariale de recherche avec le secteur public s'en trouve facilitée.

L'Esp entretient également une trentaine d'accords internationaux, notamment en Erasmus +, avec des universités partenaires.

Disciplines : Urbanisme Sciences économiques Sociologie Droit Sciences de gestion

ADRESSE

Espi Siege
23 rue de Cronstadt, 75015 Paris.

SITES WEB

- <https://espi2r.hypotheses.org/>
- <https://www.cahiers-espi2r.fr/>
- <https://hal.science/ESPI2R/>

CONTACTS

- Samuel Depraz : s.depraz@groupe-espi.fr, 07 57 12 72 66
- Lolita Gillet : l.gillet@groupe-espi.fr, 01 82 73 27 46
- Franck Lam : f.lam@groupe-espi.fr, 01 89 43 10 24

EVS ENVIRONNEMENT, VILLE, SOCIÉTÉ (UMR 5600)

DIRECTEUR :

Étienne Cossart

DIRECTRICE ADJOINTE :

Lydia Coudroy de Lille

TUTELLES PRINCIPALES :

CNRS, Universités Jean-Moulin Lyon 3, Lumière Lyon 2, Jean-Monnet Saint-Étienne ; École nationale des travaux publics de l'État, École normale supérieure de Lyon, École nationale supérieure d'architecture de Lyon

TUTELLES SECONDAIRES :

Ensa de Lyon, École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne

CHAMPS THÉMATIQUES

L'UMR CNRS Environnement Ville Société (EVS) est présente sur le site de Lyon-Saint-Étienne dans trois universités et cinq grandes écoles. Elle analyse, dans une démarche d'interdisciplinarité, les dynamiques de changement entre environnement, ville et société. Elles sont étudiées à la lumière des interactions entre acteurs et actants du changement, intégrant des entités de natures diverses, humaines ou non, pouvant conduire, interdire, orienter celui-ci. Quelle que soit l'approche disciplinaire, la dimension spatiale du changement est explicitement prise en compte. Les processus majeurs auxquels EVS porte une attention particulière, et sur lesquels elle s'est forgée une expertise reconnue sont par exemple l'anthropisation des milieux, l'urbanisation et la fabrique urbaine, l'adaptation aux changements environnementaux, l'europanisation, les transformations du travail et de la création, la circulation des données, des groupes humains ou des matières. EVS développe une posture réflexive sur la place des sciences et des techniques dans la société contemporaine, ainsi que sur l'exercice de la pluralité scientifique en son sein, grâce à un large spectre disciplinaire couvrant principalement la géographie, l'urbanisme, l'anthropologie, le droit, les sciences de l'ingénieur, l'architecture. L'UMR est membre du labex Intelligences des mondes urbains (IMU) et de l'École urbaine de Lyon, et porteur de l'International Research Project du CNRS « Anthropocène, métropolisation, et sociétés : prismes franco-brésiliens ».

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

L'UMR EVS est structurée en sept ateliers thématiques. Parmi ceux-ci, certains abordent la question du logement et de l'habitat. Ils sont regroupés dans les ateliers suivants :

1. Faire territoire, faire société

L'atelier interroge les dynamiques sociales et la fabrique territoriale, en abordant les territoires comme des constructions, que des acteurs, institués, organisés ou non, imaginent, se représentent et façonnent, au sens politique, économique, technique, social, et culturel

Membres titulaires impliqués : Manuel Appert, Hélène Balazard, Fatiha Belmessous, Éric Charmes, Lydia Coudroy de Lille, Gilles Dèvevedavy, Philippe Dufieux, Sandra Fiori, Pierre Gras, William Hayet, Suzanne Monnot, Christian Montès, Florence Nussbaum, Anaïk Purenne, Vincent Veschambre

2. Objets et urbanisation

L'atelier interroge le rôle des objets dans les processus de fabrication des modes de vie et des environnements urbains, et cela à plusieurs échelles. Ainsi, par exemple, les immeubles, les écoquartiers, les espaces publics, le mobilier urbain, les fablab, les déchets, la photographie, la cartographie intègrent le corpus de l'atelier en tant qu'« objets ».

Membres titulaires impliqués : Manuel Appert, Chantal Berdier, Éric Charmes, Christian Montès, Christelle Morel-Journal, Jean-Yves Toussaint, Sophie Vareilles



Thèses soutenues à EVS depuis 2019 sur l'habitat et le logement

- Miralles-Buit Diego, « La reterritorialisation des politiques de logement en Espagne depuis les années 2000. Entre réaffirmation du rôle des régions et réappropriation citoyenne et locale de l'habitat », Université Lumière Lyon 2, dir. L. Coudroy de Lille, 2022.
- Descamps J. « De l'accélération urbaine chinoise. Effets, contre-effets, représentations », Insa, dir. J.-Y. Toussaint et M. Lussault, 2022.
- Amarouche M., « Géopolitique de lutte contre l'étalement urbain. Étude de cas : Lyon et Rabat », dir. É. Charmes et M. Rousseau, ENTPE, 2021.
- Arab N., « Influence de la préoccupation énergétique sur l'architecture du logement social entre 1925 et 2015 », dir. V. Veschambre, Ensal, 2021.
- Masson L., « Créer la ville de Dubaï : pouvoir tribal et aménagement urbain face au défi de la mondialisation », dir. F. Balanche, Université Lumière Lyon 2, 2021.
- Almutery S., « L'architecture vernaculaire de la ville de Djeddah face à la mondialisation : le cas du quartier d'Al Sharafeyah », dir. B. Gauthiez, Université Lyon 3 Jean Moulin, 2019.
- Prince N., « Fabrication des bidonvilles dans les pays du Sud, jeux d'acteurs et modalités d'habiter. Le cas du quartier de Canaan (Port-au-Prince-Haïti) », dir. C. Berdier, Insa-Lyon, 2021.
- Vilain V. « Sociologie du champ de la construction en terre crue en France (1970-2020) », dir. F. Bardet, ENTPE, 2020.
- Zouari, N., « Derrière le "ghetto", la centralité minoritaire : le rôle de la présence commerciale dans un quartier d'habitat social en rénovation », dir. É. Charmes, ENTPE, 2020.

.../...

**Thèses en cours**

- Assanuma Ota de Carvalho H., « La financiarisation et les mutations internationales du financement et de la production du logement. Éclairages à partir des cas français et brésilien », ENTPE, dir. F. Bardet.
- Bafghinia M., « Vers une autre vision de la hauteur : le territoire francilien entre densité et intensité », Université Lumière Lyon 2, dir. Ch. Montès.
- Briscolini T., « Habitabilité et urbanocène », Université Lumière Lyon 2, dir. Denis Cercllet.
- Genty C., « La densification à l'épreuve du droit de l'urbanisme », Université Jean-Moulin Lyon 3, dir. Ph. Billet.
- Inizan G., « Détruire la ville socialiste : aspirations et contestations des habitants face à la gestion publique des Khrouchtchevki », Université Lumière Lyon 2, dir. L. Coudroy de Lille.
- Le Bon-Vuylsteke M., « Les effets de la vente Hlm sur les territoires. Le cas de la Région Auvergne Rhône Alpes », Université Lumière Lyon 2, dir. L. Coudroy de Lille.
- Matuzesky G., « Vieillir et habiter avec des collectifs de quartier dans l'arrondissement de Los Mártires (Bogotá) », Université Lumière Lyon 2, dir. Denis Cercllet.
- Mollé G., « La ségrégation spatiale en 3D : entre représentations et pratiques de la verticalité résidentielle à Paris et Lyon », Université Lumière Lyon 2, dir. M. Appert.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Les thèmes du Rehal sont abordés dans les masters des établissements tutelles de l'UMR EVS : Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, Université Lumière Lyon 2, Université Jean-Moulin Lyon 3, École normale supérieure de Lyon, Insa de Lyon, ENTPE, École nationale supérieure d'architecture de Lyon, École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne, en particulier dans les mentions des masters :

- « Urbanisme et aménagement » ;
- « Ville et environnement urbain » ;
- « Architecture » ;
- « Anthropologie ».

Disciplines : Géographie Aménagement Urbanisme Sociologie Histoire
 Anthropologie Architecture Sciences de l'ingénieur

ADRESSE

Adresse postale :
UMR 5600 Environnement Ville Société
1C, avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08

Adresse géographique :

UMR 5600 EVS
Université Lyon 3
18, rue Chevreul
69007 Lyon

SITE WEB

<http://umr5600.cnrs.fr/fr/accueil>

CONTACT

● secretariat.umr5600@univ-lyon3.fr

**GÉOARCHITECTURE :
TERRITOIRES, URBANISATION, BIODIVERSITÉ, ENVIRONNEMENT****DIRECTEUR :**

Lionel Prigent

DIRECTRICE ET DIRECTEUR ADJOINTS :

Edna Hernandez-Gonzalez

Sébastien Gallet

TUTELLES :

Université de Brest (établissement principal), Université de Bretagne-Sud, Université de Rennes 1

CHAMPS THÉMATIQUES

- Aménagement, ville et urbanisme
- Changement climatique, environnement, biodiversité, écosystèmes, transitions
- Patrimoines
- Bien-être, santé
- Sciences humaines et humanités, sciences de la société, écologie

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT**Responsables de ce champ thématique :**

- Daniel Le Couédic, daniel.lecouedic@univ-brest.fr
- Hélène Martin-Brelot, helene.martin-brelot@univ-brest.fr
- Lionel Prigent, lionel.prigent@univ-brest.fr

Contributeurs

- Célia Dèbre, celia.debre@univ-ubs.fr
- Florie Colin, florie.colin@univ-brest.fr
- Amandine Diener, amandine.diener@univ-brest.fr
- Patrick Dieudonné, patrick.dieudonne@univ-brest.fr
- Edna Hernandez-Gonzalez, Edna.Hernandez@univ-brest.fr

Contact principal :

Lionel Prigent, lionel.prigent@univ-brest.fr

Le laboratoire comprend des chercheurs en sciences humaines et sociales et des chercheurs en écologie (en proportion égale) qui abordent deux thématiques à partir de leur champ de spécialité : les dynamiques de territoire d'une part, l'invention et la gestion des patrimoines d'autre part. Les thèmes relevant du logement et de l'habitat sont investis dans le cadre des travaux du laboratoire et recouvrent les axes de recherche. Si la Bretagne reste le territoire d'études privilégié, d'autres travaux ouvrent l'horizon sur d'autres lieux, en particulier en Afrique sub-saharienne.

.../...

Quelques exemples de sujets en cours :

- « La ville invisible » est une dynamique portée par une partie des chercheurs, qui s'emploient à réinterroger la vulgate de l'étalement urbain. Celui-ci est régulièrement présenté comme un dérèglement, dont les effets seraient identiques partout où l'aspiration à s'éloigner des villes centres serait affirmée. Or, d'une part, il n'existe pas de situation absolument uniforme sur le territoire français et, d'autre part, cette ville invisible, loin de s'apparenter à un simple étalement, relève d'un système appuyé sur la capacité des anciennes structures rurales à accueillir et fixer des ménages, qui ont parfois quitté les villes centres mais qui, le plus souvent, n'y ont jamais vécu. Surtout, cette « ville invisible » ne s'oppose pas obligatoirement à la ville centre, mais peut faire système avec elle. Cette réflexion a été au cœur des travaux menés dans le cadre du programme Popsu métropoles (2018-2022). La taille de la métropole brestoise (huit communes et 210 000 habitants), en lien avec le pôle métropolitain du pays de Brest, en fait un laboratoire incontournable.
- En complément de cette recherche sur la ville invisible, l'équipe de recherche s'intéresse à la mobilisation du patrimoine dans les politiques de développement des villes centres pour en comprendre les motivations, les dispositifs mis en œuvre, mais aussi les limites : les questions d'attractivité du territoire, de cadre de vie rejoignent les conditions de l'habitat au sein des espaces centraux. Au-delà des exemples bretons qui sont renseignés, la réflexion porte sur les effets plus généraux dès lors que les villes tendent à reproduire partout les mêmes stratégies.
- Une autre préoccupation portant sur les villes centres est portée par l'attention au dispositif des copropriétés. D'une part, le laboratoire porte un programme de recherche, financé par le Puca, consacré à l'étude des « copropriétés à l'œuvre dans les centres-villes reconstruits » (2022-2023). Ce programme, mené conjointement avec l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes (Crenau) s'intéresse aux pratiques et aux évolutions des copropriétés dans les secteurs reconstruits de Brest et Saint-Nazaire. Par ailleurs, le laboratoire accompagne le programme porté par Brest Métropole sur les îlots du secteur reconstruit qui a été lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs de la ville durable ».
- Dans une approche transversale, deux outils font l'objet d'applications régulières : d'une part, les dispositifs participatifs ; d'autre part, les référentiels fonciers. Ils sont mis en œuvre en recherche-action (avec Brest Métropole, mais aussi d'autres opérateurs publics ou privés), sous la forme de séminaires et dans le cadre de travaux impliquant des étudiants (notamment en partenariat avec des collectivités locales comme Saint-Brieuc Armor Agglomération).
- Le laboratoire s'est enfin engagé dans la préfiguration d'une chaire universitaire consacrée aux problématiques de villes, bien-être et santé. Intitulé Care-Lieux, ce dispositif a pour objectif de fédérer les initiatives de recherche-action et les partenaires locaux et nationaux autour des sujets d'habitabilité des territoires.

**Travaux récents**

- Prigent L., Le Moigne M., *Coopérer par la métropole... L'agilité d'un pragmatisme brestoïse*, Paris, éditions Autrement, Cahiers Popsu, juin 2023, à paraître.
- Danielou L., Martin-Brelot H., Prigent L., « Appréhender les changements socio-spatiaux de la rénovation urbaine entre discours et représentations, intentions et réalisations. Dix ans après l'opération Anru de Pontanézen : quels enseignements pour Brest ? » *Idées et Territoires*, 2020.
- Prigent L., « Brest : quel territoire pour quel rayonnement ? », dans *La gouvernance des métropoles et des régions urbaines. Réformes territoriales, imaginaires spatiaux, coopérations en France et au Royaume-Uni*, Paris, Puca, 2020.
- Prigent L. et Kalieu C., « Les transitions urbaines au Cameroun, entre stratégies de survie et préservation de l'environnement », in *Les transitions urbaines*, Peter Lang, Bruxelles, 2020.
- Adegbinni A., « Manger les terres sacrées » : les espaces du culte "Vodoun" ! Nouveaux fronts d'urbanisation au Bénin, Harmattan, 329 p., 2019.
- Danielou L., Hernández González E., Prigent L., « L'habitat à Brest : les effets d'une singularité métropolitaine », *Pouvoirs locaux*, n° 112, 2018.
- Desse R.-P., « Commerce et grands ensembles, la naissance de l'urbanisme commercial en France (1958-1973) », *Les Annales de la recherche urbaine*, Medde, Puca, 2018.
- Desse R.-P., « Commerce et grands ensembles, la naissance de l'urbanisme commercial en France (1958-1973) », *Revue Flux, Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*, n° 115, janvier-mars 2019, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, pp. 2-13.
- Diener A., Bolle G., « From tower to tower. The legacy of urban modernization in Alsace (1954-1973) », *Docomomo*, numéro spécial décembre 2020 (issu du numéro français de mars), « High-rise buildings in France, a modern heritage (1945-1975) », Paris, Ed. Hermann, pp. 64-77.
- Diener A., « Brest, une image en reconstruction. Le Studio Viganò et le projet cœur de métropole », *Archiscopie*, n° 20, 2020.
- Diener A., « De l'École des beaux-arts de Paris à l'École supérieure technique du Génie de Versailles. La transposition d'un enseignement de théorie de l'architecture par François Brunelle ? », *Actes du colloque de LAA UC Louvain*, « Traités et autres écrits d'architecture », 2020.
- Diener A., « Dessine-moi un diplôme. Les travaux des diplômés de l'École d'architecture de Strasbourg (1949-1979) », *Plateia, la revue de l'Ensas*, n°1, 2020 (à paraître).
- Diener A., 2020 « L'enseignement d'André Gutton. Une démarche construite entre l'Institut d'urbanisme de l'Université

de Paris et l'École des beaux-arts (1921-1974) », HEnSA20, cahier 8, (à paraître).

- Diener A., Bolle G., « De tours en tours. Vers une histoire de quelques immeubles de grande hauteur en Alsace », *Docomomo*, numéro spécial « Les immeubles de grande hauteur en France (1950-1977), un héritage moderne », 2020 (à paraître).
- Diener A., « La Tour de l'Europe à Mulhouse (1959-2015). Perspectives européennes d'un patrimoine transfrontalier », *In Situ, la revue des patrimoines*, 2019. [En ligne], 38 | 2019, mis en ligne le 15 février 2019, consulté le 25 février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/20178>; DOI : 10.4000/insitu.20178
- Dieudonné P., « La reconstruction de Saint-Malo », in *Mémoires de la Shab*, tome XCVI, pp. 441-443 (Recension de l'ouvrage de Philippe Petout, *La Reconstruction de Saint-Malo*, Saint-Malo, éd. Cristel, 2017).
- Djatcheu M.-L., « Les pouvoirs publics et la question de l'habitat précaire à Yaoundé : entre démolitions et restructurations », *Ahoho, Revue de Géographie de Lomé*, n° 20, Togo, pp. 77-95, juin 2018.
- Djatcheu M.-L., « Fabriquer la ville avec les moyens du bord : L'habitat précaire à Yaoundé (Cameroun) », *Géococonfluences*, École normale supérieure de Lyon, 2018. Revue de géographie en ligne - URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/de-villes-en-metropoles/articles-scientifiques/habitat-precaire-yaounde>
- Djatcheu M.-L., « L'habitat précaire dans la ville de Yaoundé, source de multiples carences et risques », *Geotroppe, Revue de géographie tropicale et d'environnement*, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, pp. 110-125, 2018.
- Le Couédic D., « La reconstruction des villes de l'Atlantique ou la mise à l'épreuve des doctrines urbanistiques », in *Les poches de l'Atlantique, 1944-1945*, Rennes, PUR, 2018.
- Le Couédic D., « La maison néo-bretonne », in *Dire la Bretagne*, Rennes, PUR, pp. 237-240, 2016.
- Le Couédic D., « Brest et le béton : un couple à disculper », in *Les cahiers de l'Iroise*, n° 228, 1^{er} trimestre 2018, pp. 6-23.
- Le Couédic D., « Muses et Gorgones de l'architecture identitaire », in *Habitat et identité*, sl, Maisons paysannes de France, pp. 143-154, 2016.
- Martin-Brelot H. & Prigent L., « Reappropriating industrial built heritage for metropolitan use: the capucins project, Brest, France », in M. Quagliuolo & H. Zemankova eds : *Rehabilitation quality of industrial heritage*, Herity - DRI, Rome, pp. 29-38, 2018.
- Martin-Brelot H., « Pourquoi s'intéresser aux gens ? », in *Villes et Campagnes aimables : « Kiffez » vos territoires*, CFDU (eds), pp. 38-51, 2018.
- Prigent L., « Synthèse », in *Villes et campagnes aimables : « kiffez » vos territoires*, Paris : Conseil français des urbanistes, juin 2018, pp. 158-163.

**Thèses soutenues**

- Edjekpoto Gbehouekan S., « Ville de mémoire et enjeux de développement : cas de la ville historique de Ouidah en République du Bénin », dir. R.-P. Desse & P. Medehouegnon, 2022.
- Colin F., « La maison au centre de l'urbain diffus - Trois enquêtes au cœur de la condition habitante (Brest, Guérande, Québec) », dir. L. Devisme & D. Le Couédic, 2020.
- Souquet V., « S'engager dans une démarche participative. Mise en place de nouvelles pratiques chez Archipel Habitat, Office public pour l'habitat à Rennes », dir. D. Le Couédic, 2020.
- Rose P., « Urbanisation diffuse, développement durable et déplacements : les exemples de la Bretagne et de l'est du Québec », dir. D. Le Couédic & L. Prigent, 2020.
- Tanneau C., « L'urbanisation diffuse à l'épreuve des perceptions : l'exemple du Parc naturel régional d'Armorique », dir. D. Le Couédic, 2019.
- Tocquer N., « Du lieu de l'écriture à l'écriture du lieu. Expérimentations artistiques et requalification des friches en Europe », dir. D. Le Couédic, 2018.
- Djatcheu Kamgain M. L., « Le phénomène de l'habitat précaire à Yaoundé : mécanismes internes et gouvernance urbaine », dir. R.-P. Desse, 2018.
- Le Clech I., « Les pratiques commerciales dans les espaces périurbains bretons : quelles mobilités pour quelles formes commerciales ? L'exemple du pays de Saint-Brieuc », dir. R.-P. Desse, 2018.
- Kalieu C., « Intégration durable des motos-taxis dans les villes camerounaises : cas de Douala et de Bafoussam », dir. D. Le Couédic D. et L. Prigent, 2016.
- Adegbinni A., « Décentralisation, gouvernance foncière et développement territorial dans les communes périurbaines du Bénin : cas des communes d'Adjarra, d'Akpro-Misséré et d'Avranchou », dir. R.-P. Desse et L. Prigent, 2015.
- Meghzili H., « Modèle d'aménagement et d'urbanisme des zones d'exploitation touristique de la wilaya de Skidra (Algérie) », dir. N. Bernard et R.-P. Desse, 2015.

.../...

**Thèses en cours**

- Lamenca T., « La résistible décroissance. Analyse d'un concept et de ses impacts sur les pratiques d'aménagement du territoire », dir. L. Prigent.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Licence professionnelle « Bâtiments et constructions, management environnemental et qualité globale des constructions ». Responsable : Mario Holvoet (mario.holvoet@univ-brest.fr).
- Licence et master « Aménagement et urbanisme durables, environnement ». Responsable de la licence : Hélène Martin-Brelot (helene.martin-brelot@univ-brest.fr); Responsables du master : Daniel Le Couédic (daniel.lecouedic@univ-brest.fr) et Patrick Dieudonné (patrick.dieudonne@univ-brest.fr).

Disciplines: [X Aménagement](#) [X Urbanisme](#) [X Architecture](#) [X Histoire](#) [X Ecologie](#) [X Environnement](#) [X Droit](#)
[X Sciences économiques](#) [X Sociologie](#) [X Géographie](#)

**ADRESSE**

6 avenue Le Gorgeu CS 93837
29238 Brest Cedex 3

**CONTACT**

- recherche@geoarchi.net

**SITE WEB**

<http://www.geoarchi.net/ea7462>

GÉOGRAPHIE-CITÉS (UMR 8504)**DIRECTEUR :**

Éric Denis

TUTELLES :

CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Université Paris Cité, Ehess

CHAMPS THÉMATIQUES

Le projet collectif de l'UMR Géographie-cités est d'interroger les spatialités et les territorialités géographiques à toutes les échelles. Il s'agit de développer un ensemble de recherches sur les formes et les logiques des transformations spatiales et de déployer des investigations sur les pratiques et les représentations à la fois vernaculaires et savantes de l'espace. Les objets d'étude privilégiés sont les systèmes territoriaux et les villes, les réseaux et l'aménagement, les savoirs géographiques.

Géographies-cités fédère plus d'une soixantaine d'enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, techniciens et près de quatre-vingts doctorants. Chacune des trois équipes de l'UMR – Cria, Ehgo et Paris – développe des thématiques de recherche qui lui sont propres.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT**Le changement urbain dans un monde globalisé (axe thématique de l'équipe Paris)**

Les recherches menées sur l'urbain au sein de l'équipe Paris ont en commun de se situer au croisement de l'étude des formes d'organisation de l'espace et de celle des pratiques, des représentations et des stratégies des différents acteurs. L'objectif est de saisir les formes majeures du changement urbain actuel et d'en identifier les moteurs, en particulier ceux qui sont émergents ou appelés à avoir une influence croissante.

Cinq entrées principales sont mobilisées :

- Les inégalités socio-spatiales et la manière dont elles sont produites ;
- La fabrique ordinaire de l'urbain par les habitants, par les commerçants, ainsi que par les individus pris dans des mobilités à large échelle (migrants et touristes notamment) ;
- Le foncier, autour de questionnements relatifs à l'accès au sol, à sa conversion à des usages urbains, à sa sécurisation, à la circulation de la propriété foncière et immobilière, au rôle croissant de la finance et de la promotion immobilière ;
- Les outils numériques, en tant qu'ils contribuent à l'émergence d'une économie de plus en plus collaborative transformant les rapports à la ville, mais aussi en tant qu'ils sont mis au service de nouvelles formes de gouvernance ou encore de nouvelles mobilisations politiques et sociales ;
- La crise, en s'interrogeant sur les effets sociaux et politiques des phénomènes de décroissance (démographique) et de rétraction (des commerces, des services).

Produire et gérer la ville : acteurs, outils et matérialités urbaines (axe thématique de l'équipe Cria)

Les travaux de l'équipe Cria privilégient une approche de la production en urbanisme et aménagement, entendue comme une chaîne d'actions collectives et organisées relevant de différents secteurs (habitat, activités économiques, services, etc.) et concourant à la transformation de l'espace, des territoires et des milieux de vie. Ils s'intéressent aussi, en retour, aux effets de cette transformation.

Quatre types d'objets sont privilégiés :

- La dimension territoriale des réseaux et infrastructures ;
- Le métabolisme territorial en lien avec l'aménagement ;
- La planification et la production de l'espace bâti ;
- Le développement territorial.

Les fabriques de l'urbain : processus, acteurs, pratiques (transversalité)

La fabrique de l'urbain est abordée sous des angles différents par de nombreux chercheurs de l'UMR, quelles que soient

.../...

leurs équipes. Elle est envisagée par certains comme un processus projeté, voire planifié, porté par des acteurs collectifs (institutionnels et organisés) disposant tous d'un pouvoir sur l'espace, mais avec des stratégies spatiales, des discours de légitimation et des rationalités d'action qui leur sont propres (acteurs publics, aménageurs, promoteurs, grande distribution, etc.). Elle est envisagée, par d'autres, de manière plus marquée comme résultant également des pratiques spatiales d'individus et également de l'action de « petits acteurs », plus ou moins dominés mais auxquels il est reconnu une certaine capacité d'action.



Principaux programmes de recherche en cours sur le logement et l'habitat :

- Mobiliscope : il s'agit d'un outil accessible en ligne qui donne à voir la population présente en ville au cours de la journée, soulignant la façon dont la composition sociale et la ségrégation évolue au fil des heures, selon les mobilités quotidiennes des populations.
- VIF – Vente de logements en Île-de-France, les organismes Hlm et leurs locataires face au marché immobilier francilien : le projet, qui associe aussi les UMR Latts et Citeres, analyse la mise en œuvre et les effets de la vente de logements sociaux, un dispositif promu par les acteurs publics depuis les années 1980 pour renouveler les parcours résidentiels des ménages et contribuer au financement de la production Hlm.
- WIsDHoM – Inégalités patrimoniales et dynamiques du marché du logement, comprendre le régime d'inégalités spatiales liées au marché immobilier : le projet associe l'UMR Géographie-cités, l'UMR Espace et le Centre Max-Weber. Il vise à comprendre le rôle de l'immobilier dans le renforcement des inégalités spatiales et patrimoniales, dans une approche pluridisciplinaire (géographie, aménagement du territoire, histoire, science politique, sociologie, économie).

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Les équipes de l'UMR sont impliquées dans les formations suivantes :

- Master « Urbanisme et aménagement », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Responsable : Sylvie Fol.
- Magistère « Aménagement », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Responsable : Jean Debrie.
- Master « Métiers des études, du conseil et de l'intervention », parcours « Aménagement et développement local », Université Paris Cité. Responsables : Sandrine Berroir, Matthieu Gimat, Mathieu Gigot et Dominique Rivière.
- Master « Sciences du territoire – Géoprisme », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et Université Paris Cité. Responsables : Clarisse Didelon-Loiseau et Renaud Le Goix.

Au sein de ces formations, les membres de l'UMR dispensent des enseignements sur la politique de la ville, les politiques de l'habitat et du logement, l'analyse spatiale des phénomènes sociaux, les dynamiques socio-économiques et la division sociale de l'espace, la mobilité, et assurent le suivi d'ateliers professionnels.

Disciplines: **X Géographie** **X Aménagement**



ADRESSE

UMR 8504 Géographie-cités
Bâtiment de recherches Sud
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex



SITE WEB

<https://geographie-cites.cnrs.fr>



CONTACTS

- Éric Denis, directeur de l'UMR, eric.denis@parisgeo.cnrs.fr
- Catherine Côme, chargée de communication, catherine.come@parisgeo.cnrs.fr
- Matthieu Gimat, référent pour le Réseau des acteurs de l'habitat et le REHAL, matthieu.gimat@u-paris.fr

IEJUC

INSTITUT DES ÉTUDES JURIDIQUES DE L'URBANISME, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTEUR :

Didier Krajeski

TUTELLE :

Université Toulouse 1 Capitole

CHAMPS THÉMATIQUES

Le cœur du champ de recherche de l'IeJuc est le droit immobilier. Les thématiques développées par l'IeJuc et ses chercheurs concernent donc l'ensemble des problématiques juridiques relatives à l'immeuble, dont :

- L'environnement (aménagement du territoire, urbanisme, droit de l'environnement, ville connectée) ;
- La construction de l'immeuble (promotion immobilière, construction) ;
- La gestion de l'immeuble (copropriété, baux).

La recherche développée à l'IeJuc a pour champ principal l'objet complexe que constitue la ville. Néanmoins, dans les projets de recherche, ce champ sera étendu à l'espace rural, ce qui permettra une étude globale des problématiques juridiques liées à l'environnement, à la construction et à la gestion de l'immeuble sur l'ensemble du territoire, urbain, périurbain et rural.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Chercheurs travaillant sur ces thèmes :

- Matthieu Poumarède : matthieu.poumarede@ut-capitole.fr
- Moussa Thiyo : moussa.thiyo@ut-capitole.fr
- Carole Hermon : carole.hermon@ut-capitole.fr
- Florence Jammes : florence.jammes@ut-capitole.fr

Les principaux travaux de l'IeJuc en cours portent sur les outils juridiques de production de logement, la place de l'habitat en centre urbain et la qualité de l'habitat :

- Recherche collective sur la copropriété.
- Recherche collective sur les rapports entre les règles d'urbanisme et la protection de l'environnement.

.../...

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Formation initiale et continue :

- Master 1 « Immobilier urbanisme, construction »
- Master 2 « Immobilier, urbanisme, construction »

Formation continue :

- Diplôme « Droit et pratique des baux commerciaux » (52 heures)
- Diplôme « Droit et pratique de la copropriété » (52 heures)
- Diplôme « Droit et pratique de l'urbanisme » (52 heures, en partenariat avec le cabinet d'avocat Bouyssou)

Disciplines: [X Droit privé](#) [X Droit public](#)**INED**
INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES**DIRECTRICE :****Magda Tomasini****TUTELLES :**

Ministère de la Recherche et ministère des Affaires sociales

CHAMPS THÉMATIQUES

Les activités scientifiques de l'Ined s'organisent autour de onze unités thématiques de recherche et trois pôles transversaux.

Thématiques de recherche :

- Fécondité, famille, sexualité. Responsable de l'unité : Arnaud Regnier-Loillier
- Démographie, genre et sociétés. Responsables de l'unité : Mathieu Trachman et Marie Bergstrom
- Mortalité, santé, épidémiologie. Responsables de l'unité : Myriam Khat et Carlo-Giovanni Camarda
- Logement, inégalités spatiales et trajectoires. Responsables de l'unité : Joanie Cayouette-Remblière et Guillaume Le Roux
- Migrations internationales et minorités. Responsable de l'unité : Matthieu Ichou
- Démographie économique. Responsables de l'unité : Delphine Remillon et Marion Leturcq
- Histoire et populations. Responsables de l'unité : Christine Théré et Lionel Kesztenbaum
- Mobilité, parcours et territoires. Responsable de l'unité : Alain Blum
- Demosud. Responsables de l'unité : Géraldine Duthé et Valérie Golaz
- Santé, droits sexuels et reproductifs. Responsable de l'unité : Élise de la Rochebrochard
- Étude longitudinale française depuis l'enfance (Elfe) (unité mixte de service Ined-Inserm-EFS). Responsables de l'unité : Marie-Line Charles, Xavier Thierry
- Pôle Grab, Approche biographique et multiniveaux. Responsable de l'unité : Éva Lelièvre
- Pôle Vieillesse et vieillissements. Responsables de l'unité : Emmanuelle Cambois et Carole Bonnet

Au sein de l'Ined, l'unité Logement, inégalités spatiales et trajectoires List – U06 – étudie tout spécialement la question de l'habitat et des politiques de logement.

Les chercheurs de l'unité s'intéressent aux interactions entre les trajectoires résidentielles, familiales, et socio-professionnelles. Ils replacent les mobilités dans leur contexte (politique locale ou nationale, de logement, d'équipement, etc.) et s'intéressent à différents types d'espaces : périurbain, rural, centre ancien, banlieue. L'unité produit des données originales, qualitatives ou quantitatives, à partir de collectes ad hoc, et développe des méthodologies (PCS ménage; analyse longitudinale...) et introduit des concepts nouveaux tels que celui d'entourage. Elle accorde aussi une attention particulière aux situations de vulnérabilité résidentielle et au mal logement.

Dans le contexte de pandémie lié au Covid-19, l'unité List a développé le projet Cocovi (confinement, conditions de vie et inégalités). Le projet Cocovi mesure et analyse l'évolution des conditions de logement et de vie des ménages en France, pendant la pandémie, en fonction de variables sociodémographiques et territoriales. Le projet est basé sur une enquête par questionnaire auprès d'une population représentative de la population adulte française, ainsi que sur une série de 21 portraits sociologiques de ménages issus de différents milieux, et vivant dans différents types de territoires (rural, périurbain, centre, banlieue pavillonnaire, grand ensemble...).

.../...

**ADRESSE**

21, allée de Brienne, 31000 Toulouse

**CONTACTS**• iejuc@ut-capitole.fr**SITE WEB**www.iejuc.com

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

- Les trajectoires résidentielles et la mobilité à certaines étapes de la vie (au moment de la décohabitation pour les jeunes et aux âges plus avancés, quand les seniors doivent effectuer des choix résidentiels, ou après le décès d'un conjoint).
Contacts : Catherine Bonvalet, catherine.bonvalet@ined.fr ; Laurent Gobillon, laurent.gobillon@ined.fr
- L'accèsion sociale à la propriété ; accès au crédit immobilier et politique de logement ; PTZ ; la périurbanisation et les modes de vie dans les territoires périurbains ; les politiques de rééquilibrage territorial du logement social ; mixité sociale.
Contact : Anne Lambert, anne.lambert@ined.fr
- L'accès au logement des populations vulnérables (occupants de logements insalubres, personnes sans domicile, demandeuses d'un logement social).
Contact : Pascale Dietrich-Ragon, pascale.dietrich@ined.fr
- L'enquête Voisinage : sur les réseaux de sociabilité dans les différents types de communes et d'habitat. Contact : Joanie Cayouette-Remblière, joanie.cayouette-rembliere@ined.fr
- Les inégalités de genre dans le logement et l'espace résidentiel : pour une présentation des résultats, voir Lambert A., Dietrich-Ragon P. et Bonvalet C. (dir.), *Le monde privé des femmes. Genre et logement dans la société française*, Ined, 2018.
Contacts : anne.lambert@ined.fr ; pascale.dietrich@ined.fr ; bonvalet@ined.fr
- Le travail en horaires atypiques (soir, nuit, matin, week-end) et ses impacts sur la vie familiale.
Contact : anne.lambert@ined.fr

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Anne Lambert enseigne la sociologie à l'Ehess (cours fondamental « Les inégalités sociales dans la France contemporaine », 24 h). Elle est rédactrice en chef de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* avec S. Gollac et R. Caveng.

Discipline : **X Sociologie**

 ADRESSE

Campus Condorcet,
9 Cours des Humanités,
93300 Aubervilliers

 SITE WEB

<http://www.ined.fr/fr/>

 CONTACT

• 01 56 06 20 00

LAB'URBA

DIRECTRICE :

Nadia Arab

DIRECTRICE-ADJOINTE :

Sophie Didier

TUTELLES :

Université Gustave-Eiffel (UGE), Universités Paris Est Créteil (Upec), École des ingénieurs de la ville de Paris (EIVP)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Lab'Urba est une équipe d'accueil pluridisciplinaire regroupant 60 enseignants-chercheurs permanents et une soixantaine de doctorants en sciences sociales et sciences de l'ingénieur. Les recherches et activités scientifiques portent sur la production de la ville abordée sous l'angle de l'action collective dans un contexte de défis et de transitions socio-écologiques. Le champ de l'action collective couvre aussi bien celui de la sphère professionnelle, socio-économique et politico-technique que celui des pratiques et communautés habitantes et citoyennes, qu'il s'agisse d'explorer des processus, des procédures, des systèmes d'acteurs, des politiques et pratiques urbaines. Ils visent à analyser et théoriser les transformations des actions collectives, sur la ville et dans le champ de l'urbanisme, à des échelles et dans des espaces urbanisés diversifiés.

Le Lab'Urba est organisé en trois axes :

- Axe 1. Inégalités : politiques publiques, pratiques sociales et actions collectives
- Axe 2. Reconfigurations de l'action urbaine : politiques urbaines et pratiques de l'urbanisme
- Axe 3. Territoires et systèmes urbains : transitions, adaptations, résilience

Environnement urbain et cadre de vie, santé et nature, déchets urbains et circularité, inégalité d'accès à l'espace public, écologisation des mobilités urbaines, gestion des risques et résilience, etc. comptent parmi les thématiques traitées, par axe et/ou trans-axe.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les travaux menés sur l'habitat concernent de nombreux chercheurs et chercheuses du laboratoire. Ils peuvent couvrir l'ensemble du champ des politiques nationales, locales et sociales de la ville et du logement, du fonctionnement des marchés immobiliers résidentiels aux pratiques et « effets sociaux » du renouvellement urbain, en passant par les usages des habitants dans le logement et l'habitat ou encore par les inégalités d'accès. Les comparaisons internationales sont également développées, sur les politiques de logement social ou plus récemment, sur la régulation par les villes européennes des locations de courte durée (airb'nb), ou encore l'habitat participatif. Plusieurs membres du laboratoire sont impliqués dans le REHAL et dans le réseau européen sur l'habitat ENHR.

Le champ est animé par un groupe projet transversal (quatre à cinq séances annuelles) qui associe l'ensemble des enseignants-chercheurs et doctorants travaillant sur l'habitat, ainsi que des invités. Par ailleurs, deux autres groupes projets traitent également de questions liées à l'habitat, l'un sur le foncier, l'autre sur l'accueil des personnes exilées, en particulier par des dispositifs d'hébergement et d'accès au logement. Dans ce dernier, la question des vulnérabilités résidentielles induites par les politiques migratoires est abordée dans des contextes métropolitains et des villes petites et moyennes.

De nouvelles recherches sont engagées, par exemple autour du bail réel solidaire.

.../...

Quelques publications et travaux récents

- Arnoulet V., « Les communistes et les "quartiers". Socio-histoire d'un pouvoir municipal engagé dans la politique de la ville (Stains, 1971-2018). Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Est, sous la dir. de C. Lelévrier, soutenue le 3 avril 2023.
- Morland A., « Co-construire un projet de renouvellement urbain : la portée des démarches participatives sur l'action publique locale. le projet de renouvellement urbain de la Maille 1 à Miramas. » Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, Université Paris Est, sous la dir. de C. Lelévrier et C. Gardesse, soutenue le 15 septembre 2022.
- Lelévrier C., « Privatization of Large Housing Estates in France: towards spatial and residential fragmentation », *Journal of Housing and the Built Environment*, 2021, publication online : 19 juin : <https://doi.org/10.1007/s10901-021-09851-y>
- Mille A., « Les bailleurs sociaux à l'épreuve de la gestion du cadre de vie des quartiers d'habitat social : immersion dans un organisme francilien. » Thèse de doctorat en aménagement de l'espace et urbanisme, Université Paris Est, sous la dir. de N. Arab, 2021.
- Gardesse C., Lelévrier C., « Entre vulnérabilités résidentielles et hospitalités locales: trajectoires et expériences d'exilé-es dans trois villes petites et moyennes », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2021/2-3 | 2021, mis en ligne le 19 octobre 2021, consulté le 08 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/eps/11637>; DOI : <https://doi.org/10.4000/eps.11637>
- Gardesse C., Lelévrier C., « Refugees and Asylum Seekers Dispersed in Small and Mid-sized French Cities: Do Housing Opportunities Mean Housing Access? », *Urban Planning*, 5, 3, 2020, pp. 138-149.
- Lelévrier C., « L'habitat social au cœur de la politique de la ville. *Dictionnaire du logement*. politiquedulogement.com, analyses et débats, revue en ligne, 2020.
- Artioli F., *La gouvernance urbaine à l'épreuve d'Airbnb. Locations de courte durée et groupes d'intérêts à Milan*, Éditions Puca, coll. Réflexions en partage, 2020.
- Carriou C., « Les habitants (in)visibles. Essai pour une autre histoire de la fabrique de l'habitat. » Habilitation à diriger des recherches (garante, C. Lelévrier), Université Paris Est, novembre 2020.
- Rubini A., « Mobilité résidentielle et ségrégation urbaine : une étude pour la ville de Montevideo. » Thèse en aménagement de l'espace et urbanisme sous la direction de Jean-Claude Driant, 2020.
- Driant J-C., « Les politiques de l'habitat en quête d'efficacité », *Économie politique*, 85 (1), pp. 23-35, 2020.

Travaux en cours

Une dizaine de thèses sur les thématiques de l'habitat sont en cours au sein du Lab'Urba. Les approches sont diversifiées allant d'une recherche comparée sur le vieillissement et les politiques de l'habitat en France et au Japon aux mobilisations citoyennes dans l'accueil des personnes exilées en passant par les pratiques de co-location à Paris.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Les enseignants-chercheurs du laboratoire sont impliqués dans la formation de futurs professionnels de la recherche et de l'action dans le cadre du master d'urbanisme (École d'Urbanisme de Paris), mais aussi de la licence et du master en géographie-aménagement (Upec), de la licence et du master de génie urbain (UGE), ou dans le cadre du diplôme de l'École des ingénieurs de la Ville de Paris. À l'École d'urbanisme de Paris, le champ du logement et de l'habitat est développé dans des cours d'initiation en master 1 et dans plusieurs parcours de master 2. Il fait également l'objet d'un parcours en alternance dédié, « Habitat et renouvellement urbain », co-animé par Claire Carriou et Françoise Navarre. Ouvert en 2015, il accueille entre 15 et 25 apprentis travaillant dans diverses structures de l'habitat et du renouvellement urbain (organismes Hlm, villes, bureaux d'études, promoteurs, etc.).

Disciplines: [X Urbanisme](#) [X Aménagement](#) [X Sociologie](#) [X Géographie](#)



ADRESSE

Cité Descartes – Bâtiment Bienvenue – Plot A
14-20 boulevard Newtown
Champs-sur-Marne
77454 Marne-la-Vallée Cedex 2



CONTACT

• hermenault@u-pec.fr



SITE WEB

<https://www.laburba.com/>

LAET

LABORATOIRE AMÉNAGEMENT ÉCONOMIE TRANSPORTS (UMR 5593)

DIRECTEUR :

Pierre-Yves Pégyu

TUTELLES :

ENTPE, Université Lyon 2 et CNRS

CHAMPS THÉMATIQUES

Aménagement et économie des transports, recherches sur les mobilités et les territoires.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les recherches liées à l'habitat portent sur :

- une réflexion théorique sur les rapports entre mobilité et habiter
- l'étude des relations domicile/travail
- l'analyse de l'incidence des consommations énergétiques sur les modes d'habiter
- la vulnérabilité énergétique
- l'adaptation à la hausse des températures dans les villes
- le e-commerce et livraison à domicile

Disciplines: [X Anthropologie](#) [X Sciences économiques](#) [X Aménagement](#)



ADRESSE

ENTPE
Rue Maurice-Audin
69518 Vaulx-en-Velin Cedex



CONTACTS

• jeanpierre.nicolas@entpe.fr
• nathalie.ortar@entpe.fr
• louafi.bouzouina@entpe.fr



SITE WEB

<http://www.laet.science/>

LASA LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE (EA 3189)

DIRECTRICE :

Virginie Vinel

DIRECTEUR-ADJOINT :

Florent Schepens

TUTELLE :

Université de Bourgogne-Franche-Comté

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (LaSa) aborde l'étude des phénomènes sociaux à partir d'une posture théorique et empirique résolument socio-anthropologique. Sa ligne directrice vise à étudier les faits sociaux dans la perspective du « phénomène social total ».

Il s'efforce donc d'appréhender les phénomènes dans leur complexité, prenant en compte les multiples dimensions (sociologique, historique, économique, linguistique, esthétique, religieuse, etc.) de l'objet étudié dans une perspective relationnelle. Cette appréhension des phénomènes s'appuie sur un comparatisme systématique qui mobilise les diverses disciplines anthropologiques (ethnologie, histoire, linguistique, etc.).

Le LaSa privilégie la pluridisciplinarité – voire la transdisciplinarité – en investissant les zones de porosité des frontières disciplinaires. Cette posture, transposable dans de nombreux champs d'investigation et domaines d'expertise (politiques rurales ou urbaines, déviances et criminalités, identités professionnelles et transmission des valeurs et des savoirs, développement durable et santé...), favorise un pluralisme épistémologique, éloignant les chercheurs, enseignants et étudiants des dogmatismes théoriques ou méthodologiques.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Le logement et l'habitat sont au centre de différents travaux portant sur les politiques, les questions environnementales et énergétiques, le développement local, les professionnels, ainsi que sur les solidarités intergénérationnelles et les modes d'habiter dans les territoires urbains, périurbains et ruraux.

Travaux récents

- Némoz S., « Sustainable Housing: International Relations between Housing and the Environment Revisited », *Kassiola J. & T. W. Luke, The Palgrave Handbook of Environmental Politics and Theory*, Palgrave Macmillan, 2023.
- Némoz S., Marchand D., « La résilience en questions pour habiter sous climats et sur sols en mouvements », vingtième journée de l'Atelier AC/DD « Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés », en partenariat avec l'Action Rifts « Habiter des environnements aux risques de fissures territoriales et sociales » (Némoz S. (dir.), MSHE UAR 3124) avec le soutien du CNRS à travers les programmes interdisciplinaires de la Mitiet du CSTB, Fondation de l'écologie politique, Paris, 29 septembre 2022.
- Némoz S., « La revitalisation urbaine aux prises des valeurs environnementales ? Continuités, conflictualités et redéfinitions de l'action publique », Bourdin A., Casteigts M., Idt J. (dir.), *L'action publique urbaine face aux mutations sociétales*, Paris, Éditions de l'Aube, pp.156-181, 2022.
- Chassagne A., Aubry R., Calla S., Moine A., Némoz S., Pazart L., Sagot J.-C., Tannou T., « Personnes âgées, territoire, libre expression », recherche-action Parle financée par la Fondation de France en collaboration avec l'équipe « Éthique et progrès médical » du Centre d'investigation clinique du CHU de Besançon (CIC-Inserm 1431), le Pôle de gérontologie et d'innovation de Bourgogne-Franche-Comté (PGI), le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (Lasa - UBFC), le Laboratoire Théma (UBFC et CNRS), et Ercos-Elliadd (UTBM), 2020-2021.

- Chassagne A., Aubry R., Rauscher-Paris C., Vinel V., Moine A., Calla S., Koeberle S., Kushtanina V., Némoz S., Olivier S., Tannou T., Trimaille H., « Dispositifs expérimentaux et modèles alternatifs d'habitats intergénérationnels et nouvelles technologies : une alternative à l'Ehpad ? Identification des attentes et des besoins des personnes âgées dans leur environnement », recherche Geohde (Génération, domotique, habitat, dispositif, évaluation) coordonnée par le Pôle de gérontologie et d'innovation de Bourgogne-Franche-Comté (PGI) en collaboration avec l'équipe « Éthique et progrès médical » du Centre d'investigation clinique du CHU de Besançon (CIC-Inserm 1431), le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (LaSa - UBFC), le Laboratoire Théma (UBFC et CNRS), décembre 2019 - décembre 2021.
- Némoz S., « Les projets de dynamisation territoriale à l'épreuve des classements, des déclassements et des reclassements environnementaux. Le cas de la "nature en ville" dans les relations sciences-sociétés », VIII^e congrès de l'Association française de sociologie, Université d'Aix-Marseille, 27-30 août 2019.
- Némoz S., « A Revisit Of Human Ecologies As A Social Mosaic: Boundaries, Barriers And Belonging Between Natures And Cultures », 14th Conference of the European Sociological Association "Europe and Beyond: Boundaries, Barriers and Belonging", UK, Manchester, 20-23 août 2019.
- Carvallo S., Vinel V., Némoz S., Perreau L., Calla S., Quibel C., Bonnet M., Tannou T., Chassagne A., « Alterège - Recherches sur des vieillissements alternatifs », recherches pluridisciplinaires ayant pour premier axe de questionnement : la domestication de son logement et des environnements quotidiennement habités », travaux financés par la Fédération des Maisons des sciences de l'homme de Bourgogne et de Franche-Comté, en collaboration avec le laboratoire Logiques de l'agir EA 2274, le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (Lasa-UBFC/EA3189), le CHRU Minjot Inserm, l'équipe CIC 1431 EA 481 et le Pôle de gérontologie et d'innovation Bourgogne Franche Comté.
- Agenor L., Ducournau P., Kushtanina V., Némoz S., Schepens F., Spósito-Tourier M., Vinel V. (dir.), « Les relations de parenté dans des mondes contemporains en transformation : persistances, conflictualités et redéfinitions », colloque international organisé par le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie, intégrant une session intitulée « Familles et habiter : des réaménagements contemporains ? », Besançon, 27-29 mai 2019.
- Némoz S., « Revisiter le renouvellement urbain et sa fabrique temporelle. Un nouvel espace de connaissance de la rénovation de l'habitat social ? », *EspacesTemps.net*, Travaux 2019. URL: <https://www.espacestemp.net/articles/revisiter-le-renouvellement-urbain-et-sa-fabrique-temporelle/>; DOI: 10.26151/espacestemp.net-h79k-2e61
- Némoz S., Peyroux E., « Entre les lignes des Smart Cities : transition ou disruption des modèles urbains et des pratiques ? » Dixième journée de l'Atelier AC/DD « Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés », pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (UMR Prodig 8586), Laboratoire de sociologie et d'anthropologie - Université de Franche-Comté (LaSa EA 3189), École nationale supérieure d'architecture de Paris – La Villette, 8 janvier 2019.
- Némoz S., Moine A., « Les mobilités transfrontalières : un catalyseur des territoires locaux en transition ? » Huitième journée de l'Atelier AC/DD « Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés », Maison des sciences de l'homme et de l'environnement (MSHE Ledoux, USR 3124), Laboratoire de sociologie et d'anthropologie - Université de Franche-Comté (Lasa EA 3189), Laboratoire théoriser & modéliser pour aménager (Théma UMR 6049) avec le soutien de la Région Bourgogne-Franche-Comté et de la Communauté du Savoie, Besançon, 13 novembre 2018.
- Némoz S., « Bâtir les humanités environnementales des matériaux géo-sourcés : construction et déconstruction des passerelles franco-germaniques », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 50-2 | pp. 377-392, 2018.
- Némoz S. (dir.), « Revisiter les écologies de l'habiter comme une mosaïque sociale », recherche Crystalside 2 financée par l'Université de Bourgogne-Franche-Comté, en partenariat avec la Maison des sciences de l'homme et de l'environnement Claude-Nicolas-Ledoux – CNRS – USR 3124, 2018.
- Némoz S., Guinchart C. (dir.), « Politiques de revitalisation. Expérimentation dans deux centres-bourgs », opération 2 de l'Observatoire des territoires, des entreprises et des populations (Ortep) – CNRS – USR 3124, 2017-2021.
- Guinchart C. et Némoz S. (dir.), « Revitalisation de Salins-les-Bains, recherche-action formation en partenariat avec l'Observatoire des territoires, des entreprises et des populations (Ortep) », 2016-2019.
- Némoz S., « Contretemps et devenirs : les temporalités plurielles de l'habiter à l'heure du développement durable », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines* [En ligne], 2018, n° 28. URL: <https://journals.openedition.org/temporalites/5618>
- Némoz S., Rudolf F. (dir.), « Jardins et communs : terreaux de "transition" ? », Atelier REHAL – AC/DD, « Habiter la transition : des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés », cycle « Écologie des pratiques et place des politiques », en partenariat avec le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (Lasa – UBFC), le département de sociologie de l'UFR sciences du langage, de l'homme et de la société, l'équipe d'accueil architecture, morphologie/morphogenèse urbaine et projets Amup EA 7309, la Maison des sciences de l'homme et de l'environnement Claude-Nicolas-Ledoux – CNRS – USR 3124 et la Région Bourgogne-Franche-Comté, Besançon, le 12 octobre 2017.
- Némoz S., « L'habitat durable à l'épreuve des espaces et des temps sociaux », recherche Crystalside 1 financée par l'Université de Bourgogne-Franche-Comté, en partenariat avec la Maison des sciences de l'homme et de l'environnement Claude-Nicolas-Ledoux – CNRS – USR 3124, 2017.

.../...

- Némoz S., « Le devenir de l'habitat intergénérationnel : une revisite socio-anthropologique », enquête publiée dans la revue *Gérontologie et société*, numéro thématique « Habiter chez soi jusqu'au bout de sa vie », paru en 2017, n° 52, vol. 39/2017, Caisse nationale d'assurance vieillesse.
- Némoz S., « L'"éco-logis" politique : un dépaysement critique de l'habitat durable en Europe », recherche publiée dans la revue *Sciences de la société*, numéro thématique « Habitat durable : approches critiques », n° 98, 2016, Presses universitaires du Midi.
- Guincharde C. et Guincharde-Ogorzelec L., « Le pouvoir et les maisons : l'expérience quotidienne des habitants des cités minières des MDPA », 2016-2017.
- Némoz S. (dir.), « L'habitat durable à l'épreuve des espaces et des temps sociaux, recherche Crayalide de l'Université de Bourgogne-Franche-Comté », Maison des sciences de l'homme et de l'environnement Claude-Nicolas-Ledoux, 2017.
- Némoz S., Animation et organisation de l'atelier « Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés » et du cycle « Écologie des pratiques et place des collectifs » (Réseau approches critiques du développement durable – Réseau recherche habitat-logement, AC/DD, REHAL 2016-2019).

Thèses soutenues

- Salieri L., « Vendre, acheter, construire : approche ethnographique du processus de réalisation des maisons individuelles "sur plan" », sous la direction de S. Némoz et C. Guincharde, thèse en Cifre au sein de l'Observatoire de la maison – Geoxia Lab, 2022.
- Carlisi-Ridacker C., « Les opérations collectives dans la rénovation thermique de maisons individuelles en Lorraine : pratiques des ménages et actions collectives », V. Vinel (dir.), thèse en Cifre au sein du Groupement européen d'intérêt économique (Geie) Écotransfaire, cofinancée par la région Grand-Est (thèse engagée en 2016), 2019.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master de sociologie – Enquêtes socio-anthropologiques et territorialisations. Responsable : Florent Schepens (florent.schepens@univ-fcomte.fr)
- Licence de sociologie 2 et licence de sociologie 3. Responsable : Sophie Némoz (sophie.nemoz@univ-fcomte.fr)
- Deis – Diplôme d'État d'ingénierie sociale. Responsable : Christian Guincharde (christian.guincharde@univ-fcomte.fr)

Disciplines: Sociologie Anthropologie

 **ADRESSE**
30-32, rue Mégevand
25030 Besançon Cedex

 **SITE WEB**
• <http://lasa.univ-fcomte.fr>

 **CONTACT**
• sophie.nemoz@univ-fcomte.fr

LASSA LABORATOIRE DE SCIENCES SOCIALES APPLIQUÉES

STRUCTURE JURIDIQUE :

Association loi 1901

GOUVERNANCE :

LaSSA (Laboratoire de sciences sociales appliquées) fonctionne de manière collégiale, sans directeur ou responsable (la présidence de l'association support est assurée par Florence Bouillon, maître de conférences à Paris 8).

CHAMPS THÉMATIQUES

Créé en 2010, ce laboratoire associatif est composé de neuf chercheurs, tous docteurs en sociologie, histoire et en anthropologie, bénéficiant d'expériences de plusieurs années dans la conduite de recherches et de formations dans des domaines tels que la santé, le logement, l'enfance, la précarité, les inégalités environnementales, les questions religieuses contemporaines.

Dans un contexte de précarisation de la recherche, plutôt que de s'orienter vers une carrière académique, les membres du LaSSA (à l'exception de deux d'entre eux, pour l'un maître de conférences à la Sorbonne, Loïc le Pape, pour l'autre chercheur à l'IRD, Maud Saint Lary) ont choisi de s'engager dans un projet innovant leur permettant de faire des sciences sociales. Les recherches produites par le LaSSA, tout en gardant le même niveau d'exigence académique que dans le monde universitaire, visent à produire de la recherche appliquée et impliquée auprès des acteurs de la société civile, des associations, des institutions publiques. Ainsi, les travaux du LaSSA accordent-ils, au-delà du projet scientifique, une part importante du dispositif de recherche à la restitution, mais également à la réflexion autour de l'action auprès des commanditaires et des acteurs de terrain. Les sciences humaines, parce qu'elles impliquent une connaissance approfondie du social, peuvent permettre, en collaboration avec les acteurs de terrain et les institutions, d'inventer de nouvelles modalités d'action pertinentes et efficaces.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

L'axe portant sur le logement et l'habitat est principalement porté par Johanna Lees, qui a mené une grande partie de ses recherches sur ces thèmes. Après avoir travaillé sur la question du « sans abrisme » en anthropologie, elle a réalisé une thèse autour des questions de précarité énergétique.

Elle a participé à un programme de recherche financé par le Puca sur les questions de la ville ordinaire à Marseille. En 2017, le LaSSA a mené un projet de recherche-action financé par la Fondation de France intitulé « Comprendre les effets des projets artistiques dans les quartiers populaires ». Ce projet avait pour objectif de saisir, d'un point de vue ethnographique, quels effets pouvaient avoir des projets artistiques sur les habitants, et sur les dynamiques sociales et citoyennes dans des quartiers paupérisés. Il s'est agi de travailler avec les porteurs de projets, les habitants, ainsi que les commanditaires de la Fondation de France afin de comprendre leur représentation de notions clés telles que la « participation ». Le projet a été réalisé par Ashley Ouvrier, avec l'appui de Johanna Lees.

En 2020, le LaSSA en collaboration avec l'association Peuples des Villes a été financé dans le cadre de l'appel à projets sur la vente de logements sociaux porté par l'Union sociale pour l'habitat. L'objectif de cette recherche, à partir d'une anthropologie de l'habiter, est de documenter d'un point de vue microsociologique et anthropologique les parcours résidentiels des acquéreurs de ces logements ainsi que leurs rapports à l'habitat.

Dans le cadre de ce partenariat, Johanna Lees, mène le terrain d'enquête dans les Bouches du Rhône, en collaboration avec 1001 Vies habitat et sa succursale Logis Méditerranée.

.../...

Johanna Lees a récemment publié dans le livre coordonné par Claire Lévy Vroelant, Lucie Bony et Marie Tsanga Tabi, un article portant sur la précarité sanitaire des habitants des habitats précaires à Marseille.

- Lees J., « Se laver en habitat précaire : une épreuve ordinaire pour une obligation sociale », in dir. Bony, Lévy-Vroelant, Tsanga Tabi, *Précarités en eau un état des lieux en Europe*, Ined, 215 p., 2021.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Depuis 2013, le LaSSA est devenu organisme de formation. Fort d'un ensemble d'expériences de formation à destination de publics professionnels variés (soignants, acteurs de l'habitat, personnels éducatifs), le LaSSA organise des formations pour les professionnels qui peuvent être ajustés aux besoins des publics. Les formations peuvent se faire en inter ou en intra.

Dans le champ du logement et de l'habitat, le LaSSA a créé une formation intitulée « Se loger, habiter, quels enjeux contemporains ? », à destination des architectes, bailleurs sociaux, travailleurs sociaux, bureaux d'études, chefs de projet et chargés de mission des PRU et des contrats de ville. En 2017, Johanna Lees a été invitée comme témoin par la Fondation Abbé Pierre dans un procès mêlant un marchand de sommeil et des familles vulnérables. Elle est depuis 2017 administratrice de l'association régionale des Compagnons Bâisseurs.

Disciplines: **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Science politique**

ADRESSE

LaSSA
17 Franklin Roosevelt,
13400 Marseille

SITE WEB

lassa-org.fr

CONTACT

• contact@lassa-org.fr
06 78 80 94 89

LATTS

LABORATOIRE TECHNIQUES, TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS (UMR 8134)

DIRECTRICE :

Elsa Vivant

DIRECTEUR-ADJOINT :

Jonathan Rutherford

TUTELLES :

Université Gustave-Eiffel, École des Ponts ParisTech, CNRS

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Latts est un laboratoire de recherche pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales spécialiste de la ville et des territoires, de l'action publique et du travail. Au croisement de plusieurs disciplines (aménagement, géographie, histoire, science politique, sociologie, etc.), il s'attache notamment à comprendre la manière dont les infrastructures et les dispositifs techniques sont façonnés par les mondes sociaux et, inversement, comment ils contribuent à les transformer. Fondé en 1986 autour des thématiques de la ville et de ses réseaux, ainsi que des entreprises et de leurs modèles d'organisation de la production, le Latts pratique le dialogue entre les sciences sociales et les mondes techniques, partant du constat que ceux-ci revêtent une importance particulière et croissante dans les transformations économiques, politiques, spatiales et sociétales. Les chercheurs du laboratoire étudient ainsi les dynamiques liées aux grands réseaux de communication et d'énergie, aux environnements construits (bâtiments, aménagements, équipements), aux dispositifs de gestion des organisations ou aux outils de visualisation et de surveillance. Sensible, depuis sa création, aux problématiques et préoccupations des ingénieurs, le Latts accorde une attention particulière aux infrastructures de gestion des flux matériels et informationnels, dont le fonctionnement du monde contemporain dépend de manière toujours plus étroite.

En se focalisant sur la dimension sociale et politique des mondes techniques, le Latts a l'ambition d'éclairer les mutations qui affectent les territoires urbanisés, les administrations de l'État et des collectivités locales, les firmes et les systèmes productifs. Ce faisant, il souhaite contribuer aux débats scientifiques portant sur trois enjeux majeurs pour les sociétés contemporaines: (i) les modalités de production, reproduction et transformation des formes de rapport à l'espace; (ii) les nouveaux dispositifs techniques qui équipent et socialisent les individus, entraînant une mutation des relations qu'ils entretiennent avec les structures collectives; (iii) les enjeux politiques et organisationnels de ces dispositifs, appréhendés comme un facteur important d'innovation et de changement sociotechnique. À travers des enquêtes de terrain, notamment comparatives, les recherches menées au Latts portent une triple ambition: pratiquer une interdisciplinarité exigeante, affirmer le principe d'un solide étayage empirique des recherches, favoriser le débat et la production théorique. Une part importante des recherches qui sont engagées actuellement au laboratoire touche plus particulièrement à l'analyse des transitions écologiques et numériques à l'œuvre dans nos sociétés, ainsi qu'aux questions de risques, de financiarisation, de crises, de travail et d'organisation.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

L'axe vise à explorer la production, la gestion et la régulation des systèmes urbains. Le rapprochement des recherches menées auparavant dans deux axes distincts permettra d'engager un dialogue entre les travaux sur les infrastructures de réseaux et les entreprises de services urbains, d'une part, et ceux provenant d'une analyse de l'économie politique de l'environnement bâti, d'autre part. Intégrant en outre des recherches sur les pratiques habitantes, sur les mobilisations et les contestations urbaines, cet axe permettra d'appréhender des transformations urbaines qui ne procèdent pas seulement de l'urbanisme planifié et des stratégies des pouvoirs publics, mais aussi des marchés, des pratiques citadines, ou encore des usages contestataires et des détournements de l'espace urbain.

Pour cela, les recherches sont menées dans une diversité de contextes politiques et géographiques situés dans les Nord et les Suds urbains, explorant aussi bien les métropoles globales en croissance que des régions urbaines en déclin ou des villes petites et moyennes. De l'émergence de micromarchés à celle de coalitions de croissance transnationales, des firmes d'infrastructures à celles des plateformes numériques, de la poursuite d'objectifs d'équité territoriale et de préservation environnementale à des logiques d'austérité, les recherches du groupe s'intéressent aux transformations

.../...

urbaines appréhendées comme des configurations évolutives et situées d'arrangements politico-institutionnels et socio-techniques, de conventions, de pratiques et de trajectoires professionnelles.

Les recherches visent ainsi à expliquer la place des espaces urbains dans l'accumulation et la distribution des richesses, à éclairer la recomposition de l'action publique et son rôle dans la production de biens publics et la régulation de leurs usages. Plus largement, elles mettent en lumière les rapports de pouvoirs à l'œuvre dans la production et la reproduction des environnements urbains bâtis, l'évolution des formes urbaines, des inégalités et vulnérabilités sociales ainsi que des disparités inter-territoriales.

Référents du laboratoire sur ce champ :

- Ludovic Halbert (CR CNRS), ludovic.halbert@enpc.fr
- Jean-Pierre Lévy (DR CNRS), jean-pierre.levy@enpc.fr
- Yoan Miot (MCF UGE), yoan.miot@univ-eiffel.fr
- Taoufik Souami (PR UGE), taoufik.souami@univ-eiffel.fr
- Claire Simonneau (MCF UGE), claire.simonneau@univ-eiffel.fr



Travaux récents

- Union sociale pour l'habitat et ses partenaires, « Bailleurs sociaux et acquéreurs face à la mise en marché du logement social. Une comparaison de marchés tendus et détendus dans les Hauts-de-France ». Responsable : Y. Miot (2020-2023).
- Agence Nationale de la Recherche, « Investissement public local et systèmes territoriaux (InveST) ». Responsable : L. Halbert (2019-2022).
- Université Paris-Est, I-Site Future « Modèles pour l'analyse, la décomposition et la reconstruction de données de consommations énergétiques (André) ». Responsable : J.-P. Lévy (2019-2022).
- Union sociale pour l'habitat et ses partenaires, « La contribution des OFS-BRS au logement abordable : une approche globale (cobra) ». Co-animatrice : C. Simonneau (2022-2025).



Exemples de thèses en cours

- Moaty M., « Le conflit urbain comme révélateur des évolutions de la production urbaine à São Paulo. Espace et rapports de domination dans le quartier de Vila Leopoldina. » Sous la direction de Sylvij Jaglin, João Whitaker et le co-encadrement d'Ozan Karaman.
- Gali P., « Diversifier l'offre de logement dans le cadre de la rénovation urbaine : construction du marché et transformation du peuplement dans les quartiers en rénovation urbaine. » Sous la direction de Valérie Sala-Pala et le co-encadrement de Yoan Miot.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master « Urbanisme et aménagement », École d'urbanisme de Paris. Coresponsable du parcours de master « Développement urbain intégré » : Yoan Miot (yoan.miot@univ-eiffel.fr)
- Master « Sciences sociales », UGE. Coresponsable du parcours de master « Conduite du changement et sociologie des ressources humaines (Macor) : Pascal Ughetto (pascal.ughetto@univ-eiffel.fr)

Disciplines: [X Aménagement](#) [X Urbanisme](#) [X Sociologie](#) [X Géographie](#) [X Science politique](#) [X Histoire](#)



ADRESSE

Latts – École des Ponts ParisTech
6-8 avenue Blaise-Pascal
Cité Descartes – Champs-sur-Marne
77455 Marne-la-Vallée Cedex 02



SITE WEB

<http://www.latts.fr>



CONTACT

- nathalie.roseau@enpc.fr

LAVUE

LABORATOIRE ARCHITECTURE, VILLE, URBANISME, ENVIRONNEMENT (UMR 7218)

DIRECTION COLLÉGIALE :

Jérôme Boissonade, Pauline Guinard et Jodelle Zetlaoui-Léger

TUTELLES :

CNRS, Université Paris 8, Université Paris Nanterre et ministère de la Culture et de la Communication

CHAMPS THÉMATIQUES

Axe 1. Fabrications de l'urbain. Responsables : Véronique Biau et Nadine Roudil. Doctorant.e.s : Gaëlle Faguet, Mariana Kontos et Nolan Van der Linden

Axe 2. Justices et inégalités. Responsables : Marie-Anne Germaine et Aurélie Quentin. Doctorant.e.s : Kenza Talmat et Manon Troux

Axe 3. Héritages et innovations dans la construction des territoires. Responsables : Emmanuelle Lallement et Caroline Rozenholc. Doctorant.e.s : Maxime Geny et Geoffrey Paillard

Axe 4. Pratiques d'émancipation urbaines. Responsables : Joséphine Bastard, Romain Leclerc, Martin Olivera, Aurélie Landon. Doctorant.e.s : Joana Antoine

Axe 5. Interfaces et nouvelles dynamiques d'urbanisation. Responsables : Monique Poulot et Frédéric Landy. Doctorant.e.s : Marine Bré-Garnier et Magali Hulot

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT



Articles

- Aragau C., « L'habitabilité périurbaine dans les pratiques habitantes : de l'habitabilité restreinte au pavillon à l'habitabilité élargie », in Berger M., Poulot M. et Rougé L., Géo-Regards, *L'habitabilité inattendue*, n° 9, 2017.
- Biau V., « La recherche sur les acteurs de la fabrication de la ville : coulisses et dévoilements, Territoire en mouvement », in « Du visible et de l'invisible dans la fabrique de la ville et les études urbaines », mis en ligne en avril 2019.
- Bergerand M., « L'éternel retour du « parc social de fait », *Métropolitiques*, 26 novembre 2020. URL : <https://metropolitiques.eu/L-eternel-retour-du-parc-social-de-fait.html>
- Bouchier M. et Barzic M.-L., « Artistes, architectes, "Nouveaux Commanditaires" : une expérience démocratique dans les Côtes-d'Armor », in *Situ, Revue des patrimoines*, (32), 2017. Consultable à l'adresse : <https://journals.openedition.org/insitu/15097>
- Boissonade J., « Pour qui ? Pourquoi ? Comment ? Les "villes intelligentes" doivent-elles rendre les politiques urbaines "acceptables" ou "discutables" ? », in Boissonade J., Desponds D. et Nappi-Choulet I., « *Territoires intelligents* » : un modèle *si smart* ?, collection Villes et territoires, Éditions de l'Aube, à paraître.
- Boissonade J., Valegeas F., « Ce que l'évaluation des écoquartiers nous apprend sur la "ville durable" : l'exemple du "Vivre ensemble" », in *Pollution atmosphérique, climat, santé, société*, à paraître.
- Bouillon F., Dahdah A. et Audren G., « La ville (in)hospitalière : parcours scolaire et résidentiel d'une famille syrienne à Marseille », in *Espaces et sociétés*, n° 170, 2017.
- Bouillon F., « L'expulsion : une expérience contemporaine ? », in *L'Année sociologique*, 2018/1 vol. 68, coordination Aguilera T., Bouillon F., Lamotte M.
- Bresson S. et Labit A., « How social diversity and accessibility issues reshape collaborative housing? A French perspective », *Housing, Theory and Society*, special issue, vol. 37-1, pp 118-138, 2019.
- Bresson S., « La copropriété repensée dans l'habitat participatif », in « Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter. » Sous la direction de Denêfle S., 2016.
- Bresson S., « Le Corbusier réapproprié. Évolutions des usages et des rapports sociaux dans les espaces collectifs de la Maison radieuse de Rezé (1955-2015) », in Magri S. et Tissot S. (dir.), *Explorer la ville contemporaine par les transferts*, Presses Universitaires de Lyon, 2017.

.../...

- Bresson S., « L'habitat participatif en France, une alternative sociale à la "crise" ? », in *Construction politique et sociale des territoires*, cahiers n° 5, 2016.
- Bresson S., Iosa I., Fijalkow Y., « Architecture et logement social, quels renouvellements ? », introduction du numéro, *Cahiers de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère*, n° 8, 2020. [en ligne] <https://journals.openedition.org/craup/4666>
- Carriou C., Czischke D. et Lang R., « Collaborative Housing Research (1990–2015): A systematic review and thematic analysis of the field (English, French, German) », in *Housing, Theory and Society*, à paraître.
- Deboulet A., Lafaye C., « La rénovation urbaine, entre délogement et relogement », in *L'Année sociologique*, 2018.
- Deboulet A., « Le rêve mondial d'un univers urbain « sans bidonvilles », in *Multitudes*, n° 64, octobre 2016.
- Guez A., « Le rythme : une des formes concrètes du temps », *EspacesTemps.net* [En ligne], Livres, 2021 | Mis en ligne le 2 août 2021, consulté le 02 août 2021. URL : <https://www.espacestemp.net/articles/le-rythme-une-des-formes-concretes-du-temps/>; DOI : <https://doi.org/10.26151/espacestemp.net-jd68-ma57>
- Guez A. et Piero Zanini, « Des rythmes et des chronotopes », *EspacesTemps.net* [En ligne], Traverses, 2021 | Mis en ligne le 12 mars 2021, consulté le 12 mars 2021. URL : <https://www.espacestemp.net/articles/des-rythmes-et-des-chronotopes/>; DOI : <https://doi.org/10.26151/espacestemp.net-9nwm-b676>, 2021.
- Guez A., « Pour un urbanisme des possibles : des espaces, des temps et de la chronotopie », 5^e Colloque international du Cist, « Population, Temps, Territoires », <https://cist2020.sciencesconf.org/browse/author?authorid=808187>, 2020.
- Guez A., « Pour une approche chronotopique », in *Architecture. Pratiques plurielles de la recherche*, dossier Représentations coordonné par Laurent Devisme et Nicolas Tixier, revue *Culture et recherche* n° 138 automne-hiver 2018, édition du ministère de la Culture, Paris, pp. 71-72. <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-revue-Culture-et-Recherche/Architecture.-Pratiques-plurielles-de-la-recherche>, 2018.
- Hatzfeld H., Loubière A., « Actualité du bidonville », in *Revue Urbanisme*, n° 406, 2017.
- Fijalkow Y., « Governing comfort in France From hygienism to sustainable housing XIX-XXIst century », in *Housing studies*, octobre 2018.
- Fijalkow Y., Jourdeuil A.-L., Neagu A., « Habiter demain, l'innovation face à la transition démographique », *Lettre de l'Institut de la longévité, des vieillesses et du vieillissement*, n° 14, octobre 2018.
- Fijalkow, Y., et Maresca, B., « Insalubrité au XIX^e, Indignité au XX^e siècle. De la statistique à la capacité d'agir », *Droit et Ville*, (1), pp. 133-146, 2020.
- Lafaye C., « Faire société à l'échelle du quartier ? L'engagement des classes moyennes intellectuelles dans les quartiers populaires en cours de gentrification », in *Figures de l'engagement. Objets, formes, trajectoires*, sous la direction de Jean Pascal Higelé et Lionel Jacquot, PUN - éditions universitaires de Lorraine, Nancy, 2017.
- Feveille L., « Territoire habité à l'épreuve du tourisme international », in Guez A. et Bonzani S. (coord.), *Représenter la transformation ou comment saisir les espaces-temps habités*, Éditions Créaphis, 2017.
- Henrio Y., « Habiter Paris à tout prix ? », in *Revue Urbanité*, #8, 2017. URL : <http://www.revue-urbanites.fr/8-habiter-paris-a-tout-prix/>
- Leblon A., Condevaux A., « Construire des "patrimoines" culturels en mobilité : acteurs, circuits, réseaux, in *Autrepart, Revue de sciences sociales au Sud*, vol. 78, n° 19, 2017.
- Leclercq B., « Devenir des intermédiaires ordinaires. L'ajustement des locataires à l'injonction participative des organismes Hlm », in *Terrains et Travaux : Revue de Sciences Sociales*, n° 30, 2017.
- Lehman-Frisch S., « San Francisco, ville injuste ? La capitale du progressisme états-unien à l'épreuve de la croissance des inégalités », in *Annales de géographie*, n° 714, 2017.
- Jourdeuil A.-L., « Qualité(s) architecturale(s) des logements sociaux produits par les promoteurs immobiliers : une question qui fait débat », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 8 | 2020. <https://journals.openedition.org/craup/4842>
- Ille-Roussel M., « Les bailleurs sociaux français face au vieillissement dans les années 2000 et le recours aux labellisations », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 8 | 2020. <https://journals.openedition.org/craup/4722>
- Quentin A., « La politique du logement en Équateur : de la bonne gouvernance au Buen Vivir, un tournant postnéolibéral ? », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 83 | 2016. <http://journals.openedition.org/cal/4458>
- Quentin A., « Ville et gouvernementalité néolibérale en Amérique latine. Étude des modes de subjectivation par l'accès au logement subventionné à Quito », *Raisons Politiques* 3 | n° 79, 2020. <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2020-3-page-73.htm>
- Wilson Y., « Le logement social au XXI^e siècle au Venezuela : l'État après la catastrophe », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 8 | 2020. <https://journals.openedition.org/craup/4903>



Ouvrages

- Biase (de) A., Ottaviano N., Zaza O., *Digital Polis. La ville face au numérique : enjeux d'un projet conjugué au futur*, Paris, L'Œil d'Or, 2017.
- Barrère C., Busquet G., Diaconu A., Girard M., Iosa I., *Mémoires et patrimoines. Des revendications aux conflits*, L'Harmattan 2017.
- Bonzani, S., Guez, A. (dir.), *Représenter la transformation. Comment saisir les espaces-temps habités*, coll. Essais et Entretien, éditions l'Œil d'Or, Paris, 2019.
- Bresson S. (dir.), *Les déconvenues de la participation citoyenne. Pratiques urbaines, pouvoirs et légitimités*, PUFR, coll. Perspectives Villes et Territoires, Tours, 2022.
- Busquet G., Herouard F., Saint-Macary É. (dir.), *La Politique de la ville. Idéologies, acteurs et territoires*, Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, 2016.
- Barrère C., Busquet G., Diaconu A., Girard M., Iosa I., *Mémoires et patrimoines. Des revendications aux conflits*, Paris, L'Harmattan, 2017.
- Cailly L., Celeste P., Fourny M.-C., Lajare R. et Rozenholc C. (dir.), *Les Sans mots de l'habitabilité et de la territorialité*, Éditions Ellug-Presses de l'Université Grenoble Alpes, 2017.
- Costes L., Ghorayeb M., *L'université et la ville. Évry, stratégies pour un modèle de partage*, Paris, Ed. La Découverte-Carré, 2019.
- Deboulet A. (dir.), *Repenser les quartiers précaires*, Études de l'AFD, traduit en anglais Rethinking precarious neighborhoods, octobre 2016.
- Guez, A., *C comme chronotopie*, Paris, Éditions BOA, 2022.
- Guez, A. (dir.), « *Petites lignes* » ferroviaires, des infrastructures recyclables : Une exploration, Éditions Recherches, Paris, 2020.
- Fijalkow Y., *Sociologie du logement*, Repères, La Découverte, seconde édition révisée en 2016.
- Fijalkow Y., (éd.), *Dire la ville c'est faire la ville, la performativité des discours sur l'espace urbain* (Première édition). Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- Fijalkow Y., *Récits de la ville malade. Essai de sociologie urbaine*, Créaphis, 2021.
- Hatzfeld H., *La politique à la ville*, Presses universitaires de Rennes, 2018.
- Lévy-Vroelant C., *L'Incendie de l'hôtel Paris Opéra. Enquête sur un drame social*, Créaphis, 2018.
- Rozenholc C., *Tel Aviv, le quartier de Florentine un ailleurs dans la ville*, Créaphis, 2018.
- Monnet N., Les « espaces intérieurs » des générations digitales, in A. Viati Navone, A. Markovics, A. Lefebvre (ed). *Les intérieurs aujourd'hui. Méthodes de production et d'analyses interdisciplinaires*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, à paraître fin 2023.



Coordination éditoriale

- Boissonade J., Mignot J.-P. et Méquignon M., « Habitat durable : approches critiques », *Revue Sciences de la société*, 2017, <http://pum.univ-tlse2.fr/-Sciences-de-la-Societe.html>
- Bouillon F., Clerval A. et Vermeersch S. (coord), « Logement et inégalités », *Espaces et sociétés*, n° 170, 2017.
- Bresson S, Iosa I., Fijalkow Y., *Architecture et logement social : quels renouvellements ?*, Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère, 2020. <https://journals.openedition.org/craup/4502>



Rapports de recherche

- Bouillon F., Baby-Collin V., Deboulet A., « Ville ordinaire, citadins précaires. Transition ou disparition programmée des quartiers tremplin », rapport de recherche, Puca, 2017.
- Bresson S., Labit A., « L'habitat participatif face aux défis de la mixité sociale », rapport pour la Fondation de France, 2017.
- Deboulet A., Butin C. et Demoulin J., « Le rôle des aires métropolitaines dans l'agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le XXI^e siècle », rapport rendu à Cités et gouvernements locaux unis pour habitat III (CGLU), traduction anglaise, 2017.
- Guez A. (dir.), Biase (de) A., Gatta F., Zanini P., *Exploration chronotopique d'un territoire parisien*, Edition La Recherche, Ensaplv, Paris, programme Paris 2030, 2018.
- Fijalkow Y., Vincent P., Neagu A. et Jourdeuil A.-L., « 2016-2017 : adaptation de l'habitat et transitions démographiques », Caisse des Dépôts, programme habiter demain.

.../...

**Thèses**

- D'Orazio A., « S'associer pour habiter et faire la ville : de l'habitat groupé autogéré à l'habitat participatif en France (1997-2015). Exploration d'un monde en construction », thèse de doctorat en aménagement de l'espace et urbanisme, Université Paris Nanterre, dir. Bacqué M.-H., juillet 2017.
- Jourdeuil A. L., « Une architecture de promoteur pour le logement social : la Véfa-Hlm », sous la direction de Véronique Biau et Yankel Fijalkow, Université de Nanterre, juillet 2019.
- Wilson Y., « La politique de la ville en images. Le cas de la grand mision vivienda Venezuela », dir. Y Fijalkow, 2020.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master et doctorat « Urbanisme, aménagement et études urbaines », Université Paris Nanterre. Responsable : Olivier Ratouis (olivier.ratouis@parisnanterre.fr)

Trois parcours de master :

- Projet urbain et montage d'opérations (Pumo)
- Villes durables et pratiques de l'aménagement (VDPA)
- Fabrique de la ville et opérations d'habitat (favoh)

- Master et doctorat en architecture et ville, École nationale supérieure d'architecture Paris-Val de Seine. Responsable Yankel Fijalkow (yankel.fijalkow@paris-valdeseine.archi.fr)
- Master de sociologie et anthropologie, Université Paris 8. Responsables : Nicolas Duvoux et Barbara Casciarri (barbara.casciarri@univ-paris8.fr)
- DPEA, Ensa-Paris-La Villette Formation Post-master en architecture
- Master « Architecture, environnement et développement durable », de l'Ensa Paris-La Villette. Responsable du séminaire : Anne d'Orazio

Disciplines: **X Sociologie** **X Géographie** **X Anthropologie** **X Histoire** **X Architecture** **X Urbanisme****ADRESSE**

Université Paris Nanterre – Bâtiment Max-Weber 200,
avenue de la République – 92001 Nanterre Cedex

**CONTACT**

- info.lavue@gmail.com

**SITE WEB**

<http://www.lavue.cnrs.fr/>

LEM**LILLE ÉCONOMIE ET MANAGEMENT (UMR 9221)****DIRECTEUR :**

Étienne Farvaque

DIRECTEUR-ADJOINT :

David Crainich

TUTELLES :

CNRS, Université de Lille, Ieseg
Université d'Artois et Ulco (tutelles partenaires)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le programme scientifique du LEM est structuré autour de quatre axes de recherche :

- Management & Organization
- Economic and Financial Flows
- Marketing, Negotiation & Sales
- Decision-making

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Des travaux récents et en cours portent sur le logement :

- Analyse des aides au logement : correction des inégalités ; aide au maintien dans le logement.
- Impact de l'incertitude des coûts de transport sur les prix immobiliers.
- Logement et emploi.

Responsables : Véronique Flambard (veronique.flambard@univ-catholille.fr) et Didier Cornuel (didier.cornuel@univ-lille.fr, <http://www.economieimmobiliere.com/>)

Mots-clés :

- Économie de l'énergie dans le résidentiel
- Efficacité énergétique
- Précarité énergétique

De nombreuses questions demeurent quant aux politiques publiques à mettre en place pour accélérer la transition énergétique. Pour cela, au sein du laboratoire, des recherches sont menées sur l'économie de l'énergie dans le résidentiel, pour comprendre le rôle de l'habitat, de l'environnement, des modes de vie, de l'intensité énergétique associée et des coûts résultants. Par ailleurs, des recherches portent sur les préférences des ménages en termes d'investissement en efficacité énergétique, pour essayer de mieux comprendre le paradoxe énergétique et de proposer des politiques permettant de le surmonter. Enfin, la question de la lutte contre la précarité énergétique, passe par une meilleure compréhension des comportements, des préférences et de l'identification et de la mesure de cette précarité.

Discipline: **X Sciences économiques****ADRESSE**

LEM
Site : Université de Lille - Cité Scientifique
Bâtiment SH2 - 59655 Villeneuve-d'Ascq

**SITE WEB**

<https://lem.univ-lille.fr>

**CONTACT**

- marion.romo@univ-lille.fr

LIEU

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE ENVIRONNEMENT URBANISME (UR 889)

DIRECTEUR :

Emmanuel Matteudi

DIRECTRICE-ADJOINTE :

Marie-Laure Lambert

TUTELLE :

Université Aix-Marseille

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Lieu (Laboratoire interdisciplinaire environnement urbanisme) défend une recherche en urbanisme orientée sur ou vers l'action, tournée vers le monde professionnel au service de l'action collective et des grands débats de société, dans une approche qui se veut critique et réflexive.

Regroupant des chercheurs venant d'horizons disciplinaires divers, le laboratoire entend porter un regard pluridisciplinaire sur la fabrique urbaine au croisement de quatre entrées.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Le choix de ne plus structurer la recherche conduite au Lieu autour d'axes thématiques mais de grilles d'analyse communes à plusieurs objets de recherche n'enlève rien à la place qu'occupent les travaux sur l'habitat et le logement au sein du laboratoire. Privilégiant l'une ou l'autre de ces entrées appliquées à l'habitat et au logement (la matérialité et les échelles du projet, les outils et acteurs de la fabrique urbaine, les politiques publiques et les normes, l'action collective non institutionnalisée), les recherches s'intéressent en particulier :

- à la question sociale appréhendée au prisme de la pauvreté et des fragilités urbaines de part et d'autre des rives de la Méditerranée ;
- aux dynamiques citoyennes, collaboratives, participatives et à leur rôle dans l'habiter ;
- à l'évolution des modes d'habiter et aux adaptations qu'elle suggère pour l'action publique ;
- à la prise en compte et à l'impact des risques et du changement climatique sur les modes d'habiter et les documents de planification et de programmation, notamment en contexte urbain et littoral ;
- à la définition des politiques locales de l'habitat (entre injonctions nationales et négociations locales, entre centre et périphérie, etc.) dans un contexte de construction métropolitaine.



Travaux récents

- Programme Popsu Territoires « Volonne, de l'Écoquartier au village participatif », Bonnin-Oliveira S., Hatt E., Lieu (dir.), 2021-2022.
- Programme Popsu « Le grand paysage comme ressource(s) », Salles S., ENSP (coord.), 2018-2022.
- Programme Popsu « De l'étalement urbain à l'articulation métropolitaine ? Territoires, projets, stratégies et métropolisation de Toulouse », Escaffre F., Lissst-Cieue (coord.), 2018-2022.
- Recherche pour l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts sur les « pratiques collaboratives dans l'habitat social », Carriou C. et Bresson S., Lavue (coord.), 2018-2022.



Publications récentes

- Barreau N., Bonnin-Oliveira S., Escaffre F., Rougé L., Siino C., « Habiter la métropole entre croissance, tensions et réinvention du local », in Escaffre F. (dir.), *L'habitabilité métropolitaine en question, modes d'habiter et espaces agricoles en recomposition à Toulouse*, Ma, Coll. Les cahiers Popsu, éditions Autrement, 109 p, 2023.
- Matteudi E., « L'urbanisme de crise et la ville informelle, ou comment (ré)interroger l'urgence et la fabrique urbaine contemporaine par le prisme du bidonville, Appel à contributions : L'urbanisme de crise. Un nouvel horizon pour les villes et les territoires ? » *Riurba*, n° 12, 12 p, 2023.
- Doussard C., Fonticelli C., « Quels modes de voyage du modèle d'écoquartier périurbain ? Une comparaison des modalités de circulation classique et numérique de deux opérations franciliennes », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 22 juillet 2022, vol. 13, n° 1.
- Fonticelli C., « De la lutte contre "l'urbanisation galopante" à un urbanisme endogène, le rôle des PNR franciliens pour construire autrement », *Pour*, 19 mai 2022, vol. 243, n° 2, pp. 285-295, 2022.
- Fonticelli C., « L'appartement périurbain : une place choisie ? » *Territoire en mouvements*, numéro « Habitants. Construire sa place ici et ailleurs », sous la direction de M. Chabrol, A. Hémond et P.-J. Olgner, 2021.
- Aragau C., Bonnin-Oliveira S., Cailly L. & Rougé L., « Le périurbain en perspectives et en recherches », in D. Desponds et C. Fonticelli, *Mutations du périurbain : de l'espace décrié aux territoires désirables ?*, coll. devenirs urbains, Paris, Éditions du Manuscrit, pp. 306-329, 2021.
- Zitouni F., « La lutte contre l'habitat indigne, une politique en quête de gouvernance et d'opérationnalité », *Droit et ville*, n° 1, pp. 243-260, 2021. <https://www.cairn.info/revue-droit-et-ville-2021-1-page-243.htm>
- Zitouni F., « Les acteurs de l'immobilier social », *Lamy Droit immobilier*, tome 1, deuxième partie, livre I, titre II, art. 2844 à 2882, édition 2019.
- Bidou-Zachariasen C., Dubois J. (coord.), « Financer la ville, les mutations des circuits de financement du logement », *Espaces et sociétés*, Eres, n° 175-4, 240 p, 2018.



Travaux en cours

- ANR Cool Métropolis : Arnaud A., Dubois J., Lambert M.-L., 2019-2023.
- Programme Fondation de France « Initiatives habitantes et nouvelles fabriques de la ville au Maghreb et au Liban », E. Matteudi, 2020-2023.
- Lancement en cours de la plateforme Popsu-Transitions Aix-Marseille Provence sur les problématiques d'intensification urbaine, S. Bonnin-Oliveira, 2023-2025.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master 2 « Urbanisme et aménagement », parcours « Politiques et projets d'habitat et de renouvellement urbain ». Responsable : Séverine Bonnin-Oliveira (severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr)
- Master 2 « Droit immobilier », parcours « Droit et métiers de l'urbanisme durable ». Responsables : Marie-Laure Lambert & Françoise Zitouni, (ml.lambert@univ-amu.fr, f.zitouni@univ-amu.fr)

Disciplines : Aménagement Urbanisme Architecture Géographie Science politique Droit

ADRESSE

3, avenue Robert-Schumann
13628 - Aix-en-Provence



CONTACTS

- emmanuel.MATTEUDI@univ-amu.fr
- severine.bonnin-oliveira@univ-amu.fr
- f.zitouni@univ-amu.fr
- ml.lambert@univ-amu.fr



SITE WEB

<http://iuar-lieu-amu.fr/institut-urbanisme-laboratoire>

LISST LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE SOLIDARITÉS SOCIÉTÉS TERRITOIRES (UMR 5193)

DIRECTEUR :
Michaël Pouzenc

TUTELLES :
CNRS, Université Toulouse 2 – Jean-Jaurès, Ehes, Ensfea

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Lisst, laboratoire interdisciplinaire, fédère plusieurs équipes : une équipe de sociologie, le Cers ; une équipe d'études urbaines, le Cieu ; une équipe d'anthropologie sociale, le Cas ; et une équipe travaillant sur les sociétés rurales, Dynamiques rurales. Les recherches conduites au sein du Lisst s'organisent en cinq axes : « mondialisations », « innovation et société », « parcours de vie et inégalités », « environnement et sociétés », « différenciations territoriales et actions collectives ».

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les travaux sur le logement et l'habitat y sont notamment développés par : Marie-Christine Jaillet (jaillet@univ-tlse2.fr), Fabrice Escaffre (fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr), Alice Rouyer (rouyer@univ-tlse2.fr), Lydie Launay (lydie.launay@univ-jfc.fr), Mélanie Gambino (gambino@univ-tlse2.fr)

Ils portent sur :

La périurbanisation et la périurbanité

Travaux menés depuis plus de trente ans, étayés par une observation continue des processus de périurbanisation et de leurs effets, qui ont été inscrits, pour la plupart, dans les programmes de recherche financés par le Puca. Les travaux récents, conduits par Fabrice Escaffre et Marie-Christine Jaillet ont porté sur les recompositions des espaces périurbains, leur place dans l'organisation de la gouvernance métropolitaine, l'émergence de polarités secondaires, les modes de fabrication et d'usage des espaces publics. Des travaux sont en cours dans le cadre de Popsu-Métropoles sur l'habiter dans les territoires de l'altérité métropolitaine proche qui poursuivent ces orientations en les replaçant dans une perspective métropolitaine.

Les modes d'habiter dans les quartiers d'habitat social

En relation avec les opérations de rénovation urbaine, plusieurs enquêtes d'envergure (une centaine d'entretiens auprès d'habitants) coordonnées par Marie-Christine Jaillet et Fabrice Escaffre ont été conduites ces dernières années et traitent des trajectoires résidentielles ou des relations de voisinage. Ces travaux réalisés en partenariat avec les bailleurs Hlm ont permis d'étudier les modes d'habiter dans les quartiers de la « géographie prioritaire » et dans les territoires de relogement des ménages enquêtés.

L'habitat dans les centres et les cités Hlm des villes petites et moyennes

Travaux menés par Fabrice Escaffre sur le déclin des centres-villes et conjointement, des petites cités Hlm, en contexte de villes petites et moyennes à faible attractivité résidentielle.

L'adaptation de l'habitat, du cadre de vie et des modes d'habiter au vieillissement démographique

Travaux développés par Alice Rouyer sur l'observation de l'évolution des modes d'habiter des personnes de plus de 65 ans et l'émergence de nouvelles formes d'habitat, de services et de dispositifs socio-techniques (domotique, assistants à l'autonomie) destinés, en dépit de situations de dépendance et de handicap, à favoriser leur accompagnement et leur bien-être à domicile et dans l'espace public.

Les relations entre l'habitat et l'environnement

Travaux conduits par Sinda Haouès-Jouve et Julia Hidalgo sur l'adaptation des villes et de l'habitat au changement climatique, portant sur le confort et l'hétérogénéité climatiques dans un contexte périurbain, sur l'incorporation de la dimension climatique dans les stratégies de développement urbain durable de la métropole toulousaine, ainsi que sur l'évaluation du « confort climatique » dans les quartiers du faubourg toulousain, intégrant la perception et la mesure de la pollution atmosphérique et du bruit aux échelles fines du quartier urbain.

Les politiques locales de l'habitat

Travaux conduits par Fabrice Escaffre sous la forme d'études monographiques ou comparatives réalisées le plus souvent avec des partenaires publics (Dreal, DDT, syndicats mixtes de Scot, intercommunalités) et accordant une place privilégiée à la comparaison des contextes métropolitains avec ceux des villes petites ou moyennes.

L'habitabilité des contextes métropolitains

Des recherches menées dans des contextes territoriaux différents (Paris, Toulouse, Medellin) notamment par Lydie Launay, Fabrice Escaffre ou Lionel Rougé viennent, différemment, interroger l'habitabilité des contextes métropolitains poussant certains habitants à quitter leurs centres pour s'installer ailleurs ou à y rester en y ajustant leurs pratiques résidentielles ou en rénovant des logements pavillonnaires urbains ou suburbains.



Thèses soutenues

- Chouillou D., « La qualité environnementale dans les projets de requalification urbaine », codir. S. Haouès-Jouve et M.-C. Jaillet, 2018.
- Bourret J., « La prévention situationnelle dans les projets urbains de rénovation », dir. M.-C. Jaillet, thèse en Cifre, avec la Mission du grand projet de ville, ville de Toulouse, 2019.
- Escaffre F., « L'habitat face à la métropolisation. Politiques de l'habitat et modes d'habiter en territoires métropolisés », habilitation à diriger des recherches, 2021.



Thèses en cours

- Barreau N., « Les méthodes d'observation qualitative dans l'observation urbaine », codir. F. Escaffre et C. Siino, thèse en Cifre avec l'Agence d'urbanisme Toulouse Aire Métropolitaine.
- Lorrius C., « La prise en charge des réfugiés mineurs », codir. S. Missaoui et M.-C. Jaillet, thèse en Cifre avec le conseil départemental de la Haute-Garonne.
- Avenire H., « L'appréciation par le droit de l'espace public », codir. X. Bioy et M.-C. Jaillet, thèse bénéficiant d'un contrat doctoral.
- Morel L., « L'accession à la propriété des ménages modestes à partir d'une analyse de la mise en œuvre en France des organismes de foncier solidaire (OFS) », thèse en Cifre avec le Cahp 93 – Le Collectif d'animation de l'habitat participatif en Île-de-France, codir. MC. Jaillet et F. Escaffre.

.../...

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

À l'Université Toulouse 2

- Masters 1 et 2 mention « Urbanisme et aménagement ». Coordination: F. Escaffre
- Parcours « Ville, habitat et transition écologique » (Vihate). Coordination: F. Escaffre et S. Haouès-Jouve
<http://blogs.univ-tlse2.fr/master-vihate/>
- Parcours « Action locale et projets de territoire » (Apter). Coordination: M. Sibertin-Blanc
<http://blogs.univ-tlse2.fr/iup-projetsterritoires/>
- Parcours « Transports et mobilités » (Transmob). Coordination P. Dugot et S. Ciino
<http://blogs.univ-tlse2.fr/master-transmob/>

À l'Institut national universitaire Champollion à Albi

- Master « Aden – Aménagement, développement, environnement »
Spécialité de M2 « Ingénierie du développement dans les villes petites et moyennes » Responsables: F. Taulelle (francois.taulelle@univ-jfc.fr) et Y. Fijalkow (ygal.fijalkow@univ-jfc.fr)
<https://www.univ-jfc.fr/node/343>

Disciplines: [X Géographie urbaine](#) [X Urbanisme](#) [X Géographie](#) [X Sociologie](#) [X Anthropologie sociale](#)

 ADRESSE

Université Toulouse 2 Jean-Jaurès,
Maison de la Recherche, 5 allée Antonio-Machado,
31058 Toulouse Cedex 9

 SITE WEB

<https://lisst.univ-tlse2.fr/accueil-lisst-577627.kjsp>

 CONTACT

- patricia.panegos@univ-tlse2.fr

LRA

LABORATOIRE DE RECHERCHE EN ARCHITECTURE

DIRECTION CONJOINTE:

Rémi Papillault, professeur et Nathalie Tornay, maître de conférences

TUTELLES:

École nationale supérieure d'architecture de Toulouse (Ensa de Toulouse), ministère de la Culture

CHAMPS THÉMATIQUES

Le LRA investit des champs d'étude appliqués aux projets architecturaux, urbains et paysagers, notamment à travers des approches transdisciplinaires concernant le développement durable, les processus dynamiques de transformation de la ville, du paysage ou du patrimoine et les jeux d'acteurs du projet.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

- La réhabilitation des grands ensembles de logements collectifs des années 1950-1970 construits à Toulouse: « Toulouse du grand ensemble à la ville durable, perspectives et actions », recherche de trois ans (2016- 2019), financée par le Braup et son prolongement dans le cadre du 4^e appel à projets expérimentation lancé par le Braup 2020-2021: « Ancely 2050, l'habitant au cœur du projet. recherche en vidéo concertation ».
- La conception d'espaces urbains face aux périodes de forte chaleur et la modélisation du microclimat urbain (nombreux projets de recherche complémentaires depuis une décennie).
- Les espaces construits et le développement urbain durable.
- La catégorisation des grandes structures abandonnées.
- Multiples accompagnements de collectivités locales.

Disciplines: [X Architecture](#) [X Urbanisme](#) [X Paysage](#) [X Sociologie](#) [X Anthropologie](#) [X Histoire](#)

 ADRESSE

83 rue Aristide-Maillot BP 10629
F-31106 Toulouse Cedex 1

 SITE WEB

<https://lra.toulouse.archi.fr/lra>

 CONTACT

- lra@toulouse.archi.fr

MIGRINTER**MIGRATIONS INTERNATIONALES, ESPACES ET SOCIÉTÉS (UMR 7301)****DIRECTEUR :**

Olivier Clochard

TUTELLES :

CNRS, Université de Poitiers

CHAMPS THÉMATIQUES

Migrinter est un laboratoire de recherche spécialisé dans l'étude des migrations internationales. Créé en 1985 par le géographe Gildas Simon, Migrinter contribue à institutionnaliser les études migratoires, tant au niveau national qu'au niveau international. Ses membres (chercheurs, enseignants-chercheurs, personnels d'appui et de soutien à la recherche) œuvrent pour une approche comparative et pluridisciplinaire des migrations (géographie, anthropologie, droit, histoire, sciences de l'information et de la communication, sociologie, etc.). Ils portent une attention particulière aux questions éthiques liées à la recherche et ils s'engagent dans la production d'un savoir partagé entre les arènes académiques, les institutions et la société civile. Ils ont un rôle actif dans les débats épistémologique et méthodologique sur la thématique et participent à la création d'un espace de réflexion critique sur les migrations internationales.

Les recherches menées au Laboratoire Migrinter s'appuient sur des outils variés comme la cartographie, les statistiques, les sources administratives, les enquêtes ethnographiques, les entretiens biographiques, les corpus juridiques, etc. Les terrains étudiés sont tant européens qu'extra-européens : l'Union européenne et ses bordures (Balkans, Caucase, etc.), l'Afrique du Nord et subsaharienne, le Moyen-Orient, l'Amérique latine, etc. Les approches scientifiques sont multisituées et multiscalaires et confèrent une place fondamentale au vécu du migrant.

Migrinter est impliqué dans la transmission des connaissances, dans le cadre du master « Migrations internationales », et dans la formation doctorale. Le laboratoire accorde également une grande importance aux activités de publication, de production cartographique, de documentation bibliographique et visuelle, d'information scientifique et technique.

Pour réaliser ces objectifs, Migrinter bénéficie de la continuité et de la compétence d'une équipe constituée depuis plus de trente ans, des relations établies avec d'autres entités et institutions de recherche nationales et internationales, ainsi que du statut de partenaire associé auprès de l'Institut convergence migrations, créé en 2018.

Migrinter est une UMR (unité mixte de recherche) relevant de deux tutelles, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et l'Université de Poitiers. Le laboratoire est hébergé à la Maison des sciences de l'homme et de la société sur le campus de Poitiers.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les travaux sur le logement et l'habitat menés à Migrinter s'inscrivent principalement dans les axes 1, « Mobilités, ancrages et dynamiques spatiales » et 2, « Normes en migration et migrations des normes » de l'UMR.

Résumés des axes :**Axe 1**

Par une approche multiscalaire et temporelle des mobilités, il s'agit d'éclairer la dynamique de transformation des espaces de vie par les pratiques sociales des migrants en qualifiant les lieux qui les composent et les mobilités qui les connectent. Tout en poursuivant l'étude de ces changements dans les espaces urbains, cet axe développe aujourd'hui des problématiques relatives aux dynamiques migratoires dans les espaces ruraux et aux questions articulant les dimensions environnementales et les migrations. Il s'intéresse également au rôle des inégalités dans les dynamiques migratoires. Les notions de routes et de lieux sont indissociables pour appréhender l'ensemble du parcours migratoire et dépasser une analyse s'appuyant sur les découpages des États nations.

Axe 2

Cet axe met en avant la question des normes (juridiques, sociales, mais aussi des catégories statistiques), de leur production (par les politiques et les acteurs sociaux), de leur exercice ou contournement (pratiques administratives et judiciaires), et ce depuis les institutions internationales, les États, jusqu'aux migrants sans oublier les acteurs de la société civile. La problématique de l'axe permet également de renforcer l'intérêt des approches localisées, et d'interroger les tensions entre autonomie et contraintes des acteurs.

**Travaux :****Recherches collectives**

- Le Projet Cimodyn « Circulations internationales, modes d'habiter et dynamiques urbaines à Quito et Bogota », (IC Migrations, 2022-2024). Direction Celio Sierra-Paycha (Cridup), participants en France: Françoise Dureau (Migrinter/ICM), Pierre Eloy (Cridup/ ICM), Naïk Miret (Migrinter/ICM), Anna Perraudin (Citeres/ICM). En Amérique latine: Harold Cordoba (U. Pedagógica de Colombia), Adriana Garrido (Flacso Ecuador), Gioconda Herrera (Flacso Ecuador).
- Le projet ANR « Les campagnes françaises dans la dynamique des migrations internationales » (Camigri). Axe 1: Caractéristiques des logements et fonctionnement des espaces résidentiels; Axe 3: Pratiques et politiques d'accueil. Responsable: David Lessault.
- Le programme ANR Margin « Marginalité et inclusion. les effets à moyen et à long terme des politiques de régulation de la pauvreté étrangère sur les populations-cibles: le cas des migrants dits "roms" dans les villes d'Europe occidentale (France, Italie, Espagne) ». Axe 1: les mobilités résidentielles: pratiques et stratégies.

**Thèses en cours :**

- Louis Fernier, « Environnements et "camps" de personnes migrantes en Europe. »
- Laura Bouillette, « Être réfugié sans-abri en Grèce: stratégies de survie et pratiques habitantes des réfugiés statutaires en situation de précarité extrême. »
- Benjamin Naintré, « Circulants et citadins: de jeunes « travailleurs » roms roumains dans la grande ville. »
- Philippe Oriana, « Frontières européennes, frontières des droits ? La protection des droits fondamentaux des migrants franchissant irrégulièrement les frontières en Europe du sud. »
- Alice Latouche, « Exilées sans refuge: l'impact de l'appropriation du lieu sur la vulnérabilité des femmes migrantes en Grèce. »
- Lydie Déaux, « Les stratégies d'adaptation des migrants vulnérables face aux obstacles de la catégorisation. Jeunes migrants non accompagnés en Nouvelle-Aquitaine. »

.../...

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master « Migrations internationales. » <https://mi.hypotheses.org/actualites>

La mention de master « Migrations internationales » propose depuis 2004 une formation spécialisée et pluridisciplinaire sur les migrations qui s'articule principalement autour de cinq disciplines : géographie, histoire, démographie, socio-anthropologie et droit. La formation articule la professionnalisation et la formation à la recherche au sein d'un parcours intitulé « Parcours, acteurs et institutions des migrations : du local à l'international ».

La formation s'appuie sur les savoir-faire développés au sein du Laboratoire Migrinter sur les questions d'identité et d'altérité et dans la connaissance de groupes spécifiques de migrants : leur fonctionnement diasporique, économique et familial, leurs trajectoires et parcours de mobilités, leurs ancrages spatiaux et leur statut juridique. Une dimension importante porte sur la connaissance des acteurs qui agissent dans le domaine des migrations et sur les enjeux politiques internationaux liés aux phénomènes migratoires.

Elle s'appuie sur une configuration originale, spécialisée et pluridisciplinaire portée par l'UMR CNRS Migrinter à Poitiers depuis trente ans. L'inscription dans le champ de la géographie lui apporte une plus-value sur l'identification des enjeux territoriaux liés à la présence de migrants et circulants, ainsi que sur la place des circulations et mobilités dans la mondialisation.

Disciplines : Géographie Sociologie Anthropologie Histoire Démographie Droit

 ADRESSE

5 rue T. Lefebvre 86000 Poitiers

 SITE WEB

<http://migrinter.cnrs.fr/>

 CONTACTS

- f.dureau@gmail.com
- 06 80 55 31 29
- celine.bergeon@univ-poitiers.fr
- 06 30 23 65 62

PACTE

LABORATOIRE DES SCIENCES SOCIALES (UMR 5194)

DIRECTRICE :

Laurence Dumoulin

TUTELLES :

CNRS, Université Grenoble Alpes (UGA), Science Po Grenoble (IEPG)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le laboratoire est composé de cinq équipes. Celles intitulées « Villes et territoires », « Justice sociale » et « Régulations » sont plus directement concernées par le champ du logement et de l'habitat. Elles regroupent des géographes, des urbanistes, des architectes, des spécialistes des dynamiques et transitions territoriales et urbaines, des sociologues et des politistes. Elles ont pour objet l'étude des territoires et des villes à la fois dans leur composante sociale, économique, environnementale et politique.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les groupes de recherche directement concernés par ces thématiques travaillent sur :

- Le rapport entre habitabilité et territorialité, notamment dans des configurations de crise du logement et/ou de l'habitat ;
- L'action publique territoriale en matière d'habitat et de logement : la mise en action y est interrogée à de multiples échelles (du micro au macro) et selon de très nombreux registres (action individuelle, action publique territorialisée, action organisée, collective, réactive, etc.) ;
- L'analyse des actions collectives mises en œuvre sur les territoires urbains pour accompagner et réguler les dynamiques d'urbanisation et de métropolisation des territoires ;
- L'observation des ménages précaires et vulnérables dans les quartiers de la ville ;
- L'observation des innovations dans l'habitat et les quartiers ;
- La mobilité individuelle ;
- Les comparaisons internationales/européennes sur l'accès au logement.



Travaux récents

- Popsu-Métropoles, Grenoble, axe « Métropole hospitalière », financé par le Puca.
- Baromètre des quartiers.
- Actions et territorialisations (dans le cadre des activités du Cist – Collège international des sciences du territoire).
- Mobilité, résidence et coût (Astus), programme européen.
- Interreg Devcoop (développement de l'habitat coopératif en France et en Suisse), porté par l'université Savoie Mont-Blanc et l'université de Genève, programme européen, 2018-2021.
- API (Attributions des logements sociaux, Politiques de peuplement et Intercommunalités : quelles recompositions ? porté par Valérie Sala Pala et Rémi Dormois de l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne, financé par l'Union sociale pour l'habitat et le Puca, 2017-2020.
- Residhan (Assignation résidence. handicaps, trajectoires résidentielles et politiques).
- Re-Dwell « Delivering affordable and sustainable housing in Europe » MSCA-ITN Marie-Curie, 2020-2024.
- Valo-vente HImporté par Lydia Coudroy de Lille de l'Université de Lyon 2, financé par l'Union sociale pour l'habitat, le Puca, la Caisse des Dépôts, l'ANCT, Action Logement et ABC HIm, 2020-2023.

.../...

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Plusieurs masters travaillent sur la question du logement et de l'habitat :

- « Urbanisme et projet urbain. » Responsable : Charles Ambrosino (charlesambrosino@yahoo.fr)
- « Trust. » Responsables : Cristina Del Biaggio (cristina.del-biaggio@univ-grenoble-alpes.fr) et Adriana Diaconu (adriana.diaconu@univ-grenoble-alpes.fr)
- « Idatt – Ingénierie du développement, de l'aménagement du territoire et de la transition. » Responsables : Nicolas Buclet (nicolas.buclet@univ-grenoble-alpes.fr) et Emmanuel Roux (emmanuel.roux@univ-grenoble-alpes.fr)
- « Mobat – Maîtrise d'ouvrage dans le secteur du bâtiment. » Responsable : Frédéric Santamaria (frederic.santamaria@univ-grenoble-alpes.fr)
- Auep (Architecture, urbanisme, études politiques). Responsables : Marine Bourgeois (marine.bourgeois@iepg.fr), Federica Gatta (federica.gatta@univ-grenoble-alpes.fr), Théa Manola et Florian Golay de l'Ensa

Disciplines: **X Géographie** **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Architecture** **X Science politique** **X Sociologie**

 ADRESSE

Cité des Territoires
14 avenue Marie-Reynoard 38100 Grenoble

 SITE WEB

<http://www.pacte-grenoble.fr/>

 CONTACT

• paulette.duarte@univ-grenoble-alpes.fr

PAVE
PROFESSION ARCHITECTURE VILLE ENVIRONNEMENT
DIRECTEUR :

Olivier Chadoin

TUTELLES :

Ministère de la Culture - Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation
École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
Convention de collaboration avec le CED (Centre Émile-Durkheim, UMR CNRS 5116), Université de Bordeaux

CHAMPS THÉMATIQUES

Pave se situe au croisement disciplinaire de l'architecture, des sciences sociales et politiques pour investir les connaissances des formes matérielles des sociétés. Ses cinq axes de recherche englobent les évolutions touchant les pratiques professionnelles du cadre bâti, l'habitat dans ses dimensions formelles et vécues, les villes et territoires sous l'effet de la métropolisation ainsi que les théories et doctrines architecturales. Un axe plus récent et transversal s'intéresse aux méthodologies de la recherche, avec une focale sur les méthodes visuelles.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

L'habitat constitue un axe de recherche privilégié depuis les origines du laboratoire. Les travaux sous contrat et les thèses réalisées traitent de l'évaluation d'expérimentations d'habitat sous le double angle d'analyse du processus de conception et de sa réception : développement des périphéries urbaines par l'habitat individuel ; formes d'habitat précaires dans les pays émergents ; transformations des modes de vie confrontés à l'émigration contemporaine ; nouvelles expériences et représentations de la densité ; modalités de production de modèles d'habitat urbain dont les coopératives d'habitat.

**Travaux récents et en cours**

- « La Fabrique de la valeur d'usage : l'habitabilité expérimentée », projet de recherche financé dans le cadre du programme national « Engagés pour la qualité du logement de demain », 2021-2023. Cofinancement du ministère de la Culture et de la Fabrique de Bordeaux Métropole.
- « AMI Boboyaka. Habitat coopératif et vieillissement », projet de recherche financé dans le cadre du programme national « Engagés pour la qualité du logement de demain », 2021-2023. Financement du ministère de la Culture. Dir. Guy Tapie.
- « Faire la transition dans son salon. Pratiques de durabilité et transformation du logement », recherche financée par Leroy Merlin Source, 2023, recherche partenariale Pave-ESPI2R. Dir. Guy Tapie et Fanny Gerbeaud.
- « Le logement du bien vieillir », analyse d'un logement adapté au vieillissement à Dax, entretiens menés auprès de curistes. Projet commandé et financé par Leroy Merlin Source, 2020. Dir. Guy Tapie.
- Projet de partenariat entre l'ENSAPB, Pave et la Drac Nouvelle-Aquitaine autour de l'étude d'expertise Label architecture contemporaine remarquable (identification, préévaluation, valorisation scientifique, encadrement d'enseignements), 2020-2026. Dir. Caroline Mazel et Loeiz Caradec.
- « Habitat, vieillissement et filières de production : vers des innovations sociales ? » (repérage, analyse et valorisation des situations d'habitat déjà réalisées, en cours ou en projet, porteuses d'innovations sociales et s'inscrivant dans l'enjeu sociétal majeur de l'inclusion sociale et urbaine des seniors par l'habitat, contrat Région et Département). Dir. Guy Tapie.
- « Les mouvements modernes rattrapés par la marche du durable » (Redivivus : analyse de quatre opérations de logements réalisées autour de 1970 à Bordeaux pour traiter des problématiques spécifiques à leur restructuration, réhabilitation et réintégration urbaine, à l'aune des exigences du paradigme contemporain de la ville durable, contrat Braup). Dir. J. Kent Fitzsimons.
- « Réaliser le potentiel Redivivus des quartiers d'habitat moderne : expérimenter des méthodes d'accompagnement au carrefour du patrimoine et de la ville durable » (Redivivus 2 : projet partenarial et expérimental mené avec deux quartiers résidentiels modernes d'après-guerre, visant à concevoir des outils de médiation pour en faciliter une gestion durable et patrimoniale, contrat Braup). Dir. J. Kent Fitzsimons et F. Gerbeaud.
- « Perception et usages du confort. Enquête auprès de clients d'un constructeur de maisons individuelles » (collaboration avec Saint-Gobain et un acteur régional de la construction de l'habitat). Dir. Guy Tapie.

.../...

Thèses récentes et en cours

- Jammot L., « Penser les villes au XXI^e siècle: modèles et utopies » sous la direction de Guy Tapie et J. Kent Fitzsimons (ED SP2).
- Alioualla M., « Mobilité et expériences spatiales de migrants marocains: éléments d'une anthropologie de l'espace contemporain ».
- Ambal J., « Imaginaires de la mobilité en mutation dans les processus complexes de fabrication des projets urbains et de la ville. Le cas du projet Bordeaux Euratlantique ».
- Gauneau M., « Anticiper son vieillissement à domicile: regards croisés France – Canada » (thèse Cifre en collaboration avec le Conseil départemental de la Gironde).
- Labarchède M., « Les espaces de la maladie d'Alzheimer. Conditions de vie, hébergement et hospitalité » (contrat Région).

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Animation du domaine d'études « Habitats » dans le second cycle de la formation initiale pour le diplôme d'état d'architecte (master):
- Enseignement de la conception architecturale focalisé sur l'habitat spécifique: J. Kent Fitzsimons (kent.fitzsimons@bordeaux.archi.fr)
- Séminaire d'initiation à la recherche (mémoires sur des sujets traités par le laboratoire): Olivier Chadoin (olivier.chadoin@bordeaux.archi.fr) et Patrice Godier (patrice.godier@bordeaux.archi.fr)
- Enseignement de la sociologie de l'habitat dans le premier cycle des études en architecture: Patrice Godier (patrice.godier@bordeaux.archi.fr), Fabien Reix
- Enseignement de la médiation de l'architecture contemporaine, et optionnel « généalogies » sur les filiations en architecture: Caroline Mazel.

Disciplines: [X Architecture](#) [X Sociologie](#) [X Science politique](#)

ADRESSE

740 cours de la Libération
CS 70109
33405 Talence Cedex

SITE WEB

<https://pave.hypotheses.org/>

CONTACTS

- olivier.chadoin@bordeaux.archi.fr
- guy.tapie@bordeaux.archi.fr

PLACES

LABORATOIRE DE GÉOGRAPHIE ET D'AMÉNAGEMENT

DIRECTRICE:

Elizabeth Auclair

TUTELLE:

CY Cergy – Paris Université

CHAMPS THÉMATIQUES

Initialement spécialisé sur les questions de transport, le Laboratoire MRTE, créé en 1998, a diversifié ses champs thématiques en direction de l'aménagement urbain, du patrimoine, de l'habitat et des risques. Depuis 2018, il s'est structuré en quatre thématiques: « Transports et logistiques », « Dynamiques culturelles et patrimoniales des territoires », « Habitat, urbanités et dynamiques sociales » et « Environnement et risques ». Il s'intéresse par ailleurs aux mutations induites par les nouvelles technologies en tissant des liens avec des chercheurs des écoles d'ingénieurs. Il assure par ailleurs, avec l'UMR-Eso Caen, le pilotage de l'atelier du REHAL « Habitat et conflictualités ».

En 2023, le laboratoire MRTE est devenu l'unité de recherche Places.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les recherches portant sur l'habitat et le logement s'inscrivent dans le thème « Habitat, urbanités et dynamiques sociales ». Elles s'appliquent aux enjeux de la patrimonialisation, de la rénovation urbaine, aux dynamiques de spécialisation sociale des territoires en relation avec les stratégies résidentielles des ménages, mais elles s'intéressent également aux conflits et aux mobilisations citoyennes appliquées aux questions d'habitat et d'aménagement.

- Les recherches portant sur les stratégies résidentielles des ménages analysent tout particulièrement les choix des acquéreurs de biens immobiliers. Elles exploitent les données de la base Bien (Base d'informations économiques notariales) en intégrant des éléments sur l'évolution des prix de l'immobilier (approche par les prix hédoniques). Le laboratoire MRTE est impliqué dans l'ANR (2019-2022) WIsDHoM (Wealth inequalities and the dynamics of housing market) pilotée par R. Le Goix.
- Les opérations de rénovation urbaine sont abordées sous l'angle de leurs effets sociaux. Des études dans le cadre de recherches-actions ont été réalisées auprès de ménages relogés suite à des mobilités résidentielles contraintes.
- Les espaces périurbains ont fait l'objet de plusieurs investigations destinées à appréhender les évolutions des modes d'habiter des populations qui y résident.
- Les recherches portant sur le patrimoine s'intéressent au patrimoine de banlieue, à l'argument patrimonial dans les opérations de rénovation urbaine et aux processus conduisant à la patrimonialisation.

Le laboratoire MRTE est associé à la chaire « Éco-quartiers et villes durables » (<http://fondation.u-cergy.fr/la-chaire-eco-quartiers-et-villes-durables/>) dirigée par B. Ledésert (beatrice.ledesert@u-cergy.fr). Une thèse codirigée (Desponds D. et Ledésert B.) sur cette thématique (Di Stefano M.: « Résider en écoquartier ou en quartier « ordinaire »: quelle incidence sur la perception des enjeux environnementaux? ») a été soutenue le 15 décembre 2020.

.../...

Publications récentes :

- Desponds D. et Fonticelli C. (dir.), *Les Mutations du périurbain : de l'espace décrié aux territoires désirables ?*, coll. Devenirs urbains, Paris, Éditions du Manuscrit, 2021.
- Desponds D. et Nappi-Choulet I. (dir.), « *Territoires intelligents* » : un modèle si smart ?, coll. Villes et territoires. La Tour-d'Aigues, éditions de l'Aube, 2018.
- Desponds D. et Gatineau L., « Des périphéries sous influence : l'attraction économique de l'agglomération parisienne, accélérateur du changement social ? », *Annales de Géographie*, n° 719, A. Colin, Paris, pp. 78-102, 2018.
- Sedoarisoa N., Desponds D., Dalmas L. et Lavandier C., « Prix de l'immobilier et proximité de la plate-forme aéroportuaire de Paris Charles-de-Gaulle (CDG) », *L'Espace géographique*, Tome 46, vol. 1, pp 61-78, 2017. <https://www.cairn.info/publications-de-Desponds-Didier--11682.htm>
- Auclair E., Hertzog A. et Poulot A.-L. (dir.), *De la participation à la co-construction des patrimoines urbains. L'invention du commun ?*, coll. Devenirs urbains, Éditions du Manuscrit, Paris, 312 p., 2017.
- Desponds D. et Auclair E. (dir.), *La ville conflictuelle. Tensions – Oppositions – Négociations*, coll. Devenirs urbains, Éditions du Manuscrit, Paris, 480 p., 2016.

Travaux récents :

- Recherche pour l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa) : étude sur la stratégie résidentielle des ménages autour des deux principaux aéroports franciliens et de la plateforme de Toulouse-Blagnac. Cette recherche, dirigée par Didier Desponds, est engagée depuis mai 2015 et a abouti fin 2017. Elle s'appuie sur des enquêtes effectuées auprès des ménages ayant réalisé des mobilités résidentielles récentes à proximité de chacune des trois plateformes aéroportuaires. Le rapport final est disponible sur la plateforme HAL Archives ouvertes : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01793646>. Une étude complémentaire sur les plateformes de Lyon - Bron et Marseille - Provence est en cours de finalisation et sera déposée sur la plateforme HAL Archives ouvertes au 3^e trimestre 2019.
- Recherche pour le compte du PNR du Vexin français consistant à concevoir des indicateurs qualitatifs destinés à évaluer la perception des habitants sur leur territoire. Cette recherche appliquée, dirigée par Didier Desponds, s'est déroulée de mars 2017 à mars 2018. Le rapport final est disponible sur la plateforme HAL Archives ouvertes : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01962695>

Thèses soutenues sur les questions d'habitat et de logement :

- Di Stefano Maria, « Résider en écoquartier ou en quartier « ordinaire » : quelle incidence sur la perception des enjeux environnementaux ? » Thèse en codirection (Didier Desponds et Béatrice Ledéser). Thèse soutenue à CY Cergy Paris Université, le 15 décembre 2020.
- Yong Seungchan, « Conflits urbains et démarche participative dans le processus de rénovation urbaine. Étude comparative en France et en Corée du Sud ». Thèse, en cotutelle (Didier Desponds et le professeur Ihyun Kim de l'Université Kyung Hee, à Séoul). Thèse soutenue à CY Cergy Paris Université le 14 décembre 2020.
- Missoumi Asmaa, « Périurbanisation à l'épreuve de l'intercommunalité dans les villes algériennes : cas d'Oran ». Thèse en cotutelle (Didier Desponds et le professeur Mohamed Hadeid à l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed). Thèse soutenue le 1^{er} octobre 2020 à CY Cergy Paris Université.
- Ngom Mamé Cheikh, « Les enjeux de l'étalement périphérique des villes au Sénégal : Analyse des dynamiques urbaines, des conflits et des tensions dans le triangle Dakar, Thiès et MBour (cas de l'autoroute à péage, de la forêt de Thiès et du foncier de Diass) ». Thèse dirigée par Didier Desponds, soutenue le 10 décembre 2021.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master « Développement culturel et valorisation du patrimoine (DCVP) », dirigé par Auclair E. (elizabeth.auclair@u-cyu.fr) et Hertzog A. (Anne.Hertzog@u-cyu.fr). Il porte sur les dispositifs de valorisation du patrimoine et de la culture, en relation avec les acteurs locaux.
- Master « Transports – territoire – environnement (TTE) », dir. Guihéry L. (Laurent.Guihery@u-cyu.fr). Il comprend un important volet aménagement, davantage axé sur les infrastructures de transport que sur les questions directement liées à l'habitat.
- Master « Géomatique appliquée aux études urbaines et aux risques (Gaeur) », dir. Frétygn J.-B. (Jean-Baptiste. Frétygn@u-cyu.fr) et Masson D. (Damien.Masson@u-cyu.fr). Il développe des études portant sur la transformation des territoires urbains en mobilisant les ressources de la géomatique et des bases de données géo-référencées.
- Master « Management, ingénierie et services à l'environnement (Mise) », dir. Hubert G. (gilles.hubert@u-pem.fr) et Desponds D. (Didier.Desponds@u-cyu.fr). En travaillant avec Veolia, il porte sur les dispositifs de gestion des services d'eau et de gestion des déchets.
- Un parcours « Études urbaines » en L2 et L3 est ouvert depuis septembre 2014.
- Diplôme universitaire intitulé « Ateliers d'été » (<http://www.geographie-histoire-ucp.org/index.php>), dir. Auclair E. (Elizabeth.Auclair@u-cyu.fr). Il se déroule tous les ans en août et septembre et mobilise des équipes pluridisciplinaires autour d'un thème d'étude comportant généralement un volet logement et habitat.

Disciplines : **X Géographie** **X Aménagement** **X Acoustique** **X Communication**

ADRESSE

CY Cergy - Paris Université,
Bâtiment Chênes 2
33 boulevard du Port
95011 Cergy-Pontoise Cedex

CONTACTS

- didier.desponds@cyu.fr
- elizabeth.auclair@cyu.fr
- anne.hertzog@cyu.fr

SITE WEB

<http://www.u-cergy.fr/fr/laboratoires/labo-mrte.html>

PREFICS**PÔLE DE RECHERCHE FRANCOPHONIES, INTERCULTUREL, COMMUNICATION,
SOCIOLINGUISTIQUE (EA 7469)****DIRECTEUR :**

Jean-Luc Bouillon

TUTELLES :

Université Rennes 2 (pôle principal), Université Lorient-Vannes (Université Bretagne Sud)

CHAMPS THÉMATIQUES

- Migrations, discriminations et spatialisation des langues en contextes plurilingues urbanisés
- Éducatons francophones et discriminations sociolinguistiques
- Pratiques numériques plurilingues
- Analyse des discours des acteurs sociaux
- Anthropologies du numérique, pratiques informationnelles et communicationnelles
- Communications organisationnelles: recompositions, normalisations, rationalisations
- Épistémologie de l'information et de la communication, formes contemporaines de la critique sociale.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Le Prefics investit depuis de nombreuses années le terrain du logement et de l'habitat via des collaborations avec des urbanistes, des géographes sociaux et des sociologues urbains pour corrélérer langues et territoires, habité/habitat et pratiques langagières et penser les liens entre l'émergence des TIC et les formes et recompositions organisationnelles.

**Travaux récents**

- 2015-2017. « Enjeux du numérique dans le processus de construction et de réhabilitation des logements sociaux », avec l'Union sociale pour l'habitat, la Caisse des Dépôts, Lille Métropole Habitat, I3F, Habitat 29, Habitat 76, Nantes Habitat et France Habitation. Responsable: Bruno Chaudet.
- 2019-2020. « Du Bim à la stratégie numérique globale », avec l'Union sociale pour l'habitat, la Banque des Territoires, Vendée Logement ESH, Domofrance, Néotoa, Grand-Lyon habitat, Lille Métropole Habitat, I3F, Habitat 76. Responsable: Bruno Chaudet.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master « Francophonie et échanges interculturels », Université de Rennes 2 (enseignement en sociolinguistique urbaine centré sur l'appropriation par les habitants de leur espace en situation de relégation).
- Master « Communication des organisations, parcours communication organisationnelle et innovation numérique », Université Rennes 2 (enseignement en information et communication centré sur le développement des pratiques numériques dans les contextes professionnels).

Discipline: **X Sciences de l'information et de la communication****ADRESSE**

Université Rennes 2
Place du Recteur-Le-Moal
35000, Rennes.

**SITE WEB**

<http://dev.prefics.org>

**CONTACTS**

- bruno.chaudet@univ-rennes2.fr
- jean-luc.bouillon@univ-rennes2.fr
- Secrétariat :
- laurence.bouvet-leveque@univ-rennes2.fr

PRODIG**PÔLE DE RECHERCHE POUR L'ORGANISATION ET LA DIFFUSION
DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (UMR 8586)****DIRECTEUR :**

Géraud Magrin

DIRECTRICES-ADJOINTES :

Pauline Gluski

Élisabeth Peyroux

TUTELLES :

CNRS, Université Paris 1 (rattachement principal) et Université de Paris, Sorbonne Université, IRD, AgroParisTech

CHAMPS THÉMATIQUES

Thème 1. Processus productifs et échanges, régulations et dynamiques territoriales

Thème 2. Métropolisation, circulations et dynamiques urbaines

Thème 3. Changements environnementaux et enjeux de société

Action de valorisation de l'information géographique (Avigéo).

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les questions concernant le logement et l'habitat sont abordées par des chercheurs et des doctorants appartenant à chacun des trois axes du laboratoire, ainsi qu'à l'action de valorisation et de diffusion de l'information géographique et urbaine, dans une optique comparative entre métropoles et villes des Nord et des Suds. Les recherches portent sur les formes de la croissance périphérique, la production publique et privée de logements (rénovation urbaine notamment), les formes de division sociale dans l'espace résidentiel (liées notamment aux recompositions urbaines en périphérie), l'accès aux services essentiels (eau, assainissement, énergie, déchets), les espaces publics, les mobilités résidentielles et quotidiennes.

Responsables :

- Jérôme Lombard, jerome.lombard@ird.fr
- Géraud Magrin, geraud.magrin@univ-paris1.fr

**Thèses soutenues**

- Nantchop Tenkap V., « Politiques publiques de l'eau et réponses citoyennes. Acteurs et enjeux de l'accès à l'eau potable des populations à Douala », 2017.
- Ninnin J., « Sécurisation, urbanisation, institutionnalisation des favelas à Rio de Janeiro: l'exemple de rocinha et vidigal », 2015.
- Monin É., « Formation agraire, nouveaux modèles agricoles et encadrements métropolitains à Shanghai », 2015.

.../...

**Travaux récents ou en cours**

- Metzger P., Rebotier J., Urquieta Crespo P., Vega Centeno P. (dir.), *La cuestión urbana en la región andina. Miradas sobre la investigación y la formación*, Quito, Puce – Fada, 291 p., 2016 (ouvrage rédigé dans la perspective d'habitat III).
- Programme « Coopération internationale et politique des territoires urbains en RDP Lao », en partenariat avec le ministère laotien des Travaux publics et des Transports. Peyronnie K., Goldblum C., Sisoulath B. (dir.), *Transitions urbaines en Asie du Sud-Est. De la métropolisation émergente et de ses formes dérivées*, Marseille : IRD, Irasec, 332 p., 2017.
- Programme « Périphéries, marges: interpréter les relations aux centres dans la mondialisation » (Péri-marge), soutenu par l'ANR.
- Programme « Electric hybrids: emerging forms of energy transition in southern cities » (Hybridelec), soutenu par l'ANR.
- Projet « Translating the networked city: adaptation and creativity in urban infrastructures in Africa » du programme prioritaire 1448 « Adaptation and Creativity in Africa » (<http://www.spp1448.de/>) de la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG, Allemagne).
- Projet Orva2d « Organisation de la valorisation des déchets dans les pays en développement », avec le Laboratoire Espaces et sociétés (ESO), financé par l'Agence française de développement.
- Groupement de recherche international. GDRI-Sud « NumSud » « Technologies numériques et gestion des services urbains dans les villes du Sud (Afrique du Sud, Burkina Faso, Sénégal) » financé par l'Institut de recherche pour le développement (2021-2024).
- Projet SAR-Dyn « Nouveaux logements pour classes moyennes en périphérie métropolitaine: quelle intégration à la ville? Regards croisés Delhi, Mexico, Paris (2017-2019). » Soutenu par le Labex Dynamite.
- Trajectoires résidentielles des ménages et processus de valorisation différentielle des espaces périurbains franciliens (en collaboration avec le Lavue). Opération de recherche soutenue par le Labex Dynamite.

**Thèses en cours**

- André G., « Planification urbaine et mobilités à Wuhan (Chine). »
- Coulaud L., « Diffusion de modèles de développement et appropriation des TIC dans les transports urbains d'Afrique de l'Ouest. »
- Huybrechts É., « La planification territoriale des reconstructions post-conflit dans les métropoles contemporaines: les cas de Berlin, Beyrouth et Phnom Penh (1990-2015). »
- Kloeckner L., « Sur les murs de la ville. Contrôle de l'espace public et techniques d'encadrement des sociétés urbaines: l'usage de l'image dans les villes chinoises. »
- Jourdam-Boutin M., « Produire le logement au Cameroun. Néolibéralisation et gouvernance urbaine à Yaoundé et à Douala. »
- Liu L., « Jeux d'acteurs et espaces délaissés de l'aménagement urbain: le cas de Pékin. »
- Tanikawa Obregón K., « Mobilité urbaine et réseaux de transport à l'heure du numérique: circulation des modèles, renouvellement des pratiques et reconfigurations territoriales. »
- Tran K., « Le développement des zones périurbaines de la région métropolitaine de Hô Chi Minh-Ville sous l'impact des zones industrielles. »

Disciplines: **X Géographie** **X Sociologie****ADRESSE**

UMR Prodig
Campus Condorcet
Bâtiment Recherche Sud
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers cedex

**SITE WEB**

<http://www.prodig.cnrs.fr>

**CONTACT**

● francoise.duraffour@univ-paris1.fr

SAGE**SOCIÉTÉS, ACTEURS, GOUVERNEMENTS EN EUROPE (UMR 7363)****DIRECTRICE :**

Marine De Lassalle

RESPONSABLES AXE DYNAMIQUES TERRITORIALES, VILLES ET MOBILITÉS :

Philippe Hamman, Thierry Ramadier

TUTELLES :

CNRS et Université de Strasbourg

CHAMPS THÉMATIQUES

Sage est un laboratoire de sciences sociales du politique, pluridisciplinaire, dont les membres travaillent sur les processus de transnationalisation (dont la construction européenne) et sur les transformations des structures et dynamiques spatiales, sociales et politiques qu'ils induisent. Dans cette perspective, l'attention est portée à la sociologie des acteurs, à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et dispositifs publics, à la genèse d'enjeux sociétaux (villes, environnement, santé, vieillissement, vulnérabilités sociales, culture), ainsi qu'à leurs dynamiques de territorialisation à différentes échelles (locale, nationale, européenne...).

L'UMR Sage est structurée en six axes de recherche, interdisciplinaires :

- Représentation politique et reconfiguration des champs du pouvoir en Europe (axe 1)
- Environnement, santé, sciences et société (axe 2)
- Production, circulation et critique des savoirs (axe 3)
- Population, inégalités et politiques sociales (axe 4)
- Transformations des marchés des biens symboliques: culture et médias (axe 5)
- Dynamiques territoriales, villes et mobilités (axe 6)

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les travaux sur le logement et l'habitat prennent place dans l'axe 6 du laboratoire (responsables : Philippe Hamman et Thierry Ramadier), qui croise des approches sociologiques, démographiques, géographiques, psychologiques et urbanistiques, avec une sensibilité transversale aux perspectives environnementales et à l'action publique. Quelques travaux sur l'habitat sont également menés dans l'axe 4 dans une approche transversale avec l'axe 6.

Sont développées en particulier les problématiques du développement durable et de l'écologie urbaine, des déplacements géographiques et de la politique de la ville dans les espaces urbains, mais aussi les interactions urbain-rural, l'aménagement régional, ainsi que de nombreuses comparaisons transfrontalières et franco-allemandes.

Les recherches portent sur trois axes principaux :

1. Le fonctionnement de la ville (incluant la dimension de son rapport à l'espace et aux frontières) et les politiques urbaines (dont, en bonne place, les enjeux du logement et de l'habitat)
2. L'évolution des rapports société-nature et la question environnementale au prisme du développement durable et des risques (où l'on retrouve des enjeux comme le « logement durable », les éco-quartiers, etc.).
3. Les mobilités spatiales et leurs relations avec les mobilités et les trajectoires sociales ainsi qu'avec les représentations sociales de l'espace géographique, notamment urbain (où l'on retrouve les enjeux des mobilités résidentielles, la relation entre mobilités quotidiennes et espace résidentiel, etc.).

.../...

Publications récentes

- Authier J.-Y., Cayouette-Remblière J., Bonneval L., Charmes É., Collet A., et al., « Les formes contemporaines du voisinage. Espaces résidentiels et intégration sociale » [Rapport de recherche], 718 p, 2021.
- Baggioni V., Burger C., Cacciari J., Mangold M. (dir.), *Repenser la transition énergétique. Un défi pour les sciences humaines et sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Espace et territoires, 2019.
- Béal V., Cauchi-Duval N., Rousseau M., Déclin urbain. *La France dans une perspective internationale*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2021.
- Béal V., Fol S., Miot Y., Rousseau M., « Varieties of Right-sizing Strategies: comparing degrowth coalition in French cities », *Urban Geography*, 40 (2), pp. 192-214, 2019.
- Bellanger E., Collet A., Desage F., Gilbert P. (dir.), dossier « Rénovation urbaine. L'espace comme remède à la question sociale ? », *Métropolitiques*, 2018. <https://www.metropolitiques.eu/Renovation-urbaine-L-espace-comme-remede-a-la-question-sociale.html>
- Blaison C., Kastendieck T.M., Ramadier T., Hess U., « Hotspots and Borders Interact in People's Affective Perception of Their Environment », *Journal of environmental psychology*, 65, 2019. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2019.101337>
- Blanc M., Stoessel-Ritz J. (dir.), dossier « Transaction sociale, économie sociale et solidaire, émancipation. Hommage à Jean Remy », *Pensée plurielle*, 55, 2022.
- Borja S., Cabalion J., Ramadier Th., « Des perspectives paysagères "au miroir de l'eau". La détermination des lieux au prisme des rapports sociaux en Inde centrale », *projets de paysage*, 21, 2019. <https://journals.openedition.org/paysage/2949>
- Chen J., Gerber P., Ramadier Th., « Social-spatial dynamics of workers in the Lorraine Region (France) in view of Luxembourg cross-border metropolisation », *Espace, population, sociétés*, 2021. <https://journals.openedition.org/eps/12207>
- Collet A., Chabrol M., Giroud M., Launay L., Rousseau M., Ter Minassian H., *Gentrifications, Oxford-New York*, Berghahn Books, 2022.
- Costes L., Hamman Ph. (dir.), dossier « Écologie populaire en périphéries urbaines », *Espaces et sociétés*, 188, 2023.
- Dias P., Ramadier Th., « Representational Structures as Stances: Examining Relationships to the City Under the Lens of Socio-Spatial Representations », *International Review of Social Psychology*, 31 (1): 24, pp. 1-13, 2018. <https://www.rips-irsp.com/articles/10.5334/irsp.45/>
- Djament G., « La patrimonialisation du logement social, observatoire de l'omnipatrimonialisation fragile. Le cas de Plaine Commune », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 8, 2020.
- Hajek I., « Récup', glanage, zéro déchet : une nouvelle conception du politique ? », *Géocarrefour*, 95, 2021. <https://journals.openedition.org/geocarrefour/16302>
- Hamman Ph., « Les coopératives énergétiques citoyennes – Paradoxes de la transition énergétique ? », *Lormont, Le Bord de l'eau*, 2022.
- Hamman Ph., « GreenCity Freiburg : retour sur un "modèle allemand" de ville durable », *Allemagne d'aujourd'hui*, 234, pp. 10-21, 2020.
- Hamman Ph., Mangold M., « Les coopératives énergétiques, levier de transition écologique? Quelques réflexions comparées France-Allemagne-Suisse-Belgique », *Etopia*, 14, pp. 137-174, 2020.
- Hamman Ph., *Gouvernance et développement durable. Une mise en perspective sociologique*, Paris-Bruxelles, De Boeck Supérieur, coll. Ouvertures sociologiques, 2019.
- Hamman Ph. (ed.), *Sustainability Governance and Hierarchy*, Abingdon-New York, Routledge, Studies in Sustainability Series, 2019.
- Hamman Ph., « Local Governance of Energy Transition: Sustainability, Transactions and Social Ties. A Case Study in North East France », *International Journal of Sustainable Development and World Ecology*, 26 (1), 2019. <https://doi.org/10.1080/13504509.2018.1471012>
- Hamman Ph., « Habiter la "ville durable" en logement social? Une analyse sociologique de la transition énergétique à l'échelle locale », *Pollution atmosphérique. Climat, santé, société*, pp. 237-238, 2018. <http://odel.irevues.inist.fr/pollution-atmospherique/index.php?id=6536>
- Mangold M., « Nouvelles "marges urbaines" et pratiques écologiques distinctives. Enquête auprès d'habitants de "maisons durables" en périurbain », *Revue de l'Institut de sociologie*, Bruxelles, 90, pp. 135-156, 2020.
- Mangold M., « La "maison durable" dans les espaces périurbains en Alsace : entre héritage et renouvellement de l'habitat "pavillonnaire" », *Espace populations sociétés*, dossier « Logements et espaces de résidences contemporains », 2019. <https://doi.org/10.4000/eps.9415>
- Mangold M., « La certification Passivhaus entre Allemagne et France. Un modèle international de "construction durable" aux appropriations différenciées à l'échelle locale », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 51, pp. 451-470, 2019.
- Ramadier Th., « Saisir les représentations sociales du rapport affectif aux lieux par la cartographie cognitive », in Georges-Henry Laffont, Denis Martouzet (dir.), *Ces lieux qui nous affectent*, Paris, Éditions Hermann, pp. 275-280, 2021.
- Ramadier Th., « Articuler cognition spatiale et cognition environnementale pour saisir les représentations socio-cognitives de l'espace », *Revue internationale de géomatique*, 30 (1-2), pp. 13-35, 2020.
- Ramadier Th., « Points de méthode d'une approche relationnelle des mobilités quotidienne », in V. Kaufmann, S. Vincent-Geslin, M. Rabaut et J. Meissonnier (dir.), *Connaissance des mobilités : entre méthodes classiques et méthodes hybrides*, Paris, Éditions du Cerema, pp. 138-158, 2020.
- Remy J. (†), Blanc M., Foucart J., Stoessel-Ritz J., *La transaction sociale. Un outil pour penser et dénouer la complexité de la vie en société*, Toulouse, Erès, 2020.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

L'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional (Iuar) de l'Université de Strasbourg propose des options et des formations variées dans les domaines de la ville, des territoires, des espaces ruraux et de l'environnement, avec une attention transversale aux politiques locales, aux enjeux du développement durable et à l'aménagement du territoire. Des enseignements sur les questions de logement sont présents dans les différents diplômes de la filière.

- Direction de l'Iuar, et option « Sociétés urbaines et environnement » de la licence de sciences sociales : M. Wintz (wintz@unistra.fr)
 - Deust « Médiations citoyennes ». Responsable: I. Hajek (hajek@unistra.fr)
 - Licence pro « Développement de projets de territoires : ville et développement durable ». Responsables: V. Béal et A. Collet (vbeal@unistra.fr; anis.collet@unistra.fr)
 - Master « Ville, environnement et sociétés (VES) ». Responsable: Ph. Hamman (phamman@unistra.fr)
- Le master VES bénéficie depuis 2020 d'une articulation directe avec la chaire européenne Jean-Monnet « Governance of Integrated Urban Sustainability in Europe (GoinUSE) » attribuée à Ph. Hamman, laquelle intègre des enjeux de logement et d'habiter (mobilités résidentielles, énergie et logement, écologie populaire...): <https://sage.unistra.fr/membres/enseignants-chercheurs/chaire-goinuse/>

En outre, dans le prolongement du master « Ingénierie de projets en économie sociale et solidaire » au campus Fonderie de l'Université de Haute-Alsace (<https://www.campus-fonderie.uha.fr/formations/economie-societe/master-economie-sociale-et-solidaire/>), une chaire « Économie sociale et solidaire (ESS) » a été créée en 2019 à l'UHA (Mulhouse). Responsable : J. Stoessel (josiane.stoessel-ritz@uha.fr).

Disciplines : Sociologie Science politique Urbanisme Géographie Psychologie Démographie
 Ethnologie Droit Histoire des sciences

ADRESSE

5 allée du Général-Rouillois, 67083 Strasbourg Cedex

SITE WEB

<http://sage.unistra.fr/>

CONTACTS

- phamman@unistra.fr
- thierry.ramadier@misha.fr

SERDEAUT**SORBONNE ETUDES ET RECHERCHES EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT, DE L'URBANISME ET DU TOURISME****DIRECTION :**

Norbert Foulquier, professeur de droit public à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Laurence Jégouzo, maître de conférences de droit public à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

TUTELLE :

Institut de recherches juridique de la Sorbonne de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Serdeaut (Sorbonne études et recherche en droit de l'environnement, de l'aménagement, de l'urbanisme et du tourisme) se consacre aux droits de l'environnement, de l'aménagement, de l'urbanisme, du logement et du tourisme dans leur ensemble, en appréhendant les questions soulevées par ces différentes branches du droit et leurs interrelations. Ses thèmes de recherche portent sur le développement durable, l'aménagement du territoire, le développement économique et le logement.

Le Serdeaut a été créé en 1989 et réunit aujourd'hui près de 20 enseignants-chercheurs et plus de 15 doctorants.

Ses activités intéressent autant la communauté scientifique que les acteurs socio-économiques et les pouvoirs publics en France, en Europe ou dans le monde, pour des expertises et audits juridiques, des missions de légistique (rédaction de projets de codes juridiques, de lois et de décrets), des formations in situ ou ex situ destinées à des publics de spécialistes (magistrats, hauts fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales, avocats, directeurs juridiques, etc.).

Le Serdeaut organise des points d'actualité réguliers permettant des échanges avec les praticiens (petits-déjeuners débats).

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT**Travaux récents collectifs**

- La réforme du CCAG travaux et l'adoption du CCAG maîtrise d'œuvre, sous la dir. de Hélène Hoepffner, colloque mai 2021, actes à paraître dans la revue de droit immobilier.
- Étude sur « Le « principe » de différenciation et les politiques du logement et de l'habitat social », par N. Foulquier, Alice Fuchs-Cessot et Frédéric Rolin, pour l'Union sociale pour l'habitat, mars 2020.
- Droits urbains, droits humains. Journée en l'honneur de Jean-Philippe Brouant, 5 mars 2020, organisé avec L. Jégouzo.
- Le centenaire de la Loi Cornudet, 27 novembre 2019, organisé avec S. Traoré.
- Le droit au logement et la lutte contre l'habitat indigne en France et en Argentine, colloque du 25 septembre 2019, organisé par Norbert Foulquier et Meryem Deffairi.
- « Derecho a la vivienda en Argentina y Franca », codirection avec Horacio Corti et coordination assurée par Maria Alejandra Villasar Garcia et Meryem Deffairi, oct. 2018, Revista Institucional de la Defensa Publica de la Ciudad Autonoma de Buenos Aires.
- L'habitat des seniors, colloque organisé par Norbert Foulquier et Alice Fuchs-Cessot, le 7 mars 2018.
- Étude Fondation Abbé Pierre de la Région Île-de-France portant sur « Assistance, médiation, interpellation et accès au droit : le rôle des associations dans la mise en œuvre du droit au logement opposable » sous la responsabilité de J-P. Brouant et N. Foulquier - 02/01/2012 - 05/12/2014
- Convention avec la Ville de Paris portant sur « Les singularités du statut institutionnel de Paris dans le cadre de la loi du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon : impacts, évolutions et transposition » sous la responsabilité de N. Foulquier et J-P. Brouant - 12/2009 - 12/2011. Publication dans la *Gazette des communes*, cahier détaché n° 2, 23 juillet 2012.

**Dont thèses**

- Rosangela Luft, Régularisation foncière urbaine d'intérêt social : la coordination entre les politiques d'urbanisme et de logement social au Brésil à la lumière des expériences du droit français, Universités Paris 1 et Rio de Janeiro, 2014. Directeur de recherche : Norbert Foulquier.
- Igor Sporch da Silva, La fonction sociale de la propriété publique au Brésil (cotutelle avec le professeur Aricia Fernandes Correia et le professeur Norbert Foulquier), soutenance le 18 décembre 2019.
- Eloisa Dias Goncalves : La métropole : un nouveau territoire du droit au logement en France et au Brésil, (cotutelle avec le professeur Angela Cassia Costaldello et le professeur Norbert Foulquier), soutenance le 13 novembre 2020.

**Travaux en cours**

- Droits urbains, droits humains. Journée en l'honneur de Jean-Philippe Brouant, publication en cours.
- Recherche sur le permis d'innover Hlm pour l'Union sociale pour l'habitat, la Fédération des OPH et la Fédération des ESH, sous la responsabilité de N. Foulquier, A. Fuchs-Cessot et F. Rolin.
- Recherche-action sur la différenciation et l'expérimentation en matière de politique de l'habitat et du logement social dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour l'Union sociale pour l'habitat et la Banque des Territoires, par N. Foulquier, A. Fuchs-Cessot, F. Rolin et J.C. Rotoullié.
- Les dix ans du contentieux indemnitaire Dalot, sous la dir. de Meryem Deffairi et Cédric Rouhac, colloque juin 2021.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Master 2 « Droit immobilier » (master de droit public et privé de l'immobilier au programme duquel sont prévus deux séminaires de 15 heures sur le droit de l'habitat).

Disciplines : **X Droit de la propriété** **X Droit de l'urbanisme** **X Droit de l'environnement** **X Droit des marchés publics**
X Droit des contrats publics immobiliers **X Droit de la copropriété** **X Droit de l'habitat**
X Droit des assurances construction **X Droit des sociétés de construction** **X Droit civil des biens**
X Droit des baux commerciaux **X Droit des baux à construire** **X Droit de la fiscalité immobilière**
X Économie de l'immobilier

**ADRESSE**

Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
Bureau K 9
12 place du Panthéon
75005 Paris

**CONTACT**

- serdeaut@univ-paris1.fr
- 01 44 07 78 59

**SITE WEB**

- <https://serdeaut.univ-paris1.fr/>

SMART AND SUSTAINABLE CITIES. UNITÉ DE RECHERCHE**DIRECTRICE :**

Véronique Flambard

TUTELLE :

Université catholique de Lille, Faculté de gestion, économie & sciences

CHAMPS THÉMATIQUES

L'unité de recherche Smart and Sustainable Cities (SSC) s'intéresse aux transitions environnementales, sociétales et numériques.

Elle contribue à l'amélioration des connaissances et à la médiation de la culture scientifique en Hauts-de-France. Elle se veut transversale à la fois en termes de discipline et d'approche. Elle regroupe des sociologues, gestionnaires, informaticiens, écologues et économistes. Des sujets transverses liés à la collecte des données et à l'utilisation des bases de données, les big data, dans des domaines variés tels que l'habitat, l'énergie, l'environnement et la santé sont un exemple de croisement des disciplines.

L'unité met en perspective l'évolution des processus des différentes transitions contemporaines et ses enjeux économiques, écologiques et sociétaux. Ses travaux s'exercent à différentes échelles, de celle du bâtiment, en passant par la ville, ses quartiers, son territoire.

Loin d'épuiser l'ensemble des sujets, les recherches menées dans ce cadre proposent des éléments d'analyse originaux sur certaines facettes de la transition énergétique et numérique grâce à l'utilisation de nouvelles approches socio-techno-économiques et l'exploitation de nouvelles données.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT**Énergie dans le secteur résidentiel**

Au sein de l'Unité Smart and Sustainable Cities et/ou du LEM (UMR 9221), une équipe travaille sur les questions de l'énergie :

- Hervé Barry : herve.barry@univ-catholille.fr
- Fateh Belaid : fateh.belaid@univ-catholille.fr
- Guillaume Bourgeois : guillaume.bourgeois@univ-catholille.fr
- Camille Massié : camille.massie@univ-catholille.fr
- Véronique Flambard : veronique.flambard@univ-catholille.fr
- Eleonora Veglianti : eleonora.veglianti@univ-catholille.fr

Mots-clés :

- Économie de l'énergie dans le résidentiel
- Usages et économies d'énergie dans le tertiaire
- Efficacité énergétique
- Précarité énergétique
- Acceptabilité et appropriabilité sociotechnique appliquée à l'énergie
- Insertion sociotechnique des énergies renouvelables
- Innovation et énergies renouvelables
- Villes intelligentes

De nombreuses questions demeurent quant aux politiques publiques à mettre en place pour accélérer la transition énergétique. Pour cela, des recherches sont menées sur l'économie de l'énergie dans le résidentiel, pour comprendre le rôle de l'habitat, de l'environnement, des modes de vie. Elles portent sur les préférences des ménages en termes d'investissement en efficacité énergétique, pour essayer de mieux comprendre le paradoxe énergétique et de proposer des politiques permettant de le surmonter. La précarité énergétique est analysée à partir des comportements, des préférences et de ses indicateurs.

La recherche sur la performance énergétique des logements et des bâtiments amène à s'intéresser à la précarité énergétique, aux usages et pratiques, aux approches sociotechniques, aux approches avec l'informatique ubiquitaire. L'habitat constitue un champ d'étude privilégié également (habitat participatif, analyse des besoins en logement et des besoins sociaux), en considérant l'ensemble de la population d'un territoire ou des groupes particuliers (personnes âgées, populations à faibles revenus, etc.). Les analyses conjuguent différentes approches : analyse des marchés, de l'impact des politiques publiques, des systèmes d'acteurs et des représentations, observation et analyse des représentations, des attitudes et des comportements.

Projet de recherche européen Life Maperen (Hervé Barry) : ce projet veut faire la démonstration de l'importance de la contribution des occupants de bâtiments dans la réduction des gaz à effet de serre. Quatre partenaires sont impliqués (deux campus universitaires, la ville de Lille, un bailleur locatif social), et chacun doit enregistrer une réduction de 9 % de leur GES d'ici fin 2023 grâce à la contribution des usagers de leur bâtiment et aux ménages de leur logement pour le bailleur social. L'évaluation se fait par un suivi croisé entre les actions de sensibilisation (contenu et financement), et d'optimisation des usages et réglage avec le chiffrage des émissions calculées sur l'ensemble des consommations énergétiques (réduction des émissions et amortissement par les factures).

Projet de recherche européen Ebalanceplus (Hervé Barry) : ce projet est destiné à l'exploration des potentiels d'effacement électrique accordés par les occupants de bâtiments tertiaires et de logement. L'enjeu est de faciliter l'insertion d'énergie renouvelable dans la consommation locale. Les sites concernés sont des Campus universitaires (France, Italie, Espagne) et un site de logements de loisirs (Danemark). La clôture de la recherche est fin 2023.

Projet de recherche national Béton de chanvre (Hervé Barry) : l'Ademe et la Région Hauts-de-France conjuguent leurs ressources pour financer ce projet destiné à l'émergence d'une filière locale de béton de chanvre. Le produit est utilisé sous la forme de blocs ou de projection pour l'isolation thermique de 150 logements sociaux individuels, issus de l'ancien parc minier. Plusieurs actions d'évaluation sont menées. Celle de la FGES est centrée sur le ressenti du confort thermique, l'évolution des pratiques sociotechniques, l'impact sur les factures énergétiques. Fin du projet début 2023.

Projet de recherche SADéMMaR (Rajwane Kafrouni, Hervé Barry, Véronique Flambard, Marion Lauwers, Fateh Belaid) : l'objectif du projet est de contribuer à une meilleure application de la maintenance (corrective dans un premier temps, avec ouvertures vers la maintenance préventive) aux produits de consommation et biens d'équipement. La problématique générale est de lever les freins techniques, sociologiques, économiques et psychologiques à la réparation, et plus globalement à la maintenance des produits de consommations et biens d'équipements dans une logique d'économie circulaire pour promouvoir des villes plus durables. Le projet compte des partenaires privés et académiques, l'Université Polytechnique de Valenciennes, l'Université de Lille (IAE) et l'Université Catholique de Lille. Fin du projet en 2023.

Projet de recherche Convention Universitaire pour le Climat (CUC) - Hervé Barry- Guillaume Bourgeois : cette convention s'est déroulée sur sept séances de trois heures (début octobre à décembre). 150 personnes (50 personnels et 100 étudiants pouvant récupérer des ECTS) étaient réunies afin d'identifier, d'une part, les actions à même de réduire le bilan carbone de la Fédération, d'autre part, les moyens pour faire évoluer les pratiques des usagers des établissements. En binôme avec Laure Dobigny (Ethics), pour un accompagnement sociologique avant (lors de la préparation), pendant (les différents ateliers et réactions en plénière) et après (rapport) + sélection et accompagnement d'un post-doct (en recrutement) pour poursuivre l'analyse des effets de la CUC.

.../...

Projet de recherche Suez Eau France (Hervé Barry) : Junia-HEI et Suez collabore dans le cadre du projet Smart Water qui poursuit l'objectif de mener des recherches pour moderniser l'usage de l'eau. L'intention première de Suez est de pouvoir différencier la qualité de l'eau en fonction des usages finaux, ceci pour réduire au plus juste les impacts environnementaux dans son activité. Le projet prévoit l'identification de cinq organisations grandes consommatrices d'eau auprès desquelles étudier les conditions techniques et sociales de faisabilité. Le GHICL fait partie des organisations approchées. Le travail devrait s'étaler sur 2022-2023, avec des enquêtes auprès des gestionnaires de site et des salariés. Biodiversité (Agathe Douchet - agathe.douchet@univ-catholille.fr et équipe biodiversité : <https://smart-and-sustainable.org/presentation-de-lequipe-ssc/axe-ville-durable-et-biodiversite/> contact : Sadia.Benamrouz@univ-catholille.fr).

Biodiversité (Agathe Douchet - agathe.douchet@univ-catholille.fr et équipe biodiversité : <https://smart-and-sustainable.org/presentation-de-lequipe-ssc/axe-ville-durable-et-biodiversite/>, contact : Sadia.Benamrouz@univ-catholille.fr) : Interstices urbains : petites tailles, immenses enjeux, pour l'Ademe (2020-2023). Recherche interdisciplinaire croisant une approche sociologique (analyse du système d'acteurs en matière d'aménagement urbain des interstices urbains et analyse temporelle des perceptions des riverains) et une approche écologique (flore, faune du sol, mésofaune, macrofaune) avec pour finalité l'élaboration d'un référentiel de connaissances systémiques sur les interstices urbains utiles aux aménageurs, urbanistes et décideurs. Suivez le projet IUPI sur LinkedIn.

L'Unité de recherche Smart and Sustainable Cities organise une conférence annuelle Smart and Sustainable Cities qui vise à faire progresser la recherche scientifique et permettre de tirer le meilleur parti de ce que la science et la technologie peuvent apporter à nos sociétés pour optimiser les ressources et améliorer le bien-être dans les villes. Elle a pour objectif de réunir en un même lieu, universitaires, experts et professionnels des secteurs privé, public et associatif. Site Internet : <https://www.smart-and-sustainable.org/>
Contact : SSC@univ-catholille.fr

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Hervé Barry pilote le diplôme universitaire (DU) « Management sociotechnique de la performance énergétique », (Hervé Barry - herve.barry@univ-catholille.fr). Cette formation s'adresse en priorité aux professionnels impliqués aux étapes allant de la conception à la gestion d'un parc de logements ou de bâtiments d'activité (architectes, bureaux d'études, économistes de la construction, responsable technique, etc.). L'objectif est d'acculturer ces acteurs à la sociotechnique de l'énergie, pour les aider à mieux comprendre le point de vue des usagers dans leur métier et à coproduire avec eux des solutions plus performantes en termes d'efficacité énergétique et de qualité d'usage.

Disciplines: **X Géographie** **X Sociologie** **X Sciences économiques** **X Environnement** **X Environnement** **X Ecologie**

ADRESSE

FGES - Recherche
60 bd Vauban
CS 40109
59016 Lille Cedex

SITE WEB

<https://www.smart-and-sustainable.org/>

CONTACTS

• SSC@univ-catholille.fr

TVES

TERRITOIRES, VILLES, ENVIRONNEMENT & SOCIÉTÉ (ULR 4477)

DIRECTEUR :

Philippe Deboudt (philippe.deboudt@univ-lille.fr)

DIRECTEUR-ADJOINT :

Christophe Gibout (christophe.gibout@univ-littoral.fr)

TUTELLES :

Université de Lille (Ulille) et Université du Littoral Côte d'Opale (Ulco)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le laboratoire TVES est une unité de recherche du domaine Sciences humaines et sociales, placé sous la double tutelle de l'Université de Lille et de l'Université du Littoral Côte d'Opale. Son identité scientifique s'affirme au travers des quatre noms de son intitulé (Territoires, Villes, Environnement & Société) et par la mise en œuvre de démarches interdisciplinaires de recherche dans les disciplines suivantes : géographie, aménagement-urbanisme, sociologie, sciences de gestion, économie et droit, Staps.

Le projet scientifique en cours repose sur les trois thèmes de recherche suivants :

Thème 1. Organiser l'espace public, construire le vivre ensemble

- Accessibilité et mobilités, transports
- Activités touristiques, récréatives et sportives, ludification des territoires
- Patrimonialisation, pratiques et politiques culturelles

Corresponsables scientifiques :

- Élodie Castex, PR Université de Lille – elodie.castex@univ-lille.fr
- Florian Lebreton, MCF Université du Littoral Côte d'Opale – florian.lebreton@univ-littoral.fr

Thème 2. Révéler les inégalités, adapter / ménager les territoires

- Risques, environnement et vulnérabilités territoriales
- Natures, milieux et ménagement des territoires
- Transitions et inégalités socio-environnementales

Corresponsables scientifiques :

- Magalie Francomme, MCF Université de Lille – magalie.francomme@univ-lille.fr
- Catherine Roche, PR Université du Littoral Côte d'Opale – catherine.roche@univ-littoral.fr

Thème 3. Penser et fabriquer les territoires

- Innovations et développement des territoires
- Pratiques spatiales, politiques et gouvernances territoriales
- Ingénierie territoriale, outils et usages du numérique, aide à la décision

Corresponsables scientifiques :

- Séverine Frère, PR Université du Littoral Côte d'Opale – severine.frere@univ-littoral.fr
- Helga-Jane Scarwell, PR Université de Lille - helga.scarwell@univ-lille.fr

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Au sein du laboratoire TVES, ces travaux correspondent aux objets d'études développés dans le Thème 3. Penser et fabriquer les territoires.

.../...

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

À l'Université de Lille (U Lille)

La mention de master Urbanisme et aménagement est portée par l'Institut d'aménagement, d'urbanisme et de géographie de Lille (IAUGL), dont la directrice est Élodie Castex, PR (elodie.castex@univ-lille.fr).

Le master « Urbanisme et aménagement » dont la responsable est Élodie Castex, PR (elodie.castex@univ-lille.fr) propose des parcours en rapport avec le champ du logement et de l'habitat. Cette mention comprend six parcours parmi lesquels, quatre sont en lien étroit avec les thématiques du logement et de l'habitat :

- **Construction et aménagement durable (Cadd)**

Responsables : Maryvonne Prévot, MCF-HDR (maryvonne.prevot@univ-lille.fr) & Christophe Leclercq, enseignant, architecte (christophe.leclercq@univ-lille.fr)

- **Programmation projet urbain et mobilité durable (Program)**

Option : stratégies, programmation et projet urbain
Responsable : Annette Groux, PR (annette.groux@univ-lille.fr)

- **Environnement et ville durable (Envie)**

Responsable : Magalie Franchomme, MCF (magalie.franchomme@univ-lille.fr)

- **Conception et maîtrise d'ouvrage urbaines alternatives (Comua)**

Responsable : Marc Dumont, PR (marc.dumont@univ-lille.fr)

- **Habitat/habiter (en apprentissage)**

Responsables : Annette Groux, PR (annette.groux@univ-lille.fr) & Stéphanie Lamarche-Palmier, MCF associée (stephanie.lamarche@univ-lille.fr)

À l'Université du Littoral Côte d'opale (ULCO)

Le master « Urbanisme et aménagement » propose un parcours dont les enseignements et les débouchés sont en lien avec l'habitat et le logement :

- **Politiques d'aménagement urbaines et littorales (Paul)**

Responsables : Hervé Flanquart, PR (hflanquart@yahoo.fr) et Séverine Frère, PR (severine.frere@univ-littoral.fr)

Disciplines : [X Géographie](#) [X Aménagement](#) [X Urbanisme](#) [X Sciences économiques](#) [X Sciences de gestion](#)
[X Sociologie](#) [X Droit](#)

 ADRESSE

Laboratoire TVES, ULR 4477

- Université de Lille, Bâtiment Géographie et aménagement Avenue Paul-Langevin 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex
- Université Littoral Côte d'Opale MRSH, 21 Quai de la Citadelle – B.P. 55 528 59383 – Dunkerque Cedex 1

 SITES WEB

- Site web ULR TVES
- Facebook ULR TVES
- Twitter ULR TVES
- Master « Urbanisme et aménagement » / Université de Lille
- Master « Urbanisme et aménagement » / Université Littoral Côte d'opale

 CONTACTS

- tves@univ-lille.fr
- delphine.groux@univ-littoral.fr

INDEX

des fiches
par rubrique.01
OPÉRATIONS
DE RECHERCHE

22. De l'humain dans l'urbain. Des espaces communs au service du projet social et solidaire de l'îlot Dupaty

23. Transparence sur les ZAC. Jusqu'où l'acquéreur d'un logement neuf finance son quartier et ses voisins ?

24. Assignation à résidence. Handicaps, trajectoires résidentielles et politiques publiques (Residhan)

25. Domestication des appareils domestiques / Reprendre la main sur la technique pour rester maître chez soi ?

26. Maires bâtisseurs, maires battus ?

27. Suivi des publics et transformation des relations à l'offre sociale dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche « Logement d'abord » sur l'agglomération grenobloise

28. Déterminants et conséquences de l'activité de location touristique meublée

29. Les pratiques de gestion de la qualité de l'air intérieur : culture habitante et ressorts du changement

30. Inheriting degrowth? A comparative analysis of real estate transactions and dynamics of shrinking housing markets in Japan's and France's major urban areas

31. Investissement immobilier et objectif « zéro artificialisation nette »

32. Handicap sans-abri (HSA)

33. La multipropriété foncière et immobilière : quels effets sur les marchés locaux et quels enjeux de régulation ?

34. Le rôle du foncier dans les marchés immobiliers

35. Lire la ville : co-conception d'un habitat innovant pour personnes âgées vulnérables. Recherche Caravane

36. La vente Hlm dans les régions lyonnaise et grenobloise : quelles valorisations ? (vente Hlm Valo)

37. Les aspirations résidentielles, plongée dans la demande de logements

38. Les territoires de la (non-) production de logements en France. Une diversité de modèles locaux

39. Ctrl+hcare/taker-support : resilience laboratory of housing

40. Mes vieux voisins : conséquences sociales et spatiales du vieillissement dans des copropriétés horizontales à Toulouse et Bruxelles

41. Penser autrement les villes petites et moyennes (Pavim)

42. Évaluation des effets socio-territoriaux de l'économie résidentielle dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine (Ester)

43. La valeur des territoires hors-jeu. Leçons espagnoles, italiennes et polonaises

44. Synbiose - Syndics bénévoles : initiative, organisation et sens de l'engagement

45. La vente Hlm dans les immeubles collectifs : monographies comparées des formes de gestion et du fonctionnement social des copropriétés

46. Suivi de cohorte des projets innovants et expérimentaux (Scopie) – programme EQLD

47. Du tertiaire au logement et à l'hébergement, quelle réversibilité ?

48. La densification résidentielle à l'heure du ZAN en grande couronne francilienne

49. Observatoire de l'habitat dans les villes (OHV)

50. La ville à l'épreuve de la crise sanitaire

51. European middle class mass housing (CA18137 – MCMH-EU)

52. When housing meets epidemiology

53. Santé Paris habitat histoire résidentielle (Saphir)

54. La fabrique de la valeur d'usage : l'habitabilité expérimentée

55. Changement climatique et architecture dans la Métropole de Rouen Normandie : atténuation et adaptation

56. Étude longitudinale sur le vieillissement et les inégalités sociales (Elvis)

57. Ancrage et mobilité à la retraite (Amare)

58. Profils et trajectoires des ménages devenant propriétaires de logements sociaux

59. Au bureau sans bureau, l'Observatoire du télétravail

60. Faire la transition dans son salon. Pratiques de durabilité et transformation du logement

61. Vente de logements sociaux en Île-de-France : les organismes Hlm et leurs locataires face au marché immobilier francilien

62. Analyse d'une démarche d'encouragement à la mobilité pour l'insertion (Ademi)

63. La contribution des OFS-BRS au logement abordable : une approche globale (Cobra)

64. Popsu métropoles

65. Popsu transitions

66. Méthode de conception et d'évaluation énergétique, environnementale et sociale des logements sociaux de l'Arc Atlantique européen (projet Arcas)

67. Recherche-action participative solidarité domicile innovation dans l'âge (Rapsodia)

68. Le logement en choc de densification. Aménager les territoires résidentiels face aux enjeux de sobriété foncière et de justice spatiale

69. L'épreuve du neuf / du plan au chez-soi : le long travail d'appropriation des acquéreurs d'appartements

70. Suivi des publics et transformation des relations à l'offre sociale dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche « Logement d'abord » sur l'agglomération lyonnaise

71. Care et cadre de vie en banlieues (Cabas)

72. Acteurs et action publique face à la dévalorisation de l'habitat

73. Bailleurs sociaux et acquéreurs face à la « mise en marché » du parc social. Une comparaison de marchés tendus et marchés détendus en Région Hauts-de-France

74. Rafraîchir son logement sans climatisation

75. Le rôle de l'architecte dans la chaîne de valeur économique de la production du logement de demain

76. La fiscalité locale sur le foncier : quels effets sur la production de logements abordables ? (Filopla)

77. Outiller et éclairer statistiquement les collectivités locales pour saisir les enjeux du coût résidentiel sur leur territoire (Cout-Res)

78. Habitat seniors – maintien de l'autonomie en habitats intermédiaires versus logements ordinaires

79. Popsu territoires

80. La rénovation énergétique de l'habitat à travers l'industrialisation des procédés : enjeux, débats et réalisations en France et aux Pays-Bas

81. Enjeux urbains de la rénovation énergétique groupée

82. Chaire universitaire care-lieux : ville, bien-être et santé

83. Marchés du logement : dynamique d'usage du sol, dynamique des richesses, dynamique des prix

84. Copropriétés à l'œuvre dans les centres-villes reconstruits

85. Régénérer les copropriétés, connaître et comprendre les copropriétés, les mobiliser pour la ville durable

86. Les petites copropriétés sans syndicat : une catégorisation pertinente ?

87. Boboyaka : habitat coopératif et vieillissement

88. Mobiliscope

02

THÈSES

92. Le Logement d'abord, une innovation institutionnelle ? Une tentative de transformation des politiques sociales de l'habitat pour mettre fin au sans-abrisme

93. Les joies et les peines de la copropriété : nouvelle approche sociologique d'un système d'acteurs

94. Pour une pensée architecturale de l'Anthropocène. Le sol comme milieu, la propriété comme faculté d'habiter

95. La durabilité sociale dans les pratiques BIM

96. Adaptation de l'habitat des petites villes et espaces ruraux franciliens au vieillissement de la population

97. Influence de la préoccupation énergétique sur l'architecture du logement social entre 1925 et 2015

98. Domestiquer le handicap psychique ? Pratiques et expériences de l'accompagnement dans le logement en santé mentale

99. La commande publique coopérative des organismes d'Hlm

100. Des métabolismes territoriaux en transformation ? Gouvernance des matériaux de chantier et expérimentations de nouvelles valorisations en Île-de-France et dans la région bruxelloise

101. Le « plan de Constantine » et les questions d'habitat

102. Les déchets du BTP comme ressource vers une nouvelle pratique : opportunité de projets négociés entre transition écologique, faisabilité opérationnelle et pérennité du processus

103. Coût résidentiel, vulnérabilité des ménages et politiques publiques territoriales

104. L'écologie ordinaire en quartiers populaires. Une mise en regard des initiatives écologistes citoyennes dans trois quartiers classés en géographie prioritaire en France

105. Les grands ensembles à l'épreuve du paysagisme

106. Participatory practices and policies of slum rehabilitation in small cities. The case of Bhuj in Northwest India

107. Propriété et habitat social (vente Hlm et alternatives)

108. Place des pratiques d'autorénovation des maisons individuelles dans l'accélération de la transition énergétique

109. Logement social, parcours résidentiel et trajectoire de vie

110. Les Sisyphe de l'urgence sociale : les facteurs structurels et les raisons individuelles de la fabrique sociale du sans-abrisme

111. La prise en compte des risques côtiers par les marchés fonciers et immobiliers du littoral français métropolitain : ambivalence de la mer et tentatives de régulation publique du « désir de rivage » à l'aube du changement climatique

112. Le marché immobilier des écoquartiers : labellisation environnementale et inégalités socio-spatiales (Paris, Bordeaux, Rennes)

113. Dé-construire la ville : pour une fabrique urbaine alternative. Lecture technique et socio-politique de projets de déconstruction à Saint-Étienne, Roubaix et Toulon (1970-2019)

114. Dans l'intimité de la Cité. Rapports sociaux de classes d'âge et de générations dans la socialisation des garçons et filles d'un grand ensemble de la banlieue parisienne

115. Promesses, épreuves et effets des fabriques territoriales en condition périurbaine. Enquête entre Saint-Nazaire et Nantes

116. Les conséquences résidentielles des séparations conjugales : articuler les inégalités de classe et de genre dans la France contemporaine

117. Démarches de rénovation énergétique et expertises d'usage des habitants

118. Allier urbanisme et sciences participatives à Paris : une stratégie gagnante pour le bien-être et la biodiversité dans la ville de demain

119. Le procès européen fait au logement social

120. Négocier l'artificialisation : la gouvernance foncière locale à l'épreuve de l'objectif « zéro artificialisation nette »

121. L'évolution des stratégies foncières et immobilières des entreprises ferroviaires en Europe : une approche comparée

122. Penser les formes contemporaines des relations de voisinage : une analyse socio-anthropologique

123. Contribution juridique à l'intégration de l'habitat participatif dans les politiques publiques

124. Produire des espaces communs dans le logement collectif privé, et après ?

125. Repenser les stratégies foncières par les politiques d'adaptation au changement climatique et la recomposition spatiale des territoires littoraux. Une analyse comparée des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur

126. « Revitaliser » les centres des villes moyennes : action publique et (im)mobilités résidentielles

127. L'intime et son architecture à l'ère numérique

128. Vers une régénération écoresponsable de l'habitat social collectif du xx^e siècle fondée sur la participation des habitants et l'utilisation de matériaux bio et géo sourcés

129. Une coproduction du parc locatif privé dans l'ancien ? Stratégies de propriétaires bailleurs et action publique

130. Histoire de la gouvernance des communs dans l'habitat participatif

131. De la participation habitante au design participatif en architecture : applications à l'habitat rural et aux centres-bourgs dans la lutte contre la précarité

132. Diversifier l'offre de logement dans le cadre de la rénovation urbaine : construction du marché et transformation du peuplement dans les quartiers en rénovation urbaine

133. Anticiper son vieillissement à domicile : regards croisés France-Canada

134. Politiques du logement au sein des quartiers de gare du Grand Paris express, mutations institutionnelles et stratégies locales dans la production du logement

135. Vers une évolution de la propriété résidentielle. La valeur d'usage réaffirmée dans des opérations d'habitat participatif en accession sociale à la propriété

136. Mesurer et comprendre le développement de la colocation. Vers une institutionnalisation ?

137. Du foyer de travailleurs migrants à la résidence sociale. Enjeux générationnels et réappropriation des espaces

138. Le logement social en Algérie à la période coloniale (années 1920-1960)

139. Faire patrimoine/faire projet à l'Abbaye, La Capuche et Jean Macé. Trois cités HBM grenobloises aux destins contrastés

140. La transformation comme conception ouverte en architecture. Expérience de la cité de Beutre, un projet de transformation des logements avec les habitants dans un quartier populaire

141. L'offre de logements et de services à destination des seniors dans les stratégies d'adaptation des bailleurs sociaux/ des gestionnaires de logement social à la transformation du secteur du logement social. Une comparaison France, Allemagne et Angleterre

142. La reconnaissance de la valeur d'usage dans la patrimonialisation des grands ensembles en France

143. Le travail de médiation de « tiers sociaux » dans l'accompagnement vers l'accès au logement social de personnes en situation de mal-logement

144. Berlin, Palerme, Marseille. Entre fragilités, continuités et conflictualités : regards sociologiques croisés sur trois quartiers centraux en gentrification

145. L'habitat des exilés en milieu rural : pratiques culturelles et insertion spatiale des réfugiés afghans

146. La fabrique de l'habitat social en réponse au vieillissement de la population en milieu rural

147. La rénovation énergétique. Reconfiguration de l'ingénierie territoriale

148. Les réseaux de la débrouille. En marge de l'institution, les trajectoires d'autonomie précaire des personnes exilées « sans droits » en Île-de-France

149. L'habitat coopératif et écologique en milieu rural : une pratique de contestation transnationale ?

150. Vendre le logement social en Région Auvergne-Rhône-Alpes

151. « Seeing like a developer. » Géographie de la promotion résidentielle privée en France (2008-2022)

152. Le marché du vivre-ensemble. Entre professionnalisation de l'intermédiation bailleur-locataire et pacification des conflits dans les grands ensembles Hlm

153. La privatisation du foncier des communes et intercommunalités : caractérisation statistique et spatiale et analyse des effets sur la maîtrise de l'aménagement

154. Développement d'outils interactifs d'aide à la décision pour le réemploi et la réutilisation des matériaux bois et associés issus de la déconstruction de bâtiments : diagnostic-ressources, aptitudes d'usage et qualité environnementale

155. La rénovation bas carbone : quel potentiel pour l'architecture ? Le cas du logement social individuel

156. Devenir copropriétaire engagé, faire copropriété : une analyse des pratiques économiques et juridiques des copropriétaires populaires et de classe moyenne

157. Desservir la banlieue. Métropolisation et relégation des quartiers d'habitat social dans l'agglomération lyonnaise (1959-2019)

158. Grandir en banlieue : parcours, constructions identitaires et positions sociales. Le devenir d'une cohorte

159. La prévention domestique des risques respiratoires par les familles d'enfants malades : la mucoviscidose au prisme de l'asthme en Bretagne

160. La stratification des migrants chinois de l'intérieur au service de la croissance urbaine et économique : les processus différenciés d'ancrage résidentiel à Zhuhai au prisme de l'informalité

161. Mixité de façade : how historically disinvested neighborhoods negotiate inclusionary zoning in Paris and New York

162. La construction hors site sous le prisme des impacts environnementaux

163. Habitats participatifs seniors : quelles recompositions des sociabilités ?

164. Vers un suburbain plus social ? Densification et habitat social dans le pavillonnaire : les leçons d'un cas d'étude et d'expérimentation à Aix-en-Provence

165. Réformer les comportements quotidiens pour sauver la planète ?

166. Quand les violences habitent le logement : mal-logement féminin et violences conjugales

167. Efficacité énergétique dans le secteur résidentiel : changements comportementaux et diffusion des technologies d'efficacité énergétique

168. La gentrification par la petite porte : logement inclusif et inégalités urbaines à Londres et à New York à l'ère de l'austérité

169. La maîtrise foncière des bailleurs sociaux : de l'usage des baux de longue durée

170. Les bailleurs sociaux à l'épreuve de la gestion du cadre de vie des quartiers d'habitat social (immersion dans un organisme francilien)

171. La conquête du logement. La reterritorialisation des politiques du logement en Espagne depuis 2008 : de l'action publique régionale et locale à la réappropriation territoriale habitante

172. Le conflit urbain comme révélateur des évolutions de la production urbaine à São Paulo. Espace et rapports de domination à l'échelle d'un quartier

173. La dimension verticale des milieux métropolisés. Enquête mésologique sur l'urbanisme de tours en France

174. Les organismes Hlm à l'épreuve de la décroissance urbaine

175. Une nouvelle voie pour l'accession à la propriété des ménages modestes : quel rôle pour les organismes de foncier solidaire ?

176. La métropole comme territoire éduquant. L'action publique locale transversale au prisme de l'expertise mobilité logement

177. Les architectes de l'accueil : le rôle des architectes dans l'accueil des personnes exilées en France depuis 2015

178. Modélisation des comportements de consommation énergétique des bâtiments résidentiels

179. Alternatives et innovations en temps de « crises », enquête sur de nouvelles formes d'habiter au XXI^e siècle

180. L'espace et le temps de l'accueil des exilés en environnement urbain. La création de liens sociaux et de sentiments d'attachement au prisme de la spatio-temporalité de l'hospitalité

181. Le goût de l'« alternative ». Classes moyennes culturelles, action publique et promotion immobilière : les usages politiques et économiques de l'habitat collaboratif

182. La protection du droit de jouissance du locataire face à la faculté de reprise de la maison louée du propriétaire privilégié (XVI^e-XVIII^e siècle)

183. Le recyclage des immeubles de logements sociaux de la seconde moitié du XX^e siècle, en France (1980-2016), l'enjeu d'une contemporanéité au service de la mémoire habitante

184. Habiter un quartier prioritaire de la politique de la ville : des expériences identitaires

185. Le Japon face aux enjeux démographiques : politiques publiques et innovations sociales en faveur du maintien à domicile des personnes âgées

186. Le logement en bail réel solidaire, une marchandise vertueuse ? Genèse, mise en œuvre et réception d'un dispositif anti-rente et anti-spéculatif

187. Demain c'est loin, et aujourd'hui c'est déjà trop tard. Vivre et gouverner le délogement dans deux espaces populaires en attente de rénovation urbaine

188. Réhab : réceptionner et étudier un héritage architectural banalisé, transmettre et intervenir sur le patrimoine de l'Aua Paul-Chemetov

189. Faire face à l'expression d'un impératif de sobriété énergétique. Du conseil à l'injonction, les stratégies de ménages précaires en France

190. Le modèle Hlm existe-t-il ? Le logement social dans la politique du logement contemporaine en France

191. Circulation des modèles architecturaux et urbains : le rôle des architectes de l'AT.BAT dans le transfert des théories architecturales et des politiques urbaines en matière d'habitat pour le plus grand nombre

192. Durabilité du bâti et durabilité des acteurs de la construction : quels impacts de la rénovation énergétique sur le travail dans les TPE du bâtiment ?

193. Trajectoires résidentielles et dispersion institutionnalisées des réfugiés. es hors de la région parisienne

194. Vendre, acheter, construire : approche ethnographique du processus de réalisation des maisons individuelles « sur plan »

195. Impacts des transformations urbaines et architecturales sur les représentations sociales des quartiers rénovés : exemple de la rénovation de Teisseire à Grenoble

196. L'internationalisation de la question des « bidonvilles » et ses effets sur l'action publique en Colombie et au Brésil

197. Les effets de la nouvelle offre immobilière non sociale sur la valorisation des quartiers rénovés. Une étude dans trois quartiers de l'Ouest

198. Immobilier résidentiel et trajectoires des ménages. L'exemple de la métropole bordelaise

199. Efficacité d'un modèle innovant d'accès direct au logement et à un suivi intensif pour les personnes sans-abri atteintes de troubles psychiatriques sévères : le programme « un chez-soi d'abord »

200. Explorer les pratiques alimentaires des personnes âgées pour nourrir les possibilités du maintien à domicile

201. Stratégies territoriales d'adaptation appliquée au changement climatique. Application sur la métropole Rouen Normandie

202. Construction, réhabilitation et destruction de logements sociaux à Montluçon (1948-1988). Quarante ans de politique publique vue à l'échelle locale

203. Les agricultures urbaines dans les quartiers populaires : récits de la transition et action collective transformative

204. « Faire quelque chose pour les femmes du quartier » : quand des mères migrantes participent à la production des politiques sociales locales

205. Le rapport au logement des jeunes neets vulnérables en insertion professionnelle

206. La rénovation urbaine vue d'en bas : les effets sociopolitiques des projets de renouvellement urbain sur les habitants.es

03

AUTRES COOPÉRATIONS

210. Projet étudiants « Économie circulaire : quelle filière de réemploi de matériaux du bâtiment dans les territoires picards et la région rémoise ? »

211. Démarche « Habiter la France de demain »

212. Atelier étudiants « Belsunce, entre dynamiques privées et action publique : repenser l'articulation autour d'un projet commun »

213. Atelier étudiants « Le logement jeune à Encagnane, entre attentes et solutions adaptées ? »

214. Atelier étudiants « De la zone commerciale Auchan à la "pinède habitée" »

215. Musée du logement populaire

216. Programme « Engagés pour la qualité du logement de demain »

217. Mesure de l'artificialisation induite par le logement social : expérimentation en région Hauts-de-France

218. Atelier professionnel master 2 « AMI démonstrateur de la ville durable, les cœurs d'îlots du centre reconstruit brestois »

219. Politiquedulogement.com - analyses et débats

220. Un toit pour tous en Outre-mer. Catalogue des propositions

221. Projets étudiants « Quelle stratégie relationnelle construire avec les parties prenantes pour répondre aux enjeux sociétaux auxquels sont confrontés les organismes Hlm ? »

222. Atelier étudiants « Les expulsions de résident.es de logements du Crous »

223. La mesure de l'attractivité des cités de 13 Habitat : approche scientifique et outils opérationnels

224. Les workshops du master 2 « Habitat et renouvellement urbain » de l'École d'urbanisme de Paris

225. Favoriser le pouvoir d'agir des habitant.e.s en pensions de famille : constats et préconisations

226. Mobilisation au sein de l'Espace solidarité habitat. Recherche-action et animation d'un dispositif de participation

227. Petits déjeuners décideurs-chercheurs 2022 de l'Institut Paris Région

228. Cycle de conférences « Aménagements urbains en Île-de-France. Manières de dire, manières de faire »

229. L'occupation sociale du parc des Offices publics de l'habitat : état des lieux et évolution sur les dix dernières années

230. Évolutions passées et réorientations possibles de la politique du logement

231. Mesure de l'impact social du programme « Increase valorisation sociale »

232. « ParOleS Libres ». Cycle d'émissions de l'Afpols

233. Guerre en Ukraine : quels impacts sur le logement social en France à l'horizon 2025-2030 ?

234. Habiter demain : accompagnement d'une démarche d'innovation d'un bailleur social

235. Cycle de conférences sur des thèmes porteurs d'enjeux pour le logement social

236. Analyse comparée de l'accès au logement social des ménages à faibles ressources dans la métropole du Grand Paris

237. Atelier étudiants « De quelle manière le territoire peut-il produire du logement accessible à tous ? »

238. Urbanisme en Francophonie : centre de ressources

239. Mesqual ? Montages économiques, source de qualité ?

04

LABORATOIRES

243. AAU – Ambiances architectures urbanités (UMR CNRS 1563)

245. AE&CC – Architecture, environnement et cultures constructives

247. Art-Dev – Acteurs ressources et territoires dans le développement (UMR 5281)

250. Chaire geodata, immobilier, foncier (GIF)

252. Chaire « Le logement demain »

254. Citeres – Cités, territoires, environnement et sociétés (UMR 7324)

257. CMW – Centre Max-Weber (UMR 5283)

259. CRJ Pothier – Centre de recherche juridique Pothier (EA 1212)

260. ESO – Espaces et sociétés (UMR 6590)

261. Espace – Étude des structures, des processus d'adaptation et des changements de l'espace (UMR 7300)

264. Espi2R – Research in real estate

266. EVS – Environnement, ville, société (UMR 5600)

269. Géoarchitecture, territoires, urbanisation, biodiversité, environnement

273. Géographie-Cités (UMR 8504)

275. IEJUC – Institut des études juridiques de l'urbanisme, de la construction et de l'environnement

277. Ined – Institut national d'études démographiques

279. Lab'urba

281. Laet – Laboratoire aménagement économie transports (UMR 5593)

282. LaSa – Laboratoire de sociologie et d'anthropologie (EA 3189)

285. LaSSA – Laboratoire de sciences sociales appliquées

287. Latts – Laboratoire techniques, territoires et sociétés (UMR 8134)

289. Lavue – Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (UMR 7218)

293. LEM – Lille économie et management (UMR 9221)

294. Lieu – Laboratoire interdisciplinaire environnement urbanisme (UR 889)

296. Lisst – Laboratoire interdisciplinaire solidarités sociétés territoires (UMR 5193)

299. LRA – Laboratoire de recherche en architecture

300. Migrinter – Migrations internationales, espaces et sociétés (UMR 7301)

303. Pacte – Laboratoire des sciences sociales (UMR 5194)

305. Pave – Profession architecture ville environnement

307. Places – Laboratoire de géographie et d'aménagement

310. Prefics – Pôle de recherche francophonies, interculturel, communication, sociolinguistique (EA 7469)

311. Prodig – Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (UMR 8586)

313. Sage – Sociétés, acteurs, gouvernements en Europe (UMR 7363)

316. Serdeaut – Sorbonne études et recherches en droit de l'environnement, de l'aménagement, de l'urbanisme et du tourisme

318. Smart and sustainable cities. Unité de recherche

321. TVES – Territoires, villes, environnement & société (ULR 4477)

INDEX

des chercheurs
et acteurs cités
dans les travaux
présentés

A

Abdel Salam Nadyah, 92
Abderemane Salec Halidi, 87
Ahali Komi, 93
Akkar Ercan Müge, 51
Albinet Caroline, 36
Ali-Oualla Myriame, 60
Allagnat Malou, 82, 234
Allweil Yael, 51
Al Saad Elissa, 94
André Élodie, 95
André Viviane, 22, 96
Aouici Sabrina, 56, 57, 78
Appert Manuel, 173
Arab Nadia, 170, 279
Arab Noura, 55, 97, 201
Aragau Claire, 9, 63
Attali Jean, 228
Auclair Elizabeth, 307, 309
Audrain-Demey Gaëlle, 31
Auquier Pascal, 199
Authier Jean-Yves, 143
Aveline-Dubach Natacha, 30, 121, 160
Ayouba Kassoum, 77
Azevedo Marcos, 98

B

Bacqué Marie-Hélène, 104
Bailleul Hélène, 131
Balivet Béatrice, 169
Bambara Sandra, 99
Baraud-Serfaty Isabelle, 23
Barles Sabine, 222
Bastard Joséphine, 11
Bastin Agnès, 100
Baudelle Guy, 197
Baudet Michel Sophie, 41
Baudot Pierre-Yves, 24
Béguin Pascal, 192
Behar Irène, 26, 49
Belaïd Fateh, 167
Belargent Dominique, 2
Bellinghausen Éva, 221
Belmaaziz Mohamed, 102
Benbernou Ahmed El-Amine, 51, 101
Ben Khedher Safa, 102
Bensedjad Teddy, 87
Bergel Pierre, 10
Bernadet Denis, 25, 29, 69, 74
Bernard Nicolas, 39
Bernard Sophie, 62
Berthier Stéphane, 162
Bertrand Pacôme, 79
Besselièvre Maria, 103
Biau Véronique, 147

Billen Léa, 104
Blanc Nathalie, 104
Blanchon Bernadette, 105
Blanco Florent, 259
Bailleul Hélène, 131
Bléhaut Marianne, 37
Bleunven Charlotte, 238
Bobin Quentin, 36
Bocquet Martin, 33
Bogoni Francesco, 46, 106
Boïd Clotilde, 107
Boissonade Jérôme, 10, 289
Bonnard Cimetièrre Camille, 36
Bonnardot Tassadit, 108
Bonnaval Loïc, 11, 33, 36, 83, 258
Bonnin-Oliveira Séverine, 9, 211, 212, 213, 214, 295
Bono Pierre-Henri, 26
Bonvalet Catherine, 56, 57, 219
Bony Lucie, 11
Borruey René, 164
Bosvieux Jean, 219
Botton Hugo, 109
Boubeker Ahmed, 257
Bouillon Florence, 144
Bouillon Jean-Luc, 310
Boulay Guilhem, 33, 151, 250
Boulekbatche Hafida, 95
Bourdeau-Lepage Lise, 118
Bourdoin Alain, 238
Bourgeois Marine, 24

Bourgeois Louis, 27, 70
Bouteille Arnaud, 219
Bouvet-Lévêque Laurence, 310
Bouzouina Louafi, 281
Brachet Angèle, 41
Bresson Sabrina, 179
Breton Karine, 260
Breuillé Marie, 28
BrisePierre Gaëtan, 29, 85
Bros Sarah, 107
Brouard-Sala Quentin, 10
Broussard Célia, 57
Brown Laura, 60
Buchter Lisa, 67
Bugeja-Bloch Fanny, 116
Buhnik Sophie, 30

C

Cadène Philippe, 106
Caillly Laurent, 9
Calvez Marcel, 159
Camus Christophe, 131
Cantuarias-Villessuzanne Carmen, 31
Caradec Vincent, 56
Caramellino Gaia, 51
Carotenuto-Garot Aurélien, 32, 110
Carrion Claire, 48, 63, 219, 224
Casanova Enault Laure, 33, 153, 250
Casanova Laure, 120
Casseus Jean-Myrtho, 36
Casula Marina, 67
Cazaux Eugénie, 111
Céline Bergeon, 302
Chabard Pierre, 127
Chabot Timothée, 56
Chadoin Olivier, 305, 306
Chagnard Thelma, 36
Champetier Anne, 235
Chapelle Guillaume, 34
Chareyron Sylvain, 83
Chartier Angéline, 80, 81
Chassagne Aline, 35, 200
Chaudet Bruno, 310
Chauvel Héroïse, 112
Chauvin Pierre-Antoine, 24
Chavassieux Pauline, 113
Chelal Mickael, 114
Chesnel Kevin, 84, 115
Chouraqui Julie, 41
Clair Marthe, 78
Clément Céline, 57
Clochard Olivier, 300
Coedevéz Claire-Sophie, 29
Cohen Muriel, 215
Colas Sophie, 56
Colin Florie, 84

Coloos Bernard, 219
Côme Catherine, 274
Commenges Hadrien, 88
Conti Benoît, 41
Cordier Mathilde, 45
Cossart Étienne, 266
Coudroy de Lille Lydia, 36, 150, 171, 266
Coulondre Alexandre, 37, 38, 47, 219
Courbebaisse Audrey, 39, 40, 85, 142
Crainich David, 293
Créach Mailys, 82, 234
Crepin Laure, 116
Crozet Agnès, 59
Cyrino Mariana, 117

D

D'Orazio Anne, 10, 46, 47, 135, 147, 252
Dakouré Amélie, 118
Damamme Aurélie, 24
Damon Julien, 219
Daniel Brice, 119
Davidson Lola, 216
Davy Anne-Claire, 61, 85
De Biase Alessia, 127
De Lassalle Marine, 313
De Saint Sauveur Charlotte, 235
Deboudt Philippe, 321
Deboulet Agnès, 135, 148, 152
Dehame Lucie, 55
Delage Aurélie, 68
Delage Matthieu, 41
Delattre Rémi, 120
Deldrève Valérie, 203
Delépine Inès, 121
Delfosse Claire, 146
Demichel-Basnier Sarah, 122
Denis Éric, 273
Deprez Samuel, 42, 264
Desage Fabien, 206
Deschamps Jeanne-Louise, 123
Desette Emma, 217
Desjardins Xavier, 43, 49
Desponds Didier, 10, 309
Desportes Marc, 228
Detienne Isabelle, 39
Detrez Christine, 257
Devauz Camille, 44, 45, 67, 85
Deville Clara, 62
Devin Guillaume, 196
Devisme Laurent, 115
Dherbecourt Clément, 33
Dhuot Raphaël, 56, 78
Diaconu Adriana, 36
Diaz Isabel, 43

Didier Sophie, 279
Diener Amandine, 218
Dietrich-Ragon Pascale, 229
Dieudonné Patrick, 84
Dinh Sonia, 61, 85, 124
Dobré Michelle, 122
Douet Aurélie, 88
Douvinet Johnny, 120
Driant Jean-Claude, 48, 49, 136, 156, 185, 193, 219, 224
Duarte Pautette, 36, 128, 195
Dubeaux Sarah, 41
Dubois Jérôme, 164
Dupré Olivier, 217
Duprielle Adrien, 125
Dupuy Le Bourdellès Mikaël, 41, 126
Duraffour Françoise, 312
Durand Laura, 41
Durand Romain, 36
Durandau Emmanuelle, 50

E

Effosse Sabine, 202
Elguezabal Eleonora, 62
Epstein Renaud, 109
Escarffe Fabrice, 8, 11, 16, 175
Estèbe Philippe, 43, 49
Estevez Daniel, 140
Exbrayat Nelly, 83

F

Faguet Gaëlle, 220
Färber Alexa, 168
Farvaque Étienne, 293
Fassin Didier, 165
Fauconnier Grégoire, 219
Fauré Anthony, 221
Faure Emmanuelle, 71
Fegar Gwenaelle, 17
Feldman Deborah, 127
Féliu François, 62
Feugier Coline, 36
Fernández Beatriz, 134
Ferreira Whitaker Sette João, 172
Fijalkow Yankel, 46, 51, 52, 96, 101, 141, 179, 188, 189, 190, 252
Fitzsimons J. Kent, 54
Flamand Amélie, 146
Flambard Véronique, 318
Flécheux Marie, 128
Fleury François, 55, 155, 201
Fol Sylvie, 61, 124, 174, 222
Fontaine Roméo, 56

Fonticelli Claire, 10
 Fossé Irène, 219
 Foucault Martial, 26
 Foulquier Norbert, 316
 Fourrey Kévin, 83
 Freeman Lance, 161
 Frel-Cazenave Benoît, 61, 129
 Frey Jean-Pierre, 101
 Fromentin Julie, 41
 Fustec Gaëtan, 130

G

Gaglio Gérald, 92
 Gaillard Lise, 131
 Gali Pauline, 61, 132
 Galicy Agie, 39
 Gallas Mohamed-Anis, 95
 Gallet Sébastien, 269
 Gallou Rémi, 56, 57
 Gambrelle Jean-Marie, 219
 Gangloff Emmanuelle, 50
 Garat Isabelle, 84
 Garcia Christian, 223
 Gardesse Camille, 41, 180, 193, 224
 Garguilo Jérôme, 214
 Garnier Lucile, 84
 Garnier Philippe, 245, 246
 Gaspar Alban, 219
 Gaudin Solène, 197
 Gaullier Pauline, 58, 225
 Gault Guénaëlle, 59
 Gauneau Maël, 133
 Gaussier Nathalie, 198
 Gay Georges, 113
 Gayral Julie, 25
 Genre-Granpierre Cyrille, 261
 Georges Jean-Yves, 118
 Gerbeaud Fanny, 60, 87
 Giband David, 68
 Gibey Lydie, 32
 Gibout Christophe, 321
 Gillet Lolita, 31
 Gimat Matthieu, 11, 61, 129, 274
 Girard Violaine, 62
 Girault Anne, 235
 Gluski Pauline, 311
 Goffette-Nagot Florence, 36, 83
 Gomez Manas Adrian Pablo, 43
 Gondran Natacha, 77
 Gonzalez Adrien, 87
 Gosnet Antoine, 134
 Gourvennec Estelle, 135
 Graceffa Alice, 136
 Granchamp Laurence, 203
 Groux Delphine, 322
 Grubbauer Monika, 168

Gucher Catherine, 163
 Guelton Sonia, 63
 Guemar Carine, 31
 Guéraud Elie, 41, 62
 Guérin Laura, 11, 137
 Guerrini Sylvain, 61, 136
 Guidi Claire, 219
 Guigou Brigitte, 227, 228
 Guillopé Thierry, 138
 Guillot Xavier, 145
 Guinard Pauline, 289
 Guinhard Christian, 194

H

Habouzit Rémi, 44, 45
 Hadbi Ryma, 139
 Halbert Ludovic, 61
 Hamman Philippe, 313
 Hellier Emmanuelle, 260
 Henckes Nicolas, 98
 Henry Patrick, 228
 Hernandez-Gonzalez Edna, 269
 Hertzog Anne, 309
 Hinokidani Mieko, 185
 Hooge Emile, 25
 Houdeville Gérald, 181
 Houot Isabelle, 184
 Howa Marion, 140

I

Ille-Roussel Marion, 22, 141
 Issot Natacha, 142

J

Jacquard Corinne, 228
 Jacquemard Laura, 143
 Jaglin Sylvie, 172
 Jaïllet Marie-Christine, 2, 64, 65, 175
 Jammet Louise, 60
 Jaulmes Jeanne-Cécile, 35
 Jeanmougin Héléne, 144
 Jégouzo Laurence, 316
 Joffroy Thierry, 128, 245
 Johnston Elizabeth, 235
 Gosnet Antoine, 134
 Josselin Didier, 151, 153
 Joubert Patrice, 66
 Jourdeuil Anne-Laure, 11, 46, 47
 Juillard Claire, 37, 47, 85

K

Karaman Ozan, 172
 Kercuku Agim, 43
 Khusrawy Hassina, 145
 Klein Armelle, 57
 Klein Olivier, 176
 Klepper Lorette, 146
 Koch Carole, 213
 Koszewska Joanna, 43
 Krajieski Didier, 275

L

Labit Anne, 67
 Labrunye Raphaël, 155
 Lacoste Gérard, 219
 Lacroix Guillaume, 10
 Laferté Gilles, 62
 Lahaye Frédéric, 219
 Lahieyte Lilian, 62
 Lajarge Romain, 245, 246
 Lam Franck, 265
 Lamarque Fabien, 210
 Lambert Marie-Laure, 294, 295
 Landon Aurélie, 48
 Languillon Raphaël, 68
 Lanzaro Marie, 58
 Lapierre Marie Aurélie, 83
 Larquet Vincent, 221
 Lasserre-Bigorry Vincent, 37, 38, 63
 Laudier Isabelle, 17
 Launay Angèle, 147
 Lavayssière Julie, 148
 Le Bart Christian, 149
 Le Berre Iwan, 111
 Le Bigot Eugénie, 71
 Le Bon-Vuyksteke Manon, 36, 150
 Le Brun Pierre, 151
 Le Corre Thibault, 30
 Le Couédic Daniel, 237
 Le Dréau Jérôme, 66
 Le Gallo Julie, 28
 Le Garrec Sylvaine, 44, 45, 69, 85
 Le Goff William, 229, 230
 Le Goix Renaud, 112, 198
 Le Roux Guillaume, 56, 88
 Le Rouzic Vincent, 219
 Leblay Madeg, 149
 Lebois Valérie, 85
 Leborgne Solène, 41
 Lebrun Nicolas, 71
 Leclercq Benjamin, 39, 44, 152
 Lecomte Constance, 88
 Lecourt Thibault, 153
 Lees Johanna, 58

Lefebvre Rémi, 206
 Lefeuvre Marie-Pierre, 61, 124, 129, 156
 Lefranc Victor, 56
 Lefrançois Claire, 57
 Lei Rémi, 33
 Lelévrier Christine, 41, 126, 224
 Lemaître Odran, 154
 Lemercier Claire, 187
 Lenormand Chloé, 155
 Leone Flavia, 156
 Lepoutre David, 114
 Leroy Emma, 56
 Leroy Manon, 40, 69, 85
 Lévêque Antoine, 157
 Lévy Jean-Pierre, 178, 190
 Lévy Julien, 27, 70
 Lévy-Vroelant Claire, 137
 Lion Gaspard, 62
 Lippens Benjamin, 158
 Lippens Sabine, 231
 Llorente Marie, 76
 Loisel Manon, 227
 Loizeau Virginie, 159
 Loncle Patricia, 205
 Lopez Fanny, 227
 Losavio Cinzia, 160
 Luxembourg Corinne, 71

M

Maaoui Magda, 161
 Madec Éva, 162
 Madec Pierre, 219, 236
 Madoumier-Moriceau Corinne, 163
 Magrin Géraud, 311
 Mainet Héléne, 77
 Maisetti Nicolas, 64, 65
 Makowiak Jessica, 123
 Maleas Ion, 164
 Malençon Laurence, 221
 Maleyre Isabelle, 31
 Malinverni Marta, 40
 Mallet Charlotte, 166
 Mallon Isabelle, 257
 Marchal Hervé, 184
 Marie Jean-Baptiste, 64
 Marot Bruno, 2, 7, 16, 17
 Martin Franck, 232, 233
 Martin-Brelot Héléne, 82, 218, 234
 Martins Juliana, 51
 Mascllet Olivier, 186
 Massié Camille, 167
 Mateus Quentin, 227
 Matteudi Emmanuel, 294
 Maulat Juliette, 121
 Maumi Catherine, 113, 183

Maunay Emmanuelle, 205
 Mazzella Sylvie, 144
 Mbodj-Pouye Aïssatou, 137
 Meaosoone Pierre-Jean, 154
 Melloni David, 99
 Ménard François, 50
 Mésini Béatrice, 9
 Meubrink Yuca, 168
 Meur-Férec Catherine, 111
 Micelli Lætitia, 169
 Michalon Bénédicte, 145
 Michel Laura, 125
 Milani Carlos, 196
 Milet Héléne, 79
 Milheiro Ana Cristina Fernandes Vaz, 51
 Milinkovic Marija, 51
 Mille Amandine, 60, 170
 Miot Yoan, 11, 41, 72, 73, 126, 132, 174
 Miralles Buil Diego, 171
 Miranda Adelina, 148
 Miranda Jesus, 74
 Moaty Mathilde, 172
 Moline Nathalie, 210
 Mollé Geoffrey, 173
 Mondain Marie, 61, 174
 Morain Marine, 74
 Morel Héléne, 63, 175
 Morel-Brochet Annabelle, 67
 Morel Journal Christelle, 113
 Morena Luc, 59
 Morhain Chloé, 176
 Morteau Héléne, 50
 Moulard Julien, 64
 Moulévrier Pascale, 181
 Mugel Emily, 177

N

Nadaud Séverine, 123
 Nappi Ingrid, 75
 Navarre Françoise, 76, 224
 Ndoye Mariama, 178
 Négrier Emmanuel, 125
 Némoz Sophie, 10, 194, 284
 Nicolas Frédéric, 62
 Nicolas Jean-Pierre, 77, 103, 176, 281
 Nicolle Jérôme, 66
 Nonet Élise, 54
 Nora-Couot Éva, 179
 Nowik Laurent, 57, 78
 Noyé Christophe, 224
 Nussbaum Florence, 61

O

Offner Jean-Marc, 79
 Ogg Jim, 57, 78
 Ollitrault Chloé, 180
 Ortart Nathalie, 281
 Ozouf-Marignier Marie-Vic, 134

P

Pacheco Monica, 51
 Pailler Maxime, 82
 Panegos Patrica, 8
 Papillault Rémi, 142
 Paquet Thierry, 105
 Pasquier Romain, 119
 Passalacqua Arnaud, 227
 Pauchon Antoine, 23, 49
 Paugam Serge, 180
 Paumelle Anton, 41
 Payre Renaud, 157
 Pégyu Pierre-Yves, 281
 Pélisse Jérôme, 187
 Pellegrino Margot, 80, 81, 178
 Perez Joan, 30
 Perez Sandra, 261
 Peris Antoine, 33
 Péron Julien, 212
 Perrier Romain, 181
 Perrin Mathieu, 182
 Perrineau Pascal, 235
 Persyn Nicolas, 212, 213, 214
 Pesche Denis, 247
 Peter-Jan Jules, 49
 Petite Ségolène, 56
 Peugny Camille, 116
 Peyroux Élisabeth, 10, 311
 Philibert Coline, 183
 Philipponel Marine, 184
 Picard Camille, 67, 185
 Picot Jillian, 223
 Pierluisi Gabriele, 162
 Pignaniol Marie, 24
 Pineau Radmila, 31
 Pochet Pascal, 77
 Poinsoit Philippe, 76
 Pollard Julie, 11
 Popescu Carmen, 177
 Portefaix Pauline, 222, 236
 Pottgiesser Uta, 51
 Pouzenc Michaël, 296
 Pradel Benjamin, 25
 Préalut Marine, 42
 Prigent Lionel, 82, 84, 218, 234, 237, 238, 269

Q

Quéva Christophe, 41
Quilichini Paule, 259

R

Ramadier Thierry, 313, 315
Rasselet Cécile, 198
Régnier Camille, 83
Reigner Hélène, 79
Renaut Sylvie, 78
Renier Romain, 186
Renou Gildas, 149
Reveillere Charles, 187
Reynaud Aurore, 188
Rivière Jean, 109
Robert Coralie, 189
Robert François, 83
Robert Samuel, 261
Rochon François, 190
Rodrigues Ines Lima, 51
Romo Marion, 293
Roseau Nathalie, 288
Rossignol Julien, 87
Roudil Nadine, 9, 93, 166
Rougé Lionel, 9, 10, 67
Rouissi Karim, 191
Rouquerol Xavier, 213
Rousseau Max, 68
Roy Élise, 84, 85
Royon Pierre, 192
Rubens Lolita, 40
Rullac Stéphane, 32, 110
Runet-Arnoux Pablo, 193

S

Sabbah Catherine, 23, 26, 38, 49, 59, 239
Sadoux Stéphane, 245
Sagawa Yoshimasa, 200
Sala Pala Valérie, 132
Salember Chloé, 39
Salieri Luisa, 194
Sanch-Maritan Mathieu, 83
Sandrini Clara, 94, 102, 191
Sandron Frédéric, 57
Santelli Emmanuelle, 158, 257
Sari Florent, 83
Schaeffer Karin, 195
Schaeffer Yves, 83
Schemschat Norma, 41
Schepens Florent, 282
Schijman Emilia, 24

Semoud Nora, 254
Servières Laurie, 196
Servières Myriam, 243
Shaban Abdul, 106
Shach-Pinsly Dalit, 51
Simailaud Tess, 86
Simon Arnaud, 68
Simon Caroline, 154
Simon Éva, 85, 86
Simonneau Claire, 63
Soichet Hortense, 61
Souami Taoufik, 117
Steiger Céline, 235
Steindorsson Maximilien, 197

T

Taffin Claude, 219
Taiclet Anne-France, 157
Tapie Guy, 60, 87, 133, 306
Terral Laurent, 41
Thalineau Alain, 57
Theile Dominique, 10
Thénault Sylvie, 138
Thibaud Jean-Paul, 139
Thomas Rachel, 243
Thouron Élise, 198
Tinland Aurélie, 199
Tirard Stéphane, 130
Tixier Nicolas, 139, 243
Tomasini Magda, 277
Touzet Léo, 67
Trannoy Alain, 34
Trimaille Hélène, 35, 200
Truchet Stéphanie, 77
Tsiambaos Kostas, 51
Tuffery-Andrieu Jeanne-Marie, 182
Tullifer Léna, 201

U

Uesugi Masaya, 30
Urdician Christophe, 202
Uribelarrea Gabriel, 27, 70

V

Vacquier Romain, 67
Vadelorge Loïc, 138
Vaillant Cyrielle, 203
Valegeas François, 10
Vallée Julie, 88
Vallet Bertrand, 50

Vandenberg Zoé, 60
Vanderhaeghen Julie, 39
Verdeil Éric, 100
Verhage Roelof, 63
Veschambre Vincent, 97
Vial Benjamin, 27, 70
Vieujean Olivia, 204
Vignal Cécile, 73
Vignau Mathilde, 223
Villain Louna, 43
Ville Isabelle, 98
Villot Jonathan, 77
Vincent Stéphanie, 103
Vinel Virginie, 282
Vivant Elsa, 287
Vorms Bernard, 219

W

Wagret-Quatromme Marie, 205
Warnant Achille, 41
Wasmer Étienne, 34
Weber Florence, 204
Weber Serge, 41
Wernert Carole, 80
Wilson Yaneira, 52, 53

Z

Zélem Marie-Christine, 108
Zerde Anis, 206
Zetlaoui-Léger Jodelle, 117, 289
Zitouni Française, 295

INDEX

des thèmes traités
par les travaux
présentés

A

Accès au logement, 143, 213
Accessibilité, 41, 88
Accession à la propriété, 61, 63
Accession sociale à la propriété, 58, 135, 186
Accession sociale, 175
Accompagnement social, 62, 98, 143
Accompagnement socio-juridique, 226
Accompagnement vers les droits (ADLH), 226
Accompagnement, 29, 108, 117
Accueil (Dispositif national d'), 145
Accueil (Politiques d'), 193
Accueil, 145, 177
Achat dans le neuf, 69
Acteurs (Réseaux d'), 196
Acteurs, 82, 93
Action Cœur de Ville, 126
Action publique, 92, 110, 120, 181, 187, 206, 211
Activité touristique, 28
Activités, 231
Adaptation du bâti au changement climatique, 55
Administration, 202
Afghans, 145
Agglomérations, 49
Agriculture, 65
Agriculture urbaine, 203
Aide à la prise de décision, 78
Aides d'État, 119
Air (Qualité de l'), 66
Air intérieur (Qualité de l'), 29
Air intérieur, 159
Aires urbaines, 49
Algérie (Histoire de l'), 138
Alimentaires (Pratiques), 200
Alimentation, 71
Allemagne, 141
Alternative(s), 179, 181
Aménagement du temps, 50
Aménagement du territoire, 50, 120, 228
Aménagement urbain, 227
Aménagement, 103
Amérique latine, 196
Analyse comparée, 236
Analyse économique, 75
Analyse spatiale, 151
Analyse spatio-temporelle, 153
Angleterre, 141
Anticipation, 133
AOH - Autorité organisatrice de l'habitat, 219
Approche comparative, 161
Approche longitudinale, 56, 78
Approche owner-driven, 106
Approche scientifique, 223
Appropriation de l'espace, 114, 145
Appropriation, 25, 69, 137

Architecte (Évolution du métier d'), 128
Architectes (Rôle des), 75, 113
Architectes, 131, 177
Architecturale (Transformation), 140
Architecture du xx^e siècle, 128
Architecture et qualité architecturale, 97, 155, 195, 220
Architecture, 51, 94
Art de l'association, 130
Articulation méthodes quanti et qualitatives, 116
Artificialisation des sols, 38
Asset-based Welfare regime, 73
Assistance, 204
Associations, 143, 204
Asthme, 159
AT.BAT, 191
Attente, 187
Attention, 71
Attractivité (Mesure de l'), 223, 224
Attractivité, 79
Aubervilliers, 161, 215
Austérité, 41
Auto-réhabilitation, 108
Autoconstruction, 217
Autonomie (Pratiques d'), 148
Autonomie (Prévention à la perte de l'), 78
Autonomie, 78, 135
Auvergne-Rhône-Alpes, 146

B

Bail, 136, 182
 Bail à réhabilitation, 169
 Bail emphytéotique administratif, 169
 Bail emphytéotique, 169
 Bail réel immobilier, 169
 Bail réel solidaire, 63, 169, 175, 186
 Banlieue parisienne, 215
 Banlieue(s), 114, 158
 Bas carbone, 155
 Bases de données territoriales, 77
 Bâtiment, 154, 210
 Baux réels immobiliers de longue durée, 169
 Belsunce, 212
 Bénévolat, 204
 Besoins en logement, 219
 Bhuj, 106
 Bidonvilles (Réhabilitation des), 106
 Bidonvilles (Résorption des), 101
 Bidonvilles, 196, 220
 Bien-être, 53, 82, 231
 Big data, 153
 Bilan d'opérations, 216
 BIM, 95
 Biodiversité, 50
 Bordeaux Métropole, 198
 Brésil, 196
 Bruxelles, 39
 BTP, 210
 Budget vert, 65
 Bureau, 59
 Bus, 227

C

Cadre de vie, 71, 170, 214
 Candillis (Georges), 191
 Canicule, 201
 Caraïbes, 196
 Care, 39, 147
 Catégorisation, 160
 Centre-ville, 126
 Centres-bourgs, 131, 146
 Chaîne de valeur, 75
 Changement climatique (Adaptation au), 201
 Changement climatique, 111, 201, 235
 Changements comportementaux, 167
 Chef d'entreprise, 192
 Ciam, 191
 Circulation d'idées et de personnes, 196
 Cités, 158
 Classes moyennes, 51, 181
 Classes populaires, 114, 165, 215

Classes sociales, 116, 165
 Climatisation (Alternatives à la), 74
 Cohorte, 158
 Collectifs habitant(s), 231
 Collectivités territoriales, 49, 107, 123
 Colocation et logement partagé, 54, 136
 Colombie, 196
 Commande publique, 99
 Commerces, 41
 Commun(s), 94, 171, 216
 Comparaison, 43
 Compétences, 108
 Comportements à retombée énergétique, 178
 Conception ouverte, 140
 Concertation, 164
 Condominiums fermés, 172
 Confiance, 231
 Conflictualité sociale et politique, 149, 171
 Conflit urbain, 172
 Confort d'été, 74
 Conseil syndical, 93
 Construction, 38, 194, 217
 Construction modulaire, 220
 Construction pour soi, 217
 Coopération entre pouvoirs adjudicateurs, 99
 Coopération internationale, 196
 Coopérative habitante, 87
 Coopératives, 171
 Coopératives Hlm, 186
 Budget vert, 65
 Coproduction, 211
 Copropriétaires, 93, 156
 Copropriété(s) mixte(s), 45
 Copropriétés, 44, 45, 84, 85, 86, 93, 135, 156, 218
 Copropriétés (Gestion des), 84, 86
 Copropriétés horizontales, 40
 Créativité, 211
 Crise, 50
 Crise du logement, 168
 Cuisine, 71
 Cycle de vie (Analyse du), 154

D

Décentralisation, 219
 Déchets (Recyclage et réemploi), 210
 Déchets du BTP, 100, 102
 Déconstruction, 113
 Décroissance (Villes en), 72, 113
 Décroissance urbaine, 174
 Déficiences motrices et sensorielles, 32
 Demande énergétique résidentielle, 167
 Demandeurs pauvres, 236

Démarche participative, 128
 Démembrement, 107
 Démocratie et accessibilité alimentaire, 203
 Démocratie locale, 26
 Densification, 31, 65, 68, 164
 Densification résidentielle, 48
 Densité de population, 43
 Descendants d'immigrés maghrébins, 158
 Désimpermeabilisation, 214
 Dévalorisation, 72
 Développement (Plan de), 101
 Développement de l'offre de logement social, 26
 Développement de l'offre de logements, 26
 Développement durable, 85, 97, 155, 196, 238
 Développement économique, 43
 Développement local, 42, 238
 Développement social urbain – DSU, 152, 235
 Développement territorial, 147
 Déviance, 110
 Diagnostic ressources, 154
 Dialogue acteurs-chercheurs-citoyens, 211
 Dialogue international, 65
 Dignité, 71
 Dimension, 173
 Dispersion, 168
 COP 21 locale, 55
 Dispositifs architecturaux, 216
 Dissémination, 231
 Dissociation bâti-foncier, 135
 Domicile (Maintien à), 35, 200
 Données bâtementaires, 216
 Données environnementales, 216
 Droit coutumier, 182
 Droit de jouissance, 182
 Droit romain, 182
 Droits réels, 107
 Durabilité, 192
 Durabilité sociale, 95
 Dynamique des prix immobiliers, 83
 Dynamiques de groupe, 40

E

East Harlem, 161
 Éco-construction, 128
 Déconstruction, 113
 Éco-gentrification, 112
 Éco-matériaux, 55, 128
 Éco-rénovation, 93
 Écologie ordinaire, 104
 Écologie territoriale, 100

Économie circulaire, 100, 210
 Économie de l'aménagement, 23
 Économie de la production du logement, 23
 Économie morale, 165
 Écoquartiers, 112
 Écosystème habitants-professionnels, 69
 Élasticité des prix immobiliers, 34
 Élités, 172
 Élus locaux, 157
 Émancipation (Pratiques d'), 135
 Emploi, 231
 Emploi (Distance à l'), 205
 Énergétique, 66
 Énergétique (Autonomie), 227
 Énergétique (Consommation), 178
 Énergétique (Paradoxe), 167
 Énergétique (Politique), 167
 Énergétique (Précarité), 165, 189
 Énergétique (Rénovation), 93, 117, 147
 Énergétique (Sobriété), 189, 235
 Énergie (Économie d'), 108
 Énergie (Usages de l'), 66
 Engagement, 44
 Enquête qualitative, 60
 Enquêtes ménages certifiées Cerema, 77
 Enquêtes ménages, 103
 Entourage local, 56
 Entraide, 67
 Environnement, 71, 165
 Environnementale (Justice), 203
 EPL d'aménagement, 219
 EQLD. Engagés pour la qualité du logement de demain, 239
 Espace domestique, 159
 Espace rural, 79, 131, 145, 146, 147, 149, 179
 Espace(s) public(s), 144, 201
 Espaces, 137
 Espaces extérieurs, 54
 Espaces partagés, 124
 Espaces verts, 105
 Étalement urbain, 79
 État (Restructurations de l'), 134
 Ethnographie, 104, 194
 Étudiants, 176
 Europe, 219
 Évaluation, 234
 Évolutivité, 54
 Exilé(s), 145, 177, 180
 Expérience(s), 184
 Expérimentation dans le logement, 46
 Expérimentation(s), 100, 102, 220
 Expertise, 176
 Expertise citoyenne, 171, 181
 Expulsion(s), 222
 Expulsion(s) locative(s), 182

F

Fabrication de la ville, 93
 Faculté de reprise, 182
 Famille(s), 116, 159
 Femmes migrantes, 204
 Filière REP, 210
 Filières, 216
 Financement, 107, 230
 Financement public, 232
 Finances publiques locales, 23
 Fiscalité immobilière, 31
 Fiscalité du logement locatif, 219
 Fiscalité foncière, 76
 Fiscalité locale, 38, 76
 Fleuve, 65
 Foncier (Malthusianisme), 26
 Foncier (Marché), 111
 Foncier public, 121, 153
 Foncier solidaire (Organisme de), 63, 94, 175
 Foncier, 23, 31, 33, 34, 63, 68, 76, 83, 94
 Foncière (Sobriété), 68, 217
 Foncière (Consommation), 217
 Foncière (Partage de la rente), 63
 Foncière (Réglementation), 34
 Foncière (Valeur), 34
 Foncières (Politiques), 121, 125
 Formation, 108, 231
 Foyers, 137
 France, 52, 80, 119, 151
 Francophonie, 238

G

Généralisations, 56
 Genre (Rapports de), 114
 Genre, 71, 116
 Gentrification, 144, 168
 Géographie sociale, 109
 Gestion, 85, 124, 170
 Gestion urbaine de proximité, 170
 Giec local, 55, 65
 Gouvernance des communs, 130
 Gouvernance, 43, 64, 171
 Gouvernement urbain, 157
 Grands ensembles, 101, 105, 132, 142, 152, 195
 Gravats, 100
 Grenoble, 139
 Guerre (Conséquences de la), 232, 233

H

Habitat (Imaginaire), 139
 Habitat(s), 44, 215, 238
 Habitantes (Communautés), 140
 Habitants (Participation des), 113, 131, 152, 234
 Habitat (Amélioration de l'), 126, 212
 Habitat (Formes d'), 46
 Habitat (Politiques publiques de l'), 63, 175
 Habitat alternatif, 181
 Habitat collaboratif, 22, 181
 Habitat communautaire, 179
 Habitat contraint, 60
 Habitat coopératif, 22
 Habitat dégradé, 212
 Habitat durable, 192
 Habitat écologique, 149
 Habitat inclusif, 67, 136, 168
 Habitat intermédiaire, 78
 Habitat léger, 179
 Habitat participatif, 22, 67, 123, 130, 149, 163, 171, 181
 Habitat pour le grand nombre, 191
 Habitat résilient, 60
 Habitat social collectif xx^e siècle, 128
 Habitat, 39, 52, 53, 57, 65, 75, 87, 131, 135, 136, 145, 146, 147, 159, 163, 185, 186, 196, 223, 234, 238
 Habitation(s), 182, 194
 Habiter (Modes d'), 117, 216
 Habiter, 27, 70, 127, 137, 173
 Handicap psychique, 98
 Handicap, 24, 32
 HBM, 139
 Hébergement solidaire, 180
 Hébergement, 47, 92, 145
 Histoire des contrats, 182
 Histoire du droit des biens, 182
 Histoire sociale, 202
 Histoire urbaine, 202
 Hlm, 186, 190
 Home office, 54
 Hors-site (Construction), 162
 Hors-site, 80
 Hùkòu à points, 160
 Hygiène domestique, 159

I

Identité, 184
 Îlots urbains, 113
 Immigration, 110, 193
 Immobilier (Profession de l'), 85
 Immobilier, 47
 Immobilière (Promotion), 217
 Immobilière (Vacance), 145
 Immobilières (Données), 37
 Immobilières (Opérateurs), 124
 Immobiliers (Marchés), 28, 30, 33, 37, 73, 111, 112, 132, 174
 Immobiliers (Investissements), 31
 Immobiliers (Prix), 38
 Impact social, 231
 Impacts environnementaux, 162
 Inclusion, 211
 Inde, 106
 Indicateurs, 231
 Industrialisation, 80, 101
 Industrialisation décarbonée, 65,
 Inégalités sociales, 56, 110
 Inégalités territoriales, 56, 236
 Inégalités, 30, 41, 109, 157, 172, 203
 Informalité 160
 Informels (Établissements), 196
 Infrastructures ferroviaires, 121
 Ingénierie, 147
 Initiatives citoyennes, 104
 Injonction durable, 93
 Innovation(s) financière(s), 121
 Innovation(s) sociale(s), 123
 Innovation(s), 75, 92, 102, 221, 234
 Insertion (Politique d'), 62
 Insertion professionnelle, 205, 231
 Insertion sociale, 231
 Insertion spatiale, 145
 Instrumentalisation de la question
 environnementale, 93
 Intégration (Politiques d'), 193
 Interactions humain-nature, 118
 Intercommunalité(s), 38, 157
 Intergénérationnel (Habitat), 136
 Intergénérationnelles (Relations), 40
 Intermédiation, 152
 Internationalisation, 196
 Interterritorialité, 64
 Intervenir, 188
 Intervention associative, 193
 Intervention sociale, 32, 152, 193
 Intimité, 127
 Inventaire, 139
 Isère, 36
 Israël, 52

J

« Jeunes de cités », 114
 Jeunes Neets, 205
 Jeunes (Solutions Habitat), 213
 Jeunes vulnérables, 205
 Jeunes, 213
 Jeunes (Garantie), 205
 Jeunesse et inclusion sociale, 65
 Jeux d'acteurs, 95, 216
 Justice spatiale, 68

K

Kervénanec, 197

L

Labellisation environnementale, 112
 Le Mans, 197
 Les Sablons, 197
 Lieu (Attachement au), 139
 Littoral, 65, 111
 Locataires, 182
 Location, 129
 Location touristique meublée, 28
 Logement, 31, 41, 42, 47, 50, 59, 65, 72, 75, 103, 116, 127, 129, 132, 176, 182, 186, 210, 217
 Logement (Financement du), 134
 Logement (Modes de production), 46
 Logement (Production du), 175
 Logement (Transformation du), 60
 Logement abordable, 63, 68, 76, 83, 168, 186, 232, 237
 Logement adapté, 78
 Logement collectif privé, 124
 Logement d'abord, 27, 70, 92, 225
 Logement de masse, 51
 Logement des étudiants, 136, 222, 232
 Logement des jeunes, 232
 Logement des salariés, 224
 Logement locatif privé, 31
 Logement neuf, 23, 26
 Logement social (Accès au), 236
 Logement social (Financement du), 232
 Logement social, 22, 27, 36, 45, 58, 61, 62, 64, 66, 70, 71, 73, 78, 80, 92, 97, 104, 105, 107, 109, 114, 119, 123, 128, 132, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 150, 152, 154, 155, 157, 162, 164, 165, 169, 170, 174, 178, 183, 186, 187, 188, 190, 195, 196, 202, 204, 206, 213, 215, 217, 223

224, 232, 233, 234, 235
 Logement urbain, 160
 Logement(s) vacant(s), 174
 Logements sociaux (Demande
 dégradé), 229
 Logements sociaux (Offre de), 229
 Logistique urbaine, 65
 Loi AEdé, 182
 Loi Emptorem, 182
 Londres, 168
 Lorient, 197
 Low-Tech, 60, 227

M

Maison et bureau, 59
 Maison individuelle, 194
 Maison Relais, 225
 Mal-logement, 62, 166, 226
 Maladies respiratoires chroniques, 159
 Malakoff, 197
 Management des organisations, 232
 Marchandisation, 73
 Marché du logement (Territoires et), 63
 Marché, 93
 Marché(s) du logement, 83, 136
 Marchés détendus, 72
 Marseille, 212
 Martigues, 214
 Matériaux de déconstruction, 154
 Matériaux, 102
 Maternité, 204
 Médiation, 102
 Mémoire(s), 183
 Ménages acquéreurs, 58
 Mer (Ambivalence de la), 111
 Métabolisme urbain, 100
 Méthodes d'enquête, 77
 Méthodes des itinéraires, 139
 Méthodes mixtes, 56, 161
 Méthodes visuelles, 60, 145
 Methodologie, 223
 Métropole de Lyon, 36
 Métropole du Grand Paris, 236
 Métropoles, 49, 64, 92, 144, 176
 Métropolisation, 42
 Micro-entreprise, 231
 Microhistoire, 215
 Migrants (Habitat des), 160
 Migrants de l'intérieur, 160
 Migrants, 215
 Migratoires (Pratiques), 148
 Milieu métropolitain, 173
 Milieu, 94
 Missions locales, 205
 Mixité sociale et fonctionnelle, 54,

101, 197
 Mixité sociale et résidentielle, 144, 168
 Mobilité, 41, 50, 62, 65, 103, 176
 Mobilité quotidienne, 88
 Mobilité sociale, 158
 Mobilité urbaine, 157
 Modèle social français, 190
 Modèles urbains, 106
 Modes de vie, 59
 Modes et styles de vie, 181
 Monde associatif, 110
 Montage(s) d'opération, 216, 239
 Montage(s) économique(s), 239
 Mouvement écologiste, 104
 Mouvement moderne, 101
 Mucoviscidose, 159
 Multipropriété, 33
 Municipalisme, 171
 Municipalité, 157

N

Nantes, 197
 Nature en ville, 118
 Nature, 50
 Néolibéralisme, 93
 New York, 161
 Non-recours aux droits, 27, 32, 70
 Normes sociales, 122
 Nouvelles pratiques, 234
 Numérique, 127

O

Objets techniques, 25
 Observation participante, 151
 Observatoire, 59, 237
 Occupation sociale temporaire, 61
 Offre de logements, 220
 Open data, 37, 38
 Ordinaire, 147
 Organisation métiers, 170
 Organismes Hlm, 92, 99, 123, 152, 169, 170, 174, 217, 223, 234, 235
 Outils opérationnels, 223

P

Pandémie, 39
 Parc Hlm (Occupation du), 229
 Parc Hlm (Vocation sociale du), 229
 Parcours, 158
 Parcours résidentiels étudiants, 222

Paris, 32, 161
 Partenariat Public-Privé, 161, 172, 214
 Participation, 108, 135, 164, 225, 226
 Participation citoyenne, 65,
 Participation sociale, 78, 122
 Patrimoine, 30, 188
 Patrimoine (Faire), 139
 Patrimoine moderne, 51
 Patrimoine naturel, 65
 Patrimonialisation, 142
 Patrimonialisme, 172
 Pauvreté-Précarité, 41, 131, 143, 220
 Pavillonnaire, 164
 Pays-Bas, 80, 119
 Paysage, 173
 Paysagisme, 105
 Pensions de famille, 225
 Péréquation, 23
 Périurbain, 42, 48, 96, 115, 164
 Périurbanisation, 64
 Permis de construire, 26
 Personnes âgées, 200
 Petites villes, 41, 96, 106, 193
 Pièce en plus, 54
 Plan d'urbanisme bioclimatique, 118
 Planification (Types de), 43
 Planification régionale, 43
 Planification urbaine, 115
 Planification, 120, 237
 PNRU, 197
 Politique de la ville, 104, 109, 152, 235
 Politique publique (Évaluation de), 63
 Politique(s) de peuplement, 132
 Politique(s) du logement, 24, 134, 135, 136, 161, 164, 171, 172, 190, 220, 230, 232
 Politique(s) publique(s), 43, 82, 85, 113, 123, 126, 136, 160, 176, 181, 185, 189, 190, 196, 202
 Politique(s) territoriale(s), 120
 Politiques comparées, 141
 Politiques locales de l'habitat, 49, 76, 171, 174, 181, 232
 Politiques publiques (Territorialisation des), 134
 Politiques publiques locales, 49
 Politiques urbaines, 49
 Politiques, 188
 Pollution, 29
 Pouvoir d'agir, 25
 Pratiques collaboratives, 135
 Pratiques culturelles, 145
 Pratiques d'habiter, 139
 Pratiques du réemploi et de réutilisation, 102, 154
 Pratiques entrepreneuriales, 59
 Pratiques juridiques profanes, 156
 Pratiques participatives, 106
 Pratiques touristiques, 79

Précarité étudiante, 222
 Préfabrication, 162
 Privatisation, 153
 Privilège, 182
 Prix, 237
 Production urbaine, 124
 Professionnalisation, 152
 Projet(s), 194
 Projets (Conduite de), 216
 Projets d'architecture, 220
 Projets innovants, 46
 Promotion privée, 197
 Propriétaires, 86, 182
 Propriété (Dissociation du droit de la), 63
 Propriété du logement, 135, 156
 Propriété privée, 85
 Propriété sectionale, 94
 Propriété, 94, 107, 129, 186
 Prospective territoriale, 121
 Prospective, 230
 Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), 120
 Psychopathologie, 199

Q

Qualité d'usage, 216
 Qualité des constructions, 220
 Qualité des logements, 220
 Qualité, 239
 Quartier (Effets de), 88, 109
 Quartier ancien dégradé, 113
 Quartiers d'habitat social, 213
 Quartiers de gare du Grand Paris
 Express, 134
 Quartiers de gare, 121
 Quartiers en politique de la ville (QPV), 88, 204, 235
 Quartiers populaires, 104, 129, 132, 157, 158, 184, 187, 203, 206, 212
 Quartiers précaires, 196
 Quotidien, 139

R

Rapports d'âge et de génération, 114
 RE 2020, 162
 Réalisation, 194
 Réception des politiques publiques, 27, 70
 Recherche participative, 69
 Recherche-action collaborative, 32
 Recherche-action, 67, 69, 225
 Recherche, 50
 Recomposition spatiale des
 territoires littoraux, 125
 Reconduction photographique, 139

Reconnaissance, 142
 Reconstruction post-désastre, 106
 Reconstruction, 218
 Recyclage architectural, 183
 Recyclage urbain, 183
 Réfugié(s), 145
 Régénération, 128, 218
 Réhabilitation, 66, 128, 154, 188
 Relevé d'habiter, 53
 Relogement, 193, 206
 Renouvellement urbain, 170, 213, 214, 224
 Rénovation énergétique, 80, 81
 Rénovation énergétique du patrimoine public, 65
 Rénovation thermique, 155, 178
 Rénovation urbaine, 132, 187, 195, 197, 206
 Rénovation, 85
 Représentations, 157, 195
 Résidentialisation, 105
 Résidentiel (Choix), 181
 Résidentiel (Coût), 77, 103
 Résidentiel (Immobilier), 198
 Résidentiel (Parcours), 63, 205
 Résidentielle (Diversification), 197
 Résidentielle (Économie), 42
 Résidentielle (Promotion), 151
 Résidentielle.s (Mobilité.s), 56, 57, 78, 109, 126, 193
 Résidentielles (Trajectoires), 24, 58, 73, 116, 133, 148, 166, 193, 198, 224
 Résidentielles (Valeur), 166
 Résidentiels (Ensembles), 220
 Résidentiels (Espaces), 135
 Résilience spatiale, 42
 Résilience, 196, 211
 Résistances, 122
 Rétablissement (Approche orientée), 199
 Retraite, 57
 Retraités, 57
 Revitalisation, 79, 131
 Révolution numérique, 56
 Rhône-Alpes, 36
 Risques (Prévention des), 159
 Risques côtiers, 111
 Risques littoraux, 125
 Rivage (Désir de), 111
 RSE, 221
 Ruptures biographiques, 56
 Ruralité, 96

S

Saint-Brieuc Armor Agglomération, 237
 Sans-abri, 199
 Sans-abrisme, 32, 92, 199

Santé environnementale, 165
 Santé et environnement, 65
 Santé publique, 82
 Santé, 29, 50, 52, 53, 82, 98, 192
 Savoirs, 102
 Scénarios, 233
 Seconde moitié du xx^e siècle, 183
 Secteur AHL, 32
 Sécurité-Tranquillité, 232
 Ségrégation sociospatiale, 157
 Ségrégation spatiale, 109
 Ségrégation, 88, 112
 Seine-Saint-Denis, 215
 Séparations conjugales, 116
 Services d'intérêt économique général (Sieg), 119
 Services, 41, 231
 Schizophrénie, 199
 Slum-Free Cities, 106
 Sobriété, 211
 Sociabilité(s), 144, 163
 Socialisation, 114, 181
 Socialisation au droit, 156
 Socialisation économique, 156
 Société, 59
 Sociologie de l'action collective, 203
 Sociologie de l'action publique, 125
 Sociologie de l'habitat, 135, 148
 Sociologie des classes populaires, 206
 Sociologie des institutions, 206
 Sociologie urbaine, 135, 148
 Soin territorial, 71
 Sol, 94
 Solidarité(s), 41
 Solidarités familiales, 56
 Sols et gestion de l'eau, 65
 Squats, 149
 Stratégie Climat, 235
 Stratégie, 221
 Stratification, 112
 Suburbanisation, 164
 Suède, 119
 Suivi social des étudiant.es, 222
 Syndic(s) bénévole(s), 44
 Syndic(s), 84, 85, 86, 93
 Systèmes d'acteurs, 147

T

Team X, 191
 Tétravail, 59
 Terre, 94
 Terres excavées, 100
 Territoires détendus, 174
 Territoires, 79, 82
 Tertiaire (Mutation du patrimoine), 47
 Tiers sociaux, 143

TPE du Bâtiment, 192
 Trajectoires électorales des maires, 26
 Transactions, 30, 64
 Transition écologique, 64, 93, 102, 210, 227
 Transition socio-écologique, 203
 Transition, 100
 Transmettre, 188
 Transports (Organisation des), 50
 Transports en commun, 157
 Transports, 121
 Travail (Organisation du), 50
 Travail social, 143
 Travail, 192
 Travailleurs migrants, 137
 Travaux, 93
 Trouble(s) bipolaire(s), 199

U

Ukraine, 232, 233
 Un chez-soi d'abord, 199
 Union européenne, 119
 Universités, 176
 Urbain, 196
 Urbaine (Qualité), 195
 Urbaines (Formes), 96
 Urbanisme (Documents d'), 120
 Urbanisme, 110, 168, 173, 202, 238
 Urgence sociale, 32
 Usages, 74, 117
 Usage (Assistance à maîtrise d'), 117
 Usages (Expertise d'), 117
 Usage (Valeur d'), 142

V

Vallée de la Seine, 65
 Valorisation, 197
 Vente Hlm, 36, 45, 58, 61, 73, 107, 150
 Vente, 194
 Verticalisation urbaine, 173
 Vie (Conditions de), 56, 78
 Vieillir, 163
 Vieillesse (Politique du), 78
 Vieillesse à domicile, 133
 Vieillesse, 30, 35, 40, 67, 87, 96, 141, 146, 185, 232
 Ville durable, 196, 211
 Ville, 165
 Ville(s) européenne(s), 51
 Ville(s) industrielle(s), 202
 Villes moyennes, 41, 126
 Villes reconstruites, 84
 Violences conjugales, 166

Voirie (Partage de la), 227
 Voisinage (Relations de), 122
 Voisinage (Réseaux numériques de), 122
 Voisinage-Cohabitation, 144
 Vulnérabilité(s), 103

X

xx^e siècle, 51

Z

Zéro artificialisation nette des sols (Zan), 31, 48, 120, 217
 Zonage incitatif, 161
 Zone commerciale périphérique, 214
 Zone(s) d'activité économique, 65

LA COLLECTION DES CAHIERS, TOUTE L'EXPERTISE DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

DERNIÈRES
PARUTIONS

COLLECTION REPÈRES

N° 109 - PATRIMOINE, POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

La mobilisation du DSU des organismes Hlm dans les projets de renouvellement urbain (février 2023)

N° 110 - PATRIMOINE, POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Quels leviers pour réaliser des opérations de requalification ambitieuses dans les quartiers en renouvellement urbain ? (février 2023)

N° 111 - HABITANTS/LOCATAIRES

Panorama des solutions alternatives d'habitat à destination des séniors (mars 2023)

N° 112 - QUALITÉ DE SERVICE

L'enlèvement des véhicules en infraction sur le patrimoine des bailleurs sociaux (mars 2023)

N° 113 - MAÎTRISE D'OUVRAGE, AMÉNAGEMENT ET URBANISME

S'engager dans une démarche de compensation carbone : enjeux et leviers à la portée des organismes de logement social (avril 2023)

N° 114 - PATRIMOINE, POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Sécurisation des chantiers de renouvellement urbain en site sensible (mai 2023)

N° 115 - POLITIQUES SOCIALES

La qualification du parc social et de son occupation : éléments de méthode et retours d'expérience (juin 2023)

N° 116 - PATRIMOINE, POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

La diversification de l'offre résidentielle portée par les organismes Hlm dans les quartiers en renouvellement urbain (juin 2023)

N° 117 - PATRIMOINE, POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

La contribution des organismes Hlm aux dynamiques d'insertion socioprofessionnelle dans les quartiers prioritaires (août 2023)

N° 118 - PATRIMOINE, POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Intervenir sur l'habitat privé des quartiers dégradés : quel rôle pour les organismes de logement social ? (août 2023)

COLLECTION PANORAMAS

N° 07 - ÉDITION 2020

Un panorama de recherches en cours dans le domaine de l'habitat et du logement

N° 08 - ÉDITION 2021

Un panorama de recherches en cours dans le domaine de l'habitat et du logement

N° 09 - ÉDITION 2022

Un panorama de recherches en cours dans le domaine de l'habitat et du logement

N° 10 - ÉDITION 2023

Un panorama de recherches en cours dans le domaine de l'habitat et du logement

N° 11 - POLITIQUES SOCIALES

Réalisations candidates au concours « Hlm, partenaires des âgés » 2021

COLLECTION ACTES

N° 24

Quoi de neuf acteurs ? La journée d'actualité du Réseau des acteurs de l'habitat (Journée d'étude du 20 mars 2019)

N° 25

Quoi de neuf chercheurs ? La vente de logements sociaux à l'épreuve de la recherche (Journée d'étude du 28 novembre 2019)

N° 26

Quoi de neuf acteur(s) ? Les Webinaires d'actualité du Réseau des acteurs de l'habitat (18 novembre et 8 décembre 2020)

N° 27

Réinventer la communication institutionnelle : le rapport d'activité à l'heure des vidéos et podcasts (Webinaires du 8 avril 2021)

N° 28

Être voisin(s). Espaces résidentiels et liens sociaux, aujourd'hui (Paris, 27 et 28 octobre 2021)

N° 29

Quoi de neuf, chercheurs ? Les défis d'un foncier et d'un logement abordables (Paris, 1^{er} décembre 2021)

N° 30

Faire avec les habitants : des collaborations renouvelées dans l'habitat social (Paris, 2 juin 2022)

N° 31

Votre communication est-elle vraiment accessible à toutes et à tous ? (Paris, 5 décembre 2022)

Pour commander des Cahiers, se rendre sur l'espace « BOUTIQUE »
du site www.union-habitat.org

L'ensemble des Cahiers est disponible en PDF sur <http://ressourceshlm.union-habitat.org>,
après identification de l'utilisateur.

N°

12

 LE RÉSEAU
DES ACTEURS
DE L'HABITAT

Le Réseau des acteurs de l'habitat est financé par :



UNION NATIONALE
DES FÉDÉRATIONS D'ORGANISMES HLM

14, rue Lord-Byron - 75384 Paris Cedex 08

01 40 75 78 00 - www.union-habitat.org